

GIFT OF
J. C. Calvian



EX LIBRIS

148

LOUIS XI

JEAN II ET LA RÉVOLUTION CATALANE

(1461-1473)

BIBLIOTHÈQUE MÉRIDIONALE

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE TOULOUSE

2^e SÉRIE — TOME VIII.

LOUIS XI

JEAN II ET LA RÉVOLUTION CATALANE

(1461-1473)

PAR

Joseph CALMETTE

ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE

ÉLÈVE DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES

BÉNEVOLE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

DOCTEUR EN LETTRES



TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOLARD PRIVAT

RUE DES ARTS, 14 (SQUARE DU MUSÉE).

PARIS. — ALPHONSE PICARD ET FILS, RUE BONAPARTE, 82

1903

100

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

TEXTE.

- P 20, dernière ligne, *au lieu de* aux Pièces justificatives n° 51, lisez p. 527, note 1.
 P 96, ligne 12, *au lieu de* Pore, lisez Joan.
 P 98, ligne 12, *au lieu de* Bourgogne, lisez Brabant.
 P 141, ligne accompagnée, *au lieu de* août, lisez juillet.

NOTES.

- P 39, n., ligne 2, *au lieu de* douraine, lisez douaire.
 P 91, n. 1 ligne 2, — Bayonaz — Tayanar.
 P 172, n. 4 ligne 14 — roys, — roy.
 P 215, n. ligne 15, — havan, — havem.
 P 261, n. 2, ligne 11, — Sforça, — Sforza.
 P 291, n. 1, ligne 2, — semper, — nuper.
 P 291, n. 2, ligne 4, à la référence *Arceus Amoral*, ajoutez p. 59.
 P 293, n. 2, dernière ligne, et P. 351, n. 2, dernière ligne, après 141, ajoutez p. 59.
 P 323, n. 1, dernière ligne, *au lieu de* 251, lisez 351.
 P 328, n. 3, dernière ligne, — 1212, — 1412.
 P 333, n. 1, ligne 13, *au lieu de* operato, lisez sporato.
 P 341, n. 1, dernière ligne, *au lieu de* confessu, lisez confessor.
 P 341, n. 2, ligne 8, — petunt, — petunt.
 P 356, n. 9, dernière ligne, *au lieu de* regens, lisez regem.
 P 363, n. 1, ligne 4, *au lieu de* Jaouen, lisez Joannem.
 P 372, n. 3, ligne 12, — virtus, — intus.
 P 392 n. 1 ajoutez p. 161 n. 2 ajoutez p. 168.

PIECES JUSTIFICATIVES

- P 410, ligne 6, *au lieu de* ente, lisez entro.
 P 432, ligne 16, — limitatione, lisez limitationes.
 P 457, ligne 23, — en, — en.
 P 467, ligne 13, — solera, — vollem.
 P 488, ligne 15, — stus, — aus.
 P 496, ligne 92, — no, — nos.
 P 497, ligne 25, — concloror.en, — conclourien.
 P 521 ligne 1, — fuit, — fuit.
 P 524, ligne 20, — proclixea, — proclixen.
 P 540, ligne 5, — a, — o.
 P 554, ligne 98, — son, — son.

INTRODUCTION

Les relations de Louis XI avec Jean II d'Aragon et le Principat de Catalogne — constitué durant plusieurs années, par l'effet d'une révolution, en gouvernement distinct et indépendant, — n'ont jamais été jusqu'ici l'objet d'aucun travail particulier. Il a paru intéressant de leur consacrer la présente étude. La période qui s'étend depuis l'avènement de Louis XI, en 1461, jusqu'au traité de Perpignan, en 1473, forme, à cet égard, un tout bien délimité, dont l'unité apparaîtra clairement à la suite des neuf chapitres qui répondent aux divisions naturelles du sujet. Un premier chapitre expose l'état de l'Aragon et de la Catalogne, ainsi que l'état des relations franco-aragonaises et franco-catalanes, avant l'avènement de Louis XI, dont les débuts dans la politique espagnole sont antérieurs à la mort de Charles VII. L'analyse de la campagne diplomatique de 1461-1462, qui aboutit à l'entente complète des deux

rois, grâce à la signature du traité de Bayonne, est suivie de deux chapitres respectivement consacrés aux événements qui se déroulèrent immédiatement après ce traité et à sa mise à exécution. L'intervention du roi de Castille en Catalogne, celle de D. Pedro de Portugal et celle de la maison d'Anjou fournissent ensuite la matière d'autant de chapitres, dont la série est interrompue seulement par un chapitre spécial qu'il a paru utile de réserver à la grande ambassade envoyée de Barcelone à la cour de France, en 1463. Enfin, un dernier chapitre fait connaître les conséquences de la politique de pacification mise en œuvre, au milieu de tant de difficultés, par Jean II, et montre comment, en raison du triomphe de cette politique, le traité de Perpignan, qui en est le couronnement, constitue un retour aux clauses de Bayonne.

Cinq phases, d'une durée et d'une importance inégales, se détachent donc nettement : la première pose pour ainsi dire devant nous les personnages et la situation ; la seconde nous amène à l'accord des deux souverains ; la troisième nous montre le régime de cet accord ; la quatrième nous fait assister aux péripéties à travers lesquelles sombre l'alliance, tandis que la Catalogne se débat contre Jean II avant de retomber dans sa main ; la cinquième, enfin, dénoue la situation et rétablit l'alliance dans ses premiers termes. C'est comme un drame en cinq

actes, dans les scènes multiples duquel nous voyons se développer la politique de Louis XI au delà des Pyrénées, politique dont une idée maîtresse, tantôt cachée et tantôt apparente, forme comme le centre.

Cette idée, que l'on apercevra à son heure, devait former, dans la même mesure, le centre de notre travail. Autour d'elle se groupent d'assez nombreux épisodes; mais il eût été hors de propos de prétendre faire à cette occasion l'histoire de la politique générale de l'Europe à cette époque, ou celle des expéditions maritimes et militaires dans lesquelles les trois grands acteurs du drame, Louis XI, Jean II et le Principat, ont joué un rôle; il n'en a été question que dans la mesure nécessaire pour rendre compte des faits d'ordre diplomatique qui intéressent les puissances en jeu. La seule campagne qui ait été rapportée avec quelques détails est celle de 1462, et ce n'est qu'une exception apparente, car cette campagne fut le résultat direct et précis d'un traité formel; elle a mis, en vertu de ce traité, les trois Etats en présence; elle a exercé, enfin, une influence capitale sur la marche des événements.

INDEX DES RÉFÉRENCES

I. — SOURCES INÉDITES

a) Angleterre.

LONDRES British Museum *Additional Manuscripts*, 21528.
— Record office. *Tenure Rolls, Edward IV.*

b) Espagne.

BARCELONE. Archivo de la Corona de Aragón .
 Cancillería nos 7, 3407-3449, 3519.
 Cartas Reales, leg 131-135.
 Diario de la Diputación, triennios 1453, 1458, 1461,
 1464, 1467, 1470.
 Intrusos, 10-27, 31, 48-58.
 Turbaciones (Correspondencia del General), trienni
 1461.
 Procesos de Cortes, 45.
 Pergaminos (Juan II), 201
— Archivo municipal :
 Casas Comunes, 1462-1463; 1464; 1465-1466; 1467-
 1469, 1470-1471, 1472-1473.
 Cartas Reales, 1455-1462; 1463-1469; 1469-1475; 1442-
 1454¹.

1. Ce dernier portefeuille, qui, en raison des dates extrêmes qu'il porte, devrait être en dehors de nos limites, renferme en réalité, par suite d'erreurs de classement, des textes correspondant à notre période.

BARCELONE. Archivo municipal :

Corles, 1478-1479.

Deliberacions. Ginebret, reg. IV (1461-1462)

— — reg. V (1463-1468).

— — reg. VI (1463-1466)

— — reg. VII (1467).

— Brujo, reg. III (1472-1473).

Letres closes. Ginebret, reg. IV (1460-1462)

— reg. V (1462-1468).

— — reg. VI (1468-1471).

— Brujo, reg. I (1471-1473).

Liber Notularum, t. III

Liber Diversorum

Libro de Ceremonias, t. II (IV)¹

Libro de la marmesoria del rey D. Pedro.

Procesos y diligencias.

Rubrica de Bruniquer.

GÉRONZE .. Archivo municipal :

*Cartas Reales*².

Manual de Acuerdos, 1463-1473.

— Bibliothèque provinciale. Ms. n° 94.

— Cathédrale. Secrétariat. *Resolutiones Capituli*, 1463-1473, 1473-1482³.

LERIDA... Archivo municipal. *Privilegios*.

LIVIA... Archivo municipal *Pergaminos*

MADRID .. Archivo histórico Nacional :

Órdenes militares. Montesa. *Cartas Reales*.

— — Maestro, Valencia.

— Biblioteca de la Real Academia de la historia :

Colección Salazar y Castro.

Colección Abella

Colección Vargas-Ponce.

— Biblioteca Nacional. Ms. 1696⁴, Dd 132⁵, Dd 184⁶, P 13⁷.

1 Ce tome était le quatrième de la collection; mais il est devenu au, our- d'hui le second par la perte de deux des précédents.

2 Série non classée

3 Voir *Bibliographie* au mot *Fita*. J'ai tiré du ms. divers documents négligés par cet éditeur.

4 Alonso de Palencia, *Annales* (chronique inédite).

5 Collection du P. Butriol.

6 Manuscrit de dedication de Gonzalo de Santa Maria (v. *Bibliographie*).

7 La seconde partie de ce ms. contient des notes annalistiques de Joan Frances Bocha, mort racional de la Députation le 4 juin 1480.

- MADRID. Archives particulières de M. le duc de Medinaceli. .
Fonds de Cardona
 Joseph Llobet, *Epitome de la descendencia y successions de los excellentissimas viscondes y duques de Cardona*¹
- MARRESA. Archivo municipal. *Llibre vert*.
- PALMA-DE-MALLORCA. Archivo histórico del reino de Mallorca :
Cadulas Reales, 1466-1468.
General Consell, 1460-1474
Llibre de molts y bons privilegis.
Llibre del paborde Jaume.
 — Archivo del Real Patrimonio :
Cartas Reales, 1463-1469
Liber datarum, 1463-1473.
- PAMPLUNE. Archivo general de Navarra :
Cuentos, cajón 154, 159, 160, 162, 163.
Cuentos, reg. 498 (libro de diferentes memorias).
Indice. Fueros y Privilegios.
Indice Guerra
- SARAGOSSA. Archivo municipal. *Cartas Reales*
- SIMANCAS. . Archivo general de Castilla .
Estado. Capitulaciones con Aragon y Navarra.
 — *Capitulaciones con Caballeros y Moros*
 — *Diversos de Castilla.*
 — *Mercedes antiguas.*
 — *Pleitos y homenajes*
 — *Sicilia.*
- TOLEDO... Archivo municipal :
Cartas Reales
Armario secreto, cajón VIII
- VALENCE. Archivo der reino. *Curia Johannis II*, armario 84
 — Archivo municipal .
Cartas Reales.
Letres, XXV-XXVIII.
Libre de Consells, 1460-1463.
 — Bibliothèque de l'Université, ms. 87-6-18².

¹ Histoire de la maison par J. Llobet, notaire du dix-septième siècle, d'après les papiers de la famille. On n'en a publié qu'un très sec résumé généalogique (v. *Bibliographie*). Nous devons à l'obligeance de M. le duc de Santo-Mauro d'avoir pu travailler dans les archives de la famille de Medinaceli

² Ce ms. 87-6-18 est fort important. C'est la copie d'un ms. original du quinzième siècle, achevée, d'après l'explicit, le 18 juillet 1742. Le titre est le suivant : « Dietari d'un capella d'Afons V. » C'est, en effet, le journal d'un

VICH. Archivo municipal
Cartas, 1461-1465.
Libro de privilegio.

c) France.

AIX. Bibliothèque municipale, ms. 1064.
 COMÈGE (Pyrénées-Orientales). Archives du château¹
 LILLE. Archives départementales du Nord B 337, 2040.
 MARSILLAS. Archives départementales des Bouches-du-Rhône B 15,
 16, 686.
 NANTES. Archives départementales de la Loire-Inférieure. B 1169;
 E 100, 122, 124.
 PARIS. Archives Nationales J 562-566, 945; K 70, 71, 1636;
 P 1831.
 — Bibliothèque de l'Arsenal. Ms. 4790, ms. 8319 (espagnol 9).
 — Bibliothèque nationale².
 Collection Baluze, vol. 238.
 Collection Clairambault, vol. 963.
 Collection Dupuy, vol. 607
 Collection Fontaineu, portefeuille n° 134-135.
 Fonds espagnol, 113¹, 120.
 Fonds français, 2307, 3963, 5044, 6870-6880⁴, 20428,
 20430, 20486-20494⁵, 20455.

chapelain d'Alphonse le Magnanime. L'anteur fut élevé à cette dignité au cours de la captivité d'Alphonse en Italie. C'est surtout pour le règne de son protecteur que son œuvre est intéressante. Sous Jean II, elle représente, sous forme de diacre, les informations que l'ancien chapelain reçoit à Valence, où il s'est retiré.

1 M. Léon de Vilur, propriétaire de ce château, a bien voulu nous autoriser à travailler dans ces précieuses archives, qui renferment de nombreux documents sur les familles qui l'ont successivement possédé. L'inscription de la margelle du puits qui se trouve à l'entrée du château porte le nom de l'un des personnages qui figurent dans notre étude, Bernard d'Uss (ou à laquelquesfois à tort : Honoré d'Uss). — Nous avions espéré trouver au château de Lèren (Ariège), dans les archives de M. le duc de Lévêque Nivernois, des documents pour notre sujet; mais notre confrère M. F. Pasquier, qui connaît à merveille ses archives, a bien voulu nous prévenir qu'il n'y existait aucune pièce concernant notre matière, dans les limites chronologiques que nous lui avions indiquées.

2. Nous indiquons dans les notes par les seules initiales *B. N.* la Bibliothèque Nationale de Paris.

3. Premier registre subsistant de la chancellerie aragonaise de Naples (v. à la *Bibliographie*, au mot *Truchers*).

4. *Recueil* de l'abbé Legrand (v. ci-après, *Appendice* 1).

5. Fonds Bourre.

- PARIS. Bibliothèque nationale :
Nouvelles acquisitions françaises, 5126¹.
Fonds italien, 1591, 1593, 1619, 1649.
Fonds latin, 5414, 6024, 10133.
- PAU Archives départementales des Basses-Pyrénées. E 41.
- PERPIGNAN. Archives départementales des Pyrénées-Orientales. B 286,
 292, 295, 374, 468 D 1; E, notaires, fonds d'Oms,
 G 237, 850.
 Bibliothèque municipale. Ms. 84², ms. 94²; ms. 107⁴.
 — Fabrique de l'église cathédrale. *Libre de memorias de*
la iglesia major de San Joan de Perpinya, 1450-1488^o.
 — Archives de la famille d'Oms⁶
Genealogie.
Libre de Testaments y Inventaris.
- THUIR. Archives municipales. CC 1.

d) Italie

- GENES Archivio di Stato :
Materie politiche, 2752, 2780
 — *literarium*, 1800, 1811.
- MILAN. Archivio di Stato .
Condottieri. Boffillo di Giudice.
Potenze estere Aragona, Francia, Firenze, Napoli,
Spagna, Torino.
Lettere Missive, XCIV-CXI.
Autografi, Spagna.
- ROME. Archives Vaticanes :
Regesti Vaticani, 525-531.
Armario XXXIX, libri dei brevi, 12-14.
 — Bibliothèque Vaticane. *Ms de la reine de Suède* n° 378.

1. Papiers de Libri

2. *Libre de Memories de l'eglise Saint-Jacques*. Sur cette source voir P. Vidal, *Hist de la ville de Perpignan*, p. 260, note 1.

3. *Mélanges historiques sur l'ancienne province de Roussillon*, pour faire suivre à l'historique de cette province, par Henry

4. *Cartulaire Roussillonnais*, manuscrit d'Amst. Cette vaste collection, qui comprend plus de cinquante volumes, forme deux séries, dont la formation est respectivement désignée pour la première par un chiffre, pour la seconde par une lettre de l'alphabet.

5. Ce volume, bien qu'inventorié aux Archives départementales sous la cote G 377, est déposé à la fabrique de la cathédrale.

6. Ces archives nous ont été accessibles, grâce à la complaisance de M^{lle} Marie d'Oms, de M le capitaine d'Oms et de M J. de Lamby

e) Portugal.

LISBONNE. Arquivo geral (Torre do Tombo). *Chancelaria, Alfonso V*, t. IX

II. — BIBLIOGRAPHIE¹.

- ABARCA *Los reyes de Aragon en Anales históricos*, t. II. Salamanca, 1684, in-f^o.
- x ALART (Julien-Bernard). *Notices historiques sur les communes du Roussillon*. 3^e série. Perpignan, 1878, in-12.
- ALFONSO. Voir FTA.
- ALTAMIRA Y CREVEA (D. Rafael) *Historia de España y de la civilización española*, t. I. Barcelone, 1900, in-8^o.
- AMADOR DE LOS RÍOS (D. José). *Historia crítica de la literatura española*, t. VII. Madrid, 1855, gr. in-f^o.
- Annales du Midi*, t. III (1891)
- Archivio storico lombardo*, 3^e série, t. II (1885).
- Archivio storico per la provincia napoletana*, t. IX (1884), t. XVII-XXIII (1892-1898)
- AURELIO-PI Y ARIMON (D. Andrés) *Barcelona antigua y moderna*. Barcelone, 1854, 2 vol. in-f^o
- ATMERIC. *Nomina et acta episcoporum Barcinonensium*. Barcelone, 1760, in-4^o.
- BALAGUER (D. Victor). *Historia de Cataluña y de la Corona de Aragon*. Barcelone, 1861, in-f^o.
- BALAGUER Y MÉRINO D. *Pedro el condestable de Portugal*, dans *Revista de ciencias históricas*, t. II (1881)
- *De la mort del infant en Carles*, dans *Renaixença*, t. III (1873).
- BASIN (Thomas). Publié pour la Société de l'Histoire de France, par J. Quicherat. Paris, 1855-1856, 4 vol. in-8^o
- BEAUCHET-FILLEAU *Dictionnaire historique de l'ancien Poitou*. Poitiers, 1840-1854, 2 vol. in-8^o
- BERNALDEZ (Andrés). *Historia de los reyes católicos*, dans *Crónica de los reyes de Castilla*, t. III (*Biblioteca de autores españoles*, t. LXX). Madrid, 1878, in-8^o

1. Les ouvrages d'un usage courant, tels que l'*Art de vérifier les dates* ou l'*Histoire généalogique* du P. Anselme, ne figurent pas dans la *Bibliographie*.

2. Le tome I de l'ouvrage, également in-folio, a paru à Madrid en 1692

- Bibliófilos españoles (Sociedad de), t. XXIX, *Opúsculos literarios de los siglos XIV á XVI* Madrid, 1892, in-8º
- Bibliothek des literarischen Vereins in Stuttgart, t. VII, *des böhmischen Herrn Leo von Rosenau Ritter = Hof- und Filger Reize*, Stuttgart, 1844, in-8º
- Bibliothèque de l'École des chartes, t. XLIII-XLV (1882-1884).
- BLANCH É ILA (D. Narciso). *Gerona histórica-monumental*. Gérone, 1853, in-8º.
- BOFARULL Y BROCA (D. Andrés de). *Anales históricos de Reus*, 2ª edic. Reus, 1866, in-8º
- Y BOFARULL Y BROCA (D. Antonio de). *Historia crítica civil y eclesiástica de Cataluña*, t. VI Barcelona, 1877, in-8º.
- BOFARULL Y MASCARO (D. Próspero de). *Los Condes de Barcelona vindicados*. Barcelona, 1830, 2 vol. in-4º.
- BOFARULL Y SARTORIO (D. Manuel de). *Colección de documentos medievales del archivo general de la Corona de Aragón*, t. XIV á XXI, *Levantamiento y guerra de Cataluña en tiempo de D. Juan II* Barcelona, 1852-1861, in-8º
- BOFARULL Y SANS (D. Francisco de). *Antigua marina catalana* Barcelona, 1898, in-4º.
- BOISSONNADE (P.). *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille* Paris, 1839, in-8º
- Boletín de la Sociedad arqueológica luliana*, t. VII Palma-de-Mallorca, 1896, in-8º.
- BOUREL DE LA ROCHÈRE (Charles). *Histoire de la marine française*. Paris, 1869-1900, 2 vol. in-8º.
- BOYÉ. *Institucions de Catalunya*, obra premiada en los Jochs florals de Barcelona, l'any 1894 Barcelona, s. d., in-8º
- BUADA (John). *Memorial e kalendari de les coses fetes e passades*, éd. J. Villanueva, *Viaje literario*, t. XIV.
- CALMET (DOM). *Histoire de Lorraine*. Nancy 1745-1757, 7 vol. in-fº.
- CALMETTE (Joseph). *Documents relatifs à Don Carlos de Viane aux archives de Milan, dans Mélanges publiés par l'École française de Rome*, t. XXI (1901).
- *Un épisode de l'histoire du Roussillon au temps de Charles VII*, dans *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*, t. I (1900).
- *Una informació acerca de la sede de Barcelona en el año 1464*, dans *Revista de la Asociación artístico-arqueológica barcelonesa*, t. III (1901).
- Y — *Documents relatifs à la prise de Perpignan sous Louis XI*,

I Pour abréger, j'indiquerai généralement cette collection, souvent citée, par la simple abréviation *Bof.* suivie du tome et de la page

dans *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*, t. I (1901)

CAMPANER Y FUERTES (D. Alvaro). *Cronicon Mayoricense*. Palma, 1881, in-8°.

CAPMANY DE MONTPALAU (D. Antonio de). *Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de Barcelona*. Madr.d, 1774, 4 vol in-4°.

CARBONELL (Pere Miquel). *Chroniques de Espanya fins aci no divulgades*. Barcelone, 1546, in-8°¹

CARRERAS Y CANDI. *Discursos leídos en la real Academia de Buenas letras*². Barcelona, 1896, in-4°.

CARBALADE Jules de). *Lettre de Béranger de Sos à Jean II, roi d'Aragon* (1468), dans *Revue de Gascogne*, t. XI, (1899).

Catalogue analytique des archives de M. le baron de Joursanvault, t. I. Paris, 1888, in-8°.

CENAC-MONCAUT. *Histoire des peuples et des états pyrénéens. France et Espagne*. Paris, 1860, 4 vol. in-4°.

CHIA (D. Julian de). *Bandos y Bandoleros en Gerona*. Gérone, 1890-1890, 2 vol. in-8°.

CHWEI (Jos.) *Briefe und Actenstücke zur Geschichte der Herzoge von Mailand von 1451 bis 1503*, dans *Neuizenblatt de l'Académie de Vienne* (Autriche), t. VI (1856)

Chronica latina Sabaudiae, dans *Historiae patriae monumenta. Scriptores*, t. I.

Chronicon de Valladolid, dans *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, t. XIII.

Chronique scandiavense (Jean de Eloye), publiée pour la Société de l'Histoire de France par R. de Mendrot. Paris, 1894-1896, 2 vol. in-8°.

CODINA³. *Guerras de Navarra y Cataluña desde el año 1451 hasta el año 1478*. Barcelone, 1851, in-4°

Colección de documentos inéditos para la historia de España. Madrid, 1842 et suiv., in-8°.

Colección de documentos inéditos del arch. vo de la Corona de Aragón. — Voir ROFARULL Y SANTONIO.

1 Brunet cite à tort une édition de 1547, s'il faut en croire Muñoz y Romero, *Dic. bibl.*, p. 88, col. 1. L'exemplaire utilisé est, en tout cas, conforme à celui que décrit le célèbre bibliographe espagnol.

2. Ce discours, prononcé le 14 mars 1896, a pour sujet : *Hegemonía de Barcelona en Cataluña durante el siglo XV*.

3. L'ouvrage de Codina, très sérieusement composé et plein de renseignements utiles, est rare. La Bibliothèque Nationale ne le possède pas. L'exemplaire que j'ai consulté appartient à la Biblioteca Arús, à Barcelone.

- Collección diplomática de la Crónica de D. Enrique el cuarto*¹.
Colleção de livros inéditos de historia portugueza, t. I. Lisbonne, 1790, in-8°.
- COLUMANUS (D. Diego de). *Historia de la insigne ciudad de Segovia y Compendio de la historia de Castilla*². Segovia, 1637, in-4°.
- Constituciones y otros decretos de Catalunya*. Barcelone, 1704, in-f°.
- COMENGE (D. Luis). *Apuntes históricos Clínicas agrarias*³. Barcelone, 1885, in-8°.
- COMINES (Philippe de). *Mémoires*, publiés pour la Société de l'Histoire de France par M^{lle} E. Dapont. Paris, 1840-1848, 3 vol. in-8°.
- CONDEU é INOLADA. *El condestable de Portugal, rey intruso de Cataluña*, dans *Revista de Gerona*, t. II (1878).
 — *El feudalismo y la servidumbre de la gleba en Cataluña*. Gérone 1878, gr. in-8°.
- COURTAVULT (Henri). *Gaston IV, comte de Foix, vicomte souverain du Béarn, prince de Navarre (1423-1472)*, dans *Bibliothèque méridionale*, 2^e série, t. III. Toulouse, 1895, in-8°.
- CUTIET (D. Luis). *Cataluña vindicada*. Barcelone, 1858, in-4°.
- DAUMET (Georges). *Étude sur l'alliance de la France et de la Castille au quatorzième et au quinzième siècle*, dans *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*, fasc. cxviii. Paris, 1894, in-8°.
- DENE (Otto). *Einführung in die Geschichte der altcatalanischen Literatur*. Munich, 1893, in-8°.
- DESDEVISÉS DU DÉZERT. *Don Carlos, prince de Viane*. Paris 1879, in-8°.
- DEJARDINI. *Louis XI, sa politique extérieure, ses rapports avec l'Italie*. Paris, 1874, in-4°.
- Dialogus*. — Voir *Lud*.
- Diari del antic consell barceloní* (Manual de novells arxius vulgarment apellat) Barcelone, 1892 et suiv., 8 vol. in-8°.
- DUCLON. *Histoire de Louis XI*. La Haye, 1766, 2 vol. in-12.
- DEMONTE. *Corps universel diplomatique du droit des gens*. Amsterdam, 1726-1734, 8 vol. in-f°.
- DUPUY (Ant.). *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*. Paris, 1880, 2 vol. in-8°.

1. Cette collection de pièces, destinée à servir de complément à l'édition d'Alonso de Palencia entreprise par l'Académie royale de Madrid, est encore inachevée, comme l'édition elle-même. Il m'a été possible d'utiliser les feuilles déjà imprimées grâce à l'obligeance de M. Alfred Morel-Fatio et de D. Antonio Rodríguez Villa, bibliothécaire de l'Académie.

2. Cet ouvrage a été fait, au moins en partie, à l'aide de textes diplomatiques, comme le montrent des exceptions telles que celle de la page 385 : « *non consta del privilegio que en original permanece y eson visto.* »

3. Curieuses études, d'après les sources, sur les maladies d'un grand nombre de personnages historiques de tous les pays.

- DURO (D. Cesareo Fernandez) *La marina de Castilla*. Madrid, 1834, gr. in-8°.
- KNEHT (Adolf). *Quellenforschungen aus der Geschichte Spaniens*. Cassel, 1840, in-8°.
- ENRIQUEZ DEL CASTILLO (D. Diego). *Crónica del rey Enrique el cuarto de este nombre*, dans *Cronicas de los reyes de Castilla*, t. III (*Biblioteca de autores españoles*, t. LXX). Madrid, 1878, in-8°.
- Estado de la cultura española y particularmente en el siglo XV*. Barcelone, 1868, in-8°.
- FAJARNES D. EDRIQUEJ *Sobre la rebelión de Menorca en 1463*, dans *Boletín de la Sociedad arqueológica balearica*. Palma, t. V.I (1896).
- FELIU DE LA PEÑA (Narciso) *Anales de Cataluña*. Barcelone, 1709, 8 vol in-4°.
- FERNANDEZ Y DOMINGO (D. Daniel) *Anales ó historia de Tortosa*. Barcelona, 1867, in-8°.
- FEUGIERES DES FORTS (Ph.). *Le chancelier Pierre d'Orléans* (École des chartes, positions de thèses des élèves de la promotion de 1891).
- FITA Y COLOMER (R. P. d. Fidel). *Le libre vert de Menorca*, dans *Renaissance*, t. X (1880).
- *Los reys d'Aragó y la Seu de Girona*¹. Barcelone, 1873, gr in-4°.
- FORSBOT (Henri). *Jean Baluz, cardinal d'Angers* dans *Bibliothèque de l'École des Hautes Etudes*, fasc. CVI. Paris, 1895, in-8°.
- FONSE. *Mémoire pour l'ordre des avocats*. Perpignan, 1770, in-4°.
- X GAUILLARD. *Histoire de la rivalité de la France et de l'Espagne*. Paris, 1801, in-1°.
- AGAZANYOLA *Histoire du Roussillon*, publiée et augmentée par le baron Guiraud de Saint Marsal. Perpignan, 1857, in-8°.
- GHINZONI (P.). *Galeazzo Maria Sforza e Luigi XI*, dans *Archivio storico lombardo*, 2^e série, t. II (1885).
- GIAMPIETRO (Dantele). *Un registro aragonese della Bibliotheca nazionale di Parigi*, dans *Archivio storico per la provincia napoletana*, t. IX (1884).
- GODETROY *Mémoires de Philippe de Commaes*. Paris, 1649, in-4°.
- GONZALO DE SANTA MARIA². *Serenissimæ principis Joannis II vita*, édit. Paz y Melia, *Col. de doc para la historia de España*, t. LXXXVIII.

¹ Sous ce titre, l'éminent académicien espagnol publie d'importants extraits d'Alfonsoello, vicaire général du quinzième siècle, qui a tenu un précieux journal du chapitre, dans les *Resoluciones capituli* de la cathédrale de Gérone. (Voir ci-dessous, *Sources inédites*.)

² Cette biographie de Jean II la seule contemporaine, dédiée à Ferdinand le Catholique, a une très grande valeur. Le manuscrit utilisé par l'éditeur

- GRANT (D Emilio) *El cardenal Margarit*. Gérone, 1885, in-8°.
- GUICHENON (Samuel). *Histoire généalogique de la maison de Savoie*. Lyon, 1696, 2 vol.
- ✓ HENRY. *Histoire du Roussillon*. Paris, 1836, 2 vol. in-8°.
- HERNANDEZ. *Histoire d'Espagne*, trad. d'Hernulley. Paris, 1741, in-4°.
- Histoire générale du quatrième siècle à nos jours*, t. III. Paris, 1894, gr. in-8°.
- Historias patrias monumenta*. Turin, 1836-1877, in-f°.
- JARRY (Eugène). *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*. Paris, 1889, in-8°.
- LAFATTE. *Annales de la ville de Toulouse*. Toulouse, 1697, 2 vol. in-4°.
- LAFUENTE. *Historia general de España*. Madrid, 1850-1862, 28 vol. in-8°.
- LARCHÉY (Lorédan). *Ancien armorial de la Touse d'or et de l'Europe au quinzième siècle*. Paris, 1890, gr. in-f°.
- LECOY DE LA MARCHE. *Le roi René*. Paris, 1879, 2 vol. in-8°.
- ✓ LEGRAY (Urbain). *Histoire de Louis XI*. Paris, 1874, 2 vol. in-8°.
- LELONG (P.) *Bibliothèque historique de la France*, édit. Fevret de Fontette. Paris, 1766, in-f°.
- LENGLET-DUPRENOY. *Mémoires de messire Philippe de Comines*. Paris, 1747, 4 vol. in-4°.
- LESOUR. *Histoire de Gaston IV, comte de Foix*, publiés pour la Société de l'Histoire de France, par H. Courteault. Paris, 1893-1895, 2 vol. in-8°.
- *Lettres de Louis XI*, publiées par la Société de l'Histoire de France, par J. Vaesen et Et. Charavay. Paris, 1883-1895, 5 vol. in-8°.
- Libellus d'Antoine Pastor*, édit. J. Calmatte, dans *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*, t. II (1901).
- Libro de algunes coses acanyalades succedides en Barcelona y en altres parts*, format per Joan Comes en 1583, édit. J. Puiggari. Barcelona, 1881, in-8°.
- LOBER (Joseph). *Genealogia de la nobilissima casa de Cardona*. Barcelona, 1635, in-4°.
- LONGERAN (Adrien de). *Monnaies de Louis XI frappées à Perpignan*, dans *Revue Numismatique*, 2^e série, t. II (1857).
- Lud* (Dialogue de Jean). Nancy, 1851, in-8°.
- MANDROT (Bernard de). *Jacques d'Armagnac, duc de Nemours*, dans *Revue historique*, t. XLIII (1890).
- *Louis XI, Jean V d'Armagnac et le drame de Lectoure*, dans *Revue historique*, t. XXXVIII (1866).

est le manuscrit de dédicace après avoir appartenu à Zurita, il se trouve aujourd'hui à la Biblioteca Nacional de Madrid sous la cote Del 14.

- MARCELLO (M.) *Crisi de Catalunya, Ascha per las naciones estrangeras*. Barcelone, 1665, in-8°.
- MARINUS SICULUS. *Opus de rebus Hispanice memorabilibus*. Alcalá de Henares, 1533, in-8°.
- Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'Ecole française de Rome, t. XXI Rome, 1904, in-8°.
- MOMEL-FATIO (Alfred). *Souhaits de bienvenue adressés à Ferdinand le Catholique par un poète barcelonais en 1473*, dans *Romania*, t. XI (1882).
- MOREN (D. José) y GALLI (D. F.) *Historia de Camprodon*. Barcelone, 1879, in-8°.
- MOURET (R. P. José). *Anales del reino de Navarra*. Pampelune, 1684-1745, 5 vol in-4°.
- MORICE (Dom). *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne* Paris, 1742-1746, 3 vol in-8°.
- MURAZ y ROMERO (D. Thomas). *Diccionario bibliográfico-histórico de los antiguos reinos, provincias, ciudades, villas, iglesias y santuarios de España*. Madrid, 1856, gr. in-8°.
- Ordonnances des rois de France de la troisième race* Paris, 1723-1840, 20 vol in-8°.
- NUNZIANTI (Emilio). *I primi anni di Ferdinando d'Aragona e l'assunzione di Giovanni d'Angiò*, dans *Archivio storico per la provincia napoletana*, t. XVII-XXIII (1892-1898).
- y FANJUELA (Félix). *Lettres de Louis XI relatives à sa politique en Catalogne*. Folx, 1895, in-8°.
- *La domination française en Cerdagne sous Louis XI^{er}*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1896.
- PASTOR. — Voir *Libellus*.
- PÉLLA y FORGAS (D. José). *Los Fueros de Catalunya*. Barcelone, 1878, in-8°.
- *Historia del Ampurdan*. Barcelone, 1883, gr. in-8°.
- PELLICER y PAGÉS (D. José María). *Santa María del monasterio de Ripoll*. Mataró, 1888, in-8°.
- PIERRET (Paul). *Boffile de Juge, comte de Castres, et la République de Venise*, dans *Annales du Midi*, t. III (1891).
- *Relations de la France avec Venise, du treizième siècle à l'avènement de Charles VIII* Paris, 1802, 2 vol in-8°.
- PIRES y RAMONA (D. Magín). *Historia de la lengua y de la literatura catalana*. Barcelone, 1857, in-8°.
- PIRROT. *Collection de Mémoires relatifs à l'Histoire de France* t. XI. Paris, 1820, in-8°.

1. Dépouillement des archives municipales du Puycorde, pour la période correspondant à l'occupation française.

- PIVERER (D. Pablo) y QUADRADO (D. José María). *Islas Baleares*. Barcelona, 1889, gr. in-8º.
- PILOT DE THOREY (E). *Catalogue des actes du dauphin Louis XI, devenu le roi de France Louis XI*. Grenoble, 1899, 2 vol. in-8º.
- PIXA (Ruy de). *Chronica del Rei Alfonso V*, dans *Collecção de Livros inéditos*, t. I.
- PLANTIN (J.-B.). *Abregé d'histoire générale de Suisse*. Genève, 1666, in-8º.
- PLEYAN DE PORTA (D. José). *Apuntes de historia de Lérida*. Lérida, 1873, in-8º.
- PRAFOND (E.). *Histoire d'Abbatélie*. Paris, 1899, in-8º.
- ✓ PRIETO (D. Fernando Ruano). *Don Juan II de Aragón y el príncipe de Viana*. Bilbao, 1897, in-8º.
- Q.-G. *Apuntes históricos de Vilafranca del Panadés y su comarca*. Vilafranca, 1888, in-8º.
- QUADRADO (D. José María). *Forenses y ciudadanos*. Palma, 1895, in-8º.
- QUICHERAT (J.) *Rodrigue de Villandrando*. Paris, 1879, in-8º.
- RAMQUER. *Catalunya defendida de sus enuños*. Lérida, 1664 in-8º.
- ✓ REILHAC (A. de) *Jean de Reilhac, secrétaire, maître des comptes, général des finances et ambassadeur des rois Charles VII, Louis XI et Charles VIII*. Paris, 1880-1889, 3 vol. in-4º.
- Renaissance*¹, t. III (1873), t. X (1880).
- Revista de la Asociación artístico-arqueológica barcelonesa*, t. III (1901).
- Revista de Gerona*, t. II (1878), t. IV (1880).
- Revista de Ciencias históricas*, t. II (1881).
- Revue de Gascogne*, t. XL (1899).
- ✓ *Revue d'histoire diplomatique* t. I (1887).
- ✓ *Revue d'histoire et d'archéologie du Roussillon*, t. I (1900), t. II (1901), t. III (1902).
- ✓ *Revue historique*, t. XXXVIII (1883), t. XLIII (1890).
- Revue numismatique*, 2º série, t. II (1867).
- REY (M.-R.) *Louis XI et les États pontificaux de France*. Grenoble, 1899, in-8º.
- RIBADIEU. *Histoire de la conquête de la Guyenne*. Bordeaux, 1866, in-8º.
- RIGAU. *Libre appellat : recollecta de tots los privilegis, provisions, pragmatics é ordinations de la vila de Perpinya*. Barcelona, 1510, in-fº.
- ROJO Y JALPI (D. Juan Gaspar). *Resumen historial de las grandezas y antigüedades de la ciudad de Gerona*. Barcelona, 1678, in-fº.

1. Revue publiée jadis à Barcelone, aujourd'hui convertie en journal.

Romania, t. XI (1882).

ROMEROW SAINT-HILAIRE. *Histoire d'Espagne*. 1846-1856, in-8°.

RUIS. *Cristal de la verdad espejo de Cataluña*. Saragosse, 1646, in-8°.

RYMER. *Fœdera, conventiones, litteræ*. La Haye, 1739-1745, 10 vol. in-f°.

SAIGE. *Documents historiques sur la principauté de Monaco*, t. I. Monaco, 1886, in-4°.

SCHOTT. *Hispanias illustratas opera et studiis doctorum hominum*, t. I. Francfort, 1603, in-f°.

SERRA Y CAMPOBLANCO (D. José). *El archivo municipal de Vich*. Vich, 1879, in-8°.

✓ SORÉL. *La défense des Catalans*. Paris, 1642, in-8°.

TERRATS (D. Jaime). *Apuntes históricos del Rosellón*. Madrid, 1883, in-8°.

TORRES AMAT (Feliz). *Memorias para ayudar á formar un diccionario de los escritores catalanes*. Barcelona, 1886, in-8°.

TRINCHERA. *Códice aragonés*¹, t. I. Naples, 1868, in-8°.

/ VABRES (Joseph). *Du droit d'occupation d'une terre sans seigneur sous Louis XI*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, t. I (1887).

— *Catalogue du fonds Bourré à la Bibliothèque nationale*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLIII-XLV.

— Voir *Lettres de Louis XI*.

VAISSETTE (dom). — Voir *Histoire générale de Languedoc*.

VALERA (Diego de). *Memorial de diversas hazañas*, dans *Crónicas de los reyes de Castilla*, t. III (*Biblioteca de autores españoles*, t. LXX) Madrid, 1878, in-8°.

Vérdes françaises opposées aux coutumes espagnoles. Beauvais 1687, in-f°.

✓ VIDAL (Pierre). *Histoire de la ville de Perpignan*. Paris, 1897, in-8°.

— *Guide historique et pittoresque dans le département des Pyrénées-Orientales* (2^e édit.). Perpignan, 1899, in-8°.

VILANDAGA Y CAÑELLAS (D. Jubiel). *Historia de Berga*. Barce-one, 1890, in-8°.

VILLA (D. Rodríguez). *Bosquejo histórico de don Beltrán de la Cueva, primer duque de Albuquerque*. Madrid, 1861, gr. in-8°.

VILLANUEVA (D. Jaime). *Viaje literario á las iglesias de España* t. XIV². Madrid, 1850, in-8°.

1. Dans cet ouvrage se trouvent publiés trois registres subsistant de la chancellerie aragonaise de Naples, au quinzième siècle, à l'Archivo di stato de Naples. Le registre antérieur se trouve à Paris (Bibl. Nat., F. esp. 113).

2. Réimpression de la Real Academia de la historia de Madrid.

- XAMMAR (JOHANNES PAULUS). *Civiliu doctrina*. Barcelona, 1644, in-4o
- YANGUAS Y MIRANDA (D. JOSÉ). *Diccionario de las antigüedades del reino de Navarra*. Pampelune, 1840, 3 vol. in-8o
- *Historia compendiada del reino de Navarra*. Saint-Sébastien, 1832, in-8o
- ZURITA (GERÓNIMO). *Anales de la Corona de Aragon*. Saragossa, 1840, 8 vol. in-fº
-

OBSERVATIONS

CONCERNANT QUELQUES SOURCES¹

I. — Observations sur les principaux fonds des archives municipales de Barcelone utilisés dans cette étude.

Les archives municipales de Barcelone constituent, de tous les dépôts du même ordre, celui qui nous a fourni le plus de documents. Les fonds dont ils se composent présentent, en effet, un très grand intérêt. Je crois utile de donner ici quelques renseignements sommaires sur les principaux d'entre eux.

1° Les *Cartas Reales* ou lettres originales émancées des souverains en relations avec la Cité (prince régnant en Aragon et princes étrangers) sont classées chronologiquement² dans des portefeuilles dont chacun correspond à un nombre variable d'années. Chaque pièce non foliotée, mais rangée à l'ordre que comporte son quantième, porte au dos l'indication, souvent fort utile de la date à laquelle a répondu le Conseil. C'est de ce fonds que M. Pasquier a tiré plusieurs lettres missives de Louis XI qu'il a publiées. Une seule lui a échappé, elle est d'ailleurs adressée à René d'Anjou et non à la Cité, et a été communiquée en copie à la ville de Barcelone par le destinataire. On la trouvera ci-après, aux *Pièces justificatives* (n° 51).³

1. Les sources de ce travail sont, pour la plupart, ou bien des sources diplomatiques inédites, ou bien des sources narratives déjà publiées et critiquées. Il n'y a pas lieu, par conséquent, de présenter, en tête du travail, une étude d'ensemble sur l'historiographie du sujet. En revanche, il importait de donner les renseignements indispensables sur quelques fonds d'archives insuffisamment connus et sur quelques pièces particulièrement intéressantes : tel est l'objet des observations que l'on va lire.

2. Les erreurs de classement sont relativement rares. Voir pourtant un peu plus bas, p. 26.

3. Les *Cartas Comunes* renferment également, sous forme de version cata-

2° Les *Cartas Comunas*, conservées aussi en original et classées de même, sont, de plus, foliées. La collection comprend les lettres émanées des correspondants de la Cité qui ne portent pas le couronne. C'est là que se trouvent notamment les dépêches des agents de la Cité et des municipalités catalanes. Six portefeuilles ont été mis à contribution : ceux de 1462-1463, 1464, 1465-1466, 1467-1468, 1470-1471 et 1472-1473. La date de la réponse est généralement indiquée au dos des pièces, comme dans le fonds précédent.

3° Les registres des délibérations étaient tenus par le notaire secrétaire du Conseil. Une série distincte et composée de volumes numérotés correspond à chacun des notaires qui se sont succédés dans cette charge. Les registres utilisés ont été les nos IV (1461-1462), V (1462-1463), VI (1463-1465) et VII (1465-1467) de Ginebret, ainsi que le no III de Joan Brujo (1472-1473). Ginebret ne paraît avoir joué aucun rôle politique. Au contraire, avant sa nomination (octobre 1471), nous trouvons Brujo chargé de missions diplomatiques.

4° Les *Ledres closes* sont les minutes sur registres de la correspondance émanée de la Cité. Ces registres sont constitués en série analogues de tout point à celle des « *deliberacions* ». Ils ne sont pas foliotés, mais l'ordre est rigoureusement chronologique. Les volumes consultés ont été les nos IV (1460-1462), V (1462-1463) et VI (1463-1471) de Ginebret, et le volume I de Brujo (1471-1473).

5° Le *Llibre de Ceremonies* se composait jadis de quatre volumes; le quatrième, devenu le second par la perte des deux précédents, a été le seul consulté. Il renferme le récit des cérémonies officielles accomplies par ordre du Conseil, et commence avant notre période pour la dépasser de beaucoup. Par exception, on trouve dans ce manuscrit, qui à dire vrai, constitue plutôt une source narrative, la copie d'une source diplomatique : des lettres de D. Pedro y ont été transcrites¹. Le rédacteur du *Llibre* était le notaire secrétaire du Racional.

6° *Processos de Cortes*. Ce fonds est constitué par des volumes classés par années et renfermant les procès-verbaux des séances dressés par les « *sindics* » de la Cité. On y trouve des données très précieuses sur les débats et parfois même les discours *in extenso*.

II. — *Diari del Consell barceloní.*

Le *Manuel de Novells Arbits* ou *Diari del antic Consell barceloní*, dont le manuscrit est conservé aux archives municipales de

lanc communiqué à la Cité par ses ambassadeurs, le texte d'un mandement de Louis XI au comte de Comminges (1464).

1. Voir ci-dessous une note sur l'usage qu'a fait Pere d'encre de cette transcription (p. 95, n. 3).

2: OBSERVATIONS CONCERNANT QUELQUES ÉCRITS.

Barcelonès, est en cours de publication depuis 1892. Huit volumes ont déjà paru sous les auspices de l'autorité municipale et sur l'initiative de l'Académie des Belles-Lettres (Academia de Buenas Letras de Barcelona). La direction de l'impression a été confiée à D. Frédéric Schwartz y Luna et à D. Francisco Carreras y Candí. Le *Diari* est une chronique consulaire sous forme de calendrier accompagné d'annales : en effet, la mention des événements intéressant la Cité est placée en regard du quinquième correspondant. Le premier volume commence en 1330 et la série se poursuit ensuite sans interruption. Le rédacteur n'était autre que le notaire même chargé des fonctions de secrétaire du Racional, archiviste de la Cité. Comme il se nomme parfois, un dépouillement attentif permet d'en déterminer la chronologie. Nous rencontrons successivement les noms de Benet Calvo, Joan Franch, Joan Oliver et Joan Mayans¹. Ce dernier est l'auteur de la partie qui nous concerne. Il débute au Racional en mai 1661, avec un traitement de cinquante livres. Son prédécesseur avait joui d'un traitement de soixante livres, mais il en conservait trente-cinq à titre de retraite, à sa mort, survenue le 25 août 1664, Mayans toucha son traitement plein de soixante livres².

Joan Mayans paraît avoir été un homme très sérieux, un bon fonctionnaire et quelque chose de plus, car il eut un rôle politique plus considérable que les notaires qui l'avaient précédé : nous le rencontrons même parfois chargé de missions de confiance³. Sa chronique est donc d'un acteur autant qu'un témoin. Malheureusement pour nous, Mayans s'en tient à son mandat officiel, et ses mentions n'ont à aucun degré le caractère de mémoires personnels, car c'est très précis dans ses informations, en revanche il s'abstient scrupuleusement de juger les hommes et les choses, ce n'est qu'en son absence qu'on trouve des commentaires accompagnant l'événement des faits. Après avoir servi avec patriotisme la cause de la Révolution, il gagna son poste après la Restauration de la dynastie aragonaise, et obtint même de l'avancement, car il devint secrétaire du Conseil en remplacement de Joan Facer⁴; il mourut le 2 décembre 1805⁵.

1. *Diari del Consell*, I, 164 (année 1469), *ibid.*, 420 (année 1471), *ibid.*, II, 9 (1469), *ibid.*, 367.

2. *Diari del Cons.*, II, 418.

3. Voir ci-dessous, ch. VIII.

4. Le notaire secrétaire du Conseil avait soixante-quinze livres de traitement. Joan Franch avait aussi passé du Racional au Conseil.

5. *Diari del Cons.*, III, 98.

III — Livre de quelques choses manuscrites

L'auteur de ce curieux registre publié depuis quelques années, s'appelait Pere Joan Comes¹. Il était né à Barcelone en 1551 ou 1552. A l'âge de seize ans en 1576, il entra au service de la ville, en qualité de « joven escribano », c'est-à-dire comme sous-secrétaire, sous les ordres du moine Francisco Vilar, l'un des successeurs de Joan Mayans, secrétaire du Racional. Le jeune homme couchait et mangeait chez ses parents. En dehors de l'aventure qui se rattache à la rédaction de son *Livre*, nous savons peu de chose de sa vie. Il devint chanoine de la collégiale de Santa Ana avant 1580, probablement, il succéda en cette qualité à son oncle qui ne nous est pas autrement connu, il mourut le 8 décembre 1621 après avoir composé plusieurs ouvrages dont les manuscrits autographes ont été vus par Torres Amat² et dont l'un au moins existe encore dans les archives de la collégiale, c'est une histoire de la constitution de la collégiale de Santa Ana, intitulée : *Instituciones de Lucernas*³.

Pere Comes avait le goût de l'histoire. Auprès de lui, sous la garde directe de son chef hiérarchique, étaient conservées les riches archives municipales⁴. Mais elles n'étaient malheureusement pas à sa libre disposition. Quelquefois, cependant, moine Vilar avait à fournir une copie d'un acte ancien, il le faisait exécuter par son jeune commis, qui profitait de cette bonne fortune pour faire la copie en double et pour s'en réserver personnellement un exemplaire. Et le pouvait, il y ajoutait d'autres extraits. Il arrivait aussi parfois que moine Vilar laissait ouverte l'armoire aux documents, malgré sa présence, Comes trouvait le moyen de prendre quelques signets et d'enrichir sa collection. Moine Vilar ne s'apercevait de rien. Il

1. Les témoignages que je donne sur Comes ne dérivent de deux actes imprimés par M. J. Puiggarí, dans l'Introduction de son édition pp. 5 et suiv. et des témoignages de Frère Amat et Francisco Vilar rapportés par le même éditeur. Les deux actes visés ci-dessus, et qui fournissent les données les plus circonstanciées sur la rédaction du *Livre* et sur son auteur, sont : 1° une note placée en tête du *Livre* lui-même, 2° le procès-verbal de l'interrogatoire de Comes (Arch. mun. de Barcel., *Procesos y diligencias*, 1580-1585). M. J. Puiggarí a raison d'identifier le compilateur de notre manuscrit avec le chroniqueur ci-dessus par Amat, quand on s'en rend compte par celui-ci au sujet du *Livre* et qu'il trouve extraordinaire, il s'explique tout naturellement par ce fait que Comes lui-même n'a dû répugner à raconter son aventure de jeunesse et aux autres faits qui se rapportent à la rédaction dans un dépôt tant à l'église qu'à la ville, on a retrouvé les autres copies de la même main.

2. Torres Amat, p. 175.

3. De la vue personnellement dans ce dépôt.

4. Arca del Racional.

emportait d'ailleurs toujours la clef des armoires quand il quittait le Racional. C'est ainsi, par bribes, en se cachant, que pendant deux ans et demi, le jeune scribe prit les copies qu'il devait nous léguer. Au mois de septembre 1541, Comes tombe malade. Il fut bientôt quitter son service et la maison de monseigneur Valar. Il fut se faire soigner chez son oncle le chanoine et demeura ensuite quelque temps chez sa mère. Quand il fut rétabli, on lui trouva une place de conseiller dans les bureaux de monseigneur Gasparis, secrétaire du Conseil. L'idée lui vint, en 1564, de réunir ses extraits en un cahier et de les porter chez un relieur, « monseigneur Mall hiercier ». Le cahier fut revêtu, en effet, de la fort belle reliure qu'il a gardée depuis. Mais soit par le relieur, soit par d'autres personnes¹, l'existence du cahier fut révélée aux conseillers. On leur avait même dit que Comes voulait lui en Cassille avec son œuvre. Les conseillers s'émurent². Ils firent arrêter le jeune imprudent par le clavaire, Girou Fivaller. Le premier conseiller lui demanda où était son cahier : il répondit qu'il l'avait envoyé à Tortose³. Sur cette réponse, il fut enfermé dans la prison épiscopale, tandis que des recherches étaient faites pour trouver le manuscrit incriminé. Ces recherches aboutirent à la découverte du corps du délit, car le coupable l'avait en réalité confié à une voisine, la demoiselle Maria Angela⁴. A titre de correction, il fut ramené en prison pendant plusieurs jours. Il en fut ensuite le extrait pour comparaître devant le clavaire et maître Raphaël Massonvill, docteur en l'un et l'autre droit. Comme il était mineur de vingt-cinq ans, on le fit assister d'un curateur. Joan Vides. Dans l'interrogatoire qu'il eut, le 14 février 1565. Par Comes avoua tout. Il déclara n'avoir agi à l'instigation de personnes, mais seulement de son propre chef et pour son plaisir⁵, il protesta qu'il avait ignoré toujours que ce fût un crime de transcrire des actes publics. Comme sanction, les conseillers décidèrent que le cahier serait confisqué et déposé dans les archives municipales. A ce titre, il fut confié à la garde de monseigneur Valar et inscrit sur l'inventaire. C'est ainsi qu'il est parvenu jusqu'à nous.

Ayant à apprécier la valeur de la source qu'il mettait pour la première fois au jour, M. J. Puiggarí estime, dans son introduction, que le livre, abstraction faite de la relation de Joan Fivaller, qui en forme la première partie⁶, est composé « d'extraits moins peu fidèles,

1. « Per persones colones del bey honra de la present ciutat. »

2. Il est à remarquer que la dernière mention du *Llibre* est du 14 juin, et (Bref de Grégoire XIII, 25 mai).

3. Voir *Table des noms de lieu identifiés*.

4. « La fillina Maria Angela. »

5. « Per son plaer. »

6. L'original de cette relation, cité par Cousen dans son interrogatoire,

sinon dissimulés avec intention, des registres des archives intitulés : « Cereimonials de cosas antiquas y memorables » et de notes éparpillées dans les registres d'Actes et Délibérations² du Conseil, dont on pourrait tirer une matière plus curieuse et plus complète ». M. Puiggari ajoute : « Tel qu'il est, le *Libro de algunas cosas asanyaladas* ne manque point de valeur; et, faite d'autres, il remplit un grand vide dans le cadre intérieur de notre histoire. »

Il est impossible de souscrire à ce jugement. D'une part, en effet, les copies de Pare Comtes sont en général beaucoup plus soignées que ne semble le dire M. Puiggari; d'autre part, la valeur de l'ouvrage est fort éloignée d'être celle qu'il lui attribue : loin de combler une lacune, il fait complètement double emploi avec les sources originales qu'il reproduit et qu'il eût été bien plus utile de puiser à sa place. L'erreur de M. Puiggari sur ce dernier point provient de ce qu'il n'a pas suffisamment étudié les sources de son auteur. Il cite les Délibérations et les Cérémonies et ne paraît point se douter que la source primordiale de Pare Comtes, avouée d'ailleurs dans l'interrogatoire, c'est le *Diario del Consejo*.

J'ai recherché la provenance de chacune des mentions concernant la période qui m'occupe, elles sont pour la presque totalité empruntées, et à peu près textuellement, à ce *Diario*. Parmi celles qui font exception, la plupart ont été prises au *Livre de Cereimonials*³, les autres en très petit nombre ont été compilées par l'auteur d'après des documents appartenant à des séries diverses⁴.

Ainsi, la conclusion à laquelle m'a amené l'examen du *Livre de algunas cosas asanyaladas* est une conclusion négative. Historiquement, il n'y a presque jamais lieu de l'invoquer parce qu'on en connaît le modèle et que, de toute évidence, il vaut mieux recourir à l'original qu'à la copie. Le choix même des notes que transcrit Comtes fait de son œuvre une compilation assez enfantine, dont il y a quelque danger à se servir. S'il m'arrive de la citer à côté de la source contemporaine et directe dont elle procède, c'est uniquement lorsque, cette dernière étant négligée, il peut y avoir quelque intérêt à

n'a pas été retrouvé par M. Puiggari. C'est la seule partie du *Livre* dont on n'a ni le texte primitif, ni une copie en un récit d'une valeur fort médiocre sur une série d'événements du début du quinzième siècle.

1. Généralement appelé *Livre de Cereimonials*.

2. Généralement appelé *Deliberacions* (v. ci-dessous, p. 31).

3. Entrée de D. Carlos en vue de Ferdinand (lettre de D. Pedro 16 octobre 1453), entrée de D. Pedro, lettre de D. Pedro (4 mars 1454); mort de D. Pedro (entrée de Jean de Calabre pp. 117, 202, 249, 256, 271, 407, 451).

4. *Deliberacions* et séries de la correspondance, fonds où Comtes n'a dû jeter qu'un regard très furtif (exemple : les mentions comprises entre les 4 et 12 septembre 1454, pp. 223, 225).

on signale une copie qui a été gratifiée des honneurs de l'impression refusée à l'original.

IV. *Diario de la Deputacion.*

Le *Diario de la Deputacion* est resté inédit. Commencé en 1419, il est conservé aux archives de la Couronne d'Aragon, et a été conçu sur le même plan que le *Diario del Consejo Barcelonés*, sauf que la division intérieure de la collection répond à la période triennale de mandats d'une députation : c'est ce qu'on appelle le *trienat*. Les triennats qui nous intéressent ont pour auteurs Jacme Calont, lequel se nomme dans un passage de son œuvre¹ et dont l'écriture très caractéristique permet une incontestable attribution.

Calont n'est point, comme Pere Marra en personnage considérable, il n'est, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même, qu'un scribe en sous-ordre². A partir de l'année 1430, il fait des travaux de bureau à la ville, on lui donne à faire des certificats de changements de bîe³, c'est un simple compta « arrivant » et non un notaire⁴. Jamais il n'a joué le moindre rôle dans les affaires qu'il relate à partir de 1452⁵ : c'est un témoin, non un acteur, mais c'est un témoin singulièrement précieux, parce qu'il était administrativement placé pour observer et parce qu'il possédait à un degré éminent le don de « interviewer » les choses⁶. Une compta apparaît-elle⁷ ? il se lève à deux heures du matin et monte sur le toit de sa maison pour être à même de la décrire⁸.

1. Arch. de la Cor. de Arag. : *Diario de la Deputacion*, tr. 1461, dit vendredi 4, de jany (1464).

2. Son chef était le notaire et scribe en chef, « notarius et scriba major », du General auquel se rapportait en 1461 Bartomeu Salent Arch. mun. de Barcelone, *Liber Notularum*, III, p. 45.

3. *Diario del Cons.*, passim.

4. Il est cependant notaire plus tard à une date d'allure indéterminée (Madrid, Bibl. Nac., P 13, 2^e partie, p. 46).

5. La première mention que je trouve de sa main est celle d'un fait très important et dont il ne paraît guère s'embarrasser : la prise de Constantinople par les Turcs (*Diario de la Dep.*, tr. 1452, depuis p. xij, de jouchi [1453]).

6. Il est rare de noter un détail curieux (Calont assiste à une réunion des ligues rhémoircaïques, sur sept lances l'ég. d'un combat, une terre « oup » il s'agit d'un pays). Il décrit toutes les choses plus ou moins, que malheureusement il n'est pas des plus habiles, ses scènes sont dénuées de perspective, ses portraits ont l'apparence de caricatures. Pourrait son esprit d'observation est si aigüé que ces documents graphiques, si grossiers soient-ils, méritent peut-être d'être recueillis. — Calont fut, d'ailleurs, poète à ses heures, et même poète distingué. Il fut couronné aux Jeux Florans de Barcelone en 1458, en même temps qu'un autre notaire barcelonnais, Antón de Vallmanya. Cf. *Denk.*, pp. 308-309.

7. *Diario de la Dep.*, tr. 1459, dit vendredi 4, de jany (1460). Il s'agit de la compta de Marley.

Au mois de septembre 1465, s'abat sur Barcelone une terrible épidémie de peste. Jacme Çafont s'avise de dresser une véritable statistique médicale : chaque mois il note comparativement le nombre des victimes du fléau et le nombre des décès dus à d'autres causes¹. Une autre fois, il se met en tête de faire un recensement de la ville, i. visite l'une après l'autre toutes les maisons en passant successivement par chaque quartier; il compte ainsi les feux et en trouve 7.160. Or, s'il se livre à cette patiente enquête, ce ne fut point par ordre, mais, il le dit lui-même, « spontanément et pour mon plaisir² ». Ce mot dénote un curieux et un observateur. D'autres traits révèlent un caractère très personnel et une remarquable indépendance de jugement.

Le vendredi 25 janvier, les corps des rois d'Aragon sont transportés au monastère de Poblet, le Saint-Denis aragonais³. Notre chroniqueur termine le récit de la translation par ces mots tendancieux : « Bonne gloire aient leurs âmes, et mauvaise celle des mauvais rois et des mauvaises reines. Je salue pour qui je dis salut ». Révolutionnaire convaincu, très féroce et naturellement très hostile à la couronne, Çafont est au fond un bourgeois, partant d'humeur assez aristocratique : la municipalité de 1460 ne lui paraît pas assez décorative⁴. Racontant une fête, un véritable lunch offert par le Conseil au prince de Viane dans le salon des Cent, il fait en vte son compte rendu de cette appréciation peu bienveillante : « Au dire de tous ceux qui y assistèrent, il régna dans la fête un tel désordre qu'il eût mieux valu ne pas la donner. C'est que ceux qui la donnaient étaient des « monestrels », ils bouleversèrent tout comme s'est le propre de cette sorte de gens. Ainsi arrive-t-il d'ordinaire à qui confie au loep la garde de son brebis⁵ ». Son exaltation contre Jean II est si grande au temps de la crise qu'il a fallu plus tard canceller et gratter un grand nombre de phrases injurieuses à l'adresse de ce prince ou de ses partisans; quelques-unes sont encore lues, notamment les nombreux passages où l'on aperçoit encore malgré le grattage, le nom de Jean II suivi de l'épithète « secos fo ». Il a d'ailleurs son franc parler même à l'égard de ceux qui représentent le parti de la Révolution. Lorsque les conseillers et les députés vont recevoir le bûment de

1. *Diét. de la Dep.*, tr. 144 (de septembre 1465 à juillet 1466).

2. *Ibid.*, tr. 1461.

3. *Ibid.*, tr. 1459, dividendes a. xxv de janer (1460).

4. La municipalité de 1460 était la première nommée en vertu d'un nouveau privilège royal, d'inspiration très démocratique. Sur les cinq conseillers il y avait un hachier (Gabriel Boquet) et un laboureur (Mathieu de Tillas). Cf. *Diét. des Cons.*, II, 381. Çafont avait été profondément choqué de cet avènement des « monestrels ».

5. *Diét. de la Dep.*, tr. 1470, dijous a. xvij, de abril (1465).

Calabre, envoyé par René d'Anjou pour représenter sa maison, Cafont ne peut s'empêcher d'ajouter ce commentaire : « C'est là une chose dont beaucoup s'émerveillent, car la Cité n'a point coutume de recevoir ainsi les bâtards des rois. Ces biens aujourd'hui que l'on peut dire adieu aux antiquités et au bon cérémonial des vieux temps¹. » Homme de tradition, puisque'il est sucriste, Cafont est écœuré de l'anarchie qui signale les derniers temps de la période révolutionnaire, et, après avoir raconté une scène peu édifiante de pugilat survenu, en plein conseil, entre le vice-chancelier Anguvin et l'avocat fiscal, il fait cette réflexion : « En vérité, on peut dire qu'en ce temps-ci le porc entre dans la cuisine, car à Barcelone il n'y a plus ni roi ni ombre de justice². »

Ces quelques extraits disent assez quelle est sa manière; sans être un écrivain, il arrive parfois à faire impression, et son récit des funérailles du duc de Calabre est un morceau vraiment émouvant.

L'homme qui écrit ainsi et qui est à ce point observateur est, en histoire, un témoin de premier ordre, non seulement pour la connaissance des faits, mais aussi et surtout pour l'intelligence du milieu. Son esprit curieux, son amour de la minutie sont garantis, lorsqu'il s'agit d'un événement précis, de sa rigoureuse exactitude. Sa liberté d'appréciation, la franchise parfois un peu réaliste de son langage, jettent une vive lumière sur « la manière de penser et de sentir de la bourgeoisie moyenne. Mais ce que d'autres disaient tout bas, Cafont l'écrit et, sans doute pour avoir pris trop volontiers un registre officiel comme confident, il dut se retirer au moment de la Restauration aragonaise. Il disparaît alors en effet, et les mentions postérieures à l'entrée du roi dans Barcelone sont écrites d'une autre main³.

V - Lettres inédites de Louis XI.

Outre le grand recueil des *Lettres de Louis XI* publié pour la Société de l'histoire de France par les soins de MM. Eugène Chervay et Joseph Vaesen, et qui est encore inachevé, il existe une plaquette de M. Félix Pasquier intitulée *Lettres de Louis XI relatives à sa politique en Catalogne*, fruit de recherches faites à Barcelone par Bofarull et M. Pasquier lui-même. Malgré la double enquête à

1. *Diet. de la Dep.*, t. 1470, dimecres a xi, de juny (1471).

2. *Ibid.*, t. 1470, dimecres a xxviii, de may (1472). « Lo porc) entra per la cuysa », expression proverbiale en Catalogne pour donner l'idée du comble du désordre.

3. Cafont dut devenir nouvre, il porte ce titre, sans sans l'indication d'aucune charge, dans un texte qui paraît postérieur à la Restauration (Madrid, *Publ. Nac.*, P 12, 2^e partie, p 40).

laquelle les auteurs de l'une et l'autre publication ont procédé j'a. eu l'occasion de trouver plusieurs lettres inédites du Louis XI intéressant mon sujet.

La première de ces lettres, dans l'ordre chronologique, est du 14 décembre 1463. Elle a été adressée du Crotoy par Louis XI au Sage Conseil de Barcelone et l'original en subsiste aux archives municipales de cette ville¹. On s'explique assez aisément qu'elle ait échappée aux investigations de M. Félix Pasquier, attendu que, par erreur, cette lettre se trouve classée dans le portefeuille qui porte les dates extrêmes 1442-1454.

Le même cas se présente pour la seconde lettre, qui suit immédiatement la première, dans le portefeuille de 1442-1454. Elle existe également en original, et, comme la lettre donnée au Crotoy, elle est adressée au Conseil Mais, par une particularité assez curieuse, la date en est restée en blanc. Toutefois elle ne peut être que de la fin de l'année 1466.

Une lettre de Louis XI à René d'Anjou, elle aussi inédite, se trouve dans le même dépôt et dans la même série des *Cartas Reales* sous forme de copie. Il s'agit de la copie adressée par le destinataire même à la ville de Barcelone, que le contenu de la missive royale intéressait tout particulièrement. La date de cette lettre est le 12 mars 1472.

Aux archives de Gênes, on a classé par mégarde comme étant de Louis XII une lettre qui est, en réalité, de Louis XI, et dont il faut dater l'original de 1473².

D'une cinquième lettre, également inédite, de Louis XI j'ai trouvé non le texte français, mais une version catalane³.

1. Je la publie, ainsi que les suivantes. Voir à la Table alphabétique, *Louis XI (lettres inédites de)*.

2. Une lettre en relation avec celle dont il s'agit se trouve dans Vaesen, V 128.

3. Il s'agit du mandement au comte de Comminges, déjà signalé un peu plus haut.

LOUIS XI

JEAN II ET LA RÉVOLUTION CATALANE

(1461-1473)

CHAPITRE PREMIER.

La situation politique en Aragon et en Catalogne avant l'avènement de Louis XI.

En qualité de dauphin, Louis XI a véritablement fait son apprentissage du métier de roi. Il ne s'est pas contenté d'administrer en souverain son apanage d'héritier présomptif pendant dix années d'un gouvernement qu'on a pu qualifier avec justesse de « règne anticipé¹ », i. a fait plus : il a encore prétendu avoir, avant de porter la couronne, une politique extérieure. Ses intrigues avec les Etats italiens sont surtout caractéristiques à cet égard. Ses relations avec D. Carlos, prince de Viane et *primogénit*² d'Aragon, peuvent aussi contribuer, quoique à un degré moindre, à donner une idée

1. Etienne Charavay, préface des *Lettres de Louis XI*, éd. J. Vaesen et Et. Charavay, I, xv

2. Le titre de primogénit et celui de prince de Gérone étaient dévolus à l'héritier présomptif de la couronne en Aragon, comme celui de Dauphin en France

de l'activité diplomatique déployée par Louis avant son avènement.

L'histoire de D. Carlos est suffisamment connue¹ pour qu'il soit inutile de la retracer ici. À vrai dire, elle se résume tout entière dans le conflit survenu entre ce prince et son père au sujet de la couronne de Navarre. Fils de Blanche de Navarre, D. Carlos prétendait à cette couronne du chef de sa mère. De son côté, Jean II, malgré la mort de sa première femme, prétendait être roi de Navarre sa vie durant : les Navarrais se partagèrent entre le père et le fils. Jean II la alors partie avec sa plus jeune fille, D^e Leonor, qui avait épousé le puissant comte de Foix, Gaston IV. Par l'acte du 3 décembre 1455, il deshérédait purement et simplement les aînés, D. Carlos et D^e Blanca, au profit de D^e Leonor². D. Carlos, esprit brillant et léger, lettré délicat³ plutôt que guerrier ou diplomate, se trouva de la sorte, jeté par les circonstances au milieu d'une lutte ardente et implacable

1. Il existe deux histoires d'ensemble du prince de Viane : 1^{re} a thèse de M. Desdévies du Désert, *Don Carlos d'Aragon, prince de Viane*, 2^e le livre plus récent de D. Fernando Ruano Prieto, *Don Juan II de Aragón y el príncipe de Viana*. Ce dernier ouvrage ajoute, en réalité, assez peu de chose à l'œuvre très consciencieuse, sinon définitive, de M. Desdévies du Désert, l'auteur espagnol n'ayant pas fait des recherches suffisantes, et qui avaient été fructueuses, dans les archives gouvernementales et municipales.

D. Carlos est né le 29 mai 1421 du futur roi d'Aragon Jean II et de sa première femme Blanche d'Evreux reine de Navarre, quatrième fille de Charles le Noble. Cette princesse mourut le 3 mai 1441, laissant, outre D. Carlos, deux filles, D^e Blanca et D^e Leonor. Jean II épousa bientôt en secondes noces Jeanne Kérique, fille de D. Fadrique, amiral de Castille. De ce mariage devait naître Ferdinand le Catholique.

2. *Coi de doe para la hist. de Esp.*, XL, 541.

3. Voir, outre les renseignements donnés à cet égard par M. Desdévies du Désert, *op. cit.*, une intéressante lettre adressée de Barcelone à D. Carlos par Fra Pere Martinez, dans Prieto, p. 205 et suiv. (Cf. sur ses relations avec les poètes catalans de son temps, *Pere y Ramon*, p. 128, et *Donk*, p. 308 et suiv.)

pour laquelle il n'était point fait. La question de Navarre, envenimée comme à plaisir par les partis, ne tarda point à amener la guerre civile. Elle provoqua, de plus, dans une autre partie de l'Espagne, une révolte d'une gravité exceptionnelle, la révolte de Catalogne, qui devait dégénérer en une véritable révolution.

Il n'est donc pas hors de propos de rappeler ici comment les Catalans furent amenés à prendre parti pour le prince de Vienne. Pour comprendre leur attitude et pour être en mesure d'en saisir les conséquences, il est indispensable de connaître, au préalable, les institutions essentielles et l'état du pays au milieu du quinzième siècle.

La Catalogne, ou plus exactement le *Principat de Catalogne*, auquel on rattachait le royaume de Majorque ainsi que les comtés de Roussillon et de Cerdagne, formait une véritable monarchie constitutionnelle, au sein de l'Etat aragonais. Il était de tradition, c'est-à-dire à peu près de droit, que le roi n'exerçait pas directement ses prérogatives en Catalogne; il les exerçait par l'intermédiaire ou plutôt dans la personne de son fils « primogénit », muni du titre de « lieutenant général ». La seule prérogative que le roi gardait par devers lui, parce qu'elle était expressément attachée à la couronne, était le droit de convocation des Cortes. Les Cortes catalanes, la plus antique peut-être des assemblées représentatives de l'Europe du Moyen Âge, en tout cas l'une des plus puissantes, se réunissaient, sur la convocation royale, au moins tous les trois ans. Dans l'intervalle des sessions, elles étaient elles-mêmes représentées par une sorte de commission intermédiaire qu'on appelait la Députation ou Conseil général, et, par abréviation, le Général de Catalogne. Le *Général* ou *Députation*¹ peut être défini une

¹ Voir, sur la Députation, D. José Pella y Forgas, *Los Fueros de Cataluña*, p. 678 et suiv. (Cf. Boré, *Instituciones de Catalunya*.)

commission permanente représentant les Cortes catalanes et composée, au quinzième siècle, de trois députés (*dipputats*), auxquels étaient adjoints trois auditeurs de comptes (*oydors de comptes*). La Deputation était, en dernière analyse, la représentation et l'émanation des trois ordres, bras ou établissements (*braç, staments*¹) de la nation : le bras ecclésiastique (clerge), le bras militaire (noblesse), le bras royal ou populaire (tiers état). Le député du bras ecclésiastique était le président-né du conseil de la Deputation; ce conseil était lui-même considéré comme la personne collective qui personnifiait le Principat, aussi, quand on s'adressait au Général, employait-on cette formule : « aux députés du Général et leur conseil représentant le Principat de Catalogne » (*als dipputats del General e consell llur representant lo Principat de Cathalunya*). Pour assurer la représentation effective de tous les ordres, chacun d'eux comptait un député et un auditeur.

La Deputation était triennale et le renouvellement avait lieu tous les trois ans, le 22 juillet, jour de Sainte-Madeleine. Un décret des Cortes de 1454, modifiant le système antérieurement en vigueur pour l'élection, établit le régime de l'« *insaculacio* », combinaison assez curieuse de la cooptation et du tirage au sort. Voici en quoi il consistait. Le jour du renouvellement arrivé, les six membres du Général parvenus à expiration de leur mandat étaient successivement appelés à part devant six témoins assistés d'un notaire, et ils désignaient secrètement une personne de l'ordre ecclésiastique. A la suite de cette opération, le notaire dressait la liste des noms ainsi obtenus et les proclamait candidats. Après vérification de la qualité de ces candidats, on inscrivait leur nom sur autant de bulletins que l'on roulait

1. Sur les « staments », voir l'exposé excellent de A. Ebert *Quellenforschungen*, p. 13 et suiv.

et que l'on jetait dans un vase plein d'eau (*gibrell*). Un tout jeune enfant en retirait un au hasard : le nom inscrit sur ce bulletin était celui de l'élu; le candidat était aussitôt proclamé « député du bras ecclésiastique ». On nommait tour à tour, de la même façon, le député de chacun des deux autres bras et les trois auditeurs. La Députation était alors constituée pour une période triennale (*triennat*). En vertu des Cortes de 1433, les auditeurs de comptes recevaient un traitement de 3,300 sous par an; les députés touchaient une indemnité de 16 sous par séance. Le Conseil se réunissait à l'hôtel de la Députation (*casa de la Dipputacio*). Il tenait régulièrement séance tous les jours, sauf les dimanches, les fêtes, les veilles de fêtes et le samedi de chaque semaine. Il y avait en outre vacances du jour de Saint-Georges au jour de Saint-Michel, c'est-à-dire du 25 mai au 29 septembre.

Un privilège du roi Alphonse V donne aux députés le droit de se faire précéder de massiers portant des masses d'argent. Les députés étaient qualifiés de « grandes prudences » et « d'excellences ». Ils étaient vêtus de longues robes de drap (*gramalles*) rouges avec bordure de velours et ceinture de même, ils portaient au cou un cordon auquel était suspendue une médaille qui leur descendait sur la poitrine (*la insigna del General en los pits*).

Les textes expriment par les termes suivants, dans leur principe et dans leur ensemble, les attributions du Général : « Pera servey de Deu, del rey, y pera defensa y ajuda de terra contra los enemichs y de sus prerogatives generals y particulars. » Voici quels étaient, en fait, les divers domaines dans lesquels s'exerçait son autorité :

1^o Il avait des attributions d'ordre législatif : le Général faisait publier les actes des Cortes, dont il avait en quelque sorte la promulgation; il expliquait et interprétait ces actes, ainsi que les Constitutions et Usages; il avait la garde des sceaux des Cortes.

2° Des attributions politiques proprement dites : le Général a la garde des Constitutions de Catalogne et des Privilèges généraux et particuliers, il remet aux représentants de la couronne les subaides que les Cortes ont votés.

3° Des attributions militaires. En vertu de la procédure dite du *Somament*, les autorités catalanes peuvent décréter la conscription et même la levée en masse pour la défense des libertés de la patrie (*les llibertats de la terra*). Tout manquement aux *Fueros* (*Fors*), toute atteinte à l'intégrité des droits ou du territoire du Principat peut donner lieu à la proclamation du *Somament*¹. En conséquence, le Général a un arsenal et des magasins de munitions, une garde permanente est à son service. Tout ce qui concernant l'armement était confié à un officier spécial (*dressaner del General*) ou à ses subordonnés (*sots-dressaners*). Le patron militaire du Principat est saint Georges.

4° Des attributions de justice et de police. Le Général a naturellement sa juridiction². Ainsi, le tribunal des « pro-viseurs des griefs » est chargé de juger les causes relatives aux droits fixes par les Cortes; les « juges de la table » sont chargés de régler les conflits qui surviennent entre les habitants et les officiers publics. Le Général fait arrêter les criminels qui lui sont dénoncés par le procureur fiscal.

5° Des attributions de marine. Le Général doit aussi bien veiller à la police de la mer qu'au bon ordre sur la terre ferme. Il a donc une flotte pour protéger les côtes et se

1. *Somament*, «*notum mitementum*», est à proprement parler l'alarme; c'est aussi la levée de troupes qui en est la conséquence, enfin, ce mot désigne, par extension, dans un grand nombre de textes la milice elle-même. La matière du *Somament* a été traitée avec beaucoup de compétence par D. José Pella y Forgas, *Los Fueros de Cataluña*, p. 406 et suiv.

2. «*Deputati habent suam jurisdictionem non dependentem ab alio, quia rex a se illam abdicavit*» (Fontanella, *de iur.*, CCLII, cit. par Rové, *hist. de Cat.*, p. 54, note.)

commerce catalan. Cette flotte peut être prêtée au lieutenant général ou au roi, en temps de guerre; mais le Général est toujours maître d'en accorder ou d'en refuser le concours, et il lui appartient de demander les garanties nécessaires¹.

6° Enfin des attributions financières. Le Général a la gestion des droits et revenus du Principat. Le Principat lève, en effet, des impositions appelées « drets del general » ou « drets de generalitat », ou encore « generalitats ». Il en opère le recouvrement par l'intermédiaire de ses receveurs (*caudors*) et en dispose pour ses dépenses conformément aux décrets des Cortes et aux constitutions de Catalogne. Il poursuit les fraudes par l'intermédiaire du procureur général : l'excommunication peut être prononcée par l'archevêque de Tarragone et l'évêque de Barcelone contre les contrevenants. La comptabilité est tenue par un régent des comptes (*lo regent los comptes*), vérifiée par un contrôleur (*lo Racional*). Les deniers sont déposés à la Banque de Barcelone (*Taula de la ciutat de Barcelona*). La haute surveillance des finances appartient aux auditeurs des comptes, qui inspectent la banque, surveillent toutes les opérations et revisent les comptes de la Députation précédente.

Dans certaines villes, chef-lieu d'une circonscription appelée « députation locale », le Général a un représentant officiel, le député local (*diputat local*), agent direct que la Députation nomme, et qui est d'autant plus dans sa main que chaque renouvellement de la Députation générale est suivi d'un renouvellement des députations locales. Enfin,

1 La marina de Barcelone était l'une des principales de l'Europe. Tetzel, qui visita Barcelone en 1466, ne craint pas de dire : « Nun meint das die von Parnalon so viel Schiff haben als die Venediger » (*Des böhmischen Herrn Leon von Roßmital...*, *Bibliothek des literarischen Vereins in Stuttgart*, VII, 181). Cf. Gonzalo de Santa María (éd. Paz y Melia, p. 181) : « gloria item navali cunctos excellere videbantur. » La meilleure histoire du commerce catalan est celle de Campmany, *Mém.* ; voir notamment t. I.

le Général entretenait avec les municipalités des différentes villes des relations très étroites et une correspondance suivie.

L'une de ces municipalités catalanes a joué, comme on devait s'y attendre, en raison de son importance, un rôle exceptionnel au quinzième siècle et a été dans une large mesure associée, dans les moments difficiles, au Général lui-même : la municipalité de Barcelone.

Barcelone jouait dans la monarchie aragonaise, au quinzième siècle, un rôle assez analogue à celui que cette ville de plus d'un demi-million d'habitants joue aujourd'hui dans la monarchie espagnole. Depuis deux siècles, sa prospérité n'avait fait que s'accroître. En 1461, Barcelone comptait, d'après le recensement minutieux de Cafont, 7,160 feux¹. La propreté et la beauté de la ville frappaient des voyageurs comme Tetzels, qui pourtant avaient visité les principaux pays de l'Europe². On disait couramment que Barcelone avait autant de navires que la République de Venise³; qu'il y avait dans la seule capitale du Principat plus de richesses que dans tout le reste de l'Etat aragonais⁴. A l'étranger, on ne connaissait guère le Principat, on connais-

1. V. ci-dessus, *Introduction*, p. 27.

2. *Bibl. des lit. Ver. in Stuttgart*, VII, 191. Le témoignage se rapporte à 1466.

3. *Ibid.* : « Man meint dass die von Barsalon so viel Schiff haben als die Venediger » (Cf. Gonzalo de Santa Maria éd. Paz y Meba, p. 18.)

4. *Bibl. des lit. Ver. in Stuttgart*, VII, 191 : « Man meint Barsalon hab als vil als das ganz Kunzreich Aragon und Cathalonien. » (Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. cit., p. 181.) Les Barcelonnais et les Catalans en général étaient très fiers de cette richesse. Lorsque les Catalans envoyèrent à Jean II une ambassade pour réclamer la mise en liberté de D. Carlos (v. ci-dessous), le roi « leur manda qu'ils ne fussent si osés ne si hardis de venir devers luy sur la paine de vingt mille livres. Et l'ambassade répondit que le Général avoit ung nombre d'or pour payer tant de paines qu'il leur pourroit mettre. » (Guérard des Pla au dauphin, Milan, Arch. di Stato, *Fol. Res. Spagna*, 1446.)

sait en revanche partout le nom de Barcelone¹; la capitale de la Catalogne passait, en France, pour être « pavée d'or² ».

Le Conseil des Cent jurés de Barcelone (*Consell de cent jurats*), que le jurisconsulte Xàmmar ne craint pas de comparer au Sénat de Rome, fut organisé par Jacques le Conquérant en 1265³. Il subit depuis plusieurs remaniements.

En réalité, depuis 1455⁴, le nombre des jurés s'élevait à 128. La salle de réunion de cette assemblée portait et porte encore le nom de *Salon des Cent*. Le Conseil des Cent ne se réunissait d'ailleurs en séance plénière que dans les circonstances les plus graves. Il se divisait en commissions trimestrielles, qui se partageaient l'année, et que l'on appelait le plus souvent le *Conseil ordinaire*; on disait aussi parfois « Conseil des trente », pour désigner la commission en fonctions, bien que le nombre des membres fût le plus généralement de vingt-huit ou de trente-deux.

Il ne faut pas confondre les *jurés* avec les *conseillers*⁵. Ceux-ci sont au nombre de cinq et forment un comité chargé des affaires courantes et de l'exécutif. On dit couramment : « les Conseillers et Conseil de la Cité de Barcelone » (*Consellers e consell de la ciutat de Barcelona*), pour désigner cette sorte de directoire, dont les membres ont le titre de « grandes sagesse » (*nostre gran saviesa*) et dont

1. Dépêches XII-XIII des ambassadeurs catalans en 1403. (*Pièce justificative* n° 11.)

2. « Crosta d'or. » (*Ibid.*)

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 7, f° 223.

4. Sur la réforme démocratique de 1455, voir Ebert, *Quellenforschungen*, p. 9.

5. Sur la dignité de conseiller, voir D. Francisco Carreras y Canal, *Discurso*, p. 8 et suiv. Aux archives municipales de Barcelone, la *Rebrica de Bruniquer*, I, 30 et suiv., donne un bon historique de cette même dignité.

la réunion s'appelle souvent le Sage Conseil (*lo sabé consell*). Alphonse V avait décidé que les conseillers seraient pris dans les différentes classes ou mains (*mans*) de la population : le premier conseiller (*conseller en cap*) et le second devaient être tous deux bourgeois honorés (*ciutadans honorats*); le troisième, marchand (*mercader*); le quatrième, artisan (*artista*); le dernier, *menestral*, c'est-à-dire adonné à un des métiers manuels qui étaient constitués en corporations (*gremis*). Chaque année, le 30 novembre, jour de Saint-André, il était procédé à l'élection des cinq conseillers par le Conseil des Cent.

Les luttes politiques pour l'entrée au Conseil étaient d'ordinaire très vives; le mode de nomination du Général rendait impossible des compétitions trop ardentes; mais parfois l'élection des conseillers de la Cité n'allait pas sans de grands débats¹.

C'est que l'esprit public était singulièrement avancé en Catalogne. Le long exercice d'un régime tel que celui qui vient d'être esquissé à grands traits, une culture intellectuelle intense², une prospérité agricole remarquable, une expansion commerciale de premier ordre, tout, jusqu'à l'usage d'une langue nationale, faisant de la Catalogne, avec Barcelone pour capitale, l'égale des républiques italiennes.

On y avait les mêmes aspirations à l'indépendance et la même notion de l'autonomie. Or, ici, l'autonomie était con-

1. Voir, par exemple, l'élection de 1458. (*Diets del Consell*, II, 174 et suiv.)

2. Le développement de l'instruction à Barcelone est un fait très notable et qui n'a pas été suffisamment mis en lumière. L'Université de Barcelone, qui était placée sous la surveillance du Conseil de la Cité, était une des plus prospères de l'Europe : trente-deux chaires étaient entretenues par la ville. La littérature et l'école juridique qui honorent alors la Catalogne ne sont pas assez connues. (Voir, sur le développement de la littérature catalane au quinzième siècle, Pons y Ramona, p. 123 et suiv., Denk, p. 330 et suiv., et *Estado de la cult. esp.*)

que sous la forme du Principat, gouverné par le Général qui en était l'emanation, d'accord avec le Conseil de Barcelone, et sous l'autorité purement nominale, on pourrait presque dire simplement la *présidence*, du lieutenant général, délégué du roi.

Le point de départ du conflit qui donnera naissance à la Révolution catalane est donc bien visible¹. Le jour où Jean II s'attaquera à son fils aîné, il s'attaquera au lieutenant général de Catalogne²; voudra-t-il attenter à ses pouvoirs ou se saisir de sa personne, il se heurtera forcément au patriotisme des Catalans, car leur culture et leur richesse les ont rendus jaloux de leurs privilèges, et, à leurs yeux, le maintien de la tradition, en vertu de laquelle l'héritier présomptif est le depositaire des prérogatives royales, constitue une garantie indispensable de l'autonomie. C'est ainsi que Jean II se mettra en opposition avec les sentiments du Principat, et il suffira alors qu'il prétende passer outre, qu'il essaie de remonter le courant qui entraîne la Catalogne vers une autonomie chaque jour plus dangereuse à la couronne, pour que la Révolution éclate, pour que le *contra-fuero* amène la déchéance. A cette heure, le Général, appuyé sur le Conseil de la Cité, pourvu de tous ses organes, disposant d'une armée, d'une flotte, de finances

1. Nulle part ce point de vue n'apparaît mieux que dans un long document des Arch. mun. de Barcel., *Liber Notularum*, III f° 43 et suiv. (Procès-verbal d'une réunion tenue dans la maison du Général le 5 février 1463). Le point de vue constitutionnel y est tout à fait curieux.

2. On ne manquera pas d'observer combien D. Carlos, par ses qualités et par ses défauts, était le « primogénit » rêvé des Catalans. Très insouciant, porté à une vie facile, s'intéressant médiocrement à la politique, facile à diriger, il était par excellence destiné au rôle du « prince qui règne et ne gouverne pas ». Il fut l'idole des Catalans parce qu'il était l'idéal du lieutenant général dans le Principat. Le Général n'avait aucun scrupule à le tenir entièrement à l'écart des affaires. On trouvera de curieux exemples dans *Desdévices du Désert*, op. cit., p. 578 et suiv.

et de collaborateurs éclairés, parmi lesquels ne manqueraient même pas les diplomates, apparaîtra comme un gouvernement tout prêt. L'état de l'esprit public, conséquence de la prospérité économique¹, permettait de passer aisément de la notion d'autonomie à l'idée d'indépendance, les institutions séculaires rendaient possible l'application de cette idée. De fait, le Principat de Catalogne allait se poser et se maintenir pendant environ dix années en Etat indépendant.

Jean II devint roi d'Aragon par la mort de son frère aîné, Alphonse V le Magnanime, le 25 juin 1458. C'était un petit vieillard avare et sensuel, dont les yeux rouges et clignotants avaient, par moments, je ne sais quel éclat métallique de froide cruauté². D. Carlos qui, à la suite de l'exclusion prononcée par son père contre lui dans la succession navarraise et des échecs successifs de son parti, s'était exilé à Naples, à la cour de son oncle³, résolut, après d'assez longues hésitations⁴, de faire valoir sa qualité de *primogénit*,

1. L'origine économique de la Révolution n'avait pas échappé à Jean II, ainsi qu'il apparaît par le discours de Munson (v. chap. viii). Cf. Gonzalo de Santa Maria (éd. Paz y Melia, p. 181) « Populi autem et cives atque oppidani ad pessima quæque prom, vanis excogitationibus ad desciendum a rege eo maxime impellebantur, quod privatum publiceque affluerebant divitiis, quas diuturno tempore diu gentia maxima ac parviora congregaverant. »

2. Voir le portrait que trace de lui son biographe Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 177. — Tetzel, qui le vit en 1460, alors que les yeux du roi étaient obscurcis par la cataracte, le décrit ainsi : « ein kurtz Mann und ganz blind und blutarm. » (*Bibl. des lit. Verains in Stuttgart*, VII, 186.)

3. Alphonse V vivait à Naples depuis la conquête des Deux-Siciles. Cet éloignement du roi n'avait pas peu contribué aux progrès des idées d'indépendance en Catalogne.

4. D. Carlos quitta Naples dès l'avènement de Ferdinand, bâtard d'Alphonse V. Il passa alors à Messine, car la Sicile et la Sardaigne avaient été mises dans le lot de Jean II par le testament d'Alphonse V. — Sur une intrigue en vue de faire monter D. Carlos sur le trône napolitain, à la place de Ferdinand, voir D. Giampietrro, *Archiv. Napol.*, IX, 62 et suiv.

comptant forcer ainsi son père à des concessions en Navarre. Il prit passage à Mosseuse sur un navire catalan, fit escale à Majorque, et débarqua dans le port de Barcelone, le 28 mars 1460, entre trois et quatre heures de l'après-midi¹.

Les Barcelonnais reçurent le primogénit avec enthousiasme². Jean II laissa faire et parut simplement caresser une compensation dans une manumission plus complète sur la Navarre; puis, simulat une réconciliation, il accueillit affectueusement l'enfant à Igualada et vint passer trois mois

1. *Dist. del Cons.*, II, 331.

2. Milan Arch. di Stato, *Per Est Aragona*, D. Carlos à la duchesse de Milan (original) « Illustre duchessa, consanguinea et soror nostra carissima salutem cum prosperitatis augmento. Perque nos persequimur vobis Excellentia audire cum piacere et contentis. Il nostri prosperi successi, vi significamo che partem de questi messa de proximo passato de lo regis paterno regno de Majorica et cum felice et prospero tempo arrivante in la pluzia de la cita de Barcelona, dove per tutta manera de gente et nobili et baroni anno stati cum multa festa, honore, triumpho et gloria ricevuti, loquale mandando la Maesta de nostro signore et patre observandissimo, qui era in Aragona, cum multo alegratia de mente et demonstrationi exteriori have audito et have scripto de propria mano, dandone sua benedictione et reductione in sua gratia et amore di la quale cosa redimo gratia infinite al Omnipotente Dio, dispensatore de tutti beni. Speramu infra brevi di essere cum la prefata Maesta que directa via s'indevone in Barcelona dove nostri desiderati et justu appetiti, mediante lo divina elementa, haverano suo effecto. Pregamove, illustre duchessa et carissima consora nostra de vestri proprii successi et de vestri figlioli ne vogliate fare advisare, ca certamente cosa grata ne fariti. Offerimone ad tutti vestri beneplaciti cum voluntate promta, et ipso Dio prospere la persona et stato vostro. Datum in civitate Barcinone die xxviii aprilis MCCCCLX. Princeps Vian, primogenitus Aragonie, Navarre, Sicilie, etc. Karolus. (A. d. d.) Illustri Blanci de Vicecomitibus, ducum Mediolani, consanguinea nostre consorte. »

Les sentiments de Jean II étaient en réalité fort différents de ceux que lui prêtent assez naïvement le prince. Le 13 avril, il indignait au même à la ville de Barcelone pour la réception qu'elle avait faite à D. Carlos sans lui en avoir au préalable référé (Arch. de la Cor., de Arag., Cancel., n° 3400, f° 37 v°.)

à Barcelone¹. C'était une feinte. Le 2 décembre, le roi arrêtait brusquement de ses propres mains et dans sa propre chambre son fils à Lérida, comme coupable de machinations avec le roi de Castille, dont il avait voulu épouser la jeune sœur, Isabelle, déjà destinée, dans l'esprit de Jean II, à son fils chéri Ferdinand, alors âgé seulement de sept ans². D. Carlos fut envoyé sous bonne garde au château d'Azcon³. Ce coup de théâtre souleva l'indignation universelle en Catalogne. Le Général considéra l'arrestation du primogénit comme un attentat aux principes essentiels sur lesquels était fondée l'autonomie catalane. Une commission fut nommée pour aviser aux moyens de faire respecter les Constitutions et les Usages⁴. Plusieurs ambassades, de plus en plus nombreuses et de plus en plus pressantes, furent successivement dépêchées au roi pour réclamer la mise en liberté de l'infant. Le 20 janvier 1461, les députés se déclarèrent en permanence dans la *Casa de la Deputacio* jus-

1. On l'y trouve dès le 17 mai (Arch. de la Cor. de Arag., Canciel., n° 3406, f° 94.)

2. Milan, Arch. di Stato, Pol. Est. Spagna, 1466 (date imaginaire à laquelle est classé le document qui n'est point daté) Lettre de Gueraut des Pla au Dauphin Louis pour lui raconter, d'après Frances des Pla, son père, qui s'est trouvé à Lérida, l'arrestation du prince. — En ce qui concerne les intrigues de D. Carlos avec la Castille, mises en avant par Jean II auprès de ses sujets (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, 1458-1461 lettre du 14 décembre), il faut remarquer qu'elles étaient très réelles. Déjà, en septembre 1456, D. Carlos avait signé avec Henri IV contre Jean II un traité formel d'alliance dont il subsiste des fragments à Simancas. (Arch. gén., *Capitul con Arag. y Nau.*, leg. 1.) Le démenti du roi de Castille (Arch. mun. de Gérone, *Mem. de Acurdos*, 1461 f° 206) a donc plutôt la valeur d'une confirmation.

3. Desdevises du Désert, op. cit., p. 306 et suiv.

4. C'est la commission appelée en « vintasetena », parce qu'elle comptait originairement vingt-sept membres. Elle se réunit en vertu d'une décision des Cortes prise par ces dernières avant leur dissolution. (Arch. mun. de Barcel., *Llib. Notul.*, III, f° 43 et suiv.) Cf., en sens inverse, la version royaliste du discours de Monzon. (V. ch. viii.)

qu'au jour où satisfaction leur serait accordée¹. Devant l'obstination du monarque, le *Somaten* fut proclamé, le 8 février, « contre les mauvais conseillers du roi² » ; des galères furent équipées³. La population courut aux armes au cri de : « Vivent le seigneur roi et D. Carlos, primogénit ! Mort aux traîtres qui conseillent mal le roi⁴ ! »

Devant l'insurrection légale, Jean II céda. Le 25 février, il signa l'ordre d'elargissement du prince⁵, qui fut délivré le 1^{er} mars⁶ et entra en triomphe à Barcelone le 12, au milieu d'acclamations enthousiastes. Le 21 juin, la paix était signée entre la Couronne et le Principat sous la forme de l'acte connu sous le nom de Capitulation de Villafranca-del-Panadès⁷. En vertu de cette capitulation, D. Carlos se-

1. Arch. de la Cor. de Aragon, *Diét. de la Dép.*, tr. 1458, dimars a .xx. de janer (1461) extraits publiés dans Bofarull, *Col. doc. ined. de la Cor. de Arag.*, XXV, 53. Le scribe (Jafont) auteur de la mention, compare cet emmurement volontaire à un conclave. La décision du 20 janvier fut d'ailleurs exécutée à la lettre par les députés.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la dép.*, tr. 1458, diomenge a vij de febrer (1461). Jean II annonce l'insurrection aux jurés de Majorque par lettre du 13 février. (Campaner *Cronicon Mayoricense* p. 178.)

3. Bofarull, *Antigua marina catalana*, p. 91.

4. « Visque lo senyor rey a don Carlos primogénit, e mayres los traydors qui mal aconsellen lo dit senyor rey ! » (*Diét. del Cons.*, II, 300.)

5. Arch. de la Cor. de Arag. (*Diét. de la Dép.*, tr. 1458), dimescres a .xv. de febrer (1461).

6. Voici le texte de la lettre par laquelle D. Carlos annonce au Conseil de la Cité sa mise en liberté et son prochain retour. Les termes sont de nature à mettre en lumière la situation respective du primogénit et des autorités catalanes : « Senyors e bons e vertaders amichs meus. Lo dia present, a las tres hores apres majora, es venguda la senyora reyna, la qual me ha mes en pura libertat. Al d'home, anam en aqueixa ciutat, presenciaient vos retré les gracies degudes. Sent ab cuyta en Morela, al primer de may. El princep que tot be vostre desige Carlos. » (*Diét. del Cons.*, II, 303.) La date du 12, pour l'entrée du primogénit, est donnée par le *Diét. del Cons.*, II, 364.

7. Carbonell, *Chr. de Esp.*, t. 258 et suiv.

rait reconnu comme lieutenant général perpétuel en Catalogne. S'il venait à mourir avant son père, il serait remplacé par le jeune Ferdinand; le roi déclarait tenir pour juste et légitime tout ce qui avait été fait pour rendre la liberté au prince et défendre les droits de la Catalogne; il validait d'avance toute procédure semblable en cas d'atteinte nouvelle aux mêmes droits; il poursuivrait les mauvais conseillers; enfin, comme garantie de la paix, il s'interdisait de pénétrer sans l'autorisation des députés sur le territoire du Principat.

Ainsi, le Général obtenait gain de cause¹ : le régime de la Catalogne autonome pouvait passer pour plus solidement établi que jamais. En revanche, Jean II n'avait cédé que devant une nécessité impérieuse². Il comprenait qu'au lendemain de la capitulation de Villafranca l'autorité royale en Catalogne n'était plus qu'une autorité nominale³. A ses yeux, Barcelone était désormais en état de rébellion permanente : tous ses efforts allaient tendre à chercher, dans ses royaumes et hors de ses royaumes, les ressources et les forces nécessaires pour remettre la main sur ce Principat, qu'il sentait lui échapper.

Aussi D. Carlos n'était-il guère rassuré. La scène de Lérida restait gravée dans son esprit. Il professait une méfiance bien naturelle à l'endroit de son père, et, d'autre part, il était sollicité par ses amis d'agir en Navarre, et de pro-

¹ C'est ce que les Catalans font très bien ressortir dans le procès verbal déjà cité (Arch. mun. de Barcel., *Liber Notul* III, fo 45). A ce témoignage, il convient d'ajouter celui de Jean II, d'après le discours de Mouzon (V. chap. VIII).

² Discours de Mouzon (*Ibid*).

³ Aux yeux des royalistes, les Catalans avaient prononcé contre Jean II une véritable et odieuse sentence d'exil. Ainsi le comprend Johan Brada (éd. Villanueva, p. 302) : « Lo poble demanava que lo rey tornas a regir e star dreturament en lo dit Principat, e le mes part de las ciutats e viles a gentuesen pretenia que no entras, ans sigues exiliat. »

fitier de l'humiliation infligée à Jean II par les Catalans pour déchirer l'acte de 1455. Du double désir de prendre des garanties contre toute atteinte nouvelle à sa liberté et de rendre possible une revanche en Navarre procède la campagne diplomatique entreprise, en 1461, par le prince de Viane. Non seulement il continue ses intrigues avec Henri IV de Castille, mais encore il s'efforce de lier partie avec le dauphin de France.

Une situation de tous points semblable rapprochait le dauphin Louis et le prince de Viane. Tous deux se voyaient destinés à porter la couronne, tous deux étaient en lutte plus ou moins ouverte avec le prince régnant. D'ailleurs, leurs pères eux-mêmes, rapprochés, eux aussi, par l'analogie de leur situation, leur donnaient l'exemple. A la suite de négociations qu'il ne saurait être question d'analyser ici¹, et dont Gaston IV de Foix avait été l'ouvrier le plus actif, Charles VII et Joan II avaient signé, le 17 juin 1457, le traité de Valence². Par ce traité, les deux souverains, en lutte l'un et l'autre contre leur fils aîné, avaient conclu une alliance formelle, dont l'auteur si consciencieux des *Annales de la Couronne d'Aragon*, Zurita, résume les clauses principales en ces termes : « Si le roi d'Aragon en a besoin, il lui sera fourni 1,600 hommes de pied et 2,400 chevaux. S'il a besoin d'une armée plus nombreuse, il pourra lever en France des troupes à sa solde. En revanche, le roi d'Aragon protégera les côtes de France en armant à cet effet douze galères, et, le cas échéant, il laissera son allié lever des troupes dans ses Etats, jusqu'à concurrence de 1,600 combattants³. » Au lendemain de la mise en liberté de D. Carlos,

1. M. Henri Courteault (*Gaston IV*, ch. VII et VI) expose l'ensemble de ces négociations.

2. B. N., F. fr. 3863, f. 192; F. lat. 0024, f. 146, Leseur, éd. Courteault, t. II, pp. 246 et suiv.

3. Zurita, lib. XV, cap. LXXI et LV, nos 61-62.

Jean II dépêchait à la cour de France un de ses hommes de confiance les plus éprouvés, Pierre de Peralta, connétable de Navarre, pour resserrer encore l'entente des deux couronnes¹.

A la ligue des pères s'opposait en peut le dire, la contre-ligue des fils.

1. Zurita, lib. XV, cap. LXI, t. IV, fo 61-62. Le connétable fut reçu le 15 avril à Bordeaux. Il avait été chargé notamment de faire, devant le roi de France, le procès du primogénit et de représenter à Charles VII tous les torts du prince de Viane. Il était à Milan (Arca di Stato, *For Est Spagna*), cassé par erreur à l'année 1493, au minute qui a tout autre chose que la consignment par écrit des divers points que Peralta fut chargé d'exposer à Charles VII. Ce document constitue un véritable réquisitoire contre D. Carlos. Jean II accusait son fils non seulement des plus noires intrigues avec Henri IV de Castille, mais encore d'avoir voulu l'assassiner à Séville. « Depuis un moyen en ce le roy de Castille ne voya certain ambassadeurs de vers le dit roy d'Aragon soult oculeur de certaines choses qu'il avoient a l'ore en ce eide et moult ambassadeurs lui cheroient avec le dit prince pour le part du dit roy de Castille et fut entrepris et approuvé entre eulx que le dit roy de Castille bailleroit sa sœur a femme au dit prince et le feroit maistre de Castille pour face guerre avecques l'aide du dit roy de Castille au dit roy son père, et avoit entrepris le dit prince de demander congé de son dit oncleur et père de aler jusques a Barcelonne, et, sur celle route, de se devoit aler desferre a Pampalonne en Navarre et illecques prendre madame la comtesse de Lux et faire rebeller le dit royaume de Navarre au dit roy son père, et apres s'en devoit aller au dit royaume de Castille et prendre tous les gens d'armes et de best qu'il pouot face et rebeller au dit royaume de Navarre a une grant puissance. Et pour ce que le dit roy d'Aragon va avec sa femme en bataille aux champs, avec sa sœur avec la reine sa femme et son fils qu'il a de la dite reine, et a y va par grandement acompagné, le dit prince avoit entrepris et délibéré par certains personnages qu'il avoit eulx faire tuer les ditz chascuns son dit oncleur et père, l'edite reine et ledit fils et aussi les deux fils de l'oncleur le comte de Lux qui sont avecques le dit roy d'Aragon, lequel untelle a tant fait entre le dit prince le dit connétable de Navarre et ung livreur, conseiller du dit prince, qui s'en sont fuis au dit royaume de Castille et aussi l'un Jean de Beruimen, frere du dit connétable, qui a esté prins et mis en prison pour celle cause » (Voir la-dessus d'Almeida, *Doc reims et D Carlos de Viane, Méf.*, t. XXI, p. 458).

La première trace que nous trouvons des relations qui se nouèrent entre D. Carlos et Louis remonte à l'année 1447 : une quittance du 20 septembre de cette année signale, en effet, des cadeaux offerts par le dauphin à des ambassadeurs du « prince de Navarre » qui étaient venus le trouver à Grenoble¹. En revanche, en 1449, on voit le prince offrir, à son tour, plusieurs chevaux au dauphin².

En 1460, ce dernier répond à l'envoi de Juan de Monreal par une lettre fort amicale, datée du 20 août³.

Le prince l'avertissait sans doute qu'il allait se poser en primogénit d'Aragon. En tout cas, après son arrivée à Barcelone, il dépêcha en Bourgogne, où résidait alors le dauphin, un de ses serviteurs, Michel du Sault⁴. Les négociations furent poussées alors si vigoureusement que Louis, accueillant les avances de D. Carlos, envoya à son tour

1. B. N., F. fr. 6966, fo 162, copie de Legrand, publiée par Charavay, *Lettres de Louis XI*, I, 247 et suiv. « Aux gens du prince de Navarre qui étoient venus auprès du dauphin à Grenoble, 6 tasses d'argent pesant 12 marcs à 6 écus 1/2, le marc ouvré à 10 écus d'or, comptant, selon quittance d'Estuac du 20 septembre 1447, 119 l. 13 s. 4 d. »

2. Arch. de Nav., *Indice*, col. 154, n° 20. (Document cité par Desvignes du Dezert, p. 199.)

3. Charavay, *Lettres de Louis XI*, I, 126.

4. Arch. dép. du Nord, B. 2040, fo 239, extrait d'un compte : « ... A maître Michel du Sault, serviteur du prince de Navarre, la somme de 24 livres de paris, monnaie d'icelle, aussi pour don à lui fait par mon dit seigneur quand il est naguere venu devers lui en sa ville de Bruges lui apporter lettres closes de par mon dit maître touchant aucunes choses secrètes dont il ne veult autre déclaration estre faite et pour estre venu en sa ville de Saint-Omer par son commandement et ordonnance, attendre et rapporter response desdites lettres, pour ce par sa quittance, faite le xj^e jour du dit mois de may au dit an LXj. cy rendue la dite somme de 24 livres de paris. »

On voit par là que l'agent du prince de Viane était aussi chargé de pourparlers avec le duc de Bourgogne. Aussi bien, la politique du dauphin et celle du duc passaient-elles pour solidaires à cette époque, comme il en sera fait mention au début du chapitre suivant.

Rami de Merimont¹, son écuyer, afin de conclure un traité dont il avait rédigé la minute.

Cette minute, conservée dans le fonds Hourrè à la Bibliothèque Nationale de Paris, est extrêmement caractéristique².

On y voit les deux princes s'intituler complaisamment, l'un « dauphin présentement et, avec l'aide de Dieu, futur roi de France » ; l'autre « primogénit. et futur roi d'Aragon » Ils conviennent de se soutenir mutuellement, de protéger et de défendre de toutes leurs forces leurs États présents et à venir envers et contre tous³, d'agir de concert au sujet de

1 Rami de Merimont, écuyer du dauphin, nommé maître des ports du Languedoc par lettres patentes du 3 août 1481, gouverneur de Montpellier dès 1483, fut un des favoris de Louis avant et après l'avènement. M. Piquet l'a confondu, bien à tort, avec deux autres personnages. Voici comment il s'exprime (*Lettres*, p. 26, note 1) : « Dans les lettres VII et XII, on trouve un agent appelé de Merimont avec les prénoms de Bernard dans la première et de Jean dans la seconde; on doit être le même que celui désigné dans celle-ci », c'est-à-dire sous le nom de Rami. Une telle identification paraît bien hardie, à première vue, en réalité, elle est complètement erronée. « Jehan de Merimont (Merimont est une faute de lecture), écuyer d'écuyer du roi, » nommé dans la lettre VII est de toute évidence différent de Rami de Merimont, gouverneur de Montpellier, tout au plus serait-ce peut-être son frère, cité sans prénom dans une pièce (Arch. mun. de Barcel., *Cartas comunes*, año 1463 — *Pièces justificatives* n° 11, dépêche XII) d'autre part Jehan Hernart de Merimont de la lettre VII, est un bourgeois de Barcelone envoyé par la Cité en France. Bien plus, il y eut, en même temps, trois Catalans distincts du nom de Merimont. Un document les met tous trois en présence, ce qui eût à nous empêcher de les confondre (Arch. mun. de Barcel., *Ceremonias*, II, f° 4v). Les trois personnages sont *Johan Bernat de Merimon* cité dans la lettre précédemment mentionnée capitaine de garnison en 1463 (*Diet. del Cons.* II, 141), *Bernat de Merimon*, portelunier en 1462 — *non Johan de Merimon*, personnage très considérable, premier conseiller en 1415, l'un des négociateurs de la capitulation de Vilafranca-del-Penedès (*Diet. del Cons.*, II, 302) et dont il sera question plus loin comme capitaine d'une armée catalane. Il vivait encore en 1483. (*Diet. del Cons.*, III, 39.)

2. B. N., F. fr. 20494, f° 34-35. — *Pièces justificatives* n° 1.

3. Toutefois, il faut noter une réserve. Louis excepte tout ce qui

toute guerre, paix ou trêve, d'avoir les mêmes amis et les mêmes ennemis. Ainsi, Louis et D. Carlos étaient désormais alliés, comme l'étaient Charles VII et Jean II.

Le traité d'alliance entre les deux princes eut à peine le temps d'être signé, et, selon toute apparence, Remi de Mérimont n'était pas encore de retour de Barcelone¹ quand Charles VII mourut, le 22 juillet 1461.

pourrait être de nature à nuire à Philippe le Bon et à Charles de Charolais, dont il est l'hôte.

1. Il est infiniment probable, en effet, que la mission de Remi de Mérimont, comme plénipotentiaire chargé de négocier le traité, est celle dont il est question dans la lettre missive du 10 septembre (Vaesen, *Lettres de Louis XI*, II, 7) Remi de Mérimont a eu cependant une mission antérieure à Barcelone (Charavay, *Lettres de Louis XI*, I, 142), au cours de la même année 1462, qui est incontestablement l'année du traité; mais cette première mission paraît d'une date trop reculée, car elle est du premier semestre.

Une autre remarque à faire au sujet du traité de 1461, c'est que le Principat n'y est absolument pour rien. Le Général ne tenait pas à mêler l'étranger à ses affaires et il sera, aussi longtemps que possible, fidèle à ce principe; aussi refusa-t-il formellement de s'associer à la politique extérieure du prince de Viane, comme l'a signalé M. Desdevisses du Désert, *op. cit.*, p. 385 et suiv., en citant Bof., *Col. doc. ined. de Arag.*, XVII, 401, qui est, en effet, fort significatif.

CHAPITRE II

Le traité de Bayonne.

L'avènement de Louis XI causa dans toute l'Espagne une grande appréhension. En Castille, on redoutait en lui un élève du duc de Bourgogne, Philippe le Bon, qui passait pour très favorable à Jean II¹. En Aragon, on avait quelque raison de craindre que le traité signé par Louis avec D. Carlos ne fût mis maintenant à exécution. Quant à D. Carlos lui-même, il pouvait se demander avec quelque anxiété si le dauphin, devenu roi, continuerait sa politique personnelle ou s'il adopterait, sous l'influence de son Conseil, la ligne de conduite de son prédécesseur. Le temps lui fit défaut pour éprouver la solidité de l'alliance qu'il avait naguère contractée; on ne possède en effet à Barcelone qu'une seule lettre de Louis XI roi, d'une date antérieure à celle de la mort du prince de Viane : elle ne renferme que des assurances fort vagues d'amitié, et l'annonce de l'envoi de Remi de Mérimont². D'autre part, l'ambassadeur dépêché au nou-

1. *Memorial de don haz*, cap. xix, p. 23, col. 1 : « ... así la voluntad de todos estaba suspensa, antes quel secreto del querer del rey Luis se conociese, creyendo favorecer al rey D. Juan de Aragon, á quien el duque de Borgoña mucho amaba. » A cette heure, il y avait un projet de mariage entre le jeune Ferdinand, fils du roi d'Aragon, et Marie de Bourgogne. (Arch. de la Cour de Arag., *Canciel.*, n° 3410, fo 172.)

2. Bof., XVII, 175; Vaesen, II, 7-9.

veau souverain par Jean II, le procureur royal Charles d'Oms¹, reçut en route l'avis de la mort du prince. Aucune négociation sérieuse n'avait donc trouvé place entre la mort de Charles VII et celle de D. Carlos.

Le prince de Viane mourut à Barcelone le 23 septembre 1461, vers trois heures du matin²; à ses derniers moments, il avait recommandé au roi de France ses serviteurs et sa cause. Le 24, quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs écrivaient une lettre collective à Louis XI pour lui faire part de la mort de leur maître et de ses dernières volontés³. Le 27, de son côté, Jean II envoyait un courrier à

1. Charles d'Oms, seigneur de Corbère par la mort de son frère Louis (Arch. de chât. de Corbère, *Notice*), avait été créé procureur royal des comtes de Roussillon et de Cerdagne par lettres patentes du 8 novembre 1442 (Arch. dep. des Pyr.-Or., B 362, f° 5), en remplacement de Bernard Albert, dont il avait épousé la fille, Isabelle le 19 mars 1437. Il était aussi gouverneur du château de Perpignan.

2. *Diet del Consell*, II, 367 « l'innecres xliij. Lo dit dia vers les tres hores de mati lo illustre Don Carlos, primogenit d'Arago e de Sicilia, passa de la present vida en lo palau reyal de la present vila. » Le jour même, Jean II annonce l'événement au duc de Milan (lettre du 23 septembre, Milan, Arch. di Stato, *Poi Est. Aragona*). Cf. André Balaguer y Merino, *De la mort del infant en Carlos, énon la Renaixença*, t. III, 1873, pp. 207 et suiv. — Comme il arrive presque toujours en pareil cas, la mort du prince ne parut point naturelle : on accusait tout haut sa belle-mère et le roi lui-même d'empoisonnement. (H. Borda, éd. Villanueva, XIV, 302). D. Carlos n'avait-il pas refusé le dîner que son père lui avait fait servir à Lérida après son arrestation? Milan Arch. di Stato, *Poi Est. Spagna*, 1466, lettre de Guarent des Pis au dauphin. Il n'est pas possible, en l'état actuel, de savoir s'il y avait quelque chose de fondé dans l'accusation. Il faut seulement la noter comme indice de l'état d'esprit régnant en Catalogne et comme ressort important dans le progrès de la rébellion. — Cf. sur la mort de D. Carlos la poésie de Guillem Guibert (*Denk*, p. 316).

3. B N, *nouve arc fr.* 5126 (a. Libri), pièce 5 « Serenissimo princep e molt excellent e christianissim rey e senyor. No sans grandis elmo dolor e troncament de cor devenim a notificar a Vostre Excellencia Senyorla aquella trista e dolorosa jornada ser a par de la mort del Illustrissim senyor, vostre cost, lo infant don Carlos, primogenit

Charles l'Une et lui mandant de faire connaître au roi de France et au duc de Bourgogne la grande nouvelle¹ La dis-

d'Arage et de Seville, nostre senyor ten car, lo qual, oppressat de gran e mortal malaltia, apres que hagués confessat be e diligentment, embe huts ab molta devocio tots los sacraments de la sancta Iglesia, dirme-rem e així del món present, a las tres hores apres mija nit, rebé molt gloriosament e devota lo spirit e l'heu, estant los seus descompa-rats ab tanta tribulació e angustia, la qual exprimí per lengua nos-pora, losquels servidors, abans que de aquesta vida passés, en pre-entia dels sants, acomaná a Vostre Altesa.

• E per quant, senyor molt virtuos, no ignorem quel e quanta era lo fe e esperansa que lo dit senyor en Vostre Majestat havia, ha para-gut e nombrat de ses consells aquesta nostra desventura e crua jer-nada deure a Vostre Altesa notificant supplicant aquells consellers, desventurats et descompa-rats, per sa infinita virtut e per aquel amor que entra vostre real persona e lo dit vostre senyor era, en signe acomanat haver e especial promette e recomendació. Al, Don prospera vostra real persona e sia en llarga vida. De Barçelona, a .xiiii. de setembre del .cccc. lvi. Senyor, de Vostre Senyoria hantia servidors losquels en gràcia et merce de aquells se recomanen. (Signatures autògrafes) Berní Johan diei Ricament, Johan, senyor de l'ar-Johan de Cardona, Francesch des Pla. — Rodericus Vitalis. — (Au des) Al serenissimo princip molt excellent e cristianissim senyor, lo senyor rey de França.

1 Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., nt 3610, ff 278 et suiv. : « Al magistich, amil conseller, procurador real en los condats de Rosselló e de Cerdeña, e embaxador nostre lloctinent al serenissimo rey de França, monsen Charles l'UNE. — Lo Rey — Procurador real magistich e amil conseller e embaxador nostre. Ab molta congrua e ensing vos significam com, apres de alguns dies en loqual lo illustrissimo princip don Charles nostre real senyor e molt amat fill primogenit, en estat detingut de gran malaltia en la ciutat de Barcelona, a nostre senyor l'heu ha pingat ordenar de la sua vida present car, per lo que aquest sia deure com a tota natura humana, en lo supremo com de n'ajun e bona condició, e no es nega que a aquell patesca era dir, so en menys que per lo surs viat e final que ab nos habem, la persona nostra, ab tanta cura, non ha conceluat gran aliterio e malaltia ha nos emperat algun concert com havem volut quel dit princip, nostre fill primogenit, ab singular devocio habia rebut los sacraments de la sancta Mare Iglesia e fets il de Catholich Christian estant en la clerecia de nostre redemptor Jhesu Christ, que haura exultat la sua anima en la gloria eterna. Pregam e encargamvos que, de nostra part, en virtut de les lletres de creença que es tractatem, ho signifiquem al serenissimo rey de França, nostre molt car e molt amat

parution de D. Carlos paraissait en effet de nature à influer considérablement sur l'orientation, encore douteuse, de la politique française¹. Pour tirer parti de la situation politique de la péninsule, Louis XI pouvait opter entre deux attitudes : ou bien favoriser les Catalans et faire échec à la fois à Jean II et à Gaston IV de Foix, le négociateur intéressé du traité de Valence², ou bien, au contraire, soutenir Jean II en se faisant payer son appui. Dans le premier cas, il agissait en vertu de la convention passée avec D. Carlos en qua-

com e amic e así mateix al illustrissimo duch de Burgunya, nostre molt car e molt amat cosí per les que altres coses, que fossen a nos e a ella pus grates e acceptes, los voldríem denunciar. E per que evidentment sia vist quens sem moguem ab pura amor e benevolencia, es voler haver ab encara de la dita terra bona amor e inteligencia, es a instancia nostre que no obstant la mort del dit illustrissimo fil, nostre primogenit, expliqueu vostra embaxada, así al serenissimo rey de França com al dit illustrissimo duch de Burgunya, juxta forma de las instrucciones que per nos, vos son dades tramenes per lo feal scriva nostre, Pere Pugerol. Per alguns bons respectes, empero, so breuement per lo present tant com a seguiria l'acte e moviment de matrimoni del dit infant don fernando, nostre molt car e molt amat fill primogenit, ab la filla de mossenyer de Charlois, fill del dit duch de Burgunya. E pervinent, si lo cas ho requerra, vos transdren dir la intencio nostra. Totavia vos pregam e encarregam que siau anel·lit en scritura e avisarnos de qualquevol·la cosa que fet haureu e altres coses que occorran, que de alguna importancia sien. Dada en la ciutat de Calatayut, a xxvi, de setembre del any mil cccxix. — Rex Johannes. — Dominus rex mandavit michi, Antonio Nogueras p.

1. Combien Jean II tenait à la prompte transmission de la nouvelle, on peut en juger par cet ordre qui suit le document cité à la note précédente. « Transletimus un altre plech alreçal a mossen Charles d'Orma, embaxador per nos trames a serenissimo rey de França, o an Pere Pugerol. Si sabeu lo dit Pugerol sia en part propinquas, feu viage a menys dies lo dit plech, perquè ja havem sabut que lu dit mossen Charles era tractant avant. E a cas, empreu quel dit Pugerol hagues conuunt nos cam, en totes maneres lo dit plech li sia remes per certou o altre persona certa. per modo que, en totes maneres, vingui a menys dies, que molt es necessari e expedient al servey nostre » (Cf. dans le même registre, f. 174, la lettre de Jean II à Charles d'Orma, donnée le 10 octobre 1481, à Calatayud.)

2. Voir sur ce traité l'analyse donnée au chapitre précédent p. 47.

lié de dauphin et acceptait les avances des conseillers de ce prince, en faisant survivre le pacte à son signataire. Dans le second cas, il héritait de la politique de son père et reprenait l'entente franco-aragonaise au point où Charles VII l'avait laissée. Quant à son attitude vis-à-vis de la Castille, la hâte avec laquelle il renouvelerait l'alliance héréditaire¹ dépendrait du rôle qu'il choisirait et des difficultés qu'il rencontrerait dans la question navarro-catalane. Or, étant donné son caractère essentiellement personnel, Louis XI devait avoir autant d'inclination à suivre une politique qu'il avait lui-même conçue, que de répugnance à suivre une voie tracée, en dehors de lui, par son prédécesseur; d'autre part, au moment où il montait sur le trône, il était particulièrement mal disposé pour Gaston de Foix. Il ne pouvait masquer, par conséquent d'avoir un faible pour la première solution du problème : l'entente avec le Principat contre Jean II et contre Gaston IV. Aussi bien, était-il en droit d'attendre, d'une pareille entente, de grands avantages; car, détachée de son roi, la Catalogne aurait besoin d'un seigneur : le roi de France pourrait s'offrir alors, et, de sauveur, devenir maître. C'est ainsi que Louis XI fut amené à combiner un vaste plan dirigé contre la maison d'Aragon. Mais en même temps, en prévision du cas où sa combinaison rencontrerait quelque obstacle, il tenait à se réserver la faculté de se rejeter, au besoin, sur la solution opposée, et de se ménager, par un retour à l'alliance franco-aragonaise, d'amples compensations à l'échec de sa conception première. Ainsi, le roi de France va jouer quelque temps double jeu. Tout en s'appliquant à faire cause commune avec la Révolution catalane, à qui vont ses secrètes préférences², tout en

1. Sur cette question et sur l'alliance traditionnelle de la France et de la Castille, voir l'ouvrage de G. Daumet.

2. Il est probable qu'il y avait à Barcelone un parti dévoué à Louis, du vivant même de D. Carlos. En 1461, Gueraut des Pla écrit au dau-

manœuvrant sous main de façon à rendre possible une action énergique contre Jean II, il poursuivra avec ce dernier des négociations lentes, qu'il poussera ensuite vigoureusement tout à coup, le jour où ses manœuvres hostiles auront avorté. Alors se conclura une ligue entre les deux couronnes, tandis que jusqu'au dernier jour, jusqu'à la veille de l'entrée en campagne, des négociations occultes se continueront avec le Principat, comme si Louis avait voulu se réserver jusqu'au bout la possibilité de faire volte-face et de réaliser ce projet primitif qui l'avait tant séduit.

Telle est, pour ainsi dire, dans toute la simplicité de sa conception, l'économie de la campagne diplomatique dont il s'agit d'étudier maintenant les phases successives.

§ 1. — *Le double jeu de Louis XI et les négociations préliminaires.*

Le 13 octobre 1461, Louis XI adressait, de Tours, à la Députation et au Conseil de Barcelone ses compliments de condoléance à l'occasion de la mort du prince de Viane; il annonçait, en outre, l'envoi de deux de ses conseillers, Aymar du Puyzieu, dit Capdozat, et Jean de Reilhac¹.

Quelques jours plus tard, répondant à une lettre du Général, il se déclarait très nettement disposé à exécuter à la lettre les dernières volontés de D. Carlos². Le 9 novembre, nouvelle missive : après de chaleureuses protestations d'amitié, le roi avisait les Catalans du prochain départ d'un nouvel

plén : «... et vous assure et prometz par ma foy, Monseigneur, que vous avez par deça beaucoup de bons et loyaux serviteurs et qui bien vous aiment » (Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Spagna*, 1466.)

1. L'expédition destinée à la Députation a été publiée par Boswell, XVII, 458, et par Vaesen, II, 17; celle destinée à la Cité par F. Pasquier, *op. cit.*, p. 27.

2. Vaesen, II, 19, F. Pasquier, p. 28.

émissaire, Henri de Marle¹. Au même temps qu'il dépêchait coup sur coup à Barcelone ces ambassades, il affectait de prendre en main la cause de D^e Blanca, considérée comme hertière légitime de son frère en Navarre². D'un autre côté, dès le 12 octobre, il avait donné ses pleins pouvoirs à Jean V d'Armagnac, Pierre d'Orléans et Nicolas du Brueil pour se rendre à la cour de Castille³; tout en s'efforçant de faire traîner en longueur le renouvellement du pacte traditionnel d'alliance, les trois envoyés devaient sonder adroitement Henri IV sur l'accueil qu'il ferait à des revendications françaises en Aragon et en Catalogne. Il entra, en effet, dans les vues de Louis XI de faire valoir, à la première occasion, les vieux droits féodaux qu'il pouvait plus ou moins justement invoquer au delà des Pyrénées⁴. On le voit, à la fin de

1. Vaesen, II, 21; F. Pasquier, p. 30.

2. Lettres citées, du 9 novembre (Vaesen, II, 21)

3. Dauzet, *op. cit.*, p. 104 et suiv. — Vaesen, II, 378 et suiv. (pièces Vet VI).

4. Ce point est attesté par plusieurs documents : 1^o le témoignage des ambassadeurs français envoyés en Castille dans leur dépêche au roi donnée à Madrid le 5 mars 1462 (Vaesen, II, 379); 2^o une lettre non datée, mais très caractéristique, de Louis XI à des seigneurs aragonais qui lui avaient annoncé la mort du prince de Viane (Courteault, p. 328, note 2; 3^o surtout un état des actes établissant les droits du roi de France en Aragon (Arch. nat., J. 596, n° 26). Voici la teneur de cette dernière pièce :

« Inventaire des lettres que la royne Marie a envoyées au roy touchant les royaumes d'Aragon et de Valence et principauté de Catalogne.

« Premièrement les vidimus de la donation faicte par la royne Yolant d'Aragon a la royne Yolant de Secille, sa fille, de tous ses biens meubles et immeubles, sans aucune chose retenir, fors seulement l'usufruit a sa vie, et fut fait l'an MCCCCXX.

« Item les lettres originales de la donation faicte par la dicte royne Yolant de Secille a la royne Marie de France, sa fille, des villes et baronnie, ou royaume de Valence, et des villes et baronnies, chasteaux et lieux de Borgia et Naguadon, assés ou royaumes d'Aragon, et tout ce qui povest appartenir es dits royaumes d'Aragon et de Valence et principauté de Cathelaigne, et es quelque autre pais que ce soit, qui fut et appartient a don Johan, roy d'Aragon, père de la

1461, le roi de France avait dessein de se joindre aux adversaires de Jean II en se proclamant le protecteur des Catalans, en intervenant dans le royaume de Navarre au nom de D^e Bianca, en s'assurant la coopération de la Castille et en faisant revivre jusqu'à des prétentions plus ou moins imaginaires sur le patrimoine des souverains aragonais. Tandis que, vis-à-vis de Charles d'Orléans, il observait la réserve la plus froide¹, il manifestait, au contraire, à l'égard de tous les ennemis de la maison d'Aragon, une amitié que Jean II ne pouvait ignorer. Le roi de France appuyait ostensiblement, à cette heure, une tentative de restauration des Angevins à Naples². Naturellement, Jean II faisait tous ses efforts

dite royne Yolant, avecques une somme d'argent qui lui fut promise par son père pour son dourain, sans riens y retenir, et fut fait l'an M CCCC XXXIX.

« Item, les lettres originales du transport fait par ladite royne Marie au roy nostre sire, qui a présent est de toutes et chacune les choses dessus dites sans aucune reservation furent passées l'an M CCCC LXI »

Pour saisir la portée de ce document, il faut se rappeler que, déjà Yolande de Bar, veuve de Jean I^{er} d'Aragon, avait marié sa fille, Yolande de Sicile, à Louis d'Anjou, et, avec le consentement de son beau-frère le roi Martin, elle avait fixé à 100,000 florins d'or la dot de la princesse. Un peu plus tard, en 1430, Yolande de Bar avait fait à sa fille donation entière de ses biens, en retenant seulement, à titre viager, l'usufruit pour elle-même. A son tour en 1439, Yolande de Sicile avait fait donation à sa fille Marie d'Anjou de la somme constituée pour sa propre dot, des villes de Constantin (province d'Alicante), Burja (Borja) et Magallon (province de Saragosse), et en général de tous les biens qu'elle pouvait prétendre en Aragon du chef de sa mère. Or, Marie d'Anjou était devenue reine de France par son mariage avec Charles VII. A son tour, en 1461, nous la voyons faire abandon de ses droits à son fils. La date seule de ce dernier acte suffit à nous convaincre qu'il s'agit d'une même circonstance. Louis XI avait voulu avoir une arme, en vue de mettre à sa première occasion ses titres en avant. Pour plus de détails au sujet des droits de la reine Marie, voir mon article intitulé *L'apogée de l'histoire du Roussillon au temps de Charles VII* (*Rev. d'hist. et arch. du Rouss.*, t. I, p. 7 et suiv.).

1. Zurita, XV, t. IV, p. 101.

2. Desjardins, *Louis XI, sa politique, ses rapports avec l'Italie*.

en faveur de son neveu Ferdinand, auquel il envoyait son grand amiral Villamarí¹. Déjà donc la France et l'Aragon étaient indirectement en lutte : le traité de Valence paraissait bien compromis. Si les Catalans prêtaient l'oreille aux offres, à coup sûr séduisantes, des émissaires français, si la Castille prenait les armes, la situation du monarque aragonais deviendrait bien précaire. Jean II le comprit, et, jouant double jeu à son tour, sans cesser de solliciter de Louis XI un nouveau traité d'alliance, il s'employa à neutraliser les intrigues du comte d'Armagnac et de ses collègues à Madrid et songea même à recourir au roi d'Angleterre, Edouard IV, dans le but de substituer, au besoin, à l'alliance française, l'alliance de l'Angleterre. En Castille, il envoya une ambassade dont le chef était le *justícia* d'Aragon, Ferrer de la Nuga, avec mission d'obtenir la prorogation pour un an du compromis alors en vigueur². Concurrément, des pourparlers furent engagés, dès la fin de 1461, entre Jean II d'une part, Edouard IV et le comte de Warwick de l'autre, par l'entremise de l'Aragonais maître Vincent Clément³. Plusieurs dépêches furent échangées, au début de 1462, entre les deux cours⁴ : il n'en devait d'ailleurs résulter, pour le

Cf. Nunziante, *I primi anni di Fernando d'Aragona* (Arch. stor. napol., XVII et suiv.).

1. Milan Arch. di Stato, *Autografi, Spagna* (Jean II à Sforza, 15 janvier 1462). — Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, reg. 3407, fo 153. Cf. 3406 et 3409. passim (nombreuses lettres au roi de Naples et au duc de Milan).

2. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, ann. 1462. *Pieças justificatives* n° 8. (Cf. Vasson, II, 378 et suiv.).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3411. — Zurita, IV, p° 102. — On trouve Vincent Clément comme viguer à Tortosa en 1468 (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, fo 2); en 1469, il remplit les fonctions de secrétaire de Jean II (*ibid.*, p° 11).

4. C'est ce qui ressort très nettement d'une lettre de Louis XI à Gascou de Foix (Vasson, II, 58).

moment, que des assurances mutuelles d'amitié et des promesses vagues.

Mais déjà tout était change dans les relations des puissances occidentales. Edouard IV, pour des raisons d'intérêt dynastique, se rapprochait momentanément de Louis XI. Le roi de France, qui semblait à la veille de marcher contre l'Aragon, par une volte-face soudaine, accueillait avec empressement les avances qu'il avait jusqu'alors repoussées et se mettait d'accord avec Jean II sur la double question de la pacification de la Navarre et de la soumission de la Catalogne. Louis XI abandonnait ainsi sans remords D^e Blanca, qu'il affectait, quelques semaines plus tôt, de prendre sous sa protection¹; il promettait même de concourir à la répression armée de ce Principat dont il venait de se dire le protecteur et le défenseur. La raison de ce revirement, qui devait être gros de conséquences, doit être cherchée à la fois dans l'attitude des Catalans et dans les intrigues de la maison de Foix.

Les émissaires chargés d'offrir à la Députation l'alliance de Louis XI avaient trouvé Barcelone dans une situation singulièrement défavorable à leurs vues. Ils arrivaient, en effet, dans un moment de calme relatif : le parti modéré avait repris le dessus, et son succès venait de se traduire par l'admission de la reine d'Aragon et de son fils aîné, le jeune Ferdinand, dans les murs de Barcelone². Discuter l'admission de la reine et du primogénit, lieutenant général dans le Principat, ce n'était au fond rien de moins que mettre en question l'union même du Principat à la monarchie aragonaise. Or, dans cette discussion, qui fut longue et pé-

1. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 196.

2. Selon Buzada (Villanueva, p. 302), Jean II ne pouvait venir voir son fils « sino cum a persona privada e no pas cum a rey, si duns request no era per lo Principat ». Le prince devait demeurer et être élevé à Barcelone.

nible, les partisans de l'union avaient fini par l'emporter : sans désarmer devant les « mauvais conseillers », sans abdiquer leur dévouement aux Fueros antiques, les Catalans répugnaient encore à rompre avec la dynastie. C'est à la fin d'octobre que la Députation décide d'ouvrir les portes de la ville à la reine¹. C'est le 3 novembre que la Députation reçoit pour la première fois Capdorat et Jean de Reilhac². A ceux qui venaient de résoudre la question dans le sens de la fidélité, sinon de l'obéissance, on proposait la solution contraire : la revolte ouverte avec le concours de l'étranger, à ceux qui avaient repoussé toute idée de rupture avec le roi légitime, on offrait de renier leur maître et de se jeter dans les bras de la France. Un tel état d'esprit condamnait la démarche à un insuccès certain. Le Général et le Conseil de la Cité tombèrent d'accord pour répondre aux deux mandataires et à leur maître que, si les Catalans s'estimaient flattés des offres du roi de France, il leur était interdit de rien faire contre leur légitime souverain³. Ils allèrent plus loin : ils notifieront les avances dont ils étaient l'objet à Jean II lui-même⁴. On ne pouvait plus clairement souligner une fin de non-recevoir.

1. Zurita, IV, p. 102. — Feliu de la Peña, XVII, 7, t. III, p. 26. — Abasco, t. II, p. 257.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, fr. 1461. « Noembre dimarts iij. Lo dit dia, los dits embaxadors explicaren llur embaxada a la casa de la Deputacio. » Les deux ambassadeurs étaient arrivés le lundi 2 (*Diet. del consell*, II, 393.)

3. Lettre de la Cité à Louis XI, le 7 novembre. « ... salvo empero totempus la fidelitat, honor e reverencia deguda a nostre rey e senyor. » (Arch. mun. de Barcel., *Letres closes*, reg. IV, 1460-1462). Sur l'ambassade de J. de Reilhac, voir A. de Reilhac, *Jean de Reilhac*, p. 116 et suiv.

4. Arch. mun. de Barcel., *Letres closes*, reg. IV (1460-1462). « Sacre regie Aragonum, Sicilie, Navarre. etc., Magestati Molt alt e molt excellent princip e virtuos senyor. Com aquestes dies no l'uny passats son junts aci dos embaxadors del rey de França e de Castella a nosaltres tramesses ab letres de creença, lesquels per quescun en sa

La reine d'Aragon et son fils firent leur entrée solennelle dans Barcelone le 21 novembre¹. Le 10 décembre, Henri de Marie présentait, à son tour, ses lettres de créance² et, le 15 du même mois, il recevait la réponse destinée à son maître³. La réplique des députés à cette seconde tentative fut plus explicite que la première, sinon plus catégorique : « ...Ce que nous fîmes, écrivent-ils, pour la liberté de l'infant D. Carlos, de glorieuse mémoire, primogénit de la maison royale d'Aragon, a eu pour seul et unique mobile la fidélité due à la couronne royale d'Aragon et à ce prince, et tant que primogénit de la dite couronne, et nul autre motif ou considérant Toutefois, si Votre Excellence trouve louable notre conduite, nous en sommes satisfaits. De notre côté, nous rendons grâce à Votre Altesse de

jornada explicades, sobre los respuestas son stato en pensamiento el hobrerem aquellas ab inteligencia de Vostre Magestat. Mes per quant ella ab molta vigilancia e sollicitud volien partir ab o sens resposta, vist Vostra serenissima Excellencia, constituenda en Calathayu, sens discurs de dies no poaquern fer conclusio, lo que per ella no fara sperat, e per altres bons respectes, es estat vist, per servir de Vostra Calatid deurs demempatxarlos d'aci. E axi ho havem fet. E per que Vostra illemlencia sente lurs proposicions e vege nostre respost, trametem copia d'aquelles a Vostra Altesa, interclusa dins aquesta Chreem, senyor molt alt, havem be e degudamest a honor de vostra real corona e integritat de aquest Principat satisfet a tot lo necessari, e axi humilment e devota supplicam ho comprangim Vostra benignissima Altesa, laqual nostre senyor Deu conserve prosperament e per loach temps ab feuch regiment de nos regnes e terres. Escrita en Barcelona a vij de novembre del any MCCC LXI. — Senyor, vostres humils servidors e vassalls qui, besants vostres mans e peus humilment se recomanen a vostra gracia e merce, los consols de Barcelona. » — Cf. Bof., XVIII, 229.

1. *Diol del Consell*, II, 306. — Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461; *Turb.*, V, f° 260. — Ferdinand le Catholique avait alors près de dix ans (Gonzalo de Santa Maria, ed. Paz y Melia, p. 194 : « quasi decens »).

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Diol. de la Dep.*, tr. 1461.

3. Arch. mun. de Barcel., *Datiò.*, reg. IV, f° 51. — Arch. de la Cor. de Arag., *Turb.*, V, loc. cit.

ses bons sentiments envers nous et envers le Principat, et ce dernier ferait volontiers tout autant pour le bien et le service de Votre Altesse, en cas de nécessité, sauf toujours le respect et la fidélité dus à notre seigneur le roi. Tout le reste à nous exposé regarde spécialement la Majesté de notre dit roi... et nous nous en remettons à cet égard à Sa Majesté, avec le ferme et constant propos de ne rien faire que par ses ordres et mandements, comme vassaux humbles et fidèles¹. »

Après une réponse conçue sur un pareil ton, il était difficile de s'illusionner davantage sur le succès qu'aurait, en l'état présent des affaires, une nouvelle mission en Catalogne. Pourtant Louis XI n'abandonna pas immédiatement tout espoir d'agir à jamais comme le défenseur du Principat; mais, il le comprit à merveille, ce rôle ne serait possible, s'il le devenait, qu'au jour où un péril pressant rendrait les Catalans plus dociles à sa voix. Le moment était venu de se tourner du côté de Jean II. Si le roi de France opérait cette volte-face, ou bien les Catalans, sous l'impression du danger, accepteraient l'appui qu'ils venaient de repousser, et rien n'interdirait, dans ce cas, à Louis XI de reprendre sa combinaison première; ou bien ils s'obstineraient à repousser l'intervention française en leur faveur, et, dès lors, le seul moyen pratique de tirer parti de la situation serait de vendre le plus cher possible l'appui de la France à la cour d'Aragon. Les négociations entre les deux couronnes, ralenties, mais non suspendues, par la froideur du roi de France vis-à-vis de Charles d'Orléans, allaient être poussées désormais avec une activité nouvelle.

Dans ces négociations, l'intermédiaire naturel des deux monarchies fut et devait être Gaston IV de Foix. Il était d'avance destiné à ce rôle par ses intérêts politiques et ses

1. Bof., XVIII, 324 et suiv.

liens de parenté. Une entente avec l'Aragon supposait, de la part du roi de France, une adhésion à l'acte du 3 décembre 1455, qui assurait la succession de Navarre à la comtesse de Foix¹. Louis XI comprit que le premier pas dans la voie nouvelle où il comptait s'engager devait être sa réconciliation avec Gaston IV. C'est là tout le secret du retour en faveur du comte, au début de l'année 1462. A la suite d'un voyage *incognito* fait à la cour de France², Gaston IV obtenait pour son fils aîné Gaston, vicomte de Castelbon, la main de la propre sœur du roi, Madeleine de France³. L'époux de D^{re} Leonor, seconde fille de Jean II, devenait ainsi le beau-père de la sœur de Louis XI⁴. Par ses intérêts comme par ses attaches de famille, il était sollicité à travailler de toutes ses forces à l'entente des deux souverains. Pretendant à la succession de Navarre, il avait besoin, pour faire valoir ses droits, de la complicité du roi de France comme de la connivence du roi d'Aragon, à tel point que ses chances de régner un jour paisiblement à Pampelune étaient subordonnées à la bonne intelligence des deux cours. Or, l'accord en Navarre impliquant, de toute nécessité, l'accord en Catalogne.

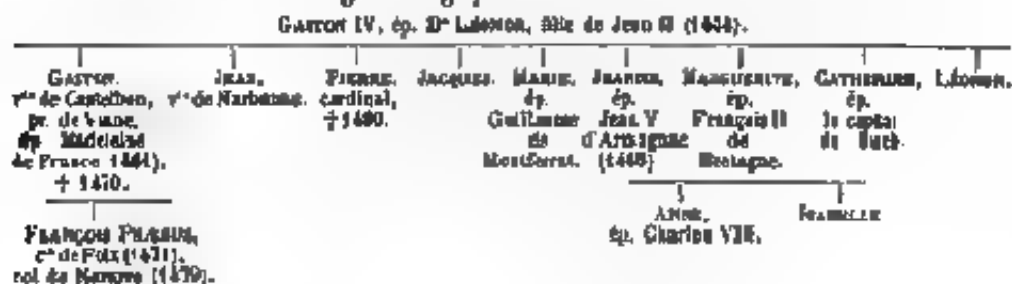
Dès les premiers jours de février 1462, le roi d'Aragon

1 Col. de doc. pour la hist. de Esp., XL, 541.

2. Il voyageait sous les noms de « Grand Jehan » et « Lanceman ». (Lescœur, II, chap. xvi. — Courtenault, *op. cit.*, p. 240.)

3. Le contrat de mariage est du 11 février. (Courtenault, *op. cit.*, p. 242.)

4. Voici le tableau généalogique de la famille de Foix.



reçut à Olite, par l'entremise de Gaston IV, les propositions de Louis XI¹. C'est dans cette ville que furent posés les premiers fondements d'une entente entre les deux princes et le comte de Foix, en vue d'une action commune en Navarre. Jean II reconnaissait définitivement comme ses héritiers en Navarre Gaston IV et la comtesse D^e Leonor; à cet effet, il ferait renoncer D^e Blanca à tous ses droits². La France enverrait, au besoin, les troupes nécessaires pour recouvrer la partie de la contrée qu'occupaient les Castillans. En un mot, Louis XI s'offrait à garantir à Jean II l'intégrité de son royaume de Navarre et à lui en assurer la possession sa vie durant, moyennant la reconnaissance formelle et irrévocable du chef de la maison de Foix pour son héritier légitime.

Une base solide était désormais trouvée pour les négociations subséquentes. Convaincu qu'il ne pouvait sauver son autorité en Catalogne qu'avec l'appui de l'étranger et résigné aux sacrifices nécessaires, Jean II allait se donner pour tâche de préciser les effets de l'alliance française en Navarre et d'en faire sortir un concours armé contre le Principat; à ses yeux, en effet, depuis la capitulation de Villafranca, les Catalans, malgré leurs protestations de loyalisme, étaient en rébellion permanente. Jean II n'était pas homme à se contenter de bonnes paroles et à se résigner à une abdication déguisée; il était résolu à restaurer à tout prix dans le Principat l'autorité royale, réduite à néant par l'acte du 21 juin 1460. Décidé, de son côté, à tirer un bon parti de ses assurances en Navarre, et, au besoin, de sa coopération contre les Catalans, si — comme tout le faisait prévoir — ceux-ci persistaient à refuser d'être sauvés par

1. Zurita, IV, f^o 106. Nous voyons Jean II à Olite le 5 février. (Arch. de Nav., *Cronica*, caj. 159, n^o 5.)

2. Zurita, *ibid.* — Jean II, selon Zurita, devait obtenir la renonciation de sa fille aînée, l'enfermer dans un couvent ou la livrer à sa sœur et à son beau-frère.

lui, Louis XI allait se prêter de bonne grâce aux vues de son partenaire. Les pourparlers destinés à préparer l'alliance franco-aragonaise s'engageaient donc, de part et d'autre, dans les meilleures conditions possibles; ils ne pouvaient manquer d'aboutir.

§ 2. — *L'alliance franco-aragonaise.*

L'adhésion du monarque aragonais aux propositions dont Gaston IV s'était fait l'interprète fut si complète que, presque aussitôt, il écrivit à Louis XI pour lui annoncer le prochain départ d'une nouvelle ambassade, à la tête de laquelle il plaçait un des principaux personnages de sa cour, un de ses diplomates les plus sûrs, Pierre de Peralta¹. Cette ambassade obtint un prompt succès et, dès le mois de mars, les propositions préliminaires furent converties en un véritable projet de traité². Au commencement du mois d'avril 1462, le roi de France, qui se trouvait alors à Bordeaux, chargea le comte de Foix de régler définitivement la question navarraise. Nous possédons la minute d'une lettre manuscrite³ contenant les instructions du roi à Gaston IV et lui annonçant l'envoi de ses pleins pouvoirs; elle renferme des

1. Déjà, le 16 mars, les ambassadeurs français à Madrid ont été avertis par le roi de la réception de cette lettre, qui ne nous est pas d'ailleurs parvenue. (Vaesen, II, 380, pièce VI.) Cf. une allusion à la même ambassade dans les pleins pouvoirs insérés dans le traité d'Olite. (Arch. dép. des B.-P., E 41, fo 150.—*Pièce justificative* n° 2.)

2. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, ano 1462, lettre du 29 mars.

3. B. N., F. fr 20408, fo 64. Cette minute ne porte aucune date. M. J. Vaesen, en publiant ce texte (*Lettres de Louis XI*, II, 87), se borne à l'indiquer comme étant du mois d'avril. Or, Zurita nous apprend que la mission confiée par Louis XI à Gaston IV fut donnée le 1^{er} avril, à Bordeaux. Comme la teneur de ce note, inséré dans le traité d'Olite, confirme le témoignage du consciencieux annaliste d'Aragon, il faut aussi dater les instructions de ce jour et de cette ville.

passages fort curieux qui méritent d'être cités : « Très cher et très aimé, depuis que vous ay envoyé les lettres du roy d'Arragon et de messire P.....¹, j'ay reçu unes lettres du roy Edouart, unes du conte de Varoubic et unes autres de maître Loys Gallot... J'ay sceu par ung serviteur de beau cousin de Candalle, qui vient tout droit d'Angleterre, et par d'autres certainement que le roy Edouart et le conte de Varoubic escriivent au roy d'Arragon... Il me semble que ce vous montriez au roy d'Arragon les lettres que le roy Edouart et le conte de Varoubic m'escrivent, ven qu'elles sont si humbles, et aussi qu'ils envoient ambassade devers moy, et qu'ils ne font que se moquer de lay..., que il se aliera volontiers avec moy à l'encontre des Angloys; et aussi, il a veu comme je vous ay donné si franchement congé de le servir, et aussi que je m'y suis offert, et aussi que le roy d'Espagne² a mauvaise volonté contre lui. Toutesfois veu cecy, il faut que vous en sachiez sa volonté de tous poins, et qu'il ne nous amuse pas par paroles, en attendant que le dit conte de Varoubic fust sur la mer, més que je meche dès ceste heure s'il vous veult tromper... Je vous envoie la pais-

1 Une déchirure du papier empêche ici de lire. Je crois qu'il faut restituer « Peralta » et je pense que c'est encore un connétable de Navarre qu'est adressée la lettre qui suit dans le recueil de M. J. Vaesen. En effet, le correspondant désigné par la première et la destinataire de la seconde lettre se sont qu'un seul et même personnage, ainsi qu'il résulte du rapprochement des deux textes. Or, la manière dont il en est parlé prouve qu'il s'agit d'un des principaux officiers de la cour d'Aragon, et la lettre initiale P. ne saurait convenir qu'à Pierre de Peralta. D'autre part, la confiance témoignée par Louis XI au connétable concorde à merveille avec ce qu'il écrit plus tard au maréchal de Comminges. J. Vaesen, t. II, p. 70.) Toutes ces considérations, jointes au rôle joué par Peralta dans toute cette affaire (Arch. mun. de Barcel., *Cronica Reials*, août 1462, lettre du 29 mars, déjà citée), me paraissent concluantes.

2 Allusion à l'hostilité du roi Henri V de Castille dont il a été question plus haut et qui menaçait d'éclater, en dépit du compromis obtenu par Ferrer de la Nuga.

sance de fermer les alliances telles que vous adviserez, le faict de Navarre apoincté, en réservant celles d'Espagne, comme ilz sont au congié que je vous ay donné de servir le dit roy d'Arragon. S'il me veult voir, et il me semble que ce fust pour le meilleur, apointez le et j'en tendray ce que en ordonneres. » Ces quelques lignes nous révèlent à merveille le plan de Louis XI dans les négociations dont le traité d'Olite va être le couronnement. Le but est surtout d'« apointer le faict de Navarre », mais cet *apointement* est déjà entendu en principe et il ne s'agit plus que d'en fixer les termes¹. Gaston de Foix peut donc aller plus loin. Après avoir montré à son beau-père l'inutilité de ses instances auprès de l'Angleterre, après l'avoir adroitement sondé sur la portée réelle de sa correspondance avec Édouard IV, il pourra mettre en avant une alliance et la conclure; enfin, s'il n'y a point d'obstacle, il devra ménager une entrevue entre les deux rois². Louis XI, qui avait une confiance illimitée dans son talent de persuasion, aimait bien de traiter par lui-même ses affaires les plus graves; nous voyons ici le premier exemple qu'il donne d'un procédé politique auquel il devra plusieurs des plus beaux succès de sa diplomatie, et aussi l'une de ses plus cruelles et de ses plus célèbres mésaventures.

C'est dans cette ville d'Olite, où naguère avaient été entamés les premiers pourparlers, que Jean II reçut, deux mois plus tard, le comte de Foix, muni des pleins pouvoirs de son suzerain; c'est aussi dans cette ville que fut conclu, le lundi 12 avril 1462, le premier des traités qui devaient établir l'en-

1. Voici, en effet, ce qu'écrivit le roi dans la lettre que je crois destinée à Peralta, et qui date vraisemblablement de quelques jours à peine après les instructions adressées à Gaston IV : « J'envoie toute puissance à beau cousin de Foix touchant la ven de nous deux.., le faict de Navarre accordé, lequel je liens qu'il est de ceste heure. »

2. Arch. mun. de Barcel., *Curt. Reales*, año 1462. (Lettre de Jeanne Enríquez au Sage Conseil, 29 mars.)

tente des deux couronnes sur les deux grandes questions qui s'agitaient alors dans la péninsule : la question navarraise et la question catalane.

L'intérêt principal des conditions consenties à Olite réside dans les clauses par lesquelles s'affirme, en termes généraux, l'accord des deux souverains. Ces clauses, en effet, sont, pour ainsi dire, la source commune d'où découleront, comme autant de conséquences, les actes diplomatiques suivants. C'est pour préciser l'alliance que Jean II ira à Sauverre; c'est pour en faire l'application aux affaires de Catalogne qu'il signera, comme on le verra bientôt, son obligation et surtout qu'il conclura le traité de Bayonne. Devenu le *confédéré* de son voisin le roi de France, il sera logiquement amené à réclamer, au nom de cette « confédération » des secours contre ses sujets indociles; et c'est ce qu'avait prévu Louis XI. L'intervention française dans le Principat était maintenant le but intéressé de l'ambitieux monarque; car, s'il n'espérait aucun bénéfice direct de ses bons offices en Navarre, il comptait bien, au contraire, dicter d'avantageuses conditions, le jour où il accorderait son concours contre les rebelles catalans.

Tout d'abord¹, le roi de France et le roi d'Aragon déclarent conclure une alliance et se garantir mutuellement leurs Etats : tels sont les principes généraux qui établissent entre les deux monarques une solidarité absolue et pleine de promesses. De ces principes, les négociateurs d'Olite ne tirent que les conclusions relatives à la Navarre. L'expectative du royaume est reconnue à Gaston IV et à la comtesse D^e Leonor, pour jouir de la couronne à la mort de Jean II, dont les droits sont ainsi légitimés; cette combinaison ex -

1 Voir le texte du traité d'Olite (d'après la copie du dix-septième siècle conservée aux Archives des Basses-Pyrénées, F 11, fo 150-159) *Pièces justificatives* n° 2.

geait d'ailleurs, comme corollaire, la remise de D^e Blanca¹ entre les mains de sa sœur. Louis XI s'engageait à concourir à la conquête des places navarraises tombées au pouvoir des ennemis de Jean II : première application de la « confédération », en échange de laquelle Jean II lui-même promettait d'aider son voisin à reprendre les villes françaises qui, comme Calais, étaient alors aux mains de l'étranger. Cette dernière promesse, toute patonique, ne reçut jamais d'exécution². Mais comment le roi d'Aragon n'eût-il pas invoqué les secours de la France pour maintenir ses propres sujets sous son obéissance, après la conclusion d'une ligue assez étroite pour contenir de semblables engagements? Enfin, les deux souverains se donnèrent rendez-vous pour les premiers jours de mai à la frontière de Béarn³. C'était là, à proprement parler, l'épilogue des pourparlers d'Olite. Jean II allait solliciter directement de Louis XI son concours en Catalogne au nom de leur nouvelle amitié.

Avant de franchir les Pyrénées, le roi d'Aragon tint à donner à son allié et à son gendre une preuve éclatante de ses bonnes dispositions. Dès le lendemain de la signature du traité, il fit savoir à sa fille aînée, D^e Blanca, qu'elle eût à passer en France, parce que sa volonté était de la marier

1 D^e Blanca, fille aînée de Jean II, avait des droits évidemment antérieurs à ceux de D^e Léonor Anaul, en dépit de l'exclusion prononcée contre elle, cette princesse, qui pouvait invoquer en sa faveur le testament du prince de Viane était en mesure de créer aux détenteurs de la couronne de Navarre les plus sérieux embarras. Il fallait donc, à tout prix, obliger D^e Blanca à livrer, selon l'énergique expression du P. Moret, ou ses droits ou sa personne. A cet égard, le traité d'Olite apparaît comme la confirmation dernière et l'application de l'acte de 1455.

2 Il s'agissait évidemment, aux yeux du roi de France, de couper court aux négociations anglo-aragonaises par l'insertion de cette clause.

3 Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, ano 1462. Lettre de Jeanne Enríquez à la ville de Barcelone (29 mars).

avec le duc de Berry¹. C'est en vain que la malheureuse princesse, devinant le sort qui l'attendait sous ce brillant prétexte, refusa « d'être homicide d'elle-même² ». Son père ordonna de l'emmenner de force à sa suite. Le 23 avril, arrivée au monastère de Roncesvaux, elle rédigea une protestation dans laquelle elle déclarait qu'on lui faisait violence en la mettant aux mains de ses plus cruels ennemis, et par laquelle elle frappait d'avance de nullité toute renonciation qui pût lui être arrachée en faveur de qui que ce fût, à l'exception du mari qui l'avait naguère répudiée, Henri IV de Castille³. Trois jours plus tard, parvenue à Saint-Jean-Pied-de-Port, et se voyant perdue, elle fit appel à l'intervention du roi de Castille, du comte Jean V d'Armagnac, du connétable de Navarre et du plus ardent défenseur de son frère, le prieur D. Juan de Beaumont, chancelier du royaume. Enfin, le 30, elle faisait pleine et entière donation de sa couronne de Navarre au roi de Castille et à ses successeurs, au préjudice de D^e Leonor et de ses héritiers⁴. Bientôt après, livrée au capta de Buch, elle était enfermée au château d'Orthez⁵; elle fut transférée ensuite à Lescar⁶, où elle devait périr, le 2 décembre 1464, peut-être empoisonnée.

Cette lamentable fin de la reine légitime de Navarre ne contribua pas peu à exciter les esprits contre Jean II, et

1. Sur les malheurs de D^e Blanca, les sources sont assez nombreuses. On peut se reporter notamment à la *Chronique de Navarre* (B. N., F. esp. 126). Cf. encore Morst, *Ann. de Nav.*, t. IV, p. 428; Yanguas, *Hist. Comp.*, pp 315-317, et Codina, *op. cit.*, pp 67 et suiv.

2. L'expression est de Zurita (lib. XVI, cap. xxxix, t. IV, f° 106).

3. Simancas, *Arch. gen.*, *Capitul. con Arag y Nav.*, leg. 1 (orig.)

4. Simancas, *ibid.*, leg. 2 (orig.). — Il est curieux que, plus tard, Ferdinand le Catholique ait précisément invoqué cette donation de sa sœur à la maison de Castille pour revendiquer la Navarre au nom de sa femme Isabelle.

5. Codina, *op. cit.*, pp 68 et suiv.

6. *Arch. de Nav.*, *Libro de diferentes memorias*, f° 124. Courteault, *op. cit.*, p. 248, note 2.

lorsque Gaston IV, rentré en Roussillon à la tête de l'armée française, adressera aux populations son manifeste¹ pour les sommer de renoncer à leur rébellion sacrilège, les trois Bras des Comtes glisseront dans leur réponse cette phrase significative « Puisque, pour l'intérêt de régner en Navarre, Votre grande Noblesse a trempé dans l'affaire de la captivité de l'infante, sœur de D. Carlos, qui vous a été livrée inhumainement, contrairement à tout sentiment paternel, pour lui ravir la succession du dit trône de Navarre, en grande offense de la Majesté divine, au mépris de toute pitié, devoir naturel, lois divines et humaines, et comme ne saurait le permettre cette véritable religion chrétienne dont votre lettre fait mention, nous avons la ferme confiance que la vengeance de Dieu sera prête et ne faillira pas au jour de la présente exécution² ». Les Catalans n'en avaient pas moins été la cause première des malheurs de D^e Blanca; la gravité de leur attitude avait seule obligé Jean II à souscrire aux exigences de son gendre et de sa fille, et cette concession même, en exaspérant les passions des Catalans, allait l'entraîner à de plus sérieux sacrifices.

Le retour à la moderation, qui avait été imposé aux chefs du soulèvement par un mouvement populaire et qui avait ouvert à la reine et à son fils les portes de Barcelone, n'avait pas été de longue durée³. Les Barcelonais s'exaltaient de jour en jour et la présence de Jeanne Enríquez⁴ ne servait

1. *Bof., Doc. inéd. de Arag.*, XXI, 890. Ce manifeste fut communiqué à la Députation par les trois Bras, afin de se concerter sur la réponse à faire.

2. *Bof., loc. cit.* Lettre des trois Bras. — Ce document met parfaitement en lumière la connexion remarquable qui existe, en 1462, entre les affaires de Navarre et celles de Catalogne.

3. Feliu de la Peña, liv. XVII cap. vii. Cf. B. N., F. fr. 20496, n° 131.

4. Lettre signée « Merimont » (Remi de Mérimont?) à Louis XI, datée d'Estaing, 30 janvier (1462) : « ... J'ai parlé aujourd'hui avec un Cathelan, lequel m'en va a Homme, m'a dit que nouvellement est

qu'à les exciter. La reine était de plus en plus, aux yeux des populations, la cruelle marâtre qui avait dénoué par le poison « la tragédie dont avait été victime le prince de Viane¹ » ; D. Carlos devenait un martyr et bientôt un saint : on l'invoquait à côté de saint Georges² ; son tombeau faisait des miracles³. Dès le 24 février⁴, la reine, effrayée, songe à quitter la ville et fait appel au dévouement de ses fidèles « vassaux de remensa⁵ ». Cependant, avec sa prudence ordinaire, elle tempore encore. Mais ses efforts et ceux du roi lui-même sont impuissants : les Barcelonnais, accoutumés à se régler à leur guise, sous l'autorité purement théorique de

survenus à Barcelone un grand débat entre le comte de Prades et le comte de Pallars en la maison du Conseil, ou la royne y vint pour les apaiser et y eust beaucoup a fere, car la partie de la Cité tenoit pour le comte de Pallars et a este forcé au comte de Prades de valder la Cité et s'en aler en son pais. Cestuy sci dit que la chose ne se peut passer qu'il n'y ait quelque jour grand débat entre eux, car ils ne se peuvent contenter de la royne. Par le semblant, on a dit qu'ilz font bruit que le roy d'Aragon s'en tîre en Navarre et que les Catholans n'ont nulle volenté de lui donner secours, ne de gens, ne d'argent. Écrit a Batain ce XXI^e jour de janvier, vostre très humble et très obéissant serviteur, (*signé*) : Marimon (Orig. B. N., F. fr. 20438, f^o 13).

1. Le mot est de Felis de la Peña, loc. cit.

2. Un peu plus tard, nous voyons les Catalans courir au combat « ab lo crit de Massenyor San Jordi e del benaventurat Carlos. » (*Llet de la Deput.*, tricu. 1482, passim.) Voir une reproduction de la « Imagen de San Karl », d'après un ms. de la Bibl. National de Madrid, dans Prieto, *Don Juan II de Arag. y el principe de Viane*.

3. *Diet de la Dep.*, tr. 1483 (25 sept. 1481 et jours suivants) « Fra Juan Guisbes », dominicain, faisait de ces miracles le sujet de sermons politiques de nature à exciter les esprits contre Jean II et Jeanne Enriques (Blanch e Illa, *Gerona hist.*, p. 34). — La canonisation de D. Carlos fut demandée au Saint-Siège (Gonzalo de Santa Maria, *éd. Paz y Meina*, p. 195).

4. « ... Al illa de San Machian. » (Felis de la Peña, *lib. XVII*, cap. VII.)

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Cart Real*, leg 1^{re} appel aux vassaux de remensa (17 mai 1482).

D. Carlos, ne supportent qu'impatiemment les prétentions autoritaires émises par la reine au nom du jeune Ferdinand¹. Tutrice du nouveau primogénit, Jeanne Enríquez refuse de renoncer aux prerogatives dont avait fait si bon marché le prince de Viane. Elle entre ainsi en conflit permanent avec le Général et le Sage Conseil, si bien que la rupture définitive est à la merci du moindre incident.

Désormais, une solution pacifique était à peu près impossible. Entre la tendance du roi et de la reine à restaurer l'autorité royale et la tendance des Catalans à transformer pour jamais cette autorité en suzeraineté purement nominale, un choc était inévitable. Jean II le comprit : plus que jamais, il devait recourir à la France ; plus que jamais, il lui fallait obtenir, à tout prix, le concours des armes françaises dans le Principat. Au reste, une circonstance que Jean II ne pouvait ignorer allait lui faciliter la tâche. Une fois de plus, Louis XI venait de subir un échec à Barcelone.

Admirablement au courant de ce qui se passait dans le Principat, grâce à ses agents secrets², Louis XI avait appris quelle effervescence nouvelle avait marqué les premiers mois de 1462. Les luttes entre le comte de Prades et le comte de Pallas, personnifiant les deux factions adverses ; la popularité extrême de ce dernier, devenu le chef incontesté du parti révolutionnaire ; l'impopularité chaque jour plus accusée de la reine ; l'imminence de son départ devant le mécontentement général, lui avaient été signalées³. L'instant lui avait paru favorable pour sonder les dispositions des Catalans à son égard : peut-être les progrès de l'idée révo-

1. Discours de Menzon. (Voir ci-dessous, chap. VIII.)

2. Tels étaient, par exemple, Francés dez Pla et son fils Gueraut (J. Calmette, *Doc. rel. à D. Carlos de Viane*, dans *Mél.*, XXI, p. 456.)

3. Cf. dessus, p. 73, note 5.

lutionnaire et la crainte d'une ligue franco-aragonaise pour restaurer l'autorité royale avaient préparé les esprits? peut-être maintenant les offres repoussées naguère seraient-elles accueillies? Louis XI résolut donc de tenter en Catalogne une dernière démarche qui devait fixer la direction de sa politique : d'après le sort de cette démarche, ou bien il se dégagerait auprès du roi d'Aragon¹, ou bien il pousserait jusqu'aux dernières conséquences son entente avec ce prince.

Le 19 février, le roi de France envoyait à Barcelone le viguier de Narbonne, Philippe des Deux-Vierges, seigneur de Montpeyroux². Mais il était écrit, semble-t-il, que les représentants du roi de France en Catalogne arriveraient toujours au plus mauvais moment, et, à cet égard, Philippe des Deux-Vierges devait être moins heureux encore que Capdorat et que Henri de Marie.

La reine d'Aragon, fuyant prudemment devant le flot montant de la Révolution, quitta Barcelone le 11 mars³; le 13, elle allait coucher à Hostalrich, où elle séjournait le lendemain dimanche⁴, et, le lundi 15, dans l'après-midi, elle faisait avec son fils Ferdinand son entrée dans Gérone, où elle était reçue avec la plus grande solennité⁵. Or, avant son entrée, le lundi matin, elle reçut la visite du viguier

1. On remarquera que jusqu'ici aucun acte diplomatique n'a jamais fait allusion à la Catalogne. C'est là un fait éminemment significatif et dont on comprend aisément la raison, si l'on songe au programme de Louis XI exposé plus haut. Louis XI a toujours voulu se ménager la faculté de se jeter du côté de la Révolution, il ne fera donc le pas décisif qu'à Bayonne, c'est-à-dire après que le sort de la mission de Philippe des Deux-Vierges l'aura définitivement édifié sur l'impossibilité pratique de réaliser un plan d'action en faveur des Catalans.

2. Lettre au Général, Vasson, II, 32, lettre à la Cité, F. Pasquier, p. 31.

3. *Diad. de la Dep.*, tr. 1401; dijous a. xj. de març (1439).

4. Lettre de Jeanne Enríquez à la ville de Gérone (orig. appartenant au regretté Celestino Pujol y Campa, publié par Riba, p. 9).

5. Arch. mun. de Gérone, *Manual de Acuerdos*, 1432-1434, f^{os} 48-49.

de la ville qui avait à lui faire une communication grave¹. La nuit précédente, sur la requête d'un marchand de Gêrone qui s'était plaint des excès commis par une troupe de marchands français nouvellement arrivés dans la ville, le viguier avait pris une mesure énergique : il avait fait arrêter tous les marchands français et ordonné des perquisitions au logis qu'ils occupaient. Il est difficile de croire que le viguier ignorât la véritable qualité de celui qu'il appelait « le principal de ces marchands » et qui n'était autre que le seigneur de Montpeyroux lui-même. Il est difficile aussi de croire que le viguier agissait de son autorité propre, et le caractère de la reine autorise l'hypothèse d'une comédie supérieurement montée.

Quoi qu'il en soit, l'ambassadeur, pressé par le danger, se réclama de sa qualité, dont il s'était bien gardé jusqu'alors de souffler mot; il était, disait-il, chargé de régler à Barcelone, au nom du roi de France, certains intérêts commerciaux². Sans s'arrêter à ses protestations, on le fouille, on retourne ses poches, on découvre ses lettres de créance : le viguier retient ses papiers et le maintient lui-même en état d'arrestation, en attendant d'en avoir référé à la reine. Celle-ci, naturellement, s'empresse de désavouer son officier : aussitôt après son entrée, elle fit mettre en liberté le représentant du roi de France; le lendemain matin les papiers confisqués étaient rendus. Mais avant de laisser le viguier de Narbonne reprendre sa route, elle ne manqua pas de lui exprimer combien elle était surprise de

1. L'aventure du seigneur de Montpeyroux nous est connue par deux documents, qui se complètent à merveille : l'une des deux versions émane de la reine (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, n^o 1462, lettre au Sage Conseil, 16 mars), l'autre de l'ambassadeur (*Ibid.*, *Delib.*, reg. IV, f^o 87).

2. Il s'agissait du droit bien connu de *marque* ou *représaille*, cette éternelle cause de conflit entre les puissances maritimes du Moyen Âge.

vor un chef d'Etat étranger envoyer des mandataires à d'autres qu'aux souverains du pays où ses intérêts étaient en jeu, même au sujet d'affaires purement commerciales. La mission de Philippe des Deux-Vierges était démasquée. En même temps qu'il entrait dans Barcelone, le Sage Conseil, que le départ de la reine avait momentanément apaisé, recevait d'elle une lettre qui contait la piquante aventure et exprimait la conviction que les Barcelonais sauraient répondre au viguier de Narbonne comme il le méritait; elle priait, en outre, le Conseil de se souvenir que toute question politique regardait exclusivement la couronne. La mission du seigneur de Montpeyroux n'eut, comme il était aisé de le prévoir, aucune sanction. Son seul résultat était d'avoir édifié la cour d'Aragon sur la loyauté et sur les procédés du roi de France; quant à celui-ci, il devait bien s'avouer que ses tentatives pour se faire le défenseur du Principat jouaient de malheur et qu'il valait mieux décidément lier partie avec Jean II¹.

C'est dans ces conditions que le roi d'Aragon arriva au rendez-vous, où déjà Louis XI l'attendait depuis quelques jours². L'entrevue eut lieu entre Sauveterre et Saint-Palais, plus précisément à Osserain, sur le Saison, à la frontière même du territoire de Mauleon-de-Soule, en Navarre, et du comté de Béarn, fief de la maison de Foix³. Elle eut pour résultat deux actes diplomatiques d'un intérêt extrême : l'un,

1. Un parti français à Barcelone survécut cependant à cet abandon de la cause catalane par Louis XI, ainsi que le prouvent les événements postérieurs. On remarquera, en outre, que, le 15 juin, le comte de Pallas souleva encore l'idée d'envoyer un représentant au roi de France pour le détacher du roi d'Aragon. (Bof, XX, 393.) Le conseil ne fut pas goûté. La réaction accomplie de ses armements par Louis XI n'eut pas lieu. L'effet produit fut l'indignation bien plus que la crainte.

2. B. N., F. fr., 6804. (Legrand, *Hist. ms. de Louis XI*)

3. Leseur, t. II, p. 419.

connu sous le nom de *traité de Sauveterre* (3 mai 1462), fixait et précisait les conditions de l'alliance convenue à Olite en termes vagues et généraux; l'autre, que l'on peut appeler l'*Obligation générale*, contractée par le roi d'Aragon envers le roi de France¹, doit être considéré comme le premier document où se pose la question du Roussillon et de la Cerdagne. A des titres différents, ces deux actes méritent donc une étude attentive. Dans la campagne diplomatique qui nous occupe, le traité de Sauveterre et l'Obligation générale marquent, en effet, deux étapes de la plus haute importance.

Le traité de Sauveterre² nous apparaît, dans son ensemble, comme le développement et la confirmation des clauses qui, dans le traité du 12 avril, stipulaient la « confédération et l'amitié » des deux couronnes; mais il innove en ce que, par la manière dont il précise ces clauses, il prépare visiblement l'engagement des Comtés³. Le préambule du document rappelle les négociations antérieures à l'entrevue; on y aperçoit des allusions très claires à l'ambassade de Pierre de Peralta et aux pourparlers d'Olite. Puis, viennent les articles acceptés par les deux parties; ils sont au nombre de quatre :

1° Jean II et Louis XI seront désormais amis et allies; ils se soutiendront mutuellement dans la défense de leurs vies, de leurs couronnes et de leurs Etats;

2° Au cas où l'un des confédérés serait l'objet d'une atta-

1 C'est l'expression qui la désignera dans le traité de Bayonne : « ... Certa generalis obligacio facta per serenissimum regem Aragonum, erga perfatum christianissimum regem Francorum. » (Arch. Nat. J. 562, n° 12)

2. Le traité porte la date du 3 mai. Le texte en a été publié dans le *Corps diplomatique* de Dumont, t. III, partie 1^{re}, p. 275 n° CCXIII.

3. Il le prépare d'ailleurs indirectement, car le mot de Roussillon n'y est pas plus prononcé que dans le pacte conclu à Olite.

que de la part d'un adversaire quelconque, le second devra le secourir par tous les moyens possibles et de toutes ses forces,

3^e Si l'un des confédérés a besoin pour sa défense d'hommes d'armes, archers, cavaliers ou gens de pieds, le second sera tenu de les lui fournir jusqu'à concurrence de cinq cents lances. Mais, avant que ces troupes aient passé la frontière, celui qui les aura réclamées devra avoir payé leur solde, calculée d'après la coutume de leur nation, pour tout le temps qu'aura été requis leur service; *

4^e Sont exceptés des souverains contre qui peuvent être dirigés les secours tous les alliés des deux rois : pour l'un et l'autre le pape; pour Louis XI, Henri IV de Castille, le roi René de Sicile et son fils le duc de Calabre; pour Jean II, Alphonse de Portugal, Ferdinand de Naples et François Sforza, duc de Milan.

Il est aisé de voir quelle était la portée de ces articles, et surtout de celui qui imposait au monarque secouru l'obligation de payer immédiatement la solde tout entière. Le roi d'Aragon, toujours à court d'argent¹, se verra dans l'impossibilité de trouver tout de suite la somme nécessaire; il sera dès lors entièrement à la merci de son allié. Louis XI avait supérieurement calculé les suites de son exigence. Il attribuait une importance si haute aux conditions de ce traité, qu'il en avait rédigé d'avance la teneur. Nous possédons, en effet, dans une layette du *Trésor des Chartes*, une minute² qui n'est autre chose que le modèle du traité lui-

1. C'est ce que démontrent ses emprunts continuels. Voir là-dessus Henry, *Hist. du Rouss.*, t. II, chap. IV. Cf. une lettre très caractéristique de Charles d'Orléans à Jean II, en date du 31 janvier 1461. (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3442, f° 134.)

2. Arch. Nat., *Tr. des Chartes*, J. 596, n° 13. Les dates ont été laissées intentionnellement en blanc. « L'an mil. CCCC. soixante et deux, le jour du mois de », etc. Rien ne montre mieux

même : c'est ce modèle que le roi de France apporta à Sauveterre pour en dicter les termes à Jean II.

La première conséquence logique et naturelle du traité d'alliance apparaît déjà dans l'*Obligation* contractée par le roi d'Aragon¹.

Nous n'avons de cet acte qu'un instrument donné le 23 mai, à Saragosse, par le roi Jean II. Cette circonstance a induit en erreur la plupart des historiens sur la véritable date et la portée exacte du document. En réalité, cette Obligation se place immédiatement après le traité de Sauveterre. Elle se trouve, en effet, visée expressément dans le traité de Bayonne, signé le 9 mai, et son préambule nous reporte à l'entrevue des deux rois : elle est donc forcément le résultat de cette entrevue et date des premiers jours de mai, entre le 3 et le 9 de ce mois.

Au fond, l'*Obligation générale*, consentie par Jean II à la suite du traité de Sauveterre, n'est que l'application de ce traité à la question catalane. Elle apporte simplement au traité cette modification, aisée d'ailleurs à prévoir, que le monarque aragonais, hors d'état de payer d'avance, se trouvant par conséquent forcé de laisser les frais de la guerre à la charge de son puissant voisin, se constitue de la sorte son débiteur. Au cours de l'entrevue, le roi de France a offert au roi d'Aragon un secours de sept cents lances, armées et équipées selon l'usage de France, afin de réduire la Catalogne. Ces lances resteraient au service de l'Aragon

combien Louis XI avait tout prévu et calculé avant de se rendre en Béarn

1. L'original de l'Obligation, ou plutôt de la confirmation de Saragosse, se trouve aux Arch. Nat., J 302, n° 13, parchemin avec sceau de Jean II, cire rouge, pendant sur lacs de soie jaune et rouge (*Pièce justificative* n° 3). Voir également Arch. Nat., J 915. Une copie très defectueuse de Legrand (Bibl. Nat., F. fr. 6069, f° 112) a été imprimée avec plus d'inexactitude encore par Lenglet-Dufresnoy, II, 384. Sur ce point, voir *Appendice I*.

jusqu'à complète soumission des rebelles et seraient soldées par la France. En échange, Jean II s'oblige à payer une somme fixe de 200,000 écus d'or, payable en deux termes, savoir : 100,000 écus dans l'année qui suivra la réduction de Barcelone et 100,000 écus l'année suivante. Si, après la réduction de Barcelone, il veut employer quatre cents des lances françaises dans les royaumes d'Aragon ou de Valence, la somme due par lui se trouvera portée à 300,000 écus d'or, payables en trois termes de 100,000 écus séparés par une année d'intervalle.

En attendant, le roi d'Aragon donne au roi de France hypothèque en général sur tous ses revenus de ses Etats et de ses biens et en particulier sur les revenus royaux de toutes sortes perçus dans les comtés de Roussillon et de Cerdagne. Ces derniers revenus devront être versés entre les mains des mandataires de Louis XI par le procureur royal Charles d'Oms, sans que leur montant puisse jamais entrer en déduction du montant total de la dette. En outre, Charles d'Oms sera tenu d'engager en caution tous ses biens pour le versement intégral des rentes perçues par lui dans les Comtés; semblable engagement sera pris par D. Juan d'Aragon, administrateur de l'archevêché de Saragosse¹, par Pere de Urrea, Bernat de Rocaberti, Ferrer de la Nuga² et Pierre de Peralta³.

En résumé, en vertu de cet acte, un secours de sept cents lances serait fourni au souverain aragonais contre les Catalans, et, au besoin, contre tout autre contempteur de ses droits; ce secours serait soldé par la France, mais Jean II

1. Fils naturel de Jean II et de D^e N. Availaneda. On l'appelle le plus souvent dans les actes, par abus, archevêque de Saragosse. Il fut un des capitaines et un des diplomates les plus remarquables de la couronne d'Aragon, dans la seconde moitié du quinzième siècle, aussi, son nom reviendra-t-il fréquemment dans cette étude.

2. Justicia d'Aragon.

3. *Pièces justificatives* n° 3.

se reconnaîtrait débiteur envers son alhé d'une somme de 300,000 écus d'or (ou de 200,000, selon le cas), et, en attendant les échéances de cette somme, payable par annuités de 100,000 écus à dater de la soumission du Principat, il hypothéquerait les revenus royaux des comtés de Roussillon et de Cerdagne. Il ne s'agit donc point ici d'engagement des Comtés¹, il ne s'agit même pas d'engagement des revenus : il y a hypothèque, non caution. En outre, il est essentiel de reconnaître que tous les articles ainsi convenus ne sont que conditionnels. Le résumé qu'en donne l'abbé Legrand², avant de reproduire le texte, l'exprime d'une façon aussi exacte que frappante. En un mot, nous sommes en présence d'une promesse de paiement en échange d'une promesse de secours. Ce qui est indispensable maintenant, pour consacrer le marché entre les deux rois, c'est un traité qui, sous la forme d'un contrat, lie, d'une façon définitive et obligatoire pour toutes deux, l'une et l'autre partie contractante.

C'est le 9 mai 1462, à Bayonne, que cet acte définitif fut dressé dans la chambre du roi de France par les notaires publics, et que furent échangés les serments d'usage entre Louis XI et le connétable de Navarre³, plénipotentiaire de

1 Henry, dans son *Histoire du Roussillon*, II, 364 (note V), a prétendu que Louis XI était par là autorisé à prendre possession des Comtés : rien n'est moins exact. C'est confondre un gage avec une hypothèque.

2. « Le Roy d'Arragon reconnoist... que Louys lui a offert sept cents lances. et il lui promet. pourvu qu'il lui entretienne le nombre de troupes. de lui payer 200,000 écus » (B. N., F. fr. 6968, fo 165.)

3. Pierre de Peralta devait se trouver à Sauveterre, et, après l'entrevue, il aura suivi Louis XI à Bayonne. Zurita dit que beaucoup de nobles barons et de chevaliers accompagnèrent le roi; il ne cite aucun nom, mais il est tout à fait vraisemblable que dans le nombre se trouvaient les seigneurs mentionnés dans l'obligation, et, parmi eux, Peralta. (Zurita, lib. XVII, cap. xxxviii et IV, fo 111.)

Jean II. Le traité de Bayonne¹ est le couronnement de toute cette affaire; il est le document essentiel de cette campagne diplomatique, au même titre que, dans une vente, la pièce capitale est le contrat.

Examinons donc en détail les clauses de ce contrat, dans lequel les deux parties sont deux monarques puissants; l'objet fourni, une armée; le prix, une somme de trois cent mille écus d'or; la caution, une province.

Après un préambule qui nous rappelle les pourparlers antérieurs au traité et nous présente bien nettement celui-ci comme le terme des négociations précédentes², le roi de France s'engage à fournir les secours demandés par son allié contre les Catalans : « Le d't très chrétien roi de France, pour certaines causes à ce mouvant son esprit, a voulu et consenti, veut encore et consent à donner et à accorder au dit roi d'Aragon, pour l'usage et l'emploi spécifiés, le nombre de sept cents lances, accompagnées des archers ou gens de trait nécessaires, selon l'usage de France et sous la conduite de quelques-uns de ses officiers, avec un certain nombre d'hommes de pied et une quantité proportionnée de munitions, machines ou artillerie, le tout payé et soldé. Les dits hommes d'armes et les lances, ainsi que les archers, devront être à point et prêts à entrer avant la fin du mois de juin prochain au plus tard, pour servir le

1. Arch. Nat., Tr. des Chartes, J. 502, n° 12. — *Pièce justificative* n° 4.

2. « Comme souvent par ses prières, le sérénissime et très puissant prince Jean, par la grâce de Dieu roi d'Aragon, tant par lui que par ses députés, a insisté auprès du très chrétien et très puissant prince et seigneur le seigneur Louis, par la grâce de Dieu roi de France, pour obtenir qu'il secourût le dit seigneur roi d'Aragon avec un certain nombre de gens d'armes et de trait d'archers, d'artillerie, et de munitions, contre quelques-uns de ses sujets de la Cité de Barcelone et du Principat de Catalogne afin de les réduire à son obéissance, et après divers traités passés tant entre les rois en personne, qu'entre leurs plénipotentiaires, pour ce spécialement désignés .. »

dit seigneur roi d'Aragon dans le pays de Catalogne¹. »

Ainsi, les charges du roi de France sont simples et n'exigent pas, dans la rédaction, de bien longs développements. Il n'en est plus de même de celles qu'en retour assume l'ambassadeur du souverain aragonais : il doit se reconnaître débiteur d'une forte indemnité et promettre ensuite, comme caution, les comtes de Roussillon et de Cerdagne avec tous leurs revenus.

En premier lieu sont stipulées les conditions de l'indemnité due au roi de France « En échange (des secours) le dit sérénissime roi d'Aragon sera tenu envers le roi de France, pour les dépenses, charges et frais qui lui incombent, de payer de fait la somme de 200,000 écus d'or pur, de 64 au marc, vieille monnaie de France, savoir : 100,000 écus d'or dans les trois mois qui suivront la réduction de Barcelone à l'obéissance et sous l'autorité du dit sérénissime roi d'Aragon; les autres 100,000 écus d'or de même poids, dans l'année qui succédera immédiatement à ces trois mois. » Mais ces promesses n'auraient pas de valeur sans une garantie constante : le créancier ne saurait l'oublier. « Pour assurer le payement de la dite somme, le dit sérénissime roi d'Aragon sera tenu, promettra fermement et jurera de céder et de livrer dès maintenant ou de faire céder et livrer aux mains des seigneurs Charles et Béranger² d'Oms, chevaliers, au nom et pour sûreté du dit

¹ Pour cette citation et les suivantes, ainsi que pour le reste de l'analyse, voir le texte du traité (*Pièce justificative* n° 4).

² Béranger VI, fils de Béranger V et de Joana de Santa Pau, est, vers la milieu du quinzième siècle, la représentant de la branche aînée de la maison d'Oms. Il est cousin au second degré de Charles, seigneur de Corbère, procureur royal et châtelain de Perpignan, car le grand-père de Béranger VI, Béranger IV, était le frère de Hérnard, père de Charles. (Arch. part. de la fam. d'Oms et Arch. du château de Corbère, *Généalogie*.) C'est en vertu du testament de son oncle, François, fait le 30 octobre 1340, que Béranger V était devenu le chef

très chrétien roi de France, les châteaux de Perpignan¹ et de Collioure² aux comtes de Roussillon et de Cerdagne. Il acceptera, en outre, et ordonnera que les dits seigneurs Charles et Béranger, chevaliers, prêtent un solennel serment de garder avec fidélité les dits châteaux au dit très

de la famille. Un acte du 20 mars 1349, passé devant Bernard Perpignan, notaire de Perpignan, lui attribue les titres suivants : « Don Béranger seigneur de château d'Ullma, de coust de Tulle, de La Clusa et de Montequien en Vallespir dans le comté de Roussillon, des vallées de Nahorre et de Fulla en Cousant, des lieux de Py, de Montet et de Balen, hâtel justicier de Saouze et de Treutiles dans les mêmes pays de Cousant. » L'importance des domaines de la famille nous est d'ailleurs connue, pour la génération suivante, par un livre d'inventaires qui débute par la liste des lieux et des biens appartenant « à la maison d'Oms » : « Cette liste confirme une quarantaine de noms (*Libre de dest. y invent.*, f. 2). Béranger VI joue un rôle important sous le règne d'Alphonse le Magnanime. Il fut conseiller et chambellan de ce prince. Déjà, en 1324, nous le trouvons au château de Collioure dont il est gouverneur (Arch. dép. des Pyr.-Or., R 232), en 1331, il est revêtu des fonctions de « vic-roi de Majorque » pendant l'absence de la reine Marie, en récompense du rôle qu'il a montré dans l'office de gouverneur de ce royaume depuis vingt-cinq ans (Prov. d'Alphonse V datée du 20 janvier 1334. Arch. part. de la fam. d'Oms) Son traitement de gouverneur de Majorque montait à 400 livres (Campaner y Puertes, *Cronicon mayoricense*, p. 212). Le 9 août 1341, il fut rappelé par le roi et remplacé dans ce gouvernement qu'il occupait depuis 1325. Il était créé une position intolérable à la suite de la révocation des Majorquistes (*Cuadrado Ferreras y Ciudadanica, pasadito*), et une délégation de paysans était venue à Barcelone pour demander son départ de l'île (*Ibid.*, p. 209). C'est alors, sans doute, qu'il se transporta à Collioure.

Béranger doit être mort en 1348, puisqu'il figure sur un acte du 4 février de cette année et que nous voyons son fils Guillaume cité comme son héritier et successeur dans un contrat du 19 septembre suivant. De reste, Guillaume, fils de Béranger et de Raphaële l'abre succéda à son père comme châtelain de Collioure (*Libre de destam y invent.*)

1 Le château de Perpignan s'élevait sur l'emplacement de la citadelle actuelle. Une partie des anciennes constructions subsiste encore.

2 Le château de Collioure était alors la seule fortification qui protégeait le port. (P. Vidal, *Guide*, p. 404.)

chrétien roi de France, et de les lui rendre et restituer, passée la dernière échéance du versement, dès qu'ils en seront requis par lui ou ses mandataires. Et aussi, le roi d'Aragon devra delier et degager les dits seigneurs Charles et Bérenger d'Oms du serment de fidélité que tous deux lui ont prêté de garder pour lui les dits châteaux et forteresses. »

Toutefois, cette garantie immédiate et précaire ne saurait suffire ; c'est l'engagement absolu des Comtés eux-mêmes et de leurs revenus qu'exige le roi de France. Puisque Jean II a réclamé un secours pour réduire la Catalogne, le jour où le service ainsi promis et requis aura été rendu, Louis XI aura rempli tous ses engagements, et, dès lors, il devra entrer en possession d'un nantissement qui lui garantisse l'intégrale exécution des engagements pris en retour par son allié ; ce nantissement sera la jouissance et la possession pleine et entière du Roussillon et de la Cerdagne. « Aussitôt après la réduction de Barcelone, le dit sérénissime roi d'Aragon sera tenu de céder et de livrer, ou de faire livrer et céder au roi de France en personne ou à ses envoyés pleine, réelle, effective et absolue possession de toutes les autres villes, châteaux, forteresses quelconques des dits comtes de Roussillon et de Cerdagne avec tous leurs impôts, produits, rentes et droits, pour être possédés et tenus par le roi de France jusqu'à parfait paiement de la somme de 200,000 écus, du poids spécifié. » En conséquence, Jean II se verra contraint de renoncer à tous les hommages, revenus et droits dans les Comtés ; il deliera les capitaines, châtelains, vassaux et sujets du serment qu'ils lui ont prêté ; en un mot, Louis XI aura en son pouvoir les Comtés avec leurs dépendances, « *par droit d'engagement et selon son bon plaisir*¹ ». Cette clause, enfin, qui ne vise à rien moins

1. « Jure pignoris et pro sue voluntatis arbitrio. » Il est impossible d'être plus catégorique.

qu'à l'aliénation du Roussillon et de la Cerdagne¹, le roi d'Aragon devra l'exécuter en toute rigueur, sous peine d'une amende de 1,000 marcs d'or, qui s'ajouteront aux 200,00 écus et moyennant le sacrifice desquels il serait dispensé de livrer les Comtes, sans préjudice des conditions précédentes.

Une fois les charges réciproques de chacun des contractants ainsi nettement définies, les deux parties examinent les cas particuliers qui pourraient survenir, et déterminent les modifications qu'ils pourraient apporter aux conditions précédemment convenues. Le premier cas qui se présente est celui où les Barcelonais viendraient à se soumettre avant l'intervention française : le roi d'Aragon n'en serait pas moins engagé, et le traité aussi bien que l'Obligation générale subsisteraient dans toute leur force². Il peut encore arriver que, Barcelone réduite, le roi d'Aragon veuille employer les troupes françaises dans le royaume d'Aragon ou dans celui de Valence. La faculté de le faire lui est accordée, avec cette conséquence pourtant que la somme due par lui sera alors augmentée de 100,000 écus d'or, payables dans l'année qui suivra la dernière échéance des 200,000 écus déjà spécifiés.

Enfin, il importe de fixer quelle sera respectivement la valeur de l'Obligation faite après le traité de Sauveterre et

1. On ne peut manquer de noter combien les charges imposées au roi d'Aragon, le 9 mai, diffèrent, sur ce point, de celles du 8. I. ne s'agit plus d'une simple hypothèque, il s'agit d'une caution. Il paraît difficile d'expliquer cette aggravation des clauses, à moins de penser simplement que Louis XI, fort de la résignation de son partenaire, a voulu pousser jusqu'au bout ses exigences à l'égard d'un voisin prêt à tous les sacrifices.

2. C'est ce qui permettra à Louis XI de ne redouter en rien cette éventualité. Aussi lisons-nous dans une de ses lettres : « J'ai eu vent que ceux de Barcelone veulent apoincter à leur roi, mais aussi bien la gaigéré. » (J. Vaesen, t. II, p. 46.)

celle des clauses contenues dans le traité actuel. Sur ce point encore, les termes sont d'une remarquable netteté, et l'on ne saurait mieux faire que de les reproduire : « Il fut en outre ajouté et accordé qu'une certaine *Obligation générale*, contractée par le roi d'Aragon et quelques-uns de ses conseillers envers le dit très chrétien roi de France, avant la date du présent traité, reste dans la plénitude de sa force; que, d'ailleurs, par le présent acte, on entend ne rien innover, et aussi que le roi de France, en invoquant la dite première Obligation et en s'appuyant sur elle, pourra réclamer exécution des conditions qui y sont renfermées, quand il lui plaira et lui conviendra, soit par lui-même, soit par quelque mandataire, nonobstant le présent acte ou convention, avec cette réserve toutefois que, si le dit très chrétien roi de France agit en vertu de l'Obligation et obtient satisfaction, le dit roi d'Aragon restera déchargé de ce qu'il aura exécuté en vertu de cette Obligation, les clauses de la convention actuelle restant, quant au reste, dans toute leur force. »

Les articles ainsi conçus furent approuvés par Louis XI et par Pierre de Peralta; tous deux prêtèrent serment de les exécuter sous caution de tous leurs biens et sous peine d'une amende de 1,000 marcs d'or. Pierre de Peralta s'engagea en outre à faire ratifier le traité par le roi d'Aragon, au moyen d'un instrument semblable. Cet échange de serments et de promesses eut lieu en présence de Jean, comte de Comminges, maréchal; Jean Bureau, seigneur de Montglat, trésorier; maître Pierre d'Oriole, conseiller du roi; Bernard d'Oms¹, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes; Juan

1. Bernard d'Oms est fils de Charles d'Oms, seigneur de Corbère, dont il a été question plus haut (Arch. de la fam. d'Oms, *Généalogie*). Il fut d'abord capitaine d'Uple (Pliet de Thorey, II, 7), puis sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, nous ne le trouvons pas dans cette charge avant 1461. Son rôle dans la négociation de 1462 et les événements de 1462-1473 ressort du présent travail. (Sur une ambassade de Ber-

d'Espeleta¹, vicomte de Valderro; Arnaud de Montbardou. Enfin, l'acte fut passé devant deux notaires royaux, qui en arrêtèrent la teneur : Fernando de Vaquedano, clerc du diocèse de Pampelune, envoyé par Jean II, et Michel de Vallechartre, clerc du diocèse de Poitiers, secrétaire de Louis XI.

Après la conclusion du traité du 9 mai, Pierre de Perahia quitta la ville de Bayonne, accompagné du notaire Fernando de Vaquedano et de deux ambassadeurs du roi de France, Bernard d'Oma et Arnaud de Montbardou. Il se rendit auprès du roi d'Aragon, tandis que Louis XI partait pour Bordeaux, d'où, quelques jours plus tard, il écrivait, plein de

aspi en Savoie et en Bourgogne en 1464, v. J. de Roye Chron. scand., éd. B. de Mandrot, I, 34-35; Bientôt les Français envahissent de nouveau le Roussillon (1474). Bernard d'Oma défend Elne contre eux, mais la place est livrée par les mercenaires italiens. Bernard d'Oma, amené au château de Perpignan, est décapité le 13 décembre 1474. Plus tard, Ferdinand le Catholique reconnut les services rendus à sa cause par Bernard d'Oma en confiant à son fils Louis, seigneur de Cacheré, après la rétrocession de 1493, le gouvernement général des Comtes.

1. Juan d'Espeleta, chevalier, vicomte de Valderro, baron d'Espeleta, Gantoro et Amou en Labourd, seigneur de Pena, Bajouer et Torres, est le fils de Beltran d'Espeleta, créé vicomte de Valderro par lettres patentes du 15 mai 1460, et de D^e Leonor de Vilaseca. En 1445, il épousa D^e Clara de Beaumont, fille de D^e Carlos de Beaumont, allié au royaume de Navarre. Demeuré veuf sans enfants, il se remaria à D^e Catalina de Navarre, sa cousine, fille du maréchal de Navarre, D^e Felipe, et de D^e Juana de Peralt. Dès lors, il embrassa, avec tous les siens, le parti du roi d'Aragon, Jean II, dans son conflit avec D^e Carlos, prince de Viane, et joua un rôle actif dans les guerres civiles aux côtés des principaux chefs de la faction agri-montaise sous l'infant lui confie-t-il sa vicomté, ainsi que ses autres seigneuries, en 1454. Au contraire, pour le récompenser des services rendus à la cause qu'il favorisait, Louis XI, par lettres patentes données à Bayonne, au mois de mai 1463, c'est-à-dire au moment même de la signature du traité d'engagement, érigea la seigneurie d'Espeleta en baronnie, avec justice haute, moyenne et basse, en faveur de Juan d'Espeleta, allouant même à ce dernier une pension de 400 livres. Il mourut avant le 19 mars 1507.

joie, à l'amiral de Montauban¹ : « ... Le roy d'Arragon me fait faire le serment de Perpaignent à messire Carle d'Oms et de Couleuvre à messire Berenguer. Je lui doy aider à l'encontre de ceulx de Barcelone et me doit payer .II^{cs}. vieulx escus dedans .III. moys apres et .M. marcs d'or de paines, et ainsi il me semble que je n'ay pas perdu mon escot². » Le roi de France triomphait.

Pendant ce temps, le texte de l'acte du 9 mai était présenté à Jean II. Sa ratification date du 21 mai, à Saragosse. En présence des deux envoyés français, du connétable de Navarre et de plusieurs des principaux officiers de la cour, Fernando de Vaquedano donna lecture du traité de Bayonne. Ensuite, le roi d'Aragon « loucha, ratifia et approuva » toutes les clauses, sous réserves des « limitations et additions » suivantes :

1^{re} Les secours français devront se trouver à la frontière de Catalogne avant l'expiration du mois de juin et devront rester au service de l'Aragon jusqu'à complète soumission des rebelles, conformément au texte de l'Obligation générale ;

2^{re} Le délai de trois mois accordé pour le paiement de la première échéance après la réduction de Barcelone sera étendu à six mois, et ce n'est par conséquent que dans les six mois qui suivront la soumission de la ville que le roi d'Aragon sera tenu d'effectuer le premier versement, et le second dans les quinze mois ;

3^{re} Le roi d'Aragon aura la faculté d'employer les troupes françaises contre un souverain étranger qui lui ferait la guerre, et cela tant avant qu'après la soumission des Cata-

1. Lettre de Louis XI à l'amiral de Montauban. (Vaesen, t. II, p. 46.)

2. Vaesen, t. II, p. 46. — Cette lettre est d'autant plus précieuse que ses termes rappellent visiblement les articles du traité de Bayonne.

lans¹; et, dans ce cas aussi, le roi d'Aragon payera les 100,000 écus supplémentaires, comme il est spécifié dans le traité ;

4° Si le roi de France veut observer, tenir et remplir ces clauses, il devra s'obliger aussi à les observer, tenir et remplir, sinon le roi d'Aragon considérera le traité comme de nulle valeur².

Cette ratification, rédigée par les mêmes notaires que le traité même et revêtue de leurs seings, fut apportée au roi de France par Pierre de Peralta. C'est à Chinon, le 15 juin 1462, qu'eut lieu la dernière des formalités destinées à donner au traité de Bayonne sa validité entière. Le connétable de Navarre rendit compte de la ratification faite par son maître, et le roi de France en prit acte³ en présence de Jean de Montauban, amiral de France, d'Antoine du Lau, de Bernard d'Oms et d'Arnaud de Montbardon, tous deux revenus de Saragosse avec Pierre de Peralta.

Le même jour, les lettres patentes de ratification étaient données⁴. La signature du contrat était maintenant un fait accompli : le marché était conclu.

1 C'est le cas qui se produisit justement, comme on le verra au chap. iv.

2 Il est aisé de voir que ces réserves ne changeaient rien à l'esprit du traité et ne modifiaient aucunement ses dispositions essentielles; aussi comprend-on bien que le roi de France ne fit aucune difficulté pour les ratifier.

3 Mention au dos du parchemin. (*Pièce justificative* n° 4.)

4 B. N., F. fr., 8969, f° 123.

CHAPITRE III.

La Révolution en armes

Le bruit promptement répandu de l'aliénation des Comtés au roi de France, en échange de son concours armé contre les Catalans, produisit à Barcelone une impression d'autant plus profonde qu'un complot en faveur du roi et de la reine venait d'être découvert. Les chefs du complot, parmi lesquels Francès Pallarés, second conseiller de la Cité, furent condamnés à mort; de leur propre aveu, ils avaient entretenu des intelligences avec la reine pour l'introduire avec des hommes d'armes dans la capitale¹ et livrer le Principat aux troupes du roi. Ainsi, tous les indices concordaient pour éclairer les Catalans; on en voulait aux Libertés du Principat, on en voulait à son intégrité. Partout l'indignation éclatait, partout la parole était aux plus ardents. Le Général recevait de toute part des lettres remplies de protestations énergiques²; le Roussillon et la Cerdagne n'étaient-ils pas indissolublement unis au Principat et à la monarchie aragonaise? Était-il possible à qui que ce fût, au roi lui-même, de violer la charte de réunion de Majorque

1. *Diets del Cons.*, II, 407 et suiv. — Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 187. — L'exécution des conjurés excite l'indignation du royaliste Joan Francès Bosch (Madrid, Bibl. nac., P 18, 2^e partie, fo 18). Pallarés fut mis à mort le 10 mai (*ibid*)

2. *Ibid*, XXI *passim*.

à l'Aragon¹? Les Roussillonnais, jusqu'ici restés calmes, s'agitaient. À l'annonce de l'entrée prochaine des Français dans les Comtes, ils s'apprétaient à recevoir en ennemis les alliés de leur maître², au nom de l'intégrité de l'Etat aragonais, que nul, pas même le souverain, n'avait le droit de compromettre.

C'est en vain que la reine, avec son astuce ordinaire, dément officiellement l'engagement dans deux lettres³ où ne déplore toute l'habileté de celle que le P. Moret appelle « l'iris de toutes les tempêtes ». Les choses en étaient venues à un point tel que les démentis de commande ne pouvaient plus rien.

Cette menace d'un coup d'Etat et cet appel à l'étranger mettaient le Général dans l'obligation de venir à résipiscence ou d'agir avec vigueur. Entre la soumission et l'audace, il n'hésita pas. Il décréta la levée immédiate d'une armée pour s'emparer de la personne de la reine⁴, coupable

1. On sait que le Roussillon et la Cerdagne avaient été réunis comme partie intégrante de la monarchie aragonaise en même temps que le royaume de Majorque.

2. C'est sous l'empire de ce sentiment que, pour citer un exemple, on voit, le 2 juil., les hommes de Bataia se réunir « *totius ecclesiam... pro resistendo armigeris regni Francie jam congregatis et preparatis, quorum adventus ad partes Rossilonis sperantur* » (Arch. dép. des P. O. *Manuel de Pierre Massot, notaire, 1462*).

3. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, ann. 1463 (24 mai) *Pièce justificative n° 3*. — Cf., dans le même sens, une lettre de Jeanne Enríquez au député Bernat Castellà, en date du 27 mai (Arch. de la Cor. de Arag., *Cartas Reales*, leg. 131, minute). Au commencement du mois de mai, les jurés de Gérone, évidemment sous la pression de la reine, avaient imaginé de former une sorte de syndicat de municipalités pour s'interposer entre le Général et la couronne. Nous le savons par le refus qu'adresse à Gérone le conseil de Vich, le 16 mai (Arch. mun. de Vich, *Cartas*).

4. Le 23 mai, Jeanne Enríquez adresse l'appel suivant à Bernat Gilabert de Cruyllas (Arch. de la Corona de Aragon, *Cart. Real.*, leg. 131, minute) : « *Joana per la gracia de Deu reyna d'Arago, etc.*, al noble magistrat, amich » (cel de la Majestat del senyor rey e nostra,

d'avoir voulu violer « les libertés de la terre ». Le 20 mai, après avoir prêté serment, et fait solennellement briser ses étendards à la cathédrale, le comte de Pallàs, Hugo Roger, commandant en chef de l'armée du *Souastent*, quitte Barcelonne¹, sous prétexte de punir ses « vassaux de rébellion ». À cette nouvelle, le roi, voyant la reine en danger, entre en

en l'honneur d'Alabert de Crayilles, salut e director Com de la gent d'armes acordada en Barcelona gran part sia partida, et de dia en dia venga, e acoost en aquelles parts, e per moltes vies raijam sentiment la dita gent d'armes ve per poder e detantir videntment les persones nostres e del dit illustrissim princip don Ferrnand, primerament d'Arago et de Sicilie, lieutenant general del dit senyor rey en lo principat de Catalunya e comtats de Rossello e de Cerdanya, e sin per ço modi necessari provehir a la custodia e defensio nostra e del dit illustrissim principat, e que en la persona nostra e sua no sia feta alguna violencia injuria e contumelia, e que tots los fidelissims vassalls del dit senyor rey e nostres, per lo deute de la fealdat, son tanquils e devesa prestar lor auxili a laqual cosa firmament creem nos no 'a l'heu, ans hi ajudarem ab totes vies, forces e poder, segunt los volentes de vostres predecessors, losquels sempre han fet lo degut vers lur rey, princip e senyor, em per amor d'aço, tant per lo deute de fidelitat e naturalesa, quant ancora per les castelles e forces que tenia en feu per la Majestat del dit senyor rey, vos requerim e exhortam, quant mes estreitament podem, que, lo pas prest que pensa, no esperada de nostres monies o requesim, com aco sia tant e tant prest necessari que nos en pavia, viagats e nos en la ciutat de Girona en aquella men gent que poten de cavalls de peu armada e ho a punt, per guardar e defendre les persones nostres e del dit illustrissim principat e prestar vostre auxil quon violencia, injuria o contumelia per aça nosa ma feta alguna fer dreu o seu tangut, tant per lo dit deute de fidelitat e naturalesa, quant per les coses que tenen en feu per lo dit senyor rey e altres. Dada en la ciutat de Girona a xxiij de may en any de la malivintat de Notre beayor Don M CCCC. sexanta dos. Lo Reyno. » — Le 25 mai, les conseillers de Vich protestent de la fidélité des Catalans; selon eux, il s'agit de rétablir l'ordre troublé par les paganos, et la couronne n'a rien à redouter des armements du Général contre la reine, Archambaud de Vich, *Cartae*. De son côté, le 2 juin, Jean II demande à Valence des secours armés « cause de la situation qui s'aggrave en Catalogne (Valence, Arch. gen., *Carta*, III, n° 27).

1 *Diol del Cons.*, II, 380. Le titre exact de comte de Pallàs était « capità del exercit del Principat de Catalunya ».

armes sur le territoire catalan. Alors, le Général, devant une violation aussi flagrante de la capitulation de Villafranca, rompant avec tous les scrupules, jette le masque et proclame, par un mandement solennel, le roi et la reine ennemis publics¹. La hardiesse de cette mesure, véritable décret

1. Les crises sont, les 8 et 11 juin. Arch. de la Cor. de Arag., *Desp. de la Diput.*, tr. 1401, dimanches 8 vint de juny et divendres 11 de juny (1402). Aux lettres du Général annonçant les crises, les jurés de Majorque répondirent en ces termes :

« Molt reverent, egrege, nobles, magnífics e honorables senyors. Vostres lletres de diversos kalendarios a nosaltres dirigides, havem rebudes per lo honorable en Johan d'Ullivé la, lesquelles en lo nostre consell lletes e sentençes han dades en les nostres cortages grandíssima contristament e amargor, e ne pacha admiracio en cada un dels del consell, atles tals et tals acions fets, atemptats en consens e consell de la persona del molt alt senyor rey e senyors reyna, la perverença dels quals actes deus que gran et major inconvenença, e per ço veirem a vosaltres exiliar e etoriam, per nostre nostra fidelitat que havem e aportam a vostra e nostra rey et senyors francs aparellats obeir a vos nostres mandaments e obeir e star a obediencia e juramento de la sua sacrosancta Majestat, loqual ara es forçat, speram infinits beneficis se seguiran a vosaltres e a vostres successors, com tunc certa et hupada querença de la grandíssima clemencia, virtut et humanitat del dit senyor, loqual jamés ha fet alguna derogació o lesa a nostres libertats et franquicies, ans de nou aquelles nos ha estimes e amplades, tenint e conservant aquest seu regne ab e nostra justícia, tranquilat e repòs de que nos vengua a penesament en nosaltres de la gran amor e caritat que o dit senyor per sa gran benignitat, porta en tots sos pobles per que, vltra la dita nostra fidelitat en laqual som obligats a la dita sacra Majestat, som prompts e aparellats en pagar nostres vides et bens, per servey de Sa Senyora.

Empero, crehent ser servey al dit molt alt senyor rey ab licencia e consentiment de Sa Altesa nos offerim interposar-nos entre la dita Majestat et vosaltres, per ehoir de Sa Clementia aquelles causes que nos servir de la alta Senyoria e repos de aquets llocs, suplicant lo Sant Spirit vula dirigir vostres cortages e actes a servey de Nostre Senyor e del senyor rey. En Mallorca a 27 de julol, any de nativitat de Nostre Senyor M CCC. lx. dos.

Les jurats et conseil general de la ciutat e regne de Mallorques prest a interposar per supplicacions en re la Majestat royal e vosaltres. (Palma Arch. del reino de Mallorca, Gen. Consell, 1402). — Quando Forneros y Ciudadanos, p. 261) explique l'absence des

de déposition qui n'a rien d'un défi féodal, est de nature à confondre ceux qui méconnaîtraient l'état des idées politiques en Catalogne au quinzième siècle. Cette fois la rupture complète, irrémédiable, était consommée. En raison de la déchéance de Jean II et de Jeanne Enríquez, leurs pouvoirs passaient au jeune Ferdinand, et l'exercice effectif de ces pouvoirs au Général lui-même, considéré comme le tuteur naturel du prince, réputé à la fois mineur et orphelin¹. Le Général s'érigeait en gouvernement indépendant, puisque le prince qu'il reconnaissait était placé, du même coup, sous sa tutelle. La Révolution catalane était maintenant un fait accompli². Réduit aux abois, le malheureux roi d'Aragon pouvait se demander avec anxiété si ce secours étranger, qui lui coûtait si cher, ne viendrait pas trop tard et s'il ne verrait pas, avant l'arrivée des lances françaises, sa femme et son fils prisonniers des Catalans. Le 26 juin, il écrivait, de son camp de Balaguer, une lettre pressante à Jean Bureau³ pour hâter le plus possible l'entrée en campagne. Enfin, dans les premiers jours de juillet, l'armée d'in-

Majorquins en disant qu'ils étaient fatigués des derniers troubles qui avaient désolé leur île. Naturellement, les bons offices des Majorquins, comme ceux des Valenciens (Valence, Arch. mun., *Lettres*, XXV, *passim*) furent repoussés par le Général.

1. Un exemple très frappant de ce fait est le serment prêté au Général (et non plus à la couronne) par le viguer de Barcelone, à la date du 30 juin (*Dieta del Cons.*, II, 441).

2. En dehors de la Catalogne et, dans une certaine mesure, du Roussillon, le mouvement ne fut pas suivi, sauf à Minorque (E. Fajarnés, *Sobre la reb. de M. m.*, p. 54 et suiv.). Mahon devint, selon le mot de Quadrado, « une colonie de l'insurrection » (Piserrera y Quadrado, *Islas Bale.*, p. 292). C'est Pere Desplagues qui fut l'auteur du soulèvement de Minorque (Campaner, *Cron. Mayor*, p. 178). Fut prisonnier lors de la prise de Ciudadella par les Majorquins, il fut exécuté (Palma, Arch. del R. Patr., *Lit. del.*, 1468, texte cité par Campaner, *loc. cit.*) Cf., sur ces événements, Quadrado, *Forenases y Ciudadanos*, p. 294 et suiv.

3. Bol. XXII, 212.

vasion franchissant la frontière du Roussillon : l'exécution du traité de Bayonne allait commencer.

§ 1. — *Le gouvernement du Général et la défense du territoire catalan.*

Que se passait-il en Catalogne, tandis que se préparait l'intervention étrangère? Pour assurer l'intégrité du territoire catalan et le triomphe de la cause qu'il assumait, le Général, investi du gouvernement révolutionnaire, devait enlever la citadelle de Gérone où s'étaient réfugiés, après la prise de la ville basse par Hugo Roger¹, la reine et le primogénit Ferdinand; repousser l'invasion de Jean II à la frontière occidentale; enfin, préparer la défense contre les Français attendus. Il importe donc maintenant de savoir comment la Deputation avait entendu faire face aux nécessités de l'heure, et dans quelle mesure elle y avait réussi.

Le comte de Pallàs bloqua la reine dans la citadelle de Gérone². Elle s'y était enfermée avec son fils et une petite garnison³, dont elle avait confié le commandement à un capitaine vaillant, Luis Despuig, maître de l'ordre de Montesa⁴. Dans la ville basse, les soldats du comte de Pallàs se

1. Le 8 juin, après avoir enlevé Hostarich, Hugo Roger avait occupé sans coup ferir la ville basse de Gérone (Arch. de la Cor. de Arag., *Dist. de la Dep.*, tr. 1481, dimanche, n. vj de juny [1482]).

2. C'est dans la forteresse ou ville haute (*fora vella*), non, comme on l'a trop souvent répété, dans la Gironella, que la reine se réfugia. Il y a sur ce point des textes tout à fait concluants. La reine elle-même dit « fortalicium vetus » (Madrid Arch. hist., *Montesa, Carl. R.*, n° 301) — Cf. *Dist. de la Dep.*, loc. cit., Gonzalo de Santa Maria (ed. Fitz y Melia, p. 126) « in castrum urbis », Cf. encore Fila, 2^e partie, p. 18.

3. Sur les préparatifs de défense, voir Chua, *Bandos y bandoleros*, II, 104 et suiv.

4. Luis Despuig fut nommé capitaine général de Gérone par la reine en vertu de lettres patentes en date du 2 juin (Madrid, Arch. hist., *Montesa, Carl. R.*, n° 30.). Le personnage était maître de Mon-

conduisaient comme en ville conquise, volant et maltraitant les habitants, dont la plupart, il faut le dire, professaient des opinions plutôt royalistes. Les jurés s'ouvrirent très amèrement au comte, qui s'en montra fort ému, mais qu'en dépit de sa bonne volonté ils trouvèrent impuissant à maintenir le bon ordre. Le 22 juin, ils s'adressaient à Barcelone¹, le 28, trois délégués, Martí Pere, Pere Moles et Pere Beguda, vinrent porter aux députés du Général les doléances de leurs concitoyens²; le 3 juillet, les plaintes se renouvelaient³ et la Députation s'efforçait d'attirer l'attention de Hugo Roger sur les abus de ses troupes, tandis qu'elle promettait des indemnités aux habitants et les exhortait à supporter patriotiquement des maux nécessaires en vue de l'intérêt général⁴. Avec une armée si indocile et qui ne paraît guère avoir jamais dépassé 2,000 combattants⁵, le capitaine catalan multipliant les attaques contre la citadelle il n'obtenait que des succès partiels, au prix de grandes pertes en hommes et surtout en munitions. Sa correspon-

tesa depuis le 28 février 1454 (*ibid.*, *Maestros*, reg 3, ca) 80) C'était l'un des hommes de confiance de Jean II. En 1409 et en 1402, il avait été envoyé en Italie pour combattre les efforts des Angevins dirigés contre le roi de Naples, Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Aragona*. C'était un ami intime de P. de Peralta (*ibid.*, *Spagna*, lettre du 3 avril 1458).

1. *Ibid.*, XXI, 421. Cf. sur les événements de Gérone, Chla, *Bandos y bandoleros*, II, 120 et suiv.

2. *Ibid.* Ce jour-là même (28 juin) un assaut fut donné contre la forteresse. (Valence, Bibl. Univ., *ms. cit.*, f. 471.)

3. *Ibid.*, XXI, 213.

4. *Ibid.*, 216.

5. Lettres du comte de Pallás au Général (*Ibid.*, XXI, *passim*). Le 2 juillet il accuse 3000 hommes (*ibid.*, 153). Hugo Roger ne se faisait pas illusion sur la qualité des troupes qu'il commandait : « Veritat es que, con Vostres Reverencias n'han de mi saber, la gent catalana es dura de metre en ordre e majorment multitud e no exercitada en guerra tal » (*ibid.*, 209.) — On a beaucoup exagéré souvent l'effectif de l'armée de Gérone. Alors qu'elle était réduite à mille hommes au plus, le 28 juillet, M. Courteault l'évaluait à 14 ou 15,000 (*op. cit.*, p. 255).

dance est pleine de demandes de poudre et de bombardes plus encore que de demandes de renfort¹, et pour obtenir satisfaction, qu'il eût ou non l'espoir de réussir, il annonçait toujours comme prochaine la prise de la forteresse. Mais le jour de la reddition n'arrivait jamais. La Députation faisait pourtant de grands efforts pour seconder l'entreprise du comte de Pallas; elle déclarait négliger ses autres affaires pour s'y consacrer spécialement²; elle poussait la sollicitude jusqu'à encourager par lettre personnelle les *cinquan-teners* ou capitaines de cinquante hommes³. Dans ce siège mal conduit, entrepris avec une armée sans cohésion, les Catalans éprouvaient les inconvénients habituels d'une organisation militaire improvisée. Tel jour, il arrivait que les projectiles envoyés au camp étaient d'un trop gros calibre pour les armes auxquelles ils étaient destinés, et l'on n'en pouvait rien faire⁴. L'indiscipline était continuelle; beaucoup, fatigués de la résistance opposée par la reine, n'attendaient, pour partir, que l'expiration de leurs deux mois de congé. Ces vices paralysaient complètement l'activité très réelle et le talent militaire incontestable du comte de Pallas. Dans la citadelle, il est vrai, les vivres se faisaient rares; on ne mangeait bientôt plus que des fèves et de la viande de cheval⁵; les brèches faites à l'enceinte étaient telles que les deux partis combattaient corps à corps⁶; presque chaque jour la forteresse était bombardée. Le P. Moret rapporte

1. Le 8 juillet, il faisait de grandes demandes pour un effort vigoureux, insistant surtout sur l'artillerie : « car le vulgair es bombardes et passadors guanyen batalles ». (Bof. XII, 223.)

2. Bof., XXI, 310.

3. *Ibid.*, 314.

4. *Ibid.*, XII, 223.

5. Leseur, II, 131. — Cf. Bof. XII, 33.

6. *Ibid.* Les Catalans avaient construit un bastion en terre pour dominer les murs à moitié ruinés et multipliaient les ouvrages autour de l'enceinte (Bof., XXI, 288. Cf. Gonzalo de Santa-Maria, éd. Paz y Meja, p. 200.)

qu'un jour le bombardement fut si violent que la reine s'évanouit, se croyant perdue¹. Elle opposait pourtant une résistance héroïque, digne de son incroyable énergie, aimant mieux mourir, disait-elle, que tomber aux mains de sujets révoltés. Un moment, elle crut pouvoir s'enfuir et rejoindre, à Roses, son amiral, Bernat de Villamar, qui l'attendait avec des barques : le projet fut révélé aux assiégeants, et la porte Sant Cristofol aussi sous bonne garde². Déçue de ce côté, elle songea à s'entendre avec les habitants de la ville, qu'elle supposait peut-être indignés contre le General par les depredations des gens de guerre, et elle alla, semble-t-il, jusqu'à offrir son pardon sans conditions³; les habitants, au lieu d'y répondre, avant tout desireux, sans doute, de ne point se compromettre, renvoyèrent ses offres au commandant en chef. L'ne seule ressource restait à la malheureuse reine, l'arrivée d'une armée de secours. Aussi, l'appellait-elle de tous ses vœux, écrivant des lettres pressantes à Jean II et à Gaston IV. Plusieurs courtiers,

1. Moret, *Art. de Nav.*, VI, 435. — Gonzalo de Santa-Maria (éd. Paz y Melia, p. 190 et suiv.) ajoute des détails assez circonstanciés sur ce siège. Elisabeth de Ferran, l'une des femmes de la reine parvint à rejoindre sa maîtresse, et arriva de Perpignan jusqu'à la citadelle de Gérone. Le chef des royalistes de Gérone Bernat Sampxo fut tué. Mais rien ne brisa l'énergie de la reine, qui dépassa, dit son apologiste, Thomas et Didon. Le même auteur rapporte qu'en un jour il fut lancé contre la ville jusqu'à 5,000 projectiles (p. 201). Enfin nous apprenons par un document diplomatique qu'un jour Pere Belloc essaya d'escalader les murs de la ville haute pour s'emparer de la reine. La tentative échoua et Belloc fut fait prisonnier (Madrid, Arch. Hist., *Montesa, Carl. R.*, n° 909.)

2. *Ibid.*, XXI, 308 (2 juillet).

3. Du 3 juillet à Susera, à cinq heures après midi, la reine ha fet encar en la muralla de la força nostra i trompetes e après que han agut trompetat, ella ha fet tirar un passador de la força ab mig full de paper ligat, en que ha una crida amonestant a tota armes, monestrels, pagesos, masip qui hagen agut lo comte de Pallars e son exercit, que ella los remet lo delict e tota ofensa que hagen feta a son fill primogenit, e aquesta crida e portat mossen Corresa et mossen Baldiri al senyor capità. » (*Ibid.* XXI, 249-250.)

adressés par elle à ses agents, ou à elle par eux, tombèrent aux mains de ses ennemis¹; d'autres parvinrent². La Députation sentait la nécessité de hâter la solution; elle comprenait qu'il serait bientôt trop tard, et les nouvelles alarmantes qui lui parvenaient de Narbonne lui faisaient comprendre que les promesses de Hugo Roger ne pouvaient plus suffire. Si la place ne tombait pas bientôt aux mains des Catalans, le comte de Foix forcerait ceux-ci à lever le siège. La Députation envoya donc à Gérone, au milieu de juillet, un de ses agents les plus dévoués, Pere Desplugues³, accompagné de plusieurs bourgeois de Barcelone, pour faire une enquête sur l'état de l'armée et des opérations⁴. Les renseignements recueillis par les commissaires auprès des habitants ne furent guère favorables : on disait que le plus grand désordre régnait dans les rangs, que les soldats volaient sans vergogne et entretenaient des rapports avec les ennemis, on prétendait même qu'ils leur faisaient passer de la poudre. Le capitaine général les rassura quel que peu et leur affirma que, si les abus étaient inévitables « dans une armée comme la sienne » (le mot est certainement instructif), ils n'étaient cependant pas tels qu'on les avait représentés. Il protestait de sa bonne volonté et affirmait sa conviction d'être à très bref délai maître de la forteresse. Mais c'est en vain qu'il redoubla d'efforts : la reine et les siens attendaient maintenant d'heure en heure leur délivrance⁵ et cette pensée leur donnait le courage de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

1. Par exemple celle de Joan Villa (Bof., XXI, 417), ou celle de Gaston de Foix (*ibid.*, 175).

2. *L'Escur*, II, 131.

3. Ce personnage avait été membre de la *unio-reina*. Il fomenta ensuite le soulèvement de l'île de Minorque, fut pris dans la citadelle, et exécuté. (V. ci-dessus, p. 97, n. 2.)

4. V. le rapport de Desplugues (Bof. XXII, 944.)

5. Voici un extrait de la lettre adressée, le 18 juillet, de Gérone, au

Tandis que Jeanne Enríquez était de plus en plus étroitement bloquée dans la citadelle de Gérone par l'armée du comte de Pallas, Jean II s'était établi auprès de Balaguer¹, s'efforçant d'y rassembler une armée afin d'appuyer les Français, dont il attendait de jour en jour l'entrée en campagne, et de marcher de concert avec eux au secours de la reine. En attendant, il inquiétait les Catalans et les obligeait à diviser leurs forces. Il avait pris à son service un certain nombre d'aventuriers qui, à la tête de petites troupes de gens sans aveu², parcouraient le pays avec la dernière audace, défiant toute poursuite, faisant uniquement la guerre de surprise, ravageant les terres et enlevant le bétail, n'épargnant rien et se présentant inopinément devant les villes, dont ils étaient le terreur, pour les sommer de lever la bannière royale. Tels étaient Jacme Jonqués, Pons de Cabrera, et surtout François de Verastallat. Né à San Privat de Bas,

Général, par Miquel des Vivers : « Vuy entre als a cal horns de matí se son calats tres homens de la força; sonse calats per la part hon sta lo baron de Cervelló. Son vassalls de monsen Martí Guerna de Cruylls, e dién que ara vij de companya quis devien calar, e l'ora de mig jorn s'en ha calat hun altre compten cum els stan ab molt temor, sine que pensen de hora en hora hagen socors de s Franceses, et aço les fa tan temer. Un que passen sirela vida e vuy menjaren hun cabre i Los quis son calats se son calats ab tot lur armada. Es parlat que han ab lo senyor capitá. lo capitá les ha fet metre en la pressa e han guardats, ab tot als homens que hom coneix, volen morir et viure ab la terra. » (Bof., XXI, 33.)

1. Gonzalo de Santa María, éd. Paz y Melia, pp. 201-202.

2. Le royaume profita d'une véritable jacquerie catalane, le soulèvement des « pagesos de remensa » ou paysans soumis à la servitude personnelle. Ce soulèvement, dirigé contre les nobles et les villes, dont la tyrannie paraît avoir été, en certains points, extrêmement lourde, ne sera connue que le jour où aura été bien étudiée l'histoire intérieure de la Révolution catalane. Pour le sujet qui nous occupe, il suffit, sans doute, de signaler l'appui que la couronne trouva dans ce mouvement. (Voir sur les pagesos, J. Coroleu é Inglada, *El feudalismo*, p. 85 et suiv. — M. Hinojosa, l'éminent professeur de Madrid, prépare en ce moment une étude documentée sur ce sujet, destinée à paraître dans la *Biblioteca Hispanica*.)

aguerrí par une vie d'aventures, ce gentilhomme campagnard s'était mis à la tête d'une poignée de serfs, ou « pagesos de remensa », aussi résolus et aussi dénués de scrupules que lui-même¹. Ses excès, semble-t-il, avaient puissamment contribué à l'impopularité de la reine² et à l'exaspération générale. Le 16 juin, sous forme d'une lettre à un ami et dans un style des plus curieux, il avait lancé une véritable proclamation³ : il y faisait le procès des Catalans, comparés aux juifs persécuteurs du Christ et au traître Judas, et se déclarait prêt à tout pour le triomphe du roi et de la justice. Pour arriver à ses fins tous les moyens lui paraissent bons : la ruse comme la violence. Le 19 juin, ses menées étaient signalées du côté d'Olot⁴. Quelques jours plus tard, tandis que son digne collègue, Jacme Jonqués, menaçait Tàrraga⁵, il faisait courir le bruit qu'avec deux cents hommes il avait dessein de se porter au secours de la reine. Avec raison, le comte de Palas rassurait le Général, affirmant qu'il ne pouvait s'agir que d'une pure bravade⁶. Un jour, l'audacieux chef de bande se saisissait de trois Catalans et les entraîna.it de force à sa suite pendant huit jours, après quoi, ceux-ci ayant pu s'échapper, un décret du Général était nécessaire pour assurer leur réhabilitation⁷. Un peu plus tard, on annonçait que Verutallat s'était glissé jusqu'après d'Hostalrich; mais le bruit était faux : en réalité, c'était son ami, Pons de Cabrera, qui arrêtait les

1. Fita; Villanueva, *passim* et notamment XIV, 302 Cf Arch. de la Cor. de Arag., *Turbaciones*, VI, f° 556.

2. On connaissait évidemment l'appui de la reine en date du 27 mai, qui nomme Verutallat (Arch. de la Corona de Arag., *Cart. Real*, leg. 484). Cf Morer y Gall, *Hist. de Camprodon*, p. 86.

3. *Ibid.*, XXI, 378-380.

4. *Ibid.*, XXI, 18.

5. *Ibid.*, 48.

6. *Ibid.*, XXI, 15.

7. *Ibid.*, 56.

courriers et battait impitoyablement la campagne autour de la place¹. Verntallat, au contraire, courait le pays d'Osona et de Vich². Cette dernière ville, en proie à de profondes divisions intestines³, eût infailliblement succombé, si le comte de Pallas n'avait rendu quelque courage aux habitants en réussissant à mettre le château d'Anglès aux mains du Principat⁴.

Jean II cependant redoubla d'activité. Mettant en œuvre l'intrigue autant que la force, tantôt il faisait promettre son pardon ou justifiait sa conduite⁵, tantôt il gagnait secrètement à son parti quelque personnage influent⁶; ailleurs, en dépit des ordres sévères du Général, il parvenait à faire publier des lettres « de nature à semer le trouble⁷ ». Sur son ordre, de grands armements maritimes étaient faits à Valence. Scarinxo se disposait à conduire à Tortose cinq galères et quinze naves. Requesens⁸ devait seconder par terre l'effort de cette escadre. En même temps, de Valence encore, le comte d'Oliva et Luis Cornell devaient amener au camp de Balaguer une centaine de chevaux de renfort⁹. Tortose était menacé à la fois par terre et par mer, car les châteaux de Miravet et d'Azcon, qui commandaient la place,

1 Bof., XXI, 128-132.

2 *Ibid.*, 189. Cf. Morer y Gall, *Hist. de Camprodon*, p. 88.

3 *Ibid.*, 225 et 230.

4 *Ibid.*, 276. Cf. 370.

5 *Ibid.*, XX, 140. Cf. 403.

6 Par exemple l'abbé de Poblet. Celui-ci faisait transporter au roi les hommages de son monastère, et livrait les châteaux de Bellmont et de Castelserra, qui commandaient Balaguer et ne contenaient pas moins de deux cents charges de froment. (Bof., XXI, 51.)

7 Bof., XXI, 119.

8 Les forces réunies de Scarinxo et de Requesens montaient à 13 galères et 4 naves, d'après Ch. Bourel de la Roncière, II, 303. — Scarinxo ne fut d'ailleurs pas heureux. Presque immédiatement, il fut pris par les Catalans et mis à mort comme corsaire (Valence, Bibl. Univ., ms. cit., fo 431.)

9 Bof., XXI, 28-29.

étaient entre des mains suspectes¹, et, d'un instant à l'autre, on redoutait l'arrivée du maître de Calatrava, D. Alfonso d'Aragon, fils naturel de Jean II, avec une partie de l'armée royale².

Ces craintes étaient chimériques. L'armée royale ne se formait autour de Balaguer qu'avec une extrême lenteur. A la tête de quelques centaines d'hommes, Jean II ne songeait pas à frapper de grands coups. Aussi, bien, sans les Français, ne pouvait-il entreprendre aucune opération sérieuse. Le Général l'avait compris : c'est à Gérone qu'il avait envoyé son meilleur capitaine. Du côté de l'Urgel, tout se bornait à des courses et à des pilleries sans grande importance, dans un rayon fort étendu autour de Lérida, uniquement destinées d'ailleurs à servir de diversion³.

Nous possédons un bien curieux document sur ce qui se passait alors au camp de Balaguer : c'est une lettre privée d'un capitaine royaliste, Vilatrancha, à sa femme Eléonore, en date du 28 juin⁴. Une traduction partielle, aussi littérale que possible, en fera comprendre le caractère : « A ma chère femme Eléonore de Vilafrancha, à Montblanch. Mon Eleonore. . . De ce qui se fait ici, je te dirai que ceux du seigneur roi courent tous les jours jusqu'aux portes de Lérida, de Tàrraga et de Cervera, et ils font incessamment des prises sur les ennemis. Je te dirai qu'ils ont fait entrer une quantité de bétail, tant gros que menu, et bien d'autres choses. Nous sommes ici environ mille chevaux. Il n'est encore venu personne de Valence. On attend pour

1. Bof. XXI, 28-29. « La terra del Spital e los castells de Miravet e de Azco son en punt de perdres, loquals perduts, Tortosa sta en aquell punt mateix » Sur Horta, cf. *ibid.*, 329 et suiv.

2. *Ibid.*, 79-81. Cf. 83.

3. *Ibid.*, 295. « Per manera que los de Cathalunya nos paxen socores los uns a altres. »

4. *Ibid.*, 150-162.

lundi le Maître, fils du roi¹, et quelques barons d'Aragon, qui manquent encore : nous comptons que cela fera quinze cents chevaux. Il vient de Gascogne deux mille hommes de pied, qui sont dans la Concha d'Orchau², et le comte de Foix s'avance par le pays de Pallas, avec beaucoup de monde. L'évêque de Pampelune amène de Navarre mille fantassins. Lundi, partiront de Saragosse mille hommes envoyés par les villes et cités d'Aragon. Hier, il vint un courrier annonçant que les Français sont déjà entrés en Roussillon. Avec les Gascons qui viennent par deçà, cela ferait en tout, tant à pied qu'à cheval, 22,000 hommes³. La puissance du roi, la semaine prochaine, sera si grande, que ce sera chose digne d'étonnement⁴. Plus que nous, Dieu sait tout le mal qui attend la Catalogne. La « bandera » est à Igualada... si elle vient ici et non en Urgel, croyez qu'il y aura des coups. Que Dieu envoie quelque ange en mission, car les affaires sont bien embrouillées et la pauvre Catalogne est bien bas. Maintenant, vous savez ce qui passe ici de neuf... De Balaguer, le samedi 26 juin,

de ton (signé) Vilafrancha. »

C'est à un tableau très vivant, très caractéristique aussi du camp royal. Jean II ne dispose que d'un millier de cavaliers. Il demande de toute part des renforts qui n'arrivent

1. D. Alfonso de Aragon, maître de l'ordre de Calatrava, fils naturel que Jean II avait eu de D^{ne} Leonor de Scobaria. Gonzalo de Santa-Maria fait à plusieurs reprises la plus belle éloge de sa valeur militaire.

2. Aujourd'hui la Concha de Tremp.

3. On ne peut s'empêcher de remarquer que ce chiffre est le même que celui du « libre de Memorias » de Saint-Jean de Perpignan que nous citons en note un peu plus bas. Le bruit public l'attribuait donc fermement aux Français. En revanche, Vilafrancha se fait l'écho d'un bruit faux en croyant l'invasion déjà accomplie le 26 juin.

4. « Basta que lo poder del rey, per tota la setmana que ve, sera tan gran que sera cosa d'espant ».

pas. Mais il compte sur les Français. Tandis qu'il attend leur arrivée, il tient en haleine les Catalans avec des forces minuscules. Ses adversaires, du reste, ne sont guère plus puissants, et, ni d'un côté ni de l'autre, il n'y a de véritable armée.

Divers autres documents permettent de compléter les données que nous fournit la lettre du capitaine Vilafrancha, et, grâce à leur combinaison, nous sommes en mesure de reconstituer les principaux mouvements des troupes royales. Après de simples courses, une razzia plus importante était exécutée, le 21, auprès de Cervera, par deux cents cavaliers et deux cents fantassins. Les habitants vinrent attaquer cette troupe, au nombre de cent soixante-dix : plusieurs périrent et cinquante-trois furent faits prisonniers, tandis que les royalistes n'avouent qu'un blessé et la perte de sept ou huit chevaux¹. Le 24, le roi faisait sommer le château de Panisola². Le 25, un détachement s'avancait jusqu'à Valls³. Un combat plus important était livré, le même jour, sous les murs de Lérida. Le roi lui-même, à la tête de six cents chevaux et de cinq cents hommes de pied, vint enlever un troupeau de bœufs. Ceux de la place, au nombre de trois cents, firent une sortie, et, se heurtant à des forces supérieures, subirent des pertes sérieuses. Les pairs confessèrent à la députation trois morts, deux blessés et vingt à vingt-cinq prisonniers. Les royalistes se flatterent d'avoir tué soixante-dix hommes et d'en avoir pris trente; leur premier chiffre est peut-être bien exagéré. D'ailleurs, les agresseurs ne soufflent mot de leurs pertes, et les pairs leur attribuent trois soldats et deux gentilshommes tués, six chevaux mis à mort et plus de quarante empoisonnés⁴. L'empoi-

1. *Ibid.*, XXI, 160.

2. *Ibid.*, 178.

3. *Ibid.*, 54.

4. *Ibid.*, 91-92.

sonnement des chevaux fut un des procédés ordinaires des Catalans au cours de cette guerre¹.

Quoi qu'il en soit, la journée était mauvaise pour les Catalans, puisque, Jean II s'étant arrêté avec quelque trente hommes, le reste de l'armée s'approcha impunément de l'enceinte après le combat. La démonstration fut d'ailleurs à peu près inutile, car le narrateur, témoin oculaire, ajoute seulement ces mots : « On croit que si nous avions eu plus d'hommes de pied et de l'artillerie, nous serions entrés dans la cité². » Le 30 juin, une nouvelle dévastation fut faite, sans que les pillards fussent inquiétés³.

Pour sauvegarder la partie de son territoire limitrophe de l'Aragon, la Députation avait créé une armée dite « *armée de l'Urgel* », sous la conduite de D. Hugo de Cardona et de D. Jofre de Castro⁴. Le 24 juin, mille Catalans étaient établis non loin de Cervera⁵, où avait ordre de les rejoindre la « *Bandera* », c'est-à-dire la compagnie spéciale formée par la milice barcelonaise, sorte de garde catalane dont le chef était Joan de Marimon⁶. Peu de jours après, une nouvelle compagnie de cinq cents hommes était confiée à un pair de Lérida, Joan Agullo. Les forces catalanes dans cette région étaient donc divisées en trois corps : l'armée d'Urgel, la *Bandera* et la compagnie d'Agullo. Le 26, la *Bandera* se

1. Cf. Thomas Basin, *Hist. Lud.* XI, I, 97, éd. Quicherat, t. II, p. 62.

2. « Creues que si haguessen tengut gent de peu mes e artilleria he crech forem entrats en la ciutat. » (Bof., XXI, 161.)

3. Bof., XXI, 153-156.

4. *Ibid.*, 33. Le premier des deux capitaines commandait l'infanterie, le second la cavalerie. d'après A. de Bofarull, *Hist.* VI, 126, col. 1.

5. *Ibid.*, 51.

6. Arch. mun. de Barcel., *Ceremonies*, II fo 42 et suiv. : « Exida de la Bandera. Dimecres vigília de la festa de Corpore Christi, ques comptava .xvj. del mes de juny... »

portait d'Igualada à Cervera¹. Le 27 au soir, Joan Agullo et Hugo de Cardona se rencontraient à Tàrraga²; le 30, Joan Agullo se portait vers Lérida, tandis que Joan de Marimon se portait à son tour de Cervera sur Tàrraga³. Une tactique semblait s'imposer : la concentration de ces différents corps pour marcher de concert sur Lérida. La Députation, trompée apparemment par les rapports erronés des pairs de cette ville qui n'attribuaient à l'ennemi que des forces inférieures à celles dont il disposait réellement⁴, crut qu'il suffirait d'envoyer au secours des habitants Agullo et ses cinq cents hommes, pendant ce temps, Hugo de Cardona, avec trois cents hommes détachés de l'armée de l'Urgel, allait enlever Camarasa⁵, puis Miralcamp et Bellpuig au baron de Llacuna, partisan de Jean II⁶. Or, au lieu de se hâter sur la route de Lérida, Agullo ne paraissait point. Considérablement renforcé, le roi se présentant à nouveau, le 2 juillet, devant Lérida⁷, dévastant complètement la campagne à quatre lieues à la ronde durant deux jours, enlevant les foris des environs et détruisant les moulins. La place était encombrée, pour comble de malheur, de bouches inutiles; tous les paysans des environs s'étaient réfugiés avec leurs troupeaux dans l'intérieur des murailles et nul n'osait sortir.

1. Ce mouvement résulte de la comparaison de deux textes Boif., XXI, 164, et *ibid.*, 60.

2. *Ibid.*, 107-109.

3. *Ibid.*, 100.

4. *Ibid.*, 78.

5. *Ibid.*, 333.

6. *Ibid.*, 384. Cf. Gonzalo de Santa Maria, ed. Paz y Melia, p. 205.

7. Hugo autem Cardonius, qui Joannes Acullono capitulabatur in Miralcampum excursions fecit. — Arch. mun. de Vich, *Cartas* (lettres adressées de Tàrraga aux conseillers, 7 juin; feuille volante).

7. Boif., XXI, 323-327. Les pairs lui attribuaient, cette fois, au moins sept cents chevaux et cinq cents hommes de pied. Mais, en général, on considérait comme de peu d'importance les forces de Jean II autour de Boleguer. (Arch. mun. de Vich, *Cartas*, lettre citée du 7 juin.)

Le danger redoublait l'impatience. Déjà, l'on se demandait si Agullo avait peur ou pactisant avec l'ennemi¹, et l'on réclamait son remplacement par un patriote plus résolu.

Jean II comprit tout le parti qu'il pouvait tirer de l'isolement d'Agullo et de la lenteur de ses mouvements. Son meilleur capitaine, le comte de Prades, connétable d'Aragon, à la tête de quatre cents chevaux et de trois cents fantassins, se portant rapidement de Balaguer à Castellidesens, sur la route de Lérida, enferma Agullo dans cette place². C'est en vain que les moines de Poblet, plus fidèles que leur abbé à la cause du pays, essayèrent de réaliser l'entente des villes de la région pour fournir des vivres aux assiégés. À l'indignation des patriotes, Montblanch refusa d'y participer. Les cinq cents hommes d'Agullo étaient dans une situation bien précaire. À la nouvelle du péril qu'ils couraient, le Général, qui avait donné l'ordre à l'armée de l'Urgel de se porter à Lérida, à la suite de l'attaque du 2³, lui enjoignit de se détourner en toute hâte sur Castellidesens³. Il était trop tard. Tandis que l'armée de l'Urgel accourait pour le secourir, Agullo capitulait avec tous les siens⁴. L'opinion publique ne manqua pas de voir dans Agullo un traître⁵. Le

1. « Havem per cert que ell es tan espantal que may gosara venir, o encara que ab los enemichs » (Lettre des pairs, Bof., XXI, 323-327.)

2. Lettre des pairs en date du 7. (*Ibid.*, 405.) — Cf., sur la prise de Castellidesens, Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 208.

3. Ordre du 5. (Bof., XXI, 254-255.)

4. Ordre du 10. (*Ibid.*, 398.)

5. La capitulation est certainement du 9, ainsi qu'il ressort de la comparaison de deux documents (*Ibid.*, 450 et 429.)

6. La lenteur de Joan Agullo avait fait naître très vite, comme on vient de le voir, des soupçons sur son loyalisme. Joan de Marimon se fait écho de ces bruits dans sa lettre du 11. « Es deya que y havia correguda traycio » (Arch. mun. de Barcel., *Cartas comunas* año 1462, fo 182), Agullo fut plus tard condamné à mort par Jean II (Bof., XXV, 23; Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 429), et ce supplice posthume n'exclut pas l'hypothèse de la trahison. D'après Diego de Valera, Agullo aurait avoué, au moment de mourir, la

désastre affecta douloureusement la Députation, moins pour la perte d'une force considérable que pour l'effet moral de la reddition¹.

Mais, à ce moment même, son attention se portait avec plus d'anxiété encore sur un autre théâtre : l'invasion française, depuis longtemps imminente, était enfin à la veille de se produire.

Le Général ne paraît jamais avoir conçu le plan d'un effort sérieux en vue d'arrêter Gaston IV à la frontière française : peut-être avait-il conscience que cette frontière était moins facile à défendre que la ligne des Pyrénées, peut-être avait-il médiocrement confiance dans la fidélité des Roussillonnais, restés, en grande partie, royalistes au fond de l'âme. Quel que fût le motif de sa détermination, il ne forma point, pour aller à la rencontre des Français, une armée comparable à celle qui opérait en Urgel ou en Ampurdan. A peine, aux demandes pressantes des Roussillonnais, qui s'estimaient sacrifiés, répondait-on par l'envoi de faibles secours, longtemps promis avant d'être mis en marche. Deux mesures seulement furent prises de ce côté, l'une au sujet des châteaux, l'autre au sujet des passages pyrénéens.

Dès le 25 juin, le Général nommait capitaine de Puycerda et de la Cerdagne Miquel de Cardona², qui refusa quelques jours après ce périlleux honneur³. Le 28, le Conseil décréta l'occupation, au nom du Principat, du château du

supercherie des Catalans au sujet des miracles attribués à D. Carlos. (*Crón de Cast.* III, 23, col. 2.) Les miracles du prince de Viane avaient d'ailleurs trouvé bien des sceptiques, témoin Joan Buada. « Les gents qui malantes hi anaven, malantes s'on tornaven, si dons no morien. » (Vilanova, XIV, 302.)

1. « Tant fort nos congoira, que mes dir nos pol, no tant per la perdut quant per la malvestat. » (Bof., XXI, 420.)

2. Bof., XXI, 35.

3. *Ibid.*, 347.

Perthus, ainsi que des cols de Panissas, du Perthus et des Abeilles. La « novena de las banderes » était chargée de l'exécution¹. En conséquence, ordre était immédiatement donné au capitaine général de l'armée de Gérone de faire lever des hommes d'armes à Castellon-de-Ampurias et à Figueras, afin d'occuper respectivement le col des Abeilles et ceux du Perthus et de Panissas². Le lendemain, une mission était confiée à Manuel Fonollosa auprès du capitaine général et du capitaine du Perthus, le vicomte Jofre de Rocaberti, en vue d'organiser d'un commun accord la défense des passages³. Les instructions de la « novena » étaient exécutées à Castellon et à Figueras dès le 30⁴. Le 1^{er} juillet, le comte de Pallas recevait l'ordre de détacher, pour les diriger sur Perpignan, deux cents hommes de sa propre armée sous des capitaines de son choix; en même temps, l'autorisation lui était donnée de remplacer ce détachement par des hommes d'armes soldés en Ampurdan⁵. Le 2, le Général décrétait la levée dans ce même pays de mille hommes pour tenir garnison à Perpignan, et de deux cents (subordonnés à des capitaines qu'on laissait à la nomination du comte de Pallas) en vue de la défense des cols, avec mission de faire les abatis d'arbres et travaux nécessaires pour la protection des passages⁶. L'exécution de ces ordres était assurée le 5 juillet⁷. Le 16, Rocaberti écrivait du col de Panissas que les forces dont il disposait étaient suffisantes⁸. Sans attendre son rapport, le 14, la Députation

1 Bof., XXI, 74. — La « novena » était un comite chargé par le Général de tout ce qui concernait l'organisation militaire.

2 *Ibid.*, 93.

3 *Ibid.*, 100-101.

4 *Ibid.*, 128-129.

5 *Ibid.*, 139.

6 *Ibid.*, 182-183.

7 *Ibid.*, 287.

8 *Ibid.*, XXII, 7.

avait déjà décidé une levée générale en Ampurdan pour le renforcer¹. Au reste, cette mesure, qui portait à deux mille le nombre des défenseurs des passages, ne devait pas donner les fruits qu'étaient en droit d'en espérer ses auteurs.

Non moins importante que l'occupation des cols était celle des principaux châteaux et tout spécialement de ceux que le roi de France avaient spécifiés dans l'Obligation et dans le traité d'engagement, c'est-à-dire Perpignan et Collioure. Or, ces châteaux étaient aux mains de Charles et Berenger d'Oms. La Députation essaya d'abord d'user de persuasion. Elle chargea de cette mission délicate l'un de ses diplomates les plus avisés, Matheu dez Soler². Mais quelle que fût son adresse, il ne put convaincre les châtelains. Berenger répondit le 14 juin, avec modération, que la garde du château de Collioure était pour lui un droit et un devoir à la fois; il protestait d'ailleurs de la loyauté parfaite de ses intentions et allait même jusqu'à demander des secours pour le cas où l'invasion française aurait réellement lieu, ainsi qu'il en était bruit³. Berenger affectait donc de se tenir à l'écart de toute intrigue. Charles d'Oms, le 15, répliqua, à son tour, dans le même sens, mais sur un ton plus dur⁴. C'est pourquoi, par un décret du 2 juillet, rendu sur la proposition de l'évêque de Vich, Charles d'Oms était déclaré ennemi public. Le samedi, 3 juillet, les consuls de Perpignan, accompagnés de six « *sindichs* » représentant les habitants, se rendirent au château et sommèrent le châtelain de mettre le château au pouvoir du primogénit mineur et du

1. *Ibid.*, XXI, 450 : « . . . encara que tots no porten curaça, per açò no s'en refusats. »

2. *Ibid.*, XX, 32, 33 et 360. On retrouvera plus loin ce personnage (chap. vi)

3. *Ibid.*, 420 : « E si la guerra de França se segueix, axí com se diu, sera necessari que Vostros grant Savieses nos socorran al temps de cent ballesters, homes bons e fables. »

4. *Ibid.*, 421

Principat, tuteur du primogénit. Charles d'Oms était isolé; il avait, selon toute apparence, escompté l'intervention plus prompte des Français¹. Puisqu'ils tardaient à ce point, il n'était plus possible de s'obstiner; il fallait céder à la force et donner au moins aux Perpignanaïa une satisfaction partielle. On présenta à Charles d'Oms la formule d'un serment en vertu duquel il jurait de tenir le château au nom du primogénit et du Principat et de ne le rendre ni à Jean II ni à personne, soit en son nom, soit autrement. Charles s'exécuta². Ainsi, le comte de Pallas pouvait écrire que le château de Perpignan était tenu au nom de la patrie catalane. Toutefois, le Général conservant peut-être quelque crainte quant à la valeur d'un serment prêté sous l'empire de la nécessité et conçu dans des termes exactement contraires à ceux de l'*Obligation* (23 mai), non moins soennelle ment jurée. L'événement devait montrer combien la garantie d'un pareil serment était peu solide.

En attendant, les Catalans avaient intimidé les châtelains, grâce à une attitude très ferme; ils les avaient liés par un engagement qu'à tout prendre ils pouvaient croire sérieux. En même temps, ils avaient mis les cols en état de défense. Si la reine résistait encore dans la citadelle de Gérone, ses jours de la résistance étaient comptés. Si le roi tenait encore la campagne en Urgel, s'il avait pu faire prisonniers Agullo et ses cinq cents hommes, le *sonatent* et la *bandera* le maintenaient en respect et l'empêchaient de marcher au secours de la reine. Sans l'intervention française, la cause aragonaise était perdue. Jeanne Enríquez et le primogénit tombés aux mains du comte de Palas, c'était le triomphe de la Révolution. Au demeurant, si Jean II avait payé si cher le

1. Charles d'Oms, dans une lettre à Juston IV, reçue le 26 juin, disait déjà qu'il était au dernier terme de la résistance et qu'il fallait se hâter de le secourir (Bof., XXI, 202.)

2. Arch. Nat., J 1200, n° 3, pièce 1.

concours de Louis XI, c'est qu'il se sentait incapable de vaincre à lui seul. De la hâte avec laquelle les Français entreprirent dans le Principat, en exécution du traité de Bayonne, dépendait donc la suite des événements.

§ 2. — *Les préparatifs d'invasion à la frontière française.*

Gaston IV avait accompagné Louis XI à Sauveterre, à Bayonne et à Bordeaux, où nous trouvons le roi à la date du 16 mai¹. C'est de Bordeaux que Gaston, chargé du commandement en chef de l'armée de Catalogne en qualité de lieutenant général, prit congé de son souverain pour aller lever sur ses terres ses propres gens d'armes². Le 15 juin, il était à Orthez³. Là, il reçut un secrétaire de Jean II, nommé Joan Villa, dépêche le 10, de Balaguer, par son maître, afin de faire part au comte du péril que courait la reine d'Aragon, en raison de l'offensive prise par les Catalans. Aussitôt, le comte de Foix partit pour Toulouse⁴, accompagné de Villa. A Toulouse l'attendaient déjà les capitaines désignés par le roi de France pour l'expédition, tandis que le rendez-vous assigné aux troupes était Narbonne⁵. Arrivé à Toulouse, Gaston tenait, le 23, une conférence avec les capitaines destinés à servir sous ses ordres⁶; le lendemain 24, une nouvelle conférence était tenue et le départ immédiat de Toulouse était décidé. Le vendredi 25, on était à Mazères⁷. Le 26, Gaston IV se disposait à se rendre à une

1. B. N., F. fr. 21405 (communication de M. Yassen).

2. Lescur, II, 116.

3. Bof., XXI, 117.

4. *Ibid.*

5. Lescur, II, 119.

6. Bof., XXI, 117.

7. *Ibid.* Ce document, si utile sur l'itinéraire de Gaston IV, est une lettre de Joan Villa à la reine d'Aragon, lettre qui fut interceptée par

chapelle des environs, consacrée à la Vierge¹, mais, vers midi, un courrier lui remit une lettre de Charles d'Oms, l'informant qu'à Perpignan « il n'en pouvait plus », et le pressant de hâter sa marche. Sentant que le temps était précieux, le comte décida de prendre le jour même la route de Carcassonne², où il arriva de nuit³; le 29, il était à Narbonne⁴. Quelques délais étaient nécessaires pour préparer l'entrée en campagne. Le comte de Foix écrivit donc à la reine d'Aragon de tenir encore une quinzaine de jours, afin de lui donner le temps d'arriver⁵. A Narbonne, en effet, devait s'opérer la concentration de l'armée d'invasion. Le moment est donc venu de rechercher quelle était la composition de l'armée destinée à opérer en Catalogne, en exécution du traité de Bayonne.

Leseur nous la donne, dans sa Chronique, avec une minutieuse exactitude⁶. Les capitaines du roi conduisaient sept cents lances, quatorze cents archers d'ordonnance et

les Catalans et nous est parvenue dans un registre des *Turbaciones*. (Arch. de la Cor de Arag.)

1 « A una devota de Nostra Dona, appellada Nostra Dona de Montglauzi. » (Bof., XXI, 202.) Le mot *devota* désigne un lieu de pèlerinage.

2 Bof., XXI, 202 et 211.

3 *Ibid.*, 211.

4 M. Henri Courtauld, résumant, dans une note de son édition de Leseur (t. II, p. 419, note 3), ce qu'il sait de la marche de Gaston de Foix, dit « Ce ne fut que le 29 qu'il arriva à Narbonne. » Je ne puis être aussi catégorique. Il est certain que Gaston était à Narbonne le 29, puisqu'il y écrivit la lettre à la reine d'Aragon que je cite un peu plus bas, mais rien ne prouve qu'il l'ait rédigée le jour même de son arrivée. Il pourrait fort bien être entré à Narbonne le 28, aucun texte ne donnant la date précise.

5 Bof., XXI, 175. Cette lettre eut le sort de celle de Villa et cette circonstance nous l'a conservée.

6 Leseur, II, 117 et suiv. — Quicherat (Th. Basin, II, 56, note 5) a cru trouver à la Bibliothèque Nationale (F. fr. 20483, fol. 100-101) un état des forces envoyées en Roussillon en juillet 1462, sous les ordres de Gaston de Foix. En réalité, ce document ne peut être qu'un projet postérieur (Ci-après, Appendice II.)

quatre mille francs-archers. Gaston IV avait levé sur ses terres, « pour sa garde et plus grande seurté », cent vingt hommes de pied et mille arbalétriers. Quelques capitaines avaient amené une petite troupe avec eux : ainsi Raymonnet, qui commandait vingt lances, avait « de lui-même, cent vingt chevaux », qu'il faisait conduire par le sénéchal de Bearn, le sénéchal de Bigorre et le sénéchal de Foix. Parmi les capitaines des lances, on remarquait : Amanieu d'Albret, sire d'Orval, Jean de Loacun, bâtard d'Armagnac, comte de Comminges et maréchal de Franco, Louis de Crussol, sénéchal de Poitou, le grand écuyer Jean de Guarguassalle, Gaston du Lyon, sénéchal de Saintonge, Estevenet de Vignoles, bailli de Montferrand, Jean d'Estuer, sire de la Barde, sénéchal du Limousin, Raymonnet, le trésorier Jean Bureau, le bâtard de Brusac, Mérigon de Castillon, le sire de Messignac. Les francs-archers étaient commandés par Guillaume de Cressy, Chauveroché, Maugouvorne, Antoine Roque, Jean de Rabannes. L'écuyer Thom, Robert Cunningham, capitaine des Écossais, et Gaspard Bureau, maître de l'artillerie, avaient été aussi adjoints à Gaston IV. Une puissante artillerie et de nombreux bagages accompagnaient cette magnifique armée¹. Tout l'effectif n'était pas encore réuni le 1^{er} juillet. Le 30 juin,

1. Elle devait comprendre environ dix mille combattants. A Perpignan, le 30 juil., on croyait qu'il y avait à Narbonne douze cents lances et douze mille francs-archers avec huit cents chariots d'artillerie au moins (Hof, XXI, 225). Une note du « Livre de Memorias » de San-Jean (Arch. dep. des Pyrénées-Orientales, G 237 f° 15) se rapproche plus de la vérité : il y avait, dit-elle, huit mille hommes d'armes et deux mille francs-archers. Le rédacteur de la note ajoute qu'il y avait, en outre, beaucoup de monde (*mali altres gentes*) et prétend qu'en tout il entra vingt-deux mille Français, « selon l'information des Français eux-mêmes ». Il est certain qu'en dehors des hommes d'armes proprement dits, l'armée devait compter d'assez nombreuses unités (cf. Lescar, II, 132-133), mais le chiffre réel a dû subir une assez forte majoration, dont les Français eux-mêmes pourraient bien s'être

un agent aragonais écrivait à la reine que l'armée ne serait pas concentrée avant trois jours¹ et qu'on attendait encore à chaque instant des gens de pied. Les nouvelles les plus pessimistes se croisaient à Barcelone sur ce formidable armement. C'est une information étrange, au point de paraître ironique, que celle de ce prêtre languedocien annonçant, d'un air sérieux, à Gerone, que le Languedoc redoutait une agression catalane². A La Nouvelle, des barques étaient tenues prêtes pour transporter par mer les vivres et l'artillerie à Sainte-Marie ou à Collioure, selon les besoins. Ce fut seulement le 8 juillet que les derniers préparatifs se trouvèrent terminés pour l'entrée en campagne.

Le 5 juillet, Gaston IV lança de Narbonne le manifeste suivant : « Gaston, comte de Foix, seigneur de Béarn et lieutenant général du roi de France, notre souverain seigneur, et de notre très cher et redouté seigneur et père, le roi d'Aragon, aux révérends du bras ecclésiastique, nobles barons et chevaliers du bras militaire, consuls, conseil, bourgeois, prud'hommes et chefs de métier et autres habitants de la ville de Perpignan, cité et autres villes des comtés de Roussillon et de Cerdagne. Comme le roi, notre dit seigneur, après qu'il est venu à sa connaissance que certains habitants des cités et villes de Barcelone et autres du Principat de Catalogne et une partie des gens du dit Principat, à l'instigation de celui-ci, commettent envers notre très cher et redouté seigneur, le susdit roi d'Aragon, leur sou-

faits complices, afin d'effrayer les habitants. Nous avons remarqué un peu plus haut que ce chiffre total est le même dans la lettre du capitaine Vilafranca de Monblanch.

1. « Ajuntada ». — Le correspondant, Jaume Ferrer, ajoute que la force de l'armée française est telle que la puissance catalane, en comparaison, est de peu d'importance : « Es en tal nombre, axi de caball com de peu, que atima poch la potencia dels adversaris » (Hof., XXI, 175-176.)

2. Hof., *loc. cit.*

verain et naturel seigneur, une véritable rébellion et, par désobéissance, se sont levés en armes contre leur dit seigneur et l'ont déclaré banni de sa terre naturelle, qu'ils ont fait injustement et contre toutes règles de bonne justice mourir plusieurs de ses serviteurs et vassaux, lesquels maintenaient la raison et justice du dit seigneur, c'est à savoir tous ceux qu'ils ont pu avoir entre leurs mains, et qu'ils se sont efforcés d'expulser et chasser de sa dite seigneurie leur dit souverain et naturel seigneur, considérant l'inconvénient si évident qui pourrait advenir à la religion chrétienne (qui d'ici arrière par lui et ses prédécesseurs et autres rois chrétiens est exaltée et maintenue, à l'honneur et gloire de Notre Seigneur Dieu Créateur, et est encore maintenue à présent) en tolérant de tels procédés tyranniques et contraires au droit divin et humain, et la mise à exécution d'entreprises et de volontés subversives, considérant aussi qu'à l'exemple des dits, les autres nations pourraient s'aviser de commettre semblables entreprises contre leurs rois et princes et contre tous autres nobles, leurs vassaux et sujets, et, par conséquent, en offense de la dite religion chrétienne, laquelle par eux est soutenue, s'il n'était point pourvu au contraire, voulant, ainsi que naturellement il est tenu de le faire (et qu'y sont tenus surtout ceux qui sont soumis à la religion chrétienne et vivent sous la loi catholique), secourir notre très cher et redouté seigneur et père, le roi d'Aragon, en sa présente adversité, avant que la dite rébellion tyrannique ait été poussée plus avant; et après qu'il eut été connu que le dit roi d'Aragon, notre très redouté seigneur et père, pour la dite cause étoit venu à une entrevue et à des pourparlers avec notre dit souverain seigneur, le roi de France très chrétien, et qu'il avait demandé et requis secours et aide, auquel il a promis secours lui et les siens; et qu'à la suite de cette offre et de cette promesse, il lui eut été rapporté que les dits de

Barcelone et autres de Catalogne ont assiégé, dans la forteresse de la cité de Gérone, notre très chère et redoutée dame la reine d'Aragon notre mère, et le prince son fils, — pour ce et selon son offre et promesse, le roi de France, notre souverain seigneur, a ordonné certaine armée de gens de guerre de son ordonnance et autres, qu'il a fait apointer à nos cousins le comte de Comminges, maréchal de France, le sire d'Orval et autres chefs et capitaines de sa guerre pour aller de présent à la dite terre de Catalogne, au secours et aide de notre dit cher seigneur et père, le roi d'Aragon, contre les dits rebelles et desobeissants et tous autres qui voudraient dans la dite entreprise les soutenir et favoriser, et, pour cette cause, nous sommes venus avec les dessus dits et leurs gens avec l'artillerie de notre dit souverain seigneur le roi de France, lequel les a fait venir pour la dite cause dans cette ville de Narbonne, ainsi que, je crois, vous avez bien pu le savoir. Auquel lieu il nous a été rapporté que vous vous êtes emmis, à la légère, à l'instigation des dits de Barcelone, sans considérer l'infraction que vous faites, au mépris et dédain de Dieu, Notre Créateur, et du serment de fidélité que vous avez prêté à notre dit très chrétien et redouté seigneur et père, le roi d'Aragon, et de la loyauté et obéissance que naturellement lui devez et êtes tenu; et de même, vous autres de Perpignan, vous vous êtes déjà mis en armes contre lui, et encore avec vous autres ont été convoqués et joints tous ceux de son comté de Roussillon, qui avec vous se sont voulu joindre, et vous avez assiégé son château de Perpignan et ses gens qui sont dedans, entreprenant d'avoir ce château et d'expulser entièrement votre dit seigneur de sa seigneurie, dont nous nous émerveillons fort. Et parceque à tout bon prince et chef il appartient, avant qu'il soit procédé par voie d'hostilité et de guerre et afin d'éviter l'effusion de sang humain qui s'en pourrait suivre, avertir d'abord par bon avis ceux qui se sont

détournes de la voie bonne, juste et ferme de la raison, Nous, comme lieutenant de notre dit très cher et redouté seigneur et père, le roi d'Aragon, nous vous écrivons, admonestons et requerrons que, considérant les choses des sus dites et les dommages et inconvénients qui, dans l'avenir, persévérant votre conduite, pourraient s'en suivre, non seulement pour vous, mais encore pour vos femmes et familles à qui vous êtes tenu d'avoir regard par toute nature le inclination, vous vouliez vous desister de cette entreprise erronée et mettiez vos personnes en l'obéissance que vous devez et êtes tenus envers votre roi et seigneur naturel, le roi d'Aragon, en vous notifiant que si vous le faîtes, nous vous ferons maintenir et garder en vos possessions, franchises, privilèges et libertés, sans que nul mal ni dommage vous soit fait ou causé. Et, faisant le contraire, nous procéderons dorénavant à l'encontre de vous comme à l'encontre d'ennemis, rebelles et desobeissants, ainsi que par notre souverain seigneur et notre dit très cher seigneur et père nous a été ordonné; et nous protestons que, si mal ou inconvénient vous en vient, il ne se produira point par notre faute, puisque nous nous serons astreint à faire auprès de vous ce nécessaire pour vous réduire et détourner de ladite entreprise erronée. Et pour ce, par Bearn, notre heraut, veuillez faire réponse de votre volonté et intention, à laquelle nous ajouterons pleine foi et créance. Écrit à Narbonne sous notre seing manuel et notre sceau, le cinquième jour de juillet mil quatre cent soixante deux¹. » Ce curieux document nous montre le comte de Foix prenant le titre de lieutenant général du roi de France et du roi d'Aragon. Mais, s'il sommé en termes comminatoires les Comtés de se soumettre au roi d'Aragon, il n'était pas question de soumission au roi de France; il n'était fait aucune allusion à un droit quel-

1. Texte catalan dans Bof, XXI, 365 et suiv.

conquête d'occupation française, pas même à la cession des châteaux. Si Gaston IV reprochait aux Perpignanais leur armement et leur attentat contre le château et contre Charles d'Orma, il leur laissait le temps de revenir à l'obéissance envers leur souverain légitime, il ne demandait même pas la révocation des criées proclamant Jean II et Jeanne Enríquez ennemis publics : disposé, semble-t-il, plutôt à en rejeter toute la responsabilité sur le Général et la municipalité de Barcelone. Il est clair que, malgré son libellé énergique, ce manifeste visait surtout à calmer la population du Roussillon et de la Cerdagne. Gaston IV eût vivement souhaité, avec Jean II et Louis XI, voir les Comtes offrir un libre passage à l'armée d'invasion : leur résistance pourrait, en effet, compromettre irrémédiablement la reine assiégée et de plus en plus pressée dans la citadelle de Gérone. Aussi, plusieurs agents travaillaient-ils activement dans ce sens, à la faveur de la complicité des deux rois et de leur lieutenant général. A la même date du 5, l'agent royaliste Jacme Ferrer, ce correspondant de la reine que nous avons déjà rencontré, écrivait aux habitants de Salses la lettre suivante¹. « Aux très honorables seigneurs les consuls et prud'hommes du Conseil de la ville de Salses. Très honorables seigneurs et bons amis. Pour le repos de vous et totale restauration de cette commune et lieu, j'ai charge du seigneur roi, avec sa lettre de créance, de communiquer avec vous. C'est pourquoi, je vous prie, pour votre bien et totale restauration de cette ville et des habitants de la dite, de vouloir venir conférer avec moi en un lieu convenable et sûr, car, au lieu où vous voudrez, je vous porterai un sauf-conduit des capitaines de France, en forme telle que vous puissiez aller et venir sûrement, sans lésion aucune; et, expliquée la dite créance du seigneur roi, vous ferez, puisque vous

1. Bof., XXI, 369-370. — Cf., sur Jacme Ferrer, *ibid.*, 175.

seriez avisés, ce que Notre Seigneur Dieu vous inspirera. Et par le porteur de la présente que j'aie votre réponse. De Narbonne, le cinq de juillet. Prêt à votre honneur : Jacme Ferrer, procureur du seigneur roi. »

De même, il vaut la peine de citer la lettre suivante adressée de Balaguer aux habitants de Saint-Felin¹ :

« Aux très aimés les batle, consuls et prud'hommes des lieux de Saint-Felin d'Avall et d'Amont, en Roussillon. Batle et prud'hommes très aimés. Déjà par autre vous ai écrit, avisés et admonestés, au sujet de l'entrée des gons d'armes de France, qui doivent entrer par cette part en Catalogne, et je crois qu'aujourd'hui ils y sont. Je pense que vous aurez suivi ma volonté et conseil, si vous avez été prévenus, et, pour plus grande garantie, à nouveau je vous en prie. ne suivez la ville de Perpignan en rien, sinon, en tant qu'elle ira et demeurera en l'obéissance du seigneur roi. Et principalement, après la fidélité du dit seigneur, respectez et suivez le conseil de mossen Charles d'Oms et de Philippe Albert, et de mossen Dalmau et de Jacme Volo, lesquels je tiens pour frères aînés. Et, pour votre consolation et sûreté, le seigneur roi écrit une lettre au comte de Foix qu'il vous garde, vous et vos biens, de tout dommage et ennui, laquelle lettre le présent courrier porte à Philippe Albert. C'est pourquoi fiez-vous à lui et délibérez avec lui s'il la donnera ou si vous la donnerez, et gardez-vous de faire rien de contraire à la dite gent d'armes, après que la dite lettre du seigneur roi aura été donnée; mais, au contraire, gardez-leur des vivres et traites-les comme amis, car, si vous faites le contraire, vous vous en trouverez mal. C'est pourquoi suivez mon conseil, car cela me touche plus que vous, et je ne puis rien faire de plus, sinon vous encourager, car bientôt nous serons ensemble s'il plaît à Dieu. Le seigneur roi est

2. Bof., XXI, 173-174

ici très puissant. De Balaguer, le vingt-sixième de juin. Francesch Burgues¹, qui vous salue fort. »

Et en manière de *post-scriptum* cette recommandation dernière :

« Gardez que nul ne vous trompe en vous donnant avis contraire pensez que je vous aime comme mes fils ; et que j'ai en la matière plus intérêt que nul autre. Déjà auparavant, par autres lettres, le dit seigneur a écrit au dit comte de Foix, lui recommandant vous et vos biens. »

Il résulte bien nettement de ces différents textes que les adversaires de la Révolution catalane avaient de grandes intelligences dans les Comtés et qu'ils espéraient déterminer les habitants à ne faire aucune opposition à la marche des troupes françaises. Telle localité, comme Saint-Feliu, était en correspondance suivie avec un agent du camp royal de Balaguer.

Or, les sentiments des Roussillonnais, tels qu'ils ressortent des faits et des textes, présentent à ce moment une complexité singulière. La discrétion des lettres émanées des Comtés à l'égard du roi et de la reine contrastent d'une manière frappante avec l'audace et la violence que l'on observe ailleurs. Visiblement, on avait subi, en général, plutôt qu'accueilli, avec enthousiasme, la proclamation des souverains comme ennemis publics ; on ne faisait point, comme à Barcelone, une assimilation complète de la politique royale et de la politique française : Jean II était plutôt plaint que haï ; volontiers, comme on le faisait couramment aux premiers jours du mécontentement, on eût rendu uni-

1. Francesc Burgues avait la ferme de Saint-Feliu-d'Avall et d'Amont, d'après une mention de Legrand (B. N., F. fr., 0071, f. 381.) Ce personnage était majorquin. Il avait été premier juré de Majorque en 1452 (Quadrado, *Forenses y Ciudadanos*, p. 251), en 1463, nous le trouvons procureur royal de Majorque avec 900 livres de traitement (Campaner y Fuertes, *Chronicon Mayor*, p. 242.)

quement responsables de « mauvais conseillers ». Si l'on défendait les fueros, on évitait de s'attaquer au prince¹. Beaucoup, sans doute, à Perpignan, croyaient servir les intérêts supérieurs de la couronne avec autant de zèle qu'ils professaient de haine contre ses prétendus alliés, les étrangers : eux, ils étaient réellement l'ennemi. L'occupation par eux d'un territoire « membre du Principat² » ne pouvait être conçue que comme une violation des lois fondamentales de la monarchie, lois constantes, placées dans l'opinion universelle bien au-dessus des décisions personnelles et révocables, des mesures politiques et contingentes. N'oublions pas que la royauté aragonaise était si peu absolue qu'elle a réalisé, avant la lettre, en quelque sorte, le type de la royauté constitutionnelle, sous une forme représentative. Tout acte contraire aux chartes de l'Etat aragonais — disons, sans crainte de commettre un anachronisme, à la constitution de cet Etat — était nul de plein droit et réputé tel. Il en résulte qu'en repoussant cet acte, en s'opposant, fût-ce par la force, à ses effets, on défendait Jean II contre lui-même, on le protégeait contre ses propres erreurs, on faisait preuve de loyalisme à l'égard de la royauté avec autant d'ardeur qu'on en mettait à combattre un ordre du prince incompatible avec son essence. Dans les cerveaux du temps, ces idées s'agitaient plus ou moins confuses. De sorte qu'où s'il y avait — ce qui n'est point douteux — des révolutionnaires conscients et déterminés, le grand nombre pensant, de bonne foi, concilier ses devoirs envers la couronne et sa volonté ferme de maintenir l'intégrité de la patrie, par

1 Il est remarquable de voir les consuls de Perpignan, le 14 juillet, appeler formellement Jean II « nostre roy » (Bof. XXII, 36). Le projet de lettre au comte de Foix est tout aussi caractéristique. (*Ib. d.*, XXI, 300 et suiv.)

2 L'expression est fréquente dans la correspondance. (Bof., XXI et XXII, *passim*.)

cette fiction du primogénit mineur, gouvernant le Principat sous la tutelle du Principat lui-même

Ainsi s'explique l'effort convergent tenté de Gérone et de la cour de France, du camp de Narbonne et de celui de Balaguer, pour pacifier les Comtes; ainsi s'explique également l'échec de cet effort : la conviction où l'on était que l'engagement était réel, en dépit des démentis officiels et répétés, eût fait considérer par la plupart l'obéissance aux ordres royaux comme une trahison véritable contre l'unité et la constitution même de la monarchie

Le héraut du comte de Foix, Bearn, vint, le 6 juillet, présenter aux trois Bras et aux consuls de Perpignan le manifeste de son maître. Il réclama une réponse immédiate, menaçant de repartir aussitôt, si elle était différée. Les consuls, qui désiraient avoir l'avis de la Députation, se virent forcés de le munir, à tout le moins, d'une réponse provisoire¹.

Le 8, à neuf heures du matin, se presenta Bernard d'Orms, de la part du roi de France². Il était porteur d'une lettre donnée le 30 juin à Chinon³. Cette lettre, si intéressante à tant d'égards, ne nous est conservée que par une version catalane, transmise à Barcelone. Il est indispensable d'en donner ici le texte, en traduisant d'une façon aussi littérale que possible cette version⁴ :

« Louis, par la grâce de Dieu, roi de France. Très chers et bons amis. Nous avons ouï que plusieurs vous ont rapporté que l'armée, que nous envoyons presentement, est sur les frontières de par deçà pour aider et secourir à notre

1. *Ibid.*, XXI, 363-364. Cf. *ibid.*, XXII, 211.

2. *Ibid.* XXII, 212. L'original n'est pas conservé aux archives municipales de Perpignan. La plupart des chartes de ce dépôt ont d'ailleurs péri

3. *Ibid.*, XXII, 211

4. Beaucoup de mots ont été respectés par le copiste catalan, qui a laissé assez bien subsister la physionomie de l'original

très cher et très aimé cousin, le roi d'Aragon, pour réduire et remettre en son obéissance certains de ses sujets rebelles et désobéissants, et que la dite armée était pour prendre par force et mettre en notre sujétion et obéissance la ville de Perpignan et tout le comté de Roussillon, laquelle chose n'est pas vraie, car nous envoyons la dite armée seulement pour aider à notre dit cousin d'Aragon, pour remettre en son obéissance ses dits sujets, lesquels lui seront rebelles et désobéissants, et pour favoriser vous et autres à lui bons sujets et véritablement obéissants, ainsi que de toutes ces choses pouvez être plus amplement informés par notre aimé et féal conseiller et sénéchal de Beaucaire, Bernard d'Oms, damoiseau, auquel nous avons donné la charge de vous dire et remontrer les dites choses. Et ainsi, veuillez le croire et ajouter [foi] à tout ce qu'il vous dira de par nous. Donné à Chinon le dernier jour de juin.

« LOYS.

« LE PREVOST. »

Le jour même, dans l'après-midi, le conseil des trois Bras se réunit avec les consuls pour entendre les explications du sénéchal de Beaucaire¹. Voici la réponse qui lui fut faite incontinent² : « Reçue la lettre de l'illustrissime roi de France par les mains du magnifique Bernard d'Oms, conseiller du dit illustrissime roi de France et sénéchal de Beaucaire, et explication fournie par le dit Bernard d'Oms, en vertu de la dite lettre, les Consuls, d'accord avec les Bras, considérant que les Catalans n'ont accoutumé de commettre envers leur roi et seigneur aucune sorte de rébellion, et même maintenant ne pensent en user de la sorte, considérant en outre que, de fait, ils n'entendent point qu'il soit

1. *Ibid.*, XXI, 363.

2. *Ibid.*, XXII, 213.

nécessaire de les réduire en aucune autre obéissance que celle où ils sont aujourd'hui envers leur naturel prince et seigneur (selon que le tiennent pour certain les dits Consuls et les dits Bras), répondent que le d.t illustrissime roi de France sera informé pleinement de la part de tout le Principat de Catalogne de te.le manière que les actes du Principat seront par Sa Majesté approuvés, comme il a accoutumé, et, en outre, de la part des trois Bras des dits Comtés de Roussillon et de Cerdagne, par voie d'une ambassade, une fois obtenue pour elle le sauf-conduit, sera informé le très noble comte de Foix, son lieutenant général, requérant à vous, dit magnifique Bernard d'Ors, que des dites choses soit informé le dit illustrissime roi de France avant que la dite armée n'entre en aucune manière dans les dits Comtés, ayant pour certain qu'ouïe par le dit illustrissime roi de France la justice du dit Principat, il ne sera rien innové contre lui. »

Ainsi, tous les efforts des Consuls de Perpignan, au nom de la Députation comme au nom des Comtés, n'allaient plus qu'à essayer de retarder de quelques jours l'invasion désormais inévitable. Déjà, le 28 juin, ils exprimaient le désir de gagner du temps, afin de recueillir le plus de blé possible¹. N'ayant pu faire attendre Béarn, ils n'avaient donné qu'une réponse provisoire, demandant un sauf-conduit pour la réponse définitive, dont le projet était soumis à l'approbation du Général². A Bernard d'Ors ils requéraient qu'il fût sursis à toute mesure nouvelle, jusqu'à ce que le roi de France ait entendu la justification des Catalans. Mais on avait, à Perpignan même, peu de

1 Bof., XXI, 93.

2 Cette réponse, apologie très digne du Principat et réquisitoire vraiment éloquent contre le comte, ne fut envoyée, approuvée, que le 10 (Bof., XXI, 99); elle ne fut sans doute jamais remise à destination.

confiance dans l'efficacité de ces attermoissements¹. Les Français firent arrêter le « trompette » envoyé par le vicomte d'Ille pour demander le sauf-conduit²; la réponse provisoire et l'accueil fait à Bernard d'Oma suffisaient en effet : les hostilités commençaient.

1. *Ibid.*, XXI, 363. « Sentim no havrem salvoconduyt, per quant vehem que nostres respostes no son en alguna forma a voluntat l'ur, ans son tals com pertany a aquells qui amen la patria a libertats llurs. »

2. *Ibid.*, 461. Cf. XXII, 35.

CHAPITRE IV.

Les Français dans le Principat.

§ 1. — *Marche à travers le Roussillon (10-24 juillet 1462).*

Dès le 8 juillet, le comte de Foix avait fait sommer les habitants de Salses de lui livrer passage¹. Le vendredi 9, il quitta Narbonne avec toutes ses forces et vint camper à Sigean² : les tentes de l'armée furent établies dans un champ proche de la ville; le comte et les capitaines se logèrent dans la ville même, tandis que les lieutenants demeuraient au camp avec les gens d'armes³. Dans la nuit du vendredi au samedi (9-10 juillet), on leva le camp⁴ et l'on partit en trois corps distincts. L'avant-garde comprenait

1 Bof., XXI, 385.

2 M. H. Courteault (éd. de Laseur, t. II, p. 420, note 1) fait partir Gaston IV de Narbonne le 8, sans citer aucun texte. Or, le départ de Narbonne a lieu, d'après son auteur, la veille de l'entrée en Roussillon, qui est incontestablement du 10.

3 Laseur, II, 20. — La plupart des mouvements des troupes nous sont exclusivement connus par le témoignage de ce chroniqueur, dont le récit doit être considéré comme très précieux, à condition d'être soigneusement contrôlé par les textes diplomatiques, notamment en ce qui concerne la chronologie.

4. La date du 10 juillet pour l'entrée en Roussillon est formellement donnée 1° par le « Livre de Memorias » de Saint-Jean de Perpignan (Arch. dép. des P.-O., G 237, f° 14 v. « A. K. de Joliel, intru en Roseyo los Francesos », 2° par la lettre des consuls de Thuir en date du mardi, 13 (Bof., XXI, 486); 3° par une lettre des consuls de Perpi-

environ deux cent vingt lances, sous le sire d'Orval, Estévenot de Vignoles et Gaston du Lyon; on y avait joint cinq cents francs-archers du Poitou, sous Chauveroché, et cinq cents autres, sous Guillaume Tabour. Le gros de l'armée formait une « bataille » commandée par le comte en personne. On y voyait le maréchal de Comminges et le sire de Crussol avec leurs compagnies, mille arbalétriers et deux mille francs-archers, les Écosseux de Robert Cuninghame, les vingt lances de Raymonnet et les cent vingt cavaliers que conduisaient en son nom le sire de Lavedan, le sénéchal de Bearn, le sénéchal de Foix et le sénéchal de Bigorre. A l'arrière-garde se trouvaient Garguesmille, Jean Bureau et le sire de la Barde, qui, de sa compagnie, avait seulement quarante archers. Entre la « bataille » et l'arrière-garde

gnaa à la ville de Barcelone, le 12 juillet (Arch. mun. de Barcel., *Cartes comunaes*, ano 1462, f° 167). Voici le texte de ce dernier document : « A deu del present nos vos scrivim com, la nit passada, entraren les gentz d'armes de França, per la via de Sacon, a començaren lo combat envers migornit, e dura fins a tres hores passat migornit. E, atones la gran multitud de la gent qui infestava aquella dita loch, e nols jaques regents, jalsia flos de dies no mataren molts dels de fora, pero, vehentse tanta multitud devant, e desconfita de adjutori en les armes, se reteren. E après han pres Spira, Ribeselles, Gernua, bast-Ypoit e tots les altres lochs. Hoc encara nos venen fins a les portes. En depte tanim hic romanys nos per tenir, ates que nols havem pogut aus del temps fornir. La culpa es de voscaltres qui fins aci none havem soccorreguts, sine de vent, car may hic havem vist sine cinquanta homes qui ych sien entrats, deloqual vos haveu escrit. De hors en hors, creem nos veedra acobar. E aquesta vila als molt desconfortada, per la dita approposicio dels dits lochs. Hoc encara quel camí de tot no es dret, car si hoc fos, no forem de res espantats. E perco, vos scrivim de present, affi que si altres coses hoyem, hajalanos per acusat, car resolt a tant exercit, sense ajuda secors, necessariamente havem a provehir al millor que Deu nos administren, per salut nostre, si altrament no som subvenguts » (Cf. *lletres des trois Brs*, chât., f° 143, La lettre du 14, à la quelle fait allusion celle du 12, que nous venons de reproduire, ne figure point dans le portefeuille correspondant des *Cartes comunaes*, aux archives municipales de Barcelone.

étaient placés l'artillerie et le plus léger bagage. Vers minuit¹, les Français mirent le pied sur le territoire du Roussillon.

Averti que le pas de Salses était gardé, le sire d'Orval dépêcha de grand matin en avant un détachement d'élite pour reconnaître la position; ce détachement comprenait vingt-cinq gendarmes à cheval, sous Gaston du Lyon, et deux cents archers, sous Chauveroch. Arrivé au pas, il se heurta à une troupe de Catalans venus de Perpignan et que Lescœur évalue à huit ou neuf cents hommes². Cette troupe occupait fortement la chaussée et l'avait protégée de plusieurs couleuvrines. A l'approche des Français, elle ouvrit le feu, puis se précipita brusquement à l'attaque. Chauveroch et Gaston du Lyon, considérant leur infériorité numérique, s'avisèrent alors d'une ruse : ils feignirent de reculer et, par ce moyen, non seulement ils firent sortir leurs adversaires de la chaussée, mais encore ils les dispersèrent dans l'ardeur de la poursuite. A un signal donné, la cavalerie tourna bride et chargea les Catalans brusquement. Beaucoup tombèrent; les autres s'enfuirent en se disputant le passage et en laissant derrière eux blessés et prisonniers³. C'est en vain que trente ou quarante s'étaient jetés dans la tour du moulin; elle fut enlevée d'assaut. Aussi, quand le sire d'Orval parvint au moulin, le pas était délivré. L'avant-garde put aussitôt passer outre; mais la chaussée était dans un tel état que les hommes durent y défilier un à un.

1. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunes*, año 1462, f.º 167.

2. Ce chiffre paraît bien élevé; il est difficile, en effet, de le concilier avec le ton général des lettres reçues à Barcelone. Malheureusement, je ne trouve aucune indication positive à opposer à celle du chroniqueur. Cependant, je remarque que le Général, le 12, se charge simplement de la solde de deux cents hommes levés à Perpignan pour aller au pas de Salses. (Bof., XXI, 426.)

3. Lescœur prétend que sur les neuf cents Catalans il ne s'en sauva pas deux cents.

Après l'avoir dépassée, ils arrivèrent devant Salzes qui était fortifiée et défendue; mais le boulevard fut emporté en un quart d'heure et bientôt la ville était ouverte aux Français, ainsi que le château, dont la garde était confiée par le comte de Foix à un gentilhomme gascon, l'écuyer Arnaud de Salins¹. L'armée se logea alors dans les faubourgs et s'installa tranquillement sur l'herbe, s'abritant des ardeurs d'un soleil d'été sous l'ombrage des oliviers qui entouraient la place. L'action avait cessé vers les trois heures de l'après-midi; elle avait commencé au pas de Salzes deux heures avant l'aube². Les Perpignanais attribuaient aux Français dans cette journée quatre capitaines tués, ainsi que plus de quarante hommes, et deux cents blessés. Leseur, en revanche, attribue aux Catalans des pertes énormes : deux cents morts au combat de la chaussée, trente à l'assaut du moulin, autant à l'assaut du rempart. Des deux côtés, ces chiffres paraissent très exagérés.

En tout cas, cette prise de Salzes ouvrait par un rapide et brillant succès la campagne de Gaston IV. Salzes était une position stratégique de premier ordre; on l'appelait la clef de l'Espagne³. Désormais, si quelques villes pouvaient résister aux envahisseurs, du moins il n'était plus possible d'arrêter leur marche qu'aux passages pyrénéens.

Il semble bien que, pendant la journée du dimanche 11, la majeure partie des troupes ne fit aucun mouvement. Mais des détachements furent envoyés de divers côtés pour battre la campagne. Il est certain qu'une partie au moins de la Salanque fut soumise antérieurement à la prise de

1. Arnaud de Salins fut nommé capitaine de Salzes par lettres patentes du 9 mai 1463. (Arch. dép. des P.-O., B 202, fo 115.) Après sa mort, il fut remplacé par Guillaume Cousinot, sire de Montreuil, par lettres patentes du 11 février 1465. (*Ibid.*, fo 136.)

2. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, n°o 1162, fo 198.

3. Bof, XXI, 496 : « Clau de Spanya ».

Rivesaltes¹. Le lendemain 12, des parties de cavaliers et de fantassins s'approchèrent de Perpignan et s'avancèrent jusqu'aux portes de Thuir². Quatre cents hommes de pied et quelques cavaliers sortirent de la capitale des Comtés, engagèrent une vive escarmouche, et rentrèrent avec deux prisonniers³. Pendant ce temps, le comte de Foix, avec le gros de l'armée, se portait de Salces à Rivesaltes⁴ et faisait occuper les deux rives de l'Agly, de façon à couper les communications aux habitants. Ceux-ci firent d'abord assés

1. *Ibid.*, XXI, 461.

2. *Ibid.*, 466.

3. *Ibid.*, 461.

4. La date que j'assigne à la prise de Rivesaltes demande à être justifiée. M. Courteault (*id.* de Lescour, II, 125, note S) la dit du 13, sans invoquer d'autre preuve que la lettre du 13 donnée à Rivesaltes par Gaston IV aux habitants du Boulou et dont il a été déjà question plus haut. Mais il en est de ce texte comme de la lettre à Jeanne Enríquez, invoquée à propos de l'arrivée du comte à Narbonne (v. ci-dessus, p. 117 m. 4) ; elle accuse la prise, mais ne préjuge en rien le moment précis de l'arrivée. Or, ici, nous avons la preuve que l'arrivée est antérieure. Le 12, les trois Bras du Roussillon écrivent au Sage Conseil et lui donnent une liste des forteresses perdues où ne figure point Rivesaltes. (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunes*, n^o 1462, f^o 166, document cité un peu plus haut, p. 132, note.) Le même jour, le vicomte d'Ille, écrivant au Général, signale les mêmes pertes et ajoute, à la suite de la date, ce post-scriptum : « Après la date havem sabut com han pres Ribesaltes, data ul supra. » (*Ibid.*, XXI, 461.) Comme confirmation, une lettre écrite par les consuls et envoyée à six heures du soir (*Cartas Comunes*, *ibid.*, 2^e suiv.) mentionne Rivesaltes comme prise. C'est donc par erreur que Lescour place la prise de Rivesaltes le lendemain de la prise de Salces, qui correspondrait au 11. Au reste, le témoignage chronologique du biographe de Gaston IV, toujours très sujet à caution, inspire tel plus de méfiance qu'ailleurs, puisqu'il place l'événement au « jeudi xx^e jour du mois de jule », date absolument fantasmiste. M. Courteault propose à tort de lire « x. jui let », car le 10 fut un samedi, non un jeudi. Du moment qu'il faut de toute façon changer tous les éléments de cette date, il vaut mieux résilier l'accord du récit avec les autres sources en lisant « le surlendemain qui fut un lundi xii^e jour du mois de juillet », seule correction conciliable avec l'unanimité des textes diplomatiques.

bonne contenance, mais voyant qu'il arrivait toujours plus de monde, ils ne tardèrent pas à être effrayés de ce déploiement de forces et surtout de l'artillerie qu'on se mettait en devoir de décharger. Au bout de deux heures, ils se rendaient, à condition d'avoir leurs vies et leurs biens saufs.

L'annonce de ces événements, arrivant au moment où l'on était sous le coup de la catastrophe de Castelldeuens, produisit au delà des Pyrénées une grande émotion. À Gérone, on était atterré, dans la ville comme dans le camp¹; à Barcelone, on répétait que les Français étaient entrés en Roussillon par traité avec Jean II²; on racontait que le comte de Foix, après l'occupation d'une localité, y faisait audacieusement arborer la bannière de France, odieuse aux Catalans³; on se plaisait à voir dans ce fait un commencement d'aliénation des Comtes⁴. Toutefois, l'émol ne paralysait point les députés. Au milieu de tant de périls, ils ne songeaient qu'aux mesures les plus efficaces; une nouvelle levée était décrétée⁵. « Maintenant, disait fièrement le Général, il est l'heure non de s'étonner, mais d'agir. »

Les mêmes sentiments inspiraient les Roussillonnais. Le 13 juillet se présenta au vicomte d'Ille et aux consuls de Perpignan un héraut de Gaston IV demandant un sauf-conduit⁶. Après délibération, le sauf-conduit fut accordé pour un seul mandataire et un seul jour. Ce mandataire,

1 « Aquesta nova dels Francesos ha molt atterrada alguns dolents gent, así del exercit, com encara d'altres. » (Bof., XX 422.)

2 Les expressions révèlent bien tout un état d'esprit : « dimerà a ruf. de dit, vench nova com los Francesos eren entrats en lo comtat de Rossello » que havien pres lo castell de Salces e altres viles, « aço a tracta del senyor nostre rey, qui en tot ha donat loch » (*Libre de alg. coses asseny.*, p. 223.)

3 Posant a aquells banderes de França, laqual per los Cathalans deu esser molt abominada. (Bof., XXI 440.)

4 Bof., XXII, 41 et 38.

5 *Ibid.*, XXI, 438.

6 *Ibid.*, 481.

qui n'était autre que Bernard d'Osma¹, se présenta le 14. On ne lui laissa pas franchir l'enceinte; il fut obligé de rester en dehors de la barrière Notre-Dame². L'évêque d'Elne sortit à sa rencontre et l'interrogea sur l'objet de sa mission. Il exposa alors qu'il était chargé de demander les hommages pour le roi de France et la foi pour le roi d'Aragon. Il lui fut répondu « vertement » que les Perpignans se donneraient au Turc plutôt qu'au roi de France, et il s'en alla « mal content³ ». L'opinion unanime dans la capitale des Comtés était donc pour la résistance.

Mais Gaston IV n'adopta point, comme plan de campagne, ainsi que le croyaient ses adversaires, l'attaque immédiate de cette ville, comprenant, sans doute, qu'il faudrait longtemps pour la réduire. L'armée se répandit donc aux alentours⁴, tandis que Gaston IV conservait, durant quelques jours encore, son quartier général à Rivesaltes⁵. La Salanque, déjà tombée, en grande partie, aux

1. Bof., XXI, 445 et suiv.; XXII, 35 et suiv.

2. Auprès du Castillet.

3. « Le senyor bisbe es exit parlar ab ell per demanarli que volia, e ella responet volia los hominatges per lo rey de França e la feultat al senyor rey. Fonchli responet per lo dit senyor esprament, ço es que ans nos donarien al Turch que al rey de França, e en altra manera, que s'en ana molt mal content. » (Bof., *loc. cit.*)

4. M. Courteault croit que l'armée se divisa, après la prise de Salces, en deux corps, dont l'un opéra dans la Salanque et l'autre s'avança dans l'intérieur. D'abord, cette division ne peut être produite avant la prise de Rivesaltes, le récit de Lescour impliquant formellement la présence de l'armée entière autour de cette ville. Mais, même ensuite, il n'y a pas trace de cette formation de deux corps, dont Lescour aurait vraisemblablement parlé, selon sa coutume, en nommant les chefs. Gaston IV resta plusieurs jours à Rivesaltes. La présence des Français est alors signalée simultanément sur des points différents. Je crois donc plus naturel d'admettre que des parties de cavaliers et de fantassins se répandirent de divers côtés autour de Perpignan, la seule opération un peu sérieuse ayant été l'attaque de Canet. La concentration ne se fait qu'au moment de passer le col de Perthus.

5. Il y est encore le 17. (Bof., XXII, 17.)

maines des envahisseurs, fut complètement soumise. Successivement furent enlevés ou composèrent Saint-Hippolyte, Saint-Laurent, Claira¹, Villelongue et Sainte-Marie². Le 15, un parti de gendarmes et d'archers, sous Gaston du Lyon, parvint à Canet et se mit en devoir d'enlever la palissade établie en avant de la ville; mais il fut arrêté devant la porte³. Les Catalans occupaient fortement le château et y avaient posté de l'artillerie. Les Français tentèrent l'escalade, mais ils furent précipités du haut des échelles et frappés à coup de masses et de pierres. Une douzaine d'archers furent blessés et trois hommes d'armes tués, dont deux nous sont connus par leurs noms : Archambault de Villars et François de Badefol; l'un d'eux était « fort aimé » du comte de Foix⁴. Le sénéchal de Saintonge, se voyant ainsi tenu en échec, fut obligé d'attendre des renforts. Prévenu à Rivesaltes, Gaston IV dépêcha aussitôt les forces qu'il avait sous la main. Le maréchal des logis organisa un étroit blocus et fit établir deux gros canons et deux fortes serpentines pour battre les murs. Au bout de deux jours d'une résistance désespérée, Canet se rendit. Gaston de Lyon en fut créé capitaine⁵. Mais, désireux de poursuivre la campagne, il se contenta d'y laisser un lieutenant, le sire de Louvie, avec une garnison suffisante pour parer à tout retour offensif des Perpignansais.

Pendant que toutes les localités des bords de la mer, de

1. Bof., XXI, 463 et 486.

2. Leseur, II, 123.

3. *Ibid.*, 126, 128.

4. Bof., XXII, 17 : « Despushir los mataram .x. e. xij. homens, en que havia tres homens de cap, ço es hun capita, loqual lo comte de Foix amava molt, e dos altres gentilshomens. »

5. Plus tard, Louis XI lui accorda même la vicomté d'Ille et de Canet. (Lettres patentes du 29 octobre 1465. Arch. dép. des P.-O., p 406, f° 286 et suiv.,

l'étang de Leucate à l'embouchure de la Tet, étaient ainsi conquises, d'autres détachements couraient l'intérieur.

Dès le 12, des mesures de défense étaient prises à Milias¹; elles n'empêchèrent pas cette ville de succomber presque aussitôt, ainsi que Lluçia². Entre temps, des razzias étaient exécutées jusque dans le Conflent : 7,000 têtes de bétail y furent enlevées, puis recouvertes par les habitants, qui tuèrent six des ravisseurs³. Le 14, les communications se trouvaient coupées entre Céret et Perpignan⁴. Dans une sortie, les Perpignans tuèrent plusieurs ennemis et ramenèrent dans leurs murs cinq prisonniers et un étendard de France⁵. Baixas, attaqué le 14, se rendit le 15 au matin⁶. Perpignan se trouvait donc environné d'ennemis. Certes, on y était plein de courage⁷; mais on ne pouvait s'empêcher d'y recriminer contre la tactique du Général, immobilisant des forces précieuses au camp de Gérone en vue d'un exploit plus ou moins illusoire, au lieu de les porter à la rencontre des adversaires les plus redoutables du Principat⁸. Mais

1. Arch. dép. des P.-O., E. (manuel d'Arnau Estève, 1461-1462).

2. Laseur, II, 126. Il semble que c'était le sire d'Orval qui opérait de ce côté, d'après un texte postérieur à la mort de ce capitaine : l'ordre donné par Louis XI à ses héritiers, le 21 avril 1463, d'avoir à cesser toute poursuite contre les habitants de certaines localités, dont Lluçia, au sujet des rançons imposées durant la campagne. (Arch. dép. des P.-O., E. manuel d'Arnau Estève, 1463, f° 30.)

3. *Bof.*, XXI, 406-408.

4. Lettre des Consuls « escrita ab cuyia de Ceret, a .xliij de julloi ». (*Bof.*, XXII, 8.)

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*, 16 et 20.

7. « Perpenya ha tant depte de los Francesos, ... com de no res. » (*Bof.*, XXI, 466. Cf. *ibid.*, 485.)

8. Les textes à citer seraient innombrables. Voici, dans toute leur insistance, les plaintes du vicomte d'Ille et de Cane, après la notification de la prise de Canet, « Vuy so es en punt que tot Rossello, sino poques coses, sera en ma de aquesta gen. Jo no sé quina stima leuau, amar mes lo mestre de Montesa et quatre o cinq d'altres en vostre poder, que no la conservacio d'aquesta terra, que la perdicio

c'est inutilement qu'on pressait la Deputation de faire passer les Pyrénées au comte de Pallas; toujours désireuse de donner à la cause de la Révolution le bénéfice matériel et moral de la réduction de Jeanne Enriquez, surtout de la mainmise sur le primogénit Ferdinand, elle préférait poursuivre le siège. Cependant, elle dénonçait partout la conduite des Français pour soulever contre eux l'indignation patriotique¹ et multipliait les ordres². Son attention était particulièrement attirée sur les préparatifs faits pour le transport par mer de l'artillerie française.

Le 15, ceux de Collioure, avec quatre « lahuts » armés, avaient fait une course jusqu'à Leucate, donnant la chasse à un navire ennemi, chargé d'aller en avant et de protéger les barques de transport. Deux hommes de Sainte-Marie, pris par les Français, avaient pu arriver à Collioure et avaient annoncé qu'un grand nombre de barques étaient venues à la Nouvelle³ pour le transport de l'artillerie et des

de aquella portera rosatres a molia congoxa... Je po et que jamas Cathalans prenguessen tanta vergonya com es aquesta, laqual nos pot reparar, si promptament lo exercit del comte ab altra gent no venen aqui. Si eram gentis estranges o Moros de Barberia, e no trem de aquest Principat, demanavets socors, sols per la virtut vostre acostumada nos degueren dexar partir » (Bof., XXII 53-54). Cf. les phrases significatives des trois Bruc lettre du 12 juillet, ci-de-dessus, p. 132, note) et des consuls de Perpignan (ci-de-dessus, p. 132, note).

1. « La practica dels dits Francescos es que, de alguns petits llocs, qui, indubtilleu guanyats, voluntariamente se son data, han preses los homenajes en nom del rey de França e pua deshonesten las muliers e filles e las altres coses molt indignades. (Ibid., 37-38.)

2. Levée générale en Ampurdan et maison de Pere Desplagues (Bof., XXI, 460 et suiv.); ordre aux consuls de Villefranche de Comminge de pourvoir à la défense du Capcir et du Conflent, et le capitaine général à en a pas le loisir (ibid., 471), création d'un comité de trois membres pour décider des prisonnières sur les Français (ibid., 473).

3. Lettre écrite le 17, à huit heures du matin, par les consuls de Collioure. (Bof., XXII, 41-42)

vivres à Sainte-Marie. L'importance de cet avis était grande; la possession de la mer, en effet, était capitale pour les Catalans. Aussi, le Général demandait-il aux consuls de Collioure de le tenir au courant et se mettait-il en devoir, au reste sans succès, de corrompre Bernat de Villamarí pour avoir sa flotte à son service¹.

On eût pu croire qu'après la soumission de Canet les Français qui se trouvaient au bord de la mer descendraient le rivage vers Collioure. Il n'en fut rien. Conformément, sans doute, à des ordres du comte tendant à reformer l'armée dans la direction des cols, ils marchèrent désormais vers l'intérieur, sur le Boulou, en enlevant au passage Bages et plusieurs autres lieux². Le Boulou fut attaqué par Gaston IV « avec une partie de l'armée³ ». Le château du Boulou était fortifié et occupé par le capitaine Rosanes avec cent hommes⁴. Cette garnison ne se défendit guère et la reddition fut obtenue grâce à un assaut conduit par le comte en personne, durant la nuit du 20 au 21 août. Il semble que la trahison ne fut pas étrangère à ce prompt succès⁵.

1. Bof., XXII, 85. — Villamarí était alors à Rosas avec quatre galères (Bourel de la Roncière, II 304). Les négociations des Catalans pour faire passer dans leur camp l'amiral aragonais n'eurent aucun résultat. Jusqu'au bout, on le verra demeurer au service de Jean II, et plus tard il servit Ferdinand le Catholique, notamment en Italie.

2. Leseur, II, 139. M. Courteault dit en note que Bages succomba le 15, et cite à l'appui une référence (Bof., Col., [X]XII, 30); mais c'est une confusion avec Baixas. La position géographique et le témoignage formel de Leseur placent l'événement entre le 18 (chute de Canet) et le 20 (chute du Boulou). Le même éditeur dit encore que les autres lieux, dont parle le chroniqueur, doivent être Villemolaque, Banyuls et Trésserras, situés entre Bages et le Boulou. L'expression peut aussi viser des localités intermédiaires entre Canet et Bages. En tout état de cause, il est difficile de préciser.

3. Leseur, loc. cit.

4. Leseur en compte huit à neuf cents. Ce chiffre cent, que j'adopte, est fourni par les documents diplomatiques (Bof., XXII, 80).

5. Voici la version de Leseur (II, 130) : « ... Et à la première

Cependant, Gaston IV était obligé de se hâter. Le 30, devant le Boulou, il venait de recevoir un héraut aragonais¹, porteur d'une lettre pressante de Jeanne Enriquez. Attendre plus longtemps, c'était souscrire à la perte de la reine. Il réunit donc les capitaines et décida de franchir les Pyrénées. Toutefois, désireux d'assurer ses derrières, il ne voulait pas faire passer les monts à son armée tout entière; il ne prit donc avec lui qu'une troupe choisie². Dans chaque compagnie, il désigna les hommes les mieux montés et les mieux exercés, de façon à former quatre cents lances environ; il y ajouta deux mille francs-archers, ses cent vingt lances personnelles et les cent arbalétriers de sa garde,

venus les dits Cathelans monstrent le cul à nos gens et leur disoient toutes les injures dont ils se pouvoient adviner et menaçoient aux escheviers et capitaines, mais on les en fit bientôt repentir, car les dites ville et chastel furent prins d'assault et furent tous ceuz de leuns murs et pris et tout mis à sacqueman. » D'autre part, voici celle du comte de Pallas (Bof., XXII, 80) : « Aci havem nova per hui de la vila e castel del Vold, qu. diu es acapat als francesos, com, la nit passada, los dits Francesos han intrat lo Vold, han era Roimes ab cent homens, retrat en la força major, qul es força pera tenues contra major exercit, que lo lre no es de gran troç. E dhi lo dit home que en vengut lo dit Roimes a parlament ab los dits Francesos e son retrat sens negun colp. E apres, sperant haver d'ells bona companya, segon cregut li era estat ofert, lo sen han portat ab les mans darreres ligades, ell e en companya. Diches que, com los homens de honor et de bon linage fan tals cosas, sem arrivats en mala temporada. »

1. Lescur, II, 131.

2. Toute l'armée de Gaston IV ne devait pas se trouver alors réunie. Le 31, par exemple, la présence des Gascons est signalée au Cardagne (Bof., XXII, 104), d'ici leuc Lescur, nous l'avons vu, parle lui-même d'une partie de l'armée. Cependant, la majeure partie de l'effectif devait être au Boulou. La marche des divers détachements en attestait la concentration naturelle au pied des montagnes. Telle devait être, au reste, l'intention de Gaston IV, pressé par Jeanne Enriquez et par Jean II l'opinion de Lescur, d'après laquelle il aurait voulu dompter Perpignan avant d'entrer en Catalogne, n'est guère soutenable. Le même Lescur, qui ne redoute pas les contradictions, a déjà fait venir le comte au Boulou « pour tenir en crainte le comte de Pallas ». (Lescur, II, 130.)

c'est-à-dire environ quatre mille cinq cents bons combattants, sans compter les gens de l'artillerie et des bagages, les pionniers, les gens de service, ce qui peut permettre d'évaluer le contingent total des Français qui suivirent le comte à six ou sept mille hommes¹. Le reste demeura en Roussillon, sous le commandement du sire d'Orval.

Le passage du Perthus et de Panissas, les deux cols à franchir pour déboucher sur le revers méridional des Pyrénées, avait une importance capitale. Louis XI s'en préoccupait vivement². Or, il arriva que l'opération ne présenta aux envahisseurs aucune difficulté. Une véritable obscurité règne sur la manière dont elle fut conduite. En effet, nous n'avons aucune source catalane racontant le détail de l'événement; il ne nous reste à consulter que Leseur, dont le récit est bien étrange : il fait enlever le col du Perthus et le château de vive force par le sire de Ricaud avec vingt ou trente hommes d'armes, contre deux mille Catalans, commandés par le vicomte de Rocaberti, le chanoine Ramon Planella, et vingt capitaines; il est vrai qu'un peu plus bas il fait intervenir les arbalétriers français, dont il n'avait soufflé mot³. Quoi qu'il en soit, les deux cols furent franchis dans la journée du 21 juillet⁴.

1. C'est le compte de Leseur (t. II, p. 132), de Thomas Basin (*éd. cit.*, p. 58) et aussi de Hugo Roger (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunes*, año 1462, f° 208).

2. Il écrivait au milieu du mois à Hougats de Montespèdon, bailli de Rouen, qui « saignait du nez pour le Perthus », en offrant d'envoyer en toute hâte des renforts, s'il en était besoin, pour mener à bien l'entreprise (Vasson, II, 62).

3. Leseur, II, 133-134.

4. Cette date résulte des sources diplomatiques. Hof XXII, 83 *ibid.*, 86, et Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1462 f° 208, « Molt magnífichs senyor e singulars amichs. Sumara ha haud nova seria que los Francescos son entrats vuy en Panissas e han romput lo vescomte de Rocaberti e N'Esplugues qui eran ali ab ij^m homens. Son ja a la Jonquera, e, sta nit, seran a Figueras. Placicus scrivirme per correu volent que volem jo faça e soccorerme ab molta e molta

Gaston IV était en Ampurdan¹. La campagne de Catalogne commençait.

§ 2. — Campagne de Catalogne.

L'entrée des Français par le col de Panissas causa à Barcelone une émotion d'autant plus vive qu'on pouvait espérer les tenir, quelques jours au moins, en échec aux passages pyrénéens. Toutefois, avec sa décision ordinaire, le Général prit courageusement son parti de cette cruelle déconvenue. Le succès des ennemis l'affectait sans doute, mais ne le décourageait point. « Plus ils seront avancés dans l'intérieur, plus il sera facile de les inquiéter », disait-il². Il mandait en toute hâte à Ramon Planells de consacrer maintenant tous ses efforts à empêcher la jonction des troupes royales et de l'armée française³. La milice du *somaten* était dirigée en toute hâte sur Gérone, sous la conduite du viguier de Barcelone⁴. Mais il était trop tard

promptat ab tant gent com es pugs. E altra manera, jo no veig poderme tenir. E perduda aquesta ciutat, es perduda tota aquesta terra e provincia, e encara gran part de Cathalunya. Placiens provehirhi segons les fuenes requeren. Car sieu certis dera los Francescos es speren aci, que ells no curen perdre forces, sino tirar via dreta aci. Els no vij o'vijs, persones. Jo so ab ls homes e prou dolentia de cor. Dievos que tan gran es lo jueu que aquesta terra té en lo cors, que no es de dir. Placiens de provehir prest, segons lo cas requere, car hi van les persones m.a e honor vostra, de quant son aci, per que hajamos per entès, si desjan la restauracio mia e honor vostra. E sia la Trinitat Santa en vostra protectio. De Gerona, a .xij. de Joliel .m.cccc.lxj). — A vostra voler et honor prest, lo compte de Pallars, capita general del exercit de Cathalunya, Hugo Roger — Als molt magnífichs e singulars amics los consellers de la ciutat de Barcelona.

1 Thomas Basin. *Hist. Lud. XI*, I, 17 (éd. Quicherat II, 50), dit qu'après le Beuion le château de Cérat s'était également rendu et que les Français s'en étaient emparés sans coup férir.

2. *Ibid.*, XXII, 88.

3. *Ibid.*, 88.

4. *Ibid.*,

pour secourir Pallas; sa situation était devenue intenable. Son armée s'était fondue. Avec un millier d'hommes fatigués¹, que pouvait-il contre six mille hommes de troupes fraîches²? A l'approche de Gaston IV, il se résigna donc à lever le siège de Gérone et à battre en retraite sur Hostalrich³. Après avoir enlevé Laroque et l'Ecluse⁴, après avoir passé les cols, Gaston IV s'était dirigé sur Figueras, en s'emparant, au passage, de Rocaberti⁵, La Junquera et Bârcara⁶. Son objectif était Gérone qu'il avait hâte de débloquer. Un courrier, parti de cette cité le 23 juillet, à une heure de l'après-midi, annonça à la Députation que six mille Français y avaient pénétré⁷. Jeanne Enriquez et le jeune Ferdinand étaient délivrés⁸.

1. Lettre de Hugo Roger, citée ci-dessus, p. 116, note

2. Bof., XXII, 90.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, año 1463, f. 208 et suiv.

4. Loeur, II, 136 : « Ainsi doncques, l'armée tira outre et les fist marcher mon dit sieur le conte Jusques à Jonequières une ville qui est sur le passage, une bonne lieue outre le chastel du Pertuy. Et avoit le dit jour monseigneur le conte prins deux autres places qui estoient sur le chemin de l'armée, savoir est la Roche et une autre place de ceux de Doms. Et alors que ceux de l'avant garde arrivèrent à Jonequières ilz trouvèrent les portes de la ville ouvertes. » M. H. Courteault a commis une erreur d'identification à propos de « La Roche », qu'il croit, sous réserve d'ailleurs, être La Roca dans le part. jud. de Ribas. C'est évidemment Laroque-des-Albères, car la place en question fut prise, d'après Loeur, par le gros de l'armée, tandis que l'avant-garde marchait sur la Junquera. Quant à la place appartenant aux d'Ons, que l'éditeur n'identifie point, il est hors de doute qu'il s'agit de l'Ecluse. (Cf. B. Alart., *Not. Hist.*, 2^e série, p. 91.)

5. Rocaberti n'est pas, comme le croit M. Courteault (Loeur, II, 134, note 1), la localité de ce nom sise en Urgel, mais bien la localité située tout près de la frontière française, au nord de Peraiada, entre le Perthus et la Junquera.

6. Loeur, II, 137.

7. Bof., XXII, 91-92.

8. Fita, p. 3, col. 2. « Quo factum est ut, die .vj. junii, anno Domini MCCCC sexagesimo secundo, fuerit obsessa civitas ista Gerunde, et liberata die Sancti Apollinaris » (Saint-Appollinaire de

Le jour même où Gaston IV entra dans Gérone, le Principat avait à déplorer un autre malheur. Le 20 juillet, les Catalans qui servaient dans l'armée de l'Urgel avaient appris qu'une petite troupe royale s'était jetée dans le château de Rubinat, situé un peu à l'ouest de Cervera, avec du bétail enlevé aux habitants de la contrée. D. Jofre de Castro et Hugo de Cardona étaient venus assiéger le château et s'en étaient emparés avec tout ce qu'il contenait; mais ce succès devait être de courte durée. Le 23 juillet, Jean II et son éminent connétable, le comte de Prades, accouraient de Balaguer à l'improviste, avec toutes leurs forces, et surprenaient leurs imprudents adversaires¹. Ce fut un grand désastre². D. Jofre de Castro et Hugo de Cardona furent

Ravenn. 28 juillet) Sur les sentiments très royalistes des habitants de Gérone, voir Feliu de la Peña, III, 35, col. 1.

1. D. Juan Ramon Folch II, comte de Cardona et de Prades, fils de D. Juan Ramon Folch I et de la comtesse D^e Juana de Villena, sa première femme, naquit le 29 juin 1400 et mourut le 18 juin 1426, laissant de sa première femme, D^e Juana d'Urgel, deux fils : le connétable D. Juan Ramon Folch III et D. Pedro de Cardona, qui devint évêque d'Urgel, puis archevêque de Tarragone. D'un second mariage naquit D. Juan de Cardona, qui fut commandeur de Saint-Jean-de-Jérusalem. Enfin un de ses bâtards, Pedro de Cardona, servit avec honneur dans les armées de Ferdinand le Catholique. Arch. pap. nat. de la fam. de Medinaceli, Liébot, Epit., ff^o 245 et 263.)

2. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Conexas*, año 1404, f^o 212. — *Ibid.*, f^o 213. Lettre de Joan de Marimon en date de Tàrraga, 26 juillet : « E la conclusio, messenyers, era que ven ij homes de nil, s'es anbei per loira dels pobles de Cervera amb lo rey ab la nostre gent son venguts a batalla, e que los nostres son state romputs. Nons parla dir com m en quins maners, si se morien ni preien. He es que si son trobats en Franc del Sentimentat, mosses Vilachomany, en Johan Ros, qui encara era a Cervera, e nos lo dit noble dos joirs, e als tots la gent de cavall que s'eren aachs d'aci, entre loquals era mon fill certifiquantnos com del exercit del tenneral solament lus resten .xxxv. homes, e en Pellicer, que es a Verda, e en Johan Cosen-vases qu'es a Agromunt ab .xxv. homes, e en Mayol e son fill, e en Guillem Ramon des Vals, qui son a Cameraca ab cx. homes. »

3. L'expression est de Joan de Marimon dans sa lettre. Le sénéchal de Marimon Siculus, f^o lxxxj, prouve bien qu'il s'agit d'une surprise.

faits prisonniers¹. Le nombre des cadavres qui jonchait le champ de bataille dépassait sept cents. À la suite de cette journée, le roi établit ses troupes autour de Rubinal, entre Cervera et Monmaneu².

À la nouvelle des événements de l'Urgel, qui coïncidaient d'une façon si alarmante avec ceux de l'Ampurdan, le véritable Comité de Salut public qu'était devenu le Général opposa à un extrême péril des résolutions extrêmes. Il décréta la levée en masse et adressa aux villes une circulaire annonçant que bientôt dix mille hommes pourraient être mis à la disposition de Hugo Roger³. En même temps il donna ordre à Joan de Marimon, à titre de capitaine général provisoire⁴, de concentrer les débris dispersés de l'armée de l'Urgel sur deux points particulièrement menacés, Igualada et Santa Coloma de Queralt. Surtout, il avait soin de ménager l'état moral de ses subordonnés, et tel passage de sa correspondance mérite à cet égard une citation. « Au noble Jacme Fivaller, chevalier... Nous avons su le cas de Rubinal et comment vous et d'autres hommes d'honneur vous vous êtes comportés vaillamment en cette affaire, ainsi que vous en aviez mission. Nous sommes certains que l'ennemi n'est pas content, car il a perdu beaucoup de monde et beaucoup de chevaux. Reste à refaire le camp, c'est à quoi nous entendons pourvoir avec grande diligence⁵ ». Un pareil ton dans un pareil moment est vraiment héroïque⁶.

1. Bof., XXII, 127 et 172.

2. *Ibid.*, 141 et 142. — Cf., sur la journée de Rubinal, Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 212 et suiv. D'après cet auteur il y aurait eu quinze cents morts; mille Catalans auraient été faits prisonniers (p. 214) ces chiffres paraissent sensiblement exagérés.

3. Bof., XXII, 130.

4. *Ibid.*, 170.

5. *Ibid.*, 127-128.

6. *Ibid.*, 197-198. Joan de Pau aux Consuls de Cadaqués.

Le désastre de Rubinat mettait Igualada, Cervera et Tàrraga dans un danger d'autant plus manifeste que la population de ces villes était moins sûre. Jeanne Enriques, de son côté, à peine rendue à la liberté, travaillait avec persévérance les villes d'Ampurdan, à la faveur de la crainte inspirée par les Français. Ses agents faisaient passer aux habitants des formules toutes prêtes du serment d'obéissance¹. Veruallat continuait la série de ses exploits; il enlevait Bañolas, Besalu et Olot². De son côté, Jean II entrait le 28 juillet dans Tàrraga, évacuée par les Catalans³. Cependant, il était encore tenu en respect par Ramon Planells, campé à Osona⁴, et surtout par Joan de Marimon, qui avait eu l'heureuse idée d'établir son quartier général à Cervera⁵, point stratégique de premier ordre. Peut-être la marche de l'armée royale eût-elle été arrêtée pour longtemps, si les progrès des Français n'étaient venus ravir aux Catalans tout espoir de contenir Jean II en Urgel.

Après avoir séjourné quelques jours ensemble à Gérone, le comte de Foix et la reine d'Aragon s'étaient transportés devant Verges⁶, pendant que des éclaireurs poussaient dans

1. Bof., XXII, 173.

2. C'est le lieu de citer la tirade suivante de Gonzalo de Santa Maria (éd. Paz y Melia, p. 226), peu suspect cependant de tendresse pour la Révolution : « Carneret homines mercenarii, quibus se lucris deditis, ad remque maxime avidos, quos augendi patrimoni cupiditas tumblos tepidosque reddidera, ita se sponte pericula ac vitæ discrimina objicere atque in re militari exercitatos, denique in animus induraverat eadumque jam omnes fecerant, ut cum viderent filios ante se jugulari, haberent super filiorum cadavera inconcussam rigidamque faciem ». Il est curieux de constater à quel point la vaillance de ces marchands a fait impression sur l'historiographe de la couronne.

3. *Ibid.*, 206.

4. *Ibid.*, 222.

5. *Ibid.*, 291 et suiv.

6. Lescour. II, 143. Cf. *Mém. de Saint-Jean* (Arch. dep. des P. O., G 267, f° 14) : « A Verges posarem miti. »

la direction du sud jusqu'au château de Liagostera¹. Verges, après quelques heures d'un bombardement furieux, se rendit. Le 10 août, vers midi, les Français arrivèrent devant Torroella de Montgri, où se trouvaient le comte de Pallas, le baron de Cruylles et des forces imposantes². Un combat très rude se livra devant les murs de la ville : comme il arrive souvent, chacun des deux partis en présence revendiqua pour lui l'honneur de la victoire et prétendit avoir infligé au parti adverse plus de pertes qu'il n'en avait subi lui-même. Apparemment, le succès fut très disputé et peut-être même l'issue fut-elle douteuse ; car, ni les Français n'osèrent attaquer la place, ni les Catalans n'osèrent risquer la bataille décisive. Le comte de Pallas, malade de la fièvre et toujours porté à réserver ses forces, laissa à Torroella le baron de Cruylles avec une garnison, jeta cent hommes dans la Bisbal et s'établit lui-même sur la côte, à Palamos. Pendant ce temps, le sire d'Orval mourut. Les deux mille hommes d'armes de sa compagnie restés en Roussillon et commandés par son lieutenant, Poncet de Rivière, reçurent l'ordre de rejoindre l'armée de Catalogne, et, le 22 août, passèrent à leur tour le col de Panissas³. Gaston IV, après avoir enlevé successivement Colomes et San Jorge, vint à Gérone pour recevoir les renforts qui lui arrivaient⁴. Ensuite, ayant reformé son armée et reçu de son beau-père l'assurance qu'il viendrait le rejoindre sous les murs de Barcelone, il se mit définitivement en route vers le sud. Le 4 septembre, il se dirigeait d'Hostalrich, qu'il avait eu la sagesse de ne pas attaquer, sur Barcelone⁵, et, après avoir pris en pas-

1. Bot., XXII, 213 et 220.

2. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, año 1462, f° 242.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, año 1462, f° 250.

4. Lescor, II, 163-154, et Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, año 1462, f° 250.

5. *Dist. del Cons.*, II, 418-419.

sant Granollers-del-Vallès, San-Celoni, Monmeló et le château de Moncada¹, il arriva le 8 septembre devant la capitale du Principat². Fidèle au rendez-vous, Jean II, trompant la surveillance de Joan de Marimon, passa par Santa-Coloma³ et vint, par Martorell et San Cugat, rejoindre la reine à Moncada, avec soixante-six cavaliers. L'armée royale tout entière opéra sa jonction le 12⁴, conduite par D. Alfonso d'Aragon, maître de Calatrava, Luis Despuig, maître de Montesa, le connétable de Navarre, Pierre de Peralta, et D. Felipe de Castro⁵. Gaston IV s'était établi à San Andrés de Palomar; il avait disposé ses contingents autour des remparts, de Santa Eulalia de Mérida au Portal dels Orbs⁶.

C'était une singulière audace que de venir assiéger Barcelone avec une armée qui, tout compris, ne dépassait probablement pas dix mille combattants⁷. En prévision de l'attaque dont la marche des Français avait menacé la capitale, le Conseil avait fait brûler les constructions situées aux alentours des murailles⁸, afin de faciliter la défense. La plupart des hommes d'armes à la solde du Général et un grand nombre d'habitants des alentours s'étaient vraisemblablement réfugiés derrière les murailles, car la place comptait, disait-on, au moins soixante mille hommes en

1. Leseur, II, 156.

2. *Dist. del Cons.*, II, 419.

3. Marinus Siculus, f° LXXXI et suiv. Le roi est à Santa-Coloma de Queralt le 31 août (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunes*, año 1462, f° 265) Cf. sur la marche du roi, Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 216.

4. *Ibid.*

5. Leseur, II, 157.

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Dist. de la Dep.*, tr. 1461, dimanches 1. VII de septembre, cité par A. de Bofarull (*Hist.*, VI, 126, col. 1), qui croit que le Portal dels Orbs est celui de Santa Ana.

7. Th. Basin (*éd. cit.*, p. 91) emploie très justement le mot « audacieux ».

8. *Dist. del Cons.* II, 419. — Th. Basin (*loc. cit.*) se trompe donc en attribuant ces destructions aux assiégeants.

état de porter les armes¹. M. Courtault² émet l'opinion que Jean II a dû céder, en marchant sur Barcelone, aux instances de Jeanne Enriquez et de Gaston IV. Il faut chercher plus haut la responsabilité de cette tactique. Louis XI était si désireux de voir la fin de cette campagne que ce plan aventureux a été inspiré ou plutôt imposé par lui³. Sans doute, si la ruse, à défaut de la force, avait pu ouvrir aux alliés les portes de Barcelone, la Révolution catalane eût été anéantie d'un seul coup. Mais un tel résultat était invraisemblable. Barcelone, défendue par une population nombreuse et résolue, maîtresse de la mer, était à peu près imprenable. Huit ou dix galères, envoyées par Louis XI, avaient été impuissantes contre la marine du Principat⁴. Les Barcelonais,

1 Les témoignages présentent une remarquable concordance sur ce point. Le « libre de Memorias » de Saint-Jean de Perpignan et Th. Basin, p. 64, donne le chiffre de 60,000. Lescor (t. II, p. 143) donna celui de 20,000. On voit combien se trompent ceux qui parlent de 5,000 combattants, comme D. A. Avelino Pi (*Barcel. antiga*, II, 59).

2 H. Courtault, éd. de Lescor, II, 155, note 1. Cette répugnance de Jean II à faire prématurément le siège de Barcelone est formellement indiquée par Marinus Siculus (p. LXXII), et surtout par Gonzalo de Santa Maria (éd. Paz y Melia, p. 216), qui le montre adhérent à ce plan avec peine « et quævis, et expertus in re militari, in sententia obediendum Barcinonæ a Gallis dissentiret, tamen, ut eis morem gereret, eorum sententiam adhevit ». On voit combien juge mal Lescor, I, 306, qui accuse l'imprudence de Jean II.

3 Vascon, II, 80. — M. Bourel de la Roncière (*Hist. de la marine*, II, 306) cite, sous la cote B. N., F. fr. 16537, un document de nature à emporter la conviction sur ce point : un ordre de Louis XI en date du 14 août, à Gaston de Foix, lui enjoignant de marcher sur la capitale du Principat. Malheureusement, je n'ai pu prendre connaissance du document, car le volume visé par M. de la Roncière est en déficit à la Bibliothèque depuis le dernier recensement.

4 Zurita, IV, p. 117 *Lib. de cosas aragony.*, p. 226. — La marine ne joua qu'un rôle effacé dans cette campagne. Le 3 août, l'amiral français, Villages, avait embossé huit galères et une galote au large de Canet. Le gouvernement révolutionnaire opposa à Villages une flotte placée sous le commandement alternatif de sept capitaines. Au lieu, d'appuyer Villages, son vieil adversaire, l'amiral aragonais Villa-

forts de leur supériorité numér. que, ardents et pleins d'enthousiasme, faisaient des sorties presque journalières¹ ; on eût vraiment dit que les assiégés étaient les agresseurs. C'est en vain que les frères Bureau épuisèrent leur science dans des ouvrages de mines et de tranchées² ; que D. Alfonso d'Aragon enleva brillamment Montjuich³ ; que Français, Gascons, Valenciens et Aragonais dévastèrent impitoyablement la campagne⁴, que Jean II fit une sommation à la ville de lui ouvrir ses portes en n'exceptant d'une amnistie complète que les six membres du Général⁵. la ville ne pouvait être affamée et l'assaut était impossible. D'ailleurs, une armée de Castellans approchait, disait-on, pour la secourir⁶. Jean II comprit bien vite que ce siège prématuré, entrepris à son corps défendant, ne pouvait qu'épuiser ses forces ; qu'on risquait d'être pris entre deux feux et qu'il fallait avoir la sagesse de remettre la partie. Le siège fut levé

meri, le reçut « coups de canons. Villages put cependant s'avancer jusqu'à Badelona, mais le 26 août, il reculait devant les Catalans. (B. de la Renciera, II, 304-305.) Le 30 août, Jeanne Enríquez ordonnait à Vilaman d'opérer de concert avec Villages (Arch. de la Cor. de Arag., *Cart. Real.*, leg. 434) : il était trop tard. Une tempête dispersa d'ailleurs la flotte française.

1. Zurita, *loc. cit.*

2. Lescur, *loc. cit.* Le biographe de Gaston IV donne une excellente relation du siège.

3. Zurita, *loc. cit.* — Gonzalo de Santa María, éd. Paz y Melia, p. 217.

4. Th. Basin, p. 81 : « Decurrentibus autem illis diebus, quibus castra Gallorum iuxta civitatem manserunt, vix estimari damnum potest, quod civibus in incendiis pretiosarum villarum et arborum fructiferarum, vitum que successionibus exstitit irrogatum, potissime ab his qui de comitatu et de societate regis Aragonum erant. »

5. *Des. del Cons.*, II, 419 (25 septembre).

6. Sur l'intervention des Castellans, voir le chapitre suivant. Le comte de Pallars était averti de leur entrée en campagne dès le 3 septembre. Arch. dép. des P.-O., G. 237, lettre du comte, signalée par P. Vidal *Hist. de Perp.*, p. 321. « le comte de Haro, don Johan de Beaumont, Charles d'Arleda ab .v.^e. rocias devien esser de tot cert vuy dins Chethalunya. »

le 3 octobre¹, tandis que les Barcelonnais, pleins d'enthousiasme, saluaient le départ de leurs ennemis aux cris mille fois répétés de : « Castille! Castille!² »

Dès le lendemain matin, l'armée, désireuse d'une revanche, vint attaquer Vilafranca-del-Penedès que défendait Joan de Cardona avec un millier d'hommes³. La place résista vaillamment, mais, dit Leseur, « elle n'estoit pas des plus fortes⁴. » Elle n'était même pas entièrement entourée de fossés, de sorte que, sur certains points du périmètre, il était possible d'arriver jusqu'au pied du mur. La facilité de l'attaque séduisit à tel point quelques jeunes ardents de l'armée qu'ils prirent « ne sçay quelles mauvaises cachielles » et se précipitèrent à l'assaut. Un page du comte de Foix, nommé Simonnet Pierre, et quelques-uns de ses compagnons, parmi lesquels le sénéchal de Bigorre, « gagnèrent une tour » et déjà quatre hommes y étaient entrés, quand tout à coup surviennent les Catalans. Apercevant le danger des premiers assaillants, ceux qui se trouvaient en bas s'empressent de monter par les échelles afin de les se-

1 *Diet. del Cons.*, II, 420.

2 Leseur, II, 168 : « Et a toute celle auyt, monseur le conte fist charger la grosse artillerie et la menue, les tentes et paveillons et tout le bagage, et fist partir les charroys sur la calque du jour. Puis, quand tout fut chargé et les gens d'armes à cheval en belles batailles arrangées, on mist le feu dedens les logeys, dont ceulx de la ville furent très fort ayes et commencèrent à cryer : Castille! Castille! »

3 Leseur, II, 170.

4 Leseur, II, 169 et suiv. : « Lendemain, bon matin, mon dit sieur le conte fist marcher l'armée pour venir devant Vilafranca de Penedès, une belle et grande ville dont estoit cappitaine pour les Catholans don Jehan de Cardonne, lequel avoit leans environ cinquante genetz et de gens de pié, comme lacquays et autres. Jusques a vuyt ou mille combattants, sans les habitants de la ville; car de tout le pays de Penedès ilz s'estoient amassés et enfermés leans, deliberez de defendre la dite ville. » Cette concentration des habitants d'alentour, formellement indiquée par Leseur, est analogue à celle que je crois s'être également produite à Barcelone, au moment du siège.

courir. Mal leur en prit, car les échelles se rompirent. Ceux qui étaient dans la tour se virent alors perdus; deux d'entre eux, Simonnet et le sénéchal de Bigorre, furent faits prisonniers; les autres se jetèrent du haut de la tour. Les deux infortunés captifs essayèrent d'obtenir leur liberté par la promesse d'une forte rançon; mais les Catalans ne voulurent rien entendre et « coupèrent les gorges aux deux pauvres gentilshommes ». Gaston IV tira bien vite vengeance du sang des deux victimes, car la ville ayant été enlevée d'assaut le 9^e, il la livra aux soldats¹. Le capitaine, trouvé dans une tour de l'église où il s'était caché, fut conduit devant le comte qui le fit amener au roi d'Aragon. Ce dernier, non seulement lui fit couper la tête, mais encore ordonna d'écarteler son corps et le fit ensuite pendre au gibet². Ainsi, sans doute, Gaston IV, Jeanne Enriques et Jean II entendaient prendre leur revanche de leur déconvenue devant Barcelone.

Après une promenade militaire qui eut pour effet de réduire tout le pays de Penedès³, l'armée s'avança vers Tamarit-del Mar, qui se rendit sans coup férir⁴. De là, les Français et les Aragonais se portèrent devant Tarragone, où ils procédèrent à un siège en règle⁵. Le 17 octobre, les assié-

1. *Libre de cos. assany.*, p. 227.

2. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia (p. 217) : « Quadringentos oppidanos cascos fuissa accipimus, quorum magna pars in templo, quo eo, utilissimum refugium ubi persuadentes, receperant, fuere jugulati. Furorem enim Gallorum quia temperare aut compescere posset? Qui solent plerumque pulcherrimas victorias effera crudelitate inquinare. » La reine d'Aragon aurait dû intervenir pour arracher les femmes et les enfants à la rage des Français.

3. Leseur, II, 171 et 172. Joan de Cardona avait été conseiller de D. Carlos (ci-dessus, p. 54, note).

4. Leseur, II, 172 et 173. — Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 218.

5. Arch. de la Cor. de Arag., Canccl., n° 3443, f° 82. — Gonzalo de Santa Maria, loc. cit. — Leseur, II, 174 et suiv.

6. Gonzalo de Santa Maria éd. Paz y Melia, p. 218.

geants prirent position devant la place. Une partie de l'armée française se logea au monastère de Saint-François; le maréchal de Comminges était du côté des Jacobins, avec Gaston du Lyon et Cuninghame; le comte de Foix et Poncet de Rivière s'établirent au couvent des Frères Prêcheurs; enfin, le roi d'Aragon, occupant le port de Salou, surveillant la mer¹. Jour et nuit, on s'efforça de pousser rapidement les travaux d'approche et de bien poster l'artillerie. Un bombardement terrible commença. A la nouvelle de cette attaque, le Général ordonna un débarquement pour secourir Tarragone, mais les Français furent prévenus. Au milieu du débarquement, tandis qu'un millier de Catalans avaient déjà pris terre, une partie de l'armée française se porta sur la côte et chargea vivement. L'opération était manquée. A la même heure, un autre débarquement, tenté sur un autre point du rivage, n'avait pas un meilleur sort². Une sortie des assiégés, combinée pour favoriser la descente, avait été également inutile. Deux ou trois jours après, les alliés se précipitèrent à l'assaut; ils furent complètement repoussés et perdirent deux des plus vaillants d'entre eux : Arnaud d'Ardoins et le sire de Lavedan. A la suite de cet échec, on reprit le bombardement, puis un nouvel assaut fut donné. « Raymonnet et ung nommé Jacques de Bellecombe y firent merveilles de bien combattre³. » Cette fois, la ville fut prise, mais non la citadelle, dont les ouvrages de défense étaient assez sérieux pour exiger un nouveau siège. L'intrigue acheva l'œuvre de la force. L'archevêque de Tarragone se fit l'intermédiaire entre les défenseurs de la

1. Q. G., *Ap. Hist. de Vilafranca*, p. 33, raconte, d'après le titre vert des archives municipales de Vilafranca del Panadés, que l'outrage fait par des Français à des femmes du pays amena le meurtre d'un officier français et, par représailles, un sac de la ville. Il n'y a rien de tel dans Lescour, ni ailleurs.

2. Lescour, II, 175-176.

3. *Ibid.*, 178, complété par Marinus Siculus, p. lxxix.

place et le roi¹, dont il était le frère naturel. Le lendemain, 2 novembre², la capitulation fut signée. Les habitants eurent leur vie et leurs biens saufs, et il fut même convenu que les Français ne franchiraient pas les portes, moyennant une rançon³.

Laissant à Tarragone l'un de ses lieutenants, Rodrigo de Rebolledo⁴, le roi d'Aragon se porta avec ses alliés vers Montblanch. Mais cette ville, patrie de Vilafranca, était, nous l'avons vu, d'opinion plutôt royaliste. Une députation fut donc envoyée à la rencontre du souverain pour lui remettre les clefs⁵. L'armée put se reposer quelques jours dans cette ville amie. Elle reprit bientôt sa route et réduisit chemin faisant Martorell, Puiggros, Terragrosa, sans oser cependant attaquer Lérida. L'armée campa alors en Urgel. On était au milieu de novembre. Jean II et Jeanne Enríquez s'établirent à Balaguer; les Français se logèrent autour de Balaguer et de Lérida; le comte de Foix était à Castellon de Farfana, le maréchal de Comminges à Tàrraga⁶. Les Français étaient dans un état lamentable. La magnifique armée qui avait débloqué Gérone avait été décimée par le climat, les fatigues, les privations et les épidémies; elle

1. D'après le chapelain d'Alphonse le Magnanime, les négociations pour la capitulation furent conduites par le comte de Prades au nom du roi et par l'archevêque au nom des habitants. (Valence, Bibl. Univ., ms. cité, f° 480.)

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461 (2 novembre 1462)

3. Leseur, II, 478. — Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 249.

4. Leseur, II, 479, note 1. Cf. Morel, VI, 205, et Marinus Siculus, f° lxxixj. Le chapelain d'Alphonse le Magnanime parle de 4,000 florins (Valence, Bibl. Univ., ms. cit., f° 481). Les archives mun. de Tarragone sont muettes.

5. Leseur, II, 479-480. Jean II est devant Montblanch le 8 novembre (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancal.*, no 3445, f° 99).

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461. *Col. dipl.*, p. 357.

comptait un grand nombre de malades et de blessés ; la plupart des chevaux avaient péri ; la solde était en retard et tout coûtait trois fois plus cher qu'en France. Il était bruit de grands préparatifs en Castille contre l'Aragon, et la confiance des chefs de l'armée française dans la fortune de celui qu'ils étaient venus secourir était si faible, que Gargues-salle, écrivant de Balaguer, le 15 novembre, à Louis XI, ajoutait ce post-scriptum : « Selon ce que je voy de par deçà, vous êtes bien en voye d'avoir roy, royne et fils sur les bras, si vous n'y donnez bien remède¹. » Ehardi par cette retraite, le Général avait mis à profit l'évacuation du nord de la Catalogne par ses adversaires. Le comte de Pallàs et le baron de Cruylles commandaient de ce côté les troupes catalanes. Le baron de Cruylles fut, il est vrai, repoussé devant Gérone par Pere de Rocaberti, qui commandait la place pour Jean II ; Rocaberti faillit même surprendre le comte de Pallàs dans Bañolas². Néanmoins, la majeure partie de l'Ampurdan se trouva replacée sous la domination de la Députation³. Tandis que le gouvernement révolutionnaire recouvrait cette portion du territoire perdu, l'Urgel était si dévasté que la situation des troupes du roi et du comte devenait de jour en jour plus difficile. Toute la campagne entre Lérida et Cervera avait été horriblement saccagée. Camarasa, Guisona, Castelblanch, Tàrraga et même Cervera avaient été enlevées et pillées⁴. La contrée ne pouvait plus nourrir le soldat. Force fut donc de passer en Aragon. Le roi et le comte conduisirent leurs troupes par Monzon jusqu'à Saragosse. L'entrée solennelle dans la capitale de l'Aragon se place dans l'avant-dernière semaine de decem-

1. B. N., F. fr. 20855, fo 88.

2. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Mella, p. 219 et suiv.

3. Codina, p. 75. Cf. Balaguer, *Hist. de Catal.*, III, 594-595.

4. Zurita, IV, 20. — Loeaur, II, 181-182.

bre¹ Après les fêtes de Noël, on fit une expédition à Belchite contre D. Juan d'Éjar, cet ancien conseiller du prince de Viane, obstinément rebelle à Jean II². Les Castillans étaient accourus au secours de l'allié de leur maître. Ils n'empêchèrent point son château d'être pris³; mais les Français se trouvaient maintenant en face des troupes castillanes. La situation diplomatique qui s'était créée entre les deux couronnes de Castille et de France ne permettait point une lutte entre leurs gens d'armes. Une trêve de dix jours⁴

1. Lescor, II, 187 et suiv. décrit complètement le détail de cette entrée. C'est de Ferragamo que Jean II lance le 30 décembre, l'interdiction aux Valéniens de commercer avec les Catalans rebelles. (Valence, Arch. mun., Card. Real., orig.)

2. Courteault, op. cit., pp. 264-265. On remarquera que cette expédition rentre dans le cas prévu par le traité de Bayonne, article en vertu duquel le secours fut par le roi d'Aragon au roi de France montant à 300,000 écus.

3. Vasson, II, 101. — C'est alors que les Français subirent les pertes que signale le « *Libro de Memorias* » de Saint-Jean (Arch. dép. des P.-O., G 227, f° 11) : « Perdieron molt gent los Franceses, que mossen Johan d'Éjar los desbarraça. »

4. Trêve de Belchite (*Proba justificativa* n° 6). Voici comment présente l'événement Gonzalo de Sanja Maria (éd. Paz y Melia, p. 222) : « Cum autem Gallorum duces Belchite diverterent, rexque villam Éjar obsidere consutuleret, Galli, vel priscorum fœderum inter Galliam et Hispaniam memoria vel quod eis ita juvenum aetate, nulla decore, honore, commodorum aut victorie spe secti potuerunt, ut contra Castellanos arma sumerent... » Le biographe de Jean II ajoute que, malgré la contrainte qu'il en éprouva, ce prince laissa faire, pour éviter de grands embarras. Jean II avait, en effet, insisté de tout son pouvoir, et nous en avons la preuve dans les très curieuses instructions qu'il donna (Balaguer, 14 novembre 1462) au maître de Montesa pour agir auprès des chefs de l'armée française. Le comte de Foix et Jean Bureau, dit le roi à son confident, sont d'avis qu'il faut empêcher les Castillans d'entrer en Catalogne. Les autres chefs ne peuvent que se rallier. Au besoin, il faut mettre en avant l'honneur du roi de France. Valence, Arch. gen., Caste, IV, f° 1.) Évidemment, Jean II invoqua l'article additionnel du traité de Bayonne, ratifié sans réserves par Louis XI, conçu dans ces termes : « Id. quod in supra inserto instrumento dicitur, quod post obedienciam Cathalonie rex Aragonum possit se juvare predictis gentibus in regno Aragonum et Valencia vel altero eorum, et aliqui subditi fuissent sibi

entre le maréchal de France et le licencié de Ciudad Rodrigo fut signée le 13 janvier 1463. La campagne de Gaston IV était terminée¹.

§ 3 — *Occupation française du Roussillon et de la Cerdagne.*

Nous avons vu en son lieu comment, lors de son passage en Ampurdan, le comte de Foix avait laissé en Roussillon une partie notable de son armée, sous les ordres d'Amanieu d'Albret, sire d'Orval. Celui-ci se mit en devoir de poursuivre la soumission du pays. Dans la dernière semaine de juillet 1462, Elne fut obligée de lever la bannière royale pour éviter l'entrée des gens de guerre. Argeles composa pour la somme de cent écus; Collioure, considérée comme une position très forte, ne fut pas inquiétée²; Thuir fut enlevé le 27 juillet et frappé d'une contribution de trois mille florins³. Mais le sire d'Orval ne tarda pas à tomber malade et à être obligé de renoncer à continuer la série de ses exploits. Le 16 août, la gravité de son état est connue de Hugo Roger⁴. Il mourut évidemment entre la date que représente cette information — c'est-à-dire le 13 ou

rebeldes, ad eos ad obedienciam suam reducendam, intelligatur etiam si aliqui gentes extere vel alie facerent sibi guerram, tam ante quam post obedienciam predictam. » On peut donc voir dans le refus des chefs de l'armée d'attaquer les Castillans une première violation par la France du traité de Bayonne.

1. M. Courteault (*op. cit.* p. 264) dit que l'armée de Gaston IV alla prendre ses quartiers en Navarre. Il est certain qu'une partie au moins, comme on le verra plus loin, alla s'établir dans ce royaume. Toutefois, je ne saurais affirmer que toute l'armée ait pris le même chemin, sans d'ailleurs attribuer une valeur sérieuse en sens contraire au passage trop vague et trop sujet à caution de Th. Basin, II, 62-63.

2. Bof., XXII, 329.

3. Arch. mun. de Thuir, CC 1, fo 1 et suiv.

4. Bof., XXIII, 5 et suiv.

14 août — et le 22 du même mois, date du passage de l'autre côté des Pyrénées de Poncet de Rivière. Leseur nous dit, en effet, formellement qu'à ce moment le sire d'Orval avait cessé de vivre : « Mon dit seigneur (le comte) s'en retourna vers Gyronne pour illec recueillir la bande de Monsieur d'Orval, et une grant part de l'armée qui estoit demourée en Roussillon, avecques mon dit sieur d'Orval, lequel par un accident de maladie, ainsi que Dieu pleust, estoit alé de vie à trespas; dont ce fut ung grand dommage, car, avecque ce qu'il estoit très grant seigneur, enfant de la très noble maison d'Albret, c'estoit un gentil cueur d'omme, ung vaillant chief de guerre, hardi comme un lyon, gent et adroit gendarme, autant aventureux et preux de sa personne qu'il y en avoit point en tout le royaume de France¹. » Nous pouvons retenir de ce passage, outre une indication précieuse pour fixer la date approximative de la mort d'Amanieu d'Albret² et un portrait de ce personnage, ce renseignement que quelques hommes d'armes de l'armée française demeurèrent encore en Roussillon après le départ de Poncet de Rivière. Il paraît hors de doute que ces hommes d'armes furent ceux qui se jetèrent dans le château de Perpignan.

Le château de Perpignan devait être livré au roi de France ou, pour parler plus exactement, tenu en son nom, en vertu de l'Obligation et du traité de Bayonne. D'autre part, ainsi qu'il a été dit plus haut, Charles d'Oms, en raison du retard de Gaston de Foix et du danger que lui faisaient courir les Perpignensis, avait dû souscrire, en partie au moins, à leurs exigences, et prêter serment de

1. Leseur, II, 153-154.

2. On remarquera que la limite des dates approximatives que j'assigne à la mort d'Amanieu d'Orval (14-22 août, est confirmée par ce fait que, le 2 septembre, l'événement est notifié de Bayonne à Louis XI. (B. N., F. fr. 8969, f. 825.)

fidélité au primogénit Ferdinand et à son tuteur, le Principat. Charles d'Oms se trouvait donc pris entre deux engagements contradictoires, contractés par lui avec une égale solennité : l'engagement de tenir le château pour le roi de France, celui de le tenir pour le Principat. Dans ces conditions, il était forcé de se parjurer, soit dans un sens, soit dans l'autre. Le 25 juillet, un dimanche matin, les Perpignanais virent à leur grande surprise la bannière de France flotter sur la citadelle. Philippe Albert et Charles d'Oms avaient entraîné à trahir la cause catalane le vicomte d'Ille, capitaine du Général¹.

Pendant la nuit du 27 au 28 juillet, deux mandataires de la reine, envoyés sans doute de Gérone, arrivèrent à Perpignan : l'abbé Sampso et Joan Dusay². Le 29, dans l'après-midi, ils furent reçus par les consuls et requis de faire connaître l'objet de leur mission. Ils déclarèrent alors qu'ils étaient chargés de réclamer :

1° La révocation des criées proclamant le roi et la reine ennemis publics en vertu du décret de la Députation ;

2° La révocation des officiers nommés au nom du Principat en conséquence de la crie et le rétablissement immédiat dans leur premier état des officiers royaux qui avaient été dessaisis ;

3° Le renouvellement du serment de fidélité et de l'hommage jadis prêté par la ville à la couronne.

Les conseillers de Perpignan, devant cette démarche, demandèrent à réfléchir. Mais, comme ils multipliaient les conférences pour délibérer sur la situation, Charles d'Oms, braquant ses canons sur la ville, leur signifia qu'il leur accordait quelques heures seulement pour se décider à lever la bannière royale, faute de quoi il ouvrirait le feu et livre-

1. *Ibid.*, XXII, 304.

2. *Ibid.*, 340.

rait les maisons au pillage¹. Les Français du sire d'Orval étaient aux portes, menaçants. Le Conseil céda. Le 31, il répondit aux agents de la couronne que les criées allaient être révoquées et les officiers royaux rétablis. Quant au dernier point, quatre syndics étaient désignés : Joan Grimau, Arthus Cloter, Joan Giguila et le notaire Joan Jauherb², pour prêter le serment exigé et solliciter, comme corollaire du serment, le maintien des privilèges. Perpignan redevenait donc, officiellement du moins, à l'obéissance de Jean II. Le 3 août, la reine adressa une lettre patente à ses officiers et sujets du diocèse d'Elne pour dénoncer les abus et les usurpations de la Députation³; six jours plus tard, elle notifie aux collecteurs des droits de généralité, à Perpignan, qu'elle a assigné à Charles d'Ors toutes les « généralités » pour l'approvisionnement du château⁴.

Il est aisé de comprendre quelle était la raison de toutes ces manœuvres. Certains actes des Français avaient donné à réfléchir à la cour d'Aragon; dans plusieurs villes, ils avaient fait prêter serment au nom du roi de France. Jeanne Borriquez voulait, sans aucun doute, enlever à Louis XI, en affectant de considérer les Comtés comme relevant exclusivement d'elle, tout prétexte à usurpation.

Cet espoir fut de courte durée, parce que la résignation des habitants des Comtés ne fut qu'éphémère. Malgré la rareté des données que nous possédons sur ce qui se passa en deçà des Pyrénées à cette époque, il est certain que, dans la seconde moitié d'août, un revirement se produisit. La proclamation du 11 août à Barcelone, (dont il sera question un peu plus loin), la maladie du sire d'Orval, le départ de Poncet de Rivière eurent leur contre-coup. Le parti hos-

1. Bof., XXII, 430-431.

2. *Ibid.*, 341.

3. Arch. dép. des Pyrénées-Orientales, B 378, f° 225.

4. Bof., XXIII, 45-46. Lettre datée de Verges, le 9 août.

tile à Jean II et à l'étranger reprit le dessus. A sa tête était le clergé, ainsi que l'atteste une curieuse correspondance dont il nous reste deux pièces, transcrites dans le « Livre de Memorias » de l'église Saint-Jean de Perpignan : la première est une lettre de Hugo Roger, datée de Palamos, le 3 septembre, et adressée au clergé de Perpignan pour le réconforter et le féliciter de son zèle patriotique¹; la seconde est la réponse du clergé au capitaine général de l'armée révolutionnaire pour le remercier de ses éloges et l'assurer qu'il peut compter sur son dévouement². La Députation avait si bien recouvré Perpignan et les Comtés, qu'elle envoyait comme capitaine Garau de Cervelló. La tête de Charles d'Oms fut mise à prix³. Les Roussillonnais tentèrent même de recouvrer Canet⁴.

Louis XI, apprenant le danger que courait le château de Perpignan en raison de ces dispositions hostiles, résolut d'envoyer immédiatement une armée en Roussillon. Il comprit, en effet, tout le parti que son ambition pouvait tirer des circonstances présentes pour mettre immédiatement la main sur les Comtés. Le traité de Bayonne spécifiait qu'il devait avoir les châteaux en sa main; l'expérience ne démontrait-elle pas que cette clause ne serait réalisable, avec quelque garantie, que si les habitants, rebelles à l'engagement, avaient été domptés? L'occupation française de Perpignan et des Comtés découlerait donc, à condition d'y mettre quelque complaisance, de l'article concernant les châteaux dans

1. Arch. dép. des P.-O., G 287 (correspondance analysée par P. Vidal, *Hist. de Perp.*, p. 231 et suiv.).

2. *Ibid.*

3. Arch. Nat., J 596, n° 2. (Voir ci-dessous, p. 167, note 4.)

4. Le 14 septembre, les capitaines français signèrent à Canet un accord pour régler la distribution et l'entretien de leurs gens d'armes après qu'Antoine de Rien eut forcé les Catalans à abandonner le siège de Canet, qu'ils avaient eu l'audace de tenter. (B. N., F. fr 20,498, f° 81)

le traité de Bayonne. De la nécessité d'assurer l'exécution d'une clause de cet acte il était possible de faire sortir une conquête qui en était, au fond, une violation.

Pour diriger la nouvelle expédition, le roi de France désigna le duc de Nemours, Jacques d'Armagnac.

Muni de ses pleins pouvoirs¹, le duc de Nemours vint se mettre à la tête de six cents lances rassemblées à Narbonne². Le 1^{er} novembre, la concentration était annoncée à Barcelone³. Le 15 novembre, les habitants de Rivesaltes se disposaient à recevoir bravement l'ennemi, dont l'arrivée était imminente⁴. Le 10 novembre, sans doute pour répondre à la menace de la nouvelle invasion, les Perpignans avaient déjà assiégé le château⁵. Ils élevèrent tout autour des fortifications et des bastilles et mirent en œuvre des machines de guerre, afin de battre les tours⁶. Charles d'Ors et ses compagnons étaient dans une situation bien précaire, à cause de leur petit nombre et en raison du manque de vivres⁷. Un

1 J. Calmette, *Doc. relat. à la prise de Perpignan*, pièce I. La minute, bien que non datée, est d'août-septembre (1462, notes.)

2 Pour la composition de l'armée du duc de Nemours, on peut se reporter à l'accord du 11 septembre, cité ci-dessus (p. 163, n. 4), et à la quittance du 1^{er} décembre 1462 (J. Calmette *loc. cit.*, pièce II.) Les principaux capitaines qui figuraient dans l'armée furent : Yvon du Foy, Triaca l'Ermita, Fons Gauhem de Clermont-Lodève, Arnaud de Miglos, Jean Migon, Rem de Merimont, Merlin Cordebeuf, Antoine du Rieu (lieutenant du sire de la Harde), le seigneur de Roquesegade, Jean de Saint-Gelais, Jean de Salazar, seigneur de Saint-Just, Arnaud de Moutardon. Sur un projet non exécuté relatif à la formation de l'armée du duc, voir ci-après, *Appendice II*.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, n.º 1463, f.º 303.

4. Arch. dép. des P.-O., E (notule de Vincent Raynaud, 1463, f.º 20).

5 B. N., F. fr. 20430, f.º 21. J. Calmette, *Doc. relat. à la prise de Perpignan*, pièce III.)

6. Th. Basin, II, 63 et suiv.

7. Voici une note qui paraît se référer à un échange de vue qui aurait eu lieu entre Charles d'Ors et Pierre de Peralta, d'une part, et le duc de Nemours, de l'autre : « Xornàs à messire P. de Peralta et à messire Charles d'Ors que. Incontinent que l'on aura trois cents lances et ses archiers, que l'on doit faire descendre dedans les lices qui sont

renfort castillan paraît d'ailleurs être venu au secours des Perpignanais¹.

La date d'entrée de l'armée du duc de Nemours est inconnue²; mais nous avons, en revanche, quelques détails, et surtout des dates précises, sur la réduction de Perpignan. Le 6 janvier 1483, une attaque des Français aboutit, après de grandes pertes de part et d'autre, à un échec partiel. Le 7, une nouvelle attaque plus heureuse permit aux Français d'entrer dans le château, obligeant les assiégés à s'enfermer dans la ville. Vers minuit, les ouvrages d'approche étant tombés aux mains des ennemis, les habitants envoyèrent une députation au duc³, et, le 8 janvier, la capitulation fut négociée. Enfin, le dimanche 9, les consuls et les notables, au nombre de cent, vinrent à genoux et mains jointes « crier merci », et, le lundi, le duc fit son entrée dans la capitale du Roussillon. C'est dans l'église Saint-Jean qu'il reçut le serment de fidélité des habitants. Dès lors, les villes du Roussillon tombèrent successivement entre les mains du vainqueur. De Perpignan, le duc alla soumettre Collioure⁴: Elle se rendit le 13^e. Le 3 février, les habitants de Baixas

débois le château, et adonc vintrent grant peuple de la ville pour parlementer, et semble que, par ce moyen on les pourra avoir sans piller. Et s'ils ne veulent parlementer ne y entendre, qu'on ne les doit point espargner, et peut-on voir à l'œil ce que sera de faire. » (B. N., F. fr. 20497, f° 68.)

1. Arch. Nat., J 506, n° 2. — Th. Basin, II, 64. — Du reste je ne saurais dire ce que devinrent les Castillans après la capitulation : mais on verra, au chapitre suivant, que le roi de Castille accueillit des Roussillonnais hostiles à la France.

2. Tout ce que l'on peut citer à ce sujet, c'est une procuration du maréchal Jean de Roubaix, donnée le 9 décembre, à Narbonne, à Antoine du Rieu, de recevoir pour lui la moitié des troupes de Roussillon, commandées par Jean de Saint-Genès et Jean Miquon. (Orig. mentionné dans le *Catal. analyt. des arch. de M. le baron de Journanville*, I, 23, n° 164.)

3. B. N., F. fr. 20490, n° 31.

4. B. de Maudrot, *Rev. his.*, XLIII, 207.

5. On ne peut donc pas dire, avec M. Bourrel de la Roncière (*Hist. de*

envoyèrent un procureur à Rinc pour remettre les clefs et prêter serment et hommage au roi de France¹. Brieil, le Roussillon tout entier fut soumis. Une campagne fut entreprise pour conquérir à son tour la Cerdagne; elle fut dirigée par Jean de Salazar, seigneur de Saint-Just, et Arnaud de Mijols, sénéchal de Carcassonne². Puycerda est réduite dès le 16 juin. Ce jour-là, en effet, les habitants se réunirent pour désigner un procureur chargé de prêter serment au roi de France et d'obtenir la confirmation des privilèges³.

Déjà Louis XI considérait les Comtes comme sa conquête. La question du château lui avait servi de prétexte pour occuper tout le pays, et il l'avait occupé en son nom⁴. Il s'était fait prêter hommage et fidélité. Ce n'était plus la bannière d'Aragon qu'il faisait arborer, mais la bannière de France. Les habitants de Perpignan, après la capitulation, envoyèrent une députation pour demander des explications au sujet de la mainmise par un souverain étranger sur leur ville, et pour solliciter la confirmation de leurs franchises

de *Marine*, II, 306, que Collioure, bloquée par Villages après sa retraite devant les Catalans, se soit rendue en septembre 1462 du moins, et cette soumission de 1462 a été réelle, elle n'avait pas été définitive.

1. Arch. dep. des P.-O., E (manuel de Pierre Masset, notaire, 1463). Les jurés de Gérone toient dans la prise de Perpignan un triomphe aragonais et les présages d'une nouvelle campagne française contre les rebelles. (Arch. mun. de Gérone, *Man. de Ac*, 1463, f° 163.)

2. Bof., XXIII, 280. Lettre du Général, où il est dit que Salazar opère en Cerdagne et menace Puycerda. — Sur Salazar, voir J. Quiéret, *Rodrigue de Villandrando*, pp. 204-205.

3. Arch. Nat., J 393, n° 18. — Sur la confirmation des privilèges et l'organisation française en Cerdagne, qui n'en rent point dans le plan du présent travail, je me contente de renvoyer à l'intéressant mémoire de M. F. Pasquier (*Bull. com. des trav. Hist.*, 1864, p. 351 et suiv.). Je dois cependant faire des réserves sur l'optimisme de l'auteur de ce mémoire, quant à l'administration de Louis XI.

4. Gonzalo de Santa-Maria, ed. Pax y Melia, p. 224 : « Nam modo obsesos periculo servavit, verum etiam villam cepit atque rind - eavit brevique comitatus omnis Rossiconis in potentatem gallicam reductus est. »

et privilèges. Les délégués trouvèrent Louis à Dax, le 26 février¹. Ils apportaient un mémoire contenant les demandes des Perpignanais². La réponse du roi, datée du 2 mars, comprend les points suivants³ :

1° Les Perpignanais sont coupables de lèse-majesté envers le roi d'Aragon ;

2° Ils ont commis un acte révolutionnaire en adhérant à la proclamation de déchéance de leur souverain légitime ;

3° Ils ont commis une illégalité en osant déposer les officiers royaux ;

4° Ils ont usurpé les droits royaux et en ont appliqué le montant à leur profit ;

5° Ils ont emprisonné, dépouillé et maltraité les fideles du roi d'Aragon ;

6° Ils ont mis à prix la tête de Charles d'Ors⁴ ;

7° Ils ont assiégé le château et l'ont battu en brèche à ce point qu'aujourd'hui « ne y a pierre sur pierre » ;

8° Ils ont repoussé toute tentative du roi d'Aragon pour les remettre dans la droite voie et ils l'ont renié ;

9° Puisqu'ils n'avaient pas de seigneur, le roi les a conquis, et, dès lors, ils lui appartiennent ;

10° En outre, le roi de France peut faire valoir l'engagement à lui fait par Jean II ;

11° Il peut encore faire valoir les droits qu'il tient d'Yolande de Sicile ;

12° Enfin, il a dépensé de deux à trois cents mille francs

1. Arch. Nat., J. 593, n° 2, publié par M. J. Vaesen, *Revue d'Hist. diplomatique*, 1887, t. I, p. 441 et suiv.

2. Arch. Nat., J 596, n° 31, avec, au dos, la date janvier-février.

3. J. Vaesen, *Rev. d'Hist. dipl.*, loc. cit.

4. *Ibid.* : Item, et en outre, pour ceux qu'ils ont sceu le capitaine tenant le chastel du dit Perpeignan en la vraye et entière obéissance du dit roy d'Aragon, ils ont fait crier et publier a son de trompe par cry publique que quiconques l'ameneroit vers eulx, ilz lui donneroient dix mille florins. (*En marge* : Ce firent ceux de Barsalonne.)

pour soumettre les Comtes¹. Pour toutes ces raisons, il n'y a point lieu de demander pourquoi le roi a mis la main sur le pays. Il est d'ailleurs résolu à annexer les Comtés à son royaume². Les privilèges seront examinés et l'on avisera.

La réponse était catégorique. Louis XI ne gardait plus de mesure. Il ne se donnait pas la peine de légitimer sa domination et professait la doctrine de l'annexion sans le moindre scrupule, c'est pourquoi il invita, quelques semaines plus tard, le prieur des arts et le gonfalonier de justice de la République de Florence à traiter les marchands de Roussillon et de Cerdagne comme sujets de la couronne de France³ : pour lui, les Comtés étaient donc acquis à jamais. Aussi, le comte de Candale, Jean de Foix, capitaine de Buch⁴, en était-il nommé « lieutenant pour le roi »

1 L'armée envoyée en Catalogne avait coûté 22,000 livres (H. N. F. t. 2048, p. 77).

2 « Et est le dit seigneur conclud et delibéré de unir et joindre les ditz comtez de Roussillon et de Sardaigne à sa couronne sans jamais en estre separés pour chose qu'il peussit advenir. »

3 Vasson, II, 129.

4 La maison de Candale était une branche cadette de la maison de Foix. Elle était venue d'Achambaud de Grailly et d'Isabelle de Foix et avait pour chef le second frère de Jean I^{er} de Foix, Gaston de Foix, capitaine de Buch. Ce personnage avait embrassé le parti du roi d'Angleterre, qui lui donna, le 14 juillet 1419, le comté de Longueville en Normandie (Rymer, *Predera*, IV^e, 121) et, le 21 juillet 1426, le comté de Denauges (*ibid.*, 124) ainsi que l'ordre de la Jarretière (Ribadieu, *Hist. de la cour de la Reine*, p. 217). Il eut de Marguerite d'Albret, nièce de Charles V, un fils nommé Jean, celui-là même dont il est question dans la présente étude. Il épousa Marguerite de Pote-Buffet, qui lui apporta le comté de Candale en Angleterre (Ribadieu, p. 224, note 1). Il fut aussi comte de Castille. Henri VI lui avait donné Castelnau-de-Médoc et la châtellenie de Moulon de Soule. Lors de la prise de Castille, en 1455, Jean eut déposer les armes. Son fils resta prisonnier pendant plus de sept années, au bout de ce temps, il fut racheté au prix des plus grands sacrifices pour reunir la somme nécessaire, il avait fallu vendre la terre de Grailly, dans le pays de Gex (Martin, *Hist. de Suisse*, p. 506, cf. *ibid.*, 750). L'avènement de Louis XI fut la fortune de tous les proscrits. Jean de Candale revint en 1462 (Courtault, *op. cit.*, 244), le capitaine de Buch lui

Charles d'Oms restait capitaine du château¹; Bernard d'Oms devenait gouverneur du Roussillon². Un Parlement était établi à Perpignan³. Le roi de France battait monnaie dans la capitale des Comtés⁴. Quant aux privilèges, ils furent confirmés, mais avec des réserves qui équivalaient à une mutilation⁵.

L'annexion des Comtés était un fait accompli; elle avait été réalisée non point, à proprement parler, en vertu du traité de Bayonne, mais frauduleusement à la faveur de ce traité. A l'occasion de l'acte diplomatique du 9 mai 1462, et grâce à la mauvaise foi de l'un des signataires, il s'était créé dans les Comtes une situation de fait à laquelle Louis XI seul pouvait attribuer la même valeur qu'à une situation de droit. La suite de cette étude montrera comment cette situation de fait s'est perpétuée pendant dix années à peu près sans troubles, et comment, au bout de ce temps, le traité de Bayonne a été remis sous les yeux de celui qui pouvait le croire oublié.

fut restitué; il fut gratifié de Lavour et de Giroussens (Leger y, I, 301). On a vu qu'il avait été chargé de la besogne, fort peu honorable, d'enfermer la malheureuse Da Blenco au château d'Orthez. Peu de mois après, l'ancien ami des Anglais devenait, pour le roi de France, gouverneur d'une terre aragonaise, c'est à savoir des Comtés de Roussillon et de Cerdagne, aux gages de 2,000 livres, somme à laquelle il sut ajouter de petits profits, grâce à toute une série de confiscations. (V. ci-dessous, chap. ix.)

1. Au lendemain de la capitulation de Perpignan, la garnison du château comprenait 50 hommes d'armes, 80 archers et 50 gendarmiers (Arch. Nat., K 70, n° 14).

2. La plupart des nominations d'officiers en Roussillon en 1461 (dont il ne m'appartient pas ici de donner le détail) sont transcrites dans le registre des Arch. dép. des P.-O., B 292, et 291.

3. *Bibl. de Perpignan, Alari, l'artefactaire manuscrit*, K, 414 (texte dont je n'ai pas retrouvé l'original, et qui mentionne la location d'une maison pour l'installation du Parlement, à la date du 1^{er} juillet 1462, au prix de trente-cinq livres par an).

4. A. de Longpérier, *Monnaies de Louis XI frappées à Perpignan* (Rev. Num., 1857).

5. *Ordonn. des rois de France*, t. XVI, p. 49.

CHAPITRE V

L'intervention castillane en Catalogne

L'orientation politique à laquelle s'était arrêté Louis XI en 1462, c'est-à-dire l'entente avec l'Aragon et avec la maison de Foix, avait eu pour conséquence de lui créer une situation fort délicate vis-à-vis de la cour de Castille. L'ambassade de Jean V d'Armagnac à Madrid avait abouti, le 16 mars 1462, à la rédaction d'un acte solennel qui renouvelait l'alliance séculaire de la France et de la Castille. L'instrument, ratifié le 19 par Henri IV¹, fut soumis à Louis XI. Ce dernier ne donna, à son tour, sa signature que le 8 mai 1463². Cet intervalle de plus d'un an entre les deux ratifications nous édifie pleinement sur la nature des relations franco-castillanes en 1462-1463. En effet, du moment que le roi de France adoptait la solution du roi d'Aragon et de son gendre, Gaston IV, quant à la solution du problème de la succession navarraise, il avait été conduit à abandonner D^e Blanca. Or, celle-ci, nous l'avons vu, avait fait donation de tous ses droits au roi de Castille³. Armé de cette donation, Henri IV pouvait maintenant revendiquer

1 B. N., F lat. 6024, f^{os} 104 et suiv Cf. Dauzet p. 105.

2 Arch. Nat., K 1638 (orig., signé et contresigné). Cf. Dauzet p. 109.

3. Sur cette donation, en date du 30 avril 1462, voir ce qui a été dit plus haut (ch. II, p. 72).

cette même couronne de Navarre que Louis XI avait garantie s. formellement à Jean II et à Gaston de Foix.

La connexion des deux questions de Navarre et de Catalogne avait amené Louis XI, après avoir adhéré à la combinaison de son allié en Navarre, à se faire son complice dans le Principat. Cette même connexion devait entraîner Henri IV, prétendant à la couronne de Navarre, à intervenir en faveur de la Révolution catalane. La Députation, comme nous l'avons constaté, avait fait entendre sa voix au nom de D^e Blanca : le prince qui se réclamait d'elle liait partie, du même coup, avec les Catalans. C'est ainsi que le Principat, menacé par l'alliance franco-aragonaise, songea naturellement à s'adresser au roi de Castille le jeu même des intérêts et des passions engagées dans la double question de Navarre et de Catalogne rendant inévitable ce rapprochement.

Selon toute apparence, les anciens conseillers du prince de Viane servirent d'intermédiaire entre Barcelone et Madrid¹. Nous sommes d'ailleurs assez mal renseignés sur les pourparlers préliminaires qui se poursuivirent en secret d'avril à août 1462². Mais, le 11 août, se produisit un coup de théâtre : tandis que Gaston de Foix, Jean II et Jeanne Enríquez marchent sur Barcelone, le Général, de concert avec le Sage Conseil, « considérant les maux innombrables causés par la faute du roi d'Aragon, de la reine et de l'infant Ferdinand », proclame le roi Henri de Castille ser-

1. Bof., XXI, 209. Lettre du 24 juin écrite au Général, de Madrid, par Frère « Joan D. B. » (Juan de Beaumont), l'un des signataires de la lettre adressée par les conseillers intimes de D. Carlos à Louis XI, le 24 septembre précédent.

2. Alonso de Palencia *Annales*, VI, 5 (Bibl. Nacional de Madrid, ms. 1636, p. 98), parle d'ambassadeurs aragonais et barcelonnais venus vers le même temps à la cour de Castille. Les Aragonais s'efforçaient de persuader au roi la stricte observation du compromis négocié naguère par Ferrer de la Nuça.

gneur du Principat. Cette fois, Ferdinand partageait la déchéance de son père et de sa mère : ce n'était plus le roi et la reine que l'on frappait, mais la dynastie tout entière. Au nom du salut de la patrie catalane, le gouvernement révolutionnaire faisait un pas de plus et donnait à la Catalogne un seigneur de son choix¹. Le 12 août, le chevalier Jona Copons fut désigné pour aller offrir officiellement la seigneurie à Henri IV². Le Général écrivit en même temps au nouveau seigneur pour lui demander aide et protection³, et la ville de Barcelone se joignit à cette démarche⁴. Abstraction faite de Jean II et de sa postérité, c'est à Henri IV que revenaient tous les droits sur la Catalogne : c'était donc désormais à lui de la défendre et de la protéger⁵.

1. Bol., XXII, 445. Arch. de la Cor. de Aragon, *Correspondencia del General*, tr. 1461 Turb., IX, p. 107.

2. *Codina*, p. 71.

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Correspondencia del General*, tr. 1461. *Col. diplom.*, p. 168 et suiv.

4. Arch. mun. de Barcelone, *Lettres closes*, reg. V (1462-1468) : « . Ha resultat que, ateses justissimes causes per lesquels lo rey e reyna d'Arago et lor A. l., don Ferrando, son haute et reputate per inimichs d'aquest Principat e fets indignes de la senyoria d'aquell, Vostra Merenissima Excelencia lo dia propasant es mada proclamada e elegida en Senyor de aquest Principat, per quant, apartats los dita reys, reyna et posteritat lor, a tre. de justicia, no es mes acostat a la successio que Vostra Senyoria, notifficants adonchs, senyor mort ell, les dites coses a Vostra Excelencia, ab tenor d'aquesta, vos offerim et presentam aquest Principat, coma vagant et desahuit de senyor, sperant en Nostre Senyor Dieu sera labor sua, honor e gloria e exaltacio de vostra e la corona, repos, tranquillitat e benefici de la cosa publica, corroboracio e conservacio de les dites leys e libertats de aquell. E per quant los dita reys e reyna, d'una part, e lo comte de Foix, en nom del rev de France, de la part altre, continuamente ten la guerra, donant grans e irreparables dans. ., per ço, senyor mort ell, humilment supplicam a Vostra Alteza prestament e sens dilacio alguna, per contentacio e confort dels pobles e de tots, trametre aci tal soccors, qual, per un tal senyor se espere per defendre la cosa sua. »

5. Les prétentions de Henri IV à la couronne d'Aragon provenaient

La proclamation du 11 août semble avoir été destinée, dans l'esprit des députés, à forcer la main à Henri IV. Son caractère hésitant se prêtait mal à une action énergique ; il n'était pas possible de se dissimuler, au surplus, qu'une intervention dans les affaires de Catalogne menait droit à la guerre contre l'Aragon et pouvait conduire, au lendemain du traité de Bayonne, à une brouille avec la France.

Joan Copons, sous un déguisement¹, arriva à Atienza, où il eut une entrevue avec le roi de Castille². Après avoir entendu la proposition des Catalans, Henri déclara que cette communication avait trop d'importance pour qu'il pût rien décider sans l'avis de son Grand Conseil. Mais les conseillers étaient très divisés : les uns étaient partisans de l'alliance française, et, par conséquent, hostiles à toute aventure susceptible d'y porter atteinte ; les autres, favorables à l'extension castillane en Navarre, jugeaient l'occasion unique pour créer des embarras à l'Aragon et l'obliger à faire des concessions du côté de Pampelune. Le Grand Conseil, réuni à Segovie, fit appeler Copons et lui demanda de faire connaître les *desiderata* des Catalans. Copons développa alors les points suivants³ :

1° Le roi recevrait les Catalans comme vassaux, en vertu de l'élection dont il avait été l'objet et des droits héréditaires qu'il avait sur l'Aragon et sur la Catalogne ;

2° Il enverrait une armée au secours de ses nouveaux

de Jean II de Castille, auquel l'assemblée de Caspe (1412) avait préféré son oncle, Ferdinand le Juste, père de Jean II d'Aragon. Successivement, les candidats évincés en 1412 seront à nouveau discutés par les Catalans.

1. Diego Enriquez del Castillo, cap. XLIII, *Crón. de los reyes de Cast.*, t. III, p. 123. — Cf. sur cette ambassade de J. Copons, Colmenares, *Hist. de Segovia*, p. 373.

2. Diego de Valera (*Mém. de div. has.*, cap. XIX, éd. cit., p. 26, col. 2) se trompe sur la date de cette mission. Il juge ainsi Copons : « Hombre muy astuto, malicioso y sin vergüenza, y muy elocuente. »

3. *Ibid.*, cap. XLIV.

vassaux qui lèveraient sa bannière et frapperaient monnaie en son nom¹.

Le Conseil, voyant que le roi était désireux d'accepter, déclara qu'il y avait lieu d'envoyer un secours commande par D. Juan de Beaumont, prieur de Saint Jean-de-Jerusalem, en Navarre, et Juan de Torres, chevalier.

Le 1^{er} septembre, la nouvelle parvenait à Barcelone que le roi de Castille avait accepté la seigneurie². Le 11 septembre, Henri IV donna ses pleins pouvoirs à D. Juan de Beaumont et au bachelier D. Juan Ximenes de Arevalo pour recevoir le serment de fidélité des Catalans³. Le 12, l'acceptation officielle étant arrivée à Barcelone, Henri était proclamé solennellement comme roi et ordre était donné de lever partout la bannière de Castille⁴. Deux jours plus tard, le Général annonçait à D. Juan de Beaumont cette proclamation et lui faisait part de la joie des habitants⁵. Le prieur de Navarre et le bachelier arrivèrent à Barcelone le 24 octobre⁶, avec le corps de secours dont l'approche avait en partie déterminé, comme nous l'avons vu, la levée du siège de la Cité. Ils présentèrent le lendemain leur lettre de créance⁷ et, le 10 novembre, le Sage Conseil répondit au roi

1. Des pièces d'or d'Henri, frappées par lui comme comte de Barcelone, ont été conservées.

2. *Diet. del Cons.*, II, 418. L'hésitation attribuée au roi de Castille le 30 août (B. N., F. fr. 20480, f° 92) ne peut donc avoir été qu'une hésitation simulée sans doute afin de donner le change à Jean II, et peut-être aussi à Louis XI.

3. Codina, *op. cit.*, p. 73.

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1462, dimanche 21 et 22 de septembre (1462) Cf. *Ref.*, XXIII, 133-134.

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del. Gen.*, tr. 1461. *Col. dipl.*, 255 et suiv.

6. *Diet. del Cons.*, II, 420. Comme le remarque Gonzalo de Santa Maria (ed. Paz y Melia, p. 221), la Casale violant le compromis signé naguère avec l'Aragon.

7. *Diet. del Cons.*, II, 420.

de Castille pour le remercier¹. Le 2 novembre, le Général apprit, par une lettre de D. Juan d'Hijar, que les Castillans approchaient à son secours². Le 12 novembre, les députés arrêtèrent, comme texte du serment de fidélité, la formule suivante³ : « Nous T et T, députés du Général et Conseil, représentant le Principat de Catalogne, jurons, à savoir nous, laïques sus-nommés présents et assistants, et nous ecclésiastiques y consentant⁴, sur la croix de Notre-Seigneur Jésus-Christ et sur les quatre Saints Évangiles de Dieu, corporellement touchés de nos mains à nous laïques, et prètons, à vous nobles et magnifiques personnes D. Juan de Beaumont et D. Juan Ximenes de Arevalo, comme procureurs, et en la personne du dit serenissime seigneur le roi Henri, le serment de fidélité, en vertu duquel nous promettons d'être fœux et loyaux au dit seigneur roi, comme à notre et leur seigneur naturel » Le lendemain, le même serment fut prêté par les syndics de Barcelone⁵. Quelques jours plus tard, D. Juan de Beaumont prend le titre de lieutenant général du roi en Catalogne⁶. La seigneurie de Henri IV était désormais organisée dans le Principat et l'on parlait de la venue de la cour de Castille pour passer les fêtes de Noël à Barcelone⁷. Le 4 décembre, on apprenait à Saragosse que les troupes castillanes se portaient au secours de D. Juan d'Hijar contre Jean II. Enfin, dans les derniers jours de décembre, l'expédition des Français à Balchite avait lieu

1. *Diet. del Cons.*, II, 421.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461 (lettre du 2 novembre).

3. *Bot.*, XXIII, 162.

4. *Diet. del Cons.*, II, 421.

5. *Bot.*, XXIII, 163. C'est la première mention que je rencontre (7 décembre).

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461. Col. dipl., 258. L'arrivée du roi Henri IV était attendue dans le Principat et l'on s'en réjouissait d'avance à Vich (lettre des conseillers, 18 novembre 1462, Arch. mun. de Vich, *Cartas*).

C'est au cours de cette expédition que la situation faussée créée par les événements entre ces deux vieilles alliées, la France et la Castille, aboutit à sa conséquence logique, c'est-à-dire à mettre face à face l'armée française et l'armée castillane¹. Les capitaines s'arrêtèrent alors et conclurent une trêve², laissant à la diplomatie le soin de prononcer.

Déjà des négociations étaient entamées, à cet effet, entre les deux cours. Louis XI, convaincu que le conflit entre l'Aragon et la Castille trouverait impuissant son allié et pourrait aboutir à sa dépossession pure et simple au bénéfice exclusif d'Henri IV, avait conçu le projet de prévenir ce danger et de résoudre du même coup la situation délicate dans laquelle il se trouvait vis-à-vis de la Castille, en s'érigeant en arbitre entre les deux États. Les Catalans essayaient, par contre, d'engager plus avant Henri dans sa politique offensive. A la fin de décembre, il avait reçu à Almazan une ambassade composée de l'archidiscrète de Gérone et de mossen Cardona, adjoints à Joan Copons, pour prêter le serment de fidélité en mains propres du monarque et le presser de prendre le titre de roi d'Aragon, afin de rompre définitivement avec Joan II³. L'archevêque de Tolède, D. Alonso d'Acuña Carrillo, et le marquis de Villena, D. Juan Pacheco⁴, tous deux dévoués à Louis XI, dissuadèrent leur maître de faire ce pas décisif; ils souèrent, au contraire, des intelligences pour l'amener à écouter les propositions de la

1. Mille cavaliers castillans sous les ordres de Juan Fernandez Galindo et d'Alvaro de Mendoza, campaient dans l'Hyar (Gonzalo de Santa Maria éd. Paz y Meia, p. 221.)

2. La première trêve fut celle de dix jours signée à Belchite, entre le comte de Comminges et le licencié de Ciudad Rodrigo (*Pièces justificatives* n° 6), elle fut renouvelée et la cessation des hostilités qui résulta de ce renouvellement fut définitive.

3. *Crón. de los reyes de Cast.*, III, 125.

4. Fils d'Alfonso Téllez Giron, créé marquis de Villena en 1455, succède à D. Alfonso, infant de Castille (mort le 6 juillet 1458), comme grand-maître de Santiago, mort le 4 octobre 1474.

France¹. Une grande partie allait se jouer entre les diplomates des principaux États de l'Europe occidentale, à propos des relations de l'Aragon avec la Castille et du projet de Louis XI de trancher la difficulté en personne par une sentence arbitrale.

Les questions qui se trouvaient en suspens étaient extrêmement complexes : la question de Roussillon, la question de Catalogne, la question de Navarre. A tout cela s'ajoutaient les intrigues les plus diverses, en particulier celles d'Édouard IV et jusqu'à celles du Saint-Siège. Nous sommes parvenus, en effet, à un moment où les affaires qui nous occupent deviennent le centre de la politique générale de l'Europe. On a pu vraiment croire un instant que la rupture de l'alliance franco-castillane serait consommée et déterminerait un groupement des puissances tel qu'une conflagration générale parût à la veille de se produire. Il importe donc de suivre dans le détail, autant que nous le permettent les textes, les négociations compliquées qui remplissent les premiers mois de 1463.

De tous les rois en présence, celui dont la situation comportait les difficultés les plus grandes était Jean II. Un danger immense le menaçait. Si Henri IV se proclamait roi d'Aragon, en même temps que comte de Barcelone, de Roussillon et de Cerdagne, c'en était fait de la dynastie aragonaise. Pris entre les Catalans rebelles et les Castillans², paralysé par la defection d'un bon nombre de ses vassaux immédiats, Jean II ne pouvait compter sur une armée française tenue en échec devant Barcelone et mise hors d'état de fournir une nouvelle campagne. Il fallait donc, à tout prix,

1 *Crón. de los reyes de Cast.*, III, 127.

2. Henri IV pouvait compter sur son beau-frère, Alphonse de Portugal. Le 10 avril 1463, ce prince ordonna à tous ses agents et sujets de favoriser, en tout, le plus possible la Castille. (Lisbonne Torre do Tombo, *Chancel.*, IX, 49 v°.)

empêcher l'intervention castillane, et ce résultat ne pouvait être obtenu qu'avec le concours absolu de la diplomatie française. Mais ce concours lui-même supposait une grande condescendance en Roussillon; et pourtant, le sacrifice des Comtés était bien pénible, s'il devait être définitif. Jean II manœuvra, dans cette situation si épineuse, avec une merveilleuse dextérité. Il laissa Louis XI accomplir son usurpation sans élever la moindre protestation, il le priait, au contraire, par l'entremise de Charles d'Ors, d'occuper au plus vite tout le pays¹. Mais, en même temps, pour sauvegarder sa souveraineté et se réserver l'avenir, il nommait le roi de France son lieutenant général dans les Comtés (1^{er} janvier 1463)². Sans doute, Louis XI ne reconnut point cette nomination et n'agit jamais, en Roussillon ni en Cerdagne, comme lieutenant de Jean II. Mais, de son côté, celui-ci ne reconnut jamais la souveraineté que s'était adjudée Louis XI se donnant ainsi les moyens de rouvrir à son gré le débat. Louis XI commet la faute insigne de ne pas exiger une renonciation définitive, en vertu d'un acte formel attaché à son partenaire à la faveur de ses embarras. Soutenir Jean II contre la Castille en se faisant payer par l'abandon du Roussillon était une politique trop simple pour Louis XI.

1. Arch. Nat., J 566, n° 11. — *Prées justificatives* n° 7. — L'ambassade de Charles d'Ors est antérieure à la prise de Perpignan, comme il ressort de cet extrait, daté du 1^{er} février 1463.

2. Zurita, IV, 123, donne l'analyse de cet acte, que je n'ai point retrouvé dans les archives : « Estava en este tiempo apoderado el rey de Francia de los condados de Rosselló et de Cardanya .. y aunque esto era fuera de la orden que se asentó quando se le empeñaron aquellos estados, el rey, por tenerle de su parte, estando tan encendida la guerra en el Principado de Cataluña y con el rey de Castilla dió su poder de lugarteniente general en aquellos condados al rey de Francia, con tan bastante facultad como a el se pudiera dar el rey don Alonso su hermano. Este fué estando el rey en Çaragoça, el primero de enero deste año, y asistieron a esto don Ausias Despuç, arzobispo de Montreal, y Luis Despuç, maestro de Montesa su tío, y don Lope Ximenes de Urrea, visorey de Sicilia »

Satisfait de la possession effective des Comtés, le roi de France, considérant la résignation feinte de Jean II comme une assurance suffisante, vit dans l'acte du 1^{er} janvier une pure formule et se contenta de n'en tenir aucun compte. Or, Jean II, qui lui-même n'en attendait les effets qu'à longue échéance, n'eut garde d'insister. L'entente franco-aragonaise ne subit donc, de ce fait, aucune atteinte; elle fut, au contraire, resserrée par les ambassades successives de Charles d'Oma, de Pierre de Peralta¹ et du justicia d'Aragon, Ferrer de la Nuça². Sans doute, chacun des deux alliés avait son arrière-pensée : Jean II avait sagement réservé, quant au fond, la question du Roussillon; Louis XI, possesseur des Comtes, commençait à se demander si, le jour où l'abandon de la cause catalane serait obtenu d'Henri IV, l'intervention française en Catalogne ne deviendrait pas possible. Mais, en attendant, les deux rois continuaient à marcher de concert.

Diplomate infiniment moins avisé, dénué surtout d'activité et d'énergie, Henri IV était incapable de se tracer une ligne de conduite, et plus encore de s'y tenir. Il était gouverné par quelques favoris, sur les avis desquels l'intérêt personnel avait une fâcheuse influence. Henri avait récemment paru incliner vers une politique nettement anti-française; son intervention avait fait échouer la campagne de Gaston IV, en le forçant à lever le siège de Barce-

1. Zurita IV, 122. L'ambassade de Pierre de Peralta est antérieure au 20 janvier (Vaesen, II, 101.)

2. Ferrer de la Nuça fut envoyé à Louis XI à la suite de la lettre de ce dernier aux chefs de l'armée de Catalogne, en date du 24 janvier (Vaesen, II, 100 et suiv.), demandant l'envoi d'un agent aragonais, pour que les deux diplomates pussent marcher de front dans la négociation castillane. Arrivé auprès du roi de France, le justicia apprit que l'amiral était en Castille pour ménager l'entrevue. Après un échange de vues avec Louis XI, il se rendit en Castille, à son tour, le 15 février. (Zurita, IV, 122.)

lone¹ et en l'arrêtant en Híjar; il avait envoyé des secours dans Perpignan; les conspirateurs roussillonnais trouvaient auprès de lui un refuge². Mais, au début de janvier, livré à des influences contradictoires, il redevenait hésitant. Le marquis de Villena et l'archevêque de Tolède, gagnés à Louis XI, menageaient, le 1^{er} janvier 1463, auprès de Montcalegre, une rencontre de leur maître avec un officier français³; dans cette rencontre, il fut convenu que Louis XI enverrait un de ses principaux conseillers pour traiter d'une entrevue. Jean de Montauban, amiral de France, fut désigné et reçut ses lettres de créance, le 6 janvier, à Celles en Poitou⁴. L'amiral se rendit aussitôt à Amazan, où il fut admirablement reçu; il eut l'honneur de danser avec la reine Jeanne et, ajoute le chroniqueur qui nous rapporte ce curieux détail, il fit, séance tenante, le vœu solennel de ne jamais danser avec une autre dame⁵. Le résultat pratique de l'ambassade fut que l'on tomba d'accord sur le principe d'une entrevue des deux rois entre Saint-Jean-de-Luz et Fontarabie⁶.

Le 20 janvier, Louis XI recevait à Castelnau-de-Medoc un Castillan nommé Garcia Franco⁷ et, le lendemain, le roi ordonnait aux chefs de son armée de Catalogne d'observer soigneusement et de prolonger les trêves⁸. Une activité exceptionnelle est imprimée alors aux relations franco-castillanes. Le 24 janvier, un agent français, Josselin du Bois,

1. Louis XI le reconnaît lui-même dans le mémoire au duc d'Orléans. (Arch. Nat., J 596, no 18.)

2. Arch. Nat., J 596, no 17 *Remontrances au roi de Castille*.

3. Enriquez del Cast., *Crón. de los reyes*, III, 127.

4. Vaesen, II, 96.

5. Enriquez del Cast., *loc cit* Cf. Colmenares, *Hist. de Segovia*, p. 374.

6. Enriquez del. Cast., *loc. cit.*, III, 127.

7. Son ambassade est annoncée dès le 24 décembre 1463 par Henri IV (B. N., F. fr. 20428, fo 8).

8. Vaesen, II, 100.

est à la cour de Castille¹. D'autre part, Franco fut suivi, à peu de distance, d'autres mandataires². Sous la double influence des représentants catalans et des membres de son conseil dévoués à la France, Henri IV avait imaginé de détacher Louis XI de Jean II. Mettant en avant ses droits sur l'Aragon, il offrait au roi de France de lui faire sa part des dépouilles de son rival : Charles de France épouserait la sœur du roi de Castille, Isabelle, et prendrait la Catalogne; Gaston IV règnerait immédiatement sur toute la Navarre, en vertu d'une renonciation d'Henri en sa faveur; la part d'Henri lui-même serait constituée par une main-mise sur toutes les possessions de la maison d'Aragon situées en Castille et sur diverses places dans les royaumes d'Aragon et de Valence. Louis XI répondit à ses offres par une fin de non-recevoir³. Il répliqua que le traité de Bayonne ne lui permettait pas de se séparer de Jean II, il exprima son étonnement des revendications d'Henri sur la couronne d'Aragon, ajoutant que lui-même y pouvait prétendre des droits de quelque valeur; surtout, il se présentait comme l'arbitre naturel des deux royaumes. Pour intimider la Castille, Louis avait ordonné, avec l'assentiment de Pierre de Peraltas au nom de l'Aragon, que les troupes françaises disponibles de l'armée de Catalogne viendraient en Navarre afin d'être prêtes à tout événement⁴.

1. B. N., F. fr. 20428, f° 10. Lettre de Henri IV à Louis XI.

2. B. N., F. fr. 20493, f° 67, et Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3410, f° 197, imprimé par M. H. Courteault, *Leseur*, II, 357 et suiv. (pièce XXVII)

3. B. N., F. fr. 20493, f° 67 v° ... Sur le sixième et dernier article, faisant mention que le roy de Castille a volonté de conquérir tout ce que le roy d'Aragon tient, et lui offre, etc., sera répondu que le roy le remercie de l'offre qu'il lui fait, mais ne seroit pas honneur, n'estant qu'il a promis au roy d'Aragon de lui aider et secourir à l'encontre de ses subjez, d'en prendre ne accepter aucune chose, et honnestement ne se pourroit despartir d'avec lui.

4. B. N., F. fr. 6670, f° 37, Instructions à Jehan du Bois, envoyé

LOUIS XI refusait donc la combinaison offerte par Henri IV. Il lui était impossible de prévoir alors qu'un jour viendrait où ce mariage de Charles et d'Isabelle, qu'il venait de repousser, serait ardemment désiré par lui, comme un moyen d'éviter l'union de cette même Isabelle avec Ferdinand le Catholique.

Pour l'instant, la plus grande crainte de Louis était que, s'il refusait de se séparer de l'Aragon, une alliance ne se formât contre lui entre la Castille et l'Angleterre. Une ambassade avait été envoyée, en effet, par Édouard IV en Castille. Le 28 janvier, le roi de Castille avait nommé trois plénipotentiaires pour s'aboucher à Burgos¹ avec les ambassadeurs anglais. Ces plénipotentiaires étaient : l'évêque de Salamanque, D. Pedro Enriquez et le docteur Sancho Garcias. Ceux-ci se déclarèrent chargés de préparer une alliance entre les deux cours et ajoutèrent qu'Édouard IV n'avait point à prendre ombrage de l'entrevue annoncée, le roi de Castille étant résolu à n'y rien faire qui pût porter atteinte aux intérêts de l'Angleterre. Les ambassadeurs anglais rédigèrent, de leur première conférence avec les Castillans, un memorandum qui nous est parvenu².

Les pourparlers entre les agents d'Édouard IV et les re-

aux chefs de l'armée (copie de Legrand) : « Premièrement leur dira qu'ils ensolent que le roi d'Arragon soit content qu'ils se viennent loger en Navarre, et s'il est content leur dira qu'ils s'y logent le plus tost qu'ils pourront, car le roy le desire fort, affin que quand les treves seront faulces, si le roy de Castille vouloit commencer la guerre au roy d'Arragon, qu'ils soient plus pressez... Item, leur dira que le comestable de Navarre l'a consenty au roy »

1. Alonso de Palencia, VI, 7. — *Pièce justificative* n° 10. — Cf. la note suivante.

2. B. N., F lat. 8024, f° 141. « Copia littere credencialis. — Nos rex Castellæ et Legionis, etc., ambassatoribus reverendis et magnificis carissimis et dilectissimis consanguineis nostri regis Angliæ, salutem. Mittimus vobis ambasciatores nostros qui voluerunt practicabunt et loquentur in rebus vobis commissis. Rogamus quod deus idem eisdem in omnibus que ex parte nostra vobis explicabunt, etc. Datum

présentants d'Henri IV¹ prirent bien vite une tournure alarmante pour les intérêts français. C'est alors, en effet, que l'intervention pontificale faillit déterminer une alliance offensive d'Henri et d'Édouard contre la France². Fort hostile, à cette heure, à Louis XI, à cause de l'affaire de la

la ville de Almazan xxvj^o die januarii, anno Domini Millesimo CCC^o LXII^o — Virtute harum litterarum, ambasciatores regis Castellie dederunt ambasciatoribus Anglie copiam litterarum, dicti regis Castellie, quarum tenor talis est : « Reverende pater episcopo et domine Petre et « doctor Sancho Garci(a)s. omnes mei consiliarii, jam actus curam
« quam vobis dedi de eundem communicandum cum ambasciatoribus
« anglie. Ego deprecor vos et mando quod si nondum necessitate,
« quod festinanter continuelle iter vestrum et loquamini vobis com-
« muni per modum convenientem ad hoc, ut ipsi cognoscant quod
« voluntas mea est conveniendi et paciscendi cum rege Anglie, consen-
« guineo meo, et dicatis eis quod non contristentur eo quod vadam ad
« videndum me cum rege Francie, nam hoc non impedit aiquid de
« illis quod facere intendo cum predicto rege Anglie consanguineo
« meo, et bonum est, si habeant nuncium, quod scribant regi suo de
« hac voluntate nostra. Datum .xxj. die januarii. »

Nomine ambasciatorum Episcopus Salamanthinus, qui im-
peditus non venit.

Dominus Petrus Enriques.

Doctor Sancho Garcia, isti duo ve-
nerunt.

Item, memorandum quod dicti ambasciatores regis Castellie, la-
vieu credencie sue, exposuerunt quod missi erant ad comunicandum,
tractandum et concludendum ligas et aliancias cum rege nostro, etc.

1 Pedro Enriques et Sancho Garcia, puisque l'évêque de Sala-
manque, empêché, n'avait pu se rendre à Burgos ainsi que l'indique
le texte cité à la note précédente.

2 Sur ces négociations, nous avons deux sources de premier ordre.
La première est un mémoire adressé par Louis XI à Charles d'Or-
léans (Arch. Nat., J 566, n° 18) pour lui exposer le danger qu'il a
couru à la veille de son entrevue avec la Castille et étalé ses négocia-
tions avec les diverses puissances; ce mémoire fut porté au duc
par le chancelier de France. La seconde est une lettre de l'agent ita-
lien Antonio de Noerra à François Sforza, duc de Milan, afin de le
mettre au courant de la situation politique en France. (B. N.,
F lat 10133, f° 27 *Pièces justificatives* n° 8) Ces deux sources se com-
plètent l'une l'autre et permettent de reconstituer assez bien dans
leur ensemble les négociations qui ont précédé immédiatement l'en-
trevue.

Pragmatique¹, le pape Pie II envoya à Burgos un légat qui s'entremît entre les deux parties; il se faisait fort, au nom du Saint-Siège, de mettre en mouvement les ligueurs italiennes, et jusqu'à Philippe de Savoie; il tenta même d'entraîner l'Aragon². Les Catalans faisaient, eux aussi, des efforts désespérés; ils ne cessaient de solliciter le seigneur qu'ils avaient choisi pour le dissuader d'accepter l'arbitrage de Louis XI, prévoyant que la sentence rendue par l'allié de Jean II impliquerait leur abandon³. Le 13 janvier, le Général envoie en Castille l'archidiacre Cariera⁴. Le 8 février, un agent castillan arrive à Barcelone⁵. Un représentant du Général, Joan Martorell, ancien serviteur de D. Carlos, était de retour le 21 mars⁶; mais déjà un nouvel ambassadeur, Joan Brujo, était en route pour le remplacer et, le 18, à Aranda, obtenait audience de la reine Jeanne⁷. Plus exaltés encore, les Perpignanais faisaient savoir à Henri IV qu'ils étaient prêts à un massacre général des Français si l'entrevue échouait; une rupture de la France et de la Castille eût peut-être été suivie de véritables Vêpres Siciliennes en Roussillon⁸. Cette fois, une vaste combinaison s'élaborait contre la France.

1. Legeay, I, 327.

2. A cette tentative pour engager l'Aragon dans la combinaison anglo-castillane doit se rapporter l'envoi de l'Aragonais Andrés Rescador à Edouard IV; mais Rescador fut arrêté par les Français. (Henry, *Hist. du Rouss.*, II, 83.)

3. B. N., F. lat. 10133, f° 37. « Similmente et erano li ambasciatori de Barcellona: qualli forte sollicitavano el disturbo de la concordia. da l'altre parte l'uno et l'altre domanda cosa difficile et strana ».

4. Bof., XXIII, 204.

5. *Diéf. del Cons.* II, 426.

6. Bof., XXIII, 245.

7. Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunas*, año 1469, f° 45.

8. B. N., F. lat. 10133, f° 37. — *Pièce justificative* n° 8. — Cf. deux lettres de Louis XI, en mars, au sujet du complot perpignanais (Vascen, t. II, pp. 110 et 112), et les plaintes sur l'hospitalité donnée en Castille aux conspirateurs expulsés des Comtés. (Arch. Nat., J 596, n° 18.)

Redoutant de se trouver isolé en face d'une coalition aussi formidable, Louis XI entama alors sous main des négociations avec Édouard IV¹. Il comptait sur l'autorité du duc de Bourgogne, sans doute aussi sur l'abandon de la cause d'Henri VI, — abandon momentané d'ailleurs, — pour détendre ses rapports avec le chef de la maison d'York. D'autre part, il redoublait de sollicitude envers Jean II², qui, du reste, s'en tenait sagement à l'alliance de Bayonne³. En même temps, des présents réchauffaient le zèle des agents de la France à la cour de Castille⁴. Mais, au milieu de tant de complications et d'intrigues, l'entrevue, attendue pour la mi-février⁵, puis pour le début de mars⁶, fut considérablement retardée. Une trêve avait été conclue jusqu'au 1^{er} mai⁷; moins d'un mois avant son expiration, on en était encore à se demander si la rencontre annoncée aurait lieu⁸. Enfin, l'insistance de l'amiral de Montsuban, surtout les avis inté-

1. B. N., F. fr. 6974 (mention du *Recueil de Legrand*).

2. Mission de Philippe Roger, « ordre de dire au roi d'Aragon qu'on ne l'abandonnera pas ». (Mention de Legrand. B. N., F. fr. 6969, f° 241.) De même, en janvier 1463, à Castelnau-de-Médoc, Louis XI interdit aux Avignonnais de fournir des vivres aux Barcelonnais, sous peine de rapture. « Et pour ce que nous tenons et reputons les dits de Barcelonne et leurs aliez et adherans et aussi tous ceulx qui les avitaillent ne les favorisent en aucune maniere nos ennemis et adversaires ». M. Rey, qui publie cette lettre (*Louis XI et les États pontifs*, p. 240), la date par erreur de 1464. C'est en 1463, et non en 1464, que Louis XI s'est trouvé au mois de janvier à Castelnau-de-Médoc.

3. Leseur, II, 357 et suiv. (pièce XXVII).

4. B. N., F. fr. 6974 (mention de Legrand).

5. Vassien, II, 103.

6. B. N., F. fr. 20488, f° 123.

7. *Codina*, p. 78.

8. B. N., F. lat. 10133, f° 97. *Pièces justificatives* n° 8. (Cf. la lettre de Nocera du 10 mai (B. N., F. lat. 10131, f° 28) : « Lo re de Spagna, quale si era approssimato al re di Francia ad sei ille per havere conferentia insieme, per certa suspitione et esdegno se è arato indreto pur assai. La pratione de la concordia non è ropla di tutto, ma como jo estimare Vostra illustrissima Signoria, sera molto più difficile ad condurre ».

ressés de l'archevêque de Tolède et du marquis de Villena, l'emportèrent. Henri IV accepta l'arbitrage de la France dans son conflit avec l'Aragon, abandonnant ainsi tout l'avantage d'une situation dont il eût pu tirer sans peine un parti glorieux.

Les conférences eurent lieu à Bayonne. Le roi de Castille était représenté par l'archevêque de Tolède et le marquis de Villena¹. Jeanne Enriquez avait été munie de pleins pouvoirs par son mari², mais elle resta à Ustaritz³, et les délégués actifs de la cour d'Aragon furent : Luis Despuig, maître de l'ordre de Montesa, et Galceran Oliver. A la veille de l'ouverture des débats, Jeanne Enriquez signa un acte par lequel elle s'engageait à se soumettre au jugement⁴. Louis XI rendit la sentence arbitrale le 23 avril⁵; voici quelles en étaient, en substance, les dispositions.

Article premier. — Le roi de Castille sera tenu de restituer à l'Aragon tout ce qu'il détient en Navarre ou ailleurs, et de renoncer à toute réclamation au sujet des frais de la guerre faite au nom de D. Carlos et depuis la mort de ce prince.

Article 2. — Le roi de Castille devra abandonner Barcelone et la Catalogne au roi d'Aragon; toutefois, « il n'est

1. Lenglet-Dufresnoy, *Preuves*, II, 876 (pièce XXIII).

2. B. N., *Dupuy*, vol. 607, f° 157, cité par H. Courteault, *op. cit.*, p. 268. Cf. l'exposé des négociations de Bayonne dans Alonso de Palencia, VI, 7. (*Pièces justificatives* n° 10.)

3. *Ibid.*, f° 149.

4. B. N., 6970, f° 35-42 et 46 (*Recueil* de Legrand). Sur l'attitude de la reine d'Aragon, cf. Alonso de Palencia, *loc. cit.*

5. Arch. du comte de Casarrubios, original (*Col. diplom.*, 261-287), copié aux Arch. Nat., K 4638. Un texte incomplet et, par endroits, inexact, a été donné, d'après Legrand, par Lenglet-Dufresnoy, II, 381-387 (pièce XXV).

pas entendu par cet article que le roi de Castille soit obligé d'en remettre au roi d'Aragon la possession¹. »

Article 3. — Les deux rois devront se faire restitution réciproque de toutes leurs conquêtes et des places ou châteaux que détiennent leurs gens de guerre.

Article 4. — Le roi d'Aragon renoncera à toutes les rentes provenant de ses terres patrimoniales en Castille.

Article 5. — Le roi d'Aragon fera plein et entier abandon au roi de Castille de la mérindat d'Estella², en Navarre, pour être annexée à la Castille.

Article 6. — Tous les seigneurs navarrais possesseurs dans la mérindat, et notamment Pierre de Peraita, feront hommage à la Castille pour leurs biens situés dans la mérindat.

Article 7. — Si le roi de France peut faire rentrer avant trois mois la Catalogne dans l'obéissance, le roi d'Aragon devra accorder une amnistie pleine et entière. Pendant ces trois mois, une trêve devra être observée entre Jean II et le Principat. Si, au bout de ces trois mois, la Catalogne n'est pas revenue à l'obéissance, le roi de Castille devra l'abandonner absolument à l'Aragon, mais toujours sans être obligé d'en remettre la possession à Jean II.

Article 8. — Au cas où la Catalogne rentrerait dans l'obéissance, le roi d'Aragon devra maintenir tous ses privilèges, y compris la capitulation de Villafranca.

Article 9. — Un délai de trente-cinq jours est donné à Jean II pour pardonner aux rebelles Juan d'Hijar, Juan et Luis de Beaumont, Carlos d'Artieda³, etc.

1 « . E por esto no sea entendido quel dicho rey de Castilla sera tenuto de dar al rey de Aragon la posesion. »

2. Les quatre mérindats (ou cantons) de la Navarre étaient : Pampelune, Sangüesa, Olite et Estella.

3. Le 23 mai 1463, Jean II donne des lettres de rémission pour un

Article 10. — Le même délai de trente-cinq jours est donné à Jean II pour mettre Estella aux mains des Castillans.

Article 11. — La paix est conclue entre les deux couronnes d'Aragon et de Castille.

Article 12. — Clauses relatives au *maestrazgo* de Santiago.

Il avait été convenu que, comme garantie de la cession d'Estella, la ville de Larraga serait mise sous séquestre. En fait, la reine d'Aragon elle-même fut mise entre les mains de l'archevêque de Tolède, à titre de caution.

L'entrevue depuis longtemps projetée eut lieu le 28 avril à Urtubie, en deçà de la Bidassoa¹, c'est-à-dire en terre française. Henri IV traversa la rivière sur une barque avec D. Juan Pacheco et l'évêque de Calahorra ; d'autres barques portaient un grand nombre de ses courtisans, parmi lesquels le fameux D. Beltran de la Cueva, comte de Ledesma, D. Luis d'Acuña, évêque de Burgos, D. Gomez de Cáceres, maître d'Alcantara, le maréchal don Garcia d'Ayala, et D. Juan d'A. bornoz, tous magnifiquement vêtus². Henri IV avait amené une garde de trois cents cavaliers maures. Le roi de France se trouvait à Saint-Jean-de-Luz, avec le comte de Foix et son fils aîné, le grand maréchal, l'amiral de France, le duc de Bourbon et Antoine du Lau. Il vint au-devant du roi de Castille et le reçut sur la rive. Tête découverte, ils s'embrassèrent. Ils se dirigèrent ensuite, raconte le

certain nombre de rebelles. (Madrid, Bibl. de l'Acad. de l'Hist., *Salazar*, A7, fo 25 et suiv.)

1. Comines, II, vin, éd. M^{lle} E. Dupont, I, 165 et suiv. Voir en outre, sur les détails de l'entrevue, Diego de Valera, XXII et Enriquez del Castillo, XL, *éd. cit.*, p. 29 et pp. 128-129. Cf *Chronicon de Valladolid*, dans *Col. de doc. inéd. para la hist. de Esp.* XIII, 54.

2. Voir l'intéressante description du cortège dans Alonso de Palencia, VI, 7. (*Pièce justificative* n° 10.)

chroniqueur espagnol, vers une roche basse, à quelque distance de la rivière; le roi de Castille s'y appuya et le roi de France se tint devant lui, tandis qu'ils posaient la main sur le dos d'un lévrier placé entre eux. Henri parla durant un quart d'heure environ¹. Louis répondit et appela ensuite D. Juan Pacheco et l'archevêque de Tolède, ainsi que le comte de Comminges, porteur de la sentence. Celle-ci fut lue par le secrétaire D. Alvaro Gomez de Ciudad-Real. Le soir, les Castillans se retirèrent et allèrent coucher à Fontarabie. L'entrevue avait été assez froide entre les deux rois. « Ils ne se goûterent pas fort, d.t Comines². Par especial congneut nostre roy que le roy de Castille ne pavoit gueres, sinon qu'il plaisoit a ce grand maistre de Saint-Jacques³ et a cest archevesque de Toledé Parquoy chercha leur accointance et vindrent devers lui à Saint Jehan de Luz. » Les deux nations n'éprouvaient, à l'égard l'une de l'autre, aucune sympathie. Des incidents sans importance provoquèrent à Bayonne des scènes regrettables entre Français et Castillans : il y eut des coups échangés. Les modes des seigneurs castillans avaient choqué les Français ; le vêtement court et grossier de Louis XI⁴, son chapeau de forme bizarre avec une « ymaige de plomb dessus » excitaient les sarcasmes des Espagnols qui « disoient que c'estoient par chicheté.⁵ »

1. C'est ce qu'Alonso de Palencia, *loc. cit.*, appelle « publicum colloquium secretum », c'est-à-dire un entretien qui eut lieu entre les deux rois et devant l'assemblée.

2. Comines, *loc. cit.*

3. D. Juan Pacheco, qui n'était pas encore mais fut plus tard grand-maître de l'ordre de Santiago.

4. Le lendemain du jour où il ratifiait le traité d'alliance (8 mai), Louis XI, par acte du 9 mai, s'engagea envers D. Juan Pacheco, promettant à ce personnage de marier son second fils, D. Pedro de Porto-Carrero, avec Jeanne de France, et de donner à cette princesse 100,000 écus de dot. (Orig. Archives du marquis de Villena, *Col. dipl.*, 290-291.)

5. Comines, *loc. cit.*

« Ainsi se départit cette assemblée, pleine de moqueries et de pique; oncques puis ces deux roys ne se virent .. La royne d'Arragon se doulut de la sentence que le roy donna au profit du roy de Castille. Elle en eut le roy en grant haine, et le roy d'Arragon aussi, combien que ung peu se ayderent de luy contre ceulx de Barcelone en leur necessité, toutesfoiz peu dura ceste amitié, et il y eut dure guerre entre le roy et le roy d'Arragon, plus de seize ans; et encores dure ce different¹. »

Tel est le jugement de Comines sur les résultats de l'entrevue d'Urtubia. Malgré sa sévérité, il est parfaitement juste. La sentence arbitrale ne contenta personne et chacun se jugea sacrifié. C'est qu'une sentence arbitrale ne peut valoir que par l'autorité morale de celui qui la dicte et par le principe de droit sur lequel elle se fonde. Louis XI était aussi loin que possible de l'autorité morale d'un Louis IX; il n'avait fondé son jugement sur rien de juridique; il ne posait aucune décision de principe qui eût quelque apparence de légitimité et dont les clauses pussent suivre comme autant de conséquences; il n'était contenté d'un ensemble d'articles sans cohésion, de la combinaison desquels il attendait un équilibre tout artificiel d'avantages et de désavantages, de nature à satisfaire, tout en les affaiblissant l'un et l'autre, les deux Etats en présence. En réalité, en dépit des apparences contraires, les journées du 23 et du 28 avril étaient surtout mauvaises pour l'arbitre. Louis XI n'avait rien spécifié pour lui-même et tout résultat pratique lui échappait. D'autre part, il avait inspiré à la cour d'Aragon une défiance et une rancune incurables, qui, pour rester longtemps dissimulées, ne furent peut-être que plus dangereuses². Une antipathie non moins profonde sépara désormais

1. Ce passage de Comines est écrit avant la paix de Barcelone (13 janvier 1483).

2. Alonso de Palencia, VI, 7. (*Pièces justificatives* n° 10.)

Henri IV et Louis XI¹ : l'alliance franco-castillane, l'alliance traditionnelle si féconde, n'était pas encore renouvelée dans sa forme que déjà, quant au fond, elle était morte. Et c'est ainsi que, pour le vain plaisir d'une satisfaction d'amour-propre ou pour la poursuite d'un but chimérique et lointain², Louis XI s'aliéna à la fois les deux cours qu'il avait prétendu jouer. Dès lors, l'Aragon et la Castille apprirent mieux régler leurs affaires tout seuls; ils s'habituerent à se passer du concours de l'étranger, à regarder d'un mauvais œil tout conseil ou toute proposition née de l'autre côté des monts, et un jour vint où ils s'entendirent³. L'union de Ferdinand le Catholique et d'Isabelle sera une des conséquences indirectes de la sentence arbitrale de 1463, parce qu'en voulant tromper, inutilement pour lui, tout le monde, Louis XI aura ruiné à jamais l'influence française dans la Péninsule.

Il est essentiel maintenant de se demander comment les divers intéressés accueillirent la sentence de Bayonne, et dans quelle mesure ils entendirent l'observer.

Le 29 avril, à Fontarabie, Henri IV s'engagea, par un acte solennel, à ne rien réclamer en Navarre en dehors de la merindat d'Estella⁴; le même jour, il écrivit à la Députation pour annoncer l'entrevue de la veille et les conditions qui étaient faites désormais à la Castille vis-à-vis du Prin-

1. Sur cette mauvaise impression, outre le recit de Comines, d'après du Lau, témoin oculaire, nous avons le témoignage d'Antonio de Noceda. (B. N., F. fr. 6970, fo 80.)

2. Il est certain, en égard aux négociations suivantes, que Louis XI croyait préparer ainsi les voies à l'établissement de sa seigneurie en Catalogne. A cet égard, la clause par laquelle Henri IV, s'il renonce à Barcelone, n'est point tenu de la livrer à l'Aragon, trahit l'arrière-pensée.

3. Très significatif sur ce point est Alonso de Palencia, VI, 7. (*Pièce justificative* n° 10.) Le traité de Pampelune, dont il sera question plus bas, sera la contre-partie de la sentence arbitrale.

4. Arch. de Simancas, *Capitul.*, orig. scellé; *Col. dipl.*, 238.

cipat¹. De son côté, Jean II, qui attendait sa revanche du temps et de la patience, confirma la sentence par acte donné le 4 mai à Saragosse². Le 11 et le 13 mai, de cette même ville de Saragosse³, l'adressant à ses officiers deux circulaires sur les trêves, il fallait les observer, vis-à-vis des Catalans, dans la mesure où ceux-ci les observaient, et tenir les positions avec la même vigilance qu'en temps de guerre⁴.

1. Bol., XIII 285.

2. Arch. du comte de Casarrubios, orig., Col. dipl., 285-289.

3. C'est donc par erreur que M. H. Courtenay, op. cit., p. 272, fait venir Jean II rendre visite à Louis XI, à Saint-Jean-de-Lux entre le 28 avril et le 11 mai pour se plaindre de la sentence de Bayonne. Le roi d'Aragon était, d'ailleurs, trop avisé pour faire une semblable démarche, dans l'impuissance où il était de la faire aboutir. Son attitude fut, si contraire, fort habile. Il affecta un beau zèle pour l'exécution de la sentence, tout en manœuvrant sous main pour qu'elle restât lettre morte.

4. Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3411, f° 80 et suiv. : « Lo Rey. — Capita noble, magnifico e asistit conseller nostre Per lo serenissim e christianissim rey de França, nostre molt car e molt amal fratre e confederat, en virtut del poder per la illustissima reyna, nostra molt cara e molt amada muller, havent de nos amplissima potestat, e per lo rey de Castella, se stada promulgada mateixa arbitral, laqua. per nos es stada ratificada e aprovada, sobre los diferencios, debats e controversias entre nos e lo dit rey de Castella. E perço per dapuda observacio de la dita sentencia, tant com a nos es guarda, per nos son estades mandades desampetar nostres provisions patents, en los quals es insert de paraula a paraula lo capitol que fa mencio de ço que es deu fer per nos e per los de Barcelona e del Principat, segons lo parea vore per les dites nostres provisions, una de las quals vos trametem, pregant e encarregant e manclaves, que strictament com podem, que la dita nostra provisio observeu e feuau observar a tots los qui son sota la obediencia nostra en lo dit Principat, servant e guardantho, empero, en aquella mateixa forma los adversaris, e per major justificacio nostra e vostra, nos es vist que, decontinent, deguem trametre copia privada de la dita nostra provisio per algun trompeta o per altra via segura a la ciutat de Vich o altres circumvolucions vostres, que en nom de la obediencia nostra, per saber e mantir d'els, si en la sua intencio de observar la seguretat en lo dit capitol continguda, segons es estat declarat e promunciat per lo dit rey de França, e per nos e per lo dit rey de Castella es estat realçat en propis persones, li es resposta vos sera feta

Le 14, ordre était donné de bien traiter, au cours de son voyage, un agent castillan, Juan Porres, chargé de pourvoir au retrait des troupes et de signifier les trêves¹. Sans différer davantage, Jean II confia une grande mission en France à son trésorier, Galceran Oliver.

Ce diplomate, qui avait pris part aux conférences de Bayonne, reçut ses instructions, datées du 31 mai, des mains du secrétaire royal Jacme Vila. Voici quels en étaient les principaux points : l'assistance française serait réclamée pour Gérone, assiégée par les Castillans et les Catalans ; il serait rappelé à Louis XI qu'en vertu du traité de Bayonne il lui incombait la tâche de ramener le Principat à l'obéissance ; des licences commerciales seraient demandées ; pour l'approvisionnement de Gérone, il serait représenté que, selon les dernières informations, les rebelles ne sont point d'humeur à respecter les trêves, que, dans ces conditions, une campagne contre eux sera nécessaire et que, par conséquent, il faudra une descente nouvelle des Français pour soumettre l'Urgel, puis Tortose et enfin Barcelone ; en outre, les intérêts de divers fidèles de Jean II seraient recommandés à la sollicitude du roi de France².

queu volen observar, e de fet ho observen, voaltres aximatels ho serveu e feçau servir. En cas, empero, que fessen lo contrari, la raho vell que, per confiança de la dita seguretat, no stigau de guardar e fer guardar les forces e terres, axí com a les guerras iberts, majorment tant com los Castellans entraran en lo dit Principat. En cas que per los adversaris fos recusada la observancia de la seguretat e cessació de guerra, per lo temps dels tres meses en lo dit capítol convingut, fenne fer actes públics, per forma e manera que's puxa mostrar la contravenció, per que, en son cas, poga profitar a bons et útils respectes, donant aquell bon recapis que de vos confiam e la gran importancia dels afers requer. E de tot ço que fet hauré e succehiré nos avisareu per vostres lletres. Dada en Çaragoça a xj dia de maig del any mil (ccccxii). Rex Johannes Per Noguera Prothonothari. — Cf. ibid., f.^o 86 (circulaire du 13 mai, dans le même sens).

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n^o 3411, f.^o 86.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n^o 3410, f.^o 200 et suiv. (Instr. à Galceran Oliver, *Pièce justificative* n^o 9.)

Galceran Oliver¹ fit un long séjour en France. Louis XI eut avec lui d'interminables atermoiements, parce qu'il poursuivait en même temps des négociations délicates avec une ambassade catalane. La réponse faite en août-septembre à Galceran fut évasive². D'autres agents aragonais rejoignirent le trésorier, notamment Philippe Albert; ils poussèrent jusqu'en Bourgogne, où ils jetèrent les bases d'une entente du duc et du comte de Charolais avec leur maître³.

Après son départ de Bayonne, Louis XI était devenu l'hôte de Gaston de Foix. Celui-ci profita de l'occasion pour représenter combien il était réuni par la sentence, puisqu'elle demembrait son futur royaume. Louis XI imagina alors d'adoucir les regrets de son puissant vassal par une compensation ingénieuse. Il lui céda, outre

1. Voici le texte de la lettre de créance confiée à Galceran Oliver par son maître, en date du 31 mai, à Saragosse. (Arch. de la Cor. de Arag., cancel, n° 3410, P 45.) « Al serenissim e christianissim princip don Luy, per la gracia de Deu, rey de França, nostre molt car e molt amat frare, amic e confederat, don Johan per la mateixa gracia, rey d'Arago, etc., saluds ab creximent de tota prosperitat. — Herenissim e christianissim rey, nostre molt car e molt amat frare, amic e confederat. Sobre algunes coses concernants en singular manera interres vostre e nostre quant es en lo Principat de Catalunya, e principalment en la nostra ciutat e forta de Gerona, havem tremit, informat e pie de nostre intencio e voler, lo magnich e be amat conseller e treorer nostre, mossen Galceran Oliver, exhibador de les presentes. Pregamvos per ço, ab quanta affectio dir se pot, que si dit nostre tresorer vullatz donar plena fe e crehença, en lo que de nostra part vos explicara, quant a la propria persona. E sia, serenissim e christianissim rey, nostre molt car e molt amat frare, amic e confederat, la Triunit Sancta curosa guarda vostra. Dada en la nostra ciutat de Saragoça el ultimo de may del any Milccc lxxij. Rex Johannes Dominus rex mandavit michi Antonio Nogueras prothonotario. — Al illustrissim e christianissim princip don Luy, per la gracia de Deu rey de França, nostre molt car e molt amat frare, amic e confederat. »

2. *Ar la Nat*, J 466, n° 57. — La date de août-septembre 1468 ressort de la correspondance des ambassadeurs catalans, *Pièces justificées* n° 11.

3. *Ibid.*

la Soule, tous ses droits sur le Roussillon et la Cerdagne¹. Un pareil cadeau était visiblement une tromperie; car, si Louis XI se déchargeait d'une province turbulente, il se dessaisissait surtout d'un bien sur lequel il n'avait que des droits fort contestables ou fort incomplets : Gaston IV le fit respectueusement entendre². Alors le roi lui engagea pour deux ans la sénéchaussée et la ville de Carcassonne avec tous leurs revenus, « avec promesse que si, au bout de ce terme, il ne lui rendait pas, soit la mérindat d'Estella, soit les comtés de Roussillon et de Cerdagne et la Soule, ou bien encore s'il ne lui avait pas payé la somme de 376,081 écus d'or, à laquelle étaient évalués ces domaines, Gaston resterait maître de la sénéchaussée de Carcassonne³. »

D'ailleurs, en Navarre, les plus grandes difficultés étaient soulevées à l'annexion de la mérindat à la Castille. Les états de Navarre déclaraient l'intégrité du royaume inviolable⁴. La seule ville de Los Arcos accueillit, le 7 juillet, les agents d'Henri IV⁵. Tandis que Jean II déclarait ses efforts impuissants à triompher des repugnances des Navarrais, Pierre de Peralta, sous main, les excitait à la résistance⁶.

Les clauses de la sentence relatives à la Catalogne ne laissaient pas non plus de créer de grands embarras. Le Général reçut, le 17 mai, les lettres du roi de Castille, an-

1. Courteault, *op. cit.*, p. 273.

2. B. N., F. fr. 6970, f.° 380-381.

3. Courteault, *loc. cit.*

4. Yanguas, *Hist. Comp.*, p. 311.

5. Arch. gen. de Nav., *Indice, Fueros y Privilejos*, leg. 2, carpeta 30. Cf. Yanguas, *op. cit.*, 312.

6. Arch. gen. de Nav., *Cientas*, caj. 159, n° 28 et n° 45; caj. 160, n° 11 — Pere Forner fut chargé par Jean II d'une ambassade à ce sujet auprès de Louis XI (Arch. Nat., J 596, n° 14 et n° 15). Cette dernière pièce porte au dos la mention suivante : « Responce fete par le roy a Pere Forner envoyé par le roy d'Aragon a Newcastle, octobre et novembre .lx.ijj. »

nonçant l'entrevue¹. Le 23 mai, Joan Brujo était de retour²; trois jours plus tard, le Principat prenait une délibération importante :

1° Une lettre serait écrite à Henri IV, et une ambassade lui serait envoyée;

2° Un courrier serait dépêché à Joan Copons, encore en mission;

3° Un sauf-conduit serait délivrer par D. Juan de Beaumont, en faveur d'une ambassade française annoncée;

4° Des instructions nouvelles seraient envoyées à frère Gualbes, ambassadeur du General auprès du Pape et des différents États italiens³.

1. *Ibid.*, XXIII, 206.

2. *Diet. del Cons.*, II, 432.

3. *Ibid.*, XXIII, 205-206. — A ce moment, en effet, Jean II travaillait activement afin de fermer aux Catalans les ports italiens et en particulier le port de Gènes. Le 13 juin, il écrivit en ces termes au duc de Milan (B. N., F. Ital. 1569, f° 156, orig.) : « Rex Aragonum, Navarre, Sicilie, etc. Illustrissime et potens dux, miles et miles noster carissime. Venit nuntiandum ad nos nobilis directaque et devotus noster Franciscus de Castellito, civis Januensis, cum litteris Illustris tunc ducis et excelsæ communitalis Jacue, super treugis nobiscum inenadiis firmandisque et quibusdam aliis negotiis ipsius communitalis peragenda atque tractanda, quem in hunc usque diem expedire bonis respectibus nequivimus. Impresencia vero, volentes expeditionis ipsius super eisdem treugis operam dare, visum fuit prelibatum Franciscum sufficientem non habere potestatem, propter dictæ communitalis regulas mutacionem. Ob quod, consiliam vobis fuit negotium hujusmodi, cum obmutuum inter nos amicitiam et amicitiam, tum ob vicinitatem quam cum prelibata communitate habetis, vobis remittere intellegitis enim, Illustrissime dux, amici nostri senten-
tiam circa hujusmodi trequam inenadam, ex capitalis, manu nostra signatis ac presentibus interclusis, quod, si idem Januenses cum eisdem pacis et conditionibus trequam nobiscum iure et firmare voluerint, contentiamur ut, vigore potentatis quam vobis transmissimus ac tanquam procurator noster, eandem trequam, cum prelibata communitate seu habentibus ab ea legitimam potestatem, facialis et firmetis, vos affectuose precantes, ut hoc omnis sanctis almo et beatissimo domino nostro Pape nec non Illustrissimo Ferdinando, regi Sicilie, Neptoli et unquam illis nostre carissimo, communicare, omniisque ejusmodi libenti animo suscipere, vestris

Mais, le 4 juin, Joan Copons, sans avoir, selon toute apparence, reçu le courrier qui lui était destiné, était de retour à Barcelone¹, et nommé député du Bras militaire en remplacement de Bernat Çaportells².

Ce dernier, gagné à la cause de Jean II, avait fui subrepticement de Barcelone et avait abordé de nuit à Tarragone, ville d'obédience royale. Là, il avait fait une déclaration par-devant notaire, constatant qu'il avait été tenu en une véritable captivité à Barcelone, forcé d'adhérer à des actes de félonie envers la couronne, actes qu'il désavouait. A l'entendre, tous ses collègues étaient dans son cas, prisonniers d'une faction sans scrupules. Lui seul était maintenant libre; il constitua donc, à lui seul, une sorte de contre-députation dévouée à la cause du roi; ses actes furent libellés en son nom avec le titre de « *deputat unich, representant del Principat de Cathalunya* »³. Jean II usa de l'arme qui lui était offerte avec son adresse ordinaire. Au reste, ses agents continuaient à intriguer partout⁴. Barcelone même était constamment surveillée par des espions aux gages du roi d'Aragon⁵ et aussi aux gages de Louis XI. Celui-ci avait notamment un agent tout dévoué, Francès

contemplacione et amore, qui similia et majora pro vobis facere nos oferimus, velitis. Datum in civitate Tutete xij die mensis junij, anno a nativitate Domini m^occccc^olxiij Rex Johannes » — Le projet de trévisachus dans la lettre, et de même date, se trouve, sous forme de minute, à Milas (Arch. di Stato, *Post. Est. Aragona*)

1. *Dict. del Cons.*, 41, 434.

2. *Ibid.*, XXIII, 304.

3. *Ibid.*, XXV, *passim*. La reconnaissance de Bernat Çaportells par Jean II est du 17 juin (*Ibid.*, 49-51).

4. Notamment, au mois de février 1463, dans le comté de Pallas, patrimoine du capitaine catalan Hugo-Roger. L'agent royal était Jacme Ferrer, que nous avons déjà vu à l'œuvre (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancels*, n^o 8441, f^o 72).

5. Le 11 juin, en raison des intrigues aragonaises, le Général ordonne des crises interdisant, sous les peines les plus sévères, de rien faire ou dire en faveur de Jean II (*Ibid.*, XXIII, 317-318).

des P's, ancien maître d'hôtel de D. Carlos, passé à la France, et dont le fils Gueraut, banni par le Général en raison de ses agissements, était établi à Perpignan, d'où il dirigeait l'espionnage français en Catalogne¹.

Quant à la guerre, elle languissait². Le seul fait militaire de quelque importance fut le siège, d'ailleurs fort court, qui fut mis devant Gérone, le 8 mai 1463, par le baron de Cruyllas et par les Castillans de Ruy Diaz de Mendoza³. Les troupes castillanes soulevaient partout les récriminations des Catalans, à cause de leur lenteur et de leur inertie. Soit

1. Gueraut des P's fut généreusement récompensé de ses services, comme le prouve une lettre de François Bergues analysée par Le grand (B. N., F. fr. 4571, f° 301).

2. Verballat continuait ses dévastations (lettre des conseillers de Vich au Général le 2 septembre 1463. Arch. mun. de Vich, Cartes).

3. *Journal de Santa Maria*, ed. Bar y Mesia, p. 221 et suiv. — *Al fonsello*, ed. Fita p. 3, col. 2. — Le 16 est donné comme date de levée du siège dans Roig y Jalpi et dans Chia, II 130, mais sans aucune référence à l'appel de part ni d'autre. L'excellence de cet écho semble remonter néanmoins d'une lettre des jurés de Gérone au roi d'Aragon (Arch. mun. de Gérone, *Mem. de Armerlos*, 1463, f° 179). L'approvisionnement de Gérone, particulièrement menacé, avait fort préoccupé le roi Jean II. Le 20 mars, il écrivait, à ce sujet, de Saragose, la lettre suivante à Don Guilhem de Clermont-Lodève lieutenant général du gouverneur de Languedoc : « Noble e magnífich, devot e amal nostre. La licència per vos donada de treure forment de Rossello a oïa de la força de Gerona, estiman nos e havem a complacencia molt major que pensar se porret, referirnos de nos grans intencions. Vos pregam, quant pus affectuosament podem, tots homs que semblants o altre qualsevol necessitat occorran en la dita força, per contemplacio nostra, hi vulau esser propici e fer, ço que de vos confiam, tot benefici e socors queus sien possibles, havent per cert lo hauran be a memoria, e offerintse oportunitat, nous lardarem en res que sia honor e profit vostre. Fada en Saragosa a veyt dies de may de any mil eccccxliij. Rey Johan. Donouit rex mandavit michi Philippo Clementi. — Al noble, magnífich, amal e devot nostre, mossen Ponç Guillem, cavaller, senyor de Clarabont, viscont de Neboussa, lieutenant general de governador en Languedoc (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 4410, f° 304A). Cf. p. 194, note 1, la lettre de remerce pour Gacoran Oliver et les instructions données à cet ambassadeur (*Pièce justificative* n° 9).

mauvaise volonté, soit découragement, elles ne se livraient qu'à des promenades militaires sans plan et sans résultats. Le Général se plaignit avec amertume à Henri IV de cette inaction¹. Mais celui-ci n'était plus que le seigneur provisoire du Principat; en outre, les circonstances n'étaient point favorables pour pousser les hostilités : partout, au contraire, on ne parlait que de trêves².

Le 5 juin fut proclamée par héraut, sur l'ordre de la Députation, l'alliance franco-castillane³. La Catalogne, dont le roi de Castille était le seigneur, devait naturellement se considérer comme comprise dans le traité. Le même jour, décision fut prise d'écrire au roi de France pour le remercier de l'accueil fait à Brujo et à Copons⁴. Ainsi, le roi de France renouait, à la faveur de la sentence arbitrale, des relations amicales avec le Principat. Il s'était abouché avec Brujo et avec Copons, au cours des négociations multiples qui avaient précédé ou suivi l'entrevue d'Urtubie. Les trêves avaient servi de prétexte à des entretiens où Louis XI avait, sans doute, imaginé de semer les germes d'une réconciliation complète entre les Catalans et lui. Un des points à propos desquels il avait manifesté sa bienveillance, et auquel un peuple de marchands ne pouvait manquer d'être fort

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Corresp. del Gen.*, tr. 1461; *Còl. dipl.*, 291-295. — D'après ce document, Mendoza avait 185 hommes d'armes et 300 chevaux. Les capitaines castillans obéissaient fort mal au lieutenant général, D. Juan de Beaumont. Plusieurs des Castillans poussaient le sans-gêne jusqu'à manifester des sentiments favorables à Jean II. A ce propos, il convient de se rappeler que le père de Jean II était un infant de Castille et que la reine Jeanne Enríquez était fille de l'amiral D. Fadrique.

2. *Ibid.*

3. Bof., XXIII, 302-314.

4. La lettre du Général, datée du 8, a été analysée par Legrand, dans son *Recueil* (B. N., F. fr. 4970, f^{os} 112 et 114); celle de la Cité, datée du 10, est transcrite dans les registres municipaux. (Arch. mun. de Barcel., *Lettres closes*, reg. V, 1462-1468.)

sensible, avait été la levée de l'interdiction du commerce entre la France et le Principat. En effet, le 10, Joan Copons avisait Bernard d'Oms des criées faites en Catalogne au sujet de la liberté du commerce octroyée par le roi de France¹. Il est vrai que celui-ci avait négligé ou volontairement différé d'envoyer les ordres nécessaires en Roussillon, puisque Bernard d'Oms, prévenu des criées faites au delà des Pyrénées, dut demander des instructions². Le 13 juin, la Députation reçut deux envoyés du roi de Castille³ : le licencié de Ciudad-Rodrigo et D. Alonso de Almaras. Ils étaient chargés de déclarer officiellement qu'en raison de la sentence de Bayonne, leur maître, malgré ses regrets, se voyait dans l'obligation d'abandonner les Catalans et qu'il les engageait à s'en remettre à la clémence du roi d'Aragon, offrant d'ailleurs, auprès de ce dernier, ses bons offices.

A la suite de cette communication, la Députation decida de proroger les trêves jusqu'à Noël et d'envoyer en France une grande ambassade. Le lendemain, il fut décrété, en outre, que l'archidiacre de Gerone se rendrait auprès d'Henri IV pour mieux fixer la situation⁴.

Les proclamations répétées de trêves n'empêchaient point, au surplus, des escarmouches continuelles en Urgel, vers Tarragone, en Ampurdan⁵. Copons⁶ dénonçait ces faits

1. B. N. F. fr 8975, fo 90 (mention du *Recueil de Legrand*).

2. *Ibid*.

3. Bof., XXIII, 321 et suiv.

4. Bof., XXIII, 324.

5. Gerone demeurait toujours la ville fidèle par excellence à la couronne. Aussi voyons-nous, un peu plus tard, le 27 septembre, Jean II accorder à cette cité de précieux privilèges. (Arch. mun. de Gerone, *Cart. R.*, 1463.)

6. Enriquez del Castillo, cap. XIII (*Cron. de los reyes de Cast.*, III, 122) juge Joan Copons en ces termes : « Hombre muy astuto, malicioso y sin vergüenza, y muy elocuente. » Ce que nous savons de ses précédents est de nature à le rendre assez peu sympathique. Né

regrettables et en rejetait naturellement la faute sur Jean II, dans une lettre à Louis XI, par laquelle il lui annonçait le prochain départ de l'ambassade destinée à se rendre au près de lui¹.

L'ambassade à laquelle Joan Copons faisait allusion, — ambassade en partie double pour ainsi dire, puisqu'elle comprenait à la fois une mission de la Députation et une mis-

si-
d'une grande famille du pays de Penedès (O. G. 4^e Hist., p. 279). Il était, en 1443, assesseur du gouverneur de Majorque. Au cours d'une audience, il entra en discussion avec le chanoine Jordi Gual et ses frères. L'irascible juge fait fermer les portes, ordonne de saisir les parties et se jette lui-même sur Joan Gual pour l'étrangler. Eperdu, Joan Gual se jette à genoux ; lève à main, supplie le juge lui coupe le poing d'un coup de couteau. Le 14 avril, le père du chanoine Ramon Gual, et le chanoine Jordi lui-même viennent demander justice à l'audience du Conseil royal. Le Conseil prend fait et cause pour les victimes et envoie à Naples Gabriel de Veri pour demander au roi Alphonse V la révocation de Copons. Le 21 mai Gabriel de Veri avise le Conseil que sa requête a été accueillie et que l'ordre secret a été donné d'emmener le coupable à la cour « bien chargé de chaînes ». Cependant, Alphonse V lui accorde à nouveau, en 1447, la charge d'assesseur, mais il le garde à la cour et fait gérer la charge par un sous-assesseur, Bartholomé Aherit. (Quadrado *Permisos y Ciudadanos* p. 100, note.) En 1450, Copons touche, comme assesseur, un traitement de cent livres (Campaner y Fortes, *Cron. Mayor*, p. 212.) En 1451, l'instituteur chancelier de Majorque. (Quadrado, *op. cit.*, p. 100, note.) Copons prit part, dès le premier jour, pour la Révolution catalane. Le 3 novembre 1461, c'est lui qui sert d'interprète à l'ambassadeur français Aymar de Puzyeu, il est porte-bannière du Général pendant la campagne de 1463.

1 B. N., F. le 6970, f. 135. Lettre de Copons à Louis XI, 17 juin, Barcelone. « . Per a Vostre Majestat son estat dels embaxadors per los diputats e gran Consell de [a] tres estats - lo abat de Montserrat per los ecclésiastichs, jo per los barons e cavallers e milers Navarres, doctors, per los ciutats e vilas. E mes la ciutat de Barcelona elegix quatre embaxadors; vuy se deven elegir. Supplich mes avant, senyor, un carta Vostre Majestat, com lo rey Johan, no coneixet les usos practiques acostumades, tantot la gent d'armes de Castella, estada fora de Catalunya, ha fet començar durs guerra mes en l'Urgell, com Tarragona et Ampurdà... no servant treves, jurament e promissio alguna fets a Vostre Ma, estat, etc. »

sion de la Cité, — est, à coup sûr, d'une exceptionnelle importance. Par une coïncidence heureuse, les documents nous permettent de la connaître d'une manière non moins exceptionnelle. Il existe, en effet, aux archives municipales de Barcelone, toutes les dépêches adressées par les ambassadeurs de la Cité au Sage Conseil. Grâce à cette série inestimable, nous pouvons suivre pas à pas cette grande ambassade de 1463, qui jette un jour si lumineux sur la politique française en Catalogne. A un point de vue plus général, ces dépêches, écrites sous l'impression même des événements, nous donnent l'occasion, probablement unique, de voir à l'œuvre, avec le dernier détail, Louis XI dans son rôle de négociateur. L'intérêt en est donc considérable et cet épisode des relations franco-catalanes sous Louis XI mérite qu'on lui consacre un chapitre spécial.

CHAPITRE VI.

L'Ambassade catalane de 1483

La mission catalane adressée au roi de France comptait neuf personnages, savoir : l'abbé de Montserrat, Pere Savartes, syndic de Tortose, et Joan Copons, ambassadeurs du Principat; Matheu dez Soler, bourgeois, Jacme Cesavases, marchand, Joan Brujo¹, notaire, et Raphael Vilar, « tamborer² », ambassadeurs de la Cité. En vertu de la délibération prise le 21 juin par le Général³, un secrétaire était adjoint aux ambassadeurs du Principat, Nicholau Sala; de même, Frances Martí était adjoint, comme secrétaire, à l'ambassade municipale⁴.

Joan Copons, qui avait déjà quitté la ville, fut prévenu d'avoir à attendre à Collioure ses collègues qu'une barque légère devait y porter par mer. Les membres de la mission, ayant prêté serment, sortirent de Barcelone et allèrent

1. Joan Brujo, sous-syndic du roi de Navarre (1447), notaire et sous-syndic de la Cité (1447), remplaça Ginebret comme notaire-secrétaire du Conseil en octobre 1471. Il mourut le 8 juillet 1482 (*Dict. del Cons*, passim.)

2. Tous quatre étaient anciens conseillers; chacun, selon la coutume, représentait l'une des quatre classes ayant accès au Sage Conseil : « ciutadans, mercaders, artistes, menestrals. »

3. *Ref.* XXIII, 391.

4. Pour éviter de multiplier inutilement les références, je préviens que tout ce qui, dans ce chapitre, ne comporte pas de renvoi a pour source la Correspondance de l'ambassade. (*Pièce justificative n° 14*.)

s'embarquer à Cadaqués, le 23 juin, au coucher du soleil, dans une galère du comte de Pallas; ils avaient fait partir la veille leurs montures par terre, afin de les retrouver en Roussillon¹.

Le 25, ils arrivèrent à Collioure, où ils trouvèrent Joan Copons, et ils renvoyèrent aussitôt à Barcelone la galère avec une dépêche rendant compte de leur première étape². Le capitaine français de Collioure reçut les envoyés avec la plus grande cordialité : il poussa la gentillesse jusqu'à les inviter à sa table et à leur envoyer de son vin; il mit la ville et tous ses gens à leur disposition, déclarant qu'il brûlait du désir de voir Barcelone et qu'il voulait faire pour le Principat autant qu'il était Catalan. Les ambassadeurs furent si ravis de cette réception qu'ils proposèrent au Sage Conseil d'adresser une lettre officielle de remerciements à un hôte aussi aimable.

Le 27, la mission, prenant congé du capitaine de Collioure, se dirigea vers Perpignan. Elle avait appris que le roi de France était à Villefranche-de-Rouergue, et tenait à profiter de cette circonstance heureuse pour le joindre au plus vite : ce n'était point, en effet, chose facile, que de joindre un roi aussi voyageur que Louis XI³.

A Perpignan, les Catalans recueillirent des renseignements sur l'état du pays et s'empressèrent naturellement d'en envoyer l'écho à leurs mandants. Mais ils n'eurent garde de s'attarder dans la capitale du Roussillon. Dès le

1. *Diet. del Cons.*, II, 485.

2. *Pièce justificative* n° 11 (dépêche I).

3 B. N., F. fr. 8971, fo 424 (*Recueil de Legerand*) « . . . Le roy, depuis qu'il est venu à la couronne, a mis toute la peine qu'il luy a esté possible de mettre, garder et entretenir son royaume en paix, repos, tranquillité et bonne justice et a icelluy augmenter et accroistre, et y a, graces a Nostre Seigneur, pené et travaillé, en visitant les parties de son royaume plus que ne fist oncques nuls roy de France en si peu de temps, depuis Charlemagne jusques a present. »

2 juillet, ils étaient à Montpellier. Là ils apprirent que le roi de France se dirigeait vers la Loire, afin, disait-on, de se rendre auprès de la reine, qui se trouvait à Tours. Cette nouvelle modifiait leur plan et surtout leur itinéraire. Désormais, il allait falloir pénétrer fort avant dans le royaume et se mettre à la poursuite du roi. Louis XI et la mission allaient remonter parallèlement vers le nord.

Les ambassadeurs ne purent pourtant pas quitter Montpellier aussitôt qu'ils l'eussent voulu. Le comte de Clermont, Pons Guilhem¹, lieutenant en Languedoc, devait arriver incessamment. De Béziers, il avait écrit à Joan Copons que le roi, à son départ de Toulouse², avait donné charge au maréchal de France de négocier avec les Catalans; le comte de Clermont engageait, en conséquence, ces derniers à se rendre, avant tout, auprès du maréchal. Était-ce une manœuvre de Louis XI, désireux avant tout de gagner du temps en faisant faire à la mission une promenade en Gascogne, tandis qu'il allait vers la Loire, et en lui imposant des pourparlers préalables avec un de ses conseillers? Il est difficile de se prononcer à cet égard; mais les mesures dilatoires qui suivirent ne laissent pas d'inspirer quelque soupçon. Quoiqu'il en soit, les Catalans, après s'être consultés, convinrent qu'il n'y avait point lieu de changer d'objectif. Leur mission était d'aller auprès du roi, nullement auprès d'un de ses officiers. Ils résolurent pourtant d'attendre l'arrivée de Pons Guilhem, afin de prendre langue. Ce dernier arriva le

1. Pons Guilhem de Caylus, seigneur de Castelnau de Bretonoux, en Quercy, vicomte de Nebouzan, époux Antoinette de Clermont-Lodève. D'abord lieutenant du comte du Maine et du duc de Bourbon, successivement gouverneurs du Languedoc, il succéda au comte de Candale comme gouverneur du Roussillon et de la Cerdagne. Le premier acte où il figure en cette qualité est, à ma connaissance, un acte du 9 avril 1467. (Arch. dép. des P. O., D 4, orig. sur parchemin.)

2. Louis XI résida cette année à Toulouse du 30 mai au 16 juin au moins (Itinéraire de M^{lle} E. Dupont, Vassien, II, 132, note 2.)

4 juillet et reçut immédiatement les Catalans : en vain, dans cette entrevue, leur répéta-t-il de vive voix que le maréchal avait reçu commission expresse de les entendre ; les Catalans répliquèrent qu'ils étaient décidés à aller droit au monarque lui-même. En présence de cette résolution ferme, le comte de Clermont répondit que, dans ce cas, il n'avait rien à ajouter ; du reste, quant à lui, il n'avait nul pouvoir de négocier. Les ambassadeurs étaient donc libres de poursuivre leur route.

Toutefois, ils se rendaient compte que le voyage allait être long, et que, par conséquent, ils auraient besoin de beaucoup d'argent : il s'agissait donc de trouver quelqu'un qui voulût bien leur ouvrir un compte. A cet effet, ils s'entendirent avec un marchand montpelliérain, Gaspard de Cassagnes, lequel leur délivra une lettre de change de trois cents écus et s'offrit à leur servir d'intermédiaire pour la réception et l'expédition de leurs courriers. Un autre souci préoccupait vivement les ambassadeurs : ils n'avaient encore en main ni instructions ni lettres de créance. Peut-être était-ce pour mieux assurer le secret de la mission que le Conseil et le Général n'avaient pas remis à leurs représentants leurs instructions au moment du départ¹ ; mais le retard inquiétait maintenant les envoyés et ils ne cessaient d'en réclamer l'expédition, toujours avec plus d'insistance.

Au sortir de Montpellier, les ambassadeurs se séparèrent. Pour plus de commodité, les représentants du Principat prirent les devants ; la légation de la ville suivait à quelques lieues de distance. Les premiers devaient attendre leurs collègues à Lyon. Mais les ambassadeurs de Barcelone, étant arrivés dans cette ville le 14 juillet, apprirent que les représentants du Principat en étaient partis en leur laissant

1. A l'appui, voir la délibération du Général en date du 18 juin. (Bof., XXIII, 329-330.)

une lettre : ils s'étaient décidés, écrivait-ils, après avoir tenu conseil, à ne plus s'arrêter jusqu'à Tours, où ils comptaient trouver Louis XI; ils ajoutaient que des nouvelles récentes les avaient convaincus de la nécessité où était la mission de paraître au plus tôt devant le roi. Vraisemblablement il faut voir, dans cette phrase assez énigmatique, une allusion à la présence à la cour de l'Aragonais Gauceran Oliver.

En dépit de la résolution qui avait dicté cette lettre, les trois ambassadeurs du Principat se laissèrent rejoindre par leurs collègues à Pont-de-Sauldre. C'est là que le roi, alors à Amboise¹, leur envoya Gueraut dez Pla² pour les conduire auprès de lui, à Chartres, où il avait dessein de les recevoir.

Si Gueraut dez Pla était venu parler aux Catalans en son propre nom, ils l'eussent éconduit comme le méritait un traître et un ennemi de leur patrie, ainsi qu'ils l'avaient eux-mêmes; mais puisqu'il venait au nom d'un monarque puissant, force fut bien de le traiter en représentant de celui dont il se réclamait. Le choix de Gueraut pour saluer les Catalans au nom de Louis XI est de nature à surprendre, si l'on songe au rôle équivoque de ce personnage et au bannissement dont l'avait frappé le gouvernement révolutionnaire : un pareil manque de tact ressemble à un défi et paraît bien difficilement explicable. Dans leur correspondance, en dépit de leurs efforts pour dissimuler leur sentiment, on voit très clairement que les ambassadeurs furent

1. Nous trouvons Louis XI à Amboise du 13 au 26 juillet. (Vaesen, II, 128-127.)

2. Gueraut dez Pla, fils de Francis dez Pla, ancien conseiller de Barcelone et maître-d'hôtel de D. Carlos. (J. Galmiche, *Doc. relat. à D. Carlos, Mélanges*, XXI, 456.) Il avait épousé, en 1461, Aldencia de Corbere, fille de Charles d'Orma. (Arch. dép. des P.-O., B 295.) Il avait été banni par le Général en même temps que son beau père. Comme Bernard d'Orma, il avait serv. Louis XI avant l'avènement; mais son rôle avait été surtout celui d'un espion.

péniblement impressionnés. Gueraut des Pla notifia officiellement la présence en ce moment, dans l'entourage royal, de Galceran Oliver, ainsi que celle de Philippe Albert et d'autres adversaires déclarés de la Révolution. L'ambassadeur aragonais, apparemment désireux de se donner pour pacifique, avait chargé personnellement Gueraut des Pla de saluer les Catalans de sa part. Ceux-ci se consultèrent entre eux sur l'accueil qu'il convenait de faire à de pareilles avances; mais ils résolurent de lui enjoindre, par le même intermédiaire, d'avoir à s'abstenir, jusqu'à nouvel ordre, de toute communication avec eux.

En passant par Blois, les Catalans voulurent présenter leurs hommages au vieux duc Charles d'Orléans et à la duchesse, qui y résidaient. Le lendemain du jour de leur arrivée, qui était un jour férié, ils sejournerent à Blois afin d'obtenir audience. Après le dîner, ils se rendirent au magnifique château qui servait d'habitation à la famille ducale et entendirent les vêpres dans la chapelle, en compagnie du duc, de la duchesse, de son fils et de sa fille. Ils allèrent ensuite ensemble dans un jardin planté, dit Mathieu des Soler dans sa correspondance, « à la catalane¹ », et tout en se promenant, le bon duc fit ses confidences à Joan Copons, qu'il connaissait déjà. s'il eût pu se rendre auprès du roi, certes, c'est bien volontiers qu'il eût plaidé la cause du Principat; mais il s'excusait de son grand âge : n'allait-il pas avoir soixante-dix-huit ans à Sainte-Catherine²? A cet aveu, il ajoutait, avec quelque fierté, qu'il avait naguère paru à la cour. Copons saisit l'occasion d'entretenir Charles d'Orléans, dont il savait l'influence³, des intérêts de la Cata-

1. Dépêche VI. — Mathieu des Soler fait un récit charmant de la visite.

2. Cette mention fixe décidément au 26 novembre la date de la naissance de Charles d'Orléans.

3. Le 20 juillet, le duc d'Orléans reçut des noues du chancelier

logne et de l'excellence de sa cause. Le vieillard répondit en latin, avec simplicité et abondance, « avec gestes propres à son âge », exprimant, avec une parfaite bonne grâce, l'espoir que satisfaction serait accordée aux aspirations des Catalans.

Lorsqu'ils eurent pris congé du duc, les ambassadeurs se dirigèrent vers Contres, où ils furent rejoints par le courrier Anthon Bech, chargé d'apporter, enfin, les lettres de créance et les instructions, approuvées par délibération en date du 2 juillet¹. Le 28 du même mois, la mission entra à Chartres, où Louis XI n'était point arrivé. Deux jours plus tard, se présenta à leur logis le gouverneur de Montpellier, ce même Remi de Mérimont que nous avons déjà rencontré plusieurs fois; il était porteur d'une missive royale: Louis était tout près de Chartres, au lieu que Mathieu des Soler appelle « *Matecasat* »², et c'est là qu'il avait l'intention de s'aboucher avec les ambassadeurs. Le lendemain était un dimanche; le lundi était réservé à la chasse; il les recevrait donc le mardi, c'est-à-dire le 2 août. Revenant à la charge, mais plus nettement que ne l'avait fait Gueraut des Pla, Mérimont demanda à brûle-pourpoint aux Catalans s'ils avaient pouvoir d'entrer en pourparlers avec Galceran Oliver sur les questions relatives à la sentence arbitrale. Les Catalans furent si surpris de la question que leur interlocuteur lut leur étonnement sur leurs visages, et il s'empressa de

Pierre de Morvilliers, un mémoire à lui adressé d'Amboise par le roi (Arch. Nat., J 506, n° 18.) Dans ce mémoire, intéressant à bien des égards, et dont il a été déjà fait mention plus haut, il est question de l'ambassade de Barcelone: « ... Item sera declaré la venue de l'ambassade de Barsalonne qui vient devers le roy. »

1. Arch. mun. de Barcel., *Delib.*, reg. V, 1462-1463, f° 188.

2. C'est en vain que j'ai fait des recherches pour identifier ce nom de lieu: je crains que sa véritable physionomie n'ait été altérée par Mathieu des Soler; peut-être, au surplus, ne s'agit-il que d'un simple rendez-vous de chasse.

■

les rassurer : tout cela, leur confessant-il, n'allait qu'à se débarrasser au mieux possible des importunités de l'Aragonais. Il est visible que Louis XI voulait se servir de chacune des deux ambassades adverses contre la seconde, soit pour accorder le minimum de satisfaction à l'une et à l'autre, soit pour exiger davantage de celle à laquelle il ferait ou paraîtrait faire le maximum de concessions.

Le jour fixé pour l'introduction des ambassadeurs arriva. Le mardi 2 août, Remi de Mérumont prévint les ambassadeurs de se rendre auprès du roi, vers neuf ou dix heures du matin. Après un léger déjeuner¹, ils se mirent en route avec Mérumont septième. Les membres de l'ambassade n'étaient qu'au nombre de six, parce que l'un d'eux, Joan Brujo, était retenu par la fièvre. Arrivés à quatre portées d'arbalète de la demeure royale, ils virent venir à leur rencontre sept ou huit des plus grands personnages de la cour, notamment le comte de Boulogne, l'évêque de Chartres, le maréchal de France. Ainsi accompagnés, les Catalans parvinrent jusqu'à l'appartement royal. A leur entrée, Louis se leva de son siège et s'avança jusqu'au milieu de la salle. Les Catalans lui firent trois profondes révérences et voulurent lui baiser les mains, selon la mode de leur pays; mais il ne le souffrit point, et, à leur grande surprise, il les embrassa, comme s'ils eussent été ses égaux. Les chefs des deux ambassades firent alors remise de leur lettre de créance respective. L'abbé de Montserrat remit celle du General et Mathieu des Soler celle du Sage Conseil. Cette dernière était ainsi conçue :

« Au très haut, très excellent et très chrétien seigneur le roi de France Très haut, excellent et très chrétien roi : A Votre Majesté nous envoyons Mathieu des Soler, Jacme Cessavess, Joan Brujo et Raphael Vilar, bourgeois de cette cité,

L. « Refrescats algun tant. »

en qualité de messagers élus, à l'effet d'expliquer à Votre Seigneurie, de notre part et de la part de la cité, les choses à eux confiées. C'est pourquoi, très haut et excellent seigneur, nous supplions autant que nous le pouvons Votre Excellence de daigner recevoir avec bonté et entendre les dits messagers et de leur donner pleine foi et créance en tout ce qu'ils vous expliqueront de notre part et de celle de la dite cité, au même titre que si à vous même, seigneur très haut, nous l'expliquons en personne. Veuille la divine prudence conserver Votre grande Seigneurie en prospérité et pour longtemps dans l'heureux gouvernement de ses royaumes et terres. Écrit à Barcelone le 4 juillet de l'an 1463. De Votre grande Excellence humbles et dévotés serviteurs, les conseillers de Barcelone¹. »

Le roi s'écarta un instant avec ses officiers pour prendre connaissance des deux lettres; puis il se déclara prêt à ouïr les ambassadeurs. L'abbé de Montserrat prit la parole : il désirait adresser au souverain une harangue en langue latine, et son collègue, Matheu dez Soler, désirait, pareillement, lui adresser une harangue en langue vulgaire. Sur l'assentiment de Louis, les deux discours furent prononcés.

1. Arch. mun. de Barcel., *Letres Clones*, reg. V (1462-1468) : « Al molt alt e molt excellent e christianissim senyor, o senyor rey de França. Molt alt, excellen te christianissim senyor A Vostra Magestat trametem mossen Matheu dez Soler, mossen Jacme Casavanes, Johan Brujo e Raphael Vlar, ciutadans d'aquesta ciutat, en missatgers elegits per explicar a Vostra Senyoria, de part nostra e de la dita ciutat, les coses a e la comenes. Per ço, molt alt e excellent senyor, a Vostra Excellencia, quant mes podem, supplicam sia te vostra merce volre los dits missatgers benignement rebre e hoyr e darlos plena fe e crehença en tot ço que explicaran a vostra real persona de part de la dita ciutat e nostra, axí com si a vos, senyor molt alt, nosaltres personalment ho explicaren. E la divina prudencia vull conservar a Vostra gran Senyoria prosperament e per lonch temps, ab felichissim regiment de sus regnes e terres. Scrit en Barcelona a iij de jujol del any M CCCCLXij. — De Vostra gran Excellencia humils e devots servidors, les consellers de Barcelona. »

Quand ils furent terminés, le roi se retira avec ses familiers pour aviser à la réplique, et, un moment après, le roi étant debout, son héraut d'armes, en son nom, donna connaissance de la réponse arrêtée par le souverain. C'est alors que Louis XI reprit personnellement la parole pour demander aux Catalans quelles propositions ils avaient dessein de lui soumettre. Tous étant debout, le roi comme les ambassadeurs, ces derniers profitèrent de l'occasion pour mettre en avant deux des points les plus favorables de leur programme.

Le premier point était le fait de Baga. Maîtres de la Cerdagne, les Français avaient envahi la Seu d'Urgel et menacé Baga. Les consuls de cette ville¹, considérant avec raison ces menaces comme une véritable violation de territoire, avaient vivement protesté auprès du Général et de la Cité de Barcelone. Le Général et le Sage Conseil avaient aussitôt dépêché un expresse à l'ambassade pour la charger d'intervenir; l'expresse était justement parvenu à destination le 30 juillet. Les ambassadeurs choisirent avec beaucoup d'à propos cette question assez simple, et où toute raison était sans contestation possible de leur côté, pour débiter dans leurs négociations avec le roi de France. Ils exposèrent le fait; ils en exagérèrent à dessein la portée, ainsi qu'ils le disent eux-mêmes dans leurs lettres, représentant avec feu combien un tel attentat était contraire aux paroles amicales qui venaient d'être prononcées. Louis XI s'empressa de répliquer qu'il ignorait tout et manifesta de l'imprudence de ses troupes un grand déplaisir. Il insista sur sa ferme volonté d'accomplir tout ce qu'il avait dit et mieux encore. N'était-il pas Catalan²? On pouvait tenir pour cer-

1. Lettre des consuls de Baga. (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, n^o 1483, f^o 90.)

2. Nous verrons plusieurs fois Louis XI se dire Catalan, par allusion à l'origine de sa grand'mère Yolande. C'était une flatterie inté-

tain que désormais ses gens d'armes ne feraient rien contre la Catalogne et contre Barcelone; car il n'était pas un Castillan, violateur de promesses, il était Français et Catalan, c'est-à-dire ami de la vérité. Quant au fait allégué, il allait écrire au maréchal de Comminges pour lui ordonner de s'informer si Baga dépendait des Comtès ou appartenait réellement au Principat, auquel cas il aurait à y mettre ordre.

La seconde question, celle du rétablissement de la liberté du commerce entre la Catalogne et la France, était une question économique de la plus haute importance, réglée d'ailleurs en principe. Interrogé sur les mesures qu'il comptait prendre touchant ce second point, le roi déclara que les lettres patentes et les ordres nécessaires seraient expédiés par les soins de Remi de Méricourt.

Après quelques paroles très cordiales du roi, un dernier remerciement fut exprimé par Joan Copons, et les Catalans prirent congé. Remi de Méricourt, en les reconduisant, les engagea à consigner les demandes qu'ils avaient dessein de présenter en un court mémoire.

Ainsi se termina la première entrevue des ambassadeurs et du roi. Elle avait effacé dans leur esprit le fâcheux effet qu'avait pu produire sur eux le choix malencontreux de Gueraut des Pla comme introducteur. Louis XI les avait conquis, et leur impression, qui transparaît à merveille dans leur correspondance si minutieuse, nous donne une idée frappante du négociateur qu'était Louis XI. Ce n'était point le diplomate froid, calculateur du moindre détail, à la parole mesurée, au geste étudié; c'était l'italien beau parleur, le diabolante, par-dessus tout le séducteur à la voix douce et mielleuse. Avec lui, point de cérémonial; ses

ressés, destinée, dans son esprit, à préparer sa candidature à cette seigneurie de Catalogne qu'il avait rendue vacante par la sentence de Bayonne.

manières étaient simples comme sa mise, sa seule affectation était celle de la familiarité. Il n'usait point de cette réserve qui en impose, mais éveille la défiance, il usait plutôt de cette abondance et de ce laisser-aller qui simule les confidences et les provoque. Il embrassait les bourgeois, il les traitait en compères et paraissait moins négociier que causer avec eux : c'était sa façon à lui de se les concilier et de les rendre maniables; seulement, les Catalans, grâce à leur grand sens politique, ne devaient pas tarder à s'apercevoir que ces embrassades étaient des feintes et ces démonstrations amicales une comédie.

Le 8 août 1463, Louis XI répondit de Meslay au Sage Conseil; il lui faisait savoir qu'il avait entendu ses ambassadeurs et qu'il avait accordé satisfaction aux demandes qu'ils lui avaient adressées. Il chargeait d'ailleurs Joan Bernat de Marimon¹ de l'en entretenir plus à fond. Le même jour et du même lieu, le roi expédiait tout un courrier relatif aux réclamations des Catalans :

1° Les lettres patentes sur le commerce;

2° Des lettres au comte de Comminges, grand maréchal, lieutenant du roi en Guyenne, sur la concession du commerce et le fait de Baga;

3° Des lettres dans le même sens au comte de Candale, capitaine de Buch, gouverneur du Roussillon, et à Jean de Salazar, capitaine en Cerdagne².

1 Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, año 1463, éd. F. Pauquier, pp. 32-33. Une lettre semblable fut écrite au Général, mais je ne l'ai point retrouvée dans les registres de *Turbaciones*. L'exemplaire conservé aux archives municipales porte au dos la mention : « El al ray de França a .xv. de agost del any mccccxliij. sobre la creença que ell a comenada al honorable mossen Johan Bernat de Marimon. » Je n'ai pu retrouver la réponse dont il s'agit : elle ne figure point dans les minutes des *lletres closes*, sans doute à cause de son caractère tout à fait confidentiel.

2. Les ambassadeurs envoyèrent à leur gouvernement une version catalane de ces divers actes (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año

La rédaction de ces actes n'était pas allée sans soulever quelques difficultés. Un premier projet avait été repoussé par les Catalans, parce qu'il y était fait mention de Jean II : l'insertion de ce nom détesté leur avait paru contraire au

(462, p. 97 et suiv.). A la même série de pièces il convient de rattacher la confirmation par Louis XI des privilèges concédés à la ville de Liria, en Catalogne, par le roi Pierre le 13 novembre 1463 pour l'exportation des blés. Cette confirmation porte la date suivante : « Datum apud Chartam, prope Paris, in mensis augusti, anno millesimo CCC^{mo} septuagesimo tertio et regni nostri tertio, » (Arch. mun. de Liria, pergament, orig. aut. lib.).

Voici la traduction catalane de la lettre missive adressée de Noyay au comte de Comminges (Arch. mun. de Barcel., Cart. Com., año 1463, p. 87) : « De part del rey. Molt car e molt amol nos. Per certes causes e considerations nos e nos vengudes e altres, pus amplament contingudes, avinamnos e altres nostres justiciars e officials subjeccats, nos havem volgut e ordenat que los subdits del Principat de Catalunya e altres Catholans habitants en la dita terra putesen anar e venir, segurarment e sarrament, mercantilment e vore nostres sabils en nostre revante, e los nostres sabils envers los del dit Principat fins aiant que a ara que havem fet no fet manament contrari, mal com pus amplament poren venir per nostres lres. E per ço que nos volem lo contrari en aquestes sortir en plen efecte, nos volem e vos manam, be e expressament, que vos los publiquen e metan o fassan publicar e metre en execucio lo contingut en aquestes, guardar e fer tenir de punt en punt, segons lur forma e lur intellèct, que algu no puga pretendre justa causa de ignorancia.

« E altra per ço que nos han reportat que nosres gens de guerra, qui nos en Puigcorbà, han fetes moltes oppressacions al loch e subdits de Baga, que han dit esser del dit Principat de Catalunya nos volem que vos vos informen al nos del dit loch de Baga son del dit Principat o dels nostres comtats de Rosselló e de Nordanya, car, en cas que els sien del Principat, nos sera despiament que fosen valuts per la gent de guerra, e volem derontament aquestes esser lliures e fet manament de no pus hi proechir. E si es cas que tropieu qu'ells son de nostres comtats, nos volem que sien valuts per la gent de guerra, per tant nos que ells sien rebentats nos com les altres subdits de nostres comtats de Rosselló e de Nordanya, ab tota la pus gran diligencia que esser poga. E que guarden que en aço no hage falta, car aquest es lo nostre plaer. Dat a Masley (o vil.) jorn de agost, any de gracia MCCC^{li} XI. » — On entrevoit, à la lecture de cette lettre, que Louis XI se faisait un malin plaisir d'intervenir dans une lettre écrite à la requête des Catalans, sur la conquête des comtes de Roussillon et de Cerdagne; mais, bien que ce ne fût guère, pour les Catalans,

but de leur mission. Louis XI, qui peut-être avait voulu simplement se rendre compte, par cette insertion, des sentiments intimes de l'ambassade, ordonna ensuite une rédaction nouvelle qui serait élaborée de concert par les ambassadeurs eux-mêmes et trois conseillers : l'évêque de Chartres, le procureur de Montpellier et un personnage plus connu dans l'histoire, l'ancien chancelier Guillaume Jouvenel des Ursins. Ces trois personnages tinrent plusieurs conférences avec les Catalans. Au cours de ces conférences, ils leur demandèrent, une fois de plus, et cette fois très nettement au nom du roi, s'ils avaient pouvoir en quoi que ce fût de communiquer avec l'ambassadeur aragonais Galceran Oliver; le roi désirait qu'il pût y avoir entre eux « quelque bonne audience », car il avait l'intention d'envoyer une grande ambassade au delà des Pyrénées pour régler la question catalane. Les Catalans, que cette instance commençait à étonner, répliquèrent qu'ils n'avaient aucune commission de ce genre, et que leurs mandants désapprouveraient, à comp sûr, leur conduite, s'ils se prêtaient à une communication quelle qu'elle fût avec Jean II ou l'un quelconque des siens, qu'il serait insensé à eux de consentir à entrer en relations avec un prince légitimement proclamé ennemi public de leur patrie, qu'enfin on pouvait rapporter au roi de France leur ferme propos de prendre le Turc infidèle pour seigneur plutôt que de revenir au roi d'Aragon. Louis XI était maintenant fixé sur ce point capital : Barcelone ne voulait pas d'un retour à l'obéissance.

Avant l'achèvement des travaux de la conférence, l'évé-

l'heure de se montrer chatouilleux, ceux-ci, presque en même temps, affirmèrent leurs sentiments en nommant, à la date du 15 août, un député local à Perpignan (Arch. de la Cor. de Arag., *Diets de la Dep.*, t. 1461, dilans. a. xv. de août (1462). On voit combien l'accord était difficile entre Louis XI et les Catalans.

que de Chartres avisa les ambassadeurs du prochain départ du monarque pour Paris. Les ambassadeurs déclarèrent qu'ils se mettraient en mesure de l'y suivre, afin de travailler sans relâche à l'accomplissement de leur mission.

Avant de quitter Chartres, les ambassadeurs eurent l'occasion d'entrer en rapport avec les représentants d'un prince qui devait, un jour, jouer un grand rôle dans les destinées de la Révolution catalane : le roi René. Ces représentants étaient le comte de Vaudemont, Ferry de Lorraine, et l'évêque de Marseille, Nicolas de Brancas. Ce prélat exprima le désir de parler aux Catalans : il avait oui dire que le Principat avait conclu un traité de commerce avec la France, et il savait combien les Provençaux seraient heureux d'obtenir un traitement semblable. A ces ouvertures, les Catalans, toujours soucieux des intérêts économiques, répondirent qu'ils n'avaient aucun pouvoir en l'espèce, mais que leurs mandants, sans aucun doute, recevraient avec plaisir la nouvelle de cette proposition; ils invitèrent l'évêque à rédiger un projet qu'ils transmirent soigneusement à Barcelone et qui fut approuvé par le Sage Conseil en date du 16 septembre¹.

Louis XI partit pour Paris le 18 août au matin². Avant de quitter le pays chartrain, il commit un de ses officiers pour rembourser aux Catalans le montant de toutes les dépenses qu'ils avaient eues à supporter durant les vingt

1. Arch. mun. de Barcel., *Delib.*, reg. II, 1463-1465. Cf. Arch. des B.-du-Rh., B 15. Déjà, le 23 novembre, Nyvert avisait de Pézenas Louis XI que les Barcelonnais s'approvisionnaient en Provence au grand dommage du commerce languedocien (B. N., F. fr. 20498, f. 158). Le 18 mai 1489, un traité de commerce avait été signé entre Gênes et Barcelone (B. N., F. ital. 1599, f. 159). Il est vrai que, vers le même temps, François Sforza faisait également conclure un accord commercial entre Gênes et Jean II (*ibid.*), sans rompre le monde du monde avec D. Juan de Beaumont (*ibid.*, f. suiv.).

2. Louis XI passa par Bourdan et Monthéry, on le trouve dans cette dernière localité le 19. (Vaesen, II, 142-143.)

jours de leur séjour à Chartres. De leur côté, pendant la dernière semaine, les Catalans se préoccupèrent de l'expédition des lettres sur le commerce, dont ils s'étaient chargés. Comme ils ne trouvaient aucun agent sûr, Pere Mayans, beau-frère de Raphael Vilar, qui se trouvait avec ce dernier, fut détaché à cet effet. Il devait s'acquiescer d'ailleurs de cette mission de confiance avec le plus grand zèle¹.

Les Catalans arrivèrent à Paris, le 24 août, pour y poursuivre l'exécution de leur programme. Ils y étaient à peine depuis quelques jours qu'ils eurent comme la révélation du danger que les ambitions démesurées de Louis XI faisaient courir à leur patrie.

« Nous nous rappelons avoir appris, tant par les rapports de nos aînés et de nos ancêtres de cette Cité qu'autrement, à quelle union, à quels efforts, à quelles dépenses, à combien de sang versé ce Principat et cette Cité doivent leurs libertés générales et particulières, ces libertés par lesquelles le Principat s'est conservé et la Cité est devenue grande. Nous avons devant les yeux quel détriment, ou mieux quelle destruction totale subiraient ces mêmes libertés, au cas où se réaliseraient les choses ci dessous écrites... Nous tenons, en effet, pour certain, par bien des voies... que, *per fas* ou *per nefas*, on travaille à ce que ce *Principat* soit *français*, sans souci de savoir si les liens par lesquels nous nous sommes attachés nous-mêmes au roi de Castille sont rompus ou non, sans souci non plus de savoir si une telle entreprise est utile au Principat ou non² ! »

1 Arch. mun. de Barcel., Delib., reg. II, 1483-1485.

2. *Pièces justificatives* n° 11, dépêche VIII. — Or Louis XI prétendait que les Catalans étaient venus pour se donner à lui, et qu'il les avait refusés par considération pour les engagements pris vis-à-vis de l'Aragon. C'est l'ambassadeur milanais qui l'écrit à son maître, le 9 septembre. « ... subjugando como li Barcelloinesi di novo hanno manda o ambasciatori da sua M. per volerseli per dare et la M. sua me ha dicto che, per cose del mondo, mal non li torrebbe, per la

Tels sont les termes dans lesquels les ambassadeurs donnaient au Sage Conseil leur impression.

Ainsi, aucun doute n'était possible. Louis avait repris les vastes projets des premiers jours du règne : l'alliance aragonaise avait porté sa frontière aux Pyrénées ; pour pousser au delà, il fallait reprendre le plan de 1461 et se faire le sauveur, c'est-à-dire le maître de la Catalogne. Le voile se déchirait : c'est pour avoir place nette que le roi de France avait dicté à Henri IV une renonciation, c'est pour être en mesure de le remplacer qu'il avait tant tenu à faire dire par les ambassadeurs que la Catalogne ne voulait à aucun prix d'un retour à l'Aragon. Dès leur arrivée à Paris, peut-être même plus tôt, les ambassadeurs s'étaient sentus environnés de pièges. Les finesses mêmes de Louis XI leur avaient ouvert les yeux. Non qu'ils fussent entièrement revenus de leur bonne opinion sur « la grande humanité » de ce prince à l'accueil si séduisant et aux manières si cordiales : ils rejetaient toute la faute sur ses mauvais conseillers, sur les intrigues du parti français de Barcelone, sur les menées de Gueraut des Pla et de ses pareils, car, pensaient-ils, « le dit seigneur est de si grande bonté et justice que, s'il n'avait de fatales informations, il réglerait les choses autrement » ; mais, s'ils gardaient leurs illusions sur la bonhomie apparente du roi, ils n'en avaient plus — et c'était l'essentiel — sur la gravité de la situation. Au demeurant, tout était de nature à les éclairer. La complication même des subterfuges employés à leur égard éveillait leur méfiance. Un informateur tendancieux avait prêté à Galceran Olivier des paroles révélatrices : Galceran, à qui le roi avait, disait-on, rapporté le propos des ambassadeurs au sujet du roi d'Aragon¹,

promessa que « dua volta ha facta al re d'Aragona. » (Bibl. Nat. F. ital. 4560, f. 204.) On voit quelle sorte de jeu jouait le roi de France.

1. Le 15 août, à l'en croire, Louis XI aurait rapporté à Galceran que les Catalans « étaient déclarés d'humeur à se donner au Turc

avait renoncé à ramener jamais le Principat à Jean II et s'était déclaré prêt à travailler au profit du roi de France. Il y avait, selon lui, trois partis à Barcelone : le parti français, le parti aragonais et le parti castillan. Le parti aragonais, il s'en faisait fort, se rallierait volontiers au parti français, et le parti castillan serait aisément amené à suivre cet exemple, cependant, il y avait à cela deux obstacles : D. Juan de Beaumont et Joan Copons; mais il appartenait au roi de France de se débarrasser du premier, et quant au second, sans doute, il ne demeurerait pas irréductible.

Il est facile de comprendre quel était le but de l'inscrétion et de deviner quel en devait être, au fond, l'auteur véritable, l'imagination de Louis XI se trahit dans cette fausse confiance, car l'attitude attribuée à Galceran Olivier est de tous points impossible, et nous sommes autorisés, par les documents comme par le cours même de l'histoire, à la tenir pour controuvée; mais le refus trois fois répété des Catalans d'entrer sous une forme quelconque en rapports avec l'Aragonais permettait sur son compte à Louis XI tous les mensonges. L'allusion à Copons était une invite indirecte. D'autre part, les critiques continuelles contre les Castillans et Juan de Beaumont constituaient une manœuvre facile à pénétrer : il fallait détacher les Catalans d'Henri IV en même temps qu'on les arrachait à jamais à Jean II. Au reste, les attaques incessantes contre Henri IV et la Castille étaient par trop viables : c'est qu'elles étaient dictées moins, peut-être, par l'intérêt que par l'antipathie. Depuis l'entrevue, cette sorte de répulsion intime, faite de mépris et de haine, qu'il avait conçue contre Henri IV, entraînait de plus en plus Louis XI dans la voie d'une politique de sentiment anticastillane.

plus tôt qu'à son maître (dépêche VII) Le but de la confidence, si elle est réelle, était de décourager l'Aragonais.

Pour l'instant, la grande préoccupation de Louis était de laisser un travail préparatoire, indispensable, pensait-il, à ses visées, se faire dans l'esprit des Catalans. La franchise d'une attitude nette et décisive n'était point dans sa nature. Aussi, tandis qu'il créait autour des ambassadeurs, à grand renfort d'artifices, une atmosphère de demi-confidences et de nouvelles tendancieuses, il se gardait de précipiter les négociations. Les pourparlers suivaient maintenant leur cours avec une extrême lenteur; les entrevues avaient lieu comme par hasard; c'étaient des conversations plutôt que des conférences. Le roi affectait toujours à l'égard des envoyés une cordialité parfaite, une entière simplicité d'allures, semant ses discours d'illusions malveillantes aux Navarrais¹ et aux Castillans. Un jour qu'il reprochait aux Catalans de s'être donnés au roi de Castille, ceux-ci ne craignirent pas de répliquer qu'ils l'avaient fait sous l'empire du péril créé par la marche des Franco-Aragonais sur Barcelone; c'était faire sentir au roi de France que le souvenir des maux infligés à la Catalogne par Gaston de Foix et ses troupes était aussi vivace que celui des excès commis par les soldats de Jean II. Louis XI parut ne pas comprendre. Un autre jour, qu'il parlait des relations entre les deux couronnes, il se laissa aller à dire que volontiers il montrerait aux membres de l'ambassade, pour les édifier, les actes passés entre Jean II et lui; les ambassadeurs le prirent au mot et, à l'avenir, il dut accumuler bien des subterfuges pour éviter d'avoir à s'exécuter, car ses interlocuteurs ne manquaient jamais une occasion de lui rappeler avec insistance son imprudente promesse.

Pour gagner plus sûrement du temps, Louis XI imagina de charger quelques-uns de ses conseillers de négocier avec les Catalans et de lui faire ensuite un rapport; les deux

1 Il visait évidemment surtout D. Juan de Beaumont.

principaux conseillers commis à cet effet étaient l'évêque de Chartres et Guillaume Jouvenel des Ursins. Il y eut, de la sorte, plusieurs rendez-vous entre les ambassadeurs et les conseillers. Quant au roi, il allait tous les jours à la chasse : jamais Louis XI n'avait autant chassé.

Les Catalans ne tardèrent pas à être pris d'inquiétude. Les jours se passaient et leurs affaires n'avançaient point. Ils résolurent donc, sous couleur de lui rendre visite, d'aller trouver le roi à la chasse. Celui-ci, les reçut à l'improviste, à Pontoise, le 9 septembre, et, faisant apparemment contre mauvaise fortune bon cœur, il supporta, en ce lieu peu propice, une véritable conférence diplomatique. Outre diverses questions de personnes auxquelles le Général s'intéressait, il fut parlé de plusieurs affaires importantes, en particulier de la princesse D^e Blanca de Navarre, dont la Députation réclamait la liberté et dont le roi promit, bien platoniquement d'ailleurs, de s'occuper ; il fut aussi parlé de la communication des traités franco-aragonais. Très gêné sur ce point, Louis déclara que ces documents étaient couchés sur un registre et qu'il aviserait avec son chancelier, mais qu'il était bien entendu qu'on les montrerait.

Le bruit s'était répandu que Louis XI allait partir pour la Picardie, afin d'avoir une entrevue avec le duc de Bourgogne¹. Les ambassadeurs profitèrent de l'occasion pour faire au roi une nouvelle visite. Il leur promit de les prévenir de son départ, lorsqu'il serait décidé, et remit à leur choix de rester à Paris ou de le suivre dans le Nord. Les Catalans commençaient à trouver que leur mission traînait par trop en longueur. Le mystère de ces atermoiements interminables les effrayait, car ils soupçonnaient, et non sans cause, des menées occultes à Barcelone². C'est pourquoi, désireux

1. Cette entrevue eut lieu le 27 septembre (Leges, I, 311).

2. Les intrigues de François des Pla sont attestées indirectement

de se dégager, ils demandaient instamment des instructions précises ou leur rappel. Le matin du 14 septembre, Remi de Mérimont vint leur notifier que le départ de son maître était fixé au lendemain. Les ambassadeurs décidèrent de rester momentanément à Paris, mais en se réservant d'aller au besoin rejoindre le roi, s'il tardait trop : ils chargeaient le gouverneur de Montpellier de les tenir au courant des séjours de Louis XI. D'autre part, celui-ci les faisait prier par son mandataire de réclamer au Principat la liberté de quelques prisonniers appartenant à la compagnie de Louis de Crussol et la remise en sa main du château de Bellegarde, point stratégique de premier ordre¹. Par lettres patentes données à Dieppe le 6 novembre 1463², le comte de Candale fut nommé à l'office de capitaine de Bellegarde et du Perthus.

Un temps de repos était imposé aux Catalans, tandis que Louis XI s'attachait à négocier avec la Bourgogne le rachat des villes de la Somme. Les Barcelonais demeuraient à Paris, attendant que le roi se fût fixé dans quelque ville importante. L'approche de l'hiver leur faisait désirer plus ardemment encore leur retour et ils comptaient bien ne plus revoir le roi que pour lui présenter leurs « licences ». Aussi bien, édifiés comme ils l'étaient sur les dangers que faisait courir à l'indépendance de leur pays l'ambition de Louis XI, ils souhaitaient chaque jour davantage une solution de nature à éviter de sa part une proposition ferme, prévue et redoutée par eux comme fort embarrassante.

Cependant, Joan Bernat de Marimon était parvenu à Barcelone ; il avait présenté la lettre donnée à Meslay par

par une lettre de son fils, Gueraut, à Louis XI (copie de Legrand, B. N., F. fr. 5971, f° 380).

1. C'est probablement cette occupation de Bellegarde qui fit croire à Thomas Basin que ce château était aussi compris dans le traité d'engagement, au même titre que ceux de Perpignan et de Collioure. (Th. Basin, I, 46 ; éd. Quicherat, t. II, p. 56.)

2. Arch. dép. des P.-O., B 292, f° 132

Louis XI et demandé à être entendu. Le 27 août, le Conseil répondant à la lettre du 8¹; le même jour, le Général constituait une commission de six personnes présidée par l'évêque de Vich pour prendre connaissance de la mission confiée à Marimon, le 29¹, les six personnes se réunissaient et, de son côté, le lendemain, le Sage Conseil désignait huit personnes pour se joindre aux six commissaires du Principat², le 2 septembre, le Conseil lui-même donnait audience à l'envoyé, mais il décidait de ne rien répondre avant d'avoir l'avis de la commission³; enfin, le 13, réponse était faite au roi de France sur les choses commises à Marimon. Ainsi, cette mission était de part et d'autre entourée d'un profond mystère. Tant de précautions impliquant une communication sérieuse, et bien qu'il soit hors de doute que le but était de préparer le terrain à la mission postérieure, qui fut confiée à l'abbé de Montserrat, nous ne pouvons déterminer jusqu'à quel point la mission de Marimon poussait, dans ce sens, la hardiesse. Néanmoins, si nous ignorons quels éclaircissements Marimon apporta aux Barcelonnais⁴, ce dont nous pouvons être certains, c'est que, dès le 1^{er} octobre, ils étaient édifiés sur les visées du roi de France. A cette date, en effet, le Sage Conseil répondit à la lettre écrite par Mathieu des Soler le 2 septembre, dans laquelle il dénonçait avec tant d'énergie et de patriotisme le péril français⁵. Conscients du danger que courait, de ce fait, la cause de l'indépendance catalane, le Général et la Cité allaient prendre les mesures que commandait la situation.

1. Mention au dos de l'original, citée ci-dessus, p. 214, note 1.

2. *Ibid.*, XXIII, 390.

3. Arch. mun. de Barcel., *Delib.*, reg. II (1463-1465).

4. Arch. mun. de Barcel., *Lettres closes* (1463-1466). Marimon arriva, avec cette réponse, le 12 novembre (dépêche XII)

5. L'indication que donne la dépêche XI demeure extrêmement vague.

6. Arch. mun. de Barcel., *Lettres closes* 1462-1468).

Qu'ils aient eu l'intuition ou qu'ils aient eu vent, avec plus ou moins de précision, des intentions de leur gouvernement, les ambassadeurs semblent avoir alors envisagé tout d'un coup la question sous un jour nouveau. Ils furent avisés, ou ils comprirent, qu'il entraît maintenant dans leur jeu de gagner du temps, et que cette même temporisation, qui leur avait paru pendant plusieurs mois si regrettable, pouvait se retourner contre son auteur. Aussi les voyons-nous demeurer à Paris avec une patience sereine; ils envoyaient l'un d'entre eux, Jacme Cesavases, à Bruges pour réaliser un crédit de cinq cents écus; leur vie matérielle était assurée par le héraut Normendie, que le roi avait, en quelque sorte, attaché à leurs personnes, et dont ils récompensèrent les services, lors de son départ pour rejoindre la cour, en lui donnant une « étrenne » de dix écus d'or.

Ce fut seulement dans les premiers jours de novembre que l'ambassade, sur l'ordre reçu de Barcelone de régler avec le roi quelques points demeurés en suspens, prit la route de Picardie. Les représentants du Général, qui avaient pris les devants, furent rejoints à Abbeville¹, le 11, par les représentants de la Cité. Le roi errait alors à travers les diverses localités de la région, partageant son temps entre la chasse et les affaires. Il délégua auprès des Catalans son chancelier, Pierre de Morvilliers, qui leur fit connaître, le 16, la commission royale dont il était investi pour traiter avec eux. A cet effet, il les convoqua pour le conseil du 17 au matin. Cette séance du 17 devait avoir une importance exceptionnelle pour toute la suite de la négociation franco-catalane.

En prenant la parole au nom du roi, le chancelier commença par remercier le Principat et ses mandataires de la

1. L'entrée de Louis XI dans Abbeville est du 27 septembre (Arch. mun. d'Abbeville, cit. par Prarond, *Hist. d'Abbev.*, p. 152.)

promptitude avec laquelle le château de Bellegarde avait été mis aux mains des Français¹. Il aborda ensuite une question plus délicate. Déjà, depuis assez longtemps, le Général avait manifesté l'intention de faire venir du Roussillon deux cents cavaliers, ou davantage, pour servir contre Jean II; une nouvelle tentative était encore faite le 27 octobre dans ce sens². De son côté, le comte de Candale, sollicité plusieurs fois, ne tenant pas à prendre sur lui de refuser ou d'accorder le secours, en référerait à son maître³. Pierre de Morvilliers entama de lui-même cette matière épineuse. Il protesta, naturellement, de l'entière bonne volonté de Louis XI; mais celui-ci, qui ne voulait à aucun prix en venir un jour à violer sa foi « comme le roi de Castille », tenait à savoir « pour quelle fin » les Catalans souhaitaient d'être secourus. Il y avait là un point essentiel sur lequel il faudrait s'entendre. Or, il est impossible de discuter sérieusement par correspondance. Voici donc la solution que le roi avait imaginée : les deux chefs d'ambassade partiraient immédiatement, informés pleinement par Sa Majesté afin de se rendre, porteurs de propositions secrètes et confidentielles, auprès du gouvernement catalan; ils communiqueraient ensuite au plus vite les réponses aux autres ambassadeurs demeurés en France, lesquels procéderaient, de concert avec le souverain, au règlement définitif; de toute autre façon, une négociation de ce genre « ne pouvait bonnement se conclure ».

En présence de cette communication aussi grave qu'inattendue, les ambassadeurs demandèrent à réfléchir. Dans

1. C'est le 20 novembre que le comte de Candale prit possession de la capitainerie de Bellegarde. (Arch. Nat., K 70, n° 19.)

2. Bof., XXIV, 212.

3. Une allusion à une lettre antérieure relative au secours se remarque dans celle du 12 novembre donnée à Elne. (B. N., F. fr. 20855, f° 89.) Cf. lettre de Louis XI, ci-dessous, p. 232, n. 2.

l'après-midi du même jour, ils firent savoir au chancelier qu'ayant reçu l'ordre de soumettre plusieurs points nouveaux au roi, ils attendraient, en tout état de cause, de l'avoir vu en personne, son arrivée étant annoncée pour le lendemain; par la même occasion, ils feraient connaître à Sa Majesté leur réponse à la proposition qui venait d'être formulée de sa part, proposition, du reste, en connexion fort étroite avec les points dont ils avaient eux-mêmes à l'entretenir.

Ainsi fut-il fait. Louis XI, arrivé à Abbeville le 18, donna audience aux Catalans le 21, après son dîner. Les ambassadeurs, après avoir remercié le monarque de sa sollicitude à l'égard du Principat, épuisèrent les points spéciaux dont ils étaient chargés, puis, entrant dans le vif de la question actuelle, ils déclarèrent qu'ils n'avaient en main aucune instruction sur le secours de cavalerie dont leur avait parlé le chancelier¹; par conséquent, leur mandat ne leur donnait point lieu de mettre en pratique la combinaison imaginée à ce propos par Sa Majesté; d'ailleurs, sans ordre de leur gouvernement, il leur était de toute impossibilité de s'en retourner ou de se séparer. Louis répliqua qu'il n'y avait point lieu de s'étonner, si, sollicité par le Principat de lui fournir un secours, « il voulait savoir quel langage se parlait à Barcelone, car il lui était revenu qu'on en parlait plusieurs : les uns, le castillan; les autres, l'aragonais² ». Quant à lui, il tenait à savoir, s'il faisait quelque chose, pour qui il le faisait³. Si dans le Principat et la Cité on parlait le castillan ou telle autre langue autre que

1. En effet, le Général n'écrivit à ce sujet à ses ambassadeurs que le 10 novembre. (Hof., LXIV, 269-271.)

2. Dépêche XII.

3. C'est dans ce sens que devait être conçue la lettre du roi à la Cité à laquelle le comte de Candale fait allusion. (Arch. mun. de Barcel., *Carl. Com.*, n° 1464, fo 153. *Pièce justificative*, n° 12.)

le catalan, il était résolu à s'en désintéresser, convaincu que le bien des Catalans n'était point en jeu, mais seulement l'intérêt de celui dont on parlait la langue. Au contraire, si les Catalans étaient libres, s'ils étaient détachés des Castellans (et ils devaient l'être puisque le roi de Castille les avait officiellement abandonnés), s'ils ne parlaient réellement que le catalan, alors lui, qui par sa grand-mère était un véritable Catalan, ferait tout ce qu'il serait possible pour le bonheur de la Catalogne; tâche facile, au surplus, car entre les Catalans et lui, on le savait bien, « *il n'y a pas de montagnes!* »

Cette fois donc le roi parlait clair. A moins de dévoiler une candidature ferme qu'il se réservait de ne poser qu'à Barcelone, Louis XI ne pouvait faire plus nettement entendre où tendait sa politique. Les ambassadeurs avaient vu juste. c'était bien la Catalogne française qu'il rêvait, et déjà, en plein quinzième siècle, sous une forme tout aussi frappante et sans doute plus authentique, nous venons d'entendre la parole fameuse attribuée à Louis XIV « *il n'y a plus de Pyrénées.* » Pour Louis XI, il n'y avait point de montagnes entre la Catalogne et la France : le mot seul renferme toute une conception et révèle tout un programme.

Pour mettre en échec les projets alarmants du souverain auprès duquel ils étaient accrédités, les ambassadeurs résolurent de s'en tenir étroitement à la lettre de leurs instructions et d'opposer une fin de non-recevoir obstinée à la proposition royale, en mettant en avant l'insuffisance de leurs pouvoirs. De son côté, Louis XI, loin de se tenir pour battu, s'acharna à sa solution et s'appretait à tenter toute une série d'efforts pour amener les Catalans à se départir de leur attitude. Pendant que cette partie se jouait entre l'ambassade et le roi de France, un temps précieux était mis à profit à Barcelone, et l'enjeu tant convoité, la seigneurie de Catalogne, passait à d'autres mains.

Le 29 novembre, tandis que Louis XI s'était de nouveau éloigné d'Abbeville, le chancelier convoqua les Catalans à un nouveau conseil. Il reprit l'exposé de la combinaison adoptée par Louis XI et s'attacha à montrer qu'elle était indispensable pour le bien de la Catalogne, dont le roi avait souci « comme de ses propres royaumes et terres¹ ». Les ambassadeurs demandèrent à différer leur réponse jusqu'à la séance de l'après-midi. Ils rentrèrent aussitôt chez eux et délibérèrent. Six d'entre eux furent d'avis de s'en tenir à l'attitude déjà prise; seul, le septième, l'abbé de Montserrat, inclina vers l'attitude contraire. Vers les trois heures, les Catalans furent introduits de nouveau au Conseil, et Joan Copons remplit l'office d'orateur. Le chancelier insista avec plus d'énergie encore; il affirma que la négociation dont avait parlé le roi était trop exceptionnellement grave pour être confiée à un courrier; il mit en avant cette idée qu'après tout la commission de l'ambassade n'était pas incompatible avec la décision du roi, puisqu'en somme le but final était le bonheur du Principat. Les Catalans répondirent en développant un contre-projet: ils enverraient un express à Barcelone pour faire connaître le cas et demander des pouvoirs nouveaux. Pierre de Morvilliers objecta que les distances étaient trop considérables et les affaires trop pressées pour qu'on pût raisonnablement s'arrêter à une pareille solution. Prenant un autre ton, il ajouta que, si les Catalans persistaient dans leur refus, il serait évident pour le roi et ses conseillers qu'ils étaient peu sensibles à l'intérêt de leur pays; aussi bien, le roi entendait-il ne pas faire

1 De semblables expressions sont caractéristiques. Cf., dans le même sens, une phrase du comte de Candale sur la « courtoise seigneurie » que les Catalans trouveront aisément dans la personne du roi (*Pièce justificative* n° 12), et encore dans la lettre de Louis XI au Sage Conseil, le 14 décembre (ci-dessous, p. 239, note), ce membre de phrase: « desirons vostre bien autant que le nostre. »

un pas de plus dans la négociation tant qu'il n'aurait pas reçu la réponse du Général et du Sage Conseil à la proposition qu'il avait dessein de leur faire. La discussion continua de la sorte, chacun restant sur ses positions, et sans qu'il fût possible de tomber d'accord. Alors, le chancelier protesta au nom du roi contre l'ambassade et donna l'ordre au secrétaire de dresser officiellement acte de cette protestation. Les ambassadeurs demandèrent qu'il leur en fût délivré copie; le chancelier s'y refusa, disant que le texte en serait bien gardé; là dessus, les Catalans quittèrent la salle. L'acte de protestation n'ayant pas été remis aux ambassadeurs n'existe point dans les archives de Barcelone; je n'ai pas retrouvé le document en France, mais il a été vu par l'abbé Legrand, qui le mentionne dans une liste de pièces de son *Recueil*¹.

Les ambassadeurs avaient à cœur d'aviser leur gouvernement des complications présentes. Mais ils n'avaient aucune illusion sur le secret de leurs correspondances; ils savaient qu'elle serait lue et « enregistrée ». Ils recoururent donc à un homme sûr, un compatriote, Bernat Corcho², qui s'en retournait à Barcelone, et auquel ils confièrent une mission verbale; il se mit en route le 30 novembre.

Après son départ, les Catalans eurent la visite de leur bon ami René de Mérimont, qui, dès les premiers mots, fit une sortie très vive au sujet de leur obstination : le roi ne voulait que le bien du Principat; comment pouvaient-ils opposer à ses bonnes intentions un prétexte aussi futile que la prétendue insuffisance de leurs pouvoirs? S'échauffant dans son discours, — et sans doute aussi stylé par la cour, dont il était un des favoris, — le gouverneur de Montpellier ne craignit pas de dire que les ambassadeurs agissaient de

1. B. N., F. fr. 6970, p. 46. — Cf. la lettre de Louis XI, du 14 décembre, ci-dessous, p. 233, note.

2. Marchand barcelonais, cité en 1462. (*Dist. del Cons.*, II, 432.)

leur plein gré, que leurs raisons étaient puériles, qu'en réalité ils aimaient mieux se promener en France, avec de bons émoluments, que se mettre en peine pour le bien de leur pays; il leur répéta, enfin, que le roi était bien décidé à ne rien négocier avec eux tant qu'il ne lui aurait pas été donné satisfaction. Toujours intraitables, les Catalans reconnurent que le roi pouvait leur ordonner de quitter ses terres, mais ils déclarèrent en même temps bien haut que ses ordres ne pourraient jamais les délier de leur serment; ils ajoutèrent qu'ils seraient heureux d'avoir avec Sa Majesté une explication nouvelle, et Mérumont promit de s'employer pour leur obtenir une audience. Il est vrai que, quelques jours plus tard, il leur faisait comprendre, évidemment par ordre, que toute démarche de ce genre était inutile.

Ainsi, l'inertie volontaire des Catalans arrêtait tout, au moment précis où Louis XI, après avoir usé lui-même de la plus désespérante lenteur, avait un besoin impérieux de précipiter les événements. Maintenant, la situation en était venue à ce point que chaque jour écoulé pouvait compromettre l'avenir.

Si les ambassadeurs eussent été unanimes, les pourparlers auraient pu rester longtemps en l'état; mais l'abbé de Montserrat s'était séparé de ses collègues. Le roi le manda seul, le 3 décembre, et les autres ambassadeurs apprirent indirectement que l'on songeait à le faire partir pour Barcelone. En effet, l'abbé s'était décidé à exécuter la commission de Louis XI. Les autres membres de l'ambassade en accueillirent l'avis sans appréciation aucune, laissant à celui qui cédait ainsi l'entière responsabilité de sa complaisance¹.

1. On lit la mention suivante dans le *Recueil* de Legrand (B. N., F. fr. 6970, f° 46) : « Minute de l'avis de l'abbé de Montserrat, touchant son allée en Catalogne, esquelles choses par luy avisées M le chancelier dit à messire J Copons et autres ambassadeurs de

Le 14 décembre, Louis XI, alors à Reims, donnait à l'abbé de Montserrat ses lettres de créance¹. Le 14, il écrivit du Crotoy au Sage Conseil² pour l'avisor de l'état des nego-

Barcelona le lundi 15 de novembre 1468, à Abbeville, présente MM de Treguier et de la Rocière : « D'après cette analyse, l'attitude de l'abbé est été déclarée plus tôt que ne le démontre la correspondance de l'ambassade, ce qui est peu vraisemblable sans doute, mais non impossible. Toutefois pour ma part, je n'ai pas une confiance suffisante dans les dates de Bernard pour y faire fonder, lorsqu'elles sont en conflit avec des sources de premier ordre, même en considérant toute présomption d'exactitude peut fournir, en l'absence, l'accord du quantième et du jour de la semaine.

1. F. Pasquier, p. XI : « Cet éditeur donne à tort cette lettre comme étant de 1466 *nouveau style*. L'origine de son erreur est la suivante. L'origine de la pièce, aux archives municipales de Barcelona, porte en des : « R, al roy de Fransa » .XXXij. de janyr MCCCCXLIV, « Or cette date, tenant de l'année barcelonaise, est conçue dans le style en usage dans la monarchie aragonaise, c'est-à-dire dans le style de la Navarre. Par conséquent, il n'y a pas de correction à lui faire subir. M. Pasquier a cru que, si la pièce avait mené une date de la chancellerie française, cette date est comporté le millésime 1466. Mais, de toute évidence, ce millésime est été 1468, car la lettre, étant donné la mention qu'elle porte en des, est de 1468 *nouveau style*. M. Pasquier a d'ailleurs attribué au millésime correct, par suite de la même correction injustifiée, à plusieurs numéros de sa plaquette, notamment à la lettre suivante (n° IX, qui est, en vertu d'un raisonnement analogue à celui qui précède, du 19 février 1468 *nouveau style*).

2. Cette lettre de Louis XI (Arch. mun. de Barcelona, *Cart. Acad.*, 1468-1469, mal classées) est traduite. En voici le texte : « Lays par la grace de Dieu roy de France. Tres chers et bons amis. Par les lettres de nostre conseil le seigneur de Cantelle, vostre lieutenant general et gouverneur en Roussillon, avoies esté advertie que Jehan Bernard de Marimont pour et en vostre nom a requis au dit seigneur de Cantelle de lui bailler trois bons chevaliers, de seule qui sont en nos contes de Roussillon et Palasarden, pour le service de vostre guerre, et depuis, par le dit Jehan Bernard de Marimont, avoies receu vos lettres, par lesquelles remettes a vos ambassadeurs du par deça faire response a ce que avoies chargé au dit Jehan Bernard de Marimont vous d'ice. Lesquels ambassadeurs vous en ont fait response, de quoy nous sommes très contents. Et outre nous ont dit iceux ambassadeurs plusieurs autres choses de par vous. Lesquelles par nous oyés, et considérant certain ambassadeur du roy d'Aragon, que naguères estoit venue de vers nous, laquelle avoies despecée, et nous autres ambas-

cations, annoncer la mission secrète confiée à l'abbé de Montserrat et se plaindre de l'opposition de ses collègues. Le Conseil répondit au roi, le 3 janvier, pour excuser ses

males du roy de Castille, que nouvellement est arrivé par devant nous, lesquelles apportent beaucoup de choses qui seroient longues à inscrire, mais surtout le bon de la Principauté de Catalogne et Cité de Barçonne, avons voulu ne faire response aux dites lettres neques à fin que nous ayons envoyé devant vous pour avoir votre relation et vouloir sur la conclusion que avez faite sur les lettres que a present nousissent, excepté ce la lettre de l'Épisc. de l'Archev. qui est sur de carité, sur laquelle avons délibéré que après que serons informés au vray, en ferons faire justice. Et aussi avons délibéré vous envoyer deux de vos ambassadeurs pour mieux expédier la conclusion. Et pour ne causer aucune différence entre les dites ambassadeurs, pour cause de la dite ville nous avons nommé et pris les deux présidents des dites ambassades, l'un par devant nous lesquels, après qu'ils ont délibéré entre eux non obtenant quelconque raison par nous faites dire et remontrer par nostre aimé et foy chancelier, que la dite ambassade étoit pour tout le bon de la dite Principauté et Cité de Barçonne, les dites ambassadeurs ont différencié prendre à charge, en cela excusant qu'ils n'ont pas la puissance l'un par de la main votre seigneur, et pour plusieurs autres raisons qu'ils ont dites, de peu d'effet, en disant que a vous beaucoup d'autres gens notables au nostre conseil pour faire les dites ambassades, ce qui est bien véritable. Mais nous désirons le bon des dites Principauté et Cité, et sachant de vray que plus grand bien s'en suivroit de l'aide de deux de vos dites ambassadeurs, sur ce deux présidents ou quelconques autres de entre eux qu'ils voudront à leur plaisir entre, que d'autres autres de nostre conseil, pour ce qu'ils ne sentent pas le danger des dites Principauté et Cité, comme font vos dites ambassadeurs, et pour cette cause avons fait cette délibération. Et pour ce que les dits ambassadeurs n'ont voulu prendre telle charge, nous pour nostre discharge avons voulu acte en cette sorte (puisque les dits ambassadeurs ont refusé la dite ambassade, soient les dommages et [in]conveniens qui) pourraient ensuir comme . . . pour non vouloir croire ne oyr nos ambassadeurs s'en sont excusés, comme avez vu. Et a avons par tant fait que les deux dits ambassadeurs aient voulu prendre la charge de la dite ambassade. Lors seulement l'abbé de Montserrat, regrettant que désirons tous biens et amour de la dite Principauté et Cité, a prié . . . que desquels brief, en telle mesure que serez par lui informés de toutes choses et de telles que eussent convenances que désirons votre bien autant que le nostre. Et pour ce que, tandis que le dit abbé meurt a été par devant vous, ne pourrions faire

agente et promoteur qu'il entendrait favorablement l'abbé.

Mais déjà trop de temps avait été perdu, et Louis XI ne put conserver longtemps des illusions sur l'issue de cette

plume rapporte sur ces dites choses, vous recevrez au long de — en vi un priant car toutes croixes et mouchoirs — valient carreaux, jusqu'à le dit abbe de Montserrat — vous. Quant au ceterum in quaterdecima jour le dices nires Loys. De la Leste — (A d d d d) — et nos nos et nos et nos et nos les conselliers et conseil de la Leste de Barcelona. (Les priants et les passages entre crochets correspondent aux lacunes de cet original dont le parchemin est brisé en plusieurs endroits à la partie inférieure.)

A Arch. mun. de Barcel., Let. choc., reg. V de Glacbert, « Al molt alt e cristianissim senyor, lo santor rey de França. Nos el e molt excelent e cristianissim senyor. De vostra Excelencia havem recuida una letra feta en Troier a 11 del presentant mes de desembre ab laqual vos es de que per lo no d'arrest principal de Catalunya e ciutat de Barcelona, vos los carrers e dos embaxadors reportar a nosaltres alguns nosaltres, en loqual vos es de que per les coses que los embaxadors dels dos reys e vostra Llandat nos portades, e per les dits embaxadors no nosaltres de no perdre carrers d'aquelles, sino l'abbat de Montserrat, en que vostra gran Senyoria mostra haver per algun alguna les dices coses e altres nosaltres de la dita letra. A loqual nosaltres respondem nosaltres nosaltres a vostra Excelencia lo bono effort e voluntat que a nosaltres vosaltres despiquer qualsevol de nosaltres, et a gran lo. A totes vosaltres les dits d'altres amonestacions, nos tots vils design alguna coses e lo desplaire, de nostre poder a aquella de als nosaltres embaxadors, loqual nosaltres nosaltres nosaltres e la tractada, que vosaltres nosaltres a vostra Magestat. E si alguna mala tractada hi ha nosaltres en studs fets per la corona dels dits d'altres nosaltres e no per nosaltres. Per sempre lo dit abbat e per lo carrer que vostra Magestat vosaltres nosaltres de bona voluntat havem les coses que per part d'aquella nosaltres e per sempre d'ella feren tot lo logot e possible. En vistes, nosaltres nosaltres nosaltres que los dits embaxadors nosaltres e nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres, lo qual dices nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres. E per nosaltres a ce nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres nosaltres. Vosaltres Excelencia. La qual la nostra Terral l'enga es en present de scrit en Barcelona a 11 de janyer del any mil e trescent e cinquanta e tres. Vosaltres gran Excelencia humil e devota servidor, los consells de Barcelona » (On remarquera que cette lettre fournit la date de la lettre de Louis XI, c'est-à-dire la date probable, date qui se trouve actuellement mutilée dans l'original.)

démarche, dont il s'était promis tant d'avantages. Lorsque l'abbé de Montserrat fut parvenu¹ au terme de son long voyage, le 31 janvier 1464, c'est à Dom Pedro, élu et installé comme roi et seigneur par les Catalans, que l'abbé lui-même et la commission instituée par le Général et la Cité eurent à faire un rapport sur cette mission si confidentielle. Le roi de France devait donc se résigner à abandonner ou tout au moins à ajourner une fois encore la réalisation de ses rêves amb tieux².

1 Il était à Perpignan le 22 janvier, et déjà un agent de la Députation, délégué en mission en Ampurdan Joan Serra, qui avait eu vent de la communication dont l'abbé était porteur, écrit au Sage Conseil qu'elle venait bien mal à propos : « . . . Mossen l'abat de Montserrat es a Perpinya, congoxat molt de esser aquí : havem sentit porta certa fruyta, laqual no ve en bon temps. » Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1464, f° 38.)

2 Les ambassadeurs catalans restés en Picardie, après le départ de l'abbé de Montserrat, ne partirent point tous ensemble. Le 7 janvier, quatre membres de la mission furent rappelés ; Joan Copons et Mathieu dez Soler étaient chargés de poursuivre seuls l'exécution de leur mandat Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1464, f° 18). Jacme Cesavases, Joan Brujo et Raphael Vilar arrivèrent seulement à Barcelone le 15 mars (*Dist. del Cons*, II, 416). Par lettre du 22 janvier, à Doullens, Joan Copons apprit l'élection de Dom Pedro et son propre rappel (*Cart. Com.*, *ibid.*, f° 39). Rappelé à son tour, Mathieu dez Soler faisait toute diligence et était de retour à Perpignan le 3 mars (*ibid.*, f° 39) son séjour en France n'avait donc pas duré beaucoup moins de neuf mois.

CHAPITRE VII.

Dom Pedro de Portugal « roi intrus » en Catalogne.

Abandonnés par Henri IV de Castille, les Catalans firent appel au connétable de Portugal, Dom Pedro.

La candidature de ce prince n'était point soudaine. Elle avait été déjà mise en avant au début de la Révolution. A la veille d'offrir la seigneurie à Henri IV, la Deputation avait eu l'idée de reconnaître les droits de Dom Pedro¹; mais pour des motifs que nous apercevons mal, — en partie, sans doute, sous l'influence des anciens conseillers de Don Carlos, intermédiaires naturels entre Barcelone et Madrid, — le Général s'était décidé à proclamer Henri IV. Celui-ci, nous l'avons vu, avait signifié, à la suite de l'entrevue d'Urtubie, sa renonciation au Principat. Les Catalans songèrent alors, semble-t-il, à se constituer en République : c'est du moins ce qui paraît bien ressortir d'une lettre de Dom Pedro, malheureusement perdue, mais analysée par

1 C'est ainsi que le désignent les historiens espagnols. On sait qu'une série spéciale est affectée, dans le classement des archives d'Aragon, aux registres de chancellerie rédigés, parallèlement à ceux de Jean II, par Henri IV de Castille, Dom Pedro et René d'Anjou, sous le nom de registres de *intrusos* (Voir ci après, *Appendice III*.)

2. B. N., F. fr 20428 f° 20. — Les droits de Dom Pedro provenaient du dernier comte d'Urgel son grand-père maternel. Après la mort du roi Martin, la commission réunie à Caspe pour choisir le successeur du roi défunt avait préféré Ferdinand I^{er}, infant de Castille, père de Jean II, au comte d'Urgel.

Legrand¹, et aussi de ce fait qu'entre le mois d'avril et le mois d'octobre 1463, il ne fut point question de donner un successeur au roi de Castille. Mais, si un pareil projet avait pu tenter les Députés, les dépêches des ambassadeurs envoyés en France durent suffire à le leur faire abandonner. L'imminence d'une candidature de Louis XI, qui eût été aussi dangereuse en cas d'acceptation qu'en cas de refus, précipita les événements. Tandis que le roi de France, qui avait subordonné toute sa politique au delà des Pyrénées à la démarche suprême confiée, en dernier lieu, à l'abbé de Montserrat, croyait toucher au but de ses subtiles combinaisons, les Catalans se donnaient un seigneur en reconnaissant les droits à la couronne d'Aragon du connétable de Portugal.

Dom Pedro, connétable de Portugal et maître d'Avis, était né en 1429². Il était fils de l'infant Dom Pedro, duc de Coïmbre, et d'Isabe la, fille du dernier comte d'Urgel, Jacme. Son grand-père paternel était Jean I^{er} de Portugal; son grand-père maternel, gendre de Pierre III, avait été candidat au trône d'Aragon, lors de l'Assemblée de Caspe (1412)³. Poursuivi par la haine du chef de la maison de Bragance, le jeune Dom Pedro, dépouillé de ses dignités, dut s'exiler en Castille de 1449 à 1457. Rappelé, à cette date, par Al

1. B. N., F. fr. 6971, f° 396. C'est aussi l'impression de l'éminent professeur d'Oviedo, M. R. Altamira (*Hist. de Esp. y de la civit. esp.*, I, 618).

2. Sur la vie du personnage, voir les notices qui lui ont été consacrées par MM. Corolen é Inglada (*Rev. de Gerona*, II, 410 et suiv.) et Balaguer y Merino (*Rev. de Cienc. hist.*, II, 380 et suiv.).

3. Le souvenir du dernier comte d'Urgel, qui avait été très populaire en Catalogne, n'aurait pas été étranger à la proclamation de son petit-fils, s'il faut en croire Gonzalo de Santa Maria (éd. Paz y Melia, p. 228) : « Petrum de Lusitania, antiqui comitis Urgelli nepotem, sibi regem asseruerunt, id potissimum arbitrati facti onem ac benivolentiam optimatam ac populorum omnium ob antiquam erga Urgelli familiam affectionem se procul dubio consecuturos ».

phonse V, son beau-frère, il le suivit, à la fin de 1463, dans la guerre contre les Maures, et c'est au cours de l'expédition, à Ceuta, que los Catalanes vinrent le chercher.

D. Pedro était, sans doute, bien informé de ce qui se passait à Barcelone : le fait que D. Juan de Beaumont fut un de ses lieutenants tend même à prouver que le parti castillan en était venu à considérer d'un bon œil son intervention¹. Quoi qu'il en soit, le connétable de Portugal saisit le moment favorable. Le 6 octobre, sentant que toutes les chances étaient maintenant pour lui, il écrivit au Général pour exprimer le vœu d'être reconnu par los Catalanes, en vertu de ses droits héréditaires². Cette lettre, qui paraît être une réponse à des avances discrètes, fut écrite à Avis et parvint à Barcelone le 13 octobre³. Le 27, le Général offrait officiellement la seigneurie de Catalogne à D. Pedro, en sa qualité de roi légitime d'Aragon, et donnait des instructions détaillées à Francés Ramis, chargé d'aller chercher le nouveau seigneur pour l'amener dans sa capitale⁴. Les deux galères frêtées à cet effet par ordre du Général partaient le mardi 1^{er} novembre, à la tombée de la nuit, secrètement⁵. Elles firent voile vers le Portugal, où l'on pensait que résidait le connétable; mais il avait suivi le roi Alphonse en Afrique : il fallut donc reprendre la mer et aller jusqu'à Ceuta. C'est là que D. Pedro s'embarqua, pour arriver à Barcelone le samedi 22 janvier 1464⁶. Il mit aus-

1 Cf. lettre de D. Pedro à Louis XI, le 11 mars 1464. (B. N., F. fr. 5014, f° 91.)

2 *Lib. de con. assany.*, p. 249.

3 Arch. mun. de Barcel., *Ceremonias*, 11, f° 48.

4 *Hof.*, XXIV, 247 et suiv. En récompense, Ramis devint baile général de Catalogne sous le règne de D. Pedro (Madrid, Bibl. de la R. Acad. de la Hist., *Salazar*, A 7, f° 55.)

5 Arch. de la Cor. de Arag. *Dist. de la Dep.*, tr. 1461, d'marta a j de novembre 1463.

6 *Dist. del Cons.*, II, 143. Les conseillers de Vich le félicitèrent.

estou pied à terre, alla prior dans l'église Santa Maria del Mar, et fit dans sa capitale une entree solennelle. Malgré le contretemps qui avait retarde sa traversée, il arrivait sans

dés le 25, de son heureuse arrivée. (Arch. mun. de Vich., *Cartes*) Sur l'arrivée de D. Pedro, et Halaguey en est — Voici la lettre (en portugais) qu'écrit le d'Urgel, frère de D. Pedro, à l'occasion de la reconnaissance et de la réception du comte de (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reial*, 1665-1670) « Muxic honrrados e amados e seus conselheiros e conselheiros de grande prudencia da cidade de Barcelona, e infant dono Ymbol d'Aragoa vos envia muyto saudar como a aquellos de sua terra, avos luraça e avoscentas e de honra muyto apressera. Como enca seja certifficando da saúde e prosperidade do seu rei don Pedro rey d'Aragoa, meu muito prezado e amado ffilho, e como elle ain q'ain se possa parlar, e este saber en sey por suas lettras e pello que me remittierem mussen tamber (l'oues. mestre en theologia, e Pedro Vassquez, chavero da cavalleiria da ordem d'Aviz) seus en haia dorra e vossea en envitados a estes regnos grande prazer filley com estas avos, e des por elles muytos sanctos louvores a Nosso senhor Deus, remersandolhe tanta graça como hos ha feita no que dito he, e pedindolhe por seu rei e ffilho misericordia que tamber hos benedictum, como por sua morte nos ha outorgado sea, aqui encurvados de bem em melhor por longos tempos nos faze dello gozar e honrar a seu sancto servico. A alem desto, consiando eu no que me ha notifficando pellos ditos embaxadores acerca da deliberação que ffilhasse o que por graças do Deus, avos conseguida em honradas requeredas e recebidas por vossa rei e senhor o ditonreu li he, muito bom contente e me a prezado que sey avos ffilho e ha ve muyto Nosso senhor Deus por querer darvos caminho e modo que reconheçam o direito e a justiça que ao dito senhor, meu ffilho, pertence de her e aver de essa terra, por bem da herança e patrimonio, que a my vem por linha directa e legitima successão dos seuhores reis antepassados meus verdadeiros predecessores. E a vossestra honrrados e amados seus conselheiros e conselhe de grande prudencia da cidade de Barcelona, grandeza muito, porque com tanta virtude e discreção fazeis e fazeis vossa debito, usando de justiça e ministrationes o que mais he de direito, rogandovos muyto affectionadamente que o dito meu ffilho e heredeiro que em tanta demonstração de fe e d'amor fazeis, requeredes e recebades por rei e senhor vossa, daqui adelante sey quereades saber, darades e mantens a meu dito rei, verdadeiro e natural, para quele en apere em Nosso senhor Deus que ello lhe dare graça que pello conselhante vos amo e defende e mantenha em direito e justiça com guerra e malheamento de vossa Republica. »

tôt pour recevoir l'abbé de Montserrat¹. La Catalogne avait un seigneur; et, — si l'on considère, d'une part, la date de la lettre par laquelle les ambassadeurs de Barcelone révélèrent au Sage Conseil les ambitions de Louis XI, d'autre part, la date à laquelle fut définitivement soulevée et triomphée la candidature de D. Pedro, — on est aisément convaincu que, si les Catalans firent appel, à la fin de 1463, au petit-fils du dernier comte d'Urgel, ce fut avant tout pour déjouer les projets du roi de France².

Deux causes expliquent les malheurs qui dévalèrent le règne si court³ de D. Pedro en Catalogne : son caractère et son isolement.

Appelé à gouverner un pays en proie à une crise formi-

1 L'abbé de Montserrat fut, un peu plus tard, impliqué dans un complot contre D. Pedro, et Gonzalo de Santa Maria (éd. cit., p. 236) nous apprend que ce prince le fit mettre à la torture, ainsi que François des Pla et d'autres complices. Nous manquons malheureusement de détails sur ce complot qui paraît avoir été ourdi par les portuans de la France. (V. ci-dessous p. 260, note.)

2 La lettre des ambassadeurs est datée du 2 septembre (Pièces justificatives n° 11, dépêche VIII), la lettre de D. Pedro, se déclarant prêt à venir à Barcelone, est datée du 5 octobre; elle parvint, comme on l'a vu le 13. Étant données les distances, il y a eu tout juste le temps nécessaire pour qu'après réception de la dépêche des ambassadeurs le gouvernement catalan ait pu prendre une décision secrète et envoyer un courrier à D. Pedro pour l'inviter à se proposer comme sauveur. Une coïncidence aussi exacte ne peut être fortuite. Il n'est pas, d'ailleurs, jusqu'au long silence gardé vis-à-vis de ses ambassadeurs par le Sage Conseil — silence dont ceux-ci se plaignent vivement, qu'on soit tenté d'un travail souterrain. L'acceptation de D. Pedro resta longtemps inconnue. Entre Louis XI et D. Pedro, à l'insu de l'un, mais probablement au su de l'autre, il y eut une véritable course, et D. Pedro a pu dire avec raison : « la tardança podria del tot fer perdre nostra empresa » (Madrid, *Edic. de la Acad. de la Hist.*, *Estad.*, A 7, f° 30), il fallait, à tout prix, arriver bon premier.

3 D. Juan de Beaumont avait résigné la lieutenance générale pour le roi de Castille à l'annonce de l'arrivée de D. Pedro, dès le 15 janvier (*Doc. del Cons.*, II, 443), on peut dire que de ce jour commençait officiellement le règne D. Juan de Beaumont resta, d'ailleurs, au service du nouveau maître du Principat.

dable, obligé d'engager une lutte sans merci contre un rival puissant, actif et avisé, D. Pedro n'était rien moins qu'homme d'action. C'était essentiellement un homme d'étude, un délicat, on pourrait presque dire un rêveur. Moins encore que D. Carlos, avec lequel son esprit avait de singulières affinités, le connétable de Portugal était né pour la politique; pour son malheur, à l'inverse du prince de Viane, il se croyait né pour elle. Sans doute, il maniait l'épée, — moins bien cependant que la plume. — mais il n'était pas tacticien, il n'était guère davantage diplomate. La spéculation était son domaine, non la réalité. Passionnément adonné aux sciences et aux lettres, il possédait une bibliothèque et un cabinet de médailles dignes de rivaliser avec les célèbres collections du prince de Viane¹. D'ailleurs, plusieurs livres de ce prince, notamment sa traduction catalane de l'*Éthique* d'Aristote², avaient été recueillis par D. Pedro. Il était à ce point attaché à la mémoire de D. Carlos que nous le voyons encore ordonner, le 12 mars 1486, à Pere dez Pla, d'acheter en son nom, moyennant une somme de trois à quatre mille livres, un collier du prince qui se vendait à l'encan³. Au demeurant, D. Pedro n'était pas seulement un amateur curieux. Tout jeune encore, au cours d'une expédition en Castille, il avait noué des relations amicales avec le célèbre marquis de Santillane, D. Iñigo Lopez de Mendoza⁴. Revenu en Portugal, il demanda au marquis la col-

1. Le catalogue, qui se trouve aux Arch. mun. de Barcel. (*Llib. de la Marm.*), a été publié par Bauguer y Merino, dans sa notice sur D. Pedro, citée ci-dessus. On trouve dans Bof. XXVI, 138, le catalogue des livres de D. Carlos.

2. N° 20 du catalogue.

3. Arch. de la Cor. de Arug., *Intruzos*, n° 22, fo 193.

4. Fils de Diego Harlado de Mendoza et de D^e Leonor de la Vega, né dans les Asturies (19 août 1438), marquis de Santillane en 1446, mort le 25 mars 1458, auteur des *Proverbes*, de la *Coronación de Jordi*, du *Centiloquio*, de la célèbre *Lettre au connétable de Portugal* (1456), etc.

lection de ses œuvres et provoqua ainsi une réponse souvent rééditée, véritable tableau de la littérature espagnole. Durant son exil en Castille, il consacra ses loisirs aux lettres et s'adonna à l'étude de la langue castillane, « plus, avoue-t-il lui-même, par nécessité que par goût ». Malgré son faible pour la langue portugaise, il n'en composa pas moins en castillan la *Satyra de felice e infelice vida*, œuvre allégorique, mêlée de prose et de vers, dédiée à sa sœur Isabelle, reine de Portugal¹. L'histoire l'intéressait autant que la poésie, et, dans telle de ses lettres, il s'inspire de l'histoire romaine². Il apportait, d'ailleurs, un soin fort remarquable à sa correspondance : la plupart de ses lettres contiennent un post-scriptum autographe; la plupart même ne sont pas simplement signées de sa main, elles sont, on peut le dire, pensées par lui, car elles portent l'empreinte bien reconnaissable de son esprit. Intelligence cultivée jusqu'au raffinement, le connétable se distinguait par une piété aussi éclairée que sincère; il était très en avance sur son temps et l'on a de lui une lettre à un astrologue où il développe avec une ironie pleine de finesse cette vérité qu'il émet avec beaucoup de force : « Non est nostrum scire tempora aut momenta³. » Pénétré de l'idéal d'une morale très pure, il veut la faire passer dans le droit. Le 10 mai 1464, il publie une ordonnance interdisant à tout homme marié

1. Le manuscrit unique est daté de 1468 et se trouve actuellement à la Biblioteca Nacional de Madrid. Cf. Amador de los Rios, *Hist. de la litt. esp.*, VII, 82 et suiv. L'œuvre a été publiée par la Société des Bibliophiles espagnols, t. XXIX, p. 53 et suiv.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 26, f° 58. « Nous prouons molt que aquexa ciutat haja a soccorer e subvenir en moltes parts, per esser cap et mare de aquest Principat, car axí Roma, com era cap e emperadriu de tot le mon, li convenia soccorrer e diverses e infelides parts del mon, e totes les potencies del mon preñien de aquella consell pero, com se veu la em. nos de vosaltres no volem sino lo possible. » (*Post-scriptum autographe.*)

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 21, f° 45.

d'avoir une maîtresse, publiquement ou en cachette, sous peine d'une amende de mille florins d'or, dont le tiers payable à l'auteur de la dénonciation¹.

Tel était l'homme, un penseur. Jamais personnage historique ne fut moins prédestiné à son rôle. Un homme de cabinet, un lettré, un moraliste devenait le chef d'un gouvernement révolutionnaire, aux prises avec les pires difficultés diplomatiques et militaires. Au fond, D. Pedro ne devait jamais rien comprendre à la situation que lui créaient les circonstances et ses sujets ne devaient point le comprendre lui-même.

Pour qu'il fût en mesure de lutter victorieusement contre Jean II, il eût fallu au nouveau seigneur de Catalogne l'appui de l'étranger, surtout l'appui de la France. Aussi s'empressa-t-il de le solliciter. Mais le dépit de Louis XI était tel qu'il n'hésita point à faire supporter à D. Pedro tout le poids de sa déconvenue. Le connétable de Portugal avait ravi Barcelone au roi de France, au moment précis où ce dernier croyait arriver à ses fins ; cette déception lui remît tout à coup en mémoire qu'il avait une alliance avec Jean II et que l'honneur lui interdisait de rien faire contre lui.

Le 13 février, D. Pedro écrit d'Igualada à Louis XI pour lui notifier son avènement au trône d'Aragon et exprimer l'espoir que son cousin de France reconnaîtra ses droits et les soutiendra². Déjà, sans doute, l'opinion du roi de France était faite, et des instructions en conséquence étaient parvenues au comte de Candale, car, le 17 février, D. Pedro se plaint déjà amèrement à ce dernier des obstacles qu'il oppose au passage des gens de guerre engagés à son service³. Un peu plus tard, il écrit au grand maître de sa cavalerie, à Vasco Sousa et à Gueraut dez Pla d'agir en sa faveur auprès

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 31, f° 51.

2. B. N., F. fr. 6971, f° 385. *Pièce justificative*, n° 14.

3. B. N., *Fondation*, portef. 130-131, f° 812.

de Louis XI¹. Au commencement de mars, il revient à la charge et envoie auprès du comte de Candale son notaire, Pere Jacme de Guardia, avec des instructions² qui comportent en substance les points suivants :

1^o D. Pedro demande pour lui-même la main de la sœur de la reine de France; il offre en mariage, pour le duc de Berry, l'une de ses deux sœurs, au choix du roi de France, en lui faisant connaître que l'aînée a vingt-quatre ans et la plus jeune dix-sept³;

2^o Il fait remarquer que, lorsqu'il a été question de fixer la formule de ses titres, contrairement à l'opinion de tout son conseil, il s'est opposé à ce qu'il fût fait mention des Comtés de Roussillon et de Sardagne, préférant s'assurer l'amitié du roi de France que faire montre de droits sur les Comtés⁴, au risque d'un conflit;

3^o Il fait savoir qu'il a reçu l'ambassadeur Juan Vasques,

1 B. N., F. fr. 8971, f° 385 (analyse de Legrand).

2 B. N., F. fr. 5444, f° 92 « Memorial sobre la crehença quel senyor rey don Pedro a donada en Pere Jacme de Guardia, de los escotes que a referir al comte de Candale, visrey en los comtats de Rossello e de Serdenya » — La date de ce texte est en relation évidente avec celle d'une lettre du 6 mars, copiée par Legrand. (B. N., F. fr. 8971, f° 385 et suiv.)

3. « Primo diu lo dit senyor que, per confirmacio de la dita Lliga e amistança, ey lo cristianissim senyor lo senyor rey de França volra fer matrimoni de la illustra senyora germana de la reyna de França ab ell, e per lo semblant volra prendre una de les dues germanes del dit rey don Pedro per matrimoni ab lo serenissim dux son frere de Berry, que re nel al dit cristianissim senyor rey de França qual de les dos sera, .. avent la una xxiiij anys, l'altra desmet »

4. « Mes avant, diu lo dit senyor, sobre la deliberacio que stada feta de ses titols, que expressament a volgut, contra la hupnia de tot son consell, que en ses titols no vol aya fet ni menyo ni memoria dels comtats de Rossello ni de Serdenya, per que el desya mes famillia del dit cristianissim senyor que ey, per causa de voler y demorar algun dret com a ell se paga pertayer, vanien en alguna diferensya, car ell esbe que, avent per amich ho acostat parent lo dit cristianissim senyor rey de França, los regnes y terres del un y del altre a lur necessitat y servoy serien comunes. »

charge d'offrir, de la part du roi de Castille, une alliance et la main de sa sœur Isabelle; mais qu'il attend, pour répondre, d'avoir l'avis du roi de France, dont il préfère l'amitié à celle de tout autre souverain.

4° Il offre enfin de se rendre à une entrevue, si le roi de France le désire.

Le comte de Candale transmet ces propositions à son maître par l'intermédiaire de son serviteur, Guillaume Yon¹.

Ainsi, D. Pedro offrait formellement l'abandon pur et simple du Roussillon et de la Cerdagne. En acceptant cette offre, Louis XI eût pu aboutir aisément à la fois à la reconnaissance de sa frontière pyrénéenne et à un démembrement de la monarchie aragonaise, démembrement qui eût à jamais sauvegardé cette même frontière. Soutenu sincèrement par la France, D. Pedro eût, à coup sûr, triomphé en Catalogne. Dès lors, la Catalogne, séparée de l'Aragon, eût été trop faible pour inquiéter jamais la France en Roussillon. Quant à l'Aragon, il eût été hors de combat. Tout semblait donc inviter la France à suivre franchement cette politique : c'était, sans doute, renoncer à Barcelone; en revanche, au prix de l'abandon d'un plan chimérique et visiblement condamné par les circonstances, c'était s'assurer définitivement la possession du Roussillon et de la Cerdagne et se donner une frontière excellente.

Il n'en fut rien. La nouvelle du débarquement de D. Pedro était pour Louis XI un de ces échecs que son amour-propre ne savait point pardonner à ceux qui, volontairement ou non, se lui avaient infligé. Dès qu'il eut appris l'événement, il écrivit au roi de Portugal pour lui demander des explications. Averti sans doute par le ton du roi de France, Alphonse V répondit prudemment qu'il était absolument étranger à l'équipée de son beau-frère et que celui-ci avait

1. B. N., F. fr. 6974, fo 395 et suiv.

qu'il se Costa à son tour. Les premières démarches de D. Pedro en France n'avaient sur une semaine. Enfin, le 15 juillet, Louis XI donna au chancelier, Pierre de Morvillan, des

[illegible]

instructions sur la réponse à faire aux agents de D. Pedro. C'était une fin de non-recevoir absolue. « Chancelier, j'ay receu vos lettres, ensemble la proposition des ambaxadeurs du roy dom Pietre, par laquelle ilz disent beaucoup de choses de par le dit roy. Vous leur ferez responce, en plus belles et douces parolles que vous pourrez, que je sçay bien que le roy dom Pietre est mon cousin et que naturellement je l'ayme et devroy mieux vouloir son bien et honneur que du roy d'Arragon. Mais à l'heure que je y prins confederacion et alliance, il n'estoit nouvelle que le dit roy dom Pietre y pretendist droit, ne s'y voulust mettre en nulle maniere, et m'en deplaisit bien pour l'amour naturelle que j'ay au dit roy dom Pietre et a sa maison. Et puisque ainsi est, je ne pourroye, sans blesser mon honneur et sans grand reproche, abandonner le dit roy d'Arragon, ne secourir le dit roy dom Pietre, et fust-il mon fils ou mon propre frere... Plusieurs autres points y a en la d.cte proposition, ausquels vous ferez responce en termes generaux, la plus douce que vous pourrez et metrez peine de les contenter de parolles... Et s'ilz vous usent de parolles qui touchent reproche, vous leur respondrez que je n'ay pas entrepris sur sa querelle, mais il a entrepris sur la mienne¹. »

Si le dernier mot de cette instruction, dont l'allusion est pour nous transparente, fut répétée aux serviteurs de D. Pedro et transmis à ce prince. Il put comprendre sous l'empire de quel sentiment de dépit personnel Louis XI lui manifestait tant de mauvais vouloir.

Deux documents nous montrent très nettement à l'œuvre Louis XI dans son hostilité contre D. Pedro. Le 14 septembre 1464, à Noyon, par lettres patentes, il fait don au comte de Candale « de tous les biens quelzconques, tant meubles que immeubles, appartenant aux Catholans nos ennemis qui

1. Vassien, II, 201-203.

seront trouvées tant en nostre ville de Perpeignen que ailleurs en nos ditz comtes de Roussillon et de Sardaigne, a nous compuser et appartenir comme confluques¹. » Le 27 octobre, le comte de Candale ordonne de laisser la rectorie de Rivesaltes au vicaire général de Gérone, Alfonsello, qu'il avait dépouillé de ce bénéfice, mais qui a été maintenant reconnu bon sujet du roi d'Aragon². Ainsi, les officiers du roi de France protègent les fidèles de Jean II; le roi de France lui-même appelle les Catalans ses « ennemis » et les traite, en effet, comme tels. La liberté du commerce, naguère accordée, est suspendue³. Bien plus, les navires français empêchent les Catalans de s'approvisionner en Provence⁴. A moins d'envoyer une armée nouvelle pour assiéger une seconde fois Barcelone, Louis XI ne pouvait mieux faire.

1 Arch. dép. des P-O, B 200 (orig. parch.) et 250, f° 23 (copie enregistrée). L'original a été à tort octroyé sous la date du 18 septembre. (B. N., F. fr. 6971, f° 300, cf. 302.)

2 Arch. dép. des P-O, G. 460. « Le comte de Candale, lieutenant général pour monseigneur le roy en Roussillon et Sardaigne. Baillie de Ribembautes. Combien que l'autre jour, a requeste d'aucuns et mal informé aucuns ordonné la rectorie du dit lieu de Ribembautes et les fruits et revenus d'icelle entre mis en la main de mon dit seigneur le roy et nostre, et depuis aucuns commande la possession en estre baillie a messire Guillem Trous, maintenant que messire acortés coment messire Alfonsello, recteur de la dite rectorie, est serviteur du roy d'Aragon et son obéissant subget, voulons et vous mandons que rendes au dit messire Alfonsello ou a son député en possession en laquelle il estoit par avant et le foyes et souffres jayr d'icelle sans contradiction aucuns et esuilie et lever les fruits de la dite rectorie, tout ainsi que bon lui semblera. Et a y foyes point de faulte. Escript a Sainte Marie la mer, le xxvij^e jour d'octobre, l'an mil cccc lxiij, Jehan de Foix. » — Les fidèles du roi d'Aragon ne se montrent pas, d'ailleurs, ingrats. Le 4 juin de cette même année 1464, les conseillers de Valence recommandent chaudement à Blanes, gouverneur de Majorque, la galère Saint-Michel appartenant à Charles d'Anjou, « per le gran deuie que lo dit Charles d'Anjou ha ab lo dit senyor roy de France. » (Valence, Arch. mun., *Lettres*, XXVI.)

3 C'est ce qui ressort du renouvellement accordé en 1466 (F. Partulier, pp. 35-36.)

4 Saige, I, 343.

Aussi bien, s'il n'alla pas jusqu'à cette extrémité, s'il se contenta, pour affirmer son entente avec le roi d'Aragon, d'ordonner au comte de Candale une démonstration militaire qui paraît n'avoir pas eu de lendemain¹, ce fut peut-être la faute des circonstances plus que la sienne propre. Il avait promis à Jean II son secours, et Jean II, par l'organe de Pere Forner, son ambassadeur², le pressait encore en 1465 de tenir sa promesse. Seulement, la ligue du Bien Public était imminente et ce fut pour Louis XI une raison, plutôt peut-être qu'un prétexte, pour s'abstenir momentanément de toute intervention sérieuse du côté des Pyrénées. Du moins, les sentiments de Louis XI à l'égard de D. Pedro demeurèrent invariables. Quelques mois à peine avant la mort de l'infortuné connétable de Portugal, il fait arrêter en France un ambassadeur catalan envoyé en Angleterre, l'emprisonne et offre à Jean II de se livrer entre ses mains³.

Pendant qu'il se voyait ainsi, et non sans amertume, rebuté par la France, dont il avait espéré l'appui⁴, D. Pedro

1. D. Vallesco, *Hist. gén. de Lang.*, XII, 92 (le comte de Candale au roi, 31 août 1464).

2. Londres, British Museum, *Add. Ms.*, 21523, f° 4, orig. : « Serenissimo rey nostre molt car e molt amat fare e confederat. Nos scrivim de algunes cosas al ben amat crist e familiar nostre en Pere Forner, lequale de nostra part a Vostra Serenitat comunicara. Pregamvos per ço molt affectuosament que el dit Pere Forner, en tot lo que de nostra part vos dira e explicara, vullau donar plena fé e creença, com a nostra propria persona. E al de nostres regnes e terres algunes cosas vos seran placent, digaulas al dit Pere, que de molt voluntat vos ne complaurem. Rey serenissimo, nostre molt car e molt amat frare e confederat, la Sancta Trinitat sia en vostra continua proteccio e guarda. Dada en lo nostre camp prop la nostra vila de Cervara a .xx. de agost M. CCCC. LXV. Rex Johannes ».

3. Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Spagna*. (Lettre de Leonardo de Sforza à Sforza, 27 mars 1466, cf. ci-dessous, p. 261, n. 2.) Pourtant, en 1465 encore, D. Pedro avait imploré l'appui de Louis XI. (*Intrusos*, n° 31, f° 57.)

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3411, f° 123-124. — D'après

envoyant en Urgel et en Ampurdan une lamentable série de revers.

Après les fêtes célébrées à Barcelone à l'occasion de son arrivée et la prestation du serment solennel¹, D. Pedro fit une sortie pour porter la guerre en Urgel et, le 6 février, quitta sa capitale pour entrer en campagne². Le 7, il passa par Hospitalet³ et vint coucher à Molins-de-Rey⁴; le 8, il était à Martorell⁵, et, le 12, il s'établissait à Igualada⁶, où il était encore le 4 mars⁷. Pendant les derniers mois de

Henry, *Hist. du Rouss.*, II, 68, D. Pedro se serait vengé en fomentant une insurrection à Colloure. Mais le bailli de Colloure dément, le 7 avril 1464, l'existence de troubles quelconques, dont le bruit aurait couru. Il dit seulement, ce qui est fort différent, que les habitants sont divisés d'opinion au sujet de D. Pedro (B. N. F. fr. 2671). En tous cas on ne peut raisonnablement voir l'effet d'une défection à l'égard de D. Pedro dans l'ordre que donne le roi de France, le 7 mars 1464, de fortifier Colloure et Bellaguarda (B. N., F. fr. 26713, f. 68). Mais, sans pouvoir rien affirmer catégoriquement, en l'absence de preuves, on peut supposer que l'influence du roi de France ne fut pas étrangère au complot déjà signalé, qui fut découvert et puni par D. Pedro, puisque parmi les meneurs nous voyons François des Pla l'ancien aîné de Louis XI, et l'abbé de Montserrat, le mandataire et complaisant de 1461 (v. ci-dessus, p. 244, n. 1). Avec bien le 7 septembre 1464, D. Pedro eut-il auprès de Louis XI d'avoir frappé François des Pla. (*Entrées*, n° 31, f. 20).

1. *Dioc. del Cons.*, II, 442-444. Voir le texte du serment dans les *Arch. de la Cor. de Arag.*, *Cart. Acad.*, leg. 138. (Ce document, qui est du 21 mars 1464, est classé par erreur parmi ceux de 1464.) — Une délibération du Général avait alloué à D. Pedro, sur les droits de Généralité, 60.000 livres par an, dont 10.000 pour sa maison constitutionnelle, pour ainsi parler, sa base civile (*Inf.*, XVIII Bm-602). Plusieurs collectionneurs catalans possèdent des monnaies frappées par D. Pedro en qualité de roi d'Aragon. M. A. de Bofarull a reproduit un spécimen dans ses *Not.* VI, 164 (paulier de croix de D. Pedro).

2. *Dioc. del Cons.*, II, 444.

3. Arch. mun. de Harce oue *Cartes Roures*, año 1465-1466.

4. *Ibid.* — Les documents portés, toujours ou presque toujours Molins-de-Rey l'orthographe officielle, se rangent aujourd'hui, résolu d'un consensus.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. Arch. de la Cor. de Arag., *Entr.*, n° 28, f. 67.

1463 et les premières semaines de 1464, Jean II avait, en effet, poussé très vigoureusement les opérations en Urgel ; il s'était avancé jusqu'auprès de Cervera. Mais c'est en vain que D. Pedro fit sommation, par lettres patentes, à tous ceux qui obéissaient à son rival de se joindre à lui¹ ; personne ne répondit à son appel. Au bout de quelques jours, ne recevant pas les renforts sur lesquels il comptait, il retourna à Barcelone par Villafranca-del-Panadés² et Arbós, où il fit, en passant, plusieurs prisonniers : c'était l'unique résultat de sa première sortie³.

Sa deuxième sortie se place le samedi 12 mai⁴. Le 21 de ce même mois, voyant Lérda gravement menacé par Jean II, il ordonna la proclamation de la levée en masse, en vertu du fameux article *princeps namque*⁵ ; mais la levée ne se fit point sans peine, ainsi qu'en témoigne le bon scribe Cafont : le roi dut venir lui-même à Barcelone « secrètement, laissant son armée partie à Piera, partie à Cervera, partie à Llacuna ; il vint pour lever la milice du *somatent*, laquelle sortit de la Cité si revêche et de si méchante humeur qu'on eût dit qu'on la menait au supplice ». Jean II s'était fortement établi dans un camp sous Lérda⁶. C'est de là qu'il lança, le 25 mai, une proclamation par la-

1. *Ibid.* et *Lib. de cos. assany.*, 253-256.

2. On l'y trouve le 8 mars (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, années 1463-1469) et le 43 (Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 10, f° 6).

3. Coroleu, *loc. cit.*, p. 411.

4. *Diet. del Cons.*, II, 449.

5. L'article *princeps namque* est celui des Constitutions de Catalogne en vertu duquel le prince a le droit de lever l'armée catalane, avec le consentement de la Députation, afin d'assurer la défense du pays. C'est la procédure du *somatent* appliquée au nom du prince et contre l'étranger.

6. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Mella, p. 284 : « Civitas autem undique iam obsessa, ut ne catalus quidem egredi posset. » Jean II s'était établi devant la ville le 1^{er} mai. (D. José Pleyan de Porta, *Apuntes*, p. 184.)

quelle il sommait D. Pedro de renoncer à ses prétentions et la ville de Cervera de se soumettre spontanément à son souverain véritable¹, faute de quoi, il rendait les rebelles responsables du sang qui pourrait être versé. Le 6 juillet, après un siège d'environ trois mois, que D. Pedro avait été impuissant à faire lever, Lérida se rendait à Jean II². La chute de cette place de premier ordre ne pouvait être compensée par l'enlèvement, à des partisans de Jean II, des châteaux de Moncada et de La Roca³.

La prise de Lérida eut un grand retentissement en Catalogne. Elle ébranla partout la confiance; elle encouragea les amis de l'Aragon et fut, pour la Revolution, le signal d'une série de trahisons et de défaites.

Le 25 août, D. Juan de Beaumont donne l'exemple de la defection en abandonnant la cause de D. Pedro. Ça font flétrit cet acte avec indignation. « Ce jour-là, le grand traître Juan de Beaumont, prieur de Navarre, se révolta contre le seigneur roi D. Pedro en se fortifiant dans Villafranca-del-Panadés, où le roi l'avait envoyé comme capitaine général⁴. » A n'en point douter, c'était là un contre-coup de

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancels*, n° 3414, f° 107.

2. Arch. mun. de Lérida, *Privat*, n° 202, orig. de la capitulation. Celle-ci comporte une amnistie pleine et entière et une confirmation générale de tous les privilèges, sauf le droit de bandero qui permettait à la Cité de s'armer elle-même, lorsqu'elle se jugeait atteinte dans ses prérogatives — Dans l'armée que D. Pedro avait amenée à Urgel, se trouvaient quelques Bourguignons, envoyés par la duchesse de Bourgogne à son neveu (Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 231; Alonso de Palencia, VII, 7) Cf. ci-dessous, p. 255, n° 3.

3. Codina, p. 77. Les trois principaux défenseurs de La Roca, dont l'un fut exécuté par ordre du vainqueur, étaient fils de Galceran Oliver, trésorier de Jean II.

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1466, diuapte a .xxv. de agost — Le chroniqueur du *Manual de novells ordits* ajoute à la mention de ce fait cette réflexion : « Aço es stada la major e pas coronada malvestat que may se hoya dir » (*Diet. del Cons.*, II, 451). Par lettre du 10 septembre, Jean II annonça en ces termes l'événement au duc de Milan : « Johannes de Beaumont, non animi hominem

l'entente qui s'était concue, au mois de juin, entre les rois d'Aragon et de Castille, sur les bases du traité de Pampelune, compromise ingénieusement destinée à remplacer par des clauses raisonnables et pratiques les clauses inapplicables de la sentence arbitrale¹.

À la suite de ce grand succès diplomatique, Jean II redoublait d'activité². Il convoquait, en novembre, un Parle-

ignoratis, cum filio Menaide et non paucis militibus, suavi domino nostro, honesta percussione, se dederunt, opidemque nostrum Villefranche Pontonaise, sex milia ex Barchinensi distans, quod in eorum erat potentate, cum pluribus aliis fortalicis, nobis tradiderunt. Speramus ex illa necessitudine vestre prope d'um nunciare que illi non modice jocunditate erunt adiuturi. (Milan, Arch. di Stato; *Poi. Est.*, Aragon). D. Pedro dut être d'autant plus ému de cette défection que, quelques semaines plus tôt, non sans naïveté, il réprimandait la tîte de la méfiance qu'elle comtescaît à laisser voir à l'endroit du Navarrais. (Arch. mun. de Barcelone, *Carl Reu.*, 1455-1460, lettre du 28 juin 1464.)

1. Le traité de Pampelune, entre le comte et la comtesse de Foix, représentants de Jean II, et le licencié de Ciudad Rodrigo, représentant d'Henri IV, fut signé le 9 juin 1464 (Simancas, Arch. gen., *Capit. con Arag. y Nav.*, leg. 1). Les préliminaires avaient été signés à Sorbès par Jean II le 2 mars, et à Madrid par Henri IV, le même jour (Simancas, *ibid.*). En vertu de cet acte, les deux rois convenaient d'un *modus vivendi* en Navarre et déclaraient de s'entraider contre tous leurs ennemis. Il est visible que, de la part de la Castille, c'est l'abandon définitif de D. Pedro. Le traité de Pampelune, qui consacrait l'entente des deux États espagnols en dehors de l'intervention française, fut complété par un compromis entre Jean II et Henri IV au sujet d'Estella (Simancas, *ibid.*, leg. 11). De Junca avait cessé d'être gardée en otage depuis les préliminaires du mois de mars. — Les dernières plaintes de sujets aragonais à propos d'attaques de la part des Castillans sont de juillet 1464 (Valence, Arch. mun., *Letras*, XXVI).

2. Le 23 juillet 1464, il envoie le maître de Montesa offrir leur pardon aux moines de Poblet, s'ils veulent revenir à l'obéissance (Arch. de la Cor. d'Arag., *Cancel.*, n° 311, f° 119). Poblet fut bientôt après recouvré (Milan, Arch. di Stato, *Poi. Est.*, Aragon), lettre de Jean II au duc, Terragone, 10 septembre 1464). Dès le 14 février 1463, Jean II avait envoyé Jussé Ferrer pour ramener à lui le pays de Pallès (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 311, f° 72), la démarche fut inutile, mais Gaston IV fit, en automne 1464, une campagne contre les vas-

ment ou Cortes partielles¹ à Tarragone, où résidait son fidèle « député unique » Bernat Çaportella². Ce parlement accorda la solde de trois cents hommes dont deux cent cinquante cavaliers. Sur l'ordre de Jean II, Çaportella ne s'en tenait pas à des déclarations piston quées. Pour convaincre les populations de sa légitimité, il installait des députés locaux et des collecteurs dans les localités d'obédience royale : ainsi, le 7 novembre, il croit Joan Terré collecteur des droits de généralité voles par le Parlement dans le ressort de Villafranca-del-Panadés³; le 20 novembre, il nomme Anthou Riquer député local à Lérida, à charge de prêter serment entre les mains du viguier royal de cette ville⁴. Ainsi se poussant chaque jour plus avant l'œuvre méthodique de la restauration aragonaise, tantôt par la force, tantôt par la ruse, tantôt encore par la corruption⁵.

aux d'Hugo Roger qui désolaient ses terres (Lacour, II, 201 et suiv.). En 1465, Jaime Ferrer prit possession du pays de Pallès au nom de Jean II en vertu de la confiscation prononcée le 14 février 1463 (Arch. de la Cor. de Arag., *Cances*, n° 8112, f° 23-24) — Du côté de Tarragone et de Tortosa, l'archevêque Pere de Urrea faisait aux Catalans une guerre implacable. Après la prise d'Alcover, qui avait héroïquement résisté pendant près d'un an et qui succomba le 12 août 1464, les jurés et les principaux habitants furent perdus, leurs cadavres furent exposés, Pere de Urrea parlait même de changer le nom de la ville qui l'avait si longtemps tenu en échec (A. de Bofarull, *An. hist. de Reus*, p. 69.)

1 Sur ce qu'on entendait par le mot *parlament*, voir J. Pallà y Forgas, *Fueros de Cat.*, p. 564 et suiv.)

2 Bof., XXV, 161 et 63-68.

3 Bof., XXV, 67.

4 Bof., XXV 91 et suiv.

5. D. Jaime d'Aragon, pris et livré à Jean II par les Valenciens (Valence, Arch. mun., *Libre de Consells*, 1460-1465, f° 173), fut emprisonné, Juan d'Ifjar fut déshonoré par l'offre d'une cousine germane de la reine pour son fils (Codina, p. 78) M. José Loroien, à propos de cette campagne, compare assez justement Jean II à Philippe de Macédoine, pour qui aucune ville n'était imprenable s'il était possible d'y faire entrer un mulet chargé d'or. Mariana le caractérise assez heureusement en l'appelant « *viejo de mucha prudencia y que nunca reposaba* ».

Le 30 janvier 1465, poursuivant inflexiblement son plan de campagne, Jean II, accompagné du comte de Prades¹, menace Cervera². D. Pedro marche contre lui avec deux mille hommes qu'il a concentrés à Vich³; il est à Centellas le 11 février⁴; le 12, à Santa Coloma⁵; le 22, à Manresa⁶. Mais tandis qu'il s'avance à marches forcées sur la route de Cervera, les deux corps de l'armée aragonaise, sous le comte de Prades et l'infant Ferdinand qui, ce jour-là, fit ses premières armes⁷, opèrent leur jonction à Prats-del-Rey, atteignent l'armée catalane, le 28, à Calaf, et l'écrasent complètement. Le vicomte de Rocaberti, le vicomte de Roda, D. Pedro de Portugal, cousin du connétable, Garau de Cervello, Bernat Gilabert de Cruylles, ainsi que de nombreux bagages, tombèrent aux mains des royalistes⁸. Le

1. Zurita, IV, 138.

2. *Ibid.*, XXIV, 67.

3. Milan, Arch. di Stato, *Pot. Est., Aragona*, 4 mars, lettre du roi à l'archevêque de Cagliari (la lettre est classée par erreur, à l'année 1464). Alonso de Palencia, VII, 7 — Dans l'armée de D. Pedro se trouvaient un contingent portugais et un certain nombre de Bourguignons. Alonso de Palencia, VII, 7, y explique que ces Bourguignons étaient de passage à Barcelone, en route pour prendre part à l'expédition préparée par Pie II contre les Turcs, lorsque parvint la nouvelle de la mort du pape. D. Pedro réussit à persuader à ses hôtes de ne point s'en retourner chez eux sans tirer l'épée : il les amena ainsi à prendre part à la campagne contre Jean II (cf Arch. de la Cor. de Arag., *Intrusos*, 31, f° 30) Je n'ai non trouvé dans les archives de *la Torre de Tomba* sur l'envoi de contingents portugais en Catalogne à cette époque.

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1464.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. Gérone, Bibl. Prov., ms. n° 94 : « *Fuè la primera vez que entró en batalla el serenissimo senyor príncipe don Fernando.* »

8. Arch. mun. de Gérone, *Man. de Acuerdos*, 1465, f° 28. Cf. Mari-neus Siculus, f° lxxv et suiv., Zurita, IV, 138, et Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1464. Les récits les plus détaillés de la bataille de Calaf se trouvent dans Gonzalo de Santa Maria éd. Paz y Melia, p. 238 et suiv.) et dans Alonso de Palencia, VII, 7.

« roi intrus » lui-même n'échappa qu'en se dépouillant de ses insignes; il put ainsi se glisser sans être reconnu parmi les vaqueurs, entrer avec eux à Prats-de-Rey et, le lendemain, rejoindre à la dérobée les débris de son armée. Toute la province de Lérida et de Cervera tombait aux mains de Jean II : la place même de Cervera était plus pressée que jamais¹.

D. Pedro, impuissant à la sauver, essaya du moins de mettre à profit le temps que lui donnait sa résistance pour frapper un grand coup sur un autre point. En effet, l'Ampurdan était gravement menacé. Guillem de Camplonch, imitant D. Juan de Beaumont dans Villafranca, avait livré Ripoll par trahison². Camprodon, San Juan et Olot étaient tombés aux mains de Verntallat et de Gregori Molgosa, son collègue³. Après le désastre de Calaf, D. Pedro, ayant reconstitué à grand'peine une nouvelle armée, sortit de Barcelone et, passant par Granollers-del Vallés, Hostalrich, Castellon de Ampurias et Torroella de Montgri, vint s'établir devant La Bisbal, le 10 mai.⁴ Le 7 juin, la place se rendait⁵ et D. Pedro y faisait, non sans quelque ostentation, une entrée solennelle⁶. Au fond, c'était là, malgré l'enthousiasme extrême qui accueillit la nouvelle, une médiocre

1. Un grand effort fut fait par Jean II pour pousser vigoureusement les opérations autour de Cervera. La ville de Saragosse fournit un subside de 20,000 sous. (Arch. mun. de Saragosse, *Cart. Reales*, orig. sur parchemin d'un privilège de Jean II, 8 août 1465.)

2. 24 novembre (*Diet. de la Dep.*, tr. 1464.)

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancels*, n° 3411, f° 180.

4. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1463-1469. *Diet. de la Dep.*, tr. 1404.

5. Arch. mun. de Barcel., *ibid.* (lettre de D. Pedro, datée de la Bisbal).

6. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.* año 1465, f° 23. C'est à La Bisbal que périt Joan de Callar, capitaine de Jean II (Campaner, *Cron. Mayor.*, p. 178), qui s'était distingué à la défense du passage du Sègre, au moment du siège de Lérida. (Campaner, *loc. cit.*)

compensation aux échecs subis en Urgel. Au reste, le succès des armes de D. Pedro à La Bisbal n'eut point de lendemain. Le 17 juillet, Pere Mathen passe aux Aragonais à son tour et leur livre Igualada¹. Luis Despuig dirige les troupes de Jean II dans la partie méridionale du Principat et fait de ce côté des progrès menaçants². Si la flotte de Jean II échoue, le 22 juillet, dans une tentative de débarquement à Mataró³, une levée faite au commencement d'août à Barcelone pour secourir Cervera⁴ n'a aucun résultat, et la place, affamée, est obligée de se rendre le 14⁵. Pour

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la Dep.*, tr. 1464, dimoeres a .xviij. de jollol (1465).

2. Le maître de Montesa se distinguait de ce côté depuis assez longtemps. La Reine lui avait adressé à ce sujet, dès le 18 avril 1464, d'élogieuses félicitations. Le 9 mars 1465, il fut créé commissaire royal avec un véritable pouvoir discrétionnaire dans le royaume de Valence en récompense de ses services. (Madrid, Arch. hist., *Montesa, Valencia*, caj. 3.)

3. *Diét. del Cons.*, II, 462.

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la Dep.*, tr. 1466, divendren a viij. de agost (1465).

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la Dep.*, tr. 1464, dimoeres a xliij. de agost. — D'après *Marines-Siculum*, f° lxxv. l'j le siège a été surtout conduit par D. Alfonso d'Aragon, ce qui s'explique d'autant mieux que le roi son père l'avait nommé lieutenant général en Catalogne, en date du 24 janvier 1464 (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3411, f° 102 et suiv. *locumtenencis pro Alfonso*). — Voici une lettre écrite par Jean II, le jour même de la prise de Cervera, probablement à son ambassadeur en cour de Rome, D. Lope de Urrea, et dont une copie se trouve à Milan (Arch. di Stato, *Pol. Est. Spagna*). « Porque somos ciertos heuredes plazer e consolacion, vos certificamos como, apries de haver tenido silito sobre aquesta nuestra villa de Cervera por tiempo de xxxiiij. dias, oy, fecha de la present, por gracia de Nuestro Senyor Dios havemos cobrado aquella e la havemos tomada a merced, que no la havemos queuido destruir porque es una de las mas grandes fuercas e de poblacion mayor de aqueste nuestro Principado. Tenemos ajustados Paladel mil cavalles e .liij.º. peones. E pues tenemos ya Ygualela. No entendemos parar con toda la gente santa Barcelona, laqual, por la armada por mar, que continuamente le tenemos en la plaza, e por tierra la strangeremos en tal manera, que speramos en Nuestro Senyor

comble de malheur, la peste fait son apparition à Barcelone¹. Sur plusieurs points de la Catalogne, une disette de blé affame les populations². A la faveur de ses succès militaires, Jean II, par une série de manœuvres savantes, isole son adversaire chaque jour davantage³. Il s'est déjà reconcilié avec le roi de Castille⁴; il intrigue partout en Italie⁵, obtient l'appui d'une flotte napolitaine⁶, élabore un pacte

protestant la coblenza. Aquesta es una buena nueva e prospera a nos. E por ende, comunicatla a la hancial de Vuestro Senyor el Papa e a todos nuestros amigos e servidores que a.1 son en cort romana. Del campo nuestro real delante Cervera a xiiij. de agosto del anyo Mil CCC.LXV. Rex Joannes. » Apparemment, Pere Borner fut chargé d'annoncer l'événement à Louis XI, car Jean II lui envoie un courrier portant la même date. (Londres, British Mus., Add. ms. 21586, f° 4.) — Si le siège rigoureux de Cervera n'avait duré qu'un mois et demi, la place était menacée depuis près de huit mois. (Arenas Pl., *Barcel.*, *Antiq.*, II, 508.)

1. Il s'agit de l'épidémie qui a inspiré à Calont sa curieuse statistique médicale, dont il a dit question dans notre *Introduction*, p. 27.

2. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1465, f° 82 et suiv.

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Inte.*, 22, f° 116 (plaintes de D. Pedro au sujet de son isolement croissant).

4. Simmons, Arch. gén. (Traité de Pampelune, voir ci-dessus, p. 263.)

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Concéd.*, n° 3411, f° 121 et suiv. (Instructions à Jacme Volo.)

6. Arch. de la Cor. de Arag., *ibid.*, f° 143. Cf. B. N., F. Ital. 1504, f° 88, une lettre du roi de Naples au duc de Milan. On y relève le passage suivant : « E vero che, havendo noi, per lo tempo passato, continuamente dato speranza et promessa al serenissimo re Joannes de Aragona, nostro cio, de donarli soccorso contra Barcellosa, metuta a fine la impresa de lachia e Castello del Uve, et ritrovandoci qui lo illustre don Lupo Ximenes, vicere de Sicilia, et facendone da cio instantia strictissima, non e parso ni haviamo voluto dirli di non, che per le dicte promesse fatte et per havere tale victoria et per essere esso re nostro cio, non sapimo in che modo potessimo negarli tal ajuto, senza nostro gran carico. Pero avimo promesso et così havimo deliberato mandarli parte de questa armata. Del che avimo voluto avisarne vostra illustrissima senyora, acio che, venendoli altro pensiero alla mente, habia ten po de poterla scrivere et avisarne de suo parere. » (Castrovero, 8 juillet 1465.)

d'alliance avec Milan et des trêves avec Gênes¹. D. Pedro se trouve donc abandonné par la Castille² comme il l'avait été par la France³. La papauté ne le reconnaît pas⁴. Le duc de Milan est si loin de lui être favorable qu'il essaye de servir de médiateur entre Barcelone et Jean II. Rebute par les Barcelonnais, il imite le roi de Naples et envoie des auxiliaires au roi d'Aragon⁵. Les cités italiennes n'envoient plus de vivres dans les ports de la Catalogne, qui souffre de plus en plus de la disette. Le roi de Portugal n'est pas disposé à se compromettre pour son beau-frère⁶. Le duc de Bourgogne, qui d'ailleurs répugne aux aventures, ne peut rien pour son neveu le connétable⁷. Bien moins encore peuvent lui être

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Consol.*, n° 3411. f° 151 (pouvoirs de Pere de Urrea, datés du 11 décembre 1464)

2. D. Pedro avait beaucoup compté d'abord sur la Castille (H. N. F. fr. 5040, f° 94, lettre à Louis XI). Le lieutenant général D. Juan de Beaumont ne s'était-il pas mis à son service? Mais l'entente de Jean II avec Henri IV ruina toutes les espérances du « ro. intrus ». La défection de D. Juan de Beaumont en fut, comme on l'a vu, le contre-coup.

3. En effet, Louis XI resta obstinément l'allié de Jean II (lettre de Jean II citée ci-dessus, p. 249, note 2. — British Mus., *Add. Ms.* 21526, f° 4).

4. Ceci ressort des registres de Paul II (Vatic., Arch. segret., *reg. Vat.*, n° 525, f° 81 v°, 89 v°, 163 v°, 200 v°). — Le siège de Barcelone étant vacant, le pape, en 1464, a fait examiner les titres du candidat aragonais, l'aumônier de Jean II, Joan Cerdà (J. Calmette, *Una información acerca de la sede de Barcelona, Rev. de la Assoc. artistico-arqueol. barcel.*, 1904, p. 163 et suiv.); il le nomme malgré le chapitre. (Aymarich, p. 390)

5. *Pièces justificatives* n° 15. — Dans une lettre du 18 janvier 1465, l'ambassadeur aragonais à Rome remercie le duc des secours qu'il a promis contre Barcelone. Cette ville ayant refusé la médiation offerte, Sforza se tourne franchement contre elle. Au début de son règne, D. Pedro avait pourtant fait des avances à Sforza. (Milan, Arch. di Stato, *Autografi Spagna*, 20 octobre 1464).

6. C'est ce qu'indiquent des instructions, dont la minute (Madrid, Bibl. de la Acad. de la Hist., Salazar, A 7, f° 50) ne porte que la date d'août, 1465.

7. C'est à grand'peine et à force de prières que D. Pedro avait

et les ducs de Bretagne et de Berry¹. Seul, un prince bien lointain, le roi d'Angleterre, lui manifeste son amitié. Le 9 janvier 1466, arrive à Barcelone un représentant d'Edouard IV, « per causa, segons se dia, del matrimoni fahedor del dit senyor rey e de la germana del rey d'Inglaterra ». Le bruit dont Çafont se fait l'écho en ces termes² était exact. Après avoir demandé en mariage une princesse française, après avoir mené un certain temps, sous l'aveugle, des négociations matrimoniales avec la Castille, D. Pedro briguait maintenant la main de Marguerite d'York, sœur d'Edouard IV. Le 28 mars 1466, il décrit minutieusement et en homme de goût à son secrétaire la bague qu'il se propose d'envoyer à sa fiancée³ : le diamant ne lui en

obtient les services momentanés des Bourguignons venus à Barcelone au moment de sa campagne en Urgel (*Intrusos*, n° 63, f° 34. Cf. ci-dessous p. 263, note 2). Il a beau écrire lettres sur lettres à sa tante de Bourgogne et accumuler les formules affectueuses (*Intrusos*, *ibid.*, *passim*), il n'obtient aucun secours. L'envoyé de D. Jaime d'Aragon en Bourgogne, le 30 décembre 1466, n'est pas plus efficace. (Madrid, Bibl. de la Acad. de la Hist., Salazar, A 7, f° 59.)

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Intrusos*, n° 31, f° 43 et f° 45.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Dioc. de la Dep.*

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Instr.*, n° 27, f° 63 : « El Rey. Secretario muy amado nuestro. Vista vuestra letra, vos respondemos que, acomodándose el precio del diamante, luego fagades aquel engaste en oro fino e el engaste no sea sobargo, porque mas sea favorecida la piedra, e sera al anillo tal que venga bien al dedo en que se ha de levar. E fecho esto, queremos es de es manos de nuestro secretario Pellicer el qual la tenga fasta que sea tiempo de las esposas las, el a Dios sera plaziante. » Cf. Madrid, Bibl. de la Acad. de la Hist., Salazar, A 7, f° 54, lettre à Bartholomé Gari : « Lo Rey. Amal nostre. Aquí tramen un lo noble e amat conseller nostre, mossen Johan de Silva et micer Juan Anirou, doctor en leyes, e los quals, e a vos encara, havem del poder que, si lo dá mossen Johan de Silva, per mort e melalita alguna, detengui sera. lo dit micer Andreu, ella ent aquell, per semblants casos que per alguna manera era eximpeidit, vos en nom nostre fagau sobre lo matrimoni de la illustre dona Margarita, germana del illustrisimo rey d'Angleterre e de França, segons que les instructions e poder, que sobre aco trametem, lo que mouerem per vostra virtut estar necessari. Preguntemos

cotta pas moins de deux cents livres, d'après une quittance¹. Mais il n'eut pas le temps de réaliser son projet et l'ambassade qu'il dépêcha, à cet effet, en Angleterre², ne devait pas revenir de son vivant.

Les derniers mois de D. Pedro furent attristés par des malheurs de toute sorte : il manque d'argent et d'hommes; autour de lui se crée une atmosphère de défiance et de mécontentement; les revers se multiplient. Les Catalans ont conscience que le seigneur qu'ils se sont donné n'est point le meneur attendu³; ils le voient, malgré sa bonne

per ço e encarregam tan exactament com podem, que, si conasteren lo dit matrimoni dega perdre la conclusió degada, comprés en damunt, e robí, e emeralda, e foute cent nobles, loqual, essent aquí lo dit mossen Johan de Noya, li donarem. E si per alguna de les dites causes era impedit, dareu al dit mossen Joan Andreu, e al quell, per victura, era de tal impediment de engit, vos, en nom vostre, lo dareu a la dita dona Margarita e les dits cent nobles prenos a cambi nostre nos, que aquelles de continen seran jugades aquí strictament. De son mas, Nos Pe rus. — On remarquera que D. Pedro ne plût à appeler Edouard IV roi d'Angleterre et de France (à dést), donne la mesure de la cordialité de ses rapports avec Louis XI.

1. Arch. mun. de Barcel., *Llibre de la Marxa*, cité par Balaguer, op. cit.

2. Madrid, Bibl. de la Acad. de la Hist., *Salazar*, A 7, p. 54, texte cité et donné — Arch. de la Cor. de Arag., *net de la Dep.*, tr. 1404 « Donenyo a .xiiij. de may (1466). Aquest die se reculliren, ab durs nans, a mas castellana, altra portuguesa, lo magnífich mossen Johan de Noya, portugués, e mossen Johan Andreu, doctor, almagier tractades per lo senyor rey al rey d'Angleterre, sobre lo fet del matrimoni que tractave de senyor rey en Pere e de la germana del dit rey d'Angleterre. Es veritat que no partiren fins lo endema, que comtaven xix de dit mes. » C'est à l'un des membres d'une ambassade légèrement antérieure qu'il arriva d'être arrêté en France, d'après la lettre de Leonardo de Sarmiento à Morca, datée de Gênes, le 27 mars 1466 (Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Spagna*) « Haverano mandato due agli ambasciatori a. Illustra signore duci de Borgogna et al re de Inglaterra il quale ambasciatore ha stato preso per quello della Massà del christianissimo re de France, e con Massà ha fatto rapponere detenuto di to ambasciatore in uno castello et scripto a lo Massà del re de Aragono de ditta detentione, traxede uno ambasciatore a sua petitione. »

3. Sur l'opinion à Barcelone, voir le texte partiel sans doute, mais instructif de Gonzalo de Santa María, Ed. Paz y Melia, p. 229.

volonté et son activité si méritoire, entouré d'hommes d'une autorité et d'une popularité médiocres¹, compromettre chaque jour davantage leur cause, qu'ils ont fait la sienne. Alors, la le soulèvement mollement et de mauvaise grâce. Les emprunts repetes ne produisent presque rien², les levées ne font de plus en plus ma.³ Barcelone, menacée par terre et par mer, paraît à la veille d'être assiégée⁴. Jean II et ses partisans entrevoient déjà la fin de leurs laborieux efforts.

La situation d'esprit créée par tant de déconvenues se reflète dans la correspondance si essentiellement personnelle du « roi intrus »⁵. Il est miné par le chagrin et il tombe malade. M. Balaguer a montré combien était inadmissible, en l'espèce, la version de l'empoisonnement⁶. D. Pedro est déjà indisposé le 4 mars 1466⁷. Le 28 avril, son indisposition a

1. Madrid, Bibl. de la Acad. de la Hist. (liste des conseillers de D. Pedro, à la date du 19 janvier 1466) *Pièce justificative* n° 13.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.* 26, f° 58 : « Sols de equit... nos son trames aux llyres. Heila paga e gracios confort pera tant malais e de tal malallia com es necessitat e fami ».

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.* n° 26, f° 55 et suiv. (lettre à l'évêque de Vich) : « ... En axi que la guerra nos pot sostenir sens gent e sens diners. »

4. Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Spagna* (Leonardo de Sertache au duc, 21 mars 1466) : « Dicono la città de Barsellona essere molto stretta de victualles. Stano molto male et dicono non sara possibile ditta città de Barsellona possa stare longamente in questi termini. » Cf. *Ibid.* (lettre de D. Lopez de Urrea au duc de Milan, déjà le 15 juin 1465) : « ... la città de Barcelona, equal... vidento la obediencia per mare prompta e per terra la potentia del suo exercito, si reducira facilmente a la fide e obediencia de sua Maestà e conoxera lo camino de la verità. »

5. En particulier, il convient de signaler à cet égard la lettre que je donne en *Pièce justificative* n° 16. (Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 27, f° 96.)

6. Balaguer y Merino, *op. cit.* Le chroniqueur portugais R. de Pin (Collecção, I, 501) paraît avoir été le premier à mettre en avant l'idée d'un empoisonnement, la légende a été surtout accréditée par Zurita, IV, 147 : « ... vivosa por muy cierto que le fueron dadas yervas ».

7. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 26, f° 55, texte publié par Coroleu, *op. cit.* : « ... nos son malalt e nostre estat sta abatut. »

fait des progrès¹, le 18 mai, il croit aller mieux²; mais, le 22, il est obligé de recourir aux médecins³; enfin, le 29, il se retire à Granollers⁴, et désormais son état empire tous les jours, jusqu'au dénouement fatal. Les mauvaises nouvelles se pressent autour de son lit de douleur. La disette est telle qu'il faut envoyer chercher du blé jusqu'en Provence⁵. Déjà, depuis le 11 novembre 1465⁶, Jean II assiège Amposta, qu'il réussit à enlever le 13 juin suivant⁷; il vient ensuite assiéger Tortose, qui ne tarde guère à se rendre à composition⁸.

Déjà son malheureux compétiteur avait cessé de vivre. Dans les derniers jours de sa maladie, il en était venu à ce point de faiblesse qu'il ne pouvant se soutenir qu'« en tétant le lait de deux nourrices⁹ ». Le 29 juin, à huit heures du matin, son état paraissant désespéré, il reçut les derniers sacrements¹⁰. Il rendit le dernier soupir entre cinq et six heures

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, 27, fo 78.

2. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Real*, 1468-1469 (D. Pedro au Sage Consell). Le 28, les conseillers de Vich commencent à s'alarmer, ils prient le Général de les tenir au courant de la maladie de leur seigneur (Arch. mun. de Vich., *Cartas*).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Intr.*, n° 27, fo 89.

4. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Real* (D. Pedro au Sage Consell).

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Cart. Real*, leg. 133.

6. Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est., Aragona* (lettre de Jean II à Sforza).

7. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancels*, n° 3412, fo 67. La garde du château fut confiée à Pierre de Peralta (Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 252). C'est par erreur que D. Daniel Fernandez (*Anales de Tortosa*, p. 118) donne la date du 21.

8. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 252 et suiv. La première soumission de Tortose ne fut point sincère, et, comme l'explique le biographe de Jean II, il fallut que ce prince fît un nouvel effort pour avoir la ville à sa merci. Jean II signe une lettre à Tortose le 24 août 1468 (Madrid, Arch. hist., *Montesa, Cart. R.*, n° 305).

9. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancels*, n° 3412, fo 67 *Pièces justificatives* n° 17.

10. Arch. mun. de Barcel., *Cart. com*, año 1468, fo 171.

de l'après-midi¹, après avoir fait un testament² en vertu duquel il instituait héritier de ses droits à la couronne d'Aragon son successeur naturel, l'infant D. João de Portugal, son neveu, fils d'Isabelle et d'Alphonse V.

Barcelone fit à ce « roi intrus », qui disparaissait, à l'âge de trente-cinq ans, dans l'amertume des revers, des funérailles solennelles³, et, conformément au désir qu'il avait lui-même exprimé, son corps fut déposé dans l'église Santa Maria del Mar, ce bijou gothique dont la vue avait fait battre, dès le premier jour⁴, son cœur d'archéologue et d'artiste.

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1464, dimanche, a xxviii, de jany (1466).

2. Ce testament a été publié *in extenso* par Balaguer, *op. cit.*

3. Arch. mun. de Barcel., *Cerem.*, II, f° 57 et suiv. Cf. Balaguer, *ibid.*

4. Pour le rapprochement, voir Balaguer, *ibid.* C'est, on se le rappelle, dans cette église, qui se trouvait alors au bord de la mer, en face même du port, que D. Pedro, en mettant pied à terre, était venu prier pour la première fois, le jour de son débarquement.

CHAPITRE VIII.

La Maison d'Anjou en Catalogne.

Une fois de plus, la question de savoir à qui appartenait la seigneurie de Catalogne se posait. Henri IV, en vertu de la sentence arbitrale, avait résigné ses droits. D. Pedro, abandonné à ses seules forces par Louis XI, était mort à la peine, sans avoir pu faire triompher les siens. Une troisième maison, une maison française, celle d'Anjou, avait jadis été mise en concurrence avec celles de Castille et d'Urgel, lors des conférences de Caspe (1412). Le représentant de cette maison, le vieux roi René, descendait, par sa grand'mère Yolande, de Jean I^{er} d'Aragon : c'est à lui que songèrent les Barcelonnais, sans souci du testament dont pouvait se réclamer l'infant de Portugal¹.

C'est que le choix des Catalans fut exclusivement déterminé par des considérations d'ordre politique et d'ordre économique. Écoutons le procès-verbal de la délibération prise par le Sage Conseil² : « Pour roi et seigneur doit être reconnu le seigneur roi de Sicile, vulgairement appelé le roi René, tant parce que justice le veut, que parce que Son Altesse est très vertueuse; qu'elle a un fils, homme

1. L'exécution du testament de D. Pedro fut réclamée par sa tante, la duchesse de Bourgogne, dans une missive en portugais. (*Pièce justificative* n° 19.)

2. Arch. mun. de Barcel., *Délib.*, reg. VII (30 juillet 1466.)

valoureux, de grande vertu et sens, déjà gratifié lui-même d'un enfant mâle de l'âge de dix-huit ans ou environ, très beau garçon; et le dit seigneur roi possède en particulier le pays de Provence, très voisin du présent Principat de Catalogne, abondant et riche en bien des produits, spécialement en froment, denrée dont le dit Principat, et notamment la cité de Barcelone, a souvent besoin. »

Rien n'est assurément plus caractéristique que la manière dont nous voyons les Catalans discuter les titres de leur seigneur éventuel. Ce qui leur donne à penser, ce n'est certes pas le problème généalogique. Notent-ils les prétentions héréditaires de René, ils ne le font que très incidemment, on serait tenté de dire pour mémoire. Si René doit être reconnu, c'est qu'il a une descendance, c'est encore qu'il est maître d'une contrée avec laquelle les relations commerciales sont si précieuses pour la Catalogne que déjà, nous l'avons remarqué, en 1463, une convention spéciale a été signée, grâce à l'initiative de l'évêque de Marseille¹.

Une circonstance qui n'a pu manquer d'exercer également une influence notable en l'espèce, — bien qu'elle ne soit point relevée dans le document qui vient d'être cité, — c'est la parenté et l'amitié (fort apparente au lendemain de la guerre du Bien Public) qui unissaient René et son fils à Louis XI : des allusions à ces liens précieux, ainsi qu'à l'avantage exceptionnel que présentera le concours de la France, se surprennent trop fréquemment ailleurs pour qu'il soit permis d'élever le moindre doute sur ce point².

La délibération du Sage Conseil, décidant, de concert avec le Général, de faire appel à René, date du 30 juillet.

Pendant le mois qui s'écoula depuis la mort de D. Pedro

¹ Voir ci-dessus, chap. vi, p. 217.

² On en trouve l'écho dans Th. Basin II, 305. On sait que le célèbre évêque de Laon avait bien dû être bien informé : c'est au temps de la domination angevine en Catalogne qu'il séjourna à Perpignan.

jusqu'au jour de cette délibération, les intrigues les plus actives furent tentées à Barcelone par les amis de Jean II. Ce dernier, en même temps qu'il enveloppait la capitale du Principat¹ en enlevant une à une les villes catalanes, — aujourd'hui Tortose², demain La Bisbal³, — s'efforçait de provoquer, dans la Cité même, un mouvement d'opinion de nature à servir ses desseins. Le pape Paul II essayait de s'entremettre entre Barcelone et le roi⁴. À la faveur des circonstances, le parti aragonais relevait la tête⁵. Ces menées ébranlèrent le Général, qui publia, une fois de plus, un décret interdisant toute parole ou tout acte favorable à la dynastie déchue⁶. Mais tout paraissait sourire à Jean II. Son grand adversaire, Hugo Roger, rappelé par les Catalans aux fonctions de capitaine général, tombe dans un engagement entre les mains des royalistes⁷ et fut emprisonné au château de Cardona⁸. Presque en même temps, Castellon-de-Ampurias, Figueras, Ripoll retournaient coup sur coup à l'obéissance de la couronne.

et c'est à Barcelone qu'il alla trouver le duc de Calabre au nom de Louis XI (éd. Quicherat, III, 297).

1. B. N., F ital. 1619, f° 112. D'après cette lettre de Panicharola, Jean II aurait alors serré Barcelone de si près qu'une partie de la population songeait déjà à traiter avec lui.

2. Tortose fut prise définitivement le 8 juillet. (Arch. de la Cor. de Aragon, *Diét. de la Dep.*, tr. 1664, dimanche a vj. de jollol (1460).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3412, f° 68.

4. Discours de Jean II aux Cortes de Monzon, cité ci-dessous.

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3412, f° 68. Cf. *Bibl. des lit. Var. in Stuttgart*, VII, 110 : « Bratque magna dissensio tempore interregni quidam rerum summum ad ducem Calabrie trahabant, quidam ad Aragonium. » Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, pp. 255-256. — Cf. B. N., F ital. 1619, f° 112.

6. *Diét. del Cons.*, II, 471.

7. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3412, f° 68. — Arch. mun. de Gérone, *Man. de Acuerdos*, 1463 (lettre du roi d'Aragon en date du 14 août). Le 14 octobre, les jurés de Gérone félicitent la reine des succès de la cause royale (*Ibid.*).

8. Arch. dép. des B.-du-R., B 15, f° 528.

Au milieu de tant de succès, le bruit que Barcelone voulait se donner à René¹ ne laissa pas de causer au roi d'Aragon une grande inquiétude. Dès que ce bruit fut parvenu à sa connaissance, il dépêcha frere Bernat Cardona, son grand chapelain, à la cour de France², pour faire connaître l'état de ses affaires et exprimer à Louis XI la conviction qu'au cas où René serait vraiment sollicité de tenter l'aventure, son suzerain lui signifierait non seulement sa ferme résolution de ne le favoriser en rien, mais aussi son désir bien catégorique de le voir répondre par un refus. Le tableau que Bernat Cardona devait faire de la situation présente au souverain auprès duquel il était accrédité était intentionnellement flatté, dans le but évident de décourager un nouvel adversaire. Incidemment, le chapelain de Jean II devait recommander au roi de France les intérêts de Marti de Rocaforti dans la seigneurie de Vinça, manière discrète, et en somme peu compromettante, de faire entendre que l'Aragon ne songe point à soulever des difficultés dans les Comtés. La même tactique se surprend dans les instructions données à un second envoyé, André Pol, à la date du 28 août³, c'est-à-dire lorsque le bruit de l'appel à René est devenu une certitude. Il est visible que ce que Jean II redoutait le plus, c'était l'abandon, jusqu'ici évité, de son peu scrupuleux aîné de Bayonne.

1 D'autres candidatures avaient été agitées et avaient eu leurs partisans. Le 24 juillet, Pankharola écrit au duc de Milan qu'il a été question de quatre prétendants : « O el duca de Borri, o el fillulo del conte de Prades, o el duca Johanne, o el princepe, figlio del re d'Aragona, valendo pero et intendente cha qualanche di questi sia elitto, maxime francesca, sia con permissione de questo re de França di aiutarlo. » (B. N., F. ital. 4849, f. 144.)

2. *Piece justificative* n° 17. À son retour, Bernat Cardona toucha 87 livres de la procuration royale de Majorque, « per despeses feu lo any anterior en la enlmanada que, per certes coses, per manament del dit Senyor Rey, feu en el rey de França. » (Palma, Arch. del R. Patrimonio, *Liber datarum*, 1467-1468).

3. *Piece justificative* n° 18.

Le 27 août, l'abbé de Ripoll¹, le chevalier Arnau de Vilademany et Miquel de Cardona, bourgeois, tous trois désignés par le Général, d'accord avec le Sage Conseil, quittèrent Barcelone pour aller offrir officiellement la seigneurie de Catalogne au chef de la maison d'Anjou². Leurs instructions portent la date du 20 août³ : ils doivent se diriger vers la Provence, afin de savoir du gouverneur de ce pays, Jean Cossa, où et comment ils pourront trouver le roi. René et son fils ; ils profiteront de la circonstance pour le sonder sur les intentions probables de son maître, et, sans révéler le but précis de leur mission, ils aviseront selon les renseignements que Cossa leur aura fournis ; arrivés ensuite devant René, ils présenteront leur lettre de créance avec tout le cérémonial usité vis-à-vis d'un roi d'Aragon ; ils n'oublieront pas de faire connaître que, de par la coutume, le gouvernement général est dévolu au primogénit⁴ ; ils tâcheront de trouver Joan Copons et de lui faire savoir qu'il ait à s'enquérir de l'état des choses, tant à la cour de France qu'à celle de Bourgogne, afin de tout préparer pour le plus grand bien du Principat.

Ce programme fut suivi à la lettre. Le 7 septembre, Jean Cossa écrivait au Conseil de Barcelone que l'ambassade était

1. Andrés de Vilar, devenu abbé de Ripoll le 11 novembre 1463, en remplacement de Rodrigo Borgia (Pellicer y Pagès, *Santa Maria de Ripoll*, p. 182).

2. *Diut del Cons*, II, 471.

3. Arch. dép. des B.-du-R., B 15, f° 225 et suiv. (texte publié par Lecoy de la Marche, II, 367 et suiv., pièce 40).

4. Il vaut la peine de reproduire l'article des instructions relatif à cette coutume, qui tenait si particulièrement à cœur aux Catalans : « Certificaren lo dit senyor primogenit com l'offici de governador general es affix al primogenit, loqual a tot poder... e per ço es necessari de orde lo senyor rey lo faga loctenent general, com es acostumat seguons la forma qui s'en porten ordonada. » La Députation fournissait donc au nouveau roi le modèle de la nomination dont il devait investir son fils.

partie de Marseille pour Angers¹. Déjà le 27 août, le jour même du départ de l'abbé de Ripoll et de ses collègues, René, pressenti officieusement selon toute apparence, rassurait le Général et le Sage Conseil en se déclarant prêt à prendre en main la cause catalane². Le 2 septembre, Louis XI donne un premier gage de sa bonne volonté en ordonnant au comte de Candale de rétablir les relations commerciales rompues du vivant de D. Pedro³. Le 18 septembre, le Conseil remercie chaleureusement René de ses bons sentiments envers les Catalans⁴.

L'ambassade solennelle fut reçue par René à Angers, le 27 septembre⁵. Les trois envoyés, après avoir entendu la grand'messe dans la chapelle du château, furent introduits dans la salle des cérémonies, précédés d'un héraut portant les armes d'Aragon. Après avoir fait leurs révérences, ils présentèrent au prince la lettre close portant cette adresse : *Al illustrissimo e virtuosissimo senyor, lo senyor rey de Sicilia*. Quand il en eut pris connaissance, les ambassadeurs lui demandèrent la faveur d'un entretien particulier. Le roi les fit aussitôt passer dans sa chambre : c'est alors que, conformément aux termes de leurs instructions, ils exposèrent au roi l'élection dont il avait été l'objet et le desir qu'avaient

1 Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1466.

2 Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, años 1463-1469. L'accord entre Louis XI et la maison d'Anjou était encore très secret, mais, dès le 27 août, Punicarola en donne avis à Sforza (H. N., F. ital. 1042, f° 118).

3 Arch. mun. de Barcel., texte publié par F. Pasquier, pp. 35-36. Cf. Arch. mun. de Vich, *Cartas* (lettre au Général, 30 octobre 1466).

4 Arch. mun. de Barcel., *Letres closes*, reg. V (1462-1466).

5. Nous disposons de deux sources importantes et directes sur la mission catalane envoyée à Angers : 1° une dépêche des Catalans eux-mêmes au Sage Conseil (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1466, f° 241 ; *Pièce justificative* n° 20) ; 2° un procès-verbal de l'audience accordée par René, dont copie nous a été transmise par Legrand (H. N., F. fr. 6073, f° 351 et suiv.).

les Catalans de voir les prérogatives royales exercées, en qualité de primogénit, par le duc Jean de Calabre et de Lorraine, son héritier présomptif. René, ayant fait connaître son acceptation, revint avec ses nouveaux sujets dans la grande salle, où était réunie sa cour. Les Catalans présentèrent une seconde lettre close de la Députation : elle fut lue à haute voix par l'évêque de Marseille. Cette lecture achevée, les ambassadeurs s'agenouillèrent, puis ils allèrent, selon la coutume de leur pays, baiser l'un après l'autre la main du monarque, en se recommandant, eux et leur patrie, à la grâce de leur nouveau maître. Ils se retirèrent ensuite ; mais ils revinrent dès l'après-midi, afin de mettre René au courant des conditions précises au milieu desquelles la Catalogne avait recours à lui.

L'un des points qui préoccupaient le plus les Catalans était, à n'en pas douter, l'attitude de la France. Sans doute ils ne trouverent pas Joan Copons pour le charger de faire une démarche, mais ils décidèrent René à envoyer lui-même une ambassade à Louis XI. Cette ambassade partit d'Angers le dimanche 5 octobre. Après avoir délibéré avec son conseil, Louis XI résolut de seconder la tentative de son oncle et de rompre avec Jean II¹ ; on disait même qu'il allait immédiatement adresser à ce dernier une déclaration de guerre. En attendant, il laissait obstinément sans réponse les courriers et les ambassades multiples du roi d'Aragon². L'occasion lui paraissait bonne pour prendre position contre Jean II et pour rompre, une fois pour toutes, avec le traité de Bayonne.

1 B. N., F. ital. 1649, f° 126.

2 Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel*, n° 3447, f° 164. — D'après les bruits qui couraient à la cour de France, et dont Panicharola se fait l'écho, Jean II aurait intercepté un courrier de Louis XI envoyé à Barcelone pour les affaires du duc Jean (B. N., F. ital. 1640, f° 27). Serait-ce un agent dépêché aussitôt après la mort de D. Pedro pour faire élire René ?

Ainsi annonce-t-il bientôt officiellement son intention de « se départir » de l'alliance aragonaise pour appuyer les Angevins¹. Au reste dans l'énumération de ses titres, René, à l'exemple de D. Pedro, omet aussi hautement celui de « comte de Roussillon et de Cerdaigne »². Bien plus, Jean de Calabre

1. La lettre adressée à ce sujet aux Barcelonnais par Louis XI est lachée (Arch. nat. de Paris, Cart. René 1643-1656, p. 107, orig. parchemin et ci-dessous, introduction, p. 229). La voici telle : « De par le roy, Trez chier et grans amis. Pour certaines causes et raisonsables causes, qui vous ont mou, et par grande et mure deliberacion de conseil de ses plumeurs des seigneurs de nosre cour et lignage et autres gens notables seigneur, nous nous sommes départir de l'ayence et confederation que nous avions avec le roy Jehan d'Aragon, et avons sur ce ordonné nos lettres patentes, lesquelles mentionnent entre autres par ces parles et contes de Roussillon et de Cerdaigne, et parlent a vous de nostre royaume ou il appartient, afin que de ce nul ne prétende cause d'ignorance. Et en outre, pour ce que avons esté durement informé du bon droit et querelle que nostre tres cher et tres aimé neveu le roy de Sicille et de la principauté de Val de Gaucie de Barcelonne, et autres seigneuries qui en dépendent, nous nous sommes délibéré de le porter, aider et soutenir en la justice et de donner sur ce tout l'aide comme faveur et confort, et à nous autres de Calabre, son filz, nous nous et ceux de leur party, qu'il nous aura pitié. Desquelles choses vous advertissons, afin que chacun et congruement nostre vouloir et intention touchant la dite matière. Et vous prions que en faveur et contemplacion de nous, et pour la conservation du bon droit et titre de nos dits neveu et cousin, vous vous veuillez employer en ce qui touchera à leurs biens, honneur et profit, au recouvrement de leurs dits biens et seigneuries, par toutes voyes et manieres à vous possibles. Et sur ce, en ce, tout l'aide, conseil, faveur et confort que faire se pourra. Et vous desirez pour nos dits neveu et cousin touchant la dite matière et prendre leur party. En quoy prendront très grant plaisir et le supporteront fait donne à nous, sa propre personne. Et ceux qui, en ce, courront et aideront nos dits neveu et cousin, nous les tiendrons et reputerons nos especiaux amis, et ceux qui feront le contraire, nos adversaires et ennemis. Pourquoy, de ce, vous prions bien advertir que veuillez faire, et ces choses, comme en vous en avons nostre especial confidence. Louis XI. » Cette pièce n'est malheureusement pas datée, mais une mention du chapitre n° 4 d'Alphonse le Magnanime (ci-dessous, p. 274 n. 5) et une *Pièce justificative* n° 20 la datent d'octobre.

2. Arch. Nat., P. 1334², p. 156. Lecoy de la Marche cite le protocole tel tel de cet acte, daté du 10 novembre 1493 (op. cit., t. 206, note 3).

acceptera de s'intituler lieutenant général pour le roi de France dans les comtés de Roussillon et de Cerdagne¹. On ne saurait consommer d'une façon plus éclatante une renonciation.

Plein d'ardeur, le Conseil de Barcelone ne cesse de réchauffer le siège de tous ceux qui, de près ou de loin, paraissent en mesure de hâter la réalisation de ses espérances. Le 17 octobre, il écrit à Jean Cossa et au comte de Candale². Les créances pour la liberté du commerce sont faites le même jour³. La lettre annonçant l'acceptation officielle de René, datée du 14 octobre⁴, excite dans la capitale d'autant plus d'enthousiasme⁵ que, presque en même temps, le

« René, roy de Jherusalem et de Sicile, d'Arragon, de l'isle de Sicile, Valence, Maillorques, Sardaigne et Corseigne, duc d'Anjou et de Bar, etc., comte de Barcelonne, de Provençe, de Forcalquier, de Piémont, etc. », et il ajoute : « toutes les principautés dépendant de la couronne d'Aragon sont dans cette énumération ». Or, il faut faire justement exception pour « Roussillon et la Cerdagne, dont l'absence est extrêmement caractéristique en ce qui nous concerne. — René, le troisième « roi latin » de la Catalogne au quinzième siècle, a fait frapper, comme ses devanciers, des monnaies à son effigie. M. Belfrilli a reproduit un pacifique d'or de René (*Hist.*, VI, 214). D'après Alonso de Palencia, VIII, 8 (Madrid, Bibl. Nac., ms. 1638, p. 124), c'est de la victoire des Angevins que Louis XI attendait la cessation définitive des Comtes : « ex concordi pacis et perpetuum Roussillonis Certanumque atque Perpignani, rex Francorum expectabat, ductus quodam effreni affectu parvula possessionis amenissima vel seracissimaque provincia et portuum orarumque Mediterranei maris, cum inopi provincia Narbonensi atque Occitana vel Gallia Gothica portum habetur navigationisque importuna. »

1. Arch. dép. des P.-O., B 409 « Infans Johannes, serenissimi domini Aragonum utriusque Sicilie etc., regis primogenitus, et, utque Ierurarum et regnorum predictorum gubernator et locumtenens generalis, dux Calabriae et Latharingie princepsque Gerunde, ac etiam pro christianissimo Francorum rege in comitatibus Roussillonis et Certanis locumtenens generalis... »

2. Arch. mun. de Barcel., *Let. closes*, reg. V (1462-1468).

3. *Diet. del Cons.*, II, 472.

4. Arch. mun. de Barcel., *Cert. Reales*, años 1463-1469.

5. *Diet. del Cons.*, II, 473.



comte d'Uclá et Boffile de Jugo¹ annoncent la prochaine arrivée d'une escadre² et que René lui-même, par une nouvelle lettre, annonce la formation d'une armée franco-angevine³. Louis XI, de son côté, agit en Italie. Le 29 octobre, il écrit au duc de Milan, son protégé Galéas Sforza, que les Gênois devront s'abstenir de tout acte contraire aux intérêts du duc de Calabre « pour ce que sommes declarés pour nostre tres cher et très ame cousin le duc de Calabre touchant le fait de Barcelone⁴ ». En même temps, il rédige à l'adresse de la République de Venise une note énergique sur sa rupture avec Jean II⁵ et sa ferme volonté de maintenir

1 Boffile de Jugo appartenait à une illustre famille d'Amalfi, les dei Giudice. Elevé à Barcelone, il prit du service dans les armées angevines qui opérèrent dans le royaume de Naples, puis servit la même maison en Catalogne. Il fut même chambellan du roi René. Il servit ensuite Louis XI et devint vice-roi de Roussillon, en 1473. En août 1477, à la suite de la condamnation du duc de Nemours, il devint comte de Castres. Il reprit le gouvernement du Roussillon en 1479 et mourut en 1502. (Sur certaines négociations dont il fut chargé, voir Perrot, *Boffile de Jugo, comte de Castres, et la République de Venise*.)

2 B. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1466, p. 126.

3 B. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reina*, años 1465-1466 (manuscrite du 10 octobre 1466).

4 B. N., F. ital. 1561, p. 322, Vases, III, 440. — Le 9 octobre, Pamicharola avait fait présenter à son maître l'attitude qu'il allait prendre le roi de France dans cette lettre. L'ambassadeur milanais annonce que le chapelain du roi d'Aragon presse en vain le roi de France de se déclarer, Louis soumettra à son conseil les demandes des Angevins; on fait remarquer à la cour que Jean II n'a pas tenu ses promesses, que René est de la maison de France, les Angevins ne se font pas scrupule de déclarer que Louis XI ne fera rien contre eux en faveur de l'Aragon (B. N., F. ital. 1562, pp. 126-127). Cf. une lettre de Pamicharola, en date du 25 novembre (B. N., F. ital. 1563, p. 306).

5 Nous ignorons comme il a été déjà dit, la date exacte de la rupture officielle (milieu d'octobre; mais il n'est pas douteux qu'elle ait été éclatante. Voici, à ce sujet, une intéressante mention du chapelain d'Alphonse le Magnanime (Bibl. Univ. de Valence, ms. 644, p. 681v). « Dijous n. xxvij. de novembre e may lxxj ... per Valença lo uch foch crida real com lo rey de France avia crida en França sa guerra contra lo rey de Arago e terres e gentis del dit rey, a foch e a mach. De la qual

son compétiteur¹. Boffille de Juge était bientôt après désigné pour prendre le commandement de l'armée de secours², en attendant que le lieutenant général, Jean de Calabre, pût se transporter de sa personne au delà des monts³. Le 29 novembre, Louis XI renouait des relations directes avec le gouvernement catalan par une lettre et par une mission secrète confiée à Remi de Méricourt⁴. Comme l'écrivait le duc de Calabre au Sage Conseil, le 17 décembre, on pouvait tenir l'accord de la maison d'Anjou avec le roi de France pour complètement réalisé⁵. Aussi les craintes les plus vives régnaient-elles dans l'entourage de Jeanne Enríquez, alors à Gérone⁶. Les événements se précipitaient. Le 3 janvier 1467, Boffille de Juge, déjà arrivé à Perpignan, avisait le Conseil de son entrée prochaine avec cent dix lances françaises et trente lances provençales⁷. A ce moment même, Bernat de Marimon, envoyé auprès de René, annonçait que des conférences s'étaient tenues à Bourges⁸, entre Jean de

cosa Valencia et tot lo regne ne ach gran tresticla e dolor, considerants les tan e tan grans mals que que per causa dels Catalans ha en la major part de la Espanya e casi en tota divisió del regne e mala voluntat de pares ab fills, de pacio de bens e de persones, de mals e d'apnages. E qui pot dir ni estimar las persones que per causa de vostra llibertat son mortes e quantas son fora del regne, perdent presones, bens e heretats, quantas senyores, dones et doncelles envergonides e van desolades, o Catalans! e quant ni en qu'n temps aurem reparats tals actes, tan cruminosos! no volent comportar vostre pare e senyor rey don Johan e son vos subjugats a gents estranyes!

1. *Pièce justificative* n° 21.

2. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1463-1469 (lettre du 7 novembre 1466).

3. *Ibid.* (lettre du 17 novembre).

4. Arch. mun. de Barcel., *Let. cl. reg V* (1462-1468), réponse en date du 11 décembre 1466.

5. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1463-1465.

6. Fita, p. 8, col. 2.

7. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1467, fo 4.

8. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1467, fo 1. — On trouve

Calabre et Louis XI; que celui-ci avait envoyé une ambassade à Rome, à Milan, à Gènes¹, à Venise. Redoutant l'invasion imminente, Jean II et Jeanne Enriquez s'étaient rendus à Villafranca del-Panades², d'où, sans doute, ils tentèrent un effort désespéré pour terminer la crise en provoquant une contre-révolution dans Barcelone. En effet, une nouvelle crise interdit, le 20 janvier, toute manifestation en faveur de la maison d'Aragon³. Enfin, Boffille de Juge franchit les Pyrénées : le 1^{er} février, il occupe Castellon-de-Ampurias⁴; le 22, il est dans Barcelone⁵. Un peu plus tard, Jean de Calabre annonce son départ pour sa nouvelle capitale : il exprime son vif regret d'avoir été retenu par les affaires de Bourgogne et de Bretagne; mais, à le bien prendre, son retard n'aura pas été inutile aux Catalans, car ses bons offices en faveur du roi de France lui permettent de compter désormais de sa part sur un ferme appui⁶.

Ainsi la cause catalane, naguère si gravement compro-

Louis XI à Bourges du 29 décembre au 8 février (Vacon, III, 134 et suiv.). — Sur les sommes touchées par les Angevins sur le trésor du roi de France, voir B. N., F. fr. 2607, f^{os} 44-45, pièces intitulées « Ce que mons. de Calabre Jehan et Nicollas, son fila, ont eu. » (1462-1470.)

1. Le 4 avril 1467, une trêve fut conclue entre René et les Génois; le 13 mai 1467, Gènes et Barcelone conclurent aussi une trêve (Arch. des B.-du-Rh., B 086. Cf. Lecoy de la Marche, I, 380). Un peu plus tard, les Génois expliquent à Jean II que, malgré leur préférence pour sa cause, ils ne peuvent, sans compromettre leur commerce, rompre les relations avec Barcelone, mais ils promettent de ne fournir aux révoltés ni armes, ni renforts, ni vivres. (Gènes, Arch. di Stato, *Litterarum*, n^o 1,800, f^o 106.)

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n^o 3447, f^o 143, et Arch. mun. de Barcel., *Let. Cl.*, reg. V (1462-1468), lettre au capitaine d'Ampurdan.

3. *Dist. del Cons.*, II, 475.

4. Arch. mun. de Barcel., *Let. Cl.*, reg. V (1462-1468), félicitations adressées à Boffille, le 2 février.

5. *Dist. del Cons.*, II, 476.

6. Arch. mun. de Barcel. *Cart. Reales*, año 1462-1469 (lettre du 28 février).

mise, apparaissait comme à la veille de prendre définitivement le dessus. Jean II, au lendemain d'une brillante série d'avantages, dont il avait légitimement pu espérer une restauration prochaine, se sentait plus menacé que jamais. En butte à de grandes difficultés en Navarre, par suite de l'insatiable ambition du comte et de la comtesse de Foix¹, il voyait surgir en Catalogne un rival plus redoutable que les deux premiers, puisqu'il avait pour lui Louis XI². Une nouvelle phase s'ouvre, dans laquelle la dynastie aragonaise semble destinée à succomber. Jean II, frappé dans sa personne même, devient aveugle³. Mais ni les obstacles, ni l'âge, ni même les infirmités ne paralysèrent son activité ni son énergie⁴.

§ 1. — *La lieutenance de Jean de Calabre.*

Jean de Calabre, prince d'un caractère ardent et sympathique, d'un courage de preux, mais politique médiocre, débuta dans ses fonctions de lieutenant général en Catalogne par une lourde faute. Brûlant de ne franchir les portes de Barcelone qu'après s'être donné le prestige d'une première victoire, il commit l'imprudence, aussitôt après avoir passé les Pyrénées, d'aller assiéger Gérone⁵, l'un des centres les

1. Sur les complications en Navarre au moment où nous sommes parvenus, voir Courteault, chap. XI.

2. A la cour d'Aragon, l'attitude du roi de France fut considérée, et avec raison, comme une rupture effective : « Rex autem Gallie, rupio federe, duci Johanni opitulatus est. » (Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 256.)

3. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 256. Sur la cécité momentanée de Jean II, voir L. Comenge, p. 14.

4. On peut dire que Jean II mit lui-même en pratique cette maxime de son discours de Monzon, cité un peu plus bas : « La recta mentio en las voluntades conformes faze de los cosas pequeñas grandes, e traxe a prosperado fin los principios difíciles. »

5. 21 mai 1467 (Fila, p. 10, col. 1). Jean de Calabre était encore à

plus actifs du parti aragonais. La place était défendue par le vaillant Pere de Rocaberti¹; le courage des habitants était entretenu par l'évêque, Juan Margarit², et par son chapitre. C'est en vain que, de Barcelone, on envoya aux assiégés une grosse botarbarde³. Leurs forces étaient par trop insuffisantes⁴ : il fallut bien se résigner à lever le siège et à se retirer. Le 21 août, nous trouvons le duc à Hostalrich⁵, en route pour Barcelone, où il fut, le 31, une entrée selon belle⁶.

Jean II s'empresse de mettre à profit l'effet moral produit dans le Principat par l'échec de son trop bouillant adversaire⁷. Il avait fait venir par Bernat Çaporiella, son fidèle

Lyonel B mare (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1463-1469); le 19, il était à Avignon (*ibid.*) : il arriva le 13 avril à Perpignan (*Dict. des Com.*, II, 476), où il séjourna jusqu'au 30 (*Cart. R.*, *ibid.*) Le 2, il entra dans Castillon de Ampurias (*Dict.*, *loc. cit.*), où il signa, le 15, le premier acte qui nous soit parvenu de lui en sa qualité de lieutenant en Catalogne, en chef-conduict pour une famille de La Bisbal (Arch. de la Cor. de Arag., *Cart. Reales*, orig., liasse 123). — Sur la défense de Gérone, lire Marinus Siculus, f^{os} xcj-xcjj.

¹ Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 250.

² Né en 1401 ou 1401, chanoine à Gérone en 1439, évêque d'Elne, puis de Gérone (18 février 1463), précepteur de Ferdinand le Catholique, érudit et diplomate distingué, mort en 1482 cardinal-prêtre au titre de Santa Lucia in Silice. (Voir sur lui une bonne notice de D. E. Gualis, *El Cardenal Margarit*.)

³ Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. de la Dep.*, tr. 1466, folios n. 21, de julio, (1466).

⁴ Les forces mises devant Gérone doivent être celles dont les déprédations sont signalées vers la Catalogne en mai 1467 (R. N., F. fr. 6374, f. 287 et 146). Dans les rangs servait le capitaine français Jean de Saint-Gelais (Douchet-Pilleau, *Dict.*, II, 380).

⁵ Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1463-1469.

⁶ Arch. mun. de Barcel., *Cerem.*, II, f. 54 et suiv. (extraits dans *Lib. de cor. catalay*, 381-382). A la date du 20 novembre 1457, Guy de Laval, procureur du duc de Calabre, gouverneur général pour le roi René en Aragon, prête à Barcelone le serment de se conformer aux Constitutions (Arch. dép. des B.-du-R., B 696).

⁷ Le bruit courut en Europe que le duc de Calabre avait été battu sous les murs de Gérone (lettre de Bionnetta à Sforza, 29 août, Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est.*, Aragona).

« député unique », un nouveau Parlement à Tarragone¹; il avait ainsi obtenu des subsides pour solder trois cents cavaliers². Tandis que les Catalans, pour venger leur déconvenue, n'enlevaient que quelques châteaux et localités de second ordre³, Jean II, après être entré impunément dans Gérone débloquée, avec le primogéni Ferdinand⁴, recouvre une grande partie de l'Ampurdan⁵ et notamment Castellon-de Ampurias. Sur mer, la puissance de Barcelone est gravement compromise par l'effort combiné des Valenciens, des Majorquins et des mercenaires génois ou napolitains⁶.

1. Bof., XXV, 268.

2. Jean II redouble d'énergie contre les révolutionnaires, témoin les nombreuses confiscations de biens et de rentes que l'on rencontre à ce moment (Arch. del reino de Mallorca, *Cedulas reales*, 1468-1469, f° 107 et suiv.) et qui sont souvent suivies de récompenses accordées aux fidèles (*ibid.*, f° 41). Le gouverneur de Majorque, Vidal de Blanes, propose la peine de la pendaison pour tout rebelle fait prisonnier : les jurés se déclarèrent incompetents (Piferer y Quadrado, *Islas Baleares*, p. 206).

3. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1468-1469. *Pièces justificatives* n° 23.

4. Fita, p. 10, col. 2. Cf. Godina, p. 81, et la lettre de Jean II à Francès Berenguer (*Pièces justificatives* n° 25).

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 342, f° 136.

6. Trinchera, pp. 131 et 141. — Cf. Paima, Arch. del reino de Mallorca, *Gen. Consell*, 1466-1474, séance du 13 novembre 1467 : «... Enpres, per lo dit magnífich loctinent general algun tant, no tant steament, di e exposa que, com segons era notori a tota los del dit consell, la ciutat de Barcelona e los habitants d'aquella qui sien aquella son e sion rebellos a la Majestat del senyor rey en la qual rebellio han estat perseverant de gran temps en sa, e huy en dia stan e perseveren pus fort, endurabils en lur malicia, en tant que, fins aci, no es stat possible a reduir aquelles a la submissio e obediencia del dit senyor, jatsin hi ha, a prou treballat et despeses, e axi mateix quant han proffent en sercar e levar altre rey e reys, fins ara lo duch Joan, loqual es ja en la dita ciutat, ab molta gent d'armes, e se esforça, ab los dita rebellos, en ocupar los regnes et terres del dit senyor rey, per ço, lo dit senyor ha deslberat de emprar tots ho seus regnes e terres e tota los seus feus vassalls e subdits vullen adji dar e socorrer en lo sosteniment dels exercits, losquels en aquesta primera primavera enten anar, axi per mar com per terra, per subjugar los

Dans les montagnes de l'Urgel et du Llequens, Vernetlet continue de plus belle la série de ses exploits¹. L'aventurier, dont les services sont plus nécessaires que jamais, ne craint pas de s'instituer capitaine général²; il devient même v comte d'Osioles³. La corruption, elle aussi, fait son œuvre⁴

de la rebel·lon de la ciutat de Bironiella a la nosa obediencia, la qual se crea que, si la dita ciutat es atacada per mar, que no puga haver v. talsos, facilmente es reduiria a la obediencia de la Magestat del nostre rey R., fent quant altre puga per terra, no la podria per força d'armes, perquans es molt fort e inexpugnable. Notifficant al dit consell com los reys de Arago, Valencia e lo Principat de Catalunya, obellent a la dita Magestat, han fets ja alguns lurs offertes de cavall e gent d'armes, e archers. Als mateix Notificham Vernetlet faran lo semblant per tant, lo dit mossen Bernat de Llequens, deuocant al present consell totes los demunt dites coses de part de la Magestat del dit senyor per lo qual de aquelles li es dit donat carrech, preguia e portava e amonesta a aquells, als coms bons e fidelissimes vassals del dit senyor, lo deguessen servir, acudir e ajudar en lo dit acostament dels seus enemics, loquels, Nos volent, e desitjant de fer la propiament proveure, per reduir la dita ciutat de Bironiella e los habitants de aquella a la nosa obediencia.

Entre lequel proposicio fets per lo dit noble mossen Bernat de Requens en lo dit consell, fou determinat per tot lo dit consell, nemens discrepant que lo dit senyor nos acostant e tractat per les honorables jurats, per es personas d'aval scrites, laquels ab consell de aquelles personas que a ells aparta, hagen carrech de pensar e diligentment envenigar ab qual manera se deu fer la subvencio per lo dit nostre rey demandat e quins sera la dita subvencio, e fets per ells entre lo dit senyor aquella conclusio que a aparta, hagen aquele satisfet e reportar al gran e general consell, en l'aculta del qual els aprovar e reprovar la dita luy determinacio e ajustar e mandar aquele, als coms ho velt li sera, e non les personas seguints, los quals per ço lo dit gran e general consell ha depatades mossen Illes de San Joan, mossen Juan de Moto, mossen Ferrando Valenti, Pere Spanyal, Bartolomeu Jober, Francis de Mora, Gabriel Jaume, Barthomeu Canet, Joan Martorel, Antoni Iria, Pere Monselot, Pere Iruyon.

1. Bof., XXVI, 207.

2. Arch. de la Cor. de Arag. (Cancel. n° 3373, fo 32) « *Dimissioes capitaneus generalis serenissimi Aragonum regis.* »

3. Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3301, fo 54.

4. D. Denis de Portugal lui-même se laisse acheter. (Arch. de la Cor. de Arag. (Cancel. n° 3440, fo 6) — Sur les trêves conclues alors en Catalogne, voir Pasquier, *Cont. Trev. Ast.*, 1886, p. 491.

Bernat de Requesens va exciter le zèle des royalistes de Majorque et en obtient d'importants subsides¹. A Barcelone, les royalistes s'agitent, car les exécutions se multiplient : la sévérité de la répression atteste la gravité du complot².

Ainsi le duc de Calabre se voyait tenu en échec. Il comptait recevoir, il est vrai, des secours nouveaux du comte d'Armagnac et du roi de France, de l'argent du Roussillon³. En attendant, l'attaque prématurée contre Gérone n'était suivie que de perpétuelles et insignifiantes escarmouches. Tout se réduisait à des prises et à des pertes réciproques de châteaux secondaires. Aucune journée n'était décisive; les lances françaises et provençales fondaient, en quelque sorte, en Catalogne. Aussi l'ambassadeur milanais, J.-P. Panticcharola, écrivait-il de Paris, le 15 octobre, que Jean de Calabre n'ayant rien fait d'important depuis son arrivée dans le Principat, Jean II était bien plus puissant que lui; l'Italien perspicace faisait prévoir en même temps que des embarras sérieux allaient bientôt interdire à Louis XI tout effort efficace en faveur des Angevins⁴.

A vrai dire, le seul résultat obtenu jusqu'à ce jour par Jean de Calabre était la popularité qu'il avait su se créer parmi ses nouveaux sujets. Sa bonne grâce et sa belle allure avaient véritablement conquis les partisans de la Révolution; on le vit bien le jour où, après avoir définitivement constitué sa maison⁵, il se décida, à l'approche de quatre

1. Arch. de Mallorca, *Gen. Consell* (1466-1474). Séance du 18 novembre 1467 (texte cité ci-dessus).

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Dist. de la Dep.*, tr. 1467, dijous a .viij. de octubre (1467), cf. dimoçes a .xj. de maig (1468).

3. Longlet-Dufresnoy, II, 636. — B. N., *Clairambault*, 603, f. 178.

4. « Dicto duca si trovava a Barcellona e fino al presente no haveva fatto cosa valesse, il signor re d'Arragona si trovava a la campagna e molto più potente che lui » (B. N., F. Ital. 1649, f. 178, Cl. Vascen, III, 878.)

5. *Pièce justificative n° 2*).

cents lances conduites par Jean V d'Armagnac et Ferry de Lorraine, comte de Vaudemont¹, à faire une levée générale en vertu de l'article *princeps namque*² : un grand nombre de volontaires répondit à l'appel, au témoignage de Casont. Le prince Ferdinand essuya même une sanglante défaite, le 21 novembre, sous les murs de Gérone³. Mais la saison était bien peu propice à la guerre. Cette campagne d'hiver⁴, si bien commencée, ne donna aucun résultat appréciable. À peine arrivé, Jean V d'Armagnac fut rappelé par le roi et dut repasser les monts⁵. Il fallut attendre le printemps pour s'emparer de Castellon-de-Ampurias, perdu l'année précédente⁶. Presque aussitôt, le comte de Vaudemont subit un

1 M. Bernard de Mandrot s'est demandé si Jean V passa effectivement en Catalogne (*Rev. his.*, 1888, p. 251). M. Henri Courtenault cite, dans son livre sur Gaston IV, un document (Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3412, f° 130) qui implique la réalité de l'expédition. Nous sommes en mesure de préciser un peu plus. Le texte cité par M. Courtenault est une lettre de 10 novembre : il y est fait allusion au rappel de Jean V par Louis XI, en raison des affaires de Normandie. Or, nous avons une lettre du 9 qui corrobore cette donnée : elle est écrite au roi par François du Maz, qui est aux côtés du comte d'Armagnac. M. B. de Mandrot (*Ibid.*, 251 et suiv.) a utilisé cette lettre, mais sans remarquer qu'elle est datée de « Para luda », en Catalogne. Enfin, la réalité de l'expédition est encore attestée par un texte narratif cité par Legrand (B. N., F. fr. 6975, f° 358), ainsi que par Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 227.

2. *Diét. del Cons.*, II, 482.

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la Dep.*, fr. 1467, diaphané xxj, 4e novembre. B. N., F. fr. 6975, f° 358, Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 267. Cf. Chia, *Reinos y Principados*, II, 313 et suiv.

4. La sortie de la milice est du 12 novembre. (*Diét. del Cons.*, II, 483.)

5. Jean V n'est pas encore arrivé le 26 septembre (Lenglet-Dufrenoy, II, 646), il est prêt à repartir le 9 novembre (B. N., F. fr. 6975, f° 154, et Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3412 f° 136). Les trois pièces sont d'accord sur l'effectif des troupes du comte, qui avait trois cents lances. Ferry de Lorraine, comte de Vandemont, demeura avec ses cent lances en Catalogne.

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de la Dep.*, fr. 1467. Cf. un note de Jean de Calabre du 18 mars 1468, donné « in feuchis contris nos-

grave échec sous les murs de San Juan de las Abadesas, le 23 mai¹.

On illumina à Palma², et jusqu'à Capoue, dans le royaume de Naples³. Jean II et son fils Ferdinand ordonnèrent partout des prières publiques d'action de grâce⁴.

lris contra Ampurias ». (Arch. mun. de Manresa, *Llibre Veri*, f° 168.)

1. Vich. Arch. mun., *Cartes* (lettre du 23 mai 1468 à Joan Càrriera).

2. Palma, Arch. del R. Patrimoni, *Llib. del.*, 1468 : « A ix de Juny de m.cccc.lxviij, se paga en Joan Desí, un dels veguers, xxx s per despeses fetes en los dies de alimars fetes de manament del loc- tinent general, e aço per la victoria que lo magnífich mossen Bach de Rochabrúna, mossen Pons des Laliar e Veratallat, capita del se- nyor rey, han hauda per la desconfla que, per aquelles, es stata feta del conte de Vademunt e altres capitans francesos, que tenian asse- luda la villa de Sant Johan de las Abadesas. »

3. Capoue, Arch. mun., lettre du roi de Naples en date du 17 juin 1468, éditée par Trinchera, *op. cit.*, introd., p. xxxix : « Por diversas vie havemo advine et nova certa de la rocia, quali in questi di proximo passati del mese de mayo, la gente del serenissimo re de Aragona, nostro fijo et patrono colendissimo, huva dato a la gente del duca Johanes, che teneano campo ad una terra nominata San Joan de la Abadesas... Volimo per tanto che domani in la sera, per dicta causa, se faciale fare luminaria et se rendate gracia ad Nostro Signore Dio, de loquale provea omne bene. »

4. Madrid Bibl. de la R. Acad. de la Hist., *Salazar* A 7, f° 61, ori- ginal d'une lettre de Ferdinand à son père, écrite à Saragoase le 1^{er} juin : « Apres que messenyor Pedro Vaca partió, he recibide de Vuestra Majestat letras de xxviij xvij e xxx del pasado, por parte de los quales he visto la gloriosa e prospera victoria que Nuestro Senyor ha qe erido dar a las gentes de Vuestra Majestat, sobre el sitio de San Joan de las Abadesas, aqual por mis letras he notificado a todos los prelados, barones e universidades de aquesto regno. Clerto, senyor muy excelento, es stata nueva que ha muy mucho confor- tado los animos de vuestros subditos fiales e buenos servidores, aqual fin de continente render gracias a Nuestro Senyor por todas las igle- sias, e yo estave personalmente en la Seu. El viernes primero viente, se fera por ello procesion general e festa solemne a Santa Maria del Pilar. A Castilla, hav a ya mandado fazer cartas de la dicta nueva, e en fin solicitar la venida de la gente de cavallos que me tienen ofre- cido. Sobreveniendo las cartas de Vuestra Senyoria, he fecho mudar las mias, remetiendome, quanto a las nuevas, a las cartas de Vuestra

Un courrier venu de France causa, sur ces entrefaites, au duc de Calabre une nouvelle et plus cruelle déception. Non seulement Louis XI avait les mains liées par un nouveau démêlé avec la Bourgogne et la Bretagne et se trouvait, en conséquence, dans l'impossibilité absolue de secourir pour l'instant Jean de Calabre¹, mais il avait lui-même besoin de la présence du duc à ses côtés et se voyait dans l'obligation de le rappeler pour négocier avec François II de Bretagne, qui ne voulait traiter qu'avec lui².

Bonyoris En Navarre, luvia en scripto de a dicta nueva por Jean de Valencia, notramonca, embiarte las cartas de Vuestra Magestad. Oy he visto una letra que es deua, mosen ver don, ha fecho a mosen ver Armerich, de kalendario de 1411 del pasado Dia que, dentro tres a quatro dias, el principe de Viena partira para venir aqui, con voluntad de su padre, al qual quisiere para dar a entender al rey de Francia, que viene contra su voluntad, que se vienes de Navarra aqui, e que si mismo entras la gente por Jacca. Yo fago trabaxar con summa diligencia en haver los 100 m., porqui es embiado a entregar los 111 m. Dinero que el dicho principe ha de haver. En el apedamiento de la gente d'armas d este regno, se faze quanto es posible, e creo muy presto poder embiar buena parte d ella, car ya han començado a dar, con como tomaren dineros, los fare apachar, segund Vuestra Magestad manda, non sperando los enca a los otros. La carta del apedamiento de las cañons de la mata firmamos, recibida la letra de Vuestra Magestad. Las otras cosas de las cartas de Vuestra Magestad contenidas en esto agunt a fechos de singulares personas, seran por mi puestas en execucion, obediendo los mandamientos de Vuestra Magestad e — J'ai cité tout au long les passages principaux de cette lettre, revêtue de la signature autographe du prince, sur il est intéressant de voir le futur Ferdinand le Catholique, à l'école de son père, s'occuper des affaires politiques, militaires et financières des États dont il sera le glorieux héritier. C'est un se faisant, d'un peu plus jeune âge, le collaborateur actif et docile de Jean II, que le fondateur de l'unité espagnole fit l'aprentissage de son métier de roi réel au milieu de la crise formidable que traversait alors en Espagne que son caractère de ferme et que son génie ne trahit.

1. C'est à la fin d'avril de cette même année que se place la mission à l'intention du T^h Beaum (Apot., X V, ad Quisberat, III, 307 et suiv.) L'objet de la mission, peut être en relation avec le rappel du duc, demeure incertain, le mandataire lui-même, d'ailleurs tendancieux la déclare insignifiante.

2. Vascon, III, 200

Foras fut de s'exécuter. Laisant pour lieutenant en Catalogne son beau-frère, Ferry de Vaudemont¹, Jean de Calabre repassa les Pyrénées dans la dernière semaine de juillet², pour se mettre à la disposition de ce suzerain, dont il avait précisément escompté l'aide. Le 10 septembre 1468, le traité d'Ancenis était signé entre la Bretagne et la couronne; mais le 14 octobre, la catastrophe de Peronne vint réjouir le cœur de tous les ennemis et de toutes les dupes de celui qui s'était fait, si naïvement, la victime de ses propres machinations.

Il semblerait que le départ de Jean de Calabre et les embarras de Louis XI auraient dû correspondre à un vigoureux effort militaire de la part de Jean II. Il n'en fut rien pourtant et la guerre continua à languir dans le Principat. Maintenir le plus possible le *statu quo* en Catalogne et s'efforcer de se dégager en Navarre; opposer un vaste système d'alliances à la coalition formée par la maison de France et la maison d'Anjou; poursuivre la réalisation de cette grande pensée du règne, le mariage de Ferdinand et d'Isabelle, grâce à une entente avec la noblesse castillane et en mettant à profit la froideur de plus en plus accusée entre Henri IV et Louis XI : tel fut le programme que se traça Jean II et qui fut aussi brillamment exécuté qu'habilement conçu. A vrai dire, il ne devait porter tous ses fruits qu'en 1472.

Un instant, en 1463, à la veille de la sentence arbitrale de Bayonne, la question de Catalogne avait pris les proportions

1. Ferry de Lorraine n'entra dans Barcelone que le 9 juin (*Dist. del Cons.*, II, 487), pour remplir les fonctions de lieutenant en second, il prêta serment le 10, en cette qualité. Dès la fin de juillet, il remplit le rôle de lieutenant général. (Arch. de la Cor. de Arag., *Cart. Reales.*, leg 433.)

2. Il est à Figueras le 23 juillet, en route pour la France. (Arch. de la Cor. de Arag., *Cart. Reales.*, leg 433.) — L'infant Ferdinand mit à profit son éloignement pour opérer dans le haut Urgel. Il enleva Berga le 17 septembre. (Jacinto Vilardaga y Cañellas, p. 436.)

d'une grande affaire européenne. Elle redevint et resta telle, à partir du jour où entrèrent en scène René et Jean de Calabre. La lutte engagée entre Jean II et la Révolution est désormais un épisode de la lutte, tant de fois séculaire, engagée entre les deux maisons d'Aragon et d'Anjou, une des phases de ce long duel, qui fut l'un des plus acharnés de l'histoire.

Désormais, on peut dire qu'aucune puissance ne peut se désintéresser de la question catalane. L'échec ou le succès de l'aventure angevine, le triomphe ou l'effondrement de la cause aragonaise, ne peuvent laisser indifférent aucun des princes chrétiens. L'horizon des deux diplomaties aux prises s'élargit et le sort des Catalans devient l'enjeu d'une vaste partie, à laquelle sont mêlés, de près ou de loin, presque tous les États de l'Europe occidentale.

Le vieux roi d'Aragon avait commencé par se reconcilier avec sa fille, D^e Leonor, grâce à l'entrevue d'Egea¹. La comtesse de Foix et Jeanne Enriquez, dont ce fut le dernier succès diplomatique², conclurent, dès le 20 juin 1467, un compromis qui imposa aux partis navarraïes une trêve de plus d'un an. Non seulement Jean II fut délivré de la crainte d'un conflit avec son gendre, mais D^e Leonor alla jusqu'à se plaindre à Louis XI de l'appui fourni par lui à l'ennemi de son père³.

1. Simancas, Arch. gen., *Capit. con Arag y Nav.*, leg. I. — *Pièce justificative* n° 22.

2. La reine d'Aragon mourut le 18 février 1468. — Sur le deuil ordonné à cette occasion par le roi de Naples, voir Trincherà, *Cod. arag.*, pp. 482 et 483. — A Palma, un service fut célébré le 8 mars (Campaner, *Cron. mayór.*, p. 178), bien entendu, il n'en fut célébré aucun à Barcelone, comme l'a remarqué Bruniquer (Arch. mun. de Barcel., *Rubrica*, I, 186.)

3. Arch. de Nav., *Cuentos*, cajon 162, n° 55, instructions de D^e Leonor à Fernando de Vaquedano : « ... Item la deshereda, dando favorejada al enemigo de. sennor rey su padre, su lo qual, aliende los trabajos e danos que extima por suyos, tiene ducados e conda-

Louis XI avait prétendu trouver au delà des Alpes des allies à René d'Anjou. Jean II s'efforça de faire échouer de ce côté les efforts de la diplomatie française. Il n'ignorait pas comment se présentait l'aventure angevine au point de vue italien¹. L'ambition secrète de la maison d'Anjou

donne autres annuaires en los reynos de Aragon lo que todo pierde el, lo que Dios no quiere, e duque Johna prosperasse. » Cette pièce ne porte pas de date. M. Henri Courtauld la donne (*Lettres*, II, 310 et suite) comme étant de décembre 1466, en l'attribuant à la pièce qu'il donne précédemment et qui porte, en effet, la mention de décembre 1466, mais si l'on compare les deux textes, on s'aperçoit que la seconde doit être postérieure d'environ un an à la première. Les instructions à Fernando de Vaguedanc sont donc postérieures à l'entrevue d'Agas. Elles en sont même visiblement la conséquence, car, il est prêt aux de le remarquer à Agas, Jeanne Keriquet a fait reconnaître à son fils le droit du jeune Ferdinand sur la Catalogne et jusque sur les Comtes (*Pièces justificatives* n° 32). Des plaintes de D^e Léonor à Louis XI, le convient de rapprocher l'aide matériel fourni à son grand père par le fils de Gaston IV, le jeune prince de Viane. Cet aide était fourni, en apparence, à l'insu du comte de Foix, mais celui-ci était complice et trompait le roi de France (V. ci-dessus, lettre de Ferdinand, citée p. 283, note 1.)

1 Il faut se rappeler que l'Aragon était une puissance italienne, puisque'il possédait la Sicile et la Sardaigne. Aussi Jean II se mêlait il activement à la politique de la péninsule, témoin la lettre suivante écrite à son ambassadeur en cour de Rome, le 23 septembre 1466 (Arch. de la Cor. de Arag., *Lancel*, n° 3413, p. 4. « Lo rey Venerable padre en Christo e nuestro amado conssellero procurador e embaxador nuestro. Por otras vos havemos scripto como nos e el illustrissimo Don Fernando rey de Sicilia, nuestro muy caro e muy azado hijo primogenito, dentro a. tiempo estuydo en los capitulos de la paz formada entre las potencias de Italia, principalmente por respeto de Nuestro Senyor Dios, e apues por reverencia de Nuestro Senyor el Papa e de la santa sede apostolica e huncor de los que han brindado en la dicha paz agora vos embiaron en publica forma agrado e alado el instrumento publico de la Arma nuestra por que o commanqueys a la Santidad e al sacro Colegio de los reverendissimos padres cardenales e a las dichas potencias firmenlos o a los embaxadores de aquellos o de aqui avant una fecha del dicho instrumento, lo que de rason se debe fazer, segun que vos dispuesto e ordenado por la preñta Santidad. Devoys empero averir que assi como nos damos por el dicho instrumento testimoio de verdad de Arma nuestra, assi heco, al parecer nuestro, qatere la rason que nos la havemos de la

avait été bien vite porcée à jour¹. A la triple alliance formée par Florence, Naples et Milan, s'opposait l'alliance de Rome et de Venise. Hésule à Naples, Venise était particulièrement favorable aux Angevins, mais à condition de se servir d'eux en Italie. Le duc de Calabre, toujours hanté d'une restauration en Sicile, était fort disposé à se prêter à la combinaison vénitienne; il semble qu'à ses yeux, comme aux yeux de toutes les puissances de la péninsule, l'expédition au delà des Pyrénées n'était que le prélude d'une nouvelle expédition au delà des Alpes. Louis XI lui-même devait, un jour, accréditer cette opinion universellement admise. Or, cette connexion a déterminé l'attitude de celui sur lequel ont compté surtout le roi de France et René, Galéas Sforza. Le 24 octobre 1489, des agents vénitiens sollicitent encore René de passer en Italie². Comment l'allié de Ferdinand de Naples, l'adversaire constant de la Seigneirie, est-il prêté les mains à la tentative de Jean de Calabre?

Ainsi s'explique la conduite du duc de Milan. Autrès de lui, Jean II avait d'avance partie gagnée. En dépit des menagements dus à Louis XI, son protecteur³, Galéas ne

prefeta Santedat et de los otros que han firmado en la dicha paz, porque egualdat sea servada. El dicho Illustrissimo rey de Sicilia así bien firmó dentro el tiempo statuydo. Por su ausencia, de present se vos embiamos el instrumento publico, consemblant al nuestro, de la firma suya. Pero, plaziente a Dios, prestoamente vos sera remesso E de que quiera que successira continuamente nos avisat. Dada en Çaragoça a xxiii. dias de setiembre del anyo Mil (CXXC:LXI) Rex Johannes. A. Noguera protonotario. — Al venerable padre en Christo amado conasejero, procurador o embassador nuestro en cort romana, el obispo de Mallorqua. — On se convaincra également de la profonde entente qu'avait Jean II des affaires d'Italie en lisant ses instructions à l'évêque de Besan. (*Pides justificatives* n° 28.)

1. Trincherà, *op. cit.*, Introd., p. xxxix Cf. ci-dessous p. 289.

2. P. Perret, *Relat. de la Fr. avec Venise*, I, 260.

3. C'est ce qui ressort à merveille d'une lettre de Ferdinand de

songea jamais sérieusement à soutenir la politique angevine René avait obtenu, il est vrai, par l'entremise de son neveu, la promesse du rappel de l'escadre génoise envoyée au secours de son rival, et jusqu'à la signature d'une trêve, en date du 13 mai 1467¹; il semble même que le duc de Milan fit montre de vouloir seconder Jean de Calabre²; mais ce n'était là qu'une apparence. Jean II, aidé de Ferdinand de Naples, noua à Milan des intelligences³ telles qu'au jour critique René se trouvera dupe du manège de Sforza.

Quant au roi de Naples lui-même, allié naturel de son oncle d'Aragon, et ennemi-né de l'Angevin, il n'hésita pas à appuyer de sa diplomatie et de ses flottes, et même de ses deniers, le souverain légitime contre son compétiteur et ses sujets rebelles⁴.

Naples à la duchesse de Milan, en date du 10 juillet 1467 (Trinchera *Cod. Arag.*, I, p. 219). « Illustrissimo et potentissimo dux, mater nostra clementissima. Multo amplamente havimo inteso, per una lettera de la Vostra Illustrissima Signoria, de li .xviii. de junio, quanto ne scriva circa la materia de la tregua facta per Genovisi col duca Joanne, facendone intendere tuto el discuro de la cosa como à successa et molte cose in excusacione de la Vostra Signoria e de Genovisi, facendone appresso intendere de l'opera facta, accio che quelle nave genovesi restano a li servicii del serenissimo signore re de Aragon... Noi siamo certi et non dubitamo niente che tuto quello e seguito in questa materia et è stato facto per la Vostra Signoria et per Genovisi, non sia facto ad alcuno mal fine . perque siamo certi che el bene et male che è in questa cosa sia estimato comune per la comunione delli stati... »

1. B. N., F. fr. 6974, fo 85. V. ci-dessus p. 276, n. 4

2. Vaesen, III, 281.

3. Jean II envoya une ambassade à Milan aussitôt après la signature de la trêve consentie par Galéas à René (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancell.*, n° 3413, fo 8). Le 25 mars 1469, Jean II donna ses instructions à un ambassadeur chargé de visiter les puissances italiennes et en particulier Milan et Naples, Orlando de Leon (*ibid.*, fo 24). Cf. Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est.*, Arag., lettre de Jean II, 17 octobre 1469.

4. Vaesen, III, 321; Zurita, IV, 150. — Trinchera *Cod. Arag.*, I,

Deux puissances de premier ordre étaient à ce moment même très portées contre Louis XI, dont le prestige avait singulièrement pâli depuis Péronne : l'Angleterre et la Bourgogne. Jean II se rait en devoir de lier parle avec l'une aussi bien qu'avec l'autre¹.

Edouard IV venait précisément de rompre avec Warwick, pensionné de la France²; il s'occupait de marier sa sœur Marguerite avec Charles le Téméraire. Au demeurant, les rapports de la maison angevine et de la maison d'York sont suffisamment caractérisés par ce fait que la femme d'Henri VI, l'indomptable Marguerite d'Anjou, était fille de René. Jean II reprit donc, avec beaucoup d'à-propos, l'idée d'une entente avec l'Angleterre. Cette entente avait failli se réaliser jadis, au moment où Louis XI, au début du règne, avait fait mine d'appuyer la révolte des Catalans. On avait essayé de la remettre en honneur, en 1463; puis, Edouard IV avait puni l'Aragon de son attachement à la France, lors de la sentence arbitrale, en manifestant à D. Pedro une grande amitié. D. Pedro disparu, Jean II recourut à l'intermédiaire de Vincent Clément, le négociateur de 1461. A la fin de 1467, nous trouvons à la cour d'Edouard IV une ambas-

53, 72, 130, 219, 233, 347, 350, 352, 461. Ferdinand de Naples, à propos des Angevins, dit : « nostri inimici comuni » (ibid., p. 347); de même, dans les instructions à l'évêque de Sessa. *Pièce justificative* n° 38), Jean II appelle le duc de Calabre « comuni enemich e invasor ». L'entente des deux branches de la maison d'Aragon a été parfaite durant toute la période que nous étudions (Cf. les remerciements adressés à son neveu par Jean II, par l'organe d'Orlando, et surtout les instructions à l'évêque de Sessa, *Pièce justificative* n° 38).

1. Pour bien saisir l'esprit de la politique aragonaise, pour se rendre compte jusqu'à quel point fut consciencieuse la campagne diplomatique de Jean II, il faut lire les instructions remarquables de ce prince à l'évêque de Sessa, datées du 23 décembre 1469. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 71 et suiv. *Pièce justificative* n° 38.)

2. En août 1468, une descente anglaise en Gwynedd est imminente. (Madrid, Bibl. de la R. Acad. de la Hist., *Verges-Ponce*, XLVII, n° 12.)

sade aragonaise¹; le 20 octobre 1468, un traité formel est signé, à la suite d'une ambassade de D. Hugo de Urrea et de Francès Berenguer à Londres².

Entre l'Arago et la Bourgogne, les bons rapports étaient anciens. On se rappelle qu'avant la mort de Charles VII Philippe le Bon passait pour très favorable à Jean II. Ce prince, dès 1461, avait été fait chevalier de la Toison d'or³; son fils Ferdinand obtint la même distinction à l'âge de vingt et un ans⁴. Au moment où Louis XI montait sur le trône, il était beaucoup question d'un mariage entre Ferdinand et Marie, fille du comte de Charolais⁵. En 1463, Philippe Albert avait été envoyé en mission en Bourgogne⁶. L'entrée en scène du connétable de Portugal, neveu de Philippe le Bon, ou plutôt de sa seconde femme Isabelle, n'avait pas été sans apporter une cause de froissements⁷. Sa mort faisait disparaître, pour le plus grand profit de l'Arago, toute froideur avec l'Angleterre. Le fiancé de Marguerite d'York disparaissant, la main de cette princesse était

1. Londres, Record office, *Exchequer, Issue Roll's (Petit's)* 7, Ed. IV, *Michaelmas*, n° 500. Vendredi, 20 novembre 1467. « Ambassiatoribus de Aragon, semper venientibus in ambassata. » Cf. samedi 10 janvier 1468. (*Ibid.*)

2. Sur l'ambassade de Hugo de Urrea et Francès Berenguer en Angleterre et en Bourgogne (1467), voir Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3412, f° 135 et 136. (*Pièce justificative* n° 15.) C'est à cette mission que doit se rapporter une mention du 20 novembre 1467 (Record office, *Exchequer, Issue Roll's (Petit's)* 7, Ed. IV, *Michaelmas* n° 500.) V. aussi Arch. Cor. Arag., *Cancel.*, n° 3412, f° 177 et suiv. Cf. Rymer, V^e, 185 (texte du traité anglo-aragonais). Le lendemain 21 octobre, Jean II écrit une lettre très amicale à Édouard IV (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 5.)

3. Bibl. de l'Arsenal, ms. 4790. f° 136 cf. Lorélen-Larchey *Ancien armorial*.

4. Lenglet-Dufresnoy, II, 305.

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3410. f° 173. (Ci-dessus p. 55, n.)

6. *Pièce justificative* n° 11, dépêche VIII.

7. On vit des Bourguignons combattre aux côtés du « roi intrus » (cf. ci-dessus, p. 55, note 3).

maintenant promise à Charles le Téméraire lui-même. Tandis qu'Isabelle de Portugal réclamait l'exécution du testament fait en faveur de l'infant D. João, les Catalans substituaient au Portugais le propre frère de celle qui incarnait les revendications de la famille détrônée de Lancastre. Ainsi tout rapprochait de Jean II la Bourgogne comme l'Angleterre. Le nouveau duc, au surplus, se signalait par une antipathie violente contre son suzerain nominal et par un furieux désir de la traduire en actes. D. Hugo de Urrea et Francés Berenguer trouvèrent donc un terrain admirablement préparé à la cour bourguignonne, à leur retour de Londres, et une ligue fut signée le 22 février 1400¹.

En même temps, la Bretagne entrait dans le système d'alliances² dont Jean V d'Armagnac — devenu l'adversaire irréductible de son suzerain³ après avoir été son favori — était l'un des membres les plus actifs et les plus redoutables⁴. Autour de lui se groupaient le duc de Nemours et jusqu'à Gaston IV⁵. Ainsi se tramait une véritable coalition de la féodalité méridionale⁶, de concert avec l'entente des grands

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 15, *Liga cum duci Burgundie*. — En juin 1404, une ambassade aragonaise avait séjourné à Bruges. (Lenglet Dufur, II, 494.) Comme témoignage des bons rapports persistants entre la Bourgogne et l'Aragon, on peut noter la lettre très amicale de Jean II, louchée à Monzon le 4 janvier 1470, en réponse à la missive de Charles le Téméraire envoyée le 12 juillet précédent. (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 85.)

2. Arch. dép. de la Loire-Inf., E. 122. Cf. E 124 et E 1109.

3. J. de Carsalade, *Lettre de Béronger de Soa* (*Revue de Gascogne*, XL, 554 et suiv.)

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 36 et suiv.

5. Sur les dispositions de Gaston IV à cette époque, cf. une lettre de Baluc à Charles le Téméraire (B. N., f. lat. 5414*, f° 108 et suiv., texte cité par Forgeot, *Baluc*, p. 177).

6. Arch. de la Cor. de Arag. *Cancel.*, 3413, f° 37 « Instruccions e forma lo como per mandamiento e con voluntat de la Majestat del senyor rey de Aragon, de Navarra, de Sicillia, etc., el magnifico Joan

apanagistes, et avec la connivence de l'Aragon, de l'Angleterre, même de la Castille¹. La main de Jean II se surprend, à cette heure, chez tous les adversaires du roi de France : le but de l'astucieux monarque était visiblement de réunir ces adversaires de son grand ennemi, jusqu'ici dispersés en traillours isolés, pour ainsi dire, afin d'en former une armée compacte, prête à opérer avec ensemble contre le violateur du traité de Bayonne et capable de le mettre un jour à la raison.

Mais c'est surtout en Castille que la politique aragonaise se préparait de brillants et durables triomphes. L'étrangeté de la sentence de 1463, solution dictée par des préoccupations étrangères aux données du problème, et un ressentiment commun contre l'arbitre, uniquement inspiré par ses propres ambitions, avaient rapproché les deux voisins au lendemain de leur querelle. Considérant comme lettre morte un jugement aussi peu solide en droit qu'en fait, ils avaient réglé leurs démêlés à l'amiable, par le traité de Pampelune, et le seul article de la sentence de Bayonne qui eût été exécuté avait été celui par lequel la paix était rétablie entre les deux royaumes. Or, Henri IV restait fidèle au traité de Pampelune et devenait l'allié de l'Angleterre par

Fornit, senyudero, en virtut del poder que el dicho S. rey al dia present e infrascripto le ha otorgado, por si e por el .llustrianmo senyor rey de Sicília, su hijo, primogenito, deve formar e fazer la liga e confederacion con los illustres don Gaston, princep de Navarra, conde de Foix, e don Jona, conde de Armagnach, cosala del dicho senyor, o qualquiera dellos. » (Tarragone, 20 juin 1469)

¹ B. N. F. ital 1649, fo 125. Lettre du Génolo Antonio Pandolfo au doge de Venise, le 28 février 1469. Le roi de France a dû défendre par ordre formel « che dicto conte de Foix, duc de Nemours et conte d'Armagnache, in pena de la disgracia de San Magesta et confiscacion de tutti loro beni, non dargno alcun favore al re de Ragon e contra el duche Zuane, e questo perche sopradicti signori erano romasti d'accordo cum el re de Ragon e com el re de Spagna e voliano favorire la Magesta del dicto re de Ragon, in questa impresa de Catalogna ».

le traité de Westminster¹. Toutefois, Henri IV était trop versatile pour que Jean II commît l'imprudence de se fier à lui, au moment même où il entretenait avec lui les meilleurs rapports et où il mettait à profit, avec tant de bonheur, sa froideur croissante à l'égard de la France. Les divisions de la noblesse castillane permirent au roi d'Aragon de s'assurer d'avance contre un revirement possible du roi de Castille. Il noua, à cet effet, des rapports étroits avec le frère d'Henri IV, l'infant D. Alfonso². La « confédération » signée, en 1468, par Jean II et Ferdinand avec tout un parti des grands de Castille, valait plusieurs victoires³. La journée du 5 mars 1469, qui consacrait les fiançailles de Ferdinand et d'Isabelle, valait mieux encore⁴. Louis XI, aveuglé par son ambition sur un autre théâtre et par son antipathie personnelle contre Henri IV, ne s'était

1. Dureau, *op. cit.*, pp. 108-110. Le traité anglo-castillan, signé le 1^{er} septembre à Westminster, fut ratifié par Henri IV à Medina del Campo, le 10 septembre 1467 (Rymer, V^e, 146). Il est donc à peu près contemporain du traité anglo-aragonais. En 1468, Henri IV ordonna à ses vassaux de poursuivre les sujets de Louis XI, mais non ceux des ducs de Berry et de Bourgogne. (Daro, *op. cit.*, p. 197.)

2. Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n^o 3412, f^o 36. — *Piezas justificativas* n^o 25.

3. Simancas, Arch. gen., *Copias con Caballeros y Merces*, leg. I. — D. Beltrán de la Cueva, que l'on disait père de l'infant D^e Juan, se joignit dans le parti d'Isabelle (R. Villa, *Bosquejo*, p. 106), mais les deux principaux agents de Jean II en Castille étaient l'amiral D. Fadrique et l'archevêque de Tolède : « atizava as discordias de Castilla, fomentandola el almirante don Fadrique Enriquez, suegro del Aragonés, y don Alonso Carrillo, Arçobispo de Toledo » (Colmenero, *Hist. de Segovia*, p. 379). D. Fadrique, beau-père de Jean II, avait toujours eu des intelligences avec le parti hostile à Henri IV et à D^e Juan. En 1465 déjà, l'infant D. Alfonso, après la déposition de son frère, avait confirmé ses biens à l'intrigant amiral (Simancas, Arch. gen., *Div. de Cast.*, *Merced. Antig.*, n^o 2.)

4. Codina, p. 62. Le 28 septembre 1469, Henri IV avait fait jurer à ses officiers et vassaux de reconnaître Isabelle pour héritière de sa couronne. (Simancas, Arch. gen., *Pleitos y homenajes*, leg. I.)

pas aperçu à temps que c'était en Castille que se jouait, au fond, la grande partie¹.

Ses yeux parurent cependant s'ouvrir au commencement de 1460. Il eut alors, sensible t'il, conscience de l'immense faute qu'il avait commise en se laissant aller, vis-à-vis de la Castille, à une politique de sentiment pleine des plus redoutables périls. Le roi de France avait semblé prendre à tâche de faire comme si la Castille n'ex-istait pas². Depuis six années, il s'était désintéressé des événements, pourtant si graves, qui avaient précédé et suivi la célèbre comédie d'Avila; il avait laissé Jean II, à la faveur de ses intelligences de famille, manœuvrer en Castille en toute liberté : maintenant, l'union de Ferdinand et d'Isabelle, l'union funeste entre toutes, était imminente. Surmontant, mais trop tard, ses répugnances, Louis XI envoya à Cordoue le cardinal d'Albi, Jean Jouffroy³. Cet habile diplomate réussit à détacher Henri IV de Jean II, à rompre l'alliance anglaise,

1 Il convient de noter que les conséquences de l'union étaient aperçues fort nettement par les contemporains et saluées avec un véritable enthousiasme. Voici comment s'exprime Andres Bernaldez, dans son *Historia de los reyes católicos*, cap. vii : « ... Antes que el rey don Ferrando casase con la reyna doña Isabel se decia un cantar en Castilla que decian las gentes nuevas á quien la música suele aplacer, á muy buena sonada :

Flore de Aragon
Dentro en Castilla son

E los niños tomaban pendoncillos chiquitos, y, caballeros en caña, jineteando, decian : Pardon de Aragon! pardon de Aragon! » (*Cron de los reyes*, III 574, col. 1) Cf., du côté aragonais, le témoignage du politique Alfonso (Fita, p. 41, col. 2.)

2 M. Daumet, *op. cit.* p. 100, signale, depuis la sentence arbitrale une seule ambassade castillane, en 1455, dont il ignore l'objet. J'ai trouvé trace de deux autres, mais le but m'est également inconnu. 1° le licencié de Ciudad-Rodrigo est en France en 1463 (*Pièces justificatives* n° 11); 2° D. Alvaro de Castro reçoit ses lettres de créance à Ségovie le 26 septembre 1464 (B. N., F. fr. 20428, f° 20).

3. Daumet, *op. cit.*, p. 119. — Jean II eut soin de protester auprès du pape contre le rôle joué par Jean Jouffroy (Arch. de la Cor. de Arag., Cancél., n° 3413, f° 76. *Pièces justificatives* n° 28.)

à faire signer un compromis entre la Castille et René d'Anjou¹, et même à obtenir le renouvellement de l'antique alliance franco-castillane², mais il lui fut impossible de substituer, comme il en avait mission, à Ferdinand, le duc de Guyenne³, prétendant empressé à la main de celle qu'il avait jadis refusée ou qu'on avait refusée pour lui. Jean II, qui venait de recouvrer la vue à la suite de l'opération de la cataracte⁴, avait nommé son fils, Ferdinand, roi de Sicile et lieutenant général dans les États aragonais⁵.

1. Arch. dép. des B.-du-R., B 10, f° 19 (Lecoy de la Marche, II, 234 et suiv.)

2. *CAR. second.*, 44 B de Mandrot, I, 239. C'est probablement à Jean Jouffroy que fait allusion la lettre des ambassadeurs milanais du 13 février 1470, annonçant que, d'après les dires de la cour, le roi de Castille a bien accueilli l'ambassade française (P. Ghismon, p. 38.)

3. Laguy, II 20. L'apologiste systématique de Louis XI reconnaît pourtant sur ce point l'échec complet de son héros.

4. Comenge, *loc. cit.* — Voici une assez curieuse lettre de Jean II à la duchesse de Milan, à propos de son opération (Milan, Arch. di Stato, *Pol. Ital., Aragona*) : « Illustrissima ducissa, affinis et sincera nobis dilecta Caligaveram, super oculi nostri, aliquo ex valetudine impediti, vix rebus nostris consulere facultas fuit. Sed Deus ipse omnium utilitas et clarissimus dominator, huc tanto infelicitati finem statuit. Virum et quidem probatissimum inde preparavit, cujus artificio et industria ad pristinam dexteri oculi lucem, qui diutius suo fuerat privato officio, restituti sumus. Speramus prope diem a levo similis. Deo propitio, obtinere eam, nec inde pro tanto omnino beneficio apud personam nostram serv. et laboribus ductus confectam, supplices apud Redemptorem meos destinamus. Hanc ex gratia ad vos dare decrevimus, ut nobiscum congratulari et congratulare valeatis, prout exjunctis felicitatis vestre congaudendum profecto et collaudandum nobis esset. Datum Comarugusta die xj septembris, anno a nativitate Domini Mil^o quad. 1^o viij. Rex Johannes — Post signalam et etiam freti divinis ajutorio hodie alterius oculi curationem prout nunquam lumen suscepimus. Datum Comarugusta octavo die octobris anno predicto. » L'habile oculiste, que Jean II ne nomme pas, était le juif Caixens Abnabar. — Cf. Aveline Pl. II, 569, qui d'ail. aura se trompe sur les dates de l'opération.

5. Codrus, p. 61. — Le 24 septembre 1469, Ferdinand annonce, de Calatayud, à Lluïses Peres, sa prochaine entrée en Castille, et

Le 17 octobre 1469 fut célébré à Valladolid le mariage de ceux que l'histoire connaît sous le nom de *rois catholiques*¹.

Le mariage des *rois catholiques* est non seulement l'événement le plus important de l'histoire d'Espagne au quinzième siècle, mais encore l'un des plus remarquables de l'histoire générale. En épousant celle qui prétendait à la succession de Castille, l'héritier de la monarchie aragonaise ne préparait rien de moins que l'unité de l'Espagne. Ménagée par Jean II, l'unité se réaliserait par les soins et au profit d'une dynastie castillane. Jean II, fils de Ferdinand de Antequera, est un Castillan; Jeanne Enriquez était une Castillane, la fille du puissant amiral D. Fadrique. Par le mariage de deux cousins, Ferdinand et Isabelle, la branche aînée de la dynastie, régnant en Castille, s'unissait à la branche cadette, régnant en Aragon. Ainsi, c'est au milieu d'une crise effroyable que Jean II, confiant dans sa fortune et dans son génie, parvenait à assurer la grandeur future de sa postérité. La cérémonie du 18 octobre 1469 peut être

l'avis de l'état prospère de ses affaires. (Madrid, Bibl. de la R. Acad. de la Hist., *Abella*, t. XX, copie de l'original conservé dans les archives du duc de Villahermosa.)

1. *Sinances* (Arch. gen. *Capitul con Arag. y Nau.*, leg. I, original) — Louis XI toujours incrédule pour tout ce qui gêne son amour-propre, se refuse encore, le 2 novembre à croire à la réalité de l'union (Vaezen, IV, 58). Dormer, *Progrès*, p. 317, cite la lettre autographe de Ferdinand à son père pour annoncer l'heureuse célébration de son mariage. Jean II s'empresse de faire part de l'événement à toutes les cours amies — de toute part, il reçut de chaleureuses félicitations, parmi lesquelles il convient de relever la longue lettre du duc de Milan (Milan, Arch. di Stato, *Let. Milano*, XCIV, f. 111) — Tous les sujets du roi d'Aragon se réjouissent de l'union qu'il avait ménagée à son héritier. Voici une note bien explicite à cet égard du chapelain d'Alphonse le Magnanime (Valence, Univ., ms. cit., f. 539) : « En Valencia tocaren campanes e en la Seu cantaren lo Te Deum e feren gran alegria, car el Castella e Arago es pau e concordia, es gran aumentacio dels regnes e terres del Senyor rey de Arago. »

comptée parmi les plus beaux triomphes que jamais ait remportés un diplomate. Ce jour-là, Jean II dut avoir le légitime orgueil de penser qu'une ère nouvelle s'ouvrait dans l'histoire de sa maison.

Au point de vue militaire, le roi de France avait paru disposé à tenter un effort vigoureux, au moment même où il tentait de reconquérir, par l'intermédiaire du cardinal d'Albi, le terrain qu'il avait perdu au point de vue diplomatique. Mais il ne tarda pas à se voir paralysé par la coalition chaque jour plus étroite de ses adversaires.

En retour du rare dévouement que la maison d'Anjou lui avait témoigné au cours de la dernière crise et notamment à propos de l'affaire de Péronne, Louis XI ne s'était pas borné à concéder à René le droit de sceller ses actes de cire rouge¹, il avait accordé à Jean de Calabre l'appui de lances françaises. Dunois, qui en avait été nommé lieutenant général², pénétra en Ampurdan le 18 avril 1469³. Le duc de Calabre lui-même avait pris congé de son suzerain le 23 mars, il s'arrêta à Bourges, où il passa le jour de Pâques, et, dès le lendemain, il reprit la route du Midi. Entré avec Dunois dans Castellon-de-Ampurias le 25 mai⁴, il revint aussitôt à sa tactique de 1467 et se présenta immédiatement devant Gérone. Cette fois, les forces assiégeantes étaient telles que la résistance était impossible. Le 1^{er} juin, Jean de Calabre et Dunois firent leur entrée dans la forteresse par excellence du loyalisme aragonais. L'évêque et son chapitre, contraints et forcés, se résignèrent, comme les consuls, à prêter serment au vainqueur. Dunois avait exigé que la capitulation de la place se fît entre ses mains, en

1. Lecoy de la Marche, II, 393 et suiv.

2. Il avait sous ses ordres cinq cents lances et cinq mille archers. (B. N., F. ital. 1649, f° 125.)

3. Zurita, IV, 169.

4. *Dict. del Cons.*, II, 491.

tant que lieutenant de Louis XI, et lui-même, au nom de son maître, la cède au représentant de la maison d'Anjou¹.

La situation de Dunos était déjà fort précaire. En Roussillon, on faisait toutes sortes de difficultés pour lui fournir des vivres². Le 14 juin, Tanneguy du Châtel conduit des renforts à travers les Comtes³, mais, de son aveu, le manque d'argent l'oblige à revenir presque aussitôt en arrière⁴. Un peu plus tard, cependant, il reprend la même route. Nous le trouvons à Arles-sur-Tech le 26 septembre⁵. Il envahit à son tour l'Ampurdan et enlève Camprudon⁶, qu'il

1. Flit, p. 11 — Arch. mun. de Gérone, *Man de Acuerdos*, 1469. Voici les passages caractéristiques : « Existente personaliter constituti in platea Fratrum Minorum, vocatarum et assumptorum realiter et de facto, tradiderunt claves ferreas portulium civitatis et mercatalli Gerunde in manibus et posse illustris domini Ffrancisci, comitis de Dunoy et de Longavilla et domini de Pesenra, locumtenentis generalis excellentissimi et christianissimi domini, domini regis Ffrancie ». Les Français entrent les premiers, puis s'avance le primogénit Jean et ses troupes. Jean de Clabre va prier à la cathédrale, et c'est là qu'a lieu la remise des clefs entre ses mains : « Inibi posset sedentia quodam regali solio, et ibi erant, presentes dictus Illustris dominus comes de Dunoy, locumtenens prefati christianissimi regis Ffrancie, qui quidem dominus comes, locumtenens, eals propriis manibus omnes claves ferreas civitatis et forde iste (sic) albi ut prefertur, traditas, dicti domini regis Ffrancie nomina, tradidit illas in manibus prefati illustrissimi domini Johannis, primogeniti et locumtenentis generalis memorati serenissimi domini regis Renati, qui illas cum debita reverencia recepit et acceptavit, gracies eidem christianissimo domino regi Ffrancie referendo. » Sur la capitulation même, voir Ghis, *Bandos y Bandoleros*, II, 271 et suiv.

2. Mandement de Louis XI à Dunos, 4 juin 1469. Le roi ordonne d'agir vigoureusement contre ceux qui méprisent ses ordres et ceux de son lieutenant général (Arch. dép. des P.-O., b 296. *Rev. d'hist. et d'archéol. de Rouss.*, III.)

3. *Pièces justificatives* n° 27.

4. B. N., F. fr. 20427, f° 4.

5. *Idem*.

6. *Dict. del Cons.*, II, 494 (c'est probablement à cette expédition que fait allusion Xoror y Gall, p. 90, quand il parle, d'après des archives locales non désignées, de l'attaque de Camprudon par quatre cent cinquante lances et deux mille hommes d'armes, envoyés par

pille¹, ainsi que Besalú et Olot²; mais, en décembre, nous le retrouvons à Perpignan³; il avait été rappelé pour se joindre à l'armée que Louis XI était contraint d'envoyer pour réduire le rebelle Jean V d'Armagnac⁴. Menacé d'une descente anglaise, d'une invasion bourguignonne, d'une prise d'armes en Bretagne, d'une révolte générale en Guyenne autour de la personne de Charles de France, Louis XI devait songer à sauvegarder ses propres frontières plutôt qu'à conquérir des places pour autrui. A peu près réduit à ses seules forces, Jean de Calabre, qui avait obtenu du Général la proclamation du *somaten* afin d'opérer de concert avec Tanneguy et frapper de grands coups, dut se contenter d'enlever aux royalistes le château de la Prunya⁵.

Le groupement des ennemis de Louis XI, ménagé avec art par Jean II, commençait à faire sentir ses effets. Enhardi par le mariage de son fils avec l'héritière de Castille, le roi d'Aragon montrait déjà plus d'audace. En Navarre, une vigoureuse campagne d'hiver (1469-1470), provoquée par le retour des désordres entre les factions navarraises, contraignit le comte de Foix à céder la lieutenance à son indocile

Louis XI sous le commandement de Bachi (est-ce une faute de lecture pour Tanneguy? Cette attaque aurait été repoussée, mais les Français, renforcés, enlevèrent ensuite la ville).

1. Morer y Gali, *Hist. de Campredon*, p. 90. — Ville prospère au quinzième siècle (*ibid.*, 100 et suiv.), Campredon fut ruiné par cette guerre (*ibid.*, 99).

2. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 257 : « Nec multo post quidam Tenequius de Casillo, a rege Gallice, cum magno equitatu, in auxilium ducis missus, Besalum, Olot, omniaque montana in suam ditionem redegit. »

3. B. N., F. fr. 6475, fol. 337 et 338 (la correction de la date, adoptée par Lagrand, s'impose). — (Cf. *Diab.* de J. Lud : « Le roy qui luy avoit envoié jusques oultre les perthuis, les recommanda et feist retourner sans rien faire ni exploictier pour le bon duc. »

4. Vasson, III, 49.

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Diab. de la Dep.*, 1^{re} 1467, dijous « xvij. de octubre (1469).

ils, le prince de Viane, tout dévoué à son grand père¹. Tandis que Jean Jouffroy échouait en Castille, touchant l'objet essentiel de sa mission, Orlando de Leon signait avec Sforza la trêve de Pavie². D. Ximenes et D. Pere de Urrea³ s'efforçaient, en même temps, celui-ci d'obtenir l'intervention pontificale en vue de la pacification de la Catalogne⁴, celui-là de réchauffer le zèle du roi de Naples⁵. Le 20 novembre 1469, un nouvel ambassadeur aragonais, l'évêque de Sessa, est envoyé à Naples, Rome, Venise et Milan, avec les instructions les plus détaillées⁶.

1. Courtesault, chap. xii. — La révocation de Gaston et de Léonor, et leur remplacement par leur fils dans la lieutenance générale de Navarre est du 11 décembre 1469. (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 64.)

2. B. N., F. fr. 6973, f° 85. — Cf. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 24 (instructions de Jean II à Orlando), et f° 44 (lettre de Jean II à Sforza, où il le traite en ami et en allié). Le mercredi 24 janvier 1470, Sforza avait cependant renouvelé les alliances de la France avec Milan. (B. N., F. lat. 10133, f° 41.)

3. Don Lope Ximenes de Urrea, vice-roi de Sicile, était frère de l'archevêque Pere de Urrea. (A. de Bofarull, *An. Hist. de Reus*, p. 57.)

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 49. (Instructions datées de Vendrell, 5 septembre 1469.)

5. *Ibid.*, f° 52 (même date).

6. *Ibid.*, f° 70 et suiv. *Pièces justificatives* n° 28. Les longues instructions de Jean II à l'évêque de Sessa méritent d'être lues, non seulement pour se rendre compte de l'importance et de l'activité des relations qui existaient alors entre l'Aragon et les États italiens, mais encore pour juger le génie politique de Jean II, ce génie qui ne laisse rien au hasard, envisage toutes les éventualités et discute avec une précision merveilleuse les solutions qu'il convient de donner à chacune. Jean II se plaint au pape de ses complaisances pour les Angevins, proteste contre le rôle joué par le cardinal d'Albi à la cour de Castille, et demande la dispense pour le mariage célébré entre Ferdinand et Isabelle. Il excite le zèle du roi de Naples et propose à la ligue italienne une vigoureuse démarche pour faire départir Louis XI de l'alliance qu'il a conclue avec René. Enfin, il esquisse un projet de coalition entre l'Aragon et les États de la ligue italienne, d'une part, et la Bourgogne, de l'autre. Cette coalition se réalisera et ruinera à la fois l'attente des Angevins et les espérances de la France.

La tâche des diplomates aragonais en Italie fut facilitée par les maladresses même de Louis XI. Ce dernier, en effet, affectait à cette heure, et bien intempestivement, d'être plus que jamais hostile à Ferdinand de Naples. Alarmé, celui-ci dénonçait au duc de Milan le tort que lui causait la politique angevine, et Sforza, faisant un pas en avant, communiquait, en les appuyant discrètement, les doléances de son allié¹. Comme pour confirmer ses craintes, le 13 février 1470, Louis XI, dans une conférence avec l'agent vénitien Donato², réserve formellement sa liberté d'action en faveur de René d'Anjou, en cas de guerre entre ce dernier et Ferdinand, donnant ainsi définitivement corps, de gaité de

1. Camet, *Actes*, (Acad. de Vienne, *Notis*, VI, 19), instructions données le 10 février 1470 par Galdas Sforza à Spinola, son ambassadeur envoyé à la cour de France : « Insuper, vi havemo fatto intendere que la Maestà de re Ferrando ha scritto nua lettera al magnifico messer Turchi, suo ambasciatore appresso auy, quale fa menzione de la cosa de Colocogne, aggravandou cosa Maestà che quello christianissimo re secundo lo intende habia dato et dagha, adjuuto e lo fa fare che lo fa al dux Johanne contra al re Johanne suo barba, subjugendo che, benché esso dux de fure et tutto sotto nome de sua Maestà, e de remettre quelle terre ha acquistate es lo mane d'esta, nondimeno, esso re Ferrando crede che lo faci per dare colore alli fatti suoi, et que forei paria nel tempo nostro al regno suo. Nuy aduncha ricordandou de quello que se quello profeta christianissimo signore re fece intendere al illustrissimo quondam nostro padre et signore, cioè che non se facera poi ley la grandezza d'esso dux Johanne et che se sforzaria de tenerlo non troppo alto et fora del regno de France per non haverse ad guardare de lo sue insidie. » C'est dans cette mesure que la ligue italienne agissait auprès du roi de France, comme en exprime le désir Jean II dans ses instructions à l'évêque de Besse. Le 5 octobre 1469 Jean II a signé des lettres avec Gênes (Arch. de la Cor. de Arag., Camet, n° 8413, f° 60). L'influence du duc de Milan ne saurait être étrangère à ce succès diplomatique. Cf. Instr. à l'évêque de Besse, *Pièces justificatives* n° 28.

2. Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est*, *Francia*, impr. dans P. Perrot, II, 367 et suiv. Le 20 septembre 1468, Louis XI avait paru condamner, au contraire, la politique des Angevins en Italie (R. N. S. Ital. 1468, f° 200); ce jour-là, sous aucun doute, il n'avait pas été sincère.

cœur, aux yeux de tous, à cette opinion que l'entreprise de Catalogne cachait l'arrière-pensée d'une tentative de restauration angevine dans les Deux-Siciles. Cette malencontreuse confiance, dont Louis de Crussol et Tannegny du Châtel essayèrent en vain d'atténuer les désastreux effets¹, ruina les espérances des Angevins. La fausse manœuvre de Louis XI fut, en effet, le point de départ d'une évolution qui brisa la ligue italienne de 1467. Ferdinand comprit qu'il y allait de sa couronne et manœuvra avec beaucoup d'adresse pour se rapprocher de Venise qui, par crainte d'une intervention armée de Louis XI dans la péninsule, se fit volontiers complice du revirement. Ainsi se réalisa, à la faveur de la chute de Négrepont, une alliance venéto-napolitaine, qui fermait l'Italie aux Angevins, alliance que Charles le Téméraire avait préconisée et à laquelle, le jour venu, il s'empressa de donner la main.

Au milieu de tant d'intrigues qui l'enveloppaient tous les jours davantage, Jean de Calabre, qui n'avait que son épée, s'épuisait en efforts héroïques pour forcer le cours des événements. La Catalogne était appauvrie d'hommes et d'argent, et la dernière proclamation du *somatent* avait été frappée de stérilité par la retraite de Tanneguy du Châtel. Le duc, toujours prêt à payer de sa personne, n'hésita point à aller chercher lui-même des renforts en Provence. Il quitta Barcelone le 12 janvier 1470².

1 P. Perret, I, 548.

2 Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep*, tr. 1469, dividendes a x.) de janer (1470). En l'absence du primogénit, le Général gouverna à peu près à sa guise. Cette omnipotence ne convenait pas à toutes les villes catalanes. Le 25 janvier 1470, Vich, cité de quatre cents feux, fait appel à René en raison des impôts excessifs et arbitraires que viennent de décréter les députés : « Un loyatge de li. s. per foc, quiscun mes hagador imposats per les deputats de Cathalunya e llur consell; per tant com vehem, senyor, totalment ells se volen ocupar les prehemiasençes reyalis e far coses qui no poden ne pertanyen e ells, car en lo imposit de aquest fogatge, ells prenen en ayo la Excel·lencia

En son absence, Jean II réunit, à Monzon, le 10 avril, des Cortes où siégèrent des délégués de toutes les villes soumises à l'obédience royale.

Le discours d'ouverture prononcé à cette occasion¹ constitue une véritable histoire du règne faite par le monarque lui-même. Cette longue et magistrale apologie vaut la peine d'être littéralement traduite :

« Sans doute il ressort avec une suffisante évidence que les torts et les dommages subis par notre Principat de Catalogne ne peuvent nous être imputés. Mais, en vous rendant raison de tous les faits, nous manifestons l'amour et la bienveillance qui sont dus à des vassaux tels que vous. C'est pourquoi, puisque nous vous avons convoqués afin de donner, d'accord avec vous, la provision nécessaire et convenable, réunissant les présentes Cortes, nous avons résolu aussi de vous dire comment, après la mort du roi Alphonse, notre frère, reçus dans sa succession avec la bonne volonté et la fidélité qui convenait, nous voulûmes remédier à certains abus et injustices, résultats de la longue absence de notre prédécesseur. A cet effet, nous convoquâmes les Cortes aragonaises et catalanes. Tandis que nous tenions ces Cortes, nous fîmes prévenir, par des personnes dignes de foi, que le prince D. Carlos, notre fils, entretenait avec nos adversaires de Castille des intelligences pernicieuses pour notre Etat et pour notre tranquillité. Déjà ces mêmes adversaires, au moyen des mêmes intrigues, avaient désolé la Navarre; ils avaient entraîné le prince à une désobéissance telle que lui, notre fils, contre nous, son père, avait osé marcher pour combattre en bataille rangée. Aussi, craignant pour les présents royaumes les malheurs qui avaient fondu sur

Vostre no ha participat algu, ans ell sola lo poden fer. » (Arch. mun. de Vich, *Cartas*.)

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Cortes* n° 45, fo 170 et suiv. Le discours est en langue castillane.

la Navarre, redoutant que ces fourbes ne parvinssent une fois de plus à nous aliéner le prince et à le précipiter de nouveau dans le mal, nous décidâmes, avec le conseil de personnes notables, de détenir le prince, afin de pouvoir, grâce au concours des Cortes, remédier à tous les abus. Or, à cette heure critique, enorgueillis et enflés par leurs richesses, tant particulières que générales, fors des privilèges qu'à la faveur de leurs nécessités ils avaient arrachés à leurs souverains, — privilèges tels que presque toute l'autorité suprême leur avait été, pour ainsi dire, transférée, — les Barcelonais se fatiguaient d'avoir un maître, et, s'ils en supportaient un, du moins voulaient-ils qu'il ne le fût seulement que de nom¹. Lorsqu'ils virent les populations quelque peu émuës par l'arrestation du prince, aussitôt ils se mirent en devoir d'exciter l'opinion, afin qu'il en résultât quelque mouvement de nature à diminuer notre puissance et à augmenter, du même coup, la leur. Et, de fait, en vertu d'une décision du Général, il se constitua à Barcelone un comité de vingt-sept membres, inspiré et dirigé par les chefs des perturbateurs. Ceux-ci étendirent à tel point la puissance de ce comité que la nôtre ne pouvait presque plus soutenir la comparaison. Le comité nous envoya une ambassade au sujet de la captivité du prince, nous adressant des paroles et des sommations plus propres à provoquer notre colère que notre bienveillance, et tel était précisément le calcul de ceux qui recouraient à nous. Néanmoins, il nous plut de justifier l'arrestation et de donner de nos actes les raisons satisfaisantes. Pour mieux traiter l'affaire, nous vin-

1. « Elevados e lasuperbidos por las muchas extremas riquezas, y particulares como generales, haviendo ya en lo pasado sotraidos entre las necesidades de sus principes tantos e tales privilegios que quasi toda la suprema jurisdiccion de potestad havian assi transferida, se desdenyavan ya de tener superior ninguno, e puesto que lo tuviesen, qualieron que fuesse solamente de nombre. »

mes à Lérída avec les dits ambassadeurs. Là, nous prîmes les mesures qui nous parurent bonnes. Sur ces mesures, les ambassadeurs consultèrent leurs mandants. Mais ceux-ci, qui désiraient la discorde, sous couleur de répondre, multiplièrent jusqu'à soixante le nombre des ambassadeurs, afin qu'ainsi renforcés ils pussent oser davantage et exécuter à leur aise leurs mauvais desseins. Ils nous signifièrent qu'ils voulaient régler l'affaire avec nous; et, en effet, nous acceptâmes la solution même qu'ils avaient conçue et proposée. Subitement, nous fûmes alors avisés que certains de ces ambassadeurs pervers, armés et escortés du peuple de la Cité, venaient vers notre palais, afin de mettre la main sur nous et de tuer les principaux conseillers de notre cour : nous fûmes contraints de fuir secrètement vers Fraga, surpris et troublé d'un attentat si affreux et si detestable que, si nous n'avions vu la chose de si près, nous ne pourrions vraiment pas le croire.

« Cependant, pour essayer s'il y avait un remède possible, nous dépêchâmes l'infante Beatrix, notre sœur, à Lérída; puis, à Barcelone, le maître de Montesa et le vice-roi de Sicile, avec mission d'offrir de notre part toute solution de nature à donner satisfaction. Les chefs du comité, désirant toujours une rupture et non une réconciliation, en guise de suppliants, envoyèrent des gens d'armes à pied et à cheval. Néanmoins, pour ne point favoriser leurs desseins pervers et déloyaux, nous revînmes à Saragosse. Là, malgré les torts du prince, nous souvenant qu'il était notre fils, partant digne de clémence, nous le délivrâmes, afin d'éprouver si la bonté et la condescendance auraient quelque puissance sur ces cœurs endurcis : nous leur envoyâmes notre fils, et la reine avec lui. Alors les Barcelonais, qui avaient réclamé la délivrance du prince uniquement pour avoir un prétexte de prendre les armes, voyant que l'événement tournait contre eux, à l'insu même du prince, entrèrent en pour-

parlers avec la reine : ils forgèrent de la sorte une capitulation telle qu'il ne nous restait en Catalogne aucune autorité, hormis celle qu'il leur plaisait de nous accorder ; telle, enfin, qu'il n'y avait plus, chez eux, un prince, mais un nom seul !

« Certes, nous ne fûmes pas sans comprendre combien cette capitulation était désastreuse. Nous la signâmes pourtant, car nous avions à cœur d'éviter des malheurs plus grands, et nous voyions les Barcelonais prêts aux pires excès. Alors eux, parvenus au comble de leurs désirs, maîtres absolus du pouvoir, ils retirèrent le prince parmi eux, ne le laissant qu'avec peine jouir d'une prééminence purement illusoire, tant et si bien que l'infortuné, au milieu des souffrances et des plaintes, contracta une maladie mortelle et expira.

« Après la disparition de D. Carlos, les Catalans, ayant éprouvé combien il est doux de régir la seigneurie sous le voile d'un seigneur, s'avisèrent que le primogénit Ferdinand n'avait que onze ans, âge éminemment favorable à leurs ambitions. Ils l'envoyèrent demander, en vertu d'un article qu'ils avaient eu soin de glisser dans la dite capitulation. Il se rendit donc à Barcelone avec la reine, sa mère. Mais dès que celle-ci eut tenté de mettre quelque obstacle à leur arbitraire, ils commencèrent de nouvelles menées.

« Il arriva qu'à cette époque se soulevèrent des vassaux de remença en Ampurdan contre leurs seigneurs. A la requête des chefs catalans, la reine et le primogénit partirent pour Gérone, afin de punir et réprimer les dits vassaux. Tout avait été machiné, ainsi qu'il apparut plus tard, afin que le départ du prince et de la reine laissât aux méchants le champ libre. La reine arriva à Gérone et prit des me-

1. « Forjando una cierta capitulation tal, que nos quedarian mas senyoris en Catalunya e nos, de quanto a ellos pluviese, e que el principe no viviesse en ellos, sino el nombre solo. »

sures contre les vassaux de remensa; elle fit pendre deux des coupables. Sur ce, les chefs catalans déclarèrent que la reine ne faisoit point justice assez rigoureuse, et, usant de ce prétexte, ils levèrent une troupe à pied et à cheval, dont ils confièrent le commandement au comte de Pallas. Sous couleur de châtier les vassaux de remensa, ils envoyèrent cette armée vers Gérone; les portes de cette cité leur furent ouvertes, grâce à de secrètes intelligences, ils y pénétrèrent furieusement. La reine et le primogénit, qui s'étaient réfugiés dans la citadelle, y furent aussitôt assiégés; une forte artillerie fut mise continuellement en œuvre. Les Catalans s'efforcèrent de prendre la reine et le prince, poussant l'inhumanité et la cruauté jusqu'à faire souvent tirer sur le palais où ils savaient que logeaient les personnes royales, ne permettant de donner au tendre enfant d'autre nourriture qu'un peu de fruit. La reine, éperdue, envoya prier qu'on la laissât aller, elle et son fils, avec les autres, offrant d'abandonner la place : les assiégeants répliquèrent qu'une fois entrés dans la citadelle, ils aviseraient aux conditions.

« C'est à Saragosse que nous fûmes instruits de ces événements, et nous en fûmes vivement ému, voyant quel danger couraient des personnes à nous si chères. Toutefois, voulant éprouver s'il était possible de les sauver pacifiquement, nous provoquâmes l'intervention des ambassadeurs de notre neveu, le roi Ferdinand de Naples, et aussi celle des ambassadeurs de Valence¹, leur mandant d'aller à Barcelone et de dire à ceux du Conseil qu'il leur plût de laisser aller notre femme et notre fils ainsi que leurs compagnons, et d'ajouter que s'ils demandaient réparations ou faveurs, nous étions prêts à y pourvoir, en la forme que les dits ambassadeurs auraient arrêtée avec eux. Mais les pervers ne

¹ Il n'est resté trace de cette dernière intervention à Valence. (Arch. mun., *Lettres*, XXV, à la reine, 8 juillet.)

déclarèrent nullement leurs intentions; au contraire, ils méprisèrent les ambassadeurs et leurs offres, sachant bien voir qu'une seule chose leur plaisait : la seigneurie.

« Alors nous comprîmes que le droit, la raison, la fidélité, leur étaient choses totalement étrangères; nous vîmes qu'il ne restait de remède que dans les armes et nous eûmes recours à elles. Prévenus que le roi de Castille se disposait à aider contre nous les rebelles, nous nous mîmes d'accord avec le roi de France, afin qu'il nous secourût de six cents lances, jusqu'à la réduction des vassaux révoltés, moyennant deux cent mille écus, avec cette clause qu'en attendant le paiement, il toucherait les rentes des comtés de Roussillon et de Cerdagne : depuis, il a violé ses engagements; il a usurpé, sans notre aveu, les comtes de Roussillon et de Cerdagne¹.

« Quant à nous, nous nous transportâmes à Balaguer pour secourir notre femme et notre fils et tant de braves enfermés avec eux. Aidés en cette circonstance par les Français, nous fîmes assez heureux pour les délivrer.

« Pendant ce temps, les chefs des rebelles, voyant que leur perversité était complètement découverte, au moyen d'intrigues savantes, de prétextes, de mensonges, de menées souterraines avec les municipalités, parvinrent à mettre en rébellion la plus grande partie de la Catalogne. Enfin, usurpant le gouvernement commun qu'ils avaient tant convoité, ils nous proclamèrent ennemi capital, nous, leur seigneur naturel²! Prenant les armes ouvertement contre nous, ils furent, grâce à Dieu, partout vaincus, si bien que, se sentant perdus et déçus dans leurs rêves vains et superbes, ils

1. « Lesquels pactes rompiendo después, se ha usurpado, e sin nuestro consentimiento, los condados de Rosellon y de Cerdaña. »

2. « Finalmente, tomando forma de comun regimiento, tanto por ellos desecho, proclamaron a nos, su natural senyor, por capital enemigo. »

appelèrent comme protecteur et seigneur le roi de Castille. Plus tard, abandonnés par lui, ils envoyèrent pour se donner au roi de France; mais les petites villes, détestant le joug français, donnèrent le titre de roi d'Aragon à D. Pedro de Portugal. Après la mort de ce dernier, Notre Saint-Père le Pape Paul II, voulant s'interposer et assumer le rôle de pacificateur, envoya un nonce avec un bref revêtu de sa bulle, leur conseillant de se réconcilier avec nous, leur roi et seigneur. Mais eux, dédaignant une si sainte et si vertueuse admonestation, non seulement refusèrent de se laisser persuader, mais encore proclamèrent pour roi et seigneur le duc René.

« Pendant ce temps, bien des fois, ils furent priés, exhortés et requis par des gens d'église et autres personnes, de consentir à la pacification : mais ni notre patience au milieu des insultes, ni notre clémence dans les victoires, ni nos avances pacifiques ne purent les adoucir. Nous fûmes forcé de faire la guerre à nos propres vassaux, de détruire et de désoler nos propres domaines; pour obtenir la paix, nous avons dû nous consacrer à la lutte, sans accorder un moment au plaisir, sans pardonner à notre vieillesse, sans songer à la dignité royale; nous avons dû exposer notre personne aux épreuves, aux périls, aux dangers; nous avons dû dépenser sans compter pour la guerre des sommes qui certainement se comptent par milliers de florins.

« Par bonheur, nous marchons avec vous la main dans la main. Vous, Aragonais, vous avez toujours servi notre cause, au point qu'à vous surtout revient l'honneur d'avoir sauvé notre Etat; vous vous êtes si vaillamment comportés dans cette crise que vous resterez éternellement comme exemple de loyauté entre les nations. Vous, Valenciens, certes, vous avez fait preuve de tant de courage que nul n'a pu tenter d'offensive dans ce royaume que vous ne l'ayez non seulement arrêté, mais encore expulsé; vous nous avez

accorde de tels secours que non seulement nous-même, mais encore nos descendants vous resteront obligés. Vous, Majorquins, sur terre et sur mer, vous avez répondu à notre appel avec tant d'empressement que, parmi nos vassaux, il n'en est point dont la bonne volonté surpasse la vôtre. Que dire de vous, Catalans! sinon que la perversité et l'infidélité même des rebelles a été moindre que la loyauté et la sincérité de ceux qui, comme vous, nous sont restés fidèles? Non seulement vous avez versé votre sang et exposé vos vies bien souvent pour la sauvegarde de notre Etat, mais encore, préférant l'honneur à tout, vous avez sacrifié vos biens, abandonné vos patrimoines, délaissé vos parents, vos femmes, vos enfants. Vous nous avez secouru autant que vous l'ont permis vos ressources, et nous pouvons dire assurément que jamais il n'y a eu, jamais il ne pourra y avoir seigneur mieux servi de ses vassaux. Avec vous, nous avons enlevé Lérida, puis Cervera, reconquis Tortosa et recouvré finalement une grande partie du Principat. En vous, nous avons trouvé, pour la fidélité, des vassaux; pour l'assistance, des amis; pour l'obéissance, des fils.

« Mais le mérite d'une entreprise consiste dans le résultat final. Ce résultat, nous avons le droit de l'attendre si nous songeons à la justice de notre cause. Quelles armes furent jamais plus justement prises? Il s'agit de vassaux qui s'efforcent de ravir l'autorité et la vie à leur seigneur légitime, alors que, grâce à Dieu, nul ne peut lui reprocher la moindre injustice, la moindre cruauté, le moindre acte de tyrannie. Leur orgueil en est venu à ce point que, non contents de se laisser entraîner dans une rébellion unique contre nous, ils prétendent enlever et imposer des maîtres à des royaumes si insignes, à des personnes éminentes comme vous, dont les serviteurs souvent valent mieux qu'eux. Maintenant, loin de cesser leurs menées, ils travaillent sans relâche pour que vous, vainqueurs de tant de nations, vous

soyez vaincus et subjugués par des Français, vos ennemis seculaires, dont la dure et fière seigneurie n'a jamais pu être tolérée par aucun peuple. Eux, certes, ils se rappellent vos victoires passées; ils se rappellent le sang répandu sous nos prédécesseurs. Pour en tirer vengeance, ils sont déjà en armes, non seulement sur notre territoire, mais même tout près de nous.

« C'est pourquoi, puisque nous avons une si juste cause à défendre, une tâche si impérieuse à accomplir en vue de la paix et de la réduction de ces vassaux, éloignés aveuglément de l'obéissance qu'ils nous doivent à nous leur roi et seigneur naturel, nous vous avertissons et vous exhortons, afin qu'il soit donné provision en toute promptitude et diligence aux difficultés présentes, en vue du résultat desiré et nécessaire. Pour ce qui est d'avoir des soldats, inutile de chercher : certes, vous êtes de toutes les nations du monde les mieux douées pour l'exercice des armes. De même, nous avons suffisamment de vivres. Ce qui surtout nous fait défaut, c'est l'argent. Il s'agit d'y pourvoir afin de solder les troupes et de faire un grand effort, sur mer comme sur terre, jusqu'à l'expulsion totale des ennemis et la soumission des vassaux égarés qui ont osé renier la maison d'Aragon. La tâche est aisée, si nous marchons droit et de concert; autrement, elle est à peu près impossible. Car le concours des volontés vers un but nettement défini multiplie les ressources et fait triompher les entreprises les plus difficiles¹. Quant à nous et à nos biens, nous laissons tout à votre discrétion. Entre vos mains, nous remettons notre personne, nos ressources, notre Etat, en vous rappelant qu'au cours de vos délibérations, vous devez avoir présents à l'esprit les devoirs que vous imposent votre honneur et votre renom, que vous

1. « Car la recta intencion en las volundades conformes faze de las cosas pequenas grandes e trae a prosperado fin los principios difficiles. »

devez aussi considérer les égards que mérite notre couronne. Nous avons ferme espoir en la bonté, infinie de Notre Seigneur Dieu, moyennant l'intercession de la glorieuse Vierge Marie, sa mère : il ne permettra pas que notre bonne et claire justice périsse. En vous tous, nous avons pleine confiance : vous serez pour nous, votre seigneur et roi, ce que firent jadis vos ancêtres pour nos prédécesseurs; vous agirez avec cette vertu et cette fidélité dont vous avez toujours usé envers les autres rois, de glorieuse mémoire, et envers nous, au service de Dieu, Notre Seigneur, pour la tranquillité et le repos de nos royaumes et terres, pour votre bon renom et votre propre gloire, qui sera immortelle. »

Ce discours, à la fois si énergique et si habile, dut faire sur les représentants des divers royaumes une vive impression. Les Cortes générales de Monzon votèrent d'importantes subsides¹. En outre, sur leur avis, Bernat Çaportella décida d'établir, à partir du 1^{er} mai, une députation légitime de six membres, destinée à s'opposer à la Députation révolutionnaire².

De retour à Barcelone, le 3 août, Jean de Calabre eut à peine le temps d'assister à la trahison du capitaine de Cadagüés et de recevoir de Louis XI un émissaire³ chargé, selon toute apparence, de lui apprendre les fiançailles du duc de Guyenne avec D^{te} Juana de Castille⁴. Peu de jours

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Cortes*, n^o 45, f^o 50 et suiv.

2. Le détail de l'élection, proclamée le 6 mai, est raconté par Joan Frances Bosch, qui avait été candidat. (Madrid, Bibl. Nec., F 13.)

3. *Dist. del Coms*, II, 496.

4. D^{te} Juana, surnommée la Beltraneja, était cette princesse castillane dont la légitimité était contestée. Sa naissance soulevait un problème dont dépendaient les droits d'embelle. (Rodríguez Villa, *Bosquejo*, p. 12 et suiv.) Henri IV lui-même déclarait D^{te} Juana tantôt légitime, tantôt illégitime, selon les besoins du moment. L'opinion générale la tenait pour fille du favori D. Beltran de la Cueva, d'où son surnom populaire de Beltraneja. (Cf R. Villa *loc. cit.*, et Colmenares, *Hist. de Segovia*, p. 401 et suiv.) Les fiançailles du duc de

après survenir au coup de théâtre Le duc de Calabre succombant à son tour à la peine — une attaque d'apoplexie fou-

Gouverneur avec le Jean (B. N., F. fol. 6004, n. 239, 250, 254, 107), qui d'ailleurs n'avait pas de lendemain, avaient été une dernière manœuvre de Louis XI pour faire échec aux deux rebelles. Le 26 octobre 1470, Henri IV avait annoncé à ses vassaux son alliance nouvelle avec la France et son intention de tourner ses armes contre l'Angleterre (B. N., F. fol. 6404, p. 114) : à la fin du même mois il déclarait à Jean ses héritiers légitimes Ximénès Arch. gen., Div. de Cond., leg. IX, et déjà le 8 novembre, il demandait des vassaux à la ville de Tolède pour combattre les rebelles et particulièrement L. Alonzo Carrion, c'est-à-dire de parti de Ferdinand (Arch. mun. de Tolède, Cart. Arcos n.º 1, leg. 2, le 2 novembre, à adresser à la ville de Tolède de reconnaître le Jean (Arch. mun. de Tolède, Archivo secreto n.º VIII, leg. 2, fol. 107, orig. Madrid Bib. Nat. fol. 120, p. 154 copie). Voici la teneur de ce document d'après son original : « Alonzo, alguacil, regidores, caballeros, escuderos, alcaides e otros buenos de la muy noble ciudad de Toledo. Sabed que el viernes que se en la villa de Toledo e el día diez del mes de octubre, se el campo entre Henrique e Valdeolivera vinieron a mi la reina doña Juana mi muy cara e muy amada mujer, e la princesa doña Juana, mi muy cara e muy amada hija, e con ellas el marqués de Santillana e el obispo de Bayona e otros caballeros e allí se fue públicamente el desquadrado del duque de Gascuña con la dicha princesa mi hija, e por mi e por los señores e grandes de mis reynos, que allí convingo e acordaron, e por los procuradores de las ciudades e villas que allí estaban, fue ratificado el juramento que primeramente fue hecho a la dicha princesa mi hija, como a prinçipales heredera e sucesora de estos mis reynos, e se fue de nuevo segund que mas escrupulosamente venia por una carta que era con cibdad enllo, e con loche con vestimos todos juntamente para con cibdad de Aragón, aqual acordé de vos hacer saber, como es razón, e porque según las cosas como han pasado.

Puendo yo con cargo que luego acordada e ratificadas el dicho primer juramento loche e la segund de nuevo segund que las por los señores e grandes de mis reynos, que convingo acordar, lo han hecho, e por la dicha carta, que a con cibdad arriba viene. E así por voluntad loche me lo embiaron por testamento de escrivano, e amados a mi en procurador a don donna cibdad e en vuestro poder para lo fazer en presencia de la dicha princesa mi hija entre loques, e porque vos vos haon la dicha ratificación e juramento, envío a vos a Gerón de Alarcón al chanciller, en lequel me fureys agustable pleuier e servir. En Bayona, a tres días de noviembre año de 1470. Yo el rey. Por mandado del rey, Johan Ruiz. »

droyante l'emporta le 16 décembre, à six heures du matin¹.

La nouvelle de cette catastrophe causa dans Barcelone une émotion indicible. Le duc de Calabre avait su se faire aimer des sujets de son père. Tout en lui étant séduisant, sa belle allure, son courage chevaleresque et jusqu'à son ardeur souvent irréfléchie. Resté par-dessus tout homme de guerre, il avait respecté jusqu'au dernier scrupule les privilèges du Principat²; il s'était fait une loi de laisser au Général la politique proprement dite. Les funérailles qui furent faites au malheureux prince, si inopinément enlevé aux siens, ne furent pas seulement des funérailles solennelles, comme l'avaient été celles de ses prédécesseurs; la consternation générale donna un caractère d'exceptionnelle grandeur à cette cérémonie, dont le consciencieux Çafont nous a laissé une relation minutieuse³:

4 *Vendredi 21 décembre.* — Ce jour-là furent célébrées les obsèques de l'illustrissime seigneur Jean, fils primogénit de notre seigneur le roi René, selon l'ordre suivant. Un grand nombre de personnes en habits de deuil et portant des torches ouvraient la marche. Ensuite venaient la grande croix de la cathédrale suivie de treize autres croix d'églises paroissiales ou de convents, les cures et chanoines de la cathédrale, neuf huissiers de la cour avec des chaperons et

1 Arch. de la Cor. de Arag., *Diet de la Dep.*, tr 1470, dimanche a .xvj. de decembre. Sur l'état de santé précaire du prince dans les derniers temps de sa vie, voir Chia, *Bandos y Bandoleros*, II, 334 et suiv.

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet de la Dep.*, tr 1470, d vendres a .xxj. de decembre

2. D. Julia de Chia (*Bandos y Bandoleros*, II, 348 et suiv.), qui croit à des rapports tendus à la fin de la vie de Jean de Calabre entre ce prince et les Barcelonnais, ne cite que quelques faits isolés et insignifiants, desquels il ressort justement que le primogénit angevin s'inclina sans insister chaque fois que les droits de ses sujets furent opposés à ses désirs.

des robes noires. Six cierges précédaient le cercueil et six autres le suivaient. Le cercueil était porté sur les épaules, 1^{er} à droite par Guillem Oliver, conseiller second, Balthasar Romeu, chevalier, Galceran Carbó, bourgeois, Franci Casala, chevalier, Pere Joan Serra, bourgeois, Joan Colom, chevalier, Barthomeu Quintana, conseiller troisième, 2^e à gauche par noble Blasco de Castellet, Ramon Ros, bourgeois, Artal de Claramunt, damoiseau, Joan Carovira, bourgeois, Ramon Cavall, chevalier, Joan Ros, bourgeois, et Francesc de Sentimant, damoiseau. Le cercueil était recouvert d'une riche étoffe de velours cramoisi brodé d'or; dessus était déposée l'épée royale à lame dorée. Derrière on voyait trois chevaux avec leurs caparaçons funèbres : le premier était monté par un roi d'armes vêtu d'une cotte aux armes du défunt; le second, par l'huissier Andres de Montserrat, portant l'écu du prince; le troisième, par un héraut qui tenait par la hampe la bannière du Primogénit traînant à terre. A la suite défilaient de nombreux personnages... et un grand nombre de nobles dames... Le cortège... entra par le grand portail dans la cathédrale. Tous, même les cavaliers, pénétrèrent à l'intérieur... Les huissiers portant les armes et la bannière, arrivés à la chapelle ardente, se jetèrent à bas de leurs coursiers et, tirant leurs armes, crièrent à voix haute : « Seigneur Primogénit ! qu'allons-nous devenir, infortunés ! où t'irons-nous chercher ! » Alors la douleur et l'angoisse furent telles que tous les assistants fondirent en larmes, et dans l'immense nef on n'entendit plus que gémissements et sanglots. Puis les huissiers reprirent les armes et la bannière... et l'on commença l'office du *Requiem*. L'évêque de Vich officiait. Maître Joan Gualbes, prieur des dominicains de Barcelone, prononça

1 « Senyor Primogenit, que farem nosa tres, mesquins ! Ahont t'irem cercar ! »

l'oraison funèbre, énumérant les vertus du défunt et exhortant le peuple à rester fidèle à son souverain, confiant que Dieu lui accorderait prompte et complète victoire sur tous ses ennemis. »

Ça font nous a donné là, dans toute la sincérité de sa vraie couleur, le tableau de ces funérailles imposantes et saisissantes à la fois, qui prirent, aux yeux de la plupart des Catalans, les proportions d'une véritable manifestation patriotique.

§ 2. — *La capitulation de Barcelone.*

La disparition de Jean de Calabre était pour la Révolution catalane un coup fatal. Grâce à la confiance et à l'attachement que ce prince avait su inspirer aux sujets de son père, grâce aussi à son activité et à son bouillant courage, il eût, sans doute, défendu pied à pied le territoire du Principat, et peut-être, en retardant les progrès de son adversaire, fût-il parvenu à gagner assez de temps pour qu'un revirement politique se produisît en faveur de sa cause. Maintenant, le primogénit de la maison d'Anjou était le jeune Nicolas de Calabre, marquis de Pont-à-Mousson¹, que ses affaires embarrassées retenaient en Lorraine. Ferry de Vaudemont, qui eût pu le remplacer, venait de mourir². En attendant, les Barcelonais confièrent une fois de plus la capitainerie générale à Hugo Roger. Celui-ci, fait prisonnier par Jean II, comme nous l'avons vu, avait été mis en liberté sur parole, à condition de se retirer dans ses terres et de s'abstenir désormais de tout acte de rébellion; mais,

1. Dès le 17 décembre, le Sage Conseil adresse une lettre au primogénit Nicolas pour l'inviter à venir dans la Cité (Arch. mun. de Barcel., *Lett. Cl.*, reg. V). — Depuis l'avènement de Louis XI, il était fiancé à Anne de France; l'union, différée, n'eut pas lieu. Nicolas mourut et Anne épousa Pierre de Beaujeu.

2. Lecoy de la Marche, I, 378-379.

emporté par son zèle révolutionnaire, il n'avait rien eu de plus pressé que de reparaître dans Barcelone, — où il arriva pour assister, comme en témoigne Cafont, aux obsèques de Jean de Calabre, — et il se mit aussitôt après à la disposition du gouvernement catalan¹. Les contingents italiens et provençaux étaient commandés par les lieutenants du feu duc : le comte de Campobasso, Jacques Galéot, le comte d'Iscla, Gaspard Cossa et D. Dionis de Portugal, lequel, après s'être laissé acheter par Jean II, était apparemment revenu assez vite à la maison d'Anjou, car c'est lui que René commet officiellement, pendant la vacance de la lieutenance générale, pour recevoir les villes d'Aragon dans son obéissance².

Aussitôt après avoir reçu la nouvelle de la mort de son fils, René avait écrit à la ville de Barcelone pour l'assurer qu'il ne l'abandonnerait pas³. De son côté, le roi de France envoya en toute hâte à Barcelone Pierre Fuselier⁴, avec une lettre comportant des offres nouvelles⁵. Un autre envoyé français, Jean de Méricourt, écuyer d'écurie du roi, ne tarda pas à prendre le même chemin⁶.

1. Zurita, IV, 178.

2. Bibl. d'Aix, ms. 1064, fo 48.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cont. Real.*, años 1470-1475 (manusc. du 3 janvier 1471).

4. Cafont le dit « conseiller, aumônier et ambassadeur du roi (*Dict. de la Dep.*, t. 1470, dissapte a .xvj de febrer (1471).

5. Arch. mun. de Barcel., *Let. Cl. greg.* V (8 mars 1471, rapport à René sur les offres de Louis XI).

6. En mai 1471, Jean II avait réglé définitivement la question de Navarre par le second traité d'Orthe, qui remettait les choses au point où les avait mises le premier. (Courteault, chap. xii.) Le 8 février 1472, Jean II s'inspire de la même politique dans une lettre où il disculpe le jeune Ferdinand d'avoir des vues sur la Navarre. (Arch. gen. de Nav., *Licencias*, caj. 112, n° 22.) Au même moment, on voit Jean II et Leonor rendre au pape qui transporte à Pierre de Peralta les biens confisqués sur D. Juan de Beaumont. (Arch. gen. de Nav. *Guerra*, leg. 1, carp. 8.) C'est l'indice de l'entente du père et de

Mais ces témoignages de sollicitude, que Louis XI prodiguait aux Angevins et aux Catalans, ne pouvaient donner le change au roi d'Aragon. Celui-ci se voyait au moment de recueillir enfin le fruit de sa sagesse. La mort de Jean de Calabre avait ouvert une période décisive¹. Maintenant, le groupement des ennemis de la France et des Angevins va se réaliser. Le 1^{er} novembre 1474, moins d'un an après la disparition du vaillant duc, une triple alliance sera formellement conclue à Saint-Omer, entre la Bourgogne, Naples et l'Aragon². Déjà Ferdinand de Naples et Charles le Téméraire sont séparément alliés de Venise. Tandis que le Saint-Siège ne garde la neutralité qu'en apparence³, l'en-

lafile en même temps que l'arrêt de mort de l'ancien parti de D. Carlos en Navarre.

1. B. N., F. fr. 6978, f° 223. (cf. Simancas, Arch. gen., *Estado, Sicilia* 1111 — Ainsi se réalisait le projet développé naguère par l'évêque de Sessa, *Pièce justificative* n° 28) auprès des États siciliens. C'est en vain que, pour éviter ces « liames funestes » ses ambitions, Louis XI, comprenant la faute commise en 1470, avait essayé de ramener Sforza et Ferdinand quant à la politique angevine (Milan, *Pot. Est. France*, cité par Ferret, I, 502), il avait même offert de faire renoncer les Angevins à Naples, si le roi de Naples abandonnait son ancle d'Aragon (B. N., F. ital. 1649, f°s 281 282). Mais tout le monde savait bien que le duc de Calabre, une fois maître de la Catalogne, ne se ferait pas scrupule de passer en Italie, et qu'en pareille matière, la parole du roi de France n'était qu'un leurre. (*Ibid.* « *Facto l'uno fara poi meglio l'altre.* » Le roi de Naples et le roi d'Aragon continuèrent donc à marcher la main dans la main travaillant avec persévérance à la constitution de la ligue anglo-bourguignonne, dont le plan, conçu par Jean II, avait été communiqué, comme on l'a vu, à Ferdinand, par l'évêque de Sessa. Le traité du 1^{er} novembre, signé par Charles le Téméraire à Saint-Omer comprenait jusqu'à l'infante de Castille, Isabelle (Simancas, Arch. gen., *Capitul. con Arag. y Nav.*, leg. II, orig. très maltraité.) Le même jour, Charles le Téméraire « reçut l'ordre du roy d'Aragon ». (Lenglet-Dufresnoy, II, 180.)

2. L'attitude du Saint-Siège est assez maladroite à déplorer, à cause surtout des lacunes que présente, pour cette période, la série des bulles (*libri dei brevi*) aux Archives Vaticanes. Le pape avait essayé, après la mort de D. Pedro, mais sans succès, d'interposer en médiation

tonne vanete-napolitaine ierde Nform l'elut-ri elere jone plus que jamais double jor' Il trest à restur en bone ter

son oncle Pierre de Jussieu et Jean I (Marguerite de Monçon co-décès, p. 310). Mais c'est dans la question du mariage des rois catholiques que l'on peut surtout saisir l'arrière-pensée du pape. S'il ne peut avoir pu empêcher la dispense à Ferdinand et Isabelle, l'a empêché certainement Jean II à passer outre (*Pièces justificatives* n° 39). Le mariage des deux rois fut célébré par l'archevêque de Tolède, malgré le refus de la chapelle pontificale : celle-ci ne fut pas accordée davantage au mariage de la couronne (*Ibid.*). Mais le 1^{er} décembre 1479 Pie IX écrivit à l'archevêque de Tolède une lettre très caractéristique : les rois catholiques ont représenté à la cour romaine que, morts sans enfant, ils ont, en un fils, dont il importe de régulariser la situation en conséquence le chef de l'Église chargé apostolique de diriger les occupants de l'immortalité qu'ils ont pu obtenir, et de régulariser la situation de l'Église au de leur union, en accordant au bon sens une préférence aux parents. Madrid. *Arch. Hist. de la Acad. de la Hist.*, *Relacion*, A 1, p. 11, copie). Vis-à-vis des Angevins, le pape se garde néanmoins de toute rupture. Au commencement de 1471 Paul II se plait également à Jean I et à René des lettres écrites à des religieux par leurs gens d'armes (*Arch. Vat. Arm.* X111, *Bras* n° 17 fo 27 et 28). Toutefois si l'on compare l'adresse de ces deux lettres, on remarque aussitôt que Jean II est appelé roi d'Aragon, tandis que l'autre s'adresse au chef de la maison d'Anjou porte simplement « roi de Sicile ». Puis il convient de signaler la conduite du Saint Siège dans l'affaire de la vacance du siège de Barcelonne. Après la mort de Jean Sforza (10 novembre 1463) le pape refuse deux fois du chapitre il ordonne une enquête sur le candidat aragonais Juan Lorda, oncle de Jean II (*co-décès* p. 24, n° 6) et le refuse (*Armeria* p. 30). Malheureusement, l'abbé monastère avait pris possession de son siège. Le Saint Siège laissa donc l'évêché de Barcelonne vacant jusqu'après la couronne de la cité il nomma alors l'évêque d'Ugent Rodrigo Borgia, avant de l'élire Alexandre VI évêque du 11 décembre 1472, orig. arch. *Arch. mun. de Barcel.*, *Carl. Real*, 1470-1475.)

1. P. Llorca op. cit., chap. vii. L'auteur expose excellentement, dans son ensemble, le développement de la politique française. Je crains cependant qu'il y ait grand tort de qualifier d'arabes le cap. cit., p. 110. La politique de Louis XI est une réforme. La vérité est pourtant que ce développement pour un double jeu, et le secret de ce double jeu ne semble se trouver justement dans la question catalane. À cette époque, pour négocier avec la cour de France, Naples et son propre intérêt à vouloir à l'archevêque de Rome une intervention jusqu'à la dernière minute pour cela, il a été obligé à un perpétuel mariage qui a donné

mes avec le roi de France, son impérieux protecteur. Mais Ferdinand lui servira d'intermédiaire auprès de son vieil adversaire, le doge; en même temps, il entre, lui aussi, en coquetterie avec la Bourgogne, tandis qu'il amuse René : au fond, l'évolution du roi de Naples est uniquement dirigée contre la maison d'Anjou, et Sforza, en la suivant discrètement, prépare à cette maison une désillusion cruelle. Au reste, les affaires de Guyenne et d'Armagnac¹, la tentative faite pour restaurer Henri VI en Angleterre en détrônant Edouard IV, enfin la réouverture du conflit avec Charles le Téméraire créaient des complications plus que suffisantes pour occuper Louis XI². Nicolas de Calabre lui-même, retenu loin des Pyrénées par les affaires de Lorraine qui s'aggravaient chaque jour, dut renoncer à quitter son duché; il ne devait jamais avoir le loisir de visiter la Catalogne. René se résigna à députer provisoirement à sa place, en sa son de l'heure critique, le fils naturel de Jean de Calabre, qui portait le même prénom que son père, avec des pouvoirs équivalents à ceux de la lieutenance générale. Ces pouvoirs sont datés du 14 mars 1471³. Le 9 avril, Jean, bâtard de Calabre, était à Tarascon et annonçait au Sage

le change non seulement à René, mais encore à Louis XI; du moins, il ne doit pas faire illusion à l'histoire.

1. Le duc de Bretagne, qui est, comme nous l'avons vu, l'un des alliés de Jean II, intriguait, en 1471, avec Gaston IV en faveur de Jean V d'Armagnac, afin de mettre en mouvement la coalition féodale du Midi autour de la personne de son protégé. (Chartes de France (B. N., F. fr. 6978, f° 135.) On sait que François II avait épousé Marguerite de Foix.

2. On a vu un peu plus haut qu'au début de 1471 Louis XI essaya une combinaison qui consistait à offrir au roi de Naples la renonciation des Angevins à tout projet sur l'Italie moyennant l'abandon de la cause aragonaise. (B. N., F. ital. 1649, f°s 281-282.) Ferdinand était trop avisé pour tomber dans le piège.

3. Arch. Nat., P 1834², n° 11, f° 2 et suiv. Un extrait de cet acte a été publié par Lecoy de la Marche, II, 347.

Conseil sa prochaine arrivée¹. Il ne fit cependant son entrée que le 12 juin, avec des honneurs que Çafont estime excessifs pour un prince de naissance irrégulière². On ne l'en tint pas moins pour primogénit, et, maintes fois, Çafont lui-même le désigne par ce titre qu'au fond il ne portait point. Il prêta serment le 20 juin, en raison des pouvoirs qu'il tenait de René³.

Certain que Louis XI serait pour longtemps immobilisé par le faisceau des alliances qu'il avait si heureusement réussi à nouer contre lui, Jean II, — qui, par contre, avait maintenant les mains libres, — jugea le moment venu pour en finir avec la Révolution catalane. Une grande partie du Principat s'était peu à peu ralliée à lui. Il avait fait procéder, par les soins de Bernat Çaportella, à la constitution d'une Députation⁴ qui fonctionnait régulièrement en face de la Députation révolutionnaire. Désormais, celle-ci reculera tous les jours et celle-là gagnera constamment du terrain. L'offensive va succéder brusquement à la défensive soigneusement observée par les royalistes, depuis l'entrée en scène des Angevins. Jean II a obtenu de ses sujets de grands subsides⁵. Au commencement de l'automne 1471, tout est prêt pour l'effort décisif.

Les chefs de l'armée royale, dont les deux principaux sont D. Alfonso d'Aragon et le comte de Prades, conçoivent un

1. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1471, f° 197 (missive signée « le tout vostre Jean »).

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Dial. de la Dep.*, tr. 1470, dimanche x. xij de juny (1471) (cf. *Dist. del Cons.*, II, 503).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Dial. de la Dep.*, tr. 1470, dijous x. xx. de juny (1471).

4. Les députés royalistes étaient Guillem Ramon de Montcada, prieur de Tortose, le chevalier Pere de Rocafort, et le bourgeois Joan Jordá. Leur premier acte qui nous soit parvenu est, à ma connaissance, une nomination de député local. (Ibid., XXV, 400.)

5. Arch. mun. de Barcel., *Let. Cl.*, reg. V (lettre du 3 janvier 1471).

plan hardi : négligeant les châteaux secondaires, ils vont s'attacher à frapper de grands coups. Avec le gros de leurs forces, ils isoleront Barcelone, tandis que des corps détachés réduiront les petites villes encore rebelles et qu'une flotte s'armera pour appuyer l'armée d'investissement.

La campagne débute par une marche sur Hostalrich¹, et cette manœuvre détermine aussitôt toute une série d'adhésions qui n'attendaient qu'un prétexte pour se produire. L'évêque de Gérone, Juan Margarit et son frère Bernat Margarit, l'archidiacre Cariera, D. Beltran de Armendaritz, Jacme Alemany, Bernat de Senestra abandonnent le même jour (13 octobre) la cause catalane². La nouvelle de ces défections, reçue à Barcelone le 14, y causa une grande émotion³; on parla, à tort ou à raison, de corruption. Pendant ce temps, l'armée royale se rabat brusquement sur San Cugat⁴ et se présente en vue de Barcelone, le jour même où les funestes événements du 13 étaient connus⁵.

C'est en vain que, devant la gravité de la situation, les Catalans s'efforcent de prendre des mesures extrêmes. Le 15, le hâard de Calabre convoque les députés au palais et leur donne officiellement connaissance des défections de l'Am-purdan. Des mesures répressives sont votées aussitôt contre les traîtres⁶. Deux jours plus tard, la municipalité de Barcelone envoie aux villes encore rebelles à Jean II des agents sûrs et une circulaire énergique⁷. Comme par ironie,

1. Codina, p. 84.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. de la Dep.*, tr. 1470, dimanche 2. xij. de octobre. — Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 258.

3. Codina, loc. cit.

4. *Dict. del Cons.*, II, 502.

5. Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. de la Dep.*, tr. 1470, diluns a xiiij de octubre.

6. *Dict. del Cons.*, II, 508.

7. Arch. mun. de Barcel., *Let. Cl.*, reg. VII. « Molt honorables e savis senyors. La infidelitat nephantística del bisbe de Girona, de

le 18, Gérone retourne décidément à l'obéissance du roi d'Aragon. L'instigateur de cette reconnaissance fut Juan Margarit. Il assembla le chapitre pour l'entretenir du renouvellement du serment de fidélité que réclamait le maître de Montesa. Le serment prêté au duc de Calabre, après l'entrée de ce prince aux côtes de Dunow, n'est-il point nul comme extorqué de force? De plus, René n'est pas disposé à secourir la cite que Louis XI lui a donnée; Juan Margarit, envoyé par le Général en ambassade auprès du chef de la maison d'Anjou avant sa defection, a pu s'en assurer en personne; en conséquence, il est de toute impossibilité de résister aux injonctions de Luis Despuig. Le chapitre et les habitants, également demeures royalistes au fond de l'âme, furent dociles à la voix tentatrice : le serment fut prêté, il était cette fois définitif¹.

mossen Cariera e altres e ells adherents, dels quals que nosaltres e vostres savienem, e encara tots altres fidelissims vassalls de la Majestat del senyor rey, comuniquem ensemps, e si nos pot fer personalment, aldemenyats per mi ja de intervencions vostres e en altres formes possibles. E per aquesta raho es stat deliberat que, per part de jo magnífich diputats e de nombrats tots, vage a vosaltres lo honorable en Berenger Martí, locintent del batle general del dit senyor, per significarvos la molta utilitat en aquesta ciutat e en tots los circumvehiments . . . e encara per denunciarvos altres coses que nos plauran . . . » La circulaire fut adressée aux municipalités de « San Feliu, Pulanys, Thoses, Llança, Torroella, Castello d'Empuries, Roses, Parçlada, Palafrugell, Lloret » et aux personnages dont les noms suivent : « Johan de Ffoixa, Johan Pere de Buza, Roger de Malla, Felin de Hexach, Frances Alemany, Galassan de Vitrassac, Andreu e Francesch Miquel, Gariga, senyor de Pontós, Jacme de Valpomeria, Pere Duratua, Palou de la Baldera, mossen de Montpelau, Bernat de Camcà, Bernat Sant, mossen de Milbau, de Bellau, Jofre Cariera, mossen de Cruilles, senyor de Calonge, Frances Olivier, diputat a Roses, Rafael Saraso, procurador de les terres del General », enfin aux abbés des couvents ci-après : « San Quirze, San Pere de Roden, San Miquel de Fluvià, Santa Maria del Mont. » Cette liste donne la mesure de ce qu'était devenu le domaine, jadis si étendu, de l'obédience révolutionnaire.

1. *Chin, Bandes y bandoleros*, III, 20 et suiv.

L'armée aragonaise employa l'hiver de 1471-1472 à enlever successivement tous les abords de la capitale. Le 17 octobre 1471, elle s'empara de Sabadell¹; le 21, elle occupe Monmeló². Le 26 novembre, les royalistes enfermaient quarante cavaliers catalans dans un château proche de Santa Coloma de Gramanet³. Une troupe d'hommes d'armes, sortie de la ville pour les délivrer, se heurta aux compagnies de D. Alfonso d'Aragon. Un sanglant combat fut livré. D. Alfonso resta maître du champ de bataille : deux mille hommes tombèrent entre ses mains, parmi lesquels D. Dionis de Portugal et Jacques Galeot, ainsi que plusieurs Barcelonnais de marque⁴. Le bâtard de Calabre, Hago Roger, et le comte d'Iscla attendaient pleins de confiance la nouvelle d'une victoire et s'étaient avancés en avant du boulevard qui précédait le « Porta Nou », quand, au lieu de l'heureux messager, ils virent arriver au grand galop un part. de cavaliers ennemis. A peine eurent-ils le temps de courir se renfermer dans l'enceinte. Le lendemain, Granollers se rendait sans coup ferir⁵.

Le Général et le Sage Conseil ne pouvaient manquer de prévoir que, s'ils n'étaient point secourus, les jours de la résistance étaient comptés⁶. Des démarches pressantes furent faites auprès du roi de France : il se contenta d'envoyer son écuyer Pierre de Touche⁷ et d'assurer que deux

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, dijons a .xvij. de octubre (1471).

2. *Ibid.*, dijons a .xxj. de octubre.

3. *Fita*, p. 22. — Gonzalo de Santa Maria appelle ce château la tour de Béa. (Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Meia, p. 259.)

4. Gonzalo de Santa Maria (éd. Paz y Meia, pp. 260-260).

5. *Diet. del Cons.*, II, 503. — Cf. *Diet. de la Dep.*, extr. dans *Fita*, p. 22 et suiv.

6. Milan, Arch. di Stato., *Post. Est.*, *Francia*, 1471; lettre de Cristoforo Bollati au duc (Aix, 2 décembre 1471). « Le terre rebellate dano orechia e speranza a chi le sollicita per retornare al primo stato. »

7. Arch. mun. de Barcel., *Carl Com*, años 1470-1471, fo 183

mille cavaliers et quatre mille fantassins étaient promis par le duc de Milan. C'est à ce dernier que Louis renvoyait les Camillea, c'est à ce dernier aussi que les Angevins s'adressaient, par l'entremise de Roffile de Jugo, comme à leur dernier espoir¹. Mais les promesses continuaient d'autant moins à Gènes qu'il se réservait de n'y donner aucune suite².

(*Pièces justificatives* n° 30), et *Carte Reales*, pub. par F. Paquier, p. 30. Le premier des deux documents est daté par le deuxième, pour lequel il faut adopter le millésime 1471, par un raisonnement analogue à celui qui nous a servi plus haut, p. 230, note 1.

1. Le 16 juin, Roffile de Jugo est envoyé au nom de René à Milan (Arch. Nat., F. 15349 n° 11, f° 19 et f° 16. *Letray de la Marche*, II, 210 et suiv.). Au retour, Roffile passe par la cour de Navarre (Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Torino*, 1471, lettre d'Antonio d'Appiano au duc de Milan en date du 30 octobre 1471). Le 7 décembre, il était à Montpellier (Milan Arch. di Stato, *Pol. Est. Napoli*, 1471, lettre de Francesco Sforza au duc, 6 décembre.)

2. Une lettre de René à Sforza, en date du 10 octobre 1471, nous détaille sur les promesses faites par ce dernier à Roffile. On y lit le passage suivant : « Une lettre de magnifico Roffile del Justice, consigliere et camerlinghe nostro, come stati scrivisti del mandado che per vostra honra te ve è paruto a nuy dare, in favore de la nostra impresa de Catalunya et augmento del stato nostro, e cumilamente de nos le altre pendere per vostra volita magnanimità facta circa la recuperatione del nostro reame de Sicilia, el che opea tutte cose grandemente desideramo, e, per quella recuperacione, intendemo ben più che mai cosa alguna et eladio oportuno. Datum in castra nostra Dauph. 10. octobris MCCCCXXI. Signature autographe : René. (Milan, Arch. di Stato, *Pol. Est. Firenze*, 1471). — Le 10 novembre nouvelle lettre plus pressante de René : « la dicta nostra impresa non poto dilacione. » (Milan, *ibid.*) Au sujet de l'allusion faite par René à ses prétentions en Italie on remarquera que, le 24 novembre dans une lettre à son ambassadeur à Florence, Sarramone de Rimini, Galéas Sforza, n'ait voulu rien promettre à René qui pût être contraire au roi de Naples. Milan Arch. di Stato, *Pol. Est. Firenze* 1471. À propos de la mission de Roffile, cf. Milan Arch. di Stato, *Condottieri, Ref. di Giudice*, 1471, lettre au dictatissimo 6 novembre : « Illustrissimo et serenissimo signore. Humilmente me recomando a la excelencia de Vostre Signoria. Aquel oco è arrivato Baynarte, correo de la Maestà del re mio signora lequale a questo oco, deve essere la Provencia et la Maestà Sua correo a mi, deida, de parte de la sua Maestà pregua la Illustrissima Signoria vostra prenda che Gensyl non habiendo correo otro che a la Maestà Sua. Se

Au mois de mars 1472, Louis XI écrit à René que, vu la lenteur des Milanais, il fait lui-même préparer une armée de trois cents lances et de deux mille archers¹ : l'expédition resta à l'état de projet.

Tandis que ces espérances illusoirees etaient données à ses adversaires, Jean II redoublait d'activité. Du 22 janvier au 2 février 1472, un Parlement siège à Figueras². Le 13 février, San Eloy tombe aux mains des troupes royales³.

Catholans fidels de Sua Maestà he avemore fatto dampno, per ciò ad angustia li fare satisfare. E così ya, signore, suplico la Eccellenzia Vostra vegliar fare ogni sì al dimostracione verso Sua Maestà, come a compendio et speramo debita seguire. Yo partirò fra vij jorna, con lo ajuto de Dio, et farò quella relacione de Vostra illustrissima Signoria, che meritamente debbo in quel prego, mio signore, vegliar ad eorum prosperare. De Catala San Vaa a v de novembre De Vostra Signoria humilmente servitore, Boffillo de Judich. » Cette lettre entièrement autographe de Boffillo montre où en étaient réellement les relations entre Sforza et René au moment où il s'en retourne.

Une lettre de Sforza de Bottini au duc de Milan, en date du 8 mars 1472 B. N., F. Ital. 1480, no 281-481, montre bien quel jeu jouait Galdas. (*Pièces justificatives* n° 50.)

1. Arch. mun. de Barcel., *Corr. Reales*, années 1469-1473, copie transmise par René au Sage Conseil. « Monsieur mon père Je me recommande a vous tant comme je puis, pour ce qu'il m'a semblé que le duc de Milan le faisoit trop long et que ay bien peur que ce fust le secours d'Espagne, j'ai ordonné d'envoyer 150 lances et 1500 frans archiers en Roussillon et Cathelogne, et en ai baillé la charge au sieur Du Lau, auquel ay ordonné qu'il ne s'en bouge jusques a ce que la cause soit fin. Et de ceste heure, ay depesché tout ce qu'il y falloit, tant argent que autre chose. Et s'en part a aury le marshall du Dauphiné qui lui doit mener jusques en Roussillon, ou il doit trouver le sieur du Lau. En priant Dieu, monsieur mon père, qu'il vous doint ce que desirez. Escrit aux Montils, le .xij. jour de mars. — J. de Lays. — Borré » Cette lettre est évidemment la conséquence de la conduite de l'ambassadeur milanais (voir la lettre citée a la note précédente). En juin Louis XI songeait à faire passer en Roussillon toutes les forces qu'il avait en Guyenne (lettre d'Antoine de Lau, citée chap. ix, p. 354, note 5.)

2. F. 10, p. 34, col. 2.

3. Arch. de la Cor. de Arag. *Dict. de la Dep.* t. r 1471. Il jours a .xviij. de febrer (1472).

Un cercle de fer se resserrait de plus en plus autour de la capitale. Les Catalans furent cependant assez heureux, le 4 avril, pour surprendre le camp de Jean II à Peralada. Sous le commandement du comte de Campobasso, Gaspard Cossa et Boffille de Juge¹, quatre cents cavaliers et six cents fantassins parvinrent inopinément de Castellon-de-Ampurias jusqu'à Peralada au point du jour. Le roi eut à peine le temps de se vêtir et de fuir à bride abattue jusqu'à Figueras. Les Catalans firent un grand nombre de prisonniers et un butin considérable².

Mais cet exploit ne fit que retarder les événements sans en changer le cours. Dès le 12, l'évêque Juan Margarit amenant ses gens d'armes au roi pour reprendre Peralada³. Cependant les vivres renchéérissaient d'une façon inquiétante⁴ dans la cité assiégée. Une tentative de ravitaillement, confiée à Luis Setanti, avait pitoyablement échoué⁵. Maintenant, en

1. C'est à peu près à ce moment que Boffille dut repasser les Pyrénées pour prêter main-forte à Antoine du Lau en Roussillon. (Voir la lettre d'Antoine du Lau, en date du 3 juin, ci-dessous, chap. ix, p. 254, note 5.)

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de sa Dep.*, tr. 1470, dissapte a liij. de abril — Cf. Arch. del reino de Mallorca, *Gen. Consell* (1468-1474), séances du 28 avril 1472. V. aussi, Chia, *Bando y Bandoles*, III, 133 et suiv.

3. Flta, p. 27, col. 2. La surprise de Peralada permit à Jean II de demander à ses vassaux de nouveaux sacrifices; à Majorque, il obtint un nouveau subside de 2000 florins (Arch. del reino de Mallorca, *General Consell*, 1468-1474, séances du 28 avril 1372).

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diét. de sa Dep.*, tr. 1470.

5. Lettre de René en date du 17 avril (Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, 1468-1475. « Lo rey Amals e feels consellera nostres. Reebudes havem vostres lètres de ij e de vij e de viij del present. Veem lo cart saguit a la nan de Setanti e a les altres de sa companya. les infortunes venen com a Deu pleu, ell sab perque. Devenh per tot fer gracies que son restaurades. Veem la necessitat graa que ocorre de les naus genoveses nos havem, dios ha, provehit e trames compliment de diners per conduhries e ferles venir aci lo pus prest sia possible e fem preparar lo carrech lur per forma que

effet, le port est bloqué par Bernat de Villamarí avec la flotte royale forte de vingt galères et seize naves¹. Chaque jour, le blocus devient plus étroit du côté du continent. Pedralbes succombe le 24 avril² et Montserrat le 13 mai³. Le comte de Pallas essaie, ce même jour, d'incendier le monastère de Pedralbes⁴, où le roi a établi son quartier général; il s'empêche par Sallent et San Pedor de se rendre le 29⁵. L'angoisse croît dans Barcelone. En l'absence d'une main ferme et respectée, elle engendre le désordre. C'est dans ces jours sombres que se place la scène de pugilat en conseil du palais, ce « scandale » qui fait dire à Cafont que, selon le proverbe, « le porc entre dans la cuisine⁶ ».

Entre temps, de gré ou de force, le Principat achève de se soumettre à la couronne. D. Juan d'Aragon, renforcé de Requesens, des Soler et des vassaux de Juan Margarit, opère

arribant puguem carregar encontinent e fer per aquí sa via. Vsem per semblant havia sabuda la victoria que a Nostre Senyor ha plagut dar als nostres en Amporda sobre les enemichs. Nos fem fer en avançar les coses per proseguir aquella tota diligencia possible, en manera que nos pert temps en res que fer se puxa. Tramettenvos copia de la letra que novament havem recibida del senyor ray de Ffrança per que entengens lo socors que de present nos envia. E per això no cessam gens fer nostres altres preparatoris. E així confortauvos e confortau a tot hom a ben perseverar e feu e obra per la part vostra com virtuosament haveu acostumat e es la gran confiança nostra, car en molt breu, Deu volent, haureu aquelles dites naus carregades de victualles e lo gran socors per terra. Dada en la nostra ciutat de Ays a .xvj. de abril del any mil. CCCCLXXij Rex Renatus. — Als amats e fets nostres los Consellers de la Ciutat de Barcelona. » — Voir la lettre du roi de France à laquelle il fait allusion, ci-dessus, p. 327, note 1.

1. Codina, p. 85.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. de la Dep.*, tr. 1470, divendres, a .xxiiij de abril (1472).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. de la Depul.*, tr. 1470, d.mecres, a .xij. de maig (1472).

4. *Ibid*.

5. *Ibid*, divendres, a .xxviij de maig.

6. Voir ci-dessus, *Introduction*, p. 28.

du côté de Vich et de Manresa. Ces deux places succombent successivement, la première le 5 juin¹, la seconde le 8 du même mois². Roses s'était rendue dès le 28 mars³.

Le Roussillon même s'agite. Castellon-de-Ampurias, chassant sa garnison composée de Français et d'Italiens, revient au souverain légitime le 20 juin⁴.

Ainsi le dénouement approchait. René d'Anjou et son petit-fils s'étaient transportés en Provence. Le 4 juin, Nicolas annonce d'Arles un envoi de vivres⁵. Le 20, René écrit de Marseille dans le même sens⁶. Les Angevins avaient pris, en effet, à leur solde des navires génois⁷ qui parvinrent à débarquer, le 22 juillet, quelques charges de froment dans le port de Barcelone. La ville, qui n'était vue, non

1. Arch. mun. de Manresa, *Llibre Vert*, fcs 167-171. Ce ms. contient le texte de la capitulation de Vich en treize articles. Fita en a publié une analyse dans la *Renacimiento* (1890, p. 238) et un extrait dans *Los reys d'Arago*, p. 34. On doit observer, à propos du commentaire un peu obscur de cet auteur que la date du 14 donnée par Çafont (extrait cité par le même, loc. cit.) ne contredit pas le *Llibre Vert* de Manresa, car il s'agit de la mention d'un bruit relatif à la reddition, non de la date de reddition.

2. Arch. mun. de Vich, *Llibre de Privilej*, f° 287 et suiv. La capitulation fut signée à Berga par le général aragonais, le 8 juin, et confirmée par Jean II à Peralada, le 16. Le prologue du document a été publié par le regretté José Serra y Campdelaure, *op. cit.*, p. 118.

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Diets de la Dep.*, tr. 1470, disaapte a xvij de març (1472).

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Diets de la Dep.*, tr. 1470, disaapte, a xx de juny. Le 3 juin, Antoine du Lau se croyait très solidement établi à Castellon (lettres citées ci-dessus, p. 254, note 5).

5. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1470-1475.

6. *Ibid.*, et *Cart. Com.*, año 1472, f° 98.

7. Les Génois profitèrent, pendant toute la durée du siège, des trêves commerciales, pour essayer de gagner de l'argent en transportant des vivres à Barcelone. Par représailles, les fidèles du roi d'Aragon saisissaient parfois des navires génois qui portaient des marchandises, telles que du drap. Sur un fait de ce genre et sur l'intervention du pape, voir Arch. Vat., *Armario XXXIX, Bravi*, n° 14, f° 50.

sans effroi, avec un mois de vivres à peine, se sentit en mesure de prolonger la résistance¹. Jean II, après l'enlèvement de la forte position de Montjuich, le 16 juillet², avait convoqué un nouveau Parlement avec l'espoir non déguisé de le réunir dans Barcelone. Le succès des Génois l'obligea à le proroger à Pedralbes (16 août) : le discours d'ouverture, qui nous est parvenu³, exprime avec beaucoup de force la nécessité d'un suprême effort et l'imminence de la victoire définitive. Aussi de grands armements sont-ils ordonnés dans les divers États de la monarchie⁴. Le 24 août, Barcelone est complètement bloquée. Joan Mayans, l'auteur du *Dietari*, qui a pu être envoyé en France⁵ à la faveur du débarquement des Génois, est le dernier messager adressé par le Conseil à ce suzerain de son choix, dont il réclamait de plus en plus impérieusement et de plus en plus inutilement l'aide. Impitoyable dans le choix des moyens, Jean II ordonne de dévaster méthodiquement les environs de la ville⁶.

Le 26, l'évêque d'Assise⁷ se présente au nom du cardinal Rodrigo Borgia, légat du pape⁸, avec une petite escorte

1. *Diet. del Cons.*, II, 505.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.* C'est-à-dire qu'il faut tout simplement de « bestias » les défenseurs catalans dépossédés de Montjuich. On sait que le fort de Montjuich commande Barcelone.

3. Arch. mun. de Gérone, *Man. de Ac.* — *Pièce justificative* n° 31.

4. Valence, Arch. mun., *Lettres*, XXVII (1^{er} juin et suiv.).

5. *Diet. del Cons.*, II, 506.

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, ditons a. xxvij. de août 1472.

7. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.* tr. 1470, ditons a. xxvij. de août (1472), et Fita, p. 53. Cf. lettre du bâtard de Calabre au pape, ci-dessous, p. 382, note 2. Sur le rôle de Borgia, voir les notes de Fita, p. 60. Il faut se rappeler que le futur Alexandre VI a été, par excellence, un client et une créature de la maison d'Aragon.

8. Il était officiellement envoyé en Espagne pour négocier l'octroi d'un subside en vue de l'éternel projet de croisade.

devant la porte Saint-Antoni. Les habitants refusent d'entendre ses propositions¹. Quelques jours après, dans une sortie, le prélat et ses bagages sont enlevés par les Barcelonnais et l'intervention du lieutenant général angevin est nécessaire pour assurer le respect de sa personne et de ses biens².

1. Arch. de la Cor. de Arag., Diet., loc. cit.

2. Arch. de la Cor. de Arag., Intrusor, n° 48, fo 174, lettre du bâtard de Calabre au pape. « Sanctissime et beatissime pater. Poni humiliter illi commendationem et pedum oscula benedictum. Ne aures Vestre sanctitatis alia quam veritate offendantur ex his que in reverendum tam in clericali quam in e laicali Hispania legatum ejusdem sanctitatis ac sacrosancte romane Ecclesie v co-cancellarium, super hoc gesta sunt, his mem litteris Vestre Sanctitati breviter docere cœui.

« Superioribus diebus, ipse legatus ad castro illustrissimi regis Joanne, quibus hoc civitas tanta inhumanitate dei obnoxia est, cum venisset eo consilio, ut edoctus sum, et civitatem Barchinonam introiret, ad eundem reverendum episcopum Avinionensem misit, quem ego civitatem ipse introiret eo unum quin potius, nomine meo ipsiusque civitatis, dictum fuit se iterum rediret ad muros. Tandem nil veritas idem episcopus ad eundem iterum rediret civitatem ipse et eul, in manus eorum pedibus equitumque, qui pro statu ecclesie domini regis stipendium bellum gerunt, ad incursionem in hostes incitandis, per potentes campos extra civitates effusi, forte incitit. Et uti per eos qui bellum gerunt iterum maslet, captus est una cum suis familiaribus et depredati. Veniant illico ad me consiliarii tui, jure belli eis preda ipsa spectaret. Ego autem ob eam quam tamen via gero de cœnere, erga eandem Sanctitatem inimicicam et hostiliam, que ipse reverendissimus legatus, ut comparo, adversus statum domini regis gerit, parum feci et eundem episcopum et meo quocumque libertate donare precepta sique omnium predam tibi et tuis restitui, quam quidem Vestre Sanctitatis nomine ipse episcopus missus fuerat. Quam predam omnem, etsi illico restitui non potuit (erat enim inter plures divites) jura tamen accurate percontari et, postquam pariter reperto, eidem episcopo, suis item omnibus, integre restituere.

Neque tibi sanctitas eadem persuadet me hancque item civitatem ob insolentiam ejusdem Sanctitatis reverendissimum cardinalem legatum aut reverendum episcopum ipsam in eadem non introire. Sed veritas ut quid contra statum regni hujusque civitatis rempublicam, machinatus venisset, fuit consilium uti ingrederetur et non preteriret. Nam me non laet que tanta ipse reverendissimus legatus

Ainsi le dernier espoir n'avait pas encore abandonné les assiégés : le roi de France les avait sans cesse encouragés dans la rébellion; le duc de Milan faisait aux ambassadeurs angevins de belles promesses et permettait aux Gênois de ravitailler Barcelone. Comment donc imaginer qu'ils pussent jamais laisser tomber la vaillante capitale du Principat aux mains de celui que beaucoup, sans doute, comme Çafost, appelaient encore par habitude « lo rey Joan sens fe » ? Et c'est fort de cette confiance que l'on se refusait à écouter les objurgations d'un légat porteur de la médiation pontificale. Ce que les assiégés ne savaient pas, ce qu'ils ne pouvaient pas savoir, c'est que Louis XI n'avait plus la faculté, n'avait même peut-être plus le désir de secourir

pro ipsius regis Johannis statu constatur juvenimenum neque parti vehementer favet re et consilio, quod potest. Neque igitur quanto constet eo, que pro statu regio illic tractabantur, temporibus preteritis impedit. Que omnia singulariter vestre Sanctitati scribere, si litteras meas longiusculas eidem non molestas existimaremus.

« Hinc itaque alii suspectis, ego consularique hujus civitates, ut conservari sit, die nocteque curasse laboramus, .. neque eundem episcopum neque ipsam legatum reverendissimum intromittendos recipiendos putavimus.

« Hoc breviter quo tanta reduci potuit, scripsi, em. Sanctitati Vestre humiliter quo possumus supplico, ut si aliter res quam gesta est ad auxilio vestre Sanctitatis pertraherent, que non ut impedientes, sed eam ab oïle defendere volentes, fecimus. Alias que ego hancque civitas fecit, accipiat digneturque in huc que justa sunt statum regium remque publicam civitatis hujus, que tanto maxime hinc temporibus inopia, fame et alia misericordia digna oppressa est, per quam commissa habere que ad omnia vestre Sanctitatis precepta est paratissima quam Deus omnipotens ad regnum hancque romane Ecclesie diu conservare dignetur Datum Barchinone decimo septimo die mensis septembris, anno a nativitate domini Millesimo CCC LX XII^{to} K. V. S. Humilissimus filius et devotus Johannes de Aragonia et de Cathabria in regnis Aragonum, etc., ac in Cathabronia locumtenens generalis serenissimum dominum regem predictum. — Jehan B. — Sanctissimo ac beatissimo domino nostro pape » — Il est certain que Jean II et Borgia entendaient à merveille. Jean Bostor, dans une lettre au chapitre de Gérone, déclare savoir que la plus grande partie de la décime levée par Borgia sera mise à la disposition de Jean II. (Gérone, Cathédrale, *Recol. Capit.*, 1462-1473, f° 206.)

efficacement le prétendant angevin; ce qu'ils savaient moins encore, c'est que Sforza était gagné à la cause aragonaise et que René était sa dupe.

Le roi de France était alors aux prises avec les difficultés d'une de ces crises périodiques qui provoquaient, chaque deux ou trois ans, les à-coups de sa politique autoritaire et envahissante : cette fois, la crise était particulièrement grave, car elle se compliquait de tous les embarras extérieurs¹. Tandis que Jean V d'Armagnac tenait en échec, devant Lectoure, une grande armée royale, le 22 juin 1472, à la suite d'un manifeste violent à propos de la mort de Charles de France, Charles le Téméraire avait rouvert les hostilités. Dans un pareil moment, il ne pouvait être question d'envoyer des troupes françaises au secours de Barcelone. Mais Louis XI eût-il été en mesure de détacher quelques-uns de ses capitaines, sans doute il les eût envoyés ailleurs que de l'autre côté des Pyrénées. Une grande froideur se manifeste, en effet, à cette époque critique, entre la cour de France et l'héritier de Jean de Calabre. Jamais l'appui prêté aux Angevins n'avait été désintéressé². Jamais la reconnaissance du Roussillon et de la Cerdagne et l'installation en Catalogne d'une dynastie apparentée à la couronne n'avait tenté Louis XI. En appuyant René, il n'avait pas entendu rentrer dans la voie qu'il avait refusé de suivre en abandonnant D. Pedro. En 1472, Louis XI reproche avec humeur aux Catalans leurs défaites : la faute n'en est-elle point aux patriotes inconsidérés qui n'ont pas voulu confier à des mains françaises les places conquises³? Nous avons

1. Sur les mille embarras de Louis XI à cette époque, voir Legnay, II, 85.

2. Vaesen, IV, 169 et note 2. Cf. Lecoy de la Marche, I, 375, à propos de l'affaire de la galère *Notre-Dame-Saint-Martin*.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, años 1470-1475, Amboise, 6 février 1472, imp. dans F. Pasquier, p. 30.

retenu ce fait curieux que Dunois, en 1469, a exigé de Gérone une capitulation au nom du roi de France¹. Nous nous souvenons aussi que, d'après Ferdinand de Naples, Jean de Calabre affectait d'agir au nom de ce même roi². Fait plus concluant encore : l'idée de mettre la main sur Barcelone survivra, nous le verrons, à l'expulsion du dernier représentant de la maison angevine. Ainsi, le but n'a jamais varié : c'est encore, c'est toujours, en 1472 comme en 1463, la Catalogne française. Comment Louis XI entendait-il faire servir les Angevins à la réalisation de ce rêve ambitieux et égoïste, qui perpétuellement se détache au fond de la scène, malgré les changements de décor ? Ici l'on est réduit aux conjectures. Que les prétentions angevines aient été pour Louis XI un moyen d'arriver à ses fins, c'est ce qui se dégage de la trame historique avec la dernière évidence ; mais de quelle façon pensait-il user du moyen, c'est ce qui ne laisse pas de demeurer douteux. Peut-être, si l'on tient compte de la connexion qui reliait aux yeux de tous, aux yeux de Louis XI lui-même, la question de Catalogne et la question de Naples³, sera-t-on conduit à admettre qu'il avait échafaudé une construction hardie : celle qui eût consisté à asseoir d'abord les Angevins à Barcelone, puis à les installer à Naples, en faisant payer son concours diplomatique et militaire en Italie par la cession de tous les droits sur le Principat. A coup sûr, cette hypothèse ne ressort d'aucun des documents dont je dispose avec la force d'une vérité démontrée ; mais, avec elle, l'ensemble des documents et des

1. Voir ci-dessus, p. 298.

2. Voir ci-dessus, p. 302, note 1.

3. Dès le début de l'intervention angevine en Catalogne, on avait eu conscience en Italie que Naples était indirectement visée. (Lettre du légat, de Bologne, au duc de Milan, 8 mai 1467, Trinchera, I, xxxix.) En 1471, René parle à Sforza de « la recuperacione del nostro reame de Sicilia » (Milan, Arch. di Stato, *Pol. St., Francia*, lettre du 10 octobre). On ne pouvait se montrer plus malavisé.

faits paraît s'accorder mieux qu'avec aucune autre. On comprendrait alors sous quel angle la question catalane apparut, depuis 1466, à l'universalité des diplomates italiens; on comprendrait pourquoi Jean II fut écouté à Milan, quand il représenta la politique de René au delà des Pyrénées comme un danger permanent pour les États situés au delà des Alpes; on comprendrait enfin pourquoi l'inopportune déclaration du roi de France à Donato fut l'écueil où vinrent se briser les espérances angevines¹. La combinaison est, il faut l'avouer, d'une hardiesse de conception qui touche à la fantaisie. Cette fantaisie serait invraisemblable sous un autre règne; mais elle constitue une vraisemblance de plus aux yeux de qui connaît le faible de Louis XI pour les solutions les plus imprévues et les plus compliquées. Quoi qu'il en soit, la formation de la ligue vénéto-napolitaine, dont nous avons vu nettement l'origine, eut pour résultat de fermer aux Angevins les portes de l'Italie. C'est alors que Louis XI, craignant pour sa propre influence, essaya de revenir en arrière en rassurant Milan et Naples². Ni Sforza ni Ferdinand ne parurent être sensibles à cette sorte de rétractation; mais une défiance croissante se glissa entre Nicolas de Calabre et le roi. Bien que fiancé depuis son enfance la plus tendre à Anne de France, bien qu'ayant touché la dot de cette princesse par anticipation, Nicolas brigue la main de Marie de Bourgogne³, et, pour accentuer encore son revirement, le 15 mai 1472, il signe avec Charles le Téméraire un accord⁴, qui ne pouvait être considéré par Louis XI que comme un véritable acte de défection. Ainsi s'explique l'indifférence

1. A cet égard, la conférence tenue le 8 mars 1472 entre Louis XI et l'ambassadeur milanais est extrêmement significative. (B. N., F. ital. 1699, f° 814. *Pièce justificative* n° 39.)

2. P. Perret, I, 576.

3. Comines, éd. Dupont, I, 274. Cf., sur ces avances à la Bourgogne, Langlet-Dufr., II, 201.

4. Langlet-Dufr., III, 489 et suiv.

observée par le roi de France, à la fin de 1472, à l'égard de la cause angevine : nous savons ce que pouvait sur lui le dépit.

Restait Galeas Sforza. Conscient de l'importance du rôle qu'assumerait le duc de Milan, Jean II s'était fait un devoir de le circonvenir avec un soin jaloux. Au demeurant, les préférences du duc entre le roi d'Aragon et son compétiteur n'étaient pas plus douteuses que son intérêt; mais il avait à cœur de ne pas mécontenter Louis XI, et, jusqu'au second semestre de 1472, Louis XI affectait de se solidariser entièrement avec les Angevins. De là, pour Galéas, une situation fort délicate. Il avait su résoudre la difficulté avec beaucoup de finesse, en ne suivant que d'assez loin l'évolution de Ferdinand de Naples, et en amusant René, afin d'attendre un moment propice pour se découvrir. René s'était laissé prendre à ce manège. Pendant qu'il écoutait avec une complaisance exempte de malice les propos flatteurs du duc de Milan, Louis XI, mécontent de Nicolas, retirait sa main de plus en plus. A Boffile avait succédé Hector Scaglione : Galéas le reçut à merveille et, le lendemain du jour où les Génois ravitaillaient Barcelone, le 23 juillet, il renvoya à René son émissaire avec de bonnes paroles¹. Le 6 septembre, c'est au tour de Galeas d'envoyer un émissaire à René : il choisit Jean Pierre Panicharola, auquel il confie une courte lettre de créance²; mais, bientôt après, une lettre était écrite aux

1. Milan. Arch. di Stato, *Let. missive*, CXI, f° 44 « Intelleximus studiosè que nomine Majestatis Vestre nobis vir Hector Schaglionus, orator vester, narravit nobis accuratè et prudenter, quem libenti animo vidimus, et ei que nunc occurrebant respondimus. Cujus nunc rediuntis ad Majestatem Vestram relationi nosmet ipsos remittimus. Gonzaga, die xxlij jului. »

2. Milan. Arch. di Stato, *Let. miss.*, CXI, f° 48 « Domino Renato, etc. Mittimus ad Majestatem Vestram nobiscum Johannem-Petrum Paulgarolam, familiarem nostrum, cui nonnulla commissimus eidem nomine nostro referenda. Itaque illam rogamus ut ipse Johannes-Petri

patrons génois qui déjà avaient charge dans le port de Marseille et s'appretaient à lever l'ancre pour forcer encore une fois le blocus de Barcelone. La lettre ducale enjoignait aux patrons de décharger en toute hâte et de faire immédiatement voile pour Gênes, où le duc avait besoin d'eux. Ainsi profitant de l'instant où Louis XI se détournait visiblement de la cause angevine, Galéas jetait brusquement le masque. René s'avoua mystifié, et l'agent catalan, Carbo, en donna traitement l'avis au Sage Conseil, dans sa dépêche du 18 septembre¹. Le 21, l'évêque de Vich écrit de Marsi le qu'il appartient au Conseil de s'inspirer des nécessités de l'heure². Le 3 octobre, une nouvelle dépêche de Carbo déclare qu'il faut renoncer à tout secours de la part de la France³.

La Révolution, conformément à la loi ordinaire, devient

relacions d'hom prestans volit Data Papie, dia vj. septembria, de la
lour m. = Cette lettre est visée dans la dépêche ci-dessous de Carbo.

1. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, año 1473, f. 120. s ... E apres
los derauntadits ab nosaltres apartats en una capella de la Esglesia del
Carme, per dit gran seneschal nos fou dit com la Magestat del senyor
rey havia fet pendre hui en coridor del duch de Vila, e que li havien
terbadas dues lletres e unas instruccions la una letra, dirigida a la
Magestat del senyor rey, notaria de ma del duch de M la, feta a vj
de setembre, l'autre als patrons. Las instruccions contenien que Mac
e nos primer als patrons e quels los comendavem que no promes-
sem pus cosa, nos al havien negun temps servit, ho restituïssim, e
s'en anassen en Jenova, e apres anas al dit senyor rey nostre e li
explicas que lo dit duch, per seguretat de son Estat, no li ere possible
los mais aliguessen pus a nos, sino que s'en tornassen a Jenova.
Per sa Magestat nos fou dit en efecio lo quens era stat dit per lo dit
senyor seneschal «altres ab molta compacio dient stava molt enma-
revellat del dit duch de Vila, qui era l'avis *brufat*. = Ce dernier mot
est bien le mot de la situation. Les Génois subirent d'at leurs bientôt
des vexations en Provence. Le 5 décembre 1473, Galéas fut obligé
d'écrire à René une lettre énergique de protestation pour réclamer
le respect des lois commerciales. (Milan, Arch. d. l. Stat. Inv. mss.,
CXI, f. 378.)

2. Arch. mun. de Barcelone, *Cart. Com.*, año 1473, f. 123. *Papeja
justificativa* n.º 32.

3. *Ibid.*, f. 123.

d'autant plus défiante que la situation est plus compromise. Pallas, l'infatigable artisan de la résistance, devient suspect; on l'accuse de connivence avec le roi, dont il a été l'ennemi le plus acharné; on le surveille¹, on l'emprisonne², et il sort en fugitif, à la dérobée, avec quelques amis personnels, de cette ville qui, tant de fois, a fait appel à son talent³.

Le 6 octobre, les nouvelles de Provence arrivèrent à Barcelone. Le voile se déchira; les dernières espérances s'évanouirent. La ville n'avait de froment que pour huit jours⁴; depuis trois semaines, on avait dû inaugurer le régime des rations⁵; on mangeait du pain fait de blé mélangé de fèves. Dès le 6, les premiers pourparlers en vue de la capitulation furent entamés⁶. Le 8, Luis Setant, premier conseiller, assemble le Conseil Ordinaire à cinq heures de l'après-midi. Il fit un exposé complet de la situation, insistant sur le rappel des Genoïs par le duc de Milan, sur l'insuffisance de quelques « baleners » de corsaires pour ravitailler efficacement une ville aussi populeuse⁷, sur l'avis même du bâtard de Calabre, qui déclarait que la Cité avait donné assez des preuves d'endurance et de fidélité. L'orateur ajouta qu'il avait fait sonder indirectement Jean II sur l'accueil qu'il ferait à une offre de capitulation, dont la base serait

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, diuenge a .xij de setembre.

2. Arch. mun. de Barcel., *Delib.*, III, fo. 90-91

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, diuons a .xxij. de setembre.

4. *Diet. del Cons.*, II, 503.

5. *Ibid.*

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, diuons a .viij de octubre, et *Diet. del Cons.*, II, 503

7. Un corsaire florentin avait réussi à tromper la surveillance de Bernat de Vilamari et à décharger quelques vivres. (Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, diuendres a .xvij. de setembre (1472), *ballener*.)

l'ammortie totale pour tous les faits survenus depuis l'arrestation de D. Carlos, et que Jean II avait laissé paraître l'intention d'user envers la ville de la plus grande condescendance. Le Conseil ordinaire vota le principe d'entamer sur-le-champ des négociations officielles avec le roi d'Aragon et nomma une commission de douze membres pour s'occuper spécialement de l'affaire¹. Gaspar Ferrer, confesseur du roi, s'était

1 Arch. mun. de Barcel., *Delib. J. Bruja*, reg. III, f. 98. « Dijous a viij. de octubre del any M.cccc.lxxxij., ajuntats los honorables consellers encapçats ab la major part del Consell (ordinari de xxxij. e la major part d'aquell en lo apartament appellat de Tranta de la casa de la ciutat de Barcelona, aqui per lo honorable mossen Lluís Sitaut en nom seu e de los honorables consellers companyats seus, com per lo correcte qui ell e les dits honorables consellers han en present any lo regiment d'aquesta ciutat conven que noujues al present consell tots los fets qui occorren, e aguantant a aquells, en losquals va tota la conservacio e total restauracio de aquesta casa publica. E per ço volen ella d los consellers que lo present consell sapia que aquesta ciutat sta en gran congoixa de victualles, per conflictes seus que los nous, ab losquals se operava anar parades victualles, no venen, mas no son parades per unament del dach de M^{tes} de Marcella, tirant la via de Jeneva. E per ço ja sta en dign que alguns han encara son carregats per venir aci, atipats, ab la gran necessitat en que aquesta ciutat sta, no se potra sperar aquelles mes avant, maxime que sol per ells diligents streuen (sic) el arriba de les victualles de aquesta ciutat, e per tant ella, consellers, d'uns coses han denunciades al Illustrissim senyor, per loqual es sta enviamant e virtuosos respones, que ell ha vist los actes de aquesta ciutat e lo molt amor e fermenat d'aquella, per aqueus es dignament merescolor que als lluyades de tots inconvenients contraris, losquals quant infests li stan, propagats, si per la molta fretura que té de victualles ha venir a mans de son inimich, si dorch no es sta, provehi. Es stade dadm obra que certa persona flabie e de bona consideracio ha parlat per enderectum ab lo rey Johan temptant a quel certa se voluntat vers aquesta ciutat e los ciutadans e poblats en aquella, ço es en bon tractar aquella e servir lliure libertate e remetre tots los fets presents e subsegüents per causa de la detracio del Mestre don Karles, principal de molta recordacio, Nos la present jornada, per loqual es sta respectat se voluntat eines de los tot ço e quant la ciutat vulla volent que aquella provei tot ayo e quant vore, car ell es prest atorgar e ferlo tot. E per aquesta causa, ella, consellers, han convocat lo present consell, afi en per aquel delibereu al norm fets alguns com altre

entendus entre la Révolution et la couronne¹. C'est lui qu'on chargea de notifier au souverain la décision du Conseil Ordinaire, puis aux Barcelonais l'acceptation officielle du roi. Le même jour, à minuit, le Conseil des Cent se réunit, à son tour, en séance plénière et vota le retour à l'obéissance royale². Le lendemain 9, le Comité des Douze et le Conseil Ordinaire, réunis avec les avocats de la Cité, procédèrent à la rédaction d'un projet de capitulation. Gaspar Ferreres transmit ce projet au roi, qui l'annula de sa main et le renvoya, le 10, avec une lettre datée de Pedralbes, qui ouvre la série des missives émanées de la cour d'Aragon dans la collection des *Cartas Reales*³ conservées aux archives de la Cité.

dits affers, atress la somma necessitat en que la present ciutat es de vitualles. »

1. *Diet. del Cons*, II, 508 : « Aquest dia, a les .v. hores apres mig jorn, se tingué consell de .xxxij, en loqual consell se publicà certà capitulacio feta entre lo rey don Johan et la ciutat de Barcelona, la qual capitulacio ses manejada per mitja de mossen Gaspar Ferreres, prevera de bona e santa vida e confessa de dlt rey. »

2. *Diet. de la Dep.*, et *Diet del Cons*, II, 508.

3. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Real*, 1469-1475. « Lo Rey Amats nostres. Lo pare mossen Gaspar es a nos tornat e havem fet apuntament ab ell sobre les coses contingudes en los capitols que ha portats, en losquals, per respecte del servici del Nostre Senyor Deus e benefici e repos de vosaltres e aquesta ciutat et patria, havem fixat tant com honestament nos es possible, segons poren verre per les respostes e decretacions que a nosch dels dits capitols fet havem. E aquells son ports. Veritat es que, essent nostre desig e intencio axi com es, atendre a la inviolable observacio de ses coses que per nos vos seran atorgades e firmades havem molt conferit ensemps, sobre lo contingut dins los llibres e deu capitols, affi de comportar las cosas a tot servey de l'Deu et benefici de la terra. E si solament toqués als interessos nostres, aquells de molt bona voluntat oblidariem, e oblidarem, per fer degut offici, no sols de rey e senyor, mas encara de pare. Pero, considerant que lo dit interès toquen a alguns, si axi en universalitat se l'argués atorgar, no seria, sino veuch de pau, concordia e repos, ardir novelles turbacions e diferencies, e, per ço, puix en aço se tracta de tant universal benefici, deuse molt atendre que, procurant lo be a una part, no segueixca lo contrari per altre, havem, per ço.

Le Conseil Ordinaire, sur la proposition du Comité des Douze, désigna immédiatement deux plénipotentiaires pour présenter les articles amendés au roi et en discuter avec lui les termes : ce furent le premier conseiller, Lluís Setantí, et le quatrième, Joan Mathes. Tous deux se dirigèrent, le lundi 12, à neuf heures du matin, vers la chapelle Notre-Dame-de-Jésus, où s'était aussi rendu le roi. Jean II les reçut dans la sacristie, en présence de son confesseur et du secrétaire Joan Coloma. La conférence de Notre-Dame-de-Jésus dura de midi à cinq heures ; puis le roi regagna Pedralbes, tandis que les deux conseillers rentraient dans la ville. Ils repartirent pour Pedralbes le lendemain matin, à huit heures. Trois capitaines, avec une escorte, vinrent à leur rencontre à la « Creu d'en Bergualló », pour les conduire au quartier général, toujours établi au monastère. Le roi retint les plénipotentiaires à sa table et ils poursuivirent l'exécution de leur mandat jusqu'au surlendemain, jeudi. Ce fut dans la nuit du jeudi au vendredi que le Conseil Ordinaire approuva la capitulation. Le vendredi matin, vers huit heures, les cinq conseillers accompagnés de Miquel Abelle, notaire et sous-syndic de la Cité, se présentèrent au palais royal¹ et le sous-syndic donna lecture au bâtard de Catalogne d'une cédula en vertu de laquelle la C. te « retirait la fidélité prêtée au roi, son grand-père² ». Aussitôt après avoir

pensent que seria molt bon expedient, per fugir a tota manera de dilacions, e per prestament condacar les coses a conclusio, que deputarem algunes persones, en lo nombre que volguessen e nos per semblant deputarem altres, les quals irien hon volreu, e ab la mija e intervencio del dit pare mossen Gaspar, molt facilment e presta se pendra. Deu volent, tal apuntament sobre lesdits capitols, que sera total direccio de les fahenes cohorrents segons mes diffusament sabres per relacio del di. mossen Gaspar, el qual vulliu creure cum a la persona, nostra. »

1 Il s'agit du palais situé en face de la cathédrale, où sont aujourd'hui les Archives d'Aragon.

2 *Dict. del Cons.*, II, 508. L'auteur donne une relation très détaillée

accompli cette sorte de cérémonie de desaveu, Luis Setantí et Joan Matheu se détachèrent du groupe de leurs collègues et accoururent chez Setantí. Devant leur porte, leurs montures attendaient, toutes sellées. Ils se mirent en hâte à cheval, firent ouvrir le « Portal Nou » et piquèrent des deux vers Pedralbes, où ils mirent pied à terre à midi. Sur le champ, ils entrèrent en conférence avec le roi, dans son cabinet. Vers quatre heures, le prieur du monastère reçut l'ordre d'apporter les Évangiles, et le roi jura sur les livres saints les articles de la capitulation, dont la forme définitive venait d'être arrêtée. Plusieurs grands personnages de la cour : le comte de Prades, un seigneur sicilien, le comte de Goltzaco, l'abbé de Poblet, D. Matheu de Moncada, l'évêque de Gérone, D. Anthon de Cardona étaient présents, ainsi que le vice chancelier Joan Pagés. Le serment prêté, le roi sortit de son cabinet et vint dans la grande salle. Devant les fenêtres, une foule de Barcelonnais se pressait, venue pour baiser la main au roi et lui faire révérence. Pendant que le défilé

des événements qui précèdent la Restauration. La dernière lettre du Conseil à René est du 15 octobre. C'est une lettre de créance pour le notaire Joan Fogassot (Arch. mun. de Barcel., *Let. cit.*, J. Brujo, reg. I), en voici le texte. « Al molt alt e molt excellent senyer, lo senyor rey. Molt alt e excellent senyor Per la molta congoixa que aquesta ciutat té de haver victualles e molta speranza deesser subvengudas per viatge de baleners lesquels son estats viats, segons per de molta, no gosants entrar, per duple de la vostra armada, en deliberat trametre a la Majestat Vostra en Johan Fogassot, notari, plenament laformat de les coses que son necessaries. » — Ainsi la flotte angevine était maintenant une gêne pour les Barcelonnais. Au moment où, pour la dernière fois, le Sage Conseil appelle René son roi et seigneur, il lui demande comme dernière faveur le retrait de ses forces navales. Le lendemain, René n'était plus, pour les Catalans, qu'un prince étranger. — Comme plusieurs notaires barcelonnais, Anthon de Vallmanys notamment, comme le scribe Jacme Cafont, Joan Fogassot était un poète éminent. Ses œuvres principales ont un intérêt historique, car elles portent pour titres *Remans sobre la presa e la detenció del illustrissim senyor don Karles el Obra sobre la liberació del senyor primogenit*. Cf. Denk, *op. cit.*, pp. 304-316.

continuant, les deux conseillers, après avoir pris congé, rentrèrent dans la ville qui fut brillamment illuminée en signe de réjouissance¹.

Parmi les lettres de félicitations que Jean II reçut à l'occasion de sa restauration dans la capitale du Principat, il en est une qui mérite une mention particulière, parce qu'elle dépasse la portée d'une simple poussée internationale, celle de Galcas Sforza². La Cité de Barcelone reçut aussi de nombreuses félicitations³. Toutes les villes encore hésitantes adhérèrent⁴. Joan Mayans accueillit la pacification avec un réel enthousiasme⁵.

1. *Dist. del Cons.*, loc. cit. Jean II s'empresse d'annoncer à son fidèle chapitre de Gérone sa restauration. (Gérone, Cathédrale, *Recol. Capit.*, 1462-1473, p. 198.)

2. Milan Arch. di Stato, *Let. Med.*, CXI, p. 116. « Domini Johanni, regi Aragonum. Et vetus nosura antecessorumque nostrorum bellio-jenia cum Majestate Vestra, serenissimo rex, et archiducis magnifico conjunctio cuiusque vis amicitie que inter nos et parentibus nostris et excellentissimum Ferdinandum regem intercessit, facit ut recuperationem urbis Harchinone, quam per litteras vestras intelleximus, eximio iucundissimisque loco muneris acceperimus, quod opulentiam istam longo bello petitam urbem magnisque laboribus depugantem, eis demum, secundis faventibus auspiciis, fortitudine regia constantia, virtute recuperaverit, recuperatque integra jam victricem cum munera sua laude preceps niteretur. Habemus autem et Deo optime et virtuti vestre, preclarissime rex, ingentem gratiam, propterea quod istiusmodi gloria, una cum Excellentie Vestre, et ipsa nos ob nostram affinitatem, participes affectu sumus, nequidem nihil in nostram fortunam conjunctum in accedit affinitatem, quod non eque ad utriusque ejus generis naturali quodam lege pertinet. Accedit ad id cuiusque totius regni vestri commoditas et firmitas, tranquillitas civium, ornamentum Prince patris, quod ex hac una victoria Majestati Vestre nobisque est comparatum. Et quo facile admodum est cognita, non parum esse rei vestre factum acclamationis et amicis affinitatibus, eo se hinc plus leticie volapluantia perceptum, quo longius id ipsum atque avidius expectarunt. Itaque rursus Majestati Vestre per felicis iste communique successum gratulamur, ne pro eo quod optime restitue eos munus per litteras impertiret gratias agimus habemusque singulares. Datum Viglevani, die xj. decembris 1472. »

3. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Recol.*, 1470-1475, et *Cart. Com.*, 1472.

4. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, 1472, p. 198 et suiv.

5. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, 1472, p. 133.

La capitulation accordée à Barcelone était, en effet, aussi favorable que possible. Renonçant à toute vengeance, Jean II, vainqueur, avait signé à peu près tout ce qu'on avait voulu. Non seulement il pardonnait, mais encore il approuvait tout ce qui s'était fait depuis l'arrestation du prince de Viane¹. La seule victime était le comte de Pallas, mal défendu par la Cité, qui l'avait décrété d'accusation, et excepté de l'amnistie par le roi, qui lui tenait rigueur de son parjure². Tous les privilèges de la Cité et de ses habitants, présents ou absents, étaient confirmés; les intérêts des officiers angevins furent garantis et le bâtard de Calabre obtint un sauf-conduit pour quitter paisiblement le pays avec tous les siens; les députés révolutionnaires ne furent même pas exclus de leur charge : l'on se contenta d'opérer une fusion entre la Députation royale et la Députation barcelonaise, et l'on eut provisoirement un Général exceptionnel de douze membres³.

Dans l'après-midi du 17 octobre, Jean II fit dans la capitale du Principat une entrée solennelle au milieu des acclamations d'une multitude en délire⁴. Partout, la capitulation avait causé une véritable sensation de soulagement⁵. Les vaincus eux-mêmes étaient étonnés de tant de mansuétude. L'intervention seule de Gaspar Ferreres, « prêtre de bonne et sainte vie »⁶, empêchait d'y voir une faiblesse et

1. *Dict. del Cons.*, II, 514, *Appendix* (texte *in extenso* de la capitulation).

2. A. de Bofarull, *Hist.*, VI, 203.

3. *Ibid.*

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Dict. des Dep.*, t. 1470, dimanche, « xvij. de setembre (1472). — Gonzalo de Santa Maria (éd. Poz y Mella, pp. 266-267) raconte que le roi de Naples fut émerveillé d'une telle confiance, après une si longue et si grave révolution.

5. *Dict. del Cons.*, II, 605 (récit très détaillé).

6. Voir, ci-dessus, p. 341, n. 1.

donnait à ces conditions si douces, après une lutte si rude, la couleur d'une œuvre p.e.¹.

En réalité, Jean II ne cédait point à des considérations humanitaires, il obéissait à un profond calcul. La raison d'État seule le faisait agir. Il avait eu l'intelligence assez haute pour discerner où était son intérêt véritable; il avait eu au même temps, ce qui est peut-être plus rare, la force d'âme nécessaire pour imposer silence à tous les ressentiments et à toutes les convoitises. Dans les circonstances présentes, la modération était, en effet, la suprême habileté, et c'est pourquoi il oubliait volontairement le passé sans arrière-pensée aucune. En épargnant à la Catalogne les réactions violentes qui, si souvent, suivent les révolutions et en préparant de terribles retours, en accomplissant une œuvre de pacification et non une œuvre de répression, la

1. Un texte qui ne manque point d'intérêt au point de vue des sentiments professés à Barcelone à l'égard de la maison d'Aragon, au lendemain de la capitulation, a été publié par M. Alfred Morel-Fatio (*Romania* XI, 323 et suiv.). C'est un poème écrit en castillien par un Catalan, dont la langue incorrecte trahit l'origine et consacré à la louange de Ferdinand le Catholique. Pour ma part, je n'hésite pas une minute à rapporter ce poème à l'entrée faite par ce prince le lundi 30 mai 1473 (il s'agit bien de celle du 30 juillet suivant (*Dict. des Lang.*, II, 614), l'auteur n'en a pas manqué de parler de l'exploit accompli en Roussillon par celui auquel il s'adressait. De plus, les termes de plusieurs passages impliquent d'une façon incontestable, à mon sens, qu'il s'agit du premier séjour fait par le prince dans la Cité postérieurement à la pacification complète du Principat. On doit même voir, dans telle strophe, une allusion voilée à la lutte soutenue alors contre l'étranger par Jean II, circonstance douloureuse, sur laquelle le panégyriste n'a garde d'insister. Quant au poète, il ne se nomme point, mais il y a bien des chances pour que ce soit ce François Vidal, que Ferdinand recommande, le 8 juin, au chapitre de Gérone comme « *poeta suus* » (Fatio p. 80, col. 1). La recommandation n'apparaît-elle point précisément comme la récompense naturelle des vers dédiés quelques jours plus tôt? Il n'est pas jusqu'au peu de notoriété du personnage qui ne s'accorde à merveille avec la maladresse de la versification et la pauvreté tant du style que des idées, qui frappe dans le poème.

capitulation de 1472 ne mettait pas seulement un terme à une crise longue et douloureuse; elle attachait du même coup, pour de longues années, le Principat et la Cité à la maison d'Aragon : cet attachement fut une des forces de l'Espagne unifiée sous le sceptre de Ferdinand, un des facteurs — et non le moindre — de la grandeur espagnole à l'extrême fin du quinzisième et dans la première moitié du seizième siècle.

CHAPITRE IX.

La Revanche de Jean II

Le règlement de la question du Roussillon était le corollaire indispensable de la pacification de Catalogne. Il était conçu comme tel à la fois par la couronne et par les Catalans. Ceux-ci avaient toujours vu dans l'occupation étrangère des Comtés une violation des liens indissolubles qui unissaient ces territoires au Principat, une usurpation violente qu'il fallait se résigner provisoirement à subir, mais qui ne pouvait attendre les droits imprescriptibles inscrits dans la Charte de reunion de Majorque à l'Aragon, et ne saurait demeurer impunie.

Le 15 août 1463, pendant que négocie la grande ambassade envoyée en France, le Général affirme ses sentiments invariables en nommant à Perpignan un député local¹. Jean II, nous l'avons vu, avait prudemment réservé, dès le premier jour, sa souveraineté intacte en nommant Louis XI son lieutenant général². Depuis, il s'était interdit toute revendication inutile, qu'il eût été impuissant à faire triom-

1. Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1464, diluns a .xv de agost (1462). Comme second indice de la même arrière-pensée, on se rappelle que D. Pedro avait renoncé au titre de comte de Roussillon « contre l'opinion de tout son conseil » (Voir ci-dessus, p. 244.) Cette unanimité est significative.

2. Voir, ci-dessus, p. 178.

pher, et qui n'eût servi qu'à compromettre la réalisation future de son secret espoir. Mais jamais il n'avait cessé de prendre dans ses actes, avec un soin jaloux, le titre de « Comte de Roussillon et de Cerdagne » : protestation longtemps platonique en apparence, mais dont Louis XI devait être dupe, car elle contenait une menace perpétuelle d'autant plus dangereuse, au fond, que son auteur attendait patiemment, pour la mettre à exécution, l'heure propice. En apprenant l'entrée du souverain dans Barcelone, les chanoines de Gérone pensent tout de suite à la situation du Roussillon¹. Le 21 octobre, quatre jours après sa restauration, le roi reçoit le serment de fidélité du Conseil des Cent et, séance tenante, leur demande de désigner leurs syndics pour les Cortes qui vont être convoquées en vue de reconquérir le Roussillon et la Cerdagne².

La « délivrance » des Comtés était donc, on peut le dire, aux yeux de la Cour d'Aragon et du Principat tout entier, une de ces revanches nationales et nécessaires qui s'imposent aux esprits et sur lesquelles l'accord unanime est fait d'avance. D'ailleurs, en passant les Pyrénées, Jean II n'allait pas seulement rétablir l'intégrité de sa monarchie, il allait achever l'œuvre si brillamment commencée de sa réhabilitation, en faisant admirer son courage³ après avoir fait admirer sa clémence.

Aussi bien, la tâche était-elle singulièrement facilitée par la situation de l'Europe occidentale et par la complicité des habitants des Comtés eux-mêmes.

Louis XI avait commis une triple faute : en premier lieu,

1. 18 octobre : « (Notum s. l. quod) .. civitas devenerat ad obedienciam regie Celsitudinis... et speramus in brevi quod recuperatus sit terram Rossilionis. » (Fita, p. 40, col. 2.)

2. *Dist. del Cons.*, II, 509-510. Les Comtés figurent comme terres du roi dans le texte même de la Capitulation. (*Ibid.*, 500.)

3. A. de Bofarull, *Hist.*, VI, 221, justifie ce point de vue.

il avait dédaigné de légitimer sa domination, en imposant à l'Aragon un acte de renonciation formelle¹; en second lieu, il avait mis aveuglément sa confiance dans des agents dont il eût dû soupçonner les préférences pour son rival; enfin une administration déplorable, aggravée par une politique d'une mobilité extrême, porta au paroxysme l'aversion que les Roussillonnais avaient vouée à l'envahisseur, au point de donner à cette aversion les proportions d'une véritable haine nationale.

Sous la domination française, Charles et Bérenger d'Oms conservèrent leurs châtellenies; Bernard d'Oms fut gouverneur de Roussillon. Or, la famille d'Oms pouvait faire sincèrement cause commune avec le roi de France en tant qu'allié de l'Aragon, mais son attitude risquait fort d'être bien différente, si, quelque jour, le conflit éclatait entre l'Aragon et la France. Ce jour-là, les membres de cette famille seraient puissamment sollicités de revenir à la dynastie dont ils étaient, depuis plusieurs générations, les dévoués serviteurs. Le 14 août 1462, Louis XI semble, tout d'un coup, soupçonner l'imprudence qu'il peut y avoir à laisser les châteaux aux mains de Charles et de Bérenger²; mais cet éclair de raison dure peu : après la campagne du duc de Nemours, non seulement il laisse les châteaux aux châtellains aragonais, mais il donne le gouvernement des Comtès à Bernard d'Oms. Il y a plus : en 1467, après une assez longue absence, ce même Bernard est réintégré dans ses fonctions de gouverneur³. Déjà, Louis XI avait déserté, à la face

1 C'est l'équivoque qu'a fort bien vue Lafonta (*Hist. gen. de Esp.*, VIII, 413). Aussi Jean II pouvait-il dire en propres termes, comme on l'a vu, aux Cortes de Monzon, que le roi de France a usurpé le Roussillon et la Catalogne. Quant au traité de Bayonne, il ne peut être invoqué par Louis, qui, en 1466, l'a dénoncé. Il ne saurait donc être question ici de mauvaise foi de la part de Jean II.

2. Vaesen, II, 139.

3. Comme circonstance aggravante, on peut encore noter que Ber-

de l'Europe entière, la cause de Jean II pour celle de Jean de Calabre. De gaieté de cœur, alors qu'il rompart lui-même délibérément avec son allié de Bayonne, il laissait au chef de l'une des principales maisons aragonaises une situation prépondérante dans les territoires annexés. Or, Bernard d'Oms connaissait admirablement le pays. Les lieutenants généraux qui s'y succédèrent durent subir, dans une large mesure, son influence : et c'est ainsi que, peu à peu, les Comtés furent peuplés d'agents prêts à favoriser et même au besoin à provoquer l'insurrection, au moindre signe. L'illusion singulière de Louis XI ne peut s'expliquer qu'en supposant une dissimulation profonde de la part de Bernard d'Oms, à qui Jean II, apparemment, avait trace un savant programme.

L'occupation française en Roussillon avait débuté, en 1463, par la cynique déclaration de Dax¹ et par l'amendement, il vaudrait mieux dire la mutilation des privilèges². Les Perpignanaise, accoutumés à cette large autonomie municipale qui caractérisait les villes catalanes, blessés par leur nouveau maître dans leurs sentiments les plus intimes, s'étaient inclinés en vaincus, la rage au cœur. Des les premiers jours, une révolte faillit éclater³. Lors des négociations laborieuses qui précédèrent l'entrevue d'Utrébue, les

bernard d'Oms s'est allié, en 1469, à l'une des familles les plus dévouées à l'Aragon, en épousant Elisabeth de Requesens (Arch. du chât. de Corbère, *Général*). — De même, en 1468, Guillaume d'Oms, fils de Béranger, a succédé à son père dans la châtellenie de Collioure (ci-dessus, chap. II, p. 116, note).

1 Les lieutenants généraux français qui se succédèrent à Perpignan de 1463 à 1473 furent : 1^o Jean de Foix, comte de Candale, 2^o Pierre Guilhem, seigneur de Clermont-Lodève, nommé avant le 9 avril 1467 (Arch. dép. des P-O, D 1, original parchemin), 3^o Tanneguy du Châte, avant août 1470 (Pasquier, dans *Com. des trav. hist.*, 1895, p. 430), 4^o Antoine du Lau.

2 Voir ci-dessus, chap. III, p. 167.

3 Henry, *Hist. du Rouss.*, II, 163.

4 Voir ci-dessus, chap. IV, p. 181.

Perpignanais, on se le rappelle, firent savoir à Henri IV que la rupture avec la France serait le signal d'un massacre général des Français établis dans les Comtés¹. Sous ces auspices, Jean de Foix, capitai de Buch, comte de Candale, fut installé comme lieutenant du roi de France, après le départ du duc de Nemours. Le comte et ses successeurs se livrèrent, par ordre, à une série de vexations, dont les archives des Pyrénées-Orientales ont conservé des traces innombrables : les registres de la Procuration royale² sont remplis d'actes de confiscations ; non seulement des personnages importants, mais des familles inconnues d'ailleurs furent dépouillées sans pitié. Louis XI avait parlé du droit de conquête et il l'appliquait dans toute sa rigueur. Le seul fait d'avoir des sympathies pour la Révolution catalane devenait un crime. Tel fut le régime imposé dès l'annexion : les partisans de la Révolution sont impitoyablement frappés ; le roi de France prodigue ses faveurs aux « bons et loyaux sujets » de son oncle d'Aragon. Au moment de la grande ambassade (1483), les agents français inclinent visiblement vers les adversaires de Jean II et commencent à malmenier ses partisans. Mais un coup de théâtre survient : le débarquement de D. Pedro dans le port de Barcelone. Alors les patriotes catalans sont plus maltraités que jamais, les amis de Jean II sont plus que jamais les amis du roi de France. D. Pedro meurt et soudain tout change. Le roi de France s'écharne, cette fois, contre les partisans avoués du « roi Jean son ennemi » et réserve toutes ses caresses et toute sa bienveillance aux « bons et loyaux sujets » de son oncle le roi de Sicile, c'est-à-dire aux amis de la Révolution, qu'il traquait naguère. Ainsi les deux partis qui se divisaient les Comtes, comme ils se divisaient la Catalogne³, se trou-

1. B. N., F. lat. 40133, f. 27 passage cité ci-dessus, p. 161, note 1.

2. Arch. dép. des P.-O., B, passim.

3. En effet, on discutait passionnément en Roussillon ce qui se

vaient persécutés tour à tour. Le jour de la pacification, l'accord se fit et devait fatalement se faire au détriment des persécuteurs. Le sentiment du patriotisme était déjà fort développé en Roussillon, comme dans la Catalogne tout entière, avant l'arrivée des Français : par son intolérance brutale, par les vicissitudes d'une administration dépourvue de principe fixe et livrée à la merci de circonstances extérieures, Louis XI avait réussi à l'exasperer¹.

Le retour offensif de l'Aragon — ce retour que Louis XI n'avait pas prévu et pour lequel il n'avait rien préparé — commença à se produire avant même que Barcelone eût fait sa soumission. Longtemps, le joug de fer qui pesait sur les habitants² des Comtés et l'impossibilité manifeste d'être secourus empêchèrent toute tentative de révolte. Après Péronne, les complications croissantes ne tardèrent pas à obliger le roi de France à rappeler, pour sa propre sauvegarde, une partie des troupes qu'il avait immobilisées du côté des Pyrénées. Au commencement de l'année 1471, les places du Roussillon se trouvèrent, de la sorte, considérablement dégarnies. A ce moment, le roi d'Aragon, enhardi par la mort de Jean de Calabre, et par les succès de sa propre diplomatie, reprenait précisément l'avantage. Lors-

passait à Barcelone. Ainsi, à Collioure, il y avait, en 1465, des partisans acharnés et des adversaires foudroyés de D. Pedro (ci-dessous, p. 250, note)

1 Les sentiments d'un bourgeois de Perpignan sont connus par le *Libellus*, où le notaire Pastor professe à l'égard des Français une haine telle qu'il leur prête les mœurs et les idées de véritables sauvages. Il ne comprend pas, dit-il, que la bonté divine puisse supporter si longtemps leurs crimes (éd. J. Calmette, *Rev. d'hist. et d'archéol. du Roussillon*, II, 251 et suiv.). De même, la joie du prêtre de Saint-Jacques, auquel est due la mention de la restauration aragonaise dans Perpignan, est caractéristique (*Piece just ficaine* n° 27).

2. Il faut noter la manière brutale dont le roi assure en Roussillon le ravitaillement des troupes de Dunois, en 1469. (*Rev. d'hist. et d'archéol. du Rouss.*, III.)

que les Aragonais opérèrent en Ampurdan, avant de se rabattre sur Barcelone, leur marche sur Hostalrich, qui decida de tant de ralliements à la cause royale, eut son contre-coup de l'autre côté des monts. Les sentiments longtemps comprimés se firent jour.

Le 10 avril 1472, une conspiration ourdie dans Perpignan fut découverte. Le bonnetier Jordi Tarrades, gravement compromis, fut arrêté, mais le 13, beaucoup de nobles se révoltèrent dans leurs châteaux forts¹; parmi eux on remarquait Guillaume d'Oms, fils et héritier de Bérenger, Pierre d'Ortaffa, les membres de la grande famille des Vivers². Le 16 avril au soir, on apprit à Gérone que la cite d'Elne, entraînée dans le mouvement, avait chassé les Français³. Ce fut le signal de toute une série de défections. Le nouveau lieutenant, Antoine du Lau⁴, avait trop peu de monde pour maintenir les Comtes dans l'obéissance. Il essaya de réagir et fit une promenade militaire dans le Coufent⁵, mais les Français n'étaient maîtres que là où ils étaient présents en force. Ils tenaient encore la plaine, mais tout le haut pays frontière leur échappait. Bernard d'Oms,

1. *Libre de Mem.* de St Jacques, *Pièces justificatives* n° 27.

2. Zurita, IV 491 — Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 294 — Le chef de la famille des Vivers, Miquel, avait été nommé gouverneur royal des Comtés, en remplacement de Pere Graner, par lettres patentes du 18 octobre 1465. Il suivit exactement la même conduite que Bernard d'Oms à l'égard de la France.

3. Fita, p. 26 : « Eodem die, hora cene, audivimus quod civitas Elne, cum quibusdam fortibus et castris, erexit se pro regia Majestato... Justum videtur quod Francia relinquatur Gallie et Hispanie Hispanie, et utinam fiat pax in diebus nostris » Cette idée de l'*Esprave aux Espagnols* n'est-elle point digne d'être relevée sous la plume d'un prêtre de Gérone écrivant au quinzième siècle ?

4. Tanaguy du Châtel avait reçu une compensation, le 22 décembre 1471, (Vaesen, V, 79, note B.)

5. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, 1474-1475, fo 87, lettre d'Antoine du Lau (mal classée si non datée, mais certainement des premiers jours de juin, à cause de l'allusion faite à la mort du duc de Guyenne).

qu'avait dirigé toute la conspiration, prenait d'ores et déjà, au nom du roi d'Aragon, le gouvernement des places qui redevenaient aragonaises¹.

Le 18 avril, le chapitre de Gérone reçoit la nouvelle que la Cerdagne, le Vallespir et le château de Livia ont levé la bannière d'Aragon². Perpignan résiste encore à la tentation de suivre cet exemple, mais les renforts attendus par Antoine du Lau³ n'arrivent pas. Aussi, le 18 août, le peuple se soulève-t-il dans la capitale même du Roussillon. Il court à la porte Saint-Martin et s'en empare, en tuant l'officier et deux soldats qui la gardaient. A la suite du chevalier Rambau, les insurgés parcourent les rues en criant : « Mort aux Français ! » Déjà le tocsin sonne dans les villages environnants et les conjurés paraissent victorieux, quand la garnison française réussit à reprendre la porte, à

1. Arch. de la Cor de Arag., *Cancels*, n° 3549 f°s 64-65 (privilege pour Louis d'Orléans, fils de Bernard, donné par Ferdinand le Catholique le 1^{er} mars 1475, à Olmedo) : « Nam cum pars illa Ypsie que intra Pirrenseum et in ipsis montibus montiumque radice est sita, quamque Ruedlionem et Ceritanam vocant, ab serenissimo parente nostro Joanne in pignus data esset Ludovico, regi Francorum illustri, cujus Ludovico pater vester alumnus fuerat, et pro eo aliquot Gallici regni partes non parvas rexerat, cognita tandem regis animo, qui contra amicitiam, pacem et federa, et contra jus gentium et iuramentum suum retinere nostrum... non est passus hanc nobis injuriam feci... sed obitus consuetudinis, oblitus et utilitati sue, solum tantum fidei in nos et honoris sui memor, urbem Perpienensem et civitatem Eliaui mulaque alia oppida invictissimo parenti nostro, suo regi, restituit, restitutaque, maximo animo et summa sapientia latatus est et gubernavit solus, nam rex dominus meus darchiaquam obsidebat et nos colliberas res agebamus. »

2. *Fita*, p. 28. — Alfonsello ajoute une réflexion dans son goût habituel : « Nemo est qui possit superbiam gallicanam suffere aut tolerare ».

3. Arch. mun. de Barcel., *Cont. Com.*, 1474-1475, n° 57 (lettre d'Antoine du Lau écrite au début de juin (v. ci-dessus, p. 354, n. 5) : « Je sper lion nombre de gent d'armes » reçoit mayor de francha arxa « speram dita gent d'armes qui, al nos larchi, deu dies llur entrada tardar no pot. »

la fermer, à disperser les manifestants. Arrêté et condamné comme traître, Rimbau fut décapité sur la place de la Loge¹.

Cette tentative spontanée était prématurée. Tant que la soumission des Catalans n'aurait pas laissé Jean II libre d'intervenir en personne sur le versant septentrional des Pyrénées, la garnison française d'Antoine du Lau, quoique bien réduite, était de force à résister à un simple soulèvement populaire. Par contre, au lendemain de la capitulation de Barcelone, elle allait se trouver impuissante. Louis XI était hors d'état de parer le coup que Jean II s'app préparait à lui porter. Maintenant, en effet, tous les ennemis de la France, tous les amis de l'Aragon agissaient de concert. Edouard IV, définitivement vainqueur de son rival Henri VI, ne demandait qu'à prendre sa revanche. Le manifeste de Charles le Téméraire, lancé à l'occasion de la mort du duc de Guyenne², avait été le signal d'une nouvelle guerre³. Le 11 septembre

1. Arch. dép. des P.-O., G 237 (*Mém. de St-Jean*), t. lxxv-Moncaut, II, 116 et suiv.

2. La mort du duc de Guyenne doit se placer dans la nuit du 24 au 25 mai 1472, si l'on veut concilier les deux sources les plus sûres et les plus précises qui nous mentionnent l'événement. En effet, on trouve la date du 24 dans la *Chronique de Blaye*, citée par H. Courteault (*Leseur*, II, 261, note), et celle du 25 dans une lettre de Strozzi de Belluno au duc de Milan, écrite le 27 à Saintes (B. N., F. lin. 1649, f° 265.)

3. Il vaut la peine de citer à ce propos le passage suivant, dû à la plume d'Alfonse de : « Et ne videar mirabiliora calamo reliquies, excitavit Deus contra lamentabilem Germanum, regem Francie, illustrissimum ducem Burgundie, fratrem armorum regis nostri Aragonum. Qui ita eum persecutus est, ut jam non possit se ab ejus potencie defendere, cujus regni magnam partem acquisivit et regem Francie fugavit taliter, quod non potest stare ante conspectum misericordie Dei et maxime in illo tempore citraque novam querelam obtulit contra eum prout ex iteris suis patentibus, quas ad omnes reges et principes secum destinavit, colligitur. Que in effectu hoc habent quod inter illustrem ducem de Barri, fratrem germanum dicti regis Francie et ipsam regem crudelissimum post longam alter-

1472, le traité de Château-Giron consacra l'alliance de la Bretagne et de l'Angleterre¹. Jean V d'Armagnac, de son côté, tenait désespérément dans Lectoure². C'était, pour Jean II, le moment de franchir les Pyrénées.

Le 29 octobre, Jean II fait un voyage en Ampurdan pour tout préparer³. Le 14 novembre⁴, rentre dans Barcelone, il prend ses dernières dispositions et annonce son prochain départ pour la frontière. Le 8 décembre, il prend part à la procession célébrée dans la capitale du Principat⁵. Un mois

cationem, fuit secuta pax et concordia. Ad ejus majorem firmitatem, de eorum consensu fuit celebrata missa Sancti Spiritus et consecrata unica hostia, premium lupini confessionis, et inde deo fratres caruales, rex scilicet et dux de Barino et de Guyana, communicaverunt post missam et ita factum est. Post quorum contraventionem, fraudulentam ex parte regis atque proditorum, facta est leticia magna et regium convivium opulentissimum et facta est restitutio per regem de quibusdam pijs et (et in eorum verbis loquamur), ut sic cum majori fiducia innocens Abel iuraretur Que facto, prefatus inmanissimus rex et fera pessima et indigna regno, tractavit mortem innocentis Abel, eumque in articulo proditoris fecit Quo audito, dux Burgundie interfectores jussit ducere et recepta requisitione quia constetit de peccatis quam dixi proditoris necesse in personam tant viri, sic per medium sacre Eucharistie assecutus, omnes proditores qui haberi poterunt, morti tradidit crudeli secundum merita inquisitionis. Et inde, assecuta occasione, datis litteris, ut dixi, ad principes secuti, proposuit hostiliter repandissimum regem invadere et universo regno spoliare ad vindictam. Tanto proditoris et sequitis, ut, sic arguitur a regno *laques se suspendat* et cum Jure proditoris penam sentiat, quam sub studiosissime comparavit. » Cette page tendancieuse montre, ce me semble, « merveille, quelle était l'opinion courante à l'étranger sur la situation en 1472 et sur la personne même de Louis XI, elle montre, de plus, quelle étroite unionnait alors tous les ennemis de ce prince.

1. D. Morice, *Mém.*, III, 246.

2. B. de Mandrot, *Rev. hist.*, loc. cit.

3. *Diad. del Cons.*, II.

4. *Fila*, pp. 42-43. Ce même jour Joan Deslor écrit de Barcelone que le roi ira en Roussillon « d'una que lo senyor rey a persona bra a Rossella, passant per aqui Girona, Cathédrale, *Revol. caput*, 1469-1473 (p. 207).

5. Arch. mun. de Barcel., *Libreria*, I, 103.

après, le 8 janvier 1473, il est en route pour le Roussillon¹.

Louis XI fut informé des événements, mais il le fut tard et mal². A la nouvelle de la capitulation de Barcelone, il mande à son beau frère, Philippe de Savoie, comte de Bresse, de se préparer à joindre Antoine du Lau avec une armée, mais il méconnaît à tel point la gravité de la situation que, toujours hanté par son rêve, il songe, non pas à sauver Perpignan, mais à reconquérir la Principauté³. C'est Barcelone, non Perpignan ou le Perthus, qu'il assigne pour objectif à Philippe de Bresse! Peut-être l'expulsion des Angevins n'éveillait-elle en lui que le secret espoir de se substituer à eux. D'autre part, le 9 mars 1473, il écrit à Bernard d'Ums de venir s'expliquer auprès de lui sur les soupçons que son attitude a fait naître⁴. Ainsi, Louis XI avait attendu, pour concevoir quelque défiance à l'endroit de cet Aragonais, qu'il eût, avec le concours de ses amis, ouvert depuis plus d'un mois les portes de Perpignan à son maître, le roi d'Aragon!

Jean II avait entretenu, en effet, de son propre aveu, des intelligences dans Perpignan⁵. Le 25 janvier 1473, tandis

1. *Diet. del Cons.*, II, 512.

2. Déjà, au début de mars, René avait écrit à Louis XI en lui communiquant une lettre interceptée (Vaesen, V, 120) qui démontrait quelles intelligences le roi d'Aragon avait à Perpignan. Le 12 janvier 1473, Josselin du Bois expose la gravité de la situation (B. N., F. fr. 20423, f° 95) : il était trop tard.

3. Vaesen, V, 73-74. La phrase suivante qui termine cette lettre est caractéristique : « Fratello mio, tenetive sicuro che, così presto che vny sarete lo più forte al lo campo, che Barzouan se renderà in vostra mano ». Cette phrase, à laquelle il a été fait au union plus haut (p. 335), mérite d'être retenue, car elle fournit la preuve formelle que l'idée de l'acquisition de la Catalogne régnait encore sur son esprit.

4. Vaesen, II, 115-116. — Louis avait reçu une lettre interceptée de Jean II « a son bastart », qui révélait le péril (*ibid.*, 120, note 1).

5. Il le déclare dans ses lettres à la Cité de Barcelone et à celle de Gérone, citées un peu plus bas et datées du 1^{er} février. Cf. dépêche de Sforza de Botini (B. N., F. Ital. 1640, f° 317).

qu'il était au Boulou avec son armée¹, un mouvement échoua dans la ville, par suite d'un malentendu. Les gentilshommes crièrent « Aragon ! Aragon ! » sur la Loge et devant la porte Saint-Martin², mais le premier consul, Joan Blanca, n'avait pas été mis dans la confidence, de sorte que le résultat espéré ne fut pas atteint. Néanmoins, telle était maintenant l'impuissance d'Antoine du Lau, que cent cinquante conjurés purent sortir impunément et se répandre aux environs, pour attendre une occasion plus propice. A leur tête était naturellement Bernard d'Oms.

L'occasion ne tarda guère. Le 31 janvier au soir, Jean II se porta sur la route de Perpignan ; dans une marche de

1. Arch. mun. de Barcel., *Cort Real*, 1460-1475. « Lo Ray Amats e fells nostres. Nos som vinguts en aquestes parts de Rosselló per lo concert que tenim en la vila de Perpenya. Joqual concert era fet molt apuntadament e ab degut orde. E ven n. lo dia que lo dit concert se havia a executar, la part qui ab nos tenia concert nos cura publicarlo prou a mossen Blanca, e axi, levantes las banderas en nom nostre davan per la vila, lo dit Blanca. prenent aço a molestia, donà empachament que lo dit concert no vingues a son efecte. De que los Lupians, frare Carles e altres fins en nombre de cent cinquanta se son exita de la vila. E jatsie aqueix empach s'ia donat, no perdem esperanza de cobrar aqueixa vila, ab l'ajuda de Deu, e nostra obediencia, axi per la penuria de viures que ha molt stricta, com encara per les intelligencies que continuamente tenim en aqueixa : per lo qual, conservar en ha haver les pecunies necessaries per lo sou d'aquella. Ja compreneu la quantitat d'aquest negoci, lo que importa a nostre estat et comu benefici d'aquest Principat, deus entendre curiosament e ab gran industria. Moltes pregam e ab tanta afecçio com podem, serveu orde, sia haguda prouida pera l'sou de la dita gent. Scrita en la vila del Volo a .xxvj. de janer del any .m.cccc.lxxij. Rex Johannes ».

2. Sur cette conspiration, outre la lettre de Jean II au Sage Conseil, citée tout au long à la note précédente, voir « Libre de Memorias » de Saint Jacques (*Pides justificades* n° 27) Cf., sur les mêmes événements, Th. Basin, II, 307, et Gazarinola, *Hist. du Ross.*, p. 283, qui a le tort de méconnaître l'état des esprits au point de dire, pour dramatiser le récit, que le peuple « répondait au cri d'Aragon par le cri de France », interprétation aussi erronée que possible de l'événement.

nuil, il fut rejoint par Bernard d'Ums et ses compagnons, et, le 1^{er} février, à trois heures du matin, il se présenta devant la porte de Canet. Jona Blanca et ses collègues avaient fait ouvrir la porte pour recevoir les Aragonnais. Jean II franchit l'enceinte, accueilli par les habitants avec un tel enthousiasme, que le cortège royal eut la plus grande peine à se frayer un passage à travers les rues¹. Pendant ce temps,

1. Arch. mun. de Barcel., *Cart. Reales*, 1469-1475 : « Lo rey Amós e feda nostre. Nos, confiant en lo ayuda de Nostre Senyor Deus, per que los reys reynen, havem enapré nostre en aquesta vila ab les intel·ligencies e consells que en ella teniem Deus, qu'es summa Justicia, per sa clemencia y misericordia ha abraçada nostre justissimes causes, en així que, nre diuenge ora tarda, ab totes nostres gentis d'armes de cavalle de peu, concorrem en nre general consentiment de la dita vila sense d'acordar-se alguna, ahort in portar de la dita vila, arripelaren en aquella totes nostres gentis e inquieten nos e rebren e nos introduhren en la dita vila, essent ja quans tres oras apres migdia, del dilluns següent. Com molt mirable era veure tanta gent, tant festiva e tant alegre recepit per de quatre vint aligons de anar del portal fins a nostra posada! Speram en la ajuda de Deus que pres beurem o castel e tota aquesta provincia e som donat repos en aquest Principat. E per quant en cosa en que tota nostre bona ventura ne deven molt alegrar, havem deliberal darreners avis, eni que de tan'n elagria nos participam. Dada en la nostre vila de Perpunya, lo primer dia de febrer Mil .CCCCLXXij.

Cf. Arch. mun. de Gérone, *Mss. de Ac.*, 1471-1475, n° 161, lettre datée du même jour : « Lo Rey Amós e feda nostre. A la immensa bondat de Nostre Senyor Deus ha plagut, per donar total repos a nos e nostres regnes e subdits, donarnos a la obediencia nostre aquesta vila. En laqual introem nos mateix rebuts ab tanta jolificacio que hontament nos porta arriere e nos ensa a prems en la entrada pacifica sent premsades e des cents cavalls; e los altres se son remissos en lo castell en nre lo que de present se cap. E aré nos mateix, sine briver le castell, o qual ne te per lo rey de França, e tenim esperansa d'ne breus nres ferrosas tals noves que sera confortacio de tots. Lo present avis vos havem volgut donar per la connectacio de vosaltres feues a Nostre Senyor Deus gracies, a qui pliu donar e nostre tal tan prosperos successos. »

Cf. encore *libellus* d'Antoine Puster (éd. J. Calmette, *loc. cit.*, p. 255) : « Dum hymis curans sul finem properabat et jam dulces tempus veris prope erat, serenissimus princeps dominus noster, christianus Johannes, dei gracia Aragonum rex, postquam Principatus

les Français se renfermaient précipitamment dans la citadelle, non sans se laisser faire un bon nombre de prisonniers¹. Le vœu des habitants était accompli²; comme le dit naïvement et avec une satisfaction intime le rédacteur des *Mémoires de Saint-Jacques*, « la ville de Perpignan devint aragonaise, ... alors qu'elle était française, et les Français étaient ébahis et pleins de fureur³ ». Argeles, Canet et un grand nombre de localités voisines avaient arboré, à leur tour, la bannière d'Aragon. Saïes, Collioure et Bellegarde ne purent suivre cet exemple, car l'étranger y avait des garnisons particulièrement fortes, en raison de leur importance stratégique⁴. Ces places et la citadelle de Perpignan

Cathalonie victoriam consecutus penitus fuit, cum antea decem annos et ultra inter suam Majestatem et dictum Principatum aut illius majorem partem hostilitas fuisset. Insignem Perpiniani villam, per jamale de Canet occupatum, duos dies foribus, hora matutina, cum exercitu militum pacifice recevit eundemque dominum regem in possessionem corporalem dicte ville tradiderunt, quoniam illa per regem Francorum decem annos et plus occupata manu potentis tyrannus fuerat, et ubi laus per illius vicis suscitum cum bellis receptus rex fuit. »

1. Arch. mun. de Gêrone, *Man. de 40*, texte cité à la note précédente. Une procession solennelle fut faite à Gêrone pour fêter l'entrée du roi dans Perpignan. (Arch. mun. de Gêrone, *Man. de 40*, 1478, f° 103.)

2. Sur la haine des Roussillonnais pour la France et leur attachement à l'Aragon, afin de ne pas ru'appuyer uniquement sur des sources catalanes qui pourraient paraître suspectes, je tiens à citer deux français, Thomas Basin et Philippe de Commines. Le premier montre le Roussillon, qu'il a bien connu, « excorans sub Francorum imperio coactare » (II, 304). Quant au second, il s'exprime en ces termes : « Combien que ilz (les rois d'Aragon) fussent fort povres et troubles toutes fois faisoient ils grande résistance, car ils avoient des cœurs des subjectz dudit pays de Roussillon » (liv. VI, ch. XII, éd. éd., II, 273 et suiv.). C'est dire que le patriotisme exalté d'un Antoine Pastor n'est pas une exception. On peut d'ailleurs rapprocher de ces témoignages celui d'un étranger encore, celui du Castillan Diego de Valera. (*Cron. de los reyes*, III, 73, col. 1.)

3. *Pièces justificatives* n° 27.

4. Diego de Valera, *Cron. de los reyes*, III, 73, col. 2, et Zurita,

furent à peu près tout ce qui demeura dans toute l'étendue du Roussillon aux mains des soldats d'Antoine du Lau.

Des le 1^{er} février, ceux-ci allumaient chaque nuit de grands feux pour faire connaître en France la détresse du château de Perpignan¹. Tandis que, jusqu'au milieu de mars, son rival ignorait la perte des Comtes, Jean II groupait à ses côtés, pour le secourir, la plupart de ses meilleurs lieutenants : Rodrigo de Rebolledo, Béranger de Requesens, Bernard et Guillaume d'Ons, Beltran d'Armendaritz, surtout le comte de Prades. Un des champions les plus éprouvés de la cause aragonaise manquait, il est vrai, à l'appel, l'ardent Pere de Rocaberti, lequel, fait prisonnier à Elne par les Français, était captif à Amboise²; mais son fils devait se faire vaillamment tuer au service de son roi³.

A peine installé dans la ville, Jean II emprunte mille florins à Joan Maura, notaire perpignanais⁴, afin de faire face aux premières dépenses, puis il convoque les Cortes générales à Perpignan⁵. En même temps, il fait commencer en toute hâte les travaux de défense. Les plus urgents

IV, 191. — Cf. une quittance d'Antoine du Lau, en date du 1^{er} octobre 1473, pour le paiement de la solde des « gens de petite paye établie à la garde des châteaux de Coplioure et Heliagarde » (Arch. Nat., K 74, n° 28.)

1. *Libellus* d'Antoine Pastor (éd. J. Calmette, p. 258) « Verum tamen intus arrem qui tunc aderant, consensales quod ea, que regia ex parte fieri ordinata erant, non debebant obavisioni trahi, maxime quia videbant in eam omnia fieri. timore moti, igneis facibus, nocte introitu cujusque diei, signum necessitatis et magni districtus suum in regem dabant. »

2. *Libellus*, p. 200, et Comines, éd. Dupont, II, 267, note.

3. *Libellus*, p. 260.

4. Arch. dep. des P.-O. E. fond d'Ons, acte d. 1^{er} février 1473. Sur ce Joan Maura, qui, transfuge de tous les partis, fut, dans ces temps troublés, le type accompli de l'homme d'affaires, voir une note de M. P. Vidal (*Hist. de Perpignan*, p. 333, note 1).

5. *Fila*, p. 49, col. 1. Les lettres de convocation portent la date du 26 février.

étaient ceux qui devaient couvrir la ville contre les Français de la citadelle. Le roi imagina de creuser, entre la citadelle et les maisons, un fosse très profond et très large, et d'élever en arrière un obstacle fait de pièces de bois et de terre battue, surmonté et garni de fortes palissades. De la sorte, le château se trouva isolé et la ville mise à l'abri d'un coup de main d'Antoine du Lau¹. En même temps, dix machines de guerre furent apportées de Barcelone, ainsi que plusieurs serpentines².

Le 13 mars, les Cortes se réunirent dans le réfectoire du couvent de Sainte-Marie-des-Carmes³. Le roi prononça le discours traditionnel d'ouverture d'un ton ferme⁴. Dans ce discours, dont le texte *in extenso* nous est parvenu⁵, il annonçait sa résolution de prendre sa part des épreuves qui se préparaient; il exhortait ses sujets à seconder de toutes leurs forces un prince que ni l'âge ni les fatigues ne faisaient reculer devant le péril. L'évêque de Gérone répliqua, en assurant le monarque du dévouement absolu et du patriotisme de l'assemblée⁶. Celle-ci, en effet, n'accorda pas moins de 23,000 livres de subsides, dont 10,000 payables par le seul Principat⁷.

1. L'emplacement de ces ouvrages, assez mal déterminé par Pastor (*Libellus*, p. 252), qui s'attache surtout à en décrire l'aspect, est très exactement indiqué par Diego de Valera (*Cron de los reyes*, III, 73, col. 2) et par Marinus Siculus, f° xivj. — Cf. lettre de Jean II aux jurés de Gérone (Arch. mun. de Gérone, *Man. de Acuerdos*, 1473, f° 163).

2. *Libellus*, p. 252. — Il vint à Perpignan des secours de tous les pays aragonais, notamment 300 « ballesters » furent envoyés de Majorque (Piferer y Quadredo, *Islas Baleares*, p. 209). 25 vinrent de Gérone (Arch. mun. de Gérone, *Man. de Acuerdos*, 1473, f° 166).

3. Arch. de la Cor. de Arag., *Cortes*, n° 37, f°s 50-51.

4. *Ibid.*, s. f°s suiv.

5. Arch. mun. de Barcel., *Cortes*, ano 1473, f° 12 et suiv. *Piece justificative* n° 34.

6. Arch. de la Cor. de Arag., *Cortes*, n° 47, f° 52 et suiv.

7. *Ibid.*, f° 57.

Cependant, sur l'ordre de son beau-frère, Philippe de Bresse avait rassemblé des contingents venus d'Allemagne, de Savoie, de Suisse¹, et s'était transporté à Lyon, où nous le trouvons le 17 février². En mars il est à Narbonne³. Antoine du Lau était venu lui-même le trouver dans cette dernière ville⁴. Soffroy de Châteauneuf et Robin Maortie, avec deux cents lances de renfort, avaient été mis à sa disposition par le roi⁵. C'est à Narbonne aussi que vinrent opérer leur jonction les troupes qui avaient enfin réussi à prendre Lectoure, sous la conduite de Jean Jouffroy⁶.

L'armée française, ainsi formée, entra en Roussillon vers le 10 avril⁷. Le 21, l'article *princeps namque* fut proclamé à Perpignan⁸. Divisés en deux corps, les Français s'établi-

1. Des armements maritimes avaient été également ordonnés. Sur l'aventure de l'un des capitaines français à Gènes, voir une lettre inédite de Louis XI (*Pièce justificative* n° 35.)

2. Arch. mun. de Lyon, GG 8, texte cité par Vaesen, V, 23, note 1.

3. *Chron. lat. Sab. Hist. pair. Mon., Script.*, I, 650 : « Batempostale Philippus de Sabaudia, cum certis Alamannicis pedibus et multis milibus armatorum copis, mensis martii dicti anni, usque Narbonam descendit, contra Joannem regem Aragonum, qui civitatem Perpi-gnani, fugalis Francis, novissime occupavit, et ibi cardinali Albensi et multis nobilibus assistentibus, civitatem obsedit, ubi tota steterunt estate et multo pre sibi et exercitibus afflicti mortui sunt, et tandem, aliquo satis obscuro interveniente tractatu, recesserunt et parum profuerunt. »

4. Alari, *Cart. ms.*, XXII, 403 (acte du 6 avril).

5. Vaesen, III 414. Le 18 avril, le roi donne l'ordre à ses commissaires en Languedoc d'imposer la province sans assembler les États, à cause de l'urgence, en vue de la guerre de Roussillon (Arch. Nat., K 71, n° 96).

6. *Chron. lat. Sab., loc. cit.* — Cf. Th. Basin, II, 304, et *Chron. scand.*, I, 296. Voir aussi un compte non daté, qui paraît se rapporter à la première expédition de 1473. (B. N., F. fr 20493, f° 90 et suiv.)

7. Th. Basin, II, 309 : « circa Ramos Palmarum. » Le 30 avril, Tilhart écrit à Bourges que le roi a ordonné 40,000 francs pour l'armée de Roussillon (B. N., F. fr 20493, f° 99).

8. Mém. de Saint Jacques. *Pièce justificative* n° 27

rent devant la ville en laissant libre le front nord, couvert par la Tet¹.

Mais ils purent bientôt s'apercevoir qu'ils auraient plus à se défendre qu'à attaquer. La présence de Jean II et d'une cavalerie d'élite avait électrisé les courages. S'il faut en croire Zurita, le vieux monarque avait réuni les habitants dans l'église Saint-Jean, et là, devant tous les assistants, il avait prêté le serment solennel de ne pas quitter la ville avant sa délivrance². La haine contre l'étranger se doublait de la popularité que le roi légitime s'était acquise³. Des sorties presque journalières firent perdre aux Français beaucoup de monde. Ils s'en vengèrent en dévastant les alentours. Mais c'est en vain qu'ils tentèrent, le 19 juin, un assaut sur plusieurs points à la fois : ils furent complète-

1. Pour tout ce qui concerne le siège, sur lequel je serai aussi bref que possible, je renvoie aux deux sources essentielles : Basin et Pastor. Ce dernier indique la situation des deux corps assiégeants : « ex parte una a monte Pini usque ad montem Janaem et ex parte alia a domo comande de Bajols, que tunc condirecta permanebat, usque ad capellam beate Marie de Agullo vel circa. » *Mons Pini* paraît ne pouvoir être que le mamelon appelé aujourd'hui « Cap de Fuste » (tête de bois), au S. E. de la citadelle, *mons Johannes* est certainement le « Pung Johan », dans le territoire de Malloles, au sud de la porte Saint-Martin (P. Vidal, *Guide*, p. 57). Le premier corps couvrait donc le front méridional de la place. La commanderie de Bajols, de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, se trouvait sur une hauteur proche de la Tet, au nord-est par rapport à Perpignan, et la chapelle de Sainte-Marie d'Agullo était à 250 mètres environ de la porte de Canet : ce deuxième corps tenait donc le front oriental. Entre les deux corps, la zone intermédiaire était protégée par le château royal ou citadelle, quant au front occidental, il était couvert par la Basse, affluent de la Tet, et par le Castillet.

2. Zurita, IV, 194.

3. L'admiration de Pastor pour Jean II est extrême. Il s'écrit, dans son ardent enthousiasme : « O serenissimè rex, qui tantis accessu voluisti periculis et laboribus quis non nullis prius pro tui amore et honore toi et tantis adhuc angustias et mortem pati quam in manibus inimicorum ferocibus reddere ? » (*Libellus*, p. 253.)

men repoussés. Cependant la famine ne tarda pas à desoler la ville : des scènes regrettables se produisirent autour des fours publics et devant les maisons de ceux qui avaient aménagé des fours privés; on mangea de l'âne et du cheval; on organisa des courses nocturnes d'Elie à Perpignan par des chemins détournés¹. Le 21 juin², Antoine du Lau tenta d'arrêter un de ces convois, qu'escortaient soixante cavaliers bien armés; il se plaça en embuscade, près du « pont de pierre³ ». Mal lui en prit, car l'armée aragonaise et la milice locale firent une sortie si vigoureuse que les Français furent culbutés. Antoine du Lau lui-même, avec plusieurs des siens, fut fait prisonnier; il fut ensuite envoyé sous bonne escorte au château de Miravet⁴.

La situation des assiégeants, déjà fort difficile, devenait à peu près intenable à la suite de cette défaite. Un été précoce et torride les avait décimés plus encore que le feu des assiégés. Le pays, horriblement saccagé⁵, ne nourrissait plus ceux qu'avaient épargnés les maladies et les traits lancés de la ville. Mais ce qui dut peser surtout sur l'esprit de Louis XI, ce fut l'attitude des alliés de Jean II.

La Bourgogne, l'Angleterre, la Bretagne avaient conclu

1. *Libellus*, p. 257, et Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 270. — Valence. Bibl. univ., ms. cit., f° 578.

2. Nous connaissons le nom de l'un de ceux qui se distinguèrent dans ces entreprises hardies. Juan Lopes de Burgui, alias Navarro (Arch. de Nav., *Cuentos*, caj. 133, n° 20).

3. Pastor (*Libellus*, p. 259) raconte au long l'aventure, la date et quelques détails complémentaires se trouvent dans Arch. de la Cor. de Arag., *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, diluns a. xxj. de juny (1473), et dans le ms. cit. de Valence, f° 573.

4. Pont sur la Tet, encore connu sous ce nom aujourd'hui (P. Vidal, *Hist. de Perp.*, p. 61).

5. *Libellus*. Furent pris en même temps le sénéchal de Toulouse, le sénéchal de Beaucaire, le capitaine de Collioure, le maître d'hôtel du cardinal d'Armi (Valence, Bibl. univ., ms. cit., f° 573).

6. A. Pastor raconte que les Français rasèrent tous les arbres fruitiers de la plaine si fertile qui entoure Perpignan (*Libellus*, p. 256).

avec la France une trêve, on inscrivait, parmi les puissances qui pouvaient y adhérer, l'Aragon en première ligne. Le 25 mars, Charles le Téméraire avait écrit à Jean II une lettre très significative, l'assurant de tout son concours¹. Il

1. Arch. mun. de Barcelone, *Cert. Com.*, 1473, f° 172; « Illustrissime ac excellentissime princeps, domine consanguineo procuratore. Post mortem commisit faciem de hinc plurimum per carissimum fratrem et consanguineum meum, ducem Britannie, nomine regis France, consensum hostis nostri, necnon per comes abbatium ipsius regis, infra treugas cum eo usque ad primum diem mensis aprilis anni millesimi quodringentesimi septuagesimi tertii, a Paschate sumpto, consensu illas acceptare, nominatim Majestatem Vestram, si in illis comprehendi voluerit, inter colligatos confederatosque meos, comprehendienda. Post quarum treugarum acceptationem, nunciata est michi crudeli summa immatutinaque et proditoria lre de eis nonne memorie comitis Armagna, comans infelices mei, per armatos regis, hostis nostri felixque sibi facta castris et opidi de Lescure, facta fide et securitate ipsorum perpetrata, quod res sine, qui antea adversum ipsorum somitem occupabatur, contra Majestatem Vestram destinatus est. Quibus intellectis, statim illico mille lanceatos, quos in Italia conduxeram, quoque, durantibus treugis, ex Italia proponerem in Burgundiam raducere, ut quoque primum hostium nostrum, treugis non obstantibus, Majestatem Vestram invadere michi machinarent, per eam Burgundiam meam hostem invasisset quam ego cum universa copis mea non sine quietum theon in pronuntio in excellentissimum principem et fratrem meum, rex Anglie et prefatus consanguineus meus dux Britannie, mecum convenian, illico ex illis et nunciis accedenti, ut idem secreta instituant, et ut consensu ipsorum et mei propostis et animi huiusmodi conventionem certam eorum nuncio faceretur. Que omnia, quoque comendo prefatos regem Anglie et ducem Britannie cum cura et sollicitudine factum, si tamen ab eis casu aliquo, quod non arbitror, distreherentur, ego, pro virili mea, curabo omnem evinculacione posposita, proficere, postquam apud consabularium, per meos qui secum conveniunt oratores, protestantur et hoc de communis inde leges Vestram. Majestatem meamque causas ille junctas, amicos nostros de unanimes ut neuter ipsorum aliqua parte ne eo latere possit, quia que utrumque obitum cum perios, cum enim omnia in Vestram Majestatem incrementum vel detrimentum nunquam arte alterum esse ulla non minus vero serum Majestati Vestre quam que proprium meum obistere periculum. Quamobrem Vestram Majestatem hoc or atque commoneo ut boni constantique maneat animi, cum occurrat perfidissimus hostis et affuit promissa maledictum in Vestre Majestatis proposita. (1494) Charles. »

fit notifier à Louis XI son intention de se solidariser avec Jean II¹ et mobiliser ses forces. Le 23 mai, un héraut aragonais vint au camp français, devant Perpignan, signifier aux chefs de l'armée que le roi d'Aragon avait le droit de se réclamer des trêves conclues par ses alliés et qu'il entendait le faire valoir². Tandis que les généraux français attendaient les ordres de leur maître, survint la capture d'Antoine du Lau. L'argent manquait aux assiégeants et devenait en France de plus en plus introuvable, pour une guerre aussi lointaine³. Enfin, le jeune Ferdinand, à qui ses propres affaires laissent momentanément toute liberté, avait levé une armée et accourait ainsi que les deux fils naturels du roi, D. Juan et D. Alfonso d'Aragon. L'approche de ces princes de vingt-deux ans et de sa petite armée d'élite acheva de décourager Philippe de Brosse⁴. Il demanda précipitamment un armistice de vingt-quatre heures⁵. Jean II, dont l'état de santé avait été fort ébranlé par les souffrances et

1. Arch. dép. de la Loire-Inf., E 100. Cf. Vaesen, V, 152. — Louis XI répliqua au héraut bourguignon que la responsabilité de la rupture des trêves incombait au roi d'Aragon, et que s'il voulait restituer ce qu'il avait pris, il serait facile de s'entendre. Il dut donc s'engager, sur le fait de savoir comment il fallait entendre l'application des trêves, des négociations assez actives, mais qui nous échappent, et qui retardèrent la fin des hostilités. L'attitude décidée du duc de Bourgogne n'en parvint pas moins à intimider le roi de France.

2. Arch. dép. du Nord, B 337 (n° 16349 du Trésor des Chartes, Chambre des comptes de Lille, orig. parch.) « Intimatio induciarum facta per regios nuncios ductoribus exercitus Gallorum ». Cf. Arch. dép. de la Loire-Inf., E 100, et Lenglet Dufresnoy, II, 303.

3. Nyvart au roi, lettre du 26 mai (B. N., F. fr. 20403, f° 82) et lettre du 8 juin (ibid., f° 98). Cf. Vaesen, V, 156 et suiv.

4. Bibl. de l'Arsenal, ms. 8319 (esp. 9), *Diario militar* de Pedro Azemar, f° 2. L'auteur, témoin oculaire, rappelle au prince, devenu roi de Castille, auquel il dédié son traité, « comme on le hedat de Vuestra Alteza de veynte y dos años dirigió, saliendo de Castilla con pocos gente e iuena, hizo le-antar los Franceses que tenían cercado el... padre de Vuestra Alteza ».

5. Th. Hamon et A. Pastor (*Lidellus*, p. 200). Cf. Gonzalo de Santa Maria, éd. Paz y Melia, p. 271.

les fatigues, et qui craignait l'issue d'un nouvel assaut, préféra souscrire à cette proposition. Le 24 juin, jour de la nativité de Saint Jean-Baptiste, patron de Perpignan, les assiégeants battirent en retraite vers Canet et Clairà¹. Ainsi cette armée, à laquelle six mois plus tôt Louis XI assignait pour but suprême la prise de Barcelone, n'avait même pas pu s'emparer de Perpignan.

Parti le 4 juin de Barcelone, où il avait concentré l'armée de secours², Ferdinand s'était présenté, le 7, devant Gérone, où il s'arrêta quelques jours, afin de prêter serment³.

Le 23, il quittait Castellon de Ampurias⁴ pour aller coucher au pied des montagnes, et, le lendemain 24, il entra en Roussillon, à l'heure même, dit Pastor, où l'ennemi levait le siège⁵. Comme les vivres manquaient dans la ville et dans ses environs immédiats, le prince vengea ses différentes compagnies à Bages, Palau, Argelès et lieux voisins. Plein de joie, Jean II vint trouver son fils au camp⁶. Le dimanche suivant, c'est à dire le 28 juin, Ferdinand rendit

1. La levée du siège de Perpignan eut un grand retentissement dans tous les pays de la monarchie aragonaise. A Palma, on illumina pour fêter cet heureux événement. (Palma, Arch. del R. Patrimonio, *Liber Datarum* 1483). Les Perpignansais exultèrent. Pastor, à la fin de son *Libellus*, ne sait comment exprimer sa joie et, après avoir mentionné la retraite des Français, il s'écrie : « Tantum enim terra ista sine ipsis valeat conservari, quantum post ipsius mortem Alexandro (sic) fuit mundus conservatus ! » (*Libellus*, p. 261.)

2. *Diet. del Cons.*, II, 614

3. *Fha*, pp. 49-50.

4. Arch. de la Cor. de Arag. *Diet. de la Dep.*, tr. 1470, dimanche 22. xxiij. de juny (1473).

5. « Illa die illaque hora. » (*Libellus*, p. 261.)

6. Pastor trouve dans cette démarche de Jean II un nouvel objet d'admiration : « Deliberavit illaque rex, ubi novit Primogeniti sui ingressum, verum illum suo cum exercitu venire, pro gaudio motus. Tantum ergo regis mansuetudinem quis non videt, quoniam primo pater ipse in filium quam filius ille in eum patrem venire maluit ? » (*Libellus*, p. 261.)

la visite à son père et vint admirer les fortifications improvisées que l'on avait opposées aux Français du château; puis il retourna auprès des siens¹.

La solidarité manifestée par Charles le Téméraire, en son nom et au nom de ses allies, à Jean II, était de nature à faire réfléchir Louis XI. Il comprit, enfin, que tout effort décisif lui était interdit du côté des Pyrénées par la situation embarrassée de ses affaires et par la formidable coalition formée contre lui. Les chefs de l'armée française durent recevoir des instructions en conséquence, car, à la suite de pourparlers conduits par Philippe de Bresse et le comte de Prades, une trêve fut conclue à Canet, le 14 juillet. Par cette trêve, valable jusqu'au 1^{er} octobre, Jean II renonçait à être compris dans celle qu'avait conclue le duc de Bourgogne, et qui lui eût été de plein droit applicable sur son consentement. Charles le Téméraire avait, en effet, remis à son choix de faire une trêve séparée ou de réclamer l'application pure et simple de la trêve bourguignonne. Quatre commissaires furent nommés pour assurer le respect réciproque des conditions particulières arrêtées à Canet. C'étaient François de Tiermont, bailli de Gisors, et Baud de Saint-Gelaix, sénéchal d'Angoumois, pour la France; D'Anthon de Cardona et D'Matheu de Moncada, pour l'Aragon. En vertu de la trêve de Canet, chacun des deux partis avait le

¹ Gonzalo de Santa Maria, *ed. Paz y Melia*, p. 272 (l'auteur semble aussi avoir été alors aux côtés du jeune prince). Cf. Pastor : « Veniente autem die dominica, debitum persolvere quo tenebatur in patrem regem venit cum magna cum nobilium comitiva... Populus vero qui tantam patriam et fili mansuetudinem noverat esse, iam refoecitatus erat, quod de victu fere non curabat. Postquam vero ille die prænatus fuit, rex et primogenitus, cum eo per villam euntes magna cum nobilium et militum comitiva in palencos venerunt, quos et vallum eorum intraretur primogenitus, stupuit propter opus tam speciale factum in tam modico temporis spacio. Et cum ingens esset victualium districtus, ille in villa nec in comitatu permanuit. (*Libellus*, loc. cit.)

droit de fortifier et de ravitailler à sa guise les positions qu'il occupait; les communications dans les Comtés demeuraient entièrement libres. Les serments d'usage furent échangés par Jean Dailon, seigneur du Lude, procureur de Philippe de Bresse, et Ximenes de Marillo, procureur du comte de Prades, généraux en chef et plénipotentiaires des deux États¹. Jean II ratifia l'acte à Blne, où il s'était transporté².

À la faveur de cette trêve, des vivres arrivèrent en abondance de l'Ampurdan et du royaume de Naples³; on les débarquait à Argelès et on les transportait ensuite dans Perpignan⁴, malgré les violations fréquentes que commettaient contre les trêves les gens d'armes de l'un et l'autre camp⁵. Ferdinand, qui avait attendu à la tête de ses troupes, prêt à agir, considérant la paix assurée, repassa les Pyrénées. Le 20 juillet, il rentra dans Barcelone⁶, où il

1. Les lettres de créance de Louis XI à ses plénipotentiaires sont transcrites dans Arch. de la Cor de Arag., *Canciel.*, n° 3417, f° 42.

2. Zurita, IV, 196.

3. Le 19 janvier 1473, Louis XI avait fait une nouvelle tentative pour détacher le roi de Naples de son oncle d'Aragon. À cette date, il avait écrit à Laurent de Médicis : Ferdinand abandonnerait l'Aragon, en échange, Louis XI ferait renoncer les Angevins à l'Italie et marierait le dauphin à une infante de Naples (A. Desjardins, *Nég. dipl.*, p. 161). Ferdinand ne tint aucun compte de ces avances; il les repoussa même catégoriquement par lettre du 9 août (*ibid.*, p. 163). Louis XI avait pu du reste, se convaincre plus tôt de l'innanité de sa combinaison. Le 20 mars 1471, nous voyons s'engager des négociations significatives en vue de marier la jeune De Juana, sœur de Ferdinand (le Catholique), à Frédéric, fils du roi de Naples (Bibl. Val., fonds de la reine de Suède, n° 378, f° 72-73.)

4. On peut noter à ce propos que D. Francisco Carreras y Candi, *Disc.*, p. 13 interprète à tort comme un acte de piraterie la chasse donnée en mai 1473, par un navire provençal, aux transports valenciens : c'est un acte antérieur à la trêve.

5. Zurita, IV, 200, et Pastor (*Libellus*, p. 202).

6. B. N., F. esp. 122, f° 104, *Dist. del Cons.*, II, 315. Le premier de ces deux textes décrit l'entrée de Ferdinand, mais la place au 10, par

fut reçu avec joie. Le 2 août, il repartit pour Tortose¹.

Dans l'impossibilité où il était de reprendre avec quelques chances de succès une offensive vigoureuse contre son rival, Louis XI, résigné à un accommodement, ne voulait pourtant pas traiter sans une démonstration militaire de nature à lui valoir des conditions meilleures. L'armée de Philippe de Brèze était dans un état trop lamentable pour en imposer aux Aragonais. Le roi fit donc partir, en dépit des trêves², un renfort de quatre cents lances³, dont il confia le commandement à Louis de Crussol, l'un de ses principaux favoris, récemment nommé gouverneur du Dauphiné⁴.

Cette nouvelle armée française passa devant Perpignan, vint enlever Argelès, mais échoua complètement devant Palau, que défendait Beiran d'Armentaritz⁵. Louis de Crussol

au ta d'une distraction évidente de l'auteur, Raphael Cervera, qui vivait au dix-septième siècle.

1. *Diad. del Cono*, II, 511.

2. Ce qui aggrave encore la mauvaise foi de Louis XI en cette circonstance, c'est qu'il donna pouvoir de traiter à Philippe de Brèze par lettre du 23 juillet (Arch. de la Cor. de Arag., *Canccl.*, n° 3414, f° 42).

3. Zurita, IV, 200. En vue de l'entretien de l'armée de Louis de Crussol, le roi avait demandé de l'argent aux diverses provinces de son royaume, le 7 juillet 1473. Arch. Nat., K 71, n° 27 et suiv.)

4. Zurita, *loc. cit.*

5. « Exercitus, cum tota gens simul juncta fuisset, in locum de Argileris, postquam castrum praefectum victualibus opportunis subvenit et providit, in locum de Argileris se transtulit. Ibi quoque vero, cum contra illum fuisset, fixis anterioribus, campum preparaverunt. Actes quidem cum machinis cum peractere illius murum cepisset, quotiens vero intus pauci erant, illique erant *laçoysés* pro majori parte, plerique ex ipsis murmurare ceperunt, dicentes qui intus cum eis erant capitaneos pactum ut magis illis quod posset cum illis faceret, quod nunc faceret, ipsi cum eisdem pactum facerent. Videns itaque capitaneus, qui Petrus Dunça cognominabatur, quod plus in loco esset et boni proficere nihil aut parum posset, dolore vexatus praeter timore, locum predictum tradidit illis, vite et membris cujusque, qui virtus fuerant, salvis, et etiam ad se reservata artilleria, qui intus erat. Adeptique illius possessione per illos, versus locum de Palacio statim cum omni exercitu eorum tentoria et campum ordinarunt, oppi-

lui-même périt au cours de cette courte campagne, en août 1473¹. Pendant ce temps, Pere de Rocaberti, remis en liberté, était chargé de préparer les voies au rétablissement de la paix. Le roi d'Aragon, qui sentait le besoin de refaire ses forces, ne demandait qu'à accepter des conditions raisonnables. Toutefois, les exigences du roi de France faillirent amener la rupture des négociations, car Jean II, avec une logique inflexible, tenait à remettre sous les yeux de son rival et à prendre pour base du nouveau traité l'acte conclu jadis à Bayonne. Il fut cependant possible de s'entendre. Le plénipotentiaire français, Jean du Lude, après en avoir référé à son maître, consentit² à se placer sur le terrain choisi par le monarque aragonais. Le traité de Perpignan sortit enfin de ces longues conférences, le 17 septembre 1473³. Voici quelles en étaient, article par article, les principales dispositions :

Article I. — Le roi de France accepte de maintenir dans toute leur force les clauses du traité signé le 9 mai 1462:

nantes quod locum illum facilliter everterent ipsamque apprehenderent, sicut alium apprehenderunt. Machinae vero cum murum illius percussissent multoque nihil lapides emississet (sic), parum mali operabantur in illo, etsi murum in totum in terram everterent, nunquam illum sagredirentur. Operabat autem moliam in his multitudo gentium qui introierat in illum bene armis apta, qui in illo se miserat, quatinorem quod intro praeerat ille magnificus et victus gloria praefatus Bertrandus de Armendaria, cum aliis quibundam de cognatione sua, causa gerendorum bellorum, et ut locum conservare valerent. Sentibus namque Gallis cum eorum tentoriis ante locum praefatum, venientes quod frustra illie stabant et nihil boni profecerant, ne male malis in exercitu cumularent, tam propter victuorum penuriam quam inter eos jam erat in campo, quam propter plura et varia quae in eos preparata videbant, decretum fuit ab illis ut pacem perpetuam cum regia Castellae firmarent. » (*Libellus*, p. 262 et suiv.)

1. *Libellus*, p. 264.

2. Le 14 septembre seulement, d'après ce qui ressort de Jaime Terrats, *Apuntes históricos*, p. 6.

3. Ce traité est imprimé tout au long, je ne sais par quel hasard, dans le recueil de Rigan, *Recollectio*, appendice, n° xxix et suiv.

Article II. — En attendant que le roi d'Aragon ait payé au roi de France les 300,000 écus, les Comtes engagés pour cette somme seront mis entre les mains d'un Gouverneur général désigné par le roi de France, sur une liste de dix candidats dressée par le roi d'Aragon. Ce Gouverneur prêterait serment à la fois aux deux rois d'être fidèle exécuteur des clauses du présent pacte.

Article III. — La garde des châteaux actuellement occupés par les Français sera confiée à un capitaine désigné par le roi d'Aragon, sur une liste de quatre candidats proposés par le roi de France. Il sera interdit de mettre dans ces châteaux des garnisons supérieures à celles qui s'y trouvaient avant l'ouverture des hostilités. Si le roi d'Aragon paie les 300,000 écus avant le terme fixé ci-dessous¹, il deviendra immédiatement maître des châteaux et des Comtés eux-mêmes, sans que le roi de France ait rien à y prétendre à l'avenir.

Article IV. — Le capitaine des châteaux devra hommage au Gouverneur général.

Article V. — Si le capitaine se trouve être sujet du roi de France ce dernier le déliera officiellement de tout serment antérieur, il en sera fait autant, au besoin, pour tout autre sujet de sa couronne.

Article VI. — Au cas où le capitaine ou le Gouverneur viendrait à mourir ou à résigner sa charge, le successeur sera nommé conformément au mode déterminé précédemment.

Article VII. — Le Gouverneur aura à sa disposition 400 cavaliers pour maintenir l'ordre dans le territoire neutralisé et pourvoir à sa défense. Cette troupe sera soldée

1. Article XV.

par le roi d'Aragon et devra prêter serment de n'obéir qu'au seul Gouverneur.

Article VIII. — Le Gouverneur aura l'exercice complet de l'autorité dans les Comtés, en se conformant aux privilèges et coutumes. Le roi d'Aragon ne pourra entrer d'un an dans les Comtés. Le roi de France est frappé de la même exclusion et s'interdit en outre d'y envoyer un seul homme d'armes.

Article IX. — Les hommes chargés de tenir garnison dans les châteaux seront déliés de tout serment antérieur, afin de n'être tenus qu'envers le seul Gouverneur.

Article X. — Les fortifications de Perpignan seront conservées et entretenues; celles du château réparées.

Article XI. — Les troupes françaises et aragonaises évacueront les Comtés, à la seule exception des mercenaires désignés pour être mis à la disposition du Gouverneur.

Article XII. — Amnistie et abolition complète sont accordées, de part et d'autre, aux habitants, pour leurs personnes comme pour leurs biens.

Article XIII. — Il est entendu que, si le Gouverneur général choisi par le roi de France est un vassal du roi d'Aragon, celui-ci le déliera du serment de vassalité.

Article XIV. — Le serment dû par le Gouverneur au roi de France sera prêté entre les mains de son représentant Jean Dailhon, seigneur du Lude.

Article XV. — Dans le terme d'un an à dater de la ratification par le roi de France, le roi d'Aragon s'engage à payer intégralement la somme dont il s'est constitué débiteur. Le Gouverneur le mettra alors en pleine et entière possession des Comtes.

Article XVI. — L'alliance franco-aragonaise est confirmée; elle est étendue à Ferdinand et Isabelle, « rois de Sicile

et primogenits d'Aragon », chacune des deux parties contractantes réservant ses propres alliés.

Article XVII. — Le présent traité sera muni de toutes les garanties de droit en usage dans les actes de cette solennité.

Article XVIII. — Les ratifications devront avoir été échangées avant trois mois révolus.

Les derniers articles réglent les détails de publication et d'exécution.

Le rétablissement de la paix¹ fut aussitôt proclamé; il fut publié à son de trompe dans la ville de Perpignan et dans le camp français² par les soins de Pere de Rocafort et

1 *Libertus*, p. 263, et lettre du comte de Prades, Arch. mun. de Barcel., *Cart. Com.*, 1473 : « Molt magnífichs, honorables e bons amichs singulars. L'altre jorn jous scrigu. com aquests capitans del rey de França havien apuntat una manera de concordia. En après que agut sentí, feu tot romput e desfet. E ara han tornat a capitolar. E axí, per merces de Nostre Senyor Deu, es son concordata e venguda, e la pau e concordia es formada entre lo senyor rey e lo rey de França. Lo senyor rey sta bé, gràcia Deu ! ver es que sta en flaquesa algun tant; mes pus sta assats esforçat, atès lo punt en que stava. E per quant de totes aquestes coses prendreu plaer e consolacio, vos n'e volgut fer lo present avis. La manera com va la cosa sabreu prestament, placent a Nostre Senyor Deu, e hordenau lo que placea. De Perpinya, a xviii de setembre. A la hordinacio vostra aparellat, lo comte de Cardona e de Prades. Als magnífichs, honorables e bons amichs singulars, los consellers de la ciutat de Barcelona (*Attaché*) : Aprés de haver elon en la present hora n'es publicada la pau ab ven de crida. »

2. Voici le texte de la criée faite en France pour notifier la conclusion du traité de Perpignan : « De par le roy nostre sire. On fait savoir a tout homme de quelque condition qu'il soit, comme le dit seigneur, pour l'honneur de Dieu et bien de paix et concorde, et pour éviter meurtres, roberies, brouillemens et autres innumérables dommages, pour occasion de la guerre menée par le roy d'Aragon ex comtes de Roussillon et de Cerdagne, est contracté paix finale avecques le roy nostre dit seigneur, en certaine forme, contracte et chapitre passés entre eux pour observation duquel est nécessaire que tous actes et procedemens de guerre cessent. Pour ce, a tous capitaines

de Jean du Lado. Sur la liste dressée par le roi d'Aragon, Louis XI choisit son ancien prisonnier, Pere de Rocaberti, pour lui confier la charge de gouverneur général¹. Respectueux des clauses qu'il avait signées, Jean II quitta Perp-

tant généraux que particuliers, tous gens d'armes de cheval comme de pie justiciers, offi ciers, et subjects, tant en mer comme en terre, en terre et facit savoir les dites choses, en mandant, sur peines de corps et de biens, a tous ses subgels du roy nostre dit seigneur que d'ice avant ils neussent et facent cesser la dite guerre, et que pour rien prissent aucune chose fere contre la paix et concorde, n'ice generale amitie et union sur ce facit entre les vassaux du roy nostre dit seigneur et du roy d'Aragon, tant en ces parts de Roussillon et de Barlagne comme en toutes les terres du roy nostre dit seigneur, de tous les royaumes et terres du dit roy d'Aragon, de Navarre, de Bascle Valence, Malherque, Sardaigne et principal de Catalogne, tant par mer comme par terre, et les marchans et autres gens, tant de terres du dit roy nostre dit seigneur, comme encore des terres du dit roy d'Aragon, puissent seurement et saurement negocier, parler et contracter les uns avecques les autres ainsi qu'ils feroient d'avant la guerre. Et ainsi que des choses dessusdites non puissent pretendre cause d'ignorerance mande le roy nostre dit seigneur que celes presentes cryes soit publiee par toutes les villes de nos royaumes. » (Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3614, f° 46. — J'ai rétabli, dans ce texte, la teneur exacte du document, défigurée par endroits par le scribe, qui écrit, par exemple, à la fin : « que celes presentes cryes soit public » ; l'erreur de lecture est évidente. Toutes les erreurs que j'ai corrigées sont dans le même cas.

1. *Ibid.*, f° 46. Jean de Lado, commis à la garde du château. Jean de Dailon, seigneur de Lado, et ses compagnons et après d'après Jean Dailon Jean de Lado, Antoine la Roche, Antoine l'apostol, Isidre Anser, Jean de l'arrivach, Jean Lauret, Aubert le Vay, Jacques Buisson, Jacobin Guesier, Aubert l'Ermita, Tribuquet, Meut de l'Aunis, Andel de la Roche, Antoine de Brives, Lauret, La Muléte, Michel de Baynan, Hugues de Pierre, Lart, Jean de Belve, Jean de Bonmairail, maître Jean le non-nové, Le Charrois, Meut Guichard, Lemaçon, Jean de Lart, Gilbert de Bonan, Henri le Limousin, Ba lissar de Bonia, Chandou le Mays, Armerie Caumont, Jean a Broquet, Jean de Pons, Jean Escot, Olivier Rospert, Jean Thomas, Pierre de Grange, Louis le Priour, Henri l'apostol, Jean de la Roche, Jean le Veron, Antoine Looet, Guillaume Gramet, Arnaud de Bois, Hubert, Jean Guesier, Bernard le Brunon, Pierre Lart, André Aucato, Le Mays, Guillaume Ramon, Yvonet, lesquels prêtèrent le serment exigé par le traité (Arch. de la Cor. de Arag., Cancel., n° 3614, f° 47).

gnan le jeudi 30 septembre¹, pour aller tenir à Barcelone les Cortes générales qu'il y avait prorogées². Le traité fut ratifié par le roi d'Aragon le 10 octobre, et par le roi de France le 10 novembre³.

Jean II n'eut garde d'ailleurs de cesser ses rapports avec ses alliés, dont l'intervention avait été si précieuse, notamment avec la Bretagne⁴ et la Bourgogne : il renouva même solennellement, le 15 novembre 1473, son traité d'alliance avec Charles le Téméraire⁵. Au moment où le vieux roi recueillait le fruit de ses lointaines intelligences, il tenait à maintenir ce qui, au jour critique, avait fait sa force : l'entente étroite avec les adversaires de son redoutable voisin. Il avait, en effet, conscience que l'acte qu'il venait d'imposer à la France n'était pas seulement le terme de toute une phase longue et laborieuse de sa politique extérieure, mais qu'il serait, en même temps, le point de départ des négociations subséquentes.

Ces négociations appartiennent à une période nouvelle, toute différente de la première par la nature des questions qui se posent, par l'objectif des puissances en jeu, par les conditions d'équilibre politique de la péninsule. Le traité de Perpignan clôt nettement les relations de Louis XI avec Jean II d'Aragon et le Principat de Catalogne, telles qu'elles sont comprises dans les limites logiques et chronologiques du présent travail.

1. Arch. dép. des P.-O., E, manuel de Joan Botill, 1473, f° 7 : « recessit ab hac villa rex Johannes Aragonum » Cf. *Libellus*, p. 204.

2. *Libellus*, p. 204.

3. Zurita, IV, 200.

4. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3413, f° 163. Cf. B. N., F. fr. 6680, f° 262 (*Recueil de Legrand*). — L'ambassadeur envoyé auprès de François II était Ugo de Urres, qui écrivit à son maître au moment de son départ de Bilbao, le 6 septembre 1473, une lettre imprimée par Duro, *Marina*, p. 454 et suiv.

5. B. N., *Fontaineau*, portef. 134-135, f° 203. — Arch. dép. de la Loire-Inf., E 124. — A. Dupuy, I, 428.

CONCLUSION.

La Révolution du quinzième siècle a été la première des grandes tentatives faites par la Catalogne pour se constituer en nation indépendante et maîtresse de ses destinées. Comme les tentatives ultérieures, elle a été la conséquence d'un développement économique exceptionnel, dans un pays conscient de son unité et déjà autonome. A l'exemple des grandes villes maritimes de l'Italie, ses rivales, Barcelone pouvait et voulut être la capitale d'un Etat. Elle ne fut jamais aussi près d'y réussir. La ténacité et l'héroïsme de ces marchands qui, pendant dix ans, luttèrent pour l'indépendance, ont conquis l'admiration de l'historiographe même de Jean II¹. Mais les Catalans n'eurent pas seulement à résister au roi d'Aragon, ils eurent à se garder contre des amis trop forts et trop zélés; ils durent s'abstenir de faire appel à un protecteur trop puissant, craignant de changer de maître. Sans doute, les seigneurs qu'ils se donnèrent ne mirent jamais en péril les libertés du Principat; mais, parfois inactifs ou maladroits, toujours faibles et besogneux, ils n'apportèrent aucun secours efficace à la cause dont ils se firent successivement les champions : en Europe, ils manquèrent de prestige et d'autorité. Or, la question de

1. Gonzalo de Santa Maria. (V. ci-dessus, p. 148, n° 2, la citation du passage auquel il est fait allusion.).

Catalogne devint de plus en plus une question européenne. La Castille, l'Angleterre, la Bourgogne, la Bretagne, les grands feudataires de la France méridionale, les Etats italiens prirent position suivant leurs sympathies et leurs intérêts : c'est l'ordre donné par le duc de Milan aux capitaines génois qui détermine la reddition de Barcelone; c'est le faisceau des alliances aragonaises qui paralyse le roi de France et oblige ce prince à signer le traité de Perpignan. La Révolution catalane fut victime moins des armes que de la diplomatie. Elle fut surtout victime des convoitises et des fautes de Louis XI.

Une idée inspire toute la politique de Louis XI en Espagne durant les douze années que nous venons de parcourir : l'idée de la domination en Catalogne. Dans l'ivresse de l'avènement, longtemps et impatiemment attendu, il rêva d'une principauté au delà des Pyrénées, comme il devait plus tard, dans les tristesses de Picassis lès-Tours, rêver d'un royaume au delà des Alpes. Ainsi, le règne de celui qu'on représente souvent comme le modèle du politique avisé est encadré, en quelque sorte, entre deux chimères : la chimère de Barcelone et la chimère de Naples. La dernière a valu à Charles VIII, qui n'en fut, à vrai dire, que l'héritier, le jugement sévère de l'histoire. Nous venons de voir la première, à travers des péripéties multiples, aboutir à une complète désillusion.

Pour réaliser son idée de la Catalogne française, Louis XI songea d'abord à une expropriation pure et simple du roi d'Aragon. Un contemporain bien informé lui prête ce propos : *Je le mettrai hors de tous ses royaumes, tant et si bien qu'il ne lui restera pas la moindre parcelle de terre à lui, pour s'y faire enterrer*¹. Le loyalisme des Catalans

¹ Fila, p. 42, col. 1. (Témoignage du vicairc général de Gérone, Alfonsello.)

l'amène à faire volte-face. Il se ménage alors une alliance avec ce même roi qu'il voulait rayer brutalement de la liste des souverains et qu'il se propose maintenant de duper. Or, il se trouve que le résultat fort inattendu de la manœuvre est de jeter les Catalans dans les bras du roi de Castille. L'entrée en scène de ce nouveau prétendant oblige Louis XI à tout mettre en œuvre pour l'écarter, et c'est là le secret de la singulière sentence arbitrale de 1463. La place paraît nette alors. La Catalogne ne se dit-elle point résolue à se donner au Turc plutôt qu'au roi d'Aragon? Mais Louis XI perd un temps précieux dans les raffinements de sa négociation avec la grande ambassade catalane. Sans doute, les Catalans se donneraient au Turc plutôt qu'à l'Aragon; mais peut-être aussi se donneraient-ils au Turc plutôt qu'à la France, au lendemain de l'expédition de Gaston IV de Foix et de la déclaration de Dax¹. En tout cas, ils préfèrent se donner à D. Pedro, et cette préférence suffit pour vouer le Portugais à l'implacable rancune de celui auquel il s'est substituée. L'infortuné roi *intrus* meurt dans l'amertume de l'isolement et des désastres. Louis XI soutient René, mais sans conviction ni enthousiasme; il garde, au fond du cœur, l'espoir que l'aventure angevine ne sera qu'un épisode susceptible de servir ses desseins personnels et qu'un jour Barcelone sera à lui. Et encore, après la capitulation de 1472, il a la vision de Philippe de Bresse entrant en vainqueur dans la capitale du Principat.

L'idée de la Catalogne française a donc eu sur l'esprit de Louis XI tout l'empire d'une idée fixe. Si elle a échoué,

1. Le contemporain Joan Buada exprime bien le sentiment des Catalans : « Les dones digueren los Catalanes que fos memoria per los qui vindrien en aquest mont que jamay pus Cathalunya no fias, ab pacte ni sens pacte de sagurena, de Franca ni de Gascunya, car mes valdrie mori la Cathalunya que no star solamea a Franca ni Gascunya. » (Villanueva, XIV, 303.)

c'est d'abord que, conçue *a priori*, elle était aussi contraire que possible à la donnée de la réalité historique; ensuite, elle a été poursuivie par des moyens multiples qui s'excluaient au lieu de se compléter; enfin, le roi d'Aragon était Jean II.

Les visées de Louis XI sur Barcelone étaient chimériques, parce que la Catalogne était très loin du centre d'action du roi de France, et plus encore parce que la Catalogne était un Etat autonome, où regnait un véritable esprit national; on serait tenté de dire des idées quasi républicaines. Nul n'était moins propre que Louis XI au rôle de suzerain du Principat : le représentant par excellence de l'idée centralisatrice, le champion résolu de l'absolutisme, en raison de son tempérament de parfait autocrate, n'eût jamais pu comprendre la Catalogne féodale. Aussi bien, l'avait-il montré en Roussillon, par une conduite merveilleusement propre à donner au Général la mesure exacte de son libéralisme. Ainsi s'expliquent les alarmes des ambassadeurs de 1483 : le prince qui, prétend s'offrir comme seigneur de Catalogne est celui-là même qui vient de déchirer les privilèges de Perpignan, qui confisque les biens des patriotes roussillonnais, qui crée un Parlement et procède, par voie d'annexion.

Louis XI ne comprit jamais cette incompatibilité. Emporté par cet excès de confiance en soi qui le caractérise, il ne comprit pas davantage que les procédés successifs ou simultanés qu'il mettait en œuvre s'annihilaient les uns les autres, bien loin de concourir au même but. Il veut assurer la Navarre à la maison de Foix, et, le lendemain, il la démembre pour acheter la renonciation d'Henri IV; il veut gagner les Catalans, et ses troupes bombardent, pillent et désolent les villes catalanes; il veut empêcher une restauration aragonaise, et, par dépit, il ruine les espérances de D. Pedro, compétiteur de l'Aragonais; il se déclare pour

René d'Anjou, et il réduit le petit-fils du prétendant angevin à faire des avances à la Bourgogne.

L'incohérence de cette politique offre le plus frappant contraste avec la manière de Jean II. Lui aussi, il a une idée maîtresse; mais cette idée est aussi pratique et aussi nette que possible : le rétablissement de l'intégrité de sa monarchie. Lui aussi, il emploie des moyens différents pour arriver à ses fins, mais ces moyens s'enchaînent au lieu de se contrarier. Le roi d'Aragon est le père et le maître de celui qui sera Ferdinand le Catholique. Diplomate froid et circonspect, doué d'un sens profond du réel, exclusivement guidé par l'intérêt politique, il est également capable, pour servir cet intérêt, d'un acte d'héroïsme ou de clémence, et d'un acte de cruauté. C'est la même homme qui emprisonne son fils et livre sa fille à ses pires ennemis, qui consent à faire le silence sur tous les attentats et sur toutes les révoltes, pour rentrer paisiblement dans Barcelone, et qui s'enferme volontairement, quoique septuagénaire, dans Perpignan assiégé.

Dans cette partie qui se joue entre l'Aragon et la France, tandis que Louis XI se laisse séduire par l'illusion d'un coup brillant et inédit, tandis qu'il perd son temps à déplacer ses pièces sur le vaste échiquier et embarrasse leur marche par la complication même de sa trop subtile combinaison, Jean II se réserve sagement, cède du terrain à propos, se résigne de sang froid aux sacrifices nécessaires, puis tout à coup prend l'offensive longuement préparée dans l'ombre, et, jouant toujours le coup juste, finit, malgré l'infériorité primitive de ses forces, par obliger son adversaire à accepter partie remise.

Ainsi, le traité de Perpignan est le couronnement d'une tactique impeccable, patiente et dissimulée quand il l'a fallu, énergique et prompte à son heure. Cette alliance de Bayonne, dont Louis XI a voulu faire un piège, est

tirée de l'oubli par celui des deux signataires qu'elle était destinée à perdre. Jean II reconnaît sa dette, mais le gage n'est plus confié à celui qui, une première fois, n'a pas eu de scrupule à l'escroquer; il est remis aux mains d'un tiers, et cette neutralisation provisoire des Comtés est la seule innovation du traité du 17 septembre 1473, par rapport à l'acte du 9 mai 1462.

Que l'on compare la situation respective des deux rois à l'une et l'autre date, et l'on aura la mesure du changement profond qui s'est accompli. Louis XI et Jean II se retrouvent dans la même relation de créancier à débiteur, mais le rêve de la Catalogne française s'est à jamais envolé; Jean II est devenu l'idole des Catalans qui le remenaient naguère; enfin, le mariage de Ferdinand et d'Isabelle laisse apercevoir la perspective de la future unité de l'Espagne.

L'unité de l'Espagne, fruit d'une négligence prolongée en Castille et d'une obstination constante à tenir les yeux exclusivement fixés sur Barcelone, telle est l'œuvre, néfaste pour la France, que Louis XI devait léguer à ses successeurs. C'est là, à coup sûr, un événement historique de premier ordre, dont la portée dépasse singulièrement les vaines utopies et les intrigues confuses dans lesquelles se complaisaient l'imagination malade et l'esprit brouillon de Louis XI; un fait capital, dont l'effet ne sera rien de moins que de jeter la France, échappée aux périls de la guerre de Cent ans, dans les périls de la lutte contre la maison d'Espagne-Autriche

APPENDICE I.

Des erreurs commises par certains historiens à propos du traité de Bayonne

De l'exposé qui remplit le chapitre II du présent travail ressortent clairement, ce semble, les différentes phases de la négociation qui eut pour résultat la conclusion de l'alliance franco-aragonaise et l'engagement du Roussillon et de la Cerdagne : le développement de cette campagne diplomatique, si rapide à la fois et si seconde, nous est apparu naturel et logique.

Tout d'abord, nous avons assisté aux premières ouvertures de Jean II. Les pourparlers s'engagent par l'entremise de Charles d'Orma et semblent un instant compromis, à leur début, par la froideur de Louis XI, favorable aux Catalans; puis, nous avons vu soudain les relations des deux cours devenir plus étroites, lorsque le roi de France, repoussé par la Députation et attiré par les efforts de la maison de Foix, consent à s'entendre, à Orléans, avec la maison d'Aragon sur la solution à donner au problème de la succession de Navarre. Dès lors, l'accord complet ne peut manquer de se faire entre les deux parties : le secours que Jean II sollicite, Louis XI l'accordera volontiers, sous la seule réserve que cette opération ne soit pas infructueuse. A Sauveterre se discute le prix, à Bayonne l'affaire se conclut; enfin, après les ratifications de Saragosse et de Chinon, aucune sanction



ne manque plus à l'acte définitif. Effectif et date d'entrée de l'armée de secours, réserves faites à son emploi, montant de l'indemnité due, échéances du paiement et engagement des Comtés en garantie, toutes les conditions, en un mot, d'un marché double d'un emprunt se retrouvent dans ce contrat final, après lequel la diplomatie, qui a rédigé les clauses, doit faire place aux armes, chargées d'en assurer l'exécution. Peu de questions historiques, depuis leur début jusqu'à leur terme, se dégagent de l'examen des documents avec une telle netteté.

Comment se fait-il donc que cette question si simple ait été depuis plusieurs siècles obscurcie, comme à plaisir, par les historiens? que, parmi ceux qui y ont touché, aucun ne l'ait exposée avec exactitude et n'en ait saisi la portée véritable, qu'aucun, surtout, n'en ait connu réellement l'acte final? C'est ce qu'il est intéressant de rechercher. Dans le dédale obscur dans lequel va nous engager cet examen, complètement indispensable de l'étude à laquelle nous nous sommes livrés, nous aurons pour nous guider les résultats des recherches que nous avons faites; nous nous servirons comme d'un conducteur des conclusions où nous a amenés l'analyse des documents; en un mot, la connaissance de la vérité nous permettra de mieux comprendre les erreurs et nous rendra plus facile la tâche de les expliquer.

Ces erreurs (et, par ce terme, je comprends les ignorances avec les inexactitudes) me paraissent provenir surtout de deux causes bien distinctes : l'une est le secret gardé par les souverains aragonais sur l'acte de Bayonne : elle a particulièrement agi sur les auteurs espagnols, l'autre, non moins grave, consiste dans l'étrange rédaction d'une pièce du recueil de Legrand, conservé à la Bibliothèque Natio-

1. Ainsi Legent, I, 300, qui cite le traité du 9 mai, brouille absolument dans son analyse le traité de Bayonne avec celui d'Olinda.

na et elle a plus spécialement exercé son action sur les auteurs français.

La première de ces erreurs nous est déjà en partie connue¹. Le roi et la reine d'Aragon gardèrent obstinément secret le traité du 9 mai. On se rappelle le démenti absolu que Jeanne Enriquez opposa, le 24 mai, aux bruits qui avaient couru en Catalogne : « L'engagement et la possession des Comtés, écrivait-elle, non seulement n'ont fait l'objet d'aucune stipulation, mais même n'ont pas été mentionnés dans le pacte d'alliance, ni en aucune autre façon » Or, nous savons bien que l'engagement était spécifié en propres termes dans l'acte du 9 mai². C'est donc systématiquement que la cour d'Aragon a gardé le plus mystérieux silence sur le traité de Bayonne. Louis XI avait d'ailleurs donné son assentiment tacite à cette manœuvre politique, ainsi que le prouve sa lettre du 30 juin aux consuls de Perpignan³.

Or, cette tactique des souverains aragonais a moins trompé leurs sujets que la postérité elle-même ; les dupes de la manœuvre adoptée par Jean II, ce sont encore plus les historiens espagnols que les Catalans du quinzième siècle. Annales, auteurs de mémoires, d'histoires générales ou particulières, tous ont complètement ignoré le traité, que l'on avait pris tant de soin de dérober aux regards. De l'ambassade de Pierre de Peraila ils ne disent mot, non plus que de son retour à Saragosse et de son voyage à Chinon. L'acte du 9 mai⁴ leur échappe complètement, ils n'ont en sous

1 Voir ci-dessus, chap. II, p. 94.

2 Ferdinand le Catholique l'avoue en 1475. (Arch. de la Cor. d'Arag., *Cuncet.*, 3619, privilège pour Louis d'Oms, cité ci-dessus, chap. IX, p. 335, note 1.) Mais en 1470, dans le discours de Monzon, Jean II n'analyse l'obligation, non le traité de Bayonne (Chap. VIII, p. 300.)

3 Voir ci-dessus, chap. III, p. 137.

4 Il est curieux et caractéristique de constater que, malgré mes recherches, je n'ai trouvé aucun exemplaire du traité de Bayonne dans les dépôts espagnols.

les yeux que l'instrument du 23 mai. A les en croire, le traité définitif date de Sauveterre et fut confirmé, le 23 mai, à Saragoose. En un mot, le traité n'est pour eux que l'Obligation elle-même, dont l'instrument daté de Saragoose devient une ratification. Je citerai pour seul exemple l'exposé de Zurita, qui est le plus développé et peut du reste passer pour le modèle de la plupart de ceux qui l'ont suivi. Après avoir énuméré avec beaucoup de concision et de clarté les clauses essentielles de l'acte que nous connaissons sous le nom d'Obligation générale, il ajoute¹ : « Depuis, ce traité fut confirmé par le roi, le 23 du même mois de mai, dans le palais de l'archevêque de Saragoose², et, le même jour, l'archevêque et les seigneurs désignés s'obligèrent, conformément aux conventions de l'entrevue. Étaient présents les ambassadeurs français : Bernard d'Oma, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, et Raymond Arnaud de Montbardou, maître d'hôtel du roi de France. »

1 « Después, se confirmó por el Rey, en el palacio del Arzobispo de Çaragoça, a veynete y tres del mismo mes de Mayo. y el mismo día, el Arzobispo y aquellos cavalleros se obligaron conforme a lo asentado en las vistas hallandome presentes los embaçadores del Rey de Francia, que eran Bernaldo Delma, conescal de Belcayre y de Nîmes, y Ramon Arnaldo de Montebardono, maestro de hostel del rey de Francia » (Zurita, lib. XVII, cap. xxxvii.) Remarquons en passant que les envoyés français pouvaient être à Saragoose le 23, vu qu'ils avaient assisté l'avant-veille à la ratification du traité de Bayonne, mais ils ne figurent point dans la publication que cite Zurita (*Pièce justificative* n° 3. — Cf., sur ce point, H. Courtois, *op. cit.*, p. 251.) — Feliu de la Pena (lib. XVII, cap. v) n'a pas suivi sur ce point le récit de Zurita, il a ignoré aussi bien l'Obligation de Sauveterre que le traité de Bayonne. Il a connu seulement le fait de l'engagement des routes du Roussillon et l'a attribué au traité d'Oliva, le seul acte qui se trouve mentionné dans ses « *Anales* ». La confusion de Feliu de la Pena est passée depuis dans plusieurs historiens. (V. ci-dessous, p. 406.)

2 L'auteur veut parler de Don Juan d'Aragon, fils du roi et de Doña N. Avalleada et qui était, non pas évêque, mais administrateur perpétuel du diocèse de Saragoose.

Cette façon de comprendre les événements n'a pas eu l'unique inconvénient de méconnaître un acte diplomatique de la plus haute importance et d'introduire, au point de vue chronologique, de regrettables erreurs; les suites en sont plus graves et ne vont à rien moins qu'à défigurer complètement la véritable physionomie des faits. Dans cette confusion se trouve l'origine d'une interminable controverse qui a fait couler des flots d'encre : les Comtés ont-ils été réellement engagés à la France par le roi d'Aragon?

Je n'ai nullement l'intention de reprendre une polémique devenue sans intérêt aujourd'hui et à laquelle d'ailleurs la connaissance du traité de Bayonne enlève jusqu'au prétexte. Il est cependant curieux et utile en même temps d'observer comment cette controverse a pu naître et quels en étaient les éléments. Des deux côtés, les préoccupations d'un patriotisme exclusif stimulaient l'ardeur des polémistes. Les Rapagnols soutenaient que le roi d'Aragon n'avait pas engagé le Roussillon et la Cerdagne; à leur sens, il s'agissait simplement du versement des rentes, par les soins de Charles d'Orma, aux mains des mandataires de Louis XI, et l'occupation armée des Comtés était une violation flagrante de l'alliance; si les Français ont ensuite prétendu s'installer sur le territoire des Comtés, ils n'ont pu le faire qu'à la faveur d'une équivoque : c'est là un mauvais procédé, *mala pratica*, qui ne peut que démontrer la perfidie française¹. Les Français, au contraire (et ici je renvoie spécialement à Henry, qui s'est fait leur avocat dans un long plaidoyer²),

1. Je me suis efforcé d'employer, autant que possible, les propres expressions des écrivains qui ont soutenu cette thèse, et notamment Zurita, Abarca, Felu de la Peña, Bosch, Ramqués, Marullo, Rius, Lafuente. Herreras, pour ne citer que les principaux, auxquels il faut ajouter un écrivain roussillonnais du milieu du dix-neuvième siècle, Garanyola. (*Hist. du Roussillon*, pp. 310 et suiv.)

2. Henry a voulu discuter à fond ce point de droit et lui a con-

affirment que l'engagement des Comtés à la France est incontestable parce qu'il découle comme corollaire de l'engagement des revenus¹, et qu'il l'est deux fois plutôt qu'une, la révolte des Roussillonnais ayant plus tard autorisé pleinement la prise de possession du pays par les lances françaises ; ils continuent par des récriminations sans fin sur la mauvaise foi de Jean II, à quoi, du reste, les Espagnols répliquent par des accusations semblables et tout aussi fondées².

De ce long débat, retenons simplement ceci : c'est que les auteurs du camp espagnol estiment qu'en tout état de cause l'occupation des Comtés est une usurpation, une violation flagrante des conventions jurées, alors que ceux du camp adverse déclarent l'occupation conforme au pacte, vu que les clauses de ce traité l'impliquaient nécessairement. Quant à nous, nous savons qu'en réalité les Comtés étaient expressément engagés en caution, mais qu'ils ne l'étaient nullement en vertu de l'Obligation de Sauveterre. Il est aisé de voir, par conséquent, que, dans cette polémique si passionnée, le camp français et le camp espagnol ont tort à la fois l'un et l'autre et raison tous les deux. Le premier, en effet, défend une bonne thèse et s'appuie pour la prouver sur un document qui ne sert qu'à la démentir ; le

sacré la note 5 de son second volume. (*Hist. du Roussillon*, t. II, p. 84.)

1 La réfutation de cet étrange paradoxe, développé d'ailleurs avec tout l'appareil d'une discussion juridique, a été présentée très heureusement par Gazanyola (loc. cit.), qui a fait justice, sur ce point, des subtilités d'Henry. Gazanyola, en effet, n'a pas de peine à démontrer ce que nous savons déjà, à savoir que la pièce du 23 mai n'engage en aucune façon les Comtés. (V. chap. II, p. 83.)

2 La plupart des auteurs d'histoires générales de France, avec plus ou moins d'insistance, soutiennent cette thèse, qui est encore celle d'historiens tels que Caseneuve, Gaillard, Ducloux, etc. (Cf. les nombreuses dissertations écrites au dix-septième siècle sur les « droits de la France » ; on en trouvera une liste dans le répertoire de Lelong.)

second, soutenant une thèse inexacte, la tire très logiquement du texte qu'il invoque, texte que partisans et adversaires tiennent pour indiscutable et définitif, mais qu'en bonne critique il faudrait récuser¹.

Mais comment expliquer, dans ce cas, la complaisance inconsciente des écrivains français appuyant leur refutation sur un document insuffisant et favorable justement à leurs adversaires? C'est ici qu'intervient la seconde des causes d'erreurs que je signalais tout à l'heure, celle qu'il faut chercher dans la rédaction du recueil de Legrand.

Observons tout d'abord que Legrand a connu l'existence du traité de Bayonne et sa date réelle. Il est aisé de le prouver au moyen de la mention suivante, prise dans ses *Pièces historiques* : « Traité de Bayonne, contenant ce que dessus conclu le neuvième de May 1462 dans la chambre du Roy Louis onze.. et ratifié à Saragousse le 21 du même mois..., sur le secours de la gendarmerie, artillerie et munitions, promis de la part du roi Louis onze au dit roi Jean, moyennant promesse de 200,000 ecus d'or, de 64 au marc de France, et l'engagement des places de Perpignan et Collioure, aux comtés de Roussillon et Cerdagne, et autres appartenances des dits comtés² » Sur un seul point, Le-

1. Ce n'est pas, bien entendu, que cette pièce soit fautive : l'obligation a une valeur, et une grande, puisque nous avons vu qu'elle n'est pas invalidée par le traité de Bayonne. Mais l'on trouve que ce traité lui-même a modifié de telle façon les clauses de l'acte antérieur, qu'il a changé sensiblement les conditions fixées de l'alliance franco-aragonaise. Il en résulte qu'en méconnaissant le traité et les modifications profondes qu'il a introduites, Français et Espagnols ont appuyé leur raisonnement sur un texte notablement insuffisant, circonstance qui a amené les uns à une conclusion vraie par une déduction parfaitement illogique et inacceptable, les autres à une conclusion fautive par une déduction logique et légitime. Les premiers raisonnent très mal et soutiennent la vérité, les seconds raisonnent à merveille et sont dans l'erreur.

2. B. N., F. fr. 6268, p. 165.

grand ne paraît pas bien sûr : il hésite sur la date de la ratification. Dans l'extrait que je viens de citer, il la donne comme étant du 21, ailleurs, il la donne comme étant du 23. « Le traité de Bayonne fut ratifié à Saragosse le 23 May en présence de plusieurs grands officiers et seigneurs d'Aragon¹. » Legrand commet donc ici déjà une confusion, qui deviendra plus tard continuelle : la ratification du traité de Bayonne signée à Saragosse et l'instrument de l'Obligation générale donnée dans la même ville sont considérées comme ne constituant qu'un seul et même acte.

Une telle confusion est déjà fort regrettable. Mais là n'est pas, et beaucoup s'en faut, le plus mauvais service qu'ait rendu l'abbé Legrand aux historiens. Il est curieux, en effet, que le pire inconvénient de sa compilation, dans la question qui nous occupe, ait été l'inintelligible copie qu'il a donnée d'un acte qu'il semble avoir compris lui-même.

Le titre sous lequel Legrand donne cette copie est extrêmement étrange : « *Ratification du traité suivant, fait par le Roy d'Aragon le 21 mai 1461²* ». Signifie-t-il que le texte qui suit est un traité dont la ratification remonte au 21 mai? ou bien doit-on entendre que ce texte est lui-même une ratification datée de ce jour? La date de la pièce pourrait lever tous les doutes; mais précisément elle fait défaut. A ne considérer donc que le titre imaginé par Legrand, il y a place pour les deux hypothèses : c'est le premier sens qui est le vrai³; c'est le second justement qu'ont adopté les historiens. Et pour restituer l'indication du quantième qui manquait, ils n'ont rien trouvé de mieux

1. B. N., F. fr. 6291.

2. B. N., F. fr. 6292.

3. C'est ce qu'il est facile de vérifier en comparant cette copie au texte authentique du traité de Bayonne, maintenant qu'il nous est connu.

que d'ajouter le chiffre 21¹. A la vérité, certains ont jugé utile de faire quelques corrections². A ceux-là, il a paru qu'un document daté de Bayonne ne pouvait être émané de la chancellerie aragonaise, ils ont cru à une pure distraction de Legrand et ont fait une ratification « du roi de France le 21 mai ». La ratification correspondante du roi d'Aragon leur a paru se trouver dans la pièce suivante de Legrand, intitulée : « *Le Roy d'Aragon engage le Roussillon à Louis XI*³ », à la date du 23 mai à Saragosse. Une imagination complaisante n'a pas tardé à voir dans ces deux pièces ce que l'on a appelé « l'exemplaire du roi de France et l'exemplaire du roi d'Aragon⁴ ». Or, le premier de ces prétendus exemplaires est une copie extrêmement defectueuse du traité de Bayonne; le second est une copie à peu près aussi inexacte de l'Obligation.

Je n'ai pas l'intention d'insister sur les fautes de la copie de l'Obligation qui se trouve dans le recueil de Legrand⁵, sous le titre très impropre que je viens de citer⁶. Mais il est nécessaire de s'arrêter un instant sur sa copie du traité. Au premier abord, le texte en est méconnaissable. Si l'auteur du recueil, ou le secrétaire chargé de ce travail, s'était contenté de la semer de quelques barbarismes, fussent-ils aussi fréquents qu'ils le sont en réalité, la distraction aurait peu d'importance. Derrière les incorrections, on peut sans trop de peine

1. Au lieu du 9. date vraie du traité de Bayonne. Le 21 mai, Louis XI avait quitté Bayonne depuis déjà plusieurs jours. Voir ci-dessus, p. 118.

2. Par contre, Lenglet-Dufresnoy, dans les *Preuves* de son édition de *Comines*, ne contenta du il se et de la copie de Legrand avec la seule addition du quantième inexact, qui, bien entendu, lui paraît évident. (Lenglet-Dufresnoy, *Comines*, t. II, p. 360.)

3. B. N., F. fr. 6969, fo 112.

4. Voir un peu plus bas des extraits de Quicherat, Petitot et Vasson, à ce sujet.

5. B. N., F. fr. 6969, fo 112 et suiv.

6. « Le roy d'Aragon engage le Roussillon à Louis XI. »

retrouver l'original¹. Plus graves, malheureusement, sont les conséquences des coupures subies par le texte en passant dans la collection de Legrand, car non seulement certaines phrases devenaient tout à fait incompréhensibles, mais en core plusieurs articles très importants se trouvent défigurés. Je citerai, à cet égard, deux exemples qui me paraissent frappants. On lit dans Legrand cette phrase qui n'a aucun sens : « Que omnia et singula dicta et recitata fuerunt in civitate Barionensi, in presentia dicti christianissimi Francorum regis, Arragonum, et ipsius vices gerentis pro proque et nomine hujus rei et negotii gestoris » Or, il y a dans l'original² : « Que omnia et singula dicta et recitata fuerunt in civitate Barionensi, in presentia dicti christianissimi Francorum regis et aliquorum de consilio suo ex una, dominique de Peralta, militis, ambassiatoris regis Aragonum et ipsius vices gerentis... ex altera partibus³ » Ailleurs, on lit dans Legrand : « Præterea dictus serenissimus rex Arragonum, statim post reductionem dictæ civitatis Barchinonæ, tenebitur liberare et tradere, seu tradi et liberari facere ipsi christianissimo regi seu ab eo deputando vel deputandis, per ipsum Francorum regem, usque ad plenam et integram solutionem et satisfactionem dictæ summe... », ce qui est intelligible. Au contraire, voici le texte original de ce même article : « Præterea dictus serenissimus rex Aragonum, statim post reductionem dictæ civitatis Barchinonæ, tenebitur liberari et tradere seu tradi et liberari facere, ipsi christianissimo regi seu ab eo depu

1. Ainsi, pour donner quelques spécimens, on trouve « pro lution tandem », pour « pro lution termine »; « autoribus armorum predictos », pour « gentibus armorum predictis », relationem « pour « relaxationem ».

2. Je donne plus loin le texte de cet original, que j'ai fort heureusement retrouvé dans un carton du *Treasure des Chartes*. (Arch. Nat., J 502, n° 12. — *Pièce justificative* n° 4.)

3. Les mots en italique sont ceux qui ont été omis par Legrand.

lando vel deputand.s. *plenam, realem actualem et liberam possessionem omnium aliarum villarum, castrorum, fortaliciorum et dominiorum quorumcunque dictorum comitatum Rossilonis et Ceritanie, cum omnibus fructibus, proventus, redditibus et emolumentis ad ea pertinentibus, et spectantibus, ad ea possidentium et explectandum per ipsum Francorum regem usque ad plenam et integram solutionem dicte summe ..* » Il faut vraiment avouer que Legrand joue de malheur, car les lignes du manuscrit qu'il omet de transcrire sont précisément ici les plus significatives. D'une part, en effet, il néglige de mentionner les pleins pouvoirs du connétable de Navarre, qui donnent en grande partie sa valeur au contrat, et, d'autre part, il saute purement et simplement les conditions dans lesquelles devront être remis à Louis XI le Roussillon et la Cerdagne avec leurs revenus. Ainsi, entre autres omissions qu'il commet dans le traité d'engagement des Comtés, se trouvent justement les pouvoirs de celui qui engage et la clause d'engagement elle-même.

Il ne manquait plus à un document à ce point défiguré que d'être pris pour un autre et de recevoir une fausse date. J'ai déjà expliqué comment son titre singulier avait pu le faire passer pour une ratification, et aussi comment on avait cru devoir dater cette prétendue ratification du 24 mai. Pour comprendre maintenant la destinée de cette pièce ainsi interprétée, il faut faire un instant abstraction du vrai texte. Désormais, en effet, les historiens perdent de vue le texte authentique : la copie de Legrand leur suffit et ils s'en servent comme d'un original.

Godefroy et Lenglet-Dufresnoy, qui ont fait suivre leurs éditions de *Comines* d'une collection fort riche et, en somme, fort précieuse de documents très divers sur les règnes de Louis XI et de Charles VIII, ont fait de larges emprunts au recueil de Legrand. C'est ainsi que les deux pièces qui,

dans ce recueil, concernant l'alliance et l'engagement, ont été transportées dans le tome II de Lenglet¹. Nous les y retrouvons avec leurs titres littéralement reproduits. L'une porte toujours : « Ratification du traité suivant, faite par le Roy d'Aragon le 21 May 1462 »; la seconde : « Le Roy d'Aragon engage le Roussillon à Louis XI² ». Grâce aux éditeurs de *Comines*, les deux textes passaient donc du domaine de l'écrit dans celui de l'imprimé³. L'ouvrage de Lenglet rendait la tâche facile aux historiens de Louis XI et du Roussillon, i. leur présentait, pour ainsi dire, en regard l'un de l'autre, les deux « exemplaires » de Bayonne et de Saragosse, du 21 et du 23 mai, de Louis XI et de Jean II⁴. C'est de Lenglet que procède une note de Quicherat citant « les deux exemplaires du traité... l'exemplaire de Louis XI donné à Bayonne le 21 mai, et celui du roi d'Aragon daté de Saragosse deux jours plus tard⁵ ». Plus récemment, M. J. Vaesen signalait aussi « le traité... ratifié par Louis XI à Bayonne le 21 mai 1462 et par Jean II d'Aragon à Saragosse deux jours plus tard⁶ ». Enfin, la même référence et

1. Voir Lenglet-Dufresnoy, *op. cit.*, t. II, pp. 380-384, pièces XVIII et XIX.

2. N'oublions pas que l'une est en réalité le traité de Bayonne l'autre l'obligation de Sauveterre.

3. Il faudrait encore noter que la copie a été faite sans aucune attention et n'a guère été plus soigneusement collationnée que le manuscrit de Legrand. Lenglet a corrigé quelques fautes et en a ajouté de nouvelles, de sorte qu'il faudrait faire un dénombrement bien minutieux pour savoir lequel des deux est le plus incorrect. Bien entendu, ni Godefroy ni Lenglet n'ont jamais recouru à l'original.

4. Il convient de signaler, pour mémoire, que ce n'était pas l'intention de l'auteur, pour qui la première pièce était une ratification du traité de Sauveterre et la seconde un traité d'engagement. Aussi, certains auteurs, parmi lesquels D. Vaissete, Fossé, Lafaille et Guillard, ont-ils écrit que le Roussillon avait été engagé au traité de Sauveterre (cf. Abareau, t. III, p. 358), or, nous le savons, ce traité ne renferme pas le mot de *Roussillon*.

5. Quicherat, édition de Th. Basin, *Hist. J.*, sup. xvi, p. 80, n° 2.

6. Vaesen, II, 59.

la même méprise se retrouvent dans l'ouvrage, d'ailleurs si documenté, que M. Henri Courteault a publié naguère sous ce titre : *Gaston IV, comte de Foix*¹.

C'est encore de Lenglet, mais d'une autre façon, que procède Henry dans son *Histoire du Roussillon* et dans ses *Mélanges historiques*². Henry, en effet, ne s'occupe que de la seconde pièce, celle qui a pour titre, dans Lenglet et dans Legrand : « Le Roy d'Aragon engage le Roussillon à Louis XI ». Il y voit, comme Lenglet, un traité d'engagement et le donne sous le titre, cette fois bien catégorique, de : « Traité de l'engagement du Roussillon et de la Cerdagne »³. Avec Henry, les erreurs des éditeurs de *Comi*nes se développent et se précisent. La façon singulière dont l'auteur de l'*Histoire du Roussillon* a compris la négociation franco-aragonaise de 1462 se révèle à merveille dans cette courte phrase de ses *Mélanges historiques*⁴. « Le roi d'Aragon avait réclamé le secours de la France; un premier traité, signé à Sauveterre le 3 mai, avait établi les bases de l'alliance entre les deux couronnes. Un second traité, signé à Saragosse le 23 du même mois, engage à Louis XI les deux comtes »⁵. Henry, dupe du titre impropre adopté par Legrand et répété sans critique dans les preuves de *Comi*nes, en est donc arrivé à prendre l'Obigation pour un traité signé à Saragosse⁶.

1. Courteault, *Gaston IV, comte de Foix*, p. 251.

2. Henry, *Mélanges historiques sur l'ancienne province du Roussillon*, ms. de la Bibl. mun. de Perpignan, n° XLIV, chap. II.

3. Henry, *Hist. du Rouss.*, II, 608.

4. Henry, *Mélanges historiques*, f° 20.

5. Dans l'*Histoire*, antérieure aux *Mélanges*, — qui n'en sont que le supplément resté manuscrit, — on peut lire un passage analogue et non moins affirmatif, quoique rédigé sous une forme moins frappante. (*Hist. du Roussillon*, II, 73.)

6. Le texte de ce prétendu traité constitue la preuve V du tome II de l'ouvrage d'Henry (p. 608), il est emprunté à Lenglet Dufresnoy, mais assez inexactement recopié. Henry supprime quelques-unes des

Gazanyola, qui a parfois relevé les erreurs de son prédécesseur, commet ici la même méprise. « Louis se rendit à Sauveterre, dans le Bearn, et Jean à Sainte-Pélagie¹, dans le territoire de Mauleon de Sculo, en Navarre. L'entrevue eut lieu le 3 mai 1462, dans un champ auprès de Sauveterre. Il en résulta le fameux traité conclu à Saragosse, dont on peut voir le texte dans *Comines*² ». Est-il besoin de rappeler une fois de plus qu'il n'y a pas eu de pacte conclu le 23 mai; qu'aucun traité de Saragosse ne se rencontre dans l'histoire des relations franco-aragonaises au quinzième siècle, qu'enfin, à cette date et dans cette ville, Jean II n'a donné que la confirmation de l'Obligation générale qu'il avait contractée précédemment?

Ainsi, ce sont les clauses de l'Obligation, placées sous l'étiquette trompeuse de « traité d'engagement », qui ont été invoquées par les historiens du Roussillon, et aussi par la plupart des biographes de Louis XI et des auteurs d'Histoires générales de France, dans la question de l'annexion des Comtés³. Tous ont voulu justifier le titre qu'ils emprun-

taient de son modèle et en ajoute en même temps plusieurs. Il est curieux, en outre, de constater que de temps en temps, il éprouve la nécessité de changer quelque terme, fût-ce la plus insignifiante. Il remplace *devenant* par *venant*, *quelconque* par *qui*, *veu* par *aut* et *aut* par *vel*. Ne dirait-on pas qu'en donnant une reproduction intégrale et fidèle des documents qu'il cite il craindrait de passer pour un plagiaire? (V., *Pièce justificative* n° 3, le texte même de l'Obligation, d'après l'original.)

1. L'auteur veut évidemment parler du village de Saint-Palais (Sancti-Pelagii).

2. Gazanyola, *Hist. du Roussillon*, chap. xii, p. 289. Dans *Comines* signifie, sous la plume de cet auteur : dans les pièces réunies par Lenglet, à la suite de l'édition qu'il a donnée de *Comines*.

3. Ceux qui parlent des deux exemplaires de Bayonne et de Saragosse se réfèrent pratiquement au dernier et considèrent le premier comme le double de l'autre. Il est vrai qu'il s'en rapproche fort dans le texte qu'on en donne. Nous avons observé, en effet, que les coupures malheureuses de Legrand, soigneusement respectées après lui, avaient eu pour résultat de supprimer la clause essentielle de

laient à Legrand par l'intermédiaire de Lenglet-Dufresnoy, et qui résultait d'un véritable contre-sens commis sur la portée de l'acte. Des lors, il ne s'est efforcés de rechercher partout des arguments pour soutenir que cette pièce stipulait, en effet, l'engagement du Roussillon et de la Cerdagne. Nous comprenons maintenant comment les partisans du camp français étaient conduits, par une série ininterrompue de confusions, à argumenter sur ce même document, que, de leur côté, les partisans du camp espagnol, par ignorance du traité véritable, considéraient eux aussi comme le document définitif.

l'acte authentique. Des lors, le traité de Bayonne ainsi troqué, peut bien passer pour une reproduction de la simple Obligation. Fort instructif à cet égard est le passage suivant de Pellot, qui paraît avoir lu les deux pièces de Lenglet : « Les plénipotentiaires de Louis et du roi d'Aragon signèrent un premier traité le 3 mai; par un autre, signé le 21 du même mois, il fut convenu que la France fournirait à D. Juan sept cents lances avec un nombre proportionné d'archers, de l'artillerie et des munitions. Pour indemniser Louis de cet armement, le roi d'Aragon s'obligeait à lui payer 200,000 écus d'or de soixante-quatre au marc savoir 100,000 trois mois après la réduction de Barcelonne et 100,000 au bout d'un an. En garantie de ces deux sommes, D. Juan engageait à Louis le Roussillon et la Cerdagne, dont il abandonnait les revenus, à titre d'indemnité, jusqu'à complet paiement. Le 23 mai, le roi d'Aragon signe son obligation de remettre le Roussillon et la Cerdagne aussitôt que les troupes françaises seraient arrivées. Le deuxième acte confirme toutes les dispositions du 21. La seule différence que l'on y remarque, c'est que le terme du premier paiement est fixé un an après la réduction de Barcelonne au lieu de trois mois. » (*Coll. de mém. relat. à l'hist. de France, Introd. aux Mém. de Ph. de Comines, t. XI, p. 945.*) Il y aurait bien des détails à reprendre dans cet exposé, mais du moins les trois pièces de Sauveterre, Bayonne et Saragosse, bien que mal datées, ne sont pas confondues. Seulement, entre les deux dernières, Pellot ne voit qu'une différence insignifiante. C'est que la différence essentielle je veux dire la clause formelle d'engagement, a disparu par la copie de Legrand, et, dès lors, on peut dire que les deux textes s'équivalent.

1. En somme, Français et Espagnols arrivent, par des voies différentes, à une même conviction, à savoir que le terme de la négociation est l'acte rédigé à Saragosse le 23 mai. Cela est si vrai que

On n'en finit point si l'on voulait énumérer et analyser dans tous leurs détails les erreurs de toute sorte qui ont été accumulées sur la question de l'engagement. C'est ainsi que l'on pourrait réfuter, entre autres, l'interprétation absolument fantaisiste et invraisemblable que donne Henry¹ de l'article concernant l'emploi des lances françaises en Aragon et le supplément de 100,000 écus promis dans ce cas par Jean II. Il faudrait encore signaler l'opinion injustifiée de ceux qui, comme Lafuente et Roussouw Saint-Hilaire², à l'exemple de Felu de la Peña³, représentent les Comtes comme engagés par le traité d'Olite, ou, nous le savons, ne sont même pas nommés le Roussillon et la Cerdagne⁴. On devrait, pour être complet, signaler bien d'au-

Gazanovis, fidèle défenseur de la thèse espagnole, a donné le même exposé et les mêmes références que Henry, le plus ardent avocat des « droits de la France ».

1. Henry a imaginé qu'il y avait intervention dans la rédaction du texte et que les conditions véritables se réduisaient à ceci : ou bien le roi de France fournirait seulement quatre cents lances, et alors le roi d'Aragon ne devrait que 30,000 écus, ou bien il en fournirait sept cents et la dette s'élèverait à 100,000 écus d'or. Cette interprétation inconsidérée est aussi celle de Gazanovis.

2. Lafuente *Historia general de España*, t. VIII p. 370. — Roussouw-Saint-Hilaire *Histoire d'Espagne*, t. V p. 371. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que ces deux historiens donnent des références qui ne sont nullement à l'appui de leur affirmation. Voici la note de Roussouw : « Un extrait des documents originaux de ce traité, fort incorrectement rapporté par la plupart des historiens espagnols et français, a été publié par Peutelet, *Collect. de mem. relat. à l'histoire de France*, t. XI, p. 341, voir aussi les *Mém. de l'Ac. de Comptes*, t. II, p. 360, et Dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*, t. V, p. 35. » Ces renvois me paraissent inexplicables, car : 1° Peutelet, à la page indiquée (c'est précisément celle que j'ai citée tout à l'heure, v. ci-dessus, p. 341), ne parle point du traité d'Olite, 2° à la page 360 des *Mém. des Comptes*, t. II on lit, non pas le traité d'Olite, mais l'obligation. 3° Dom Vaissette n'attribue point l'engagement au traité d'Olite mais bien au traité de Bayonne, que Roussouw passe sous silence. Les renvois de Lafuente ne sont pas plus heureux.

3. Ci-dessus, p. 368, note 1.

4. Voir ci-dessus l'analyse du traité d'Olite, chap. II, p. 70, et ci-dessous le texte, *Pièces justificatives* n° 2. — C'est probablement de Roussouw-Saint-Hilaire que provient la mention suivante qui se lit dans

tres inexactitudes relatives au nombre de lances fournies et au montant des sommes dues par l'Aragon. Ces inexactitudes, pour être secondaires, n'en sont pas moins curieuses. Mais il fallait se borner et choisir.

Je crois en avoir assez dit pour qu'il reste démontré que l'aliénation du Roussillon ne saurait être attribuée légitimement, ni, comme le disent quelques-uns, au traité négocié le 12 avril à Olite; ni, selon l'opinion bien souvent formulée, au traité de Sauveterre conclu le 3 mai; ni, enfin, comme le voudraient certains, à un traité signé le 23 à Saragosse, lequel n'a jamais existé.

L'étude critique, en effet, nous a conduit à une autre solution. L'unique et véritable traité d'engagement fut rédigé le 9 mai, à Bayonne, et ratifié par Jean II à Saragosse, le 21 mai, par Louis XI à Chinon, le 15 juin. C'est ce traité, ainsi revêtu d'une double consécration, que l'analyse des faits et la comparaison des textes ont concouru à nous montrer comme le couronnement de la négociation tout entière; c'est lui qui nous est apparu comme le terme de la campagne diplomatique dont Olite et Sauveterre ne sont que les étapes. En 1473, lorsque Jean II et Louis XI ont eu à conclure une nouvelle convention, ils se sont reportés aux clauses de Bayonne¹. C'est donc dans le texte original du traité du 9 mai, retiré de la cachette où il restait oublié depuis Legrand et rendu à la lumière, qu'il convenait de chercher et qu'il était possible de trouver la solution de cette curieuse question de politique étrangère.

L'Histoire générale du quatrième siècle à nos jours, t. III, chap. iv, p. 175 : « En Aragon il (Louis XI) promit par le traité d'Olite (avril 1402) trois cent mille écus au roi Jean II, en lutte contre les Catalans, et reçut de lui, en gage, le Roussillon et la Cardagae. »

1. « Primum convenit et placet ipsi Christianissimo regi Francie, ut servetur ordo conventionis et pacti quod olim egit cum serenissimo domino rege Aragonum, anno Incarnationis domini Millesimo Quadringentesimo sexagesimo secundo, die vero nona mensis Maii... » (Traité de Perpignan, voir chap. ix, p. 373.)

APPENDICE II.

Sur une pièce du fonds Bourré à la Bibliothèque nationale

(B. N., F. fr. 20493, f^o 100-101)

Il importe d'exposer brièvement pour quelles raisons nous n'avons pas utilisé, au cours de notre étude, une pièce qui, à première vue, paraît présenter un intérêt considérable pour l'histoire de la première occupation française du Roussillon. Il s'agit d'un document conservé dans le fonds Bourré, à la Bibliothèque nationale (F. fr. 20493, f^o 100 et suiv.), sous forme de minute. En voici la teneur :

« Semble que le roy peut prendre pour le siège de Perpignan les gens qui s'ensuivent :

« PREMIÈREMENT,

monseigneur de Boulougne ¹	c lances.
moss. de la Barde.....	c lances.
moss. Geffroy de Saint Belin..	ix lances.
Le seneschal de Guienne.....	c lances.
moss. du Pont ²	LXX lances.
Salazart.....	c lances.
moss. le mareschal d'Armagnac.	c lances.

1. Sur ce personnage, voir Vaesen, II, 65.

2. Le marquis de Pont-à-Mousson.

moss. de Crussol.	c lances.
La compagnie de Moss. d'Orval.	c lances.
Le seneschal de Xaintonge ¹ . . .	c lances.
Estevenot ²	xxx lances.
moss. Jehan Bureau.	xxvj lances.
Le grand escuier.	c lances.
moss. Tristan ³	x lances.
Somme.	xj ^e -vj lances.

et les archiers.

LES FRANCS-ARCHIERS :

En Anjou et en Maine.	ii
En Cotentin	iiij ^e
A Caen.	iiij ^e
En Poitou et Xaintonge	vij ^e
Bourbonnais, Forest, Beaujolais et Auvergne.	vij ^e
En Berry, Nyvernois, Gien, Or- leans et Bloys.	iiij ^e
Touraine et Vendosme.	ij ^e
Houergue et Comminge	v ^e
Senlis, Beauvais, Compiègne, Soissons, Laon, Noyon, Reims, Challons, Langres et Troyes. .	xv ^e
En Lymousin haut et bas, la Mar- che, Perigord et Franc-Alleu. .	iiij ^e
Somme.	vij ^e francs archiers.

Le paiement des dits .vij^e. francs archiers montera par
moys a .xxiiij^e. francs, qui est pour .iiij. mois. lxxij^e fr.

1. Gaston du Lyon

2. Estevenot de Vignolles, bailli de Montferrand

3. Tristan l'Hermite.

ARTILLERIE :

De Poitiers. iiij lombardes.

Le bouton et le chien qui sont à Poitiers.

Item les .vj. canons du Dauphiné.

Les .xij. canons de Girault à Saint Jehan d'Angely.

xxiv. couleuvrines qui sont à Poitiers.

cxv. ribaudequins, dont en y a .lxxij. à Poitiers, à Tours .xviij, à Saint Jehan d'Angely .xxiiij.

Item les poudres et matieres qui sont à Poitiers.

La deppence pour mener la dite artillerie pourra monter à (*le chiffre manque*). »

Deux dates différentes ont été proposées pour cette pièce, qui ne porte d'indication ni de lieu ni de quantième. M. Quicherat¹ la rapporte à l'expédition du comte Gaston IV de Foix, en juillet 1462; M. Vaesen², à la seconde campagne de Roussillon, en 1473.

Ces deux attributions sont inexactes. L'opinion de M. Vaesen est à rejeter immédiatement, car plusieurs des capitaines cités sont morts bien avant 1473, par exemple le sire d'Orval³, Jean Bureau⁴ et Geoffroy de Saint-Belin⁵. L'opinion de M. Quicherat est également erronée : en effet, non seulement l'énumération des capitaines ne correspond guère à celle de Leseur⁶, mais encore nous savons que l'objectif du comte de Foix n'était nullement le siège de Perpignan.

1. Th. Basin, II, 58, note 5.

2. Catal. du Fonds Bourré (Bibl. de l'Ec. des Ch., XLV, 488).

3. Ci-dessus, p. 159.

4. En juillet 1463 (Anselme, III, 133).

5. En 1465 (Anselme, VII, 113).

6. V ci-dessus, p. 117 et suiv.

Cette mention du « *siege* » nous amène à une troisième hypothèse : la pièce dont il s'agit doit être rapportée à la campagne du duc de Nemours, à la fin de 1462, dont le but était bien réellement la prise de Perpignan¹. En outre, un détail de la teneur permet d'en déterminer la date approximative : la minute porte ces mots : « la compagnie de mess. d'Orval ». Elle a donc été rédigée à un moment où le sire d'Orval est déjà indisponible, mais n'a pas encore été remplacé par Poncet de Rivière². Il en résulte forcément que notre document est de la fin d'août ou des premiers jours de septembre. Il est en relation étroite avec les lettres patentes de Louis XI conférant au duc de Nemours ses pleins pouvoirs, lettres dont la minute, à défaut du quantième, porte un nom de lieu tel que, si l'on consulte l'itinéraire de Louis XI, la date d'août-septembre s'impose de toute évidence³.

1. En dehors de l'argument tiré du mot « *siege* » on peut démontrer l'exactitude de cette hypothèse par un raisonnement bien simple. Les campagnes postérieures à 1463 étant écartées, à cause de la mention faite de Jean Bureau, le document ne peut se rapporter qu'à l'expédition de Gaston de Foix ou à celle de Jacques d'Armagnac, duc de Nemours. Or, des remarques comme les suivantes rendent l'hésitation impossible : 1° le sire de la Harde est cité dans le document à dater comme capitaine de cent lances, or, il n'avait que soixante archers dans la marche sur Suïzes, le 10 juillet, et les gens de sa compagnie, dont Lescour a soin de noter l'absence, étaient cantonnés autour de Cordes, par ordre de Louis XI, au milieu de juillet (B. N., F. fr. 20459, fo 18, Vasson, II, 42), c'est donc postérieurement à l'entrée en campagne de Gaston de Foix qu'il a pu être question du sire de la Harde pour opérer en Roussillon avec sa compagnie entière, 2° en vertu du même ordre royal, Bertrand de Bolognne, Geoffroy de Saint-Belin et Jean de Salazar reçoivent des cantonnements ainsi que les gens du duc de Nemours, tandis qu'ils ne figurent pas dans le dénombrement que donne Lescour de l'armée de Gaston IV; 3° enfin la mention de « la compagnie de mess. d'Orval » ne se comprendrait pas, sous cette forme exceptionnelle, si le sire d'Orval se trouvait, comme il l'était effectivement en juillet 1462, bien portant et personnellement à la tête de ses hommes.

2. Voir ci-dessus p. 149.

3. Voir le texte de ces lettres et la discussion de leur date dans

Des considérations qui précèdent, il faut conclure que la pièce dont nous nous occupons correspond, sans aucun doute, à l'expédition du duc de Nemours.

Mais l'histoire ne saurait l'utiliser pour déterminer quelle fut la composition réelle de l'armée du duc : cette pièce constitue, en effet, une simple proposition, soumise au roi, à laquelle il ne fut point donné suite. Gaston du Lyon, Gargues-sale, le sire de la Barde ne firent point partie de l'armée française qui prit Perpignan, puisqu'ils suivirent jusqu'au bout Gaston IV¹. Comme la formule de son titre l'indique, le document n'a donc été qu'un projet, et un projet que nous savons avoir été remanié, bien que nous ignorions dans quelle mesure il le fut au juste. Il est par conséquent impossible d'en tirer aucune donnée positive, et tout au plus ce projet peut-il permettre de juger quelle attention accordait Louis XI à la composition de l'armée qu'il destinait à la conquête du Roussillon.

J. Calmette, *Doc. relat. à la prise de Perpignan* (*Rev. d'Hist. et d'Archéol. du Roussillon*, II, 285). Les pleins pouvoirs du duc sont donnés à Montrichard Or, Louis XI n'a pu se trouver à Montrichard que dans les derniers jours d'août ou les premiers jours de septembre, en allant de Rouen, où il était le 14 août (Vasson, II, 66), à Saint-Loup-sur-Thouet, où nous le voyons rendu le 13 septembre (Vasson, II, 73, note 3).

1. C'est pourquoi les lances du sire de la Barde furent commandées en Roussillon par son lieutenant, Antoine de Rieu (chap. iv, p. 164, note 2). En réalité on pensait, en août, à la voir que la prise de Barcelone par Gaston IV rendrait disponibles les capitaines de l'armée de Catalogne, et plusieurs d'entre eux étaient désignés pour passer en Roussillon. Il est fort probable que la continuation de la campagne du comte de Foix, pendant toute la fin de l'année 1462, détermina justement Louis XI à modifier le projet primitif qui lui avait été soumis et à composer autrement qu'il n'y avait songé tout d'abord l'armée de Jacques d'Armagnac.

APPENDICE III.

La restauration aragonaise et les archives révolutionnaires.

On peut dire qu'il existe, aux archives de la Couronne d'Aragon, de véritables séries révolutionnaires du quinzième siècle.

Le sort des papiers laissés par la Deputation révolutionnaire et les princes intrus fut mis en question, le jour même où Jean II triomphant entra dans la capitale du Principat. Parmi les conseillers du roi restauré, beaucoup émettent l'avis qu'il convenait de mettre en pièces et de jeter à l'eau ces registres qui rappelaient une usurpation odieuse et une rébellion sacrilège; ils disaient bien haut qu'il fallait, pour l'honneur de la maison légitime, supprimer jusqu'au souvenir de la Révolution. Les documents étaient à la merci de Jean II. Il lui suffisait de dire un mot pour les détruire et pour rendre, du même coup, à peu près impossible une histoire impartiale de la grande crise que son génie venait de terminer à son profit.

Jean II réfléchit et rendit sa sentence : tous les documents seraient conservés. Voici un extrait de la pragmatique¹

¹ Arch. de la Cor. de Arag., *Cancel.*, n° 3416, f° 5, et *Pergaminos* (Juan II), n° 201. La date de la pragmatique est la suivante : « Datum Barcinone .xxx. die novembris, anno a nativitate Domini Millesimo Quadringentesimo septuagesimo secundo. »

qu'il rendit à cette occasion et qui constitue une véritable lettre de rémission en faveur des papiers révolutionnaires .

« Fuerunt nonnulli ex nostris qu. hos libros in minutissimas particulas consciendos vindicibusque fluminis tradendos suaderent, propterea quod continent judicia, donationes, deliberaciones, edicta et acta nostrorum hostium, qui hanc urbem, civili dissensione turbatam, dum hec gesta sunt, sub tyrannide tenuerunt. Putabant enim tam iniquarum exemplis de medio tolli debere, cum ut, eorum actis felici nostro reditu rescissis, ipsi etiam ex hominum memoria summoventur, tum ut tam clavis notis posterioritati compertum non foret, repertum fuisse iniquam facilem viam ad aliena bona regnaque invadendum, exterorumve quempiam ullis armis avito nostro solo feliciter insediesset. Nos autem, etsi quibusdam satis equa et probabilis horum ratio visa est, tamen non multum nostra interesse existimavimus quod supprimantur hujusmodi monumenta, immo vero longe magis prestare quod extant. Nam, si ea percurrerint, injustis inimicorum ceptis infelices rerum eventus divinitus datos deprehendent, nec alium alio adversum nos fortunatum magis exituisse offendent, neque vero nos ideo aut eos aut eorum acta probasse videbimur, quod ipsorum libros non jusserimus penitus aboleri; sed recte et consulto fecisse probabimur, quod voluerimus, servatis et juxtapositis exemplis legitima principum imperia ab injusto tyrannorum dominatu, quemadmodum diversorum colorum opposicione dignosci. Summorum quoque pontificum auctoritatem imitari maluimus, qui gentilitatis auctores, quod genus sunt et legis et lascivie potius falsarum religionum assertores, ferro aut ignibus delendos non senserunt, verum et servari et in omnium manibus late versari permiserunt, partim ut sibi ipsis sepe minus constantes, partim ut plerumque veritatis adversari reperirentur, partim etiam quo

suis rationibus, sicut armis, et plurimum ipsi et nostris revincerentur. Accedit ad hec quod ex talibus regestis nostri heredes et populi forte aliqua testimonia suis causis non incommoda tanquam ab historia poterunt aucupari : nec ullus liber est usque adeo malus, qui aliquando ad quicquam utilitatis non conducat. His igitur rationibus, hos rerum gestarum libros omnino servari et supersites fore debere decrevimus, sed perinde ac spurios uti ab ingenuorum grege separari, ac velut iliberales reosque in honesta et pulla toga denigratos, atque greca et funesta littera capitis damnatorum more signatos, per ordinem successoribus tradi jussimus. Quicumque, quociens et quando eos evolverint, nostro nostrorumque heredum habito prius consensu et prefecto archivi presentis, fas esto ! Sed antequam legerint, eos illegitimos, improbos, iliberales et damnatos sciunto ; pro illegitimis, improbis, i liberalibus, damnatisque habento, si suo regi parere, si fidem quam debent integre intemerateque servare, si denique iram nostram et meritum supplicium optaverint evitare. »

C'est donc à la largeur de vue et au grand sens politique du monarque aragonais, inaccessible à toute basse vengeance, à toute rancune irraisonnée, que l'histoire doit de pouvoir utiliser les trésors inestimables que renferment les registres du Général et des chancelleries castillane, portugaise, angevine de Barcelone. Les séries révolutionnaires sont restées dans l'état décrété par Jean II. Elles sont séparées des séries légitimes et constituent deux fonds : 1^o les *Turbaciones* en onze volumes, comprenant la correspondance du Général ; 2^o les *Intrusos* ou registres de chancellerie des princes intrus appelés par les Catalans, et dont la collection compte soixante-trois volumes. Les *Turbaciones* ont été en grande partie publiées par Bofarull dans la vaste *Colerción de documentos inéditos de la Corona de Aragón*,

à laquelle nous avons si fréquemment renvoyé. En revanche, la série des *Intrusos* est presque entièrement inédite, et si nous avons eu l'occasion d'en citer quelques extraits, c'est surtout pour écrire l'histoire intérieure de la Révolution catalane, pour retracer l'administration intérieure de D. Juan de Beaumont, de D. Pedro, des Angevins, qu'elle constituerait la plus précieuse et la plus abondante des sources. Il est à espérer qu'un érudit se consacrera quelque jour à une étude aussi séduisante et aussi richement documentée.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° 1.

Alliance entre le dauphin Louis, futur roi de France, et le primogénit D Carlos, futur roi d'Aragon

1481. — (Bibl. Nat., F. fr. 20484, f° 34-35, minute.)

....¹ In primis promitet prefatus illustrissimus, excellentissimus dominus Karelus, primogenitus Aragonum, princeps Vienne nunc, et in futurum Aragonum, etc., rex, spectabili Romeo de Merimont, procuratori ut constat, etc., et agenti vico et nomine serenissimi domini Dalphini notario infrascripto, ut publica persona, ad opus supradicti serenissimi domini Dalphini et quorum interest aut in futurum poterit interesse, stipulanti et recipienti, continuo amare et honorare prefatum serenissimum dominum Dalphinum nunc, etiam regem, ipso serenissimum dominum patrem supervivente, futurum, et suas ut supra, ipsiusque comodum et honorem procurare damnumque et incomodum persone sue et suorum sui que dalphinatus et regni, casu adveniente, evitare, ipsamque in omni suo jure et actione competenti aut in futurum competere, tanquam dalphino et regia Francie primogenito ac alio quocumque thueri, adjuvare et sustinere, in adipiscendis possessionibus

1. La pièce est en très mauvais état. Elle commence par un préambule tout de formules, mais dont il subsiste trop peu de chose pour qu'on puisse songer à le restituer.

adeptusque retinendi pariter adjuvare, tam consilio quam auxilio, bona fide, sine dolo, fraude, cavillatione aut machinarum quaevisque, ita sincere et sine excusatione ac et rem suam et suorum propriam ageret aut defenderet, lociens et quaecumque opus fuerit et fuerit requisitus vel non requisitus, si necesse esse cognoverit, abaque occasione aut excusationis elongatione ymo ex nunc prout ex tunc et ex tunc prout ex nunc, meo suo jramento, renunciat¹ . suorum benem .
 amicis et benivolis existant prefati serenissimi Delphini, ut supra, pro amicis et benevolis habeat, inimicos . . . malevolos aut adversarios etiam presentes aut futuros quaecumque etiam pro inimicis adversariis et malevolis habeat, [. . .] ita ab et amicis favendo et adjuvando, inimicis vero nocendo et resistendo cum² vim, ut supra et hoc tam jure quam facti ostens per viam apertam faciendo vel generum suarum subsidium prestando, prout opus et expediens melius fuerit et ab ipso serenissimo domino Delphino nunc aut tunc rege vel suis fuerit facere requisitus . ita quod in quacumque guerra, treuga sive pace singula singulis debite referendo per prefatum serenissimum dominum Delphinum nunc aut futurum regem vel suos, ut supra, stenda, semper ad beneficium ipsius serenissimi Delphini nunc aut regis, ut supra, rexque Deo dante futurus, et cui ac si ipse princeps caput et auctor supradictorum existeret

Viceque versa, prefatus spectabilis Homeus de Merimont, procurator ut supra, mentemque et propositum serenissimi domini et magistris sui, pro quo intervenit, insequendo, volens sincere et mutuo bonivolentiae correspondere, vice et nomine prefati serenissimi domini Delphini, pro quo de rato promissit, quod prefatus serenissimus Delphinus nunc rexque futurus et sui, etc , in substantia ut promissit prefatus princeps.

Renot en marge . Hoc arte et expresso intellectu in omnibus et singulis capitulis dictae conventionis et ligo tam in principio, medio et fine, quod vigore dictarum pactionum ligo et conventionis non intelligitur obligatus vel astrictus superscriptus serenissimus dominus Delphinus aliquid facere,

1 Le passage qui suit est en très-maltraité : j'indique les mots ou les syllabes que j'ai pu lire ou restituer

2 Me ennuie.

dicere vel trahere in dampnum, prejudicium aut vituperium illustrissimorum avunculi sui honorandi ducis Burgundie et ejus primogeniti, fratris sui carissimi, comitis de Charolloys, quibus inviolatam benivolentiam et amicitiam intendit perpetuo conservare ac in eis quoad ipsa primaria libertate remanere, in quorum terris et dominis fuit sue necessitatis tempore grater et benigne susceptus, in ceteris aut in firmis remanentibus omnibus compactalis.

Que quidem omnia et singula suprascripta promiserunt dicte partes, ac pro illis agentes, stipulantibus ipsis quantum cujuslibet ipsorum interest aut in futurum poterit interesse sub verbo legalium principum et fide ac honore corporum suorum, pro ipsis heredibus et successoribus suis rata, grata et firma perpetuo habere omnia et singula suprascripta ac ea servabunt et adimplebunt, nec ullo umquam tempore eis aut alicui eorum aliquomodo, jure vel causa nec aliquo quesito colore contravenient, sub obligatione honoris et fidei eorum, et ita, tactis corporaliter sacris scripturis juraverunt, presentibus ipsis partibus, in manibus notarii infrascripti quolibet parcium pro se aut pro quo agit juramentum acceptantis, etiam ipso notario ut publica persona, ad opus omnium quorum interest aut potest interesse in futurum, etiam ipsum juramentum acceptantis, reservantes preterea cuilibet principum supernominatorum absentium et per nuncium et procuratorem agenti speciem temporis ab hodierna die mensium trium ad omnia et singula suprascripta laudandum, ratificandum et aprobandum ac de suprascriptis ratificationem in publica et autentica forma mittendum, sigillatam sue armorum sigillo et manu sua subscriptam et signatam, et mitatur per quemlibet ipsorum principibus ad quos spectat, qui de eorum receptione, mittentem per eorum autenticas litteras recepisse certificabunt.

Item, in ratificationibus etiam principali contractus inseratur clausula illa in fine . suplenes ex plenitudine potestatis nostre in presentibus capitulis, litteris et contractibus supra expressis, omni solemnitate tam jure quam facti que in presentibus servanda fuissent. Et in ratificationibus seu instrumentis ratificationum inseratur contractus de verbo ad verbum.

N° 2.

Traité d'Olite.

146a, 12 avril — (Archives des Basses-Pyrénées. Série E, reg. 11, f° 150-151, copie ¹)

In Christi nomine et ejus Genitricis Virginis Mariæ, cunctis pateat et sit notum, anno [a] nativitate Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo, die videlicet lune intitulata duodecima mensis aprilis, in regali palatio villæ Olitæ, inter serenissimum principem et dominum, dominum Johannem, Dei gratia regem Aragonum, Navarre, Siciliæ, Valentiniæ, Majoricarum, Sardinie, Corsicæ, comitem Barchinonæ, ducem Athenarum et Neopatriæ, ac etiam comitem Rossilionis et Ceritanie, ab una, et illustrem et potentiam dominum Gastonem, comitem Fuxi et Bigorrie, parem Francie,] nomine procuratoris et in vim commissionis specialis, sibi concessam per serenissimum et christianissimum principem et dominum, dominum Ludovicum, eadem gratia regem Francorum, cum ejus carta pergamenæ scripta, suoque sigillo cera, alia impressa, atque muni, curia Majestatis Suiæ independenti munita, cujus series, de verbo ad verbum sequitur et est talis.

Louis, par la grace de Dieu roy de France a nostre très cher et très aimé cousin le comte de Foix, salut et direction. Comme nostre très cher et très aimé cousin le roy d'Aragon ait puis naguères envoyé par devers nous Pierre de Peralte, chevalier, son conseiller et ambassadeur, par lequel il nous ait fait dire et exposer plusieurs choses touchant la bonne amour de luy et de nous, auquel de Peralte nous avons fait bien ample response a tout ce qu'il nous avait dit de la part de nostre dit cousin, et outre, luy ayant sur ce dit et déclaré bien amplement

1. Cette copie, faite sur l'ordre du président Jean de Doat, par le secrétaire de la Chambre des comptes de Navarre, au dix-septième siècle, a suivi l'original, aujourd'hui perdu, qui avait été remis à Gaston IV de Foix par le protonotaire Anthoin Noguères. Quelques lettres, mal lues ou omises par le copiste, ont été ici restituées entre crochets, d'autres, que l'original ne portait évidemment pas, ont été mises entre parenthèses.

nostre intention et volonté, pour le dire et rapporter de nostre part a iceuluy nostre cousin le roy d'Aragon, et par ces moyens esperons moyennant la grace de Dieu, bonne amour et alliance et concorde estre faicte entre luy et ses royaumes, terres et seigneuries, et nous et) les nôtres, par quoy soit besoing de commettre et deputer aucune personne notable et a nous seure et agreable, pour traiter et besoigner avec nostre dit cousin, ou ses commis (et deputer touchant les choses dessus dites et les dependances . sçavoir faisons que nous, ce que dit est considéré, et la proximité de lignage, dont nous atenez, ayant pour ce entiere et pleniere confiance de vous et de voz sens, suffisance, loyauté, prouvenance et bonne diligence, vous avons commis et ordonné, commettons et ordonnons, et vous avons donné et donnons par ces presentes, plein pouvoir et mandement special de faire, traiter et accorder avec nostre dit cousin d'Aragon, ou ses dits commis et deputer, telles amours, confederations et alliances que, par luy ou ses dits commis et deputer et vous, seront advisées pour le bien et entretenement de ses dits royaumes, terres et seigneuries, et des nôtres, et s'il est besoing qu'il nous convengut¹ pour cette cause assembler, de conclure de la dite assemblée et du jour ou lieu ou elle se fairs, et généralement de faire et de besoigner es choses dessus dites, leurs circonstances et dependances, et toutes autres choses que adviserez pour le bien, amour et entretenement de luy et de nous et de nos pais et seigneuries, tout ce que verrez estre a faire, et comme nous faisons ou faire pourrions es presents y estions en personne, jacoit ce qu'il y ait ou puisse avoir chose qui requiere mandement ou pouvoir plus special, promettans en bonne foy et soubs parolle de roy, avoir agreable et forme et estable tout ce que sera par vous fait et besoigné de nostre part avec nostre dit cousin d'Aragon ou ses dits commis et deputer, et le ratifier, et sur ce faire et passer telles lettres que mestier sera, toutes fois que requis en serons.

Donné à Bourdeaux, le premier jour d'avril, l'an de grace mille quatre cents soixante un avant Pasques, et de nostre regne le premier. — Par le Roy, le comte de Cominge, le seigneur de Monglat et autres presents

Bourré.

1 Nic, sans doute pour « convengut », convenance.

Ab altera partibus, presentibus testibus infrascriptis neque Anthoine Noguères dicti serenissimi regis Aragonum conciliario et protonotario ac per universam ipsius dominationem publico notario, concordata, conventa et firmata inter serenissimum principem (et) dominum, dominum Johannem, Dei gratia regem Aragonum, Navarrae, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, Corsicae, comitem Barcinonae, ducem Athenarum et Neopatriae ac etiam comitem Rossillonis et Ceritaniae), ab una, et illustrem dominum Gastonem, comitem Fuxie, Bigorrae parem Franciae, nomine procuratoris serenissimi ac christianissimi principis et domini, domini Ludovici, eadem gratia Francorum regis, et in vim potestatis et commissiois quam habet a Majestate Sua, ab altera partibus :

Et primo, prospiciendo ad bonum amorem, pacem et concordiam, quae inter praefatos dominos reges ac illustrissimos principes, reges et domos regum Franciae et Aragoniae eorum praedecessores praecursas recordationis, et inter regna, terras et dominia, subditos et vassallos ipsorum et utriusque eorum semper viguerunt temporibus retroactis, et nichilominus debitam habendo considerationem ad singularem benevolentiam et fraternae dilectionis affectum, quem et quam dicti domini reges habeant unus videlicet erga alium, et alius erga alium, cupientes illum et illam de bene in melius conservare et augere, fuit propter ea apudatum, conventum et concordatum inter et per partes eandem quod, cum gratia et benedictione Domini, fieri habeant et cum effectu sunt amicitia, liga, intelligentia et mutua confederatio inter praefatos serenissimos dominos reges Franciae et Aragoniae, durituros quandiu ipsi domini reges vixerint in humanis pro ipis videlicet atque regnis, terris, dominis, subditis et vassallis eorum et cunctis eorum juxta tamen voluntatem, dispositionem ac totalem ordinationem in eo quod tangit dicta regna, subditos et naturales dictorum dominorum regum, quantum attinet ad regna, dominia et subditos unius cujusque eorum pro suis regnis, terris et dominis naturalibus, non vero alias nec alio modo, nec et sub tali forma quod praefati domini reges Franciae et Aragoniae et quilibet eorum, dum in hoc saeculo vixerint, ut est dictum, erunt et sint boni, legales et veri amici ad invicem, unus videlicet erga alium et alius erga alium, ad conservationem et defensionem personarum, honorum, vita-

rum, statuum regnorum, terrarum et bonorum ipsorum et cujuslibet eorum. Et ad dandum formam et ordinem debitum ad observantiam et perdurabilem conservationem hujusmodi amicitiarum ligas, intelligentias et mutuae confederationis, fuit apudatum, conventum et accordatum inter et per partes praedictas, quod, si per quoscumque capitaneos, gentes, vel potentias, etiam si in statu regiae dignitatis constituti essent, vel per quascumque comunidades, universitates vel personas singulares cujuscumque auctoritatis vel praesentiae sint aut fuerint, nunc vel quomodolibet in futurum, per se vel interpositas personas, fuerit facta vel attentata invasio, vel vis, violentia vel occupatio civitatum, villarum, castrorum, fortalitorum et locorum, vel guerra aut alia damna et mala illata fuerint contra quemcumque ex dictis dominiis regibus Franciae et Aragoniae, vel contra regna, terras, dominia et states eorum vel a. l. t. r. i. u. s. ipsorum, praedicti domini reges Franciae et Aragoniae et quilibet eorum teneantur et adstricti sint, et uterque eorum teneatur et sit adstrictus ad se invicem juvandum et omnes favores impendendum cum personis, regnis, terris ac gentibus, potentia, viribus omnibus et statibus suis, bone, legaliter atque vero, contra quemcumque, qui talem invasionem, vim, violentiam, vel occupationem, guerram, malum aut damnum fecisset vel facere attentasset, modo quocumque, in derogationem honoris et status d. c. l. o. r. u. m. d. o. m. i. n. o. r. u. m. regum et cujuslibet eorum ac in damnum et diminutionem suorum regnorum, terrarum, dominiorum, patrimoniorum et statuum, omni dolo, fraude, esule et machinatione cessantibus, et secundum quod inter tales et similes reges et principes fides et verbum regium, per eos datum et data, sine ulla cavillatione custodiri et inviolabiliter, aequaliter ac omni cum veritate, servandum et servanda est.

Item, attento et considerato quod, istis temporibus retroactis, per nonnullas personas et gentes iniuste et indebitum sine aliquo legitimo titulo, contra omne jus, jus titium et rationem, capta vel occupata fuerunt aliqua e, villae, castra, fortalitia, terrae vel loca, in regno Navarrae et illa adhuc detinent de presenti occupata et usurpata, in grave damnum et praedjudicium dicti domini regis Aragonum et Navarrae et etiam dicti illustrissimi domini comitis Fuxi, ac illustris dominae infantinae Eleonorae, conjugis eiusdem, filiae legitimae et naturalis

dicti domini regis Aragonum et Navarree necnon dicti domini Gastonis vicecomitis Castriboni nepotis dicti domini regis Aragonum ac illi primogeniti dictorum illustrum dominorum comitis Fuzi et infantis : ac Eleonoris et mariti illustris domine infantissimæ Magdalena e', sororis dicti illustrissimi domini regis Francie, ac totius posteritatis ipsorum dominorum comitis Fuzi et infantissimæ eius consortis, ad quæ suis loco et tempore legittima successio dicti regni Navarree pertinet et spectat, et cum quibus prædictus serenissimus dominus rex Francorum tot et tantis gradibus consanguinitatis et affinitatis adstrictus est, et maxime cum dicto vicecomite Castriboni filio primogeniti præ se dictorum dominorum comitis Fuzi et infantis ac Eleonoris, conjugis suæ, ne nepote dicti domini regis Aragonum, ex causa dicti matrimonii facti et contrahendi cum dicta illustrissima domina infantissimæ Magdalena, sorore suâ, ut est dictum, sit pro tanto spontaneum, conventum et concordatum inter et per partes prædictas, quod ad recuperandum terras villas, fortissimas et loca dicti regni Navarree, quæ se detinentur et injuste occupata sunt, vel si in futurum per quoscunque capitaneos, gentes vel potentias, etiam in status regni dignitate constituti essent, vel per quascunque communitates, universitates, vel personas singulares cujuscunque auctoritatis vel preeminentiæ essent aut fuerint, quocunque futuro tempore durante hujusmodi amicitia, liga, intelligentia et confederatione aliquas civitates, villas, castra, fortissimas vel loca capta vel occupata fuissent in regnis terris et dominiis prædicti domini regis Aragonum vel in quacunque parte eorumdem aut earumdem, prædictis casibus et quolibet eorum, prædictus serenissimus dominus rex Francorum dare et imperium habere omne juvamen, auxilium et favorem gentium, prout opus erit, vel alio modo quocunque, qui juvare et prodere possit ad hoc, quod dictus dominus rex Aragonum et Navarree illas et illa habeat et recuperet et suo domino restituat eorumdem quod eas et ea habuerit et tenebat ante dictam invasionem et indebitam occupationem factas vel ab inde faciendas, et ut suo loco et tempore, in eo quod tangit dictum regnum Navarree, libere maneat, et per veniant ad dictos illustres dominos comitem Fuzi et infantissimam Eleonorem consortem suam, ad quam pertinet, et ad dictum vicecomitem filium eorum primogenitum ac dicti domini regis nepotem, et

ad eorum descendentes et posteritatem, suis eamque tempore, ut est dictum, et in eo quod tangit alia regna, terras et dominia dicti domini regis Aragonum, maneant et perveniant in eundem dominum regem Aragonum, ut verum regem Navarrae, singulis singulis referendo, suisque tamen remanentibus in suis viribus, vigore et efficacia, articulis confirmatis et aliis rebus quae super huiusmodi ratione per dictum Illustrissimum dominum regem Francorum pro eo quod respiciat ad facta dicti regni Navarrae concessa fuerunt dicto illustri domino comiti Fual. Et quapropter hoc illi in aliquo non derogetur, tum, ad omnem inter dictos serenissimos dominos reges Franciae et Aragonum, prout ratio vult et persuadet, aequitatem servandam, fuit apudatum, conventum et concordatum inter et per partes praedictas, quod pro recuperatione villae et castris de Calcasio et aliarum quarumcumque villarum, castrorum, fortificationum et eorum quae de praesenti, per quaecumque personas aut gentes, detineantur seu injuste occupata s'ut in regno Franciae, vel in, in futurum, per quoscumque capitaneos gentes aut potentias, etiam in statu regiae dignitatis constituti essent, vel per quoscumque communitates aut personas singulares cujuscumque dignitatis vel praeminentiae fuerint vel sint, futuro tempore, durante huiusmodi amicitia, liga, intelligentia et confederatione, aliquae civitates, villae, castra, fortalia vel loca capta vel occupata fuissent in regno et, terris praefati domini regis Franciae, vel in quacumque parte eorumdem aut eorumdem, praedictis casibus et quolibet eorum, praefatos serenissimus rex Aragonum dare et impertiri habeat omne juvamen succursum et favorem gentium prout opus erit, vel alio modo quorumcumque, qui juvare et prodesse possint ad hoc, quod dictus dominus rex Francorum illas et illa habeat et suo dominio restituat, secundum quod eas et ea habebat et tenebat ante dictam invasionem et indebitam occupationem factam vel de cetero faciendam.

Item. fuit apudatum, conventum et concordatum inter et per partes praedictas, quod salvitates et exceptiones, quas praefati domini reges et eorum quilibet facere de consuetudine et de aliis regibus et principibus cum quibus vinculo consanguinitatis vel affinitatis aut alia parentela adstricti essent vel ligam,

1. Sic. C'est « découvrir » qu'il faut probablement lire

amicitiam, intelligentiam et confederationem haberent et quibuscum multa, forma et qualitatibus ea agenda essent et minima, si eisdem dominis regibus placebit vel visum fuerit, quod de huiusmodi articulatione et capitulatione, amicitia liga et confederatione aliqua essent sublegenda vel removenda, vel alia de novo ponenda et addenda, remittatur ad mutuam visionem, quae, praesente Deo et adiuvante, fieri debet inter dictos serenissimos dominos reges ea in parte vel loco quo vel qua per Majestates eorum deliberatum et ordinatum fuerit¹, et quidquid per eandem Majestates vel personas ad id deputandum² concordatum et determinatum fuerit, habent et debeat inviolabiliter observari ceteris vero regibus omnibus ex et de quibus universa et contraria deliberatio per eandem dominos reges facta non fuerit remanentibus in sua plena efficacia et vigore.

Quibus quidem articulis vel capitulis per me, notarium supra dictum, lectis et publicatis, praefatus serenissimus rex Aragonum et Sicilie et dictus illustris dalmatus comes Fuxi, praedicto nomine procuratorio, dixerunt et quilibet eorum dixit, quod concedebant illa et illas omniaque et singula in eis et quolibet eorum dictur et constat tunc et nihilominus promiserunt et se obligarunt nominibus praedictis ac juramentis per Dominum Deum et sancta quatuor Dei Evangelia manibus eorum dextris corporaliter tacta, dictus videlicet dominus rex Aragonum in sua fide regis ac in animam suam, et praefatus dominus comes Fuxi sub regis³, verbo atque in animam dicti illustrissimi regis Francorum, principis sui, per quod ipsi domini reges et uterque eorum vitam duxerint in humana, dictam amicitiam, ligam, intelligentiam et confederationem tenebunt et observabunt, ac per regna, terras et dominia, subditos et naturales eorum tenebunt et observari inviolabiliter facient quemadmodum in praesentibus articulis et capitulis, et quolibet eorum dicitur et continetur, prout videlicet ad usumquemque dictorum dominorum regum pertinet et spectat et cuilibet eorum pro parte sua, singula singulis referendo, locumhil, et contra non facient aut venient nec aliquem contra facere vel venire permittent, quavis occasione sive causa. Ex et de

1. Il s'agit de l'entrevue qui eut lieu à « Savveterre » quelques jours plus tard.

2. Vraisemblablement pour « deputandos ».

quibus omnibus et singulis supradictis et quolibet eorum, dictus dominus rex et praelibatus dominus comes, praebato nomine procuratorio, mandarint et requisiverint duo consilia fieri publica instrumenta, manibus suscripta propriis impendenti sigillis sigillatim per me prothonotarium supra et infra scriptum, quorum unum penea dictum dominum regem remaneat, alterum penea dictum dominum comitem, ut procuratorem regiam supra dictum, ad unum cuiusque eorum causalam et indemnitatem.

Quae fuerint acta loco, die et anno praefixis, praesentibus ad ea omnia et singula pro testibus vocalis et rogatis : reverendo in Christo Patre domino Ausia Despuig, archiepiscopo Montis Regalis, nobilibus et magnificis Petro de Ren, camarlengo, et Ferrario de Lanuça, iustitia, regni Aragonum, militibus consiliaris dicti domini regis Aragonum, necnon magnifico domino Remunde Arnaldi de Montbardon, domino de Montemarrino et de Rupesforti, magistro domus, Archimbaldo de Samaldeto, et Melnjalde de Casaltibus¹, consiliaris dicti domini consiliaris dicti domini comitis Fuxi

Gaston, es nom e coma comés de mon dict senhor le rey. *Signum (placé du seing du prothonotaire)*² Antoni Noguera, dicti serenissimi domini regis Aragonum consiliari et prothonotarii per universam ipsius dominationem publici notarii .. et requisitionem [dicti serenissimi domini] regis Aragonum ac illius praelibati domini comitis Fuxi et procuratoris domini serenissimi regis Franciae, per alium scribi feci et clausi

(À la suite, on lit dans le registre) : Le 22 décembre 1884, la présente copie a été bien et dûment vidimée et collationnée à l'original³ écrit en parchemin au langage cy-dessus et cellé de deux sceaux de cire rouge, l'un grand et l'autre petit, attachés avec de petits cordons de soye rouge et jaune qui est au Trésor du Roy, à Pau, rubrique de Navarre, seconde liasse, folle L. K. 1. 1. par moy, cons^r de Sa Majesté et secrétaire en la Chambre des Comptes de Navarre soussigné, de l'ordre de

1. Archambaud de Samadet, Juge du Béarn, et Meneuil de Casaux

2. Le seing était placé entre le mot « signum » et le nom « Antoni Noguera », comme le montre la disposition de la copie que nous donnons et les originaux de seing du même personnage. (Voir, entre autres, Arch. nat., J 592, n° 13, *Obligation*.)

3. Cet original est aujourd'hui perdu

la dite Chambre, et certifie que les mots laissés en blanc n'ont peu estre leus, d'autant qu'ils sont effacés à cause de la vieillesse de l'acte¹.

(Signé) Duvou (paraphe).

N° 3.

Obligation générale du roi d'Aragon.

1462, 28 mai. — Saragoase. (Archives Nationales, J 602, n° 18.)²

Pateat universis quod nos Joannes, Dei gracia rex Aragonum, Navarre, Sicilie, Valencie, Majoricarum, Sardinie et Corsice, comes Barchinone, dux Athenarum et Neopatrie, ac etiam comes Rossilionis et Ceritanie ; attendentes et considerantes vos, illustrissimum ac christianissimum principem Ludovicum, eadem gracia Francorum regem, consanguineum et confederatum tanquam fratrem nostrum carissimum, dum superioribus diebus Celsitudo Vestra in villa de Salvatierra, comitatus Bearn, nos autem in loco Sancti Pelagii, regni nostri Navarre, adesset et adessemus, propter sincerum affectum et benivolenciam precipuam, quam erga nos et nostrum honorem geritis, obtulisse nobis succuraum contra inobedientes et adversantes nobis in Cathalonie principatu, hoc, videlicet modo, quod mitteretis ad nos ad eundem Cathalonie principatum septingentas lanceas, munitas sagittariis vel aliis gentibus de tractu, cum peditatu competenti, artilleriis et aliis munitionibus, juxta formam et modum regni vestri Francie, vestris quidem propriis sumptibus et expensis, et in servicio nostro manebant, usque quo ipsi Cathalani inobedientes devenerint et

1. Plusieurs de ces mots du reste peu nombreux, ont pu être restitués après croquis, nous n'avons laissé en blanc qu'une ligne de la souscription du protonotaire, dont la teneur ne pouvait être rétablie avec une certitude absolue.

2. Original sur parchemin, avec sceau royal en cire rouge, pendan sur lacs de soie jaune et rouge.

reducti fuerint ad nostram veram obedienciam; et similiter, si a vobis dicto serenissimo Francorum regi, habere voluerimus ex dictis gentibus vestris pro serviendo nobis in guerra, in regnis Aragonum, Valencie, vel in altero eorundem regnorum, mittatis nobis quadringentas lanceas dumtaxat munitas modo et forma praedictis, vestris pariter sumptibus et expensis, et quin quidem et iustum fore censes et consonum rationi, ut pro maximis sumptibus et expensis, quos ei quas pro stipendiis dictarum gentium Serenitatem Vestram agere oportebit, concedere per nos eadem sua satisfactio et emenda, idcirco tenore presentis, deliberata ac de nostra certa scientia, convenimus et patiscimur vobiscum, dicto illustrissimo Francorum rege, sique promittimus et nos obligamus Ce altitudi Vestro, per firmam et validam stipulationem, quod in primo casu, quo ad non miseritis, ad dictum Cathalonie principatum lictas septingentas lanceas, munitas sagittaria, vel alia gentibus de tractu, cum potestate competenti, artilleris et aliis munitionibus, iuxta formam et modum dicti regni vestri Francie, ut est dictum, et in nostro servicio, vestris sumptibus et expensis permanserint usque quo Cathalon. inobedientes nobis devenerint et reducti fuerint ad nostram veram et completam obedienciam, dabimus et trademus vobis, aut cui seu quibus volueritis loco vestri, reatier et de facio ducentos mille scutos aureos veteres monete regni vestri predicti Francie, vel verum valorem eorundem, isto videlicet modo, quod solvemus aut solvi faciemus vobis aut cuiusque seu quibuscumque a vobis legitimam potestatem habentibus, centum mille scutos intra annum unum computandum a tempore quod dicti Cathaloni inobedientes devenerint et reducti fuerint ad nostram veram et completam obedienciam, et alios centum mille scutos veteres vel verum valorem eorundem solvemus vel solvi faciemus vobis, aut cu. volueritis et mandavitis nomine vestro, intra tempus alterius anni computandi a fine termini prime solutionis faciendo de dictis prioribus centum mille scutis, in secundo autem casu, quo ex dictis septingentis lanceis de quibus supra moneto habetur, quo ad Cathalonie principatum a Celitudine Vestra habere voluerimus quadringentas lanceas, munitas modo et forma praedictis, et illas cum effectu mittatis vestris propriis sumptibus et expensis, pro serviendo nobis in guerra in regnis Aragonum, Valencie, vel in altero eorundem

regnorum, et ibi quantum opus fuerit permanserint, debemus et tradimus vobis aut cui seu quibus volueritis et mandabitis loco vestro, reatier et de facto, trecentos mille scutos aut veteres monetas vestri dicti regni Francie, in hunc videlicet modum, quod solvemus aut solvi faciemus vobis aut cuicumque seu quibuscumque a vobis sufficientem potestatem habentibus, centum mille scutos intra annum unum computandum a tempore quo dicti Cathalani inobedientes devenerint et reducti fuerint ad nostram veram et completam obedienciam, et alios centum mille scutos veterem vel eorum valorem solvemus seu solvi faciemus vobis aut cui volueritis et mandabitis nomine vestro, intra tempus alterius anni computandi a fine termini prime solutionis fac eade de dictis prioribus centum mille scutis, reliquos autem centum mille scutos ad complementum dictorum trecentorum mille scutorum, suo casu, solvemus seu solvi faciemus vobis, seu cui volueritis et mandabitis nomine vestro, intra tempus alterius anni computandi a fine termini secunde solutionis de aliis centum mille scutis, promittentes vobis, dicto serenissimo Francorum regi, consanguineo et confederato tanquam fratri nostro carissimo, ac prothonotario et notario infrascripto, tanquam publice et autentice persone, pro omnibus, quorum modo interest aut interesse poterit, quo modo libet in futurum legi me et palanti in nostra bona fide et verbo regio, quod eodem ducentos mille scutos suo casu, seu trecentos mille scutos in suo, singula singulis referendo, solvemus seu solvi faciemus et mandabimus vobis seu cui aut quibus volueritis et mandabitis nomine vestro, juxta modum seu formam superius memoratam, atque temporibus et terminis supra designatis et statutis, quibusvis ulterioribus dilacionibus et omnibus subterfugis ac exceptionibus reuocatis et penitus procul pulsis.

Hi, ad ea omnia et singula, prout per nos supra et infra promissa et obligata sunt tenendum, complendum et inviolabiliter observandum omni cum effectu, obligamus vobis, dicto serenissimo Francorum regi, generaliter omnes redditus et introitus, jura et emolumenta quorumlibet regnorum et terrarum nostrarum omniaque bona nostra mobilia et stabilia, quaecunque sint et aliquo reperiantur, habita et habenda, et specialiter et expresse obligamus vobis quoscunque redditus, introitus, jura et emolumenta, que nos habemus et recipimus

In comitatibus Rosilionis et Ceritane, solutis oneribus quo modo de eisdem solvantur. Nos tamen aliquæ sunt factæ gracie vel assignaciones super juribus et redditibus dictorum comitatuum Rosilionis et Ceritane, ultra ordinarias que, decernentibus illis qui illas recipiunt vos dictos Illustrissimos Francorum rex, habeatis et recipiatis, et habere debeatis cum omni juris plenitudine et integritate, isto videlicet modo quod, postquam quantitates pronunciate Serenitati Vestre debite fuerint et quidem eisdem non fuerint exsolute, modis et formis superius memoratis, eadem Consuetudo Vestra introitus, jura, redditus et emolumenta dictorum comitatuum Rosilionis et Ceritane, deductis oneribus modo quo supra dictum est, habeat et recipiat per manus magnifici ac dilecti consilarii nostri Caroli de Ulmis, militis, procuratoris regni in eisdem comitatibus Rosilionis et Ceritane, vel alterius successoris sui in officio supradicto : ita quidem quod hujusmodi redditus recipiendi non computentur in sortem principalem dictorum ducentorum mille aut trecentorum mille scutorum, singula singulis referendo.

Et nichilominus ad uberiores vestri tutorem et securitatem, convenimus, paciscimur et nos obligamus quod faciemus atque operam dabimus efficere, quod dictus Carolus de Ulmis idoneam faciet obligationem, quod, advenientibus casibus supradictis, in quibus jura, redditus, introitus et emolumenta dictorum comitatuum Rosilionis et Ceritane vigore hujusmodi conventionis, pacti et obligationis ad vos pertinebant, se illis respondebit Sublimitati Vestre, vel cui voluerit et mandabit, juxta formam superius mencionatam ; et quod quicumque successor suus in dicto officio procuratoris regni, suis loco et tempore, consimilem faciet obligationem, quam fecerit supra his Carolus de Ulmis, procurator regius qui nunc est in dictis comitatibus Rosilionis et Ceritane, et insuper, cupientes vos, eandem serenissimum Francorum regem, tu et super premisis reddere tutorem cum hoc eadem convenimus, paciscimur et nos obligamus, quod illustris Joannes de Aragona, filius noster carissimus, administrator perpetuus ecclesie Cesaragustane, nobiles Petrus Durra, frater Bernardus (gonis de Rupeherthino commendator Montisani ordinis Sancti Joannis Hierosolymitani, Petrus de Peralta et Ferrarius de Lanuca, justiciarius regni Aragonum, milites, consilarii nostri,

Idoneam facient obligationem¹ quod, si dictus Carolus de Ulmis, procurator regius, aut ejus successor in eodem officio, deficeret in solutione reddituum et jurium dictorum comitatum Rossilonis et Ceritanie, quidem quantitas dictorum ducentorum mille scutorum, suo casu, et dictorum trecentorum mille scutorum, in suo, vobis non solvetur, ipsi et quilibet eorum in solidum tenebitur et tenebuntur quoad solutionem dumtaxat jurium et reddituum dictorum comitatum Rossilonis et Ceritanie, que annis singulis, deductis oneribus modo predicto, solvende erunt vobis, quousque Celsitudini Vestre quantitas dictorum ducentorum mille scutorum, suo casu, et trecentorum mille scutorum, in suo, vel valoris ipsorum soluta fuerit cum effectu.

Nos eadem, pro majori omnium et singulorum supra et infra scriptorum fortificatione et corroboracione, renunciamus quoad que omnia jura canonico et civili, foris, constitutionibus, unitatis legibus et aliis juribus, et auxilio juris vel facti, qui et que, quoad ista nobis prodesse vel vobis, dicto illustrissimo Francorum regi, nocere et abesse possent, quacunque, ratione eea causa, qui et que dici, scribi et cogitari valerent, etiam in favorem regum et principum introductis.

In quorum omnium et singulorum testimonium, presens publicum instrumentum confici jussimus per protonotarium nostrum et notarium publicum infra scriptum.

Quod fuit datum et actum in palatio archiepiscopali civitatis CesarAuguste, die vicesima tertia mensis madii, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo, regniq[ue] nostri Navarre anno tricesimo septimo, aiorum vero regnorum nostrorum quinto

(Semp de Jean II et du protonotaire Antoine Nogueras.)

1 Ces obligations suivent en effet dans le document original, mais nous avons jugé inutile de les transcrire ici.

N° 4.

**Traité de Bayonne, avec les ratifications de Saragosse
et de Chisac.**

1400. — (Archives Nationales, J 402, n° 12, original.)

In nomine Domini, amen. Hujus presentis publici instrumēti tenore cunctis pateat evidenter et sit notum quod, anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo, die vero vicesima prima mensis maii, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Pii, divina providentia pape secundi, anno quarto, in nostrum notarium publicorum ac testium infrascriptorum ad hoc vocatorum specialiter et rogatorum presentia, serenissimo et potentissimo principe domini Johanne, Dei gratia Aragonum et Navarre rege, personaliter constituto, presentibus et existentibus nobilibus et egregiis viris Bernardo de Uimis, senescallo Belliedri et Nemausi, et Raymondo Arnault de Montebardone, domino de Montemaurino, magistro hospicii christianissimi et potentissimi principis domini Ludovici, eadem gratia Francorum regis, ejusque consiliarius, procuratoribus, ambasciatoribus et nunciis specialibus et quoad infrascripta specialem et generalem potestatem habentibus, apud eundem serenissimum regem Aragonum et Navarre missis et destinatis, per me Fernandum de Vaquedano, alterum ex notariis infrascriptis, fuit alta et intelligibili voce lectum et publicatum quoddam instrumentum publicum, coram nobis, a paucis diebus extra stipulatam et passatum inter eundem christianissimum Francorum regem, pro eo, et nobilem virum dominum Petrum de Peralta, militem, prout se dicentem ambasciatorem et quoad hoc vices gerentem ejusdem serenissimi Aragonum regis eo gestorem illius rei et negotii, de quo tunc agebatur, cujusquidem instrumenti tenor sequitur et est talis :

In nomine Domini, amen. Tenore hujus presentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter et sit notum quod, cum serenissimus et potentissimus princeps dominus Johannes, Dei gratia rex Aragonum, tam per se quam per suos deputatos,

sepius precibus intulerit penes et apud christianissimum et potentissimum principem et dom. nam, dominum Ludovicum, Dei gratia Francorum regem ut de certo numero gentium armorum et tractus sive sagi priorum necnon artillerie sivemunitionum contra nonnullos subditos suos civitatis Barchinone et principatus Cathalonie, dicto domino regi Aragonum rebelles, succurrere et concedere vellet ad eos ad suam obedientiam reducendum, et, post diversos tractatus super hoc tam inter ipsos dom. nos reges quam eorum conciliarios ad hoc specialiter deputatos habitos, prefatus christianissimus Francorum rex, certis ex causis ad hoc animum suum moventibus, voluerit et concesserit, vult etiam et consentit dare et concedere ad usum et effectus premissos, dicto domino Aragonum regi, numerum septingentarum lancearum cum sagittariis sive gentibus tractas illis convenientibus, secundum usum et morem regis Francie sub conductu et onere aliquorum ejusdem christianissimi regis Francorum principaliu officiariorum, una cum certo numero pedum armatorum et certo quantitatemunitionum, machinarum seu artillerie, solutorum et stipendiarum, qui dicti armati et lancee, unacum ipsis sagittariis, debent esse in parato et parati pro incursu infra finem mensis junii proximo instantis, pro lacioni termino, ad serviendam prelibato domino Aragonum regi, in partibus Cathalonie.

Et, hoc faciendo, prefatus serenissimus rex Aragonum tenebitur prefato christianissimo Francorum regi, pro sumptibus, stipendiis et expensis per eum in his, que supradicta sunt, faciendis, solvere et solvet de facto summam ducentorum milium scutorum veterum auri puri et examinati, quorum sexaginta quatuor proxierant et attingent marcham auri Francie, solvendam, videlicet centum milia scuta vetera et consumilis ponderis infra tres menses postquam predicta civitas Barchinone ad obedientiam et subjectionem prefati serenissimi regis Aragonum reducta fuerit proximo inde sequentes, alia vero centum milia scuta auri consumilis ponderis et quantitate infra unum annum post idos tres menses proximo sequentem Pro cujus summe et quantitate solutione, dictus serenissimus rex Aragonum tenebitur, promitti statim et aliquo jurabit ex nunc tradere et liberare, seu tradi et liberari facere, in manibus dom. norum Karoli et Berengarii de Ulna, militum nomine et ad securitatem predicti christianissimi regis Francorum, castra de

Perpiniano et de Colubre, in comitatibus Rosellionis et Ceritanie Consensu et eorum atque ordinabit quod predicti domini Karolus et Berengarius, milites, solempne prestabunt juramentum de fideliter custodiendo dicta castra de Perpiniano et de Colubre dicto christianissimo Francorum regi, et de ea sibi tradendo et restituendo, lapsis terminis so utionis, quoties per ipsum vel suos ad hoc deputatos fuerint requisiti. Et cum hoc, tenebitur rex Aragonum prelibatus exonerare, quittare et liberare dictos dominos Karolum et Berengarium de Ulura de juramento et fidelitati per eos et eorum quemlibet sibi prestitis de custodiendo pro eo castra et fortalicia predicta. Preterea, dictus serenissimus rex Aragonum, statim post reductionem dictæ civitatis Barchinonæ tenebitur liberare et tradere seu tradi et liberari facere ipsi christianissimo Francie regi seu ab eo deputando vel deputandis, plenam, realem, actualem et liberam possessionem omnium aliarum villarum, castrorum, fortalicio- rum et dominiorum quorumcunque dictorum comitatum Rosellionis et Ceritanie, cum omnibus fructibus, proventus, redditibus et emolumentis ad ea pertinentibus et spectantibus, ad ea possidendum et explectandum per ipsum Francorum regem, usque ad plenam et integram solutionem et satisfactionem dicte summe ducentorum milium scutorum veterum auri et ponderis antedicti, absque tamen sortis principalis deductionem¹; quos fructus et redditus sic perceptos, rex Aragonum antedictus, more liberalitatis et donationis titulo, dedit et cessit vultque eo casu quod in usum ejus veniant atque cedant² et ex causa antedicta³. Et ulterius dictus serenissimus rex Aragonum tenebitur, post dictam reductionem civitatis Barchinonæ et tradita possessione dictorum castrorum, villarum et fortalicio- rum una cum redditibus, fructibus, obventionibus et emolumentis, remittere, quittare et relaxare, ad comedum et utilitatem dicti christianissimi regis Francie, omnia homagia, laudimia, fidelitates, redditus, proventus et obventiones sibi ratione dictorum comitatuum, villarum, castrorum et alias sibi ex quacunque causa debita, una cum universis eorum pertinentiis, tradendo etiam et concedendo super hoc mandata opportuna et litteras

1. Sic il faut évidemment lire « deductione ».

2. Sic. Lirez « cedant ».

3. Sic. Lirez « antedicta ».

potestas ad hoc necessaria pro executione et complemento omnium et singulorum premissorum. Concedet ulterius ipse rex Aragonum, post relaxationem dicti juramenti fidelitatis, quod illud tale juramentum fidelitatis, solitum sibi et regibus Aragonum qui pro tempore fuerant, ratione dictorum comitatuum et dominiorum prestari, et cum prefato christianissimo regi huncorum, aut suo vel suis ad hoc deputandis, per capitaneos, castellanos, vasallos, custodes et subjectos ipsorum comitatum et dominiorum prestetur, et quod ipsa domus et ipsi comitatus, cum eorum pertinentiis fructibus eorum et redditus, per eum teneantur et possideantur, jure pignoris et pro sua voluntatis arbitrio, usque ad plenam satisfactionem et integrum dicto summe ducentorum milium acutorum auri veterum. Quae castra, villae fortalicia, comitatus et domania superius declarata ipse serenissimus rex Aragonum tradere tenebitur dicto christianissimo Francorum regi, modo predicto, sub pena et obligatione mille marcharum auri puri ad portum Francie; quam penam predictus Aragonum rex incurret et solvere tenebitur prefato christianissimo Francorum regi, ultra summam predictam ducentorum milium acutorum auri, cum quo predicta castra, villae, fortalicia, comitatus et domania non tradiderit modo auctoritate que pena solvetur in terminis solutionis predictorum ducentorum milium acutorum auri in quam summam mille marcharum auri solvenda, predictus rex Aragonum, remanebit immunis ab obligatione traditionis castrorum, villarum, dominiorum et fortaliciarum predictorum, ceteris tamen aliis clausulis hujus presentis instrumenti vel obligationis in suo robore manentibus.

Ceterum, si contingeret, antequam ipsa armata sive gentes armorum dictam patriam Cathalonie pro munitu vel ad premissas fines intrarent, vel ipsa in ea patria existentibus, dicta civitas Barchinone et Cathalonie principatus cum dicto serenissimo rege Aragonum concordarent vel appuaretur vel ad ejus manum et obedienciam se reducerent, nichilominus prefatus serenissimus rex Aragonum tenebitur omnia et singula superius declarata facere solvere et adimplere, modo et forma et sub pena, conditionibus, qualitatibus et clausulis superius declaratis.

Postremo, si post reductionem dictae civitatis Barchinone et principatus Cathalonie, contingeret eundem serenissimum re-

gem Aragonum gentibus armorum predictis in auxilium sibi concessis uti volo et se juvare ad reducendum ad suam obedientiam aliquas terras sui dominis regnorum suorum Aragonie aut Valencie, hoc facere poterit, adjecto quod, ultra summam predictam ducentorum milium scutorum, idem serenissimus rex Aragonum hujus ratione tenebitur solvere, infra unius anni spacium computandum post lapsum termini pro ultima electione superius ordinati, summam centum milium scutorum veterum auri et ejusdem ponderis.

Insuper fuit adjectum et concordatum quod certa alia generalis obligatio, facta per dictum serenissimum regem Aragonum et aliquos ex suis consiliariis erga prefatum christianissimum regem Francorum, ante datam presencium, in suis persistat robore et firmitate, et quod nullatenus per istam censetur innovari, et quod etiam possit per ipsam primam obligationem et ejus virtute ad observationem in ipso contentorum suam intentare, cum expedierit et visum fuerit, per se et alium actiones, non obstante presenti obligatione et conventioni, proviso tamen quod, si idem christianissimus Francorum rex virtute precedentis obligationis ageret et aliquid ex ea consequeretur, predictus rex Aragonum remanebit immunis quo ad illa solum que virtute et hac precedentis obligationis soluta fuerint, presenti tamen obligatione quoad cetera in suo robore remanente.

Que omnia et singula dicta et recitata fuerunt in civitate Barconensi, in presencia dicti christianissimi Francorum regis et aliquorum de consilio suo, ex una, dominique Petri de Peralla, militis, ambassiatoris regis Aragonum et ipsius vices gerentis pro ipsoque et suo nomine hujus rei et negotii gestor, ex altera partibus, testiumque infrascriptorum. Qui huc a dictis, recitatis et intellectis, predictus christianissimus Francorum rex ea que illum concernunt promisit et juravit in verbo regio facere, tenere et adimplere, sub obligatione omnium bonorum et dominiorum suorum, etiam sub pena mille marcharum auri, casu quo tamen ipsa castra Perpiniensi et Colubri, modo predicto, sibi tradita fuerint. Dictus etiam dominus Petrus de Peralla, in quantalibus quibus supra et nomine ipsius regis Aragonum et pro ipso unus hujus rei in se suscipiens, pepigit, promisit et juravit in animam suam, et sub obligatione et hypotheca corporis et omium bonorum suorum

omnia et singula predicta teneri facere et adimplere per dictum serenissimum regem Aragonum, et per ipsum hunc presentem contractum sive conventionem facere ratificari et de novo per simile instrumentum predicta promittere, tractare et jurare, et quod, ad ea tenenda et adimplenda, ipse serenissimus rex Aragonum omnia sua regna, terras et dominia obligabit et submittet, sub pœna, modis et qualitatibus superius declaratis per solemne instrumentum cum clausulis et enunciationibus et aliis ad hoc necessariis, meliori modo et forma quo poterit, et quod pro predictis ipse Aragonum rex se submittet coercioni et computationi, rigoribus camere apostolice et aliorum quorumcumque iudicum et dominorum tam ecclesiasticorum quam secularium, et ad maiorem cautellam omnia et singula premissa solemni et proprio juramento firmabit. Et, casu quo predictus dominus Petrus de Peralla ea que sic promisit modo et forma premissis non adimpleverit, ipse ex nunc incurrere vult pœnam mille marcharum auri, ad cuius solutionem, casu quo in complemento predictorum defecerit, ipse de Peralla ex nunc se et omnia bona sua mobilia et immobilia quaecumque obligavit et obligat, submittere se pro premissis coercioni camere apostolice et quorumcumque aliorum iudicum tam ecclesiasticorum quam secularium.

De et super quibus promissis omnibus et singulis partes predictæ requisierunt a nobis notariis publicis subscriptis sub fieri publicum instrumentum seu publica instrumenta, unum vel plura.

Acta fuerunt hæc in dicta civitate Balonensi, in camera predicti christianissimæ regis Francorum, die nona mensis maii, anno Incarnationis Domini millesimo quodringentesimo sexagesimo secundo, pontificatus sanctissimæ in Christo patris et domini nostri domini Pii, divina providentia pape secundi, anno quarto, presentibus ibidem magnificis et egregiis viris domino Johanne comite de Comminge, marescallo, domino Petro de Morvillier, milite, cancellario, domino Johanne Barrelli, armis milite, domino de Montglat, thesaurario Francie, magistro Petro Doriole, consiliario ejusdem christianissimæ regis, Johanne d'Espelette, vicecomite d'Erro, Bernardo de Utiua, senescallo Bellicadri et Nemaus, Petro¹ Arnaldi de

1. Inadvertentia de scribe, qui locum de « Raymond »

Montebardono, domino de Montemaurino, testibus ad premissas vocatis et rogatis.

Sequitur subscriptio notariorum : Et ego Fernandus de Vaquedano, clericus Pampilonensis diocesis, apostolica et regia auctoritatibus publicus notarius, premissis omnibus et singulis, dum me agerentur, dicerentur et fierent, una cum magistro Michael de Villechartre, notario, testibusque prescriptis, presens interfui easque sic dici et fieri vidi et audiui, et ea cum prefato de Villechartre in notam sumpsi, ex qua hoc presens publicum instrumentum manu aliena fideliter scriptum una cum eo confeci, manuque et nomine vicis solitis et consuetis munivi in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, rogatus et requisitus. Et ego Michael de Villechartre, clericus Pictavenus diocesis, publicus apostolica auctoritate notarius ac prefati christianissimuli Francorum regis secretarius, premissis omnibus et singulis, dum sic ut premititur agerentur, dicerentur et fierent, una cum magistro Fernando de Vaquedano notario testibusque subscriptis presens interfui, easque sic dici et fieri vidi et audiui, et cum prefato de Vaquedano in notam sumpsi ex qua hoc presens publicum instrumentum manu aliena fideliter scriptum una cum eo confeci, signoque meo in talibus solito et consueo communi in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, rogatus pariter et requisitus.

Quem quidem litteras superius insertas ac omnia et singula in ipsis contenta dictus serenissimus rex Aragonum, cura limitationibus et adjectionibus infra positis et contentis, laudavit, ratificavit et approbavit, prout et adhuc laudat, ratificat et approbat, et de ipsis advocavit et advocat ipsum dominum Petrum de Peralte, fuitque et est ex illis contentis ac si in sua propria persona ipsa contractasset, promississet et jurasset, promittens ipse serenissimus rex Aragonum bona fide, in verbo regio et sub hypotheca et obligatione omnium bonorum, regnorum, terrarum, possessionum et dominiorum suorum quorumcunque, omnia contenta et declarata in instrumento, seu litteris preinsertis, cum limitationibus infrascriptis, rata et grata habere et perpetuo habiturum, et ea tenere et adimplere ac de puncto in punctum observare et observari facere, alique veniendo, nec per se vel alium, quovismodo in contrarium venire faciendo. Et, ad maiorem securitatem et approbationem,

ut etiam res ipse melioris virtutis, roboris et efficacie existant, stipulantibus et acceptantibus ipse procuratoribus et ambasciatoribus prefati christianissimi Francorum regis pro eo, predictus serenissimus Aragonum rex, in propria persona, ex sua certa scientiam, mera et spontanea voluntate, de novo se obligavit et obligat dicto christianissimo Francorum regi in omnibus et singulis quibus factum ipsum tangunt contentis et declaratis in litteris et instrumento superius transcriptis, cum limitationibus, declarationibus, ac adjectionibus et clausulis sequentibus et non alias. Videlicet quod predicta armata regis Francie existat in consensibus Cathalonie pro fine mensis junii predicti, et non recedat a succursu dicti domini regis Aragonum, donec et quousque predicta civitas et principatus Cathalonie fuerint reducti ad plenam obedientiam ipsius Aragonum regis, et hoc secundum formam et tenorem antedictae generalis obligationis, cum hoc etiam, quod illi tres menses post reductionem Cathalonie pro prima solutione superius expressis extendantur ad sex menses, ita quod infra sex menses post reductionem prefatam teneatur ipse rex Aragonum solvere centum milia scuta, et inde ad unum annum post illos tres menses sequentem alia centum in his scuta. Ac etiam id, quod in suprascripto instrumento dicitur, quod post obedientiam Cathalonie rex Aragonum possit se iuvare predictis gentibus in regnis Aragonum et Valentie vel altere eorum, si aliqui subditi fuissent sibi rebelles, ad eos ad obedientiam suam reducendum, intelligatur etiam si aliquo gentes extere vel alie facerent sibi guerram, tam ante quam post obedientiam predictam, quod etiam habent eos tenere et possint eis uti pro defensione predictorum Aragonum et Valentie regnorum, postea quod nulla sibi esset in eis rebellio, et, cum hoc, tenebitur solvere prefatus rex Aragonum alia centum milia scuta, prout in prefato suprascripto instrumento continetur. Que omnia et singula prefatus christianissimus Francorum rex, si illa voluerit tenere et adimplere, obligabit se, prout ipse rex Aragonum hic se obligavit, tenere, observare et adimplere, in presencia prefati domini Petri de Peria. Quod si ipse rex Francorum facere non velit, nulli prefatus rex Aragonum presentem obligationem nullius esse roboris vel momenti, volens et consciens¹ insuper dictus Ara-

1. Sic. Licit « que »

2. Sic. C'est « consciens » que l'on doit comprendre.

gonum rex quod, in defectu complementi rerum predictarum, ipse christianissimus Francorum rex possit et valeat explectare et explectari facere, apud terminis superius declaratis, in et super terris, regnis, dominis et possessionibus dicti serenissimi Aragonum et Navarre regis, usque ad firmamentum et solacionem integram summaram et penarum in preinsertis litteris laciis declaratum, renunciatis prefatus serenissimus rex Aragonum omni exceptioni doli, fraudis at mali ingenti et cuicunque alteri exceptioni quibet, tam juris quam facti, allegari et proponi posset pro res predictas vel al quam earum non tenende et non adimplendo, submittens se, pro premiis omnibus et singulis adimplendis, cohercioni et compulsioni, rigeribus camere apostolice et aliorum quorumcunque iudicum et dominorum tam ecclesiasticorum quam secularium.

De et super quibus premiis omnibus et singulis, tam prefatus serenissimus rex Aragonum pro se, quam predicti procuratores et ambassatores ipsius christianissimi Francorum regis pro ipso christianissimo Francorum rege et ejus nomine, potuerunt a nobis, notariis subscriptis, sibi fieri publicum instrumentum, unum vel plura

Acta fuerunt hoc in civitate Cesaragustana, in camera prefati serenissimi regis Aragonum, sub anno, die, mense et pontificatu quibus supra, presentibus nobili et magnifico ac honorabilibus viris domino Petro de Peralta, milite, majordomo majori, ac Martino de Aspilcotta, domino de Cehanico, et Plegrio de Jaca, domino de Eulca, scutiferis honoris et familiaribus prefati serenissimi regis Aragonum, testibus ad premias vocatis pariterque rogatis.

(*Place du seing du notaire.*) Et ego Fernandus de Vaquedano, clericus Pampilonensis diocesis, publicus apostolica auctoritate notarius ac prefati serenissimi Aragonum regis secretarius, promissis omnibus et singulis, dum sic ut premititur ratificarentur, agerentur, dicerentur et berent, una cum magistro Michaele de Villechartre, notario, testibusque superscriptis, presens interfui, eoque sic ratificari, dicti et fieri vidi et audiui, et, cum prebato de Villechartre, in notam sumpsit, ex qua hoc presens publicum instrumentum, manus aliena fideliter scriptum, una cum eo confeci, signoque et nomino meo in

1 Sic. Limes « quo ».

talibus solitis et consuetis communi in fidem et testimonium omnium et singulorum premiorum, rogatus (et) pariter et¹ requisitus. Non obstantibus rasura in decima sexta linea existente, in qua scribuntur hæc verba « lapsa terminis solucionis, quotiens per ipsum vel suos ad hoc deputatos »; et interlineo facto supra lineam quinquagesimam quintam, in qua scribuntur hæc verba « existat in confinibus Cathalonie pro fine mensis junii predicti, et » : de quibus rasura et interlineo constat michi, notario predicto et hæc aprobo

(*Place du setag du notaire.*) Et ego Michael de Vilachastre, clericus Pictavenis diocesis, publicus apostolicus auctoritate notarius ac prefati christianissimi Francorum regis secretarius, premissa omnibus et singula, dum sic ut premititur ratificarentur, agerentur dicerentur et fierent, una cum magistro Fernando de Vaquedano notario testibusque superscriptis, presens interfui, eaque sic ratificari, dici et fieri vidi et audiui, et, cum prelibato de Vaquedano, in notam sumpsi, ex qua hoc presens instrumentum, manu mea scriptum, una cum eo confeci, signoque meo in talibus solito et consuetis communi in fidem et testimonium omnium et singulorum premiorum, rogatus pariter et requisitus. Non obstantibus rasura in decima sexta linea existente, in qua scribuntur hæc verba « lapsa terminis solucionis, quotiens per ipsum vel suos ad hoc deputatos »; et interlineo facto supra lineam quinquagesimam quintam, in qua scribuntur hæc verba « existat in confinibus Cathalonie pro fine mensis junii predicti, et » : de quibus rasura et interlineo constat michi, notario, et hæc aprobo.

(*Au dos est écrit.*) Die decima quinta mensis junii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo secundo, dominus Petrus de Peralta, miles, ambasciator miles apud christianissimum et potentissimum principem regem Francorum ex parte serenissimi et potentissimi principis regis Aragonum, audivit et affirmavit bona fide ipse christianissimum principem, quod dictus serenissimus Aragonum rex confirmaverat et ratificaverat, in presencia ipsius de Peralta, contenta et declarata in presenti instrumento.

1. De ces deux « et », il en est un qui s'est glissé par erreur, comme le prouve d'ailleurs la comparaison du notaire français, lequel emploie une formule analogue.

Actum in opido de Caynone, anno et die quibus supra, presentibus nobilibus et egregiis viris domino Johanne de Montalbano, milite, admirabili(s) Francie, Anthonio Dulo, senescallo majore Aquitaine, Raymondo Arnaldi de Montebardone, domino de Montemaurino, Bernardo de Ulmis, senesca lo Belledri, et me presente

(Signé :) DE VILLECHARTRE (*paraphe*).

N° 5.

La reine d'Aragon dément l'engagement des Comtes

I. LETTRE A LA VILLE DE PERPIGNAN.

1432, 24 mai, Gérone. — (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Reales*, portefeuille de 1455 à 1492.)

La Reyna tudriu, etc.

Consols e prohomenus be amats e faels consellers de la Majestat del senyor rey e nostres. En aquesta vila de Perpenya e comdata de Rossello e de Cerdanya se serie sembrada fama, segona haviem entès, sots color de cerce ficto e delosament concebut avis, que la Majestat del senyor rey hauria feta aliança ab lo illustrissim rey de França contra aquest principat de Cathalunya e que, per aquesta rahó, lo dit rey de França detendrà los comtats de Rosselló e de Cerdanya, fins que per lo dit senyor li fossen restituits trecentis milia sculs, la qual cosa hauria portat a vosaltres e als seus pobles de la vila, no solament admiració, mes encara algun aterriment e desconfiança del dit senyor. E per que ne volriem que ab aquesta tal illusió diabolica vosaltres e los dits poblats, subdits e vassals del dit senyor rey e nostres fossets constituits en algun sinistre pensament ne recaygués en vosaltres algun desconort e descontentació del dit senyor, la interció del qual es stada e es ab molta clemencia e humanitat tractar a vosaltres e a tot sos poblats, nos volem dir e avisar de la veritat com passa, sens tota acció

Veritat es donchs que la dicta Magestat a fermana alleança ab lo dit Illustrissim rey de França, e aqueit, al qua lo dit senyor a feta consensiant oferta, li ha offert valer contra qualsevolis reys potensos e persones, segons que en los capitols de la concordia en'e dita feta copia de la qual, autenticada per N. Antoni Negueras prothonclari del dit senyor, vos havem ja tramessa per en Miquel de Lupia denzel, porra pus larch haver vist, e creuem certament que lo dit rey de França, observant la sua fe reyal e en altra manera no desfaltira en valer e ajudar tota ora que necessari sera, ne per lo dit senyor ne sera emprest, e la Magestat Sua, e per ferir la dita valença e ajuda, no deplara exposar es persones sues e de nos magnats e tota aquella potencia que y sera mesier, e porra esser que lo dit rey de França, seguint les movimentos que fan en aquest Principat, se operada del dit senyor rey requesta, per la honor sua, se prepara a fer e complir lo que ab la dicta liga ha offert al dit senyor.

Empero, maravellamnos que, en lo penonment de vosaltres puga recurre o haja recaygut que lo dit senyor, per qualsevulla necessitat en que fos posat, de tal joyeli com son aquesta Comdats e tant precipu mariet de la sua corona no volgués desaxir, ne per via de empenyornament, ne en altra manera transferir en altra rey e potencia, majorment que so ignora la dicta Magestat ne vosaltres que per lo uniment de aqueixa Comdats ab los altres seus regnes e terres e axi a ruya, corona e jurament, per rahode aço, o en altra manera per lo dit senyor rey prestat, tal alienació o empenyornament fer non poria, certament non deu creure e axi ho podeda haver per cert, ço es que jamón lo dit senyor a tanta derogacio e ignominia sua no daria lloch, car verdaderament ignominiosa cosa es a rey el princep e senyor que per dinos no valun del non volgués auenar los merlots de la sua corona, e tal majorment com aqueixes qui, com fos alienat, quant dan portaria al dit senyor e a aquest seu Principat lo qual ell sincerament ama e encara a tots sos regnes e terres, vovlres mateix no podedu compendre. E per ço no dubtam afirmar, ab interposició encara de manament solepne, que lo fet de la dita concordia o aliança no passa, uno per la forma que dit havem, e encara que del parte o possessió de aqueixes comdats, no solament es estat contractual, mes encara hagués movet alguna en la dita concordia o alleança o en altra manera. E al a les famos e conen en lo passat durante

aquestes trancóils compostes ab persuasóne e intencióne no certes mes per revocar de la vera amor que tenen vers lo dit senyor los seus pobles e sostenre aquells en veritat, se voldrà per vosaltres atendre axí com creem fareis, veureis clarament a quina fi tal fama e ficcióne se aembron e que axí, com aquells en lo present han freturegat de veritat, axí e molt mes ne freturega aquesta, e ja havem alguns sentiments quines persones e quals aembran aquestes coses. Com niam certa vosaltres esser persones talles que sabrets la veritat de aço be comprendre, vos preguim e encarregam affectuosament que a tal conficta fama e dolosament concebuda no vullats dar o atribuir fé, segons que creem indubtdament fareis; ans vullats reposar e repellar del cap de s dits pobles la dita fama, havent aquella per falsa e simulada, com verdaderament es, e, portant totes aquestes coses en deguda consideració, vos dispongate e metats en obra fer coses que sien a honor de Deu, servey del dit senyor rey, e benefici e repos de la patria, e apartatsvos de aquestes tumultuacions, e vullats estar reposats e ab ferma confiança que, si jamés aqueixa villa e pobles de aquella e de tots aquests Comdats son estats be tractats per lo dit senyor, ne encara per los altres reys passats de gloriosa memoria, axí be e molt millor serets e seran tractats per lo dit senyor e per nos. E sobre aço verats vosaltres quina forma de seguretat de nos, en persona del dit senyor, voleis, que tota aquella vos donarem liberament, encara que nostre persona hi fos necessaria, e sobre lè e paraula reyal que de present vos donam, de aço poreis estar segurs.

O Deu! e quis pot perseguir ne mactre en pensament que lo senyor rey, qui fins aci ab molta humanitat s'es hagut, e per la defensió, fama e honor dels seus pobles no dubtaris mal vegades exposar la persona e stat seu, val a posar en perdicó e destruhir aquellat Creeta que nostre senyor Deu, que es escrutador dels coratges e sab la verdadera e certa intenció del dit senyor, no permetra len penes del seus pobles e vassalls ne vullen axí alienar e desconfortar de aquell, ans ab vera amor lo reebren e amaran axí be e millor que jamés han fet, per molt que males penes vullen obrar. Dada en Girona a .xxxiij. dies del mes de maig, any mil cccclxiij. La Reyna.

II. LETTRE A LA VILLE DE BARCELONE.

Même date. — (Même provenance, à la suite de la pièce précédente.)

Prohomens be amats e feals de la Majestat del senyor rey e nostres Pervengut a noticia nostre com en la vila de Perpenya e comdats de Rosselló e de Cardanya, sota color de certa fictament e dolosa concebuda arm, se seria sembrada fama que la Majestat del dit senyor rey hauria feta lliga o aliança ab lo Illustrissim rey de França contra aquest principal de Catalunya e que, per aquesta rahó, lo dit rey de França donaria socors a la dicta Majestat de un laucat de dos milia arses pera quatre mesos, e lo dit senyor rey li hauria promés donar possessio dels dits comdats per lo dit rey de França desesidora fins li fossen restituhits los dits trecenta mil scuts, e essent certa, axí per los dits capitols de la dita lliga, per lo dit senyor autenticament e nos iramesos, com en altra manera, que jalam la dita lliga sia estada formada entre lo dit senyor rey e lo dit rey de França, aquella se ha en altra forma que per la dita fama es tingit e simulat, e sens derogació o detriment algu, no solament del dit Principat e comdats e poblats en aquella, mas encara de tots los regnes e terres del dit senyor, havem escrit als amats e feals del dit senyor e nostres, los consels e consell de la vila de Perpenya, per remoure aquells de qualsevol ministre pensament, que per rahó de la dita dolosa e ficta fama en ells pogués recaure, sota la forma en la copia dins la present interclama¹ contenguda

E, per que pona esser que tal forma se fos estea e estengués en aqueixa ciutat, havem deliberat per ço trametreus la dita copia dels dits capitols de la dita aliança, la qual axí mateix sera ab la present, per ço que, pervenint a hoyda de vosaltres tal fama, e aquella no sia atribuïda fé. Dada en Gerona a xxiij de maig, any mil cccc.lxij. La Reyna. Als be amats e feals consellers de la Majestat del senyor rey e nostres, consellers e consell de la ciutat de Barcelona.

1 C'est la lettre précédente

N° 6.

Trêve de Belchita.

1463. 13 janvier, Belchita. — (Simancas, Arch. general *Capitul con Aragon y Navarra*. legajo I. original.)

Por quanto entre el magnifico señor conde de Comenjo, mariscal de Francia, e los honorables señores de Monglat e de Carrol, cavalleros, consejeros e camareros del muy alto e muy poderoso principe el señor rey de Francia, de una parte, e el licenciado Antonio Martinez de Ciudad-Rodrigo, del consejo del muy alto e muy poderoso principe el señor rey de Castilla e de Leon, e su embaxador, de la otra, ha sido hablado e tratado sobre alguna tregua entr'el dicho señor rey de Castilla e el señor rey de Aragón. la qual tregua non se ha podido concluir nin acordar, syn primeramente consultar al dicho señor rey de Castilla : e porque, pendiente el tiempo de la consultacion, no pueda venir inconveniente nin rompimiento alguna entre las gentes de dichos señores reyes o otros que son en su favor e ayuda, es apudado e concordado, entre los dichos señores mariscal e de Monglat e de Carrol e el dicho licenciado, que los dichos señores reyes e sus gentes e las otras que son en su favor e ayuda, como dicho es, en los reynos de Castilla e de Aragón, esten en todo sobreesymiento e cesamiento de guerra, por tiempo de diez dias primeros siguientes, contaderos desde el viernes, catorce dias d'el present mes de enero d'este año del Señor de mill e quatrocientos e sesenta e tres años, durante el qual dicho tiempo non se aya de fazer nin sea fecha entr'ellos guerra nin mal nin daño nin innovacion alguna en sus personas, nin bienes, nin tierras, nin gentes, nin villas, castillos nin fortalezas, que por ellos estan en los dichos reynos, en manera alguna ; e, sy durante el dicho tiempo, alguna cosa fuere en los dichos reynos, d'una parte o otra, innovada, que sea reparado e reducido en el primero estado.

El qual dicho sobreesymiento e cessasyon de guerra los dichos señores mariscal e de Monglat e de Carrol e el dicho licenciado e los nobles cavalleros el comendador Juan Ferran-

dez Galindo, del consejo del dicho señor rey de Castilla, e Alvaro de Mendoça, capitanes del dicho señor rey de Castilla, prometieron e juraron bien e lealmente, toda fraude e cautela, cessante, de tener e guardar e fazer tener e guardar e observar a los dichos señores reyes e a las dichas gentes, de punto a punto, segund que en esta escriptura se contiene

El qual presente tratado fué fecho e acordado en el lugar de Belchite, a tres dias del dicho mes de enero del año susodicho, en testimonio de lo qual nos. los dichos conde e mariscal e señores de Monglat e de Cursol e capitan Juan Ferrandes Galindo e Alvaro de Mendoça e el licenciado desusonombrados, firmamos esta escriptura de nuestros nombres e la sellamos con nuestros sellos.

(*Signatures autographes :*) JOHANNES

Joh. BURREAU (*paraphe*).

CRUSOL.

N° 7.

Extrait d'une lettre de Jean II à Louis XI, fait par les soins de Charles d'Orléans.

1463, 1^{re} février. — (Arch. Nat., Tr. des Chartes, J 506, n° 11.)

Et premierement vouldroit que le roy escript a monseigneur de Foix et a monseigneur le mareschal et aultres cappitaines et qu'il ne bougent de la avecques le roy d'Arragon; et qu'il pleust au roy leur envoyer leur paiement.

Item, qu'il pleust au roy que, en la treve ou soubresaisment qui se traicte, qu'il pleust au roy non consentir nulle chose qui vint a desplaisir et domaige du dit roy d'Arragon

Item, qu'il pleust au roy de escripture a monseigneur de Foix et a monseigneur le mareschal et autres cappitaines en leur commandement qu'ilz n'ayent point de fere nul domaige aux places ne aux terres de ceulx qui tiennent le parti du roy d'Ar-

ragon ne ceux qui luy sont obeissans; et ceulx qui le feront qu'ilz soient bien chasties.

Item, qu'il plaise au roy escripvre au roy de Cecille et a monseigneur de Clermont, qu'ilz ne permectent sallir aucuns blés ny aultre victuailles pour aller a Barselonne ny a autres lieux descheissans au dit roy d'Arragon, et si d'aventure l'on leur donne congié d'en porter en royaume de Valence, que l'on en praigne bonne seurte qu'il n'an porteront en autre lieu que au dit royaume de Valence.

Item, que le dit roy d'Arragon prie au roy qu'il lui plaise de poursuivre l'entreprise de Roussillon affin qu'il out Perpignan, Colliure, le Pertuys et tout le demourant en sa main, et que, si nulle place du pays de Cathellongne obeissant au roy d'Arragon estoit en neccessité, qu'il plaise de les vouloir secourir.

Item, qu'il lui plaise vouloir escripvre au roy d'Arragon comment il a ouy son ambassadeur, messire Olivier, et lui mander son oppinion de toutes ces choses.

Item, qu'il plaise au roy escripvre au roy d'Arragon la volonté qu'il a de manier les besoingnes aveques le roy d'Espagne, affin que le roy d'Arragon soit adverti du vouloir du dit seigneur et puisse fere comme luy, et aussi qu'il lui plaise pourveoir que la mer soit bien pourveue de fustes, car est la chose plus neccessere en ceste besoingne.

(*Au dos cette mention .*) Extrait d'unes lettres escriptes en cathelan par le roy d'Arragon au roy, de la recouvrance de Roussillon et du Pertuys, pour le entretanement de ses gens d'armes, dont l'original en demoure es mains du roy ou de messen Karles de Dons, qui en a faict ce dit extrait le premier jour [de fevrier .lxi].

N° 8.

Antonio de Nexeta au duc de Milan.

1462, 14 avril, Saint-Jean-de-Maurienne. (B. N., P. lat. 10124, f. 97.)

Lettere Domini Antonii ex nobilibus de Nexeta Illustrissimo princeps et excellentissime domine, demine sui singularissime. Post commendationem. Io sonno stato a la corte del serenissimo re di Franza una altra volta per commissione et ordinatione sua, dove oltra quello ch'io ho havuto ad praticare per li mio signore, quale mi havia mandato, mi sonno etiamdio sforzato di intendere de le cose appartemente ad Vostra illustrissima Signoria, principalmente perche so che el mio signore ne sara bene contento, *deside* perche sonno subjecto ad dicta Vostra illustrissima Signoria, a la quale a la devota mia, quale spero in Dio sara ben presto, credo dire qualche cosa che li piacera. Et non possendo io venire così presto, mandaro uno di miei famiglii ben fidato, per avisare di tutto essa Vostra illustrissima Signoria, a laquale per hora non scrivo, se non de le novelle di qua.

Quando io partite da aqui, che sonno xv. zorni, la pratica era molto grande che parlassero insieme lo re de Spagna et lo re de Franza : fra li quali era et e tregua durante insino al primo zornu de maio ; erano appoximati l'uno ad l'altro ad due zornale, ce erano lettere da lo ammirado di Franza, quale era con lo re di Spagna, per le quale non dava troppo bona speranza ch'el re di Spagna se conducesse ad parlare con l'altro, ma se faceva difficulta assai, specialmente perche li ambasciatori de lo re Edoardo de Englittera aranno et sonno come lo re de Spagna per distrubare la compositione fra lui et lo re di Franza et per fare liga et intelligencia con lo dicto re de Spagna. Similmente, ci erano li ambasciatori di Barcelloneal, quali forte sollicitavano el disturbo de la concordia. De l'altra parte, l'uno et l'altro domanda cose difficile et stragne. Io estimo che, parlando, partirano amiel et parente, non se parlando, prolunga-

rano la tregua, et. durante la tregua, l'uno et l'altro fara sua diligentia per acquistarsi lo re Eduardo, et za, per meso dil duca de Borgogna, loqual al presente sta bene con lo re di Franza, si tracta compositione fra lo re Eduardo e lo re de Franza.

Quell. di Perpignano et li altri Catallani, quali sono a la signoria del re de Franza, hanno mandato al re de Spagna ad disconfortarlo che non fazi accordo con lo re di Franza, cum promettere che tagliarano in pezo tutti li Franzosi, quanti ne sonno in Perpignano et in l altre terre loro. La regina de Engli-terra, con suo figl olo se ne è tornata ad suo padre, lo re Raineri, et ha lassato lo re Eduardo pacifico in tutto.

Queste cose dano tantò che pensare di qua che fano mettere in oblivione la impresa dil reamo di Napoli. Joanne Coxa et molti altri sono stati longamente in corte dil re, e sono venuto poveri, se ne torneno mendichi, che da luy non hanno possuto havere duo quatrino ni speranza di havere per lo avvenire. Dicemi uno messere Bartho omeo da Bologna, quale è stato qua per lo duca Johanne, che Johanna Coxa s'è ne ito et ha portato lxxxv. ducati. Credo che saranno bene contenti a la mita de mezi Dicemi e iamdio che, presto, partirano doe nave cariche l'una d'formento, l'altra di sale, et che partirano con le nave sei galee : credo siano tutte parole. Ma quando etiamdio così fasse, può stimare Vostra illustrissima Signoria come stano le cose, poy che se comincia ad fare mercantia. Io vado per prendere la possessione d'il contado di Valentinese, et poy immediate me ne vegnaro ad parlare ad Vostra illustrissima Signoria, a laquale mi ricomando. Ex Merano, die .xliij°. aprilis M CCC LXIIJ.

Servitor, ANTONIUS DE NOCETA.

N° 9.

**Instructions du roi d'Aragon pour Galceran Oliver,
son ambassadeur auprès du roi de France**

1463, 28 mai, Saragosse. — (Arch. de la Cor. de Arag., *Cancad.* n° 2430,
f° 200 et suiv.)

Instruccions donades per la Majestat del senyor rey an Jacme Vila, secretari de Sa Senyoria, de les coses que per part de aquella, en virtut de creença, ha a dir e reportar al magnífich mossen Galceran Oliver, conseller e tresorer del dit senyor, qui aquelles, per semblant, en virtut de creença, a ell comanada per part de la prefata Magestat, ha a dir e explicar al il·lustrissim rey de França.

Primo lo dit secretari, en virtut de la dita creença per part de la Magestat del dit senyor rey, dirà e recitarà al dit tresorer com Sa Senyoria, per diverses lretes e tramesa de persones ha aviat lo dit senyor rey de França com la força vella e la ciutat de Gerona, estan assediades per les gens de Barcelona ¹ e alguns Castellans, pregant e exortant aquell li plagués voler, manar e provehir que la sua gent d'armes de Rosselló anasse a soccorrer la dita força e ciutat, afi no vinga en mans dels enemichs; e ignora lo dit senyor aço sia fet, majorment que ara notissimament lo dit senyor, ab correus volant e ell tramés per lo bisbe de Gerona, sia aviat com la dita força e ciutat son molt strets e constitudes en gran perill a causa del dit atch. E per ço vol e mana lo dit senyor que lo dit tresorer faça noticia de aquestes coses al dit serenissim rey de França, pregant e exortant aquell per part de Sa Senyoria, en virtut de la dita creença, vulla encontinent e sens dilació alguna fer socorrer la dita força e ciutat, no solament per les seues gentes d'armes de Rosselló, mes encara per altres si necessari serà e lo cas ho requerra, aà que la dita força e ciutat sien deliurades e preservades de tot perill e scandal, posantli noresmenys al davant quant serien los grans damnages, masesons e despeses, e encara la

1 Il s'agit du siège conduit par Dax de Mendoza.

perdició de molta gent que resultarien a ciascuna de les Magestats e principalment al dit rey de França, a qui recau lo principal carrech de reduhir tot lo Principat de Cathalunya a la vera obediència del dit senyor, en virtut de la capitulació e confederació entre ella fermana e celebrada¹, a la dita ciutat se perdia, lo que a Deu no placia, laqual seria difícil de recobrar per molta respectes, lesquels no ignoran los dits tresorer e secretari.

Mes, li demanarà e explicarà com les dites ciutat e força fortren a present de forment e altres virtualles necessaries per la sustentació de aquelles, e que per ço vol e mana lo dit senyor que lo dit tresorer inste et sollicite en singu ar manera lo dit illustrissim rey de França, pregant e exortant aquell per part del dit senyor rey que, axi ab letres sues favorables com encara per tramesa de persones si expellent serà, proveesca e faci exprés manament a mossen de Claramunt² o altres qualvol oficials seus en Rosselló a quis pertenga qual migancant paga deguda e rahonable, permetan traure de Rosselló e de Cerdanya tant forment e altres virtualles com serà necessari per forniment de la dita força e ciutat, e norestemys li provehesquen escorta necessaria, afi que lo dit forment e virtualles segurament puzan arribar en Girona, car poch aprofitaria permetre traure virtualles, si aquelles ab salvament no podien arribar en la dita força.

Mes, dirà com la Magestat del dit senyor ha hagut alguns sentiments per demostració e obra que los de Barcelona ni altres Cathalans rebelles a Sa Senyoria no atemptaran ne donaràn loch a la observança de la treva de les tres meses³ e com axi maleis lo temps del sindispost per asostenir les gentes d'armes se discorre; e per ço vol e mana lo dit senyor que lo dit tresorer ab summa e continuada diligencia inste e sollicite lo dit serenissim rey de França. Hor encara, de part del dit senyor, lo requira vulla encontinent e sens dilació alguna tramesre en les parts de Cathalunya lo soccors entre ella deliberat e concordat, e com la voluntat de la Magestat Sua es en tot cas

1. Ce passage prouve qu'aux yeux du roi d'Aragon Louis XII en était encore à exécuter les clauses de Bayonne.

2. Le comte de Clermont. Pour Guilhem, lieutenant du gouverneur de Roussillon.

3. Allusion à la trêve conclue en vertu de la sentence arbitrale.

que les gentes d'armes e tota la artilleria iatre e venga en les parts d'l'rgell, com se lija ferma esperança que arribat lo dit socors ensemps ab artilleria en breus dies, Deu volent, se recobrarajla; ciutat e vila de Leyda¹ e de Cervera e per semblant la ciutat de Tortosa; e aquelles cobrades e reduhides a a vera obediença del dit senyor, molt mes facilmente se cobrara la ciutat de Barcelona, laqual en tal cara se trobara sola, majorment pus la ciutat e força de Gerona seran desasatiades de mans e poder dels enemics.

Mes, vol lo dit senyor que lo dit tresorer, ab les mes pertinents paraules que li semblara, pregue de part de sa senyoria lo dit illustrissim rey de Francia, li placia voler be tractar e fer tractar per sos oficials es Rossello o lo dit secretari en totes ses coses, per manera que no li sia fet empayg algu, principalment en lo regiment e exerci de la scrivania de la governació de Rosselló e de Cerdanya, laqual proveheix de grant temps ença ab total establiment e vida sua, posantli al davant quant lo dit senyor tingua en car lo dit secretari per los bons e fructuosos serveys que encontinuant hi ha fets e fets, com axi mateix ab sa muller e familia es estat en la força vella de Gerona, per diffensió de aquella retenc lo doute et fidelitat aquell que tot fidelissim vassal deu e es tengut retre a son rey e senyor, e si necessari sera, li faça confirmació del dit establiment, manantli desempatrar totes provisions per aço necessaries.

Mes, lo pregará haja per be recomanat mossen Franci de Peraportusa² e totes les coses sues segons lo dit senyor lin scriu a part ab letres sues.

E les semblants recomendacions li fara per part del dit senyor e micer Bernard de Belloch³, doctor en leys e d'on Francesch de Segurrioles⁴, ciutadan de Gerona, fidelissims vassals e de tota servidors de la Magestat del dit senyor mas que vulla manar e provehir ab letre oportuna e en altra manera que als dits micer Belloch e Segurrioles sia integrament respost dels censals que reohen sobre la universitat de la vila de Perpunya.

1. Lerida.

2. Bourgeois de Gerone, qui n'est inconnu d'ailleurs.

3. Roussillonnais.

4. Personnage roussillonnais, tenant le parti du roi d'Aragon, allié à la famille d'Ors.

Expedite fuerunt hujusmodi instrucciones in Cesaraugusta die ultima madii anno a nativitate Domini .mcccclxiiij. — Rex Jo.

Dominus rex mandavit michi. Antonio Nogueras,
prothonotario.

N° 10.

Alonso de Palencia. — *Annales suorum dierum* ¹

Lib. VI, cap. vii

(Biblioteca nacional de Madrid, ms. 1635, p. 96 et suiv.)

De conventu regum Francorum et Castellæ, et quemadmodum hoc eodem anno legationes Anglorum precessere et multi diverticula Henrici et inducie duorum mensium inductæ ex industria archiepiscopi Toletani

Anno a nativitate Redemptoris millesimo quadringentesimo sexagesimo tercio, cum utrique reges Francorum ac Castellæ intenderent futuro conventui, rex ipse Castellæ Henricus, more suo, tanquam ad uti in sollicitus, hinc inde divertabat. Adivit Segorbiæ, non solum ut ex aerario depromeret gemmas et præciosa monilia, torquisque quibus ipse numquam utebatur, imo verius abutebatur, sed ut videret feras magnopere jocundas sibi atque charissimas, et dimitteret in urbe Segobiam reginam. Divertit repentinus per diversas regni partes, demisso archiepiscopo Toletano in Cantabria, cujus interventu, induciæ duorum mensium indicuntur; et sobrinas ejus, Alfonsus de Silva, postea comes Centifontis, mitius Valentiniis bellum gesserat coeteraque sævitia belli ubique per Aragoniam et Catalogiam remitebantur, necnon Barchinonenses, qui donis multis et magna aureorum quantitate oblata eidem archiepiscopo, non poterant sibi propitium facere, coeperunt res moliri novas.

Legati Anglorum, ex parte Eduardi, filii ducis Yorkæ, quem

1. Cette chronique, la plus importante des sources narratives contemporaines du règne de Henri IV de Castille, est encore inédite. L'Académie d'histoire de Madrid en projette depuis longtemps la publication.

Eduardum regem, neglecto Henrico, Angliæ rege, maxima pars nobilitatis dixerat, ad Henricum, Castellæ regem, advenire Burgis, amicitiam ejus perpetuam expetentes, quemadmodum olim ante descensum Petri regis et Henrici secundi, qui Petrum occidit, et amicitiam Gallorum egerat, observatum fuerat fœdus inter Castellæ ac Angliæ reges: exciderat hujusmodi legationem non tantum multa utilitas, quæ ob fœdus communione succedere potuisset, sed percepta origo discordiæ, cum cui rex Ludovicus Francorum ceperat obsequia facere.

Audita legatione, Henricus, suspensit expectationem definitionem futuri colloquii cum rege Francorum, unus est opportunitate legationis Angliæ ad persuasurum auctorem confederationis in conventu Gallorum, nec tamen abnuitt se cupere ac velle amicitiam Eduardi, ad quam firmitus corroborandum, interposuit limitatione replicationibus dignas et animam convertit ad colloquium futurum regis Ludovici, quem inconstantem et noverandorum rerum cupidissimum¹ atque duci Burgundiæ ingratum fore perceperat.

Igitur, in mense martii, promissi Baiocensi archiepiscopus Tuotanus et marchio Vallenæ, convenerunt magistrum Montemæ, Ludovicum Despuch, et Petrum de Peralta, jam comestabilem Navarræ, ut simul disceptaretur de rebus Cataloniæ atque Cantabriæ, cæterisque litibus, intervenitu regis Francorum, componendis, verum quidem regina Aragoniæ Johanne, cui compressæ conjugis facultatis uti licebat, nummopere constabat tueri honorem ditionemque viri sui, quæ ob res disceptatio algebatur, sed in fine persuasit sibi utilius fore quod crederet omnia fidei Francorum regis, quam recusationibus dare occasionem perversioni amicitiae fœderisque capti., præcipue cum videret archiepiscopum et marchionem jam dudus tulle permanere apud Baiocam et omnia quotidie magis confundi.

Itaque, jam compositis omnibus sub his clausulis, quod rex Henricus desisteret a presidio domini regis Barchinonensi, presidia a quoque omnia quascunque etiam copias a Cataloniâ Aragonisque et a regno Valentis evocaret, quæ occupavisset in Cantabria retineret, opidum Stellæ² quoque

¹ Ce jugement sur Louis XI est intéressant à relever dans la bouche d'un écrivain castillan.

² Estella.

territorium haberet, et, dum non deditur, (nam fama erat quod minime copia possessionis) foret regina in oppido Raguso¹ resideret sub custodia archiepiscopi Toletani, ceterum rex Aragonum nunquam repeteret triginta milia aureorum quos ex veteri pactione tenebatur ipsi solvere Henricus rex, respectu occupationis patrimonialium oppidorum. In hoc mense aprilis, rex Francorum Ludovicus adivit Sanctum Joannem de Luca², et cum eo archiepiscopus Toletanus, et regis frater, dux Berrii, et comes Fuxii ejusque filius princeps Vanac, Gallia etiam nobilitas frequens atque duo episcopi. Hæc equestris omnis multitudo haud inornata sequebatur Francorum regem, qui voluisset pariter ut rex Castellæ conscendere onerarias naves, ut in illo parvo discrimine salis colloquium conveniret, procuratum est ut non indicaretur possessionis instigatio, nam alteriorem salis ripam et aliquantum territorii usque ad struem turris, jussu hujus Ludovici regis, exatae ditto Castellæ profunditur Rex Henricus conscendit navem et quicumque ex proceribus, qui eum sequebantur, navi secorum cum familiaribus singulari advehebatur, ita ad speciem classis illa navium multitudo reileret. Intra naves devehuntur solipedes cum faleris ephippisque et miro apparatu ad ulteriorem equitum ipsorum usum. Ornatus nostris multo erat excellentior gemmis aliqua splendidissima marchia Villenæ, magister Alcantaræ, comes Sanctæ Mariæ, comes Osornii, meriscalus Garatæ de Ayala, Joannes de Bvere et episcopi Hergenensis atque Segoviensis. Verum quidem Beltrandus de la Cueva, comes Ledeanae, in sumptu preciosoque ornatu excessit: ex calcibus enim alterum habuit geminis preciosis connectum, innumerisque aliis abutus est illa die, et ante, in il nere, ostentatione opulentiae cunctis, in posteriori subunculo e lectulo multi, qui lecticam apportebat, fecerit contexti aurum quo gemmae continebantur. Hic quidem tam nimis in omnibus fuit, et deopulenti alterum ornitu reticendum videatur. Archiepiscopum multi nobiles viri sequebantur, comes Tehadel et Gomeus Manrique et Joannes de A. hornos et plurima juvenus egregique adolescentes prope littus collocantur

1. Lorrain.

2. Saint-Jean de Luca.

Reges post salutationem mutui amoris matureque praelationis¹ et publicum colloquium secretum subsequitur et nimirum existimavere circumstantes ex illa hora confirmatum haberi inter eos pactionem ad futura negocia. Nam continuo rex Francorum designatus est debitam gratitudinem duci Burgundiae, cujus respectu sponte videbatur oblatum subventioni regis Aragonum, asperavit ad tyrannidem cum, excluso praefecto Perpiniensi, neglectaque pactione, non tantum Perpiniensem pro stipendio indebito occupavit, sed etiam civitatem et deinde caetera oppida Roseillonis et Certaniae, atque ulteriora offendicula moliri coepit adversus Aragonum regem, ut narrabo, contra hanc sententiam pactionum, in quantum tulit agra Aragonum rex. Et cum obses maneret apud archiepiscopum regina, haud parvum levatur aegrimonia, quamvis conscius esset non dedendum oppidum Stellae regi Henrico, sed frustra teri tempus in obsidione.

Interea praesidia Henrici ex Catalonia Aragoniaque atque Valentia subducuntur et tantummodo restabat negotium bellum cum adversus Barchinonenses, nec erat parva spes futurae reconciliationis, conjugia saepe repetita inter alterutros congeminata colloquiis, ut Johanna, regis Aragonum filia, nuberet principi Alfonso et Elisabeth, Alfonsa soror germana, Fernando Aragoniae principi.

N° II.

Correspondance de l'ambassade envoyée à Louis XI par la ville de Barcelone en 1463.

(Arch. mun. de Barcel., Cart. Com., año 1463.)

DÉPÊCHE I.

1463, 25 juin, Collioure.

Jhesus. Molt honorables e de gran prudencia senyors. Arribats mossen abat de Muntserrat e misser Savertes, ambaxadors de aquetx Principal, e nosaltres ensemps ab ella, en aquesta vila, vuy que tenim xxv. del corrent, havem trobat lo

¹ Il semble qu'il manque un verbe dont « reges » soit le sujet. Le manuscrit est d'ailleurs très négagé.

honorable mossen Copons, loqual, seguint les ordinations de mossenyors de diputats sabudes per lur correu, nos sperave per exequiar los manaments de lur reverencias. loqual nos ha feta relació com, venint ell, ha trobat en la mar un berganti e en aquell un araut del rey de França qui portava una letra dreçada en aqueix Principat a vosaltres, mossenyors, e nltres al dit mossen Copons, lesquels son stades per ell legides; e coregut aquelles esser en tal forma desempatrades per lo dit rey de França per quant ne havia encara rebut lo seu roy d'armes, Johan de Beortegui, ne le vostre correu. la retengut lo dit araut e ha scrit al dit rey de França, significantli les crides fetes en lo dit Principat de la bona amistança e fraternitat entre ell e nosaltres, e com, confiant lo Principat de aquella, trametia sos ambaxadors, sens demanar salconduyt, com entre amiche no a fretur, monstrantli sos ambaxadors no dever duplar ne demanar altre salconduyt pera venir, car monstres la amistad no esser tai com es ainda cerçada. E, boydes per nosaltres totes les dites coses, per relació del dit mossen Copons, ans paragut lo dit mossen Copons haver uat de ho a savi concell, *marthe* com, vist lo salconduyt que trametia lo dit rey de França, sots forma del qual volia per los diputats e vosaltres esser desempatrat, nos paragué aver e insurtirne molt dubtes, empero en totes aquestes coses nosaltres solament som exequitors de vostres ordenacions, e per ço aquestes senyors de ambaxadors del dit Principat, ab lur letra, trametan la letra del dit rey de França ensemps ab la forma del salvoconduyt per el, trameten a mossenyors de diputats, laqual per ella vos será comunicada, perque vistes aquelles, plac enu ensemps ab los dita diputats de liberar e certificarnos vostra voluntat, car nosaltres ne volem alre fer si no aquele exequiar. Es veritat que lo parar nostre es no freturar les dita missagers del dit rey de França haver negun salconduyt, atesa la amistad e confederació entre lo dit Principat e lo dit rey de França: pero nosaltres en aço no volem haver sino exequiar vostres ordenacions, atés que nosaltres axi mafeix unam sens salconduyt, solament franca de la amistad e confederació preconitzada.

Arribatz à Cadaques, som intrats en gales. Los baile e algun pr.ilem del dit loch demanant a nosaltres, tot axi del Principat com d'aquexa ciutat, com farien de les robes e bens que

tenien preses dels Francesos per la gallota, pres de ésser feta la crida, ço es si les restituïrien o no, atantent que los homens de Rabós havien feta empara, dienta que los Francesos tenen delle certs homes presos ans de la crida, losquals volrien fossen tornats, ans que res los fos restituït, los dits missatgers del Principat e nosaltres, desjants la confederació principiada entre nosaltres e los Francesos fos continuada, los havem consellat que, nonobstant la dita empara, restituïssen los dits bens presos après de la dita crida, car nons paria un mateix joir dels presos abans de la crida e dels presos après, oferintles nosaltres treballarem ab totes nostres forces ab lo capità de aquesta vila que los dites coses preses del dit lloch de Rabós sien tornades, aço havem fet vehent que es gran útil e pau del Principat, tostemps refferint les coses a la deliberació vostre. Et sie la Divinitat en protecció e guarda vostres e endreça dels actes per lesquals som tramesos. Scrita en la vila de Coplhure a .xxv. dias de juny de l'any .mcccclxxij.

Al servey de vostres grans prudencias aparellats.
los ambaixadors per aquesta ciutat al rey de França.

Als molt honorables e de gran prudència mossenyors los
consellers de la ciutat de Barcelona. (F° 74.)

DÉPÊCHE II.

1468, 28 Jun. Perpignan

Jhesus. — Molt honorables e de molt gran saviesa senyors. De Coplhure a .xxv. del corrent ab la galea vos havem scrit de quant occoria. Es veritat que lo capità de la dita vila, a qui dien mossen de Vensach, nos ha ben acullit e festejats, convidantnos en sa casa e trametentnos de sos vins en nostres posades, mes encara ha volgut mossen Copons com a mestre seu e nosaltres ab ell ordonassem de la dita vila e de sos genta a tot nostre plaer, mostrant grandíssima amistat vers nosaltres e tal diu vol fer a tots los Cathalans. Desige molt veure aquesta ciutat e fer per lo Principat e la ciutat com si fosse un Cathala. Som nosaltres de opinió que ferli lo Principat e la ciutat sengles letres regraciantli les coses dessusdites, no portaria contrari algu e incitarla no solament a continuar mes

encara encendria'l a millor fer, pero tot sia tramés a la ordinacio de vostres savienes.

A .xxvij. del corrent, havem tret la via de Perpenya, hon vuy tots nos trobam deilberant pertirne incontinent per exequitar les ordinacions e manaments vostres. Havem sentit lo rey de Ffrança ex en les parts de Villafrencha prop Roders, luny quatre o sinch jornades de aci . ne cometrem nechigencies, quant a nosaltres sia, de esser prest ab lo dit rey de Ffrança. En aquesta vila havem sentides moltes coses noves . les qui son certa vos scrivim en cert les restants vos liuram segons les nos han hirades.

Ir fou acy penjat un home convers, loqual, ab altres, mal mesclaven los de la d.ta vila, e signantment aquells qui havien tengut ab la terra, ab lo rey de Ffrança, diuse eren gran coble que usaven offic de acusadors e entre los altres era lo assessor del governador de aci qui havia nom Pere Azemar. Aquest es fugit de Narbonna hon era pres. E los altres stan molt barres a pit. Aquells qui han tengut ab la terra ne fan conjectures de molta sperança. Mossen Carles d'Olms es fora de la castellania e de la procuració reyal, los vezcomtes d'Ille et d'Evol son foragitats ço es que lo rey no vol que habiten en Rosselló : als moguts partits de cambis de lurs senyories e après de donarlos comptals. No s'en ha res seguit on efecte, sino que lo rey se ha pres les lochs en sa ma e als comanats Canet e la senyoria an Niehouan de Luppia, que jan la possessió, e Ylla e altres lochs a altres personas.

Diu sich que avinença era feta entre lo senyor rey e lo comte d'Ermenyac, ço es que lo dit comte li vingues fer reverencia e restaven on forma concordia . aço havia manejat lo duch de Nemós e a tres, e lo rey lo sperave, segons se diu, ab molta voluntat, e per lo semblant lo duch de Nemos et altres amichs seus en la cort. Empero lo dit comte, usant d'altre concell, s'es absentat e nos sab que es d'ell, lo rey ha tramés en aquesta via cavalcant per avisar los longut sment als passos, volen dir alguns tira la via de Catalunya o Castella . no s'en sab res en cert.

Placieu certificar nos tant quant se pórta particularment de les coses quis configuran en lo Principal en q'alsevol specie, e encare de les provisions qui s'i faran e de aquelles per nosaltres se hauran a fer, car nosaltres no som sino orgue, per laqual per

vosaltres parlam. Los correus nos propassaran be segurs per Copliare : pero tot sague a la ordinació vostre

Avisants vos mes avant com los lochs que mossen Burgués de Mallorques havia en aquestas parts son stats donats per lo dit rey de Ffrança an Gueraut dez Pla. fill de mossen Francí dez Pla. e de aquelles vuy lo dit Gueraut dez Pla es partit e anat pante possessió.

Per quant les nostres letres van ensemps ab les del Principat e totes ab un corrau, e crehera les vostres veyran ensemps ab les lurs, volem esser certificats per vostres letres com voleu nos reguem en la paga. Los dits ambaxadors ne scriuen per semblant a mossenyors de dipputats, per que, comunicat que ne hajau tots en ensemps, nos vallau, per le primer, scrivir en lo apuntament que romandreu.

Fins así no havem rebudes les letres de crehença ni les nostres instruccions, lesquales nos fan gran fretura, com no puxam comunicar ne practicar tots ensemps de. esser de aquelles ni podem apuntarlo, porque anam e tenim lo temps molt curt, com lo rey de Ffrança, segons dalt havem dit, nos es quatre o sinch jornades prop per queus pregam, si tramés no les haveu, ab corren volant les nos vallau trametre. E pus per lo present non ocorre dir, sino que la Divinitat vos tinga en sa guarda. Scrita en la vila de Perpinya a xxviij. de juny de l'any mccccLxiij.

Mossenyors, al servey de vostres
savieses apparellats, los embaxa-
dors de la ciutat al rey de Ffrança.

Als molt honorables et de gran saviesa mossenyors los con-
cellers de la ciutat de Barcelona. (F° 76.)

DÉPÊCHE III

1408, 2 juillet, Montpellier

Molt honorables e de molt gran saviesa senyors. Per una de Coplura de .xxv. del present per la galea son stades certifica-
des vostres savieses de les coses fins a la jornada occorrenta; e per altre de Perpenya de .xxviij del mateix hauran sabudes
vostres gran servieses nostra junta en la dita vila e la nostra
deliberada partida encontinent, tirant la via de Vilafrancha ahon.

segons som certificats, era lo rey de Ffrança. Mes seran certificades vostres savieses per dita letra, si venguda serà a salvament, de algunes coses les quals no van ent son en dita vila e altres parts executades. E per quant recau a nosaltres en gran dupte si dita letra serà venguda a vostres mans, per açò, ab la present reppetim a vostres gran savieses algunes de les novitats en aquella expressades, ço es assaber¹.

La present, mossenyors molt honorables e de gran saviesa, fem ab una gran congoixa, considerant anam a gran carrech nostre e de aqueixa ciutat a tal e ten gran rey no portant letres de crehença ne instruccions algunes. Vostres gran savieses en nostra partida nos digueren, e per semblant en Francesch Martí, scriva de la embaixada, que molt poch après nostra partida nos serien tramesses per correu dites instruccions e letra de crehença. Som vuy en la present vila de Muntpallier, e ha x jorns de nostra partida, e encare no havem res vist : pensen vostres grans savieses quanta es la congoixa qu'en passam e per aquestes soles causes fem lo present correu ab aventatge, loqual ha arribar dins quatre jorns e dar la letra a vostres savieses; comencen dits quatre jorns vuy que es d'asupte a migonit.

De aci pertiat, farem la via del rey, lo qual se diu tira la via de la reyna qui es, segons se diu, en Torà en Toreyna. Serà necessari lo present correu, per lo qual crehem nos tramatrau les coses necessaris, nos reguescha detras fins nos haja encontrats, avants que siam junt al rey de Ffrança, hon que siam. Ha haver .xx. florins de anar aqui e tornar fins a la present vila. Placleus pagarli aquí les dits vint florins; car de açò que treballerà mes, saguintnos, nosaltres lo pagarem. E tengue Nostre Senyor Deus vostres grans savieses per lonch temps, ab creximent de virtut. De Muntpallier a ij de joliel del any .milcccLXIIj.

Mossenyors, al servey de vostres savieses aparelhats los embaxadors de la ciutat al rey de Ffrança.

Als molt honorables e de gran saviesa mossenyors los consellers de la ciutat de Barcelona. (F° 76.)

1. Suit une reproduction presque littérale des avis contenus dans la dépêche précédente et qu'il n'a pas été jugé à propos de transcrire à nouveau. ci

DÉCRET IV.

1222, 4 juillet, Montpellier

Molt honorables e de gran saviesa senyors. Ja sagellada e expedida altra letra en la present vila a ij del mateix, laqual va ab la present acompanyada, sentim que messen de Claramunt devia lo saguent dia arribar aci, del qual, essent en Baiera, messen Copons rebé una letra mencionantli com, partit lo rey de Tolosa, hauria donats molta carrega al gran manatxau e, entre els altres, de parlar ab la embaxada de Catalunya, e per ço dehia en dita letra lo dit messen de Claramunt li parla ho, avants que passassem avants, tirassem la via del dit manatxau, qui era en les parts de Tolosa, per saber les coses que per lo dit rey de Efrança li eren stades comenes sobre les fets de la embaxada. E de la dita letra fou deliberat no era pertinent voltar la via, com fussem tramem al dit rey e no altre, pero fou feta letra per lo dit messen Copons en singular al dit messen de Claramunt, significantli com travem a Montpellier ahon erem certis havia a veure e aqui stariem algun jorn per causa de nostre desempatament, e après tirariem la via del dit rey de Efrança sense voltar com tal fos nostre comiad e aço fou fet así que si res nos volien dir, que en lo dit loch ne haguessen manera e per totes les dites raons, stant ja lo correu desempatat, segons d'í en demus, lo receptor general e altres dels principals del concell eren aci, pero fou deliberat retenir lo correu fins, junt lo dit messen de Claramunt, haguessam parlat ab ell, así que, si res podiem sentirne, fossen vostres gran savieses certificades. Lo present dia havem comunicat tota enscupia ab lo dit . fou stades cortesias e offertes fetes per ell ab molta voluntat a nosaltres e per nosaltres en nom de aqueix Principat e ciutat a ell. He en veritat que lo dit messen de Claramunt ha recitat com lo rey havia comenes certes coses al gran manatxau explicadores a la embaxada; empero puix tiravem al rey, ell no curava, e así poch havia començat aquelles explicar, so sabent gest fossen de gran importancia. E así, prevenien comtal, nos pertim d'ells e incontinent tirarem via per entrar mes avant en Efrança per entorn cxx leguas.

Tot aço nons fa oblidar la gran basta que tenim de les instruccions e crehença, segons veuran vostres gran saviese en l'altre letra. Lo correu, loqual segons l'altre letra devia partir dissapte a migenit e complir dins quatre jorns, per les rahons dessusdites no es partit fins a quatre oras passats migjorn del dia present : ha complir dins quatre jorns, ne ha haver .xx. florins, dels quals haveu a pagar .x. e los altres mossenyors de deputats, per la 1^{ra} letra, segons en la forma que en l'altra letra legiran vostres grans savieses, lesquels la Divinitat tengué en sa guarda. Escrita en la present ciutat de Montpallier a .iiij. jorn de joutel del any Milcccclxiiij.

Per quant havem a fer lonch cami e som certificats en aquelles parts no trobariem forma de haver diners, havem deliberat penre aci certa diners per nostres necessitats, de la quantitat delsquals seran certificades vostres gran saviesas per letres de avis. Placieu darho lo compliment que de la ciutat se pertany.

Mossenyors, al servey de vostres savieses
apparellats, los embaxadors de la ciutat
al rey de Ffrança.

Als molt honorables e de molt gran saviesa mossenyors los
consellers de la ciutat de Barcelona. (F° 80.)

DÉBÊCHE V.

1463, 14 juillet, Lyon

Molt honorables e de gran saviesa senyors Si hoit, legit o en altra forma haguessen après o fos per consuetud introduhit que ambaxadors deguessen o poguessen comparar davant reys e princeps sens fer fé de lurs legacions e potestats, ne stiguerem ab tanta admiració, hoc encara congoixa, per ne haver recebuts de les votres gran savieses crehença e pertanyents comissions. Ja de Copiura, de Perpenya e de Muntpallier ne havem scrits assatz congoixadament, com jaavors nos fos vist alien a vostres grans diligencies no esser juntes nosaltres les coses de tant necessari. Ara, de tant e no cogitat tardatén, no es ajustat novella congoixa, duptant a tanta tarda qualche gran malesa noy haze dada causa, prenent correus o dant altres impediments. E per ço, com, essents a Muntpallier, sentissem en

aquestes parts no trobaríem correu per aquí apuntam ab lo senyor en Gaspar de Casanage, fill e ciutadà de aqueixa ciutat : nosaltres trametrem a ell los correus de aci o de les parts ben fossem, e que a ell ab altre correu de Muntpallier endrescants los letrés a vostres gran savieses, al qual ara, per occurrer tant com pugam a la necessitat que's duplica sia feta en no passar mes letres, havem escrit lous trameta per diverses vies, en punt la una d'altra hi suplescha.

No havem volgut ne permetre que algu de nostra companya per aquest haja escrit de ses coses familiars, per no fer gros plech, loqual ab men dificultat passa que una sola letra, femme así mencio perque singular agu non començés altre nostre intenció. Placieu per algun servidor vostre avisar-ne nostres cases e lo pare d'en Francesch Martí.

Lo dit Gaspar de Casanage nos ha en tal forma endresat así de un cambi de cura scuts que havem pres de son fill, com en altra manera que aqueixa ciutat e nosaltres lin restam obligats. Placieu, en son lloch, haverho a memoria e dresatals los correus a Muntpallier, car el los endresara a nosaltres e placieu complir. Per esser millor alloujats, son deliberats, ab los ambaixadors del Principat, ells tirassen mig jornada abans de nosaltres. Essa seguit que así, per indisposicio de personas de nostra companya e de cavalcadures, de lesquals ja havem deixades algunes per lo camí, com encara per anar a regions, apartats de ora en ora recobre les coses de que passam tanta congoixa, apres els son arribats en la present ciutat de Lion, ahon eren ab ells concorts nos sperassen, nosaltres havem trigat dos jorns : com som stats así, havem treball lo mateix dia eren parits deixant-nos una letra ab laqual nos signifiquen com ells tiren ab intenció de no aturar-se pus sien a l'ora, ahon e en les viles circumvehines es lo rey de Ffrança ajustantshi que ells haviem sabudes coses per lesqual s'ora molt necessari e la e nosaltres esser prest devant lo d.t rey e que per aço s'en tiraven primers. Nosaltres, no sabents les coses elle sola generalitat d'els han sabudes, ni encara veyents tal que necessari poden esser e maravellam-nos d'ells, qui sabents nosaltres erem prop nons han sperats mig jorn per comunicar de les coses que dion han tanta necessitat, havomlos fetes una letra assai conculcada, significantlos com encontinent tirarem si no be vuhem que puxa ser sens haver haut los actes necessaris. En-

cara no havem cobrada la resposta d'eils; haveinne volgut fer açi menció, per tant que vostres savieses no ignoren res de les coses contengudes. E fos, mossenyors molt honorables e de gran savieses la Divinitat continua guarda vostra e endreea dels negocis per losquals som tramesos. Scrita en la ciutat de Llion a xiiij. de juliol del any .MCCCCXiiij.

Mossenyors, al servey de vostres savieses
apparellats, los embaxadores de la ciutat
al rey de Ffrança.

A s molt honorables e de gran saviesa senyors los consel-
lers de la ciudad de Barcelona. (F° 85.)

DÉPÊCHE VI.

1468, 5 août, Chartres.

Molt honorables e de grans savieses senyors Molt es stada gran la congoixa que havem habuda fins a la recepció de las letras e instruccions de vosres grans savieses e per ço axi de Muntpaller com encara de la ciutat de Llion scrigueren a vos- tres grans savieses sobre de la dita congoixa. Placent es stat a Deu que son pervengudes a bon port les letres de Muntpaller e de Llion! encara no sabem lur ventura.

Per quant ten gran companya com erem nosaltres e los em- baxadors del Principat donave causa a tots per lo camí del mal aloujament, flou delliberat tirar los embaxadors del Principat primers mige o una jornada e axi tirants, essents ja fora del Dalphinat, e sperantnos per comunicar los dits embaxadors del Principat en una vila appellada Pontsadre¹, sentim per rela- cio dels vennts de la cort que lo rey, qu'era en Boessa² xiiij leugas de la dita vila feya venir a l'encontre mossen Guerau dez Pla per mluharnos fins lla hon lo dit senyor nos devia spe- rar. E da fet, ja junts nosaltres a la dita vila e oints missa ah los dits ambaxadors, arribá lo dit mossen Garau dez Pla, lo qual nos reffer de part del senyor rey com Sa Magestat nos

1. Pont-de-Sauldre.

2. Amboise. Nous y voyons Louis XI du 13 au 26 juillet (Vaesen, II 134-136)

saludava, ens havia tramés a ell per conduhirnos fins a la ciutat de Xarres, lony de la dita vila. axa legima, abon Sa Excel·lencia havia deliberat venir casant. Si io d'el mossen Garau dez Pla fos vengut de son motiu o es nom propi, nos forem reguts ab ell en forma al nostre arbitre pertinent de persona acuydata de aquela Principat. Mes atès veia en nom de son gran rey en terra de qual nosaltres erem, lo tralam com a tramés per aquell. E feu nos relató lo dit mossen Garau com en cort era mossen Galceran Oliver, en nom del rey d'Arago, e en l'elip Albert e altres acuydats, hoc encara nos dix de part del dit Galceran Oliver qu'ell se recomanava a nosaltres. Enquien coses deparen ocasió que fou consultat entre nosaltres com nos deviem regir, ementa en cort al dit Galceran Oliver e altres acuydats. La conclusió fou que, sobre les dites recomandacions, fou dit al dit mossen Garau respondre al dit mossen Galceran que per tant no li haguessem a donar major carrech, se abstengués de voler comunicar ab nosaltres: car essent tal com es e usant com usa, tota comunicació ens nos es odiosa. Dels altres acuydats fou deliberat tota comunicació los fou prohibida. Presa refecció en la dita vila, tiram cami, segons ordená lo dit mossen Garau dez Pla, fins lo mateix dia junts en la vila de Bles¹, de la senyoria del duch d'Orleans, loqual lavors se trobaba ab sua dama, la duquesa, en la dita vila. Aprés, per orgue de mossen Copons, qui en lo passat havia comunicat per dos mosses ab lo dit duch qui era de molt bona voluntat vers aqueix Principat, e per esser oncle del rey e de molt antigua edat e en loqual lo rey se responava molt, fou deliberat aturassem aquí lo sagient jorn, qui era festa, e que li fou feta reverencia. Fou li notificat: mostrà tenirho a servey, e axí fou exequiat, lo depressat nar, hoint el vespre ensemps ab la duquesa e un fill e filla en la capella de son bell castell fets reverencia per tota bulanta vespra, leuques compl des linqueren les dits duch e duquesa, e, ab ells ensemps, tiram en un clos pent fet a la Catalana pero no arribats, de assats delectació per lo cant nos confessá en lo passat haver dit a mossen Copons que si ell fou en cort ferra no torná tal res de les coses per lo rey exequades, mes nos confessá haver axí viut anys a sancta Catalina² qui re

¹ Bles.

² ... 5 novembre. Charles d'Orléans est donc né le 25 novembre 1394 (cf. Jarry *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans* pp. 129-130).

no obstant això, poc is dies havia, era venint de la cort del rey Jants al dit pri per mossen Copons i. fou algun tant ab pertinencia explicada la justicia de Cathalunya, lo bon prom *certis* *tutius* ab mo la cordacencia respos al dit mossen Copons que prest el seria en cort e havia sperança que nostra justicia ne seria vauduhida. Moltes a tres paraules dix lo bon prom ab gravitat e gest pertinent a la sua edat. Pres son comiat, per ordinacio del dit mossen Gueraut, tiram lins fem en la vila de Bacontra¹, e aquí a xxii.j. del propassat mes de joliel arribá N^o Antoni Boeb, correu per vostres grans savieses transes, per loqual rebem les letres e instruccions vostres, nolt major fou la alegria de la rebuda que no era atada la congoixa de la tarda, car aquesta tontemps era diminuhida e mesclada de la gran sperança que havíem en la summa diligencia de vostres grans savieses, de lesquals no era presumida en alguna forma tal e tan gran artle e oblidasson.

Los successits dies havem tirat fins que, a xxvi.j. del dit mes, junta aquesta ciutat de Xartres, ahons, segons dit es, lo senyor rey havia assignat a hoïrnos, e encare no es arribat.

A .xxx. de mateix arriba en la present ciutat lo governador de Muntpallier, mossen Homeu de Marimon, portantnos una letra del senyor rey e explicant sa crehencia. nos dix com n dit senyor, qui lo mateix die era arribat a Malecasal², lany de la present ciutat sinch petites leugas. nos saludave e aquí havia deliberat oïrnos en lo dit casal, e que lo dia següent, per esser diemenge, era indispost, e lo dilluns següent era a la casa, e que lo diuarts a .j. del present el era prest e aparellat de hoïrnos, procedint lo dit mossen Marimon que lo dit senyor volia saber si nosaltres havíem poder en manejar res ab lo dit mossen Galceran Oliver sobre la sentencia en lo passat per lo dit rey, arbitra dels dos reys, pronunciada. Açó fou vist nou a tots nosaltres. E per ço, consent lo dit mossen Marimon en nostres caraa nostre admiració, dixnos que non fessom atina, car tot sa feys per loagitar la inoportunitat del dit mossen Galceran Oliver. Però nosaltres, fetas les gracies pertanyents sobre los altres caps, sobre aquest diguem que nosaltres, Deus volent, explicariem al senyor rey les coses a nosaltres comesas,

1. Contres

2. Il m'a été impossible d'arriver à une identification quant à ce nom de lieu, qui paraît être un simple rendez-vous de chasse.

res pus avant no dient sobre aquest cap, si be mossen Gaceran particularment nos n'a tocat.

Lo dit d'a que arribà lo dit mossen Marimon, a .xxx. del passat, arriba aximateix N'Alasseu, loqual nosaltres havien leivat a Muntpaller, e aportanos una letra de vostres grans savieses de viuy del passat ensemps ab les leires de creença e instruccions duplicades, lesquals vostres grans savieses, per causa de letres nostras fetas en Muntpaller, han altre vegada tramessas, portà per semblant lo dit Elissee, una larga letra als embaxadors del Principat, per laqual a nosaltres comunicada, nos està certificada de moltes coses aquí contingudes, per vostres grans savieses en vostre letra ommesca, ab tot son de gran importencia, signantment lo fet de Huga¹, e la nova qui aquí veia del comte de Foix de lesquals dues coses nosaltres haventho a molta admiració ne entenem fer gran brui devant lo rey. Havia men en dita letra la nova de Majorcha e de Maiorqua², e de la gran habundancia de forment, del qual lo gran Deu, havent pietat de aqueixa ciutat, nos proveheix : coses son lesquals e semblants porten molt major consolació a nosaltres que no es lo treball de scriure, perqueus placeu manar que soy sia planta la tinta, signantment en aquelles coses qui, per gracia de Deu, nos venen mostrants perança en aqueixa ciutat, car mes fa en nostres fets que no pensau.

Venint lo d marta, lo dit Romeu de Marimon vengué a nosaltres, noll fiantnos, de part del senyor rey, vers viij. e x oros ans de dinar tirassem al dit senyor Refrescala algun tant, tiram ensemps ab lo dit Marimon nosaltres, tres per lo Principat e tres per la ciutat, car lo honorable en Johan Brujo era impedit per febra qui li havia dat salt, e tiram vers lo dit senyor hom a quatre trets de baliente de la posada de Sa Magestat, bisquerenues a l'encontre, per festejar e conduhirnos, .vij o viij homens dels grans e majors de sa cort, nomenats ço es mussa lo manxaut de Francia³, mussa de Hojunya⁴, le bisbe de Xarres⁵ e altres, lesquals, tramem per lo dit senyor

1. C'est-à-dire l'imminence d'un coup de main des Français sur Hugu et leurs incursions en territoire catalan, hors des limites de la Cerdagne.

2. Il s'agit des troubles survenus dans les Baléares et principalement à Mahon (ci-dessus, p. 37, note 2).

3. Jehanme Roubault.

4. Le comte de Boulogne.

5. Milo d'Illiers (1484-1485).

nos prengueren com se pertany e ab molta civilitat e condacencia. Manarennos fins a la dita posada e matenens primera, nos pujarem en la posada hon era lo dit senyor, loqual nosaltres entrants en un petit apartament, levá del citial a hinquens a l'encontra, no pas fora del dit apartament, usants nosaltres de tres reverencies, segons a tal e tant rey se pertany. E aquell se levá de son citial, mostrant en sa cara, gent, modo, summa humanitat e bone voluntat vers nosaltres, tirá lo mig de la cambra hon nosaltres som junts, e no tollera li banyarem les mans, mas posa la ma al coll de cadu, com de reys se acostuma. E discorreguts tots, mussen abat¹ li doná la letra de crehença lur e mossen dex voler la nostre. Legides ell mateix apartat ab sos curials les letres, offerintse, res se l'altust sollem dar elmes. Per mussen abat fou notificat a Sa Excellencia li volia fer ell una en lalt e jo². Matheu dex voler, en romans oracione. E nnu d'negá ens encontinent nos fa senya per ço que volguessim; ne oblidantnos les recomandacions ou les instruccions del Principat e vostres contengudes, acompanyantles solament de les coses per vostres savienas expressades e men ajustantse algunes no endignes que lo dit senyor les hoia. Apartat lo dit senyor, ab sos curial sobre la resposta fahedora; e poch après, stant de peu lo dit senyor, son cavaller³ en nom de aquell feu resposta de molta gravitat e condacencia en totes les fetes oracions ensemps. E sa resposta fuida, dix lo dit senyor si vollem proposar alguna cosa. E encontinent, stants de peu axi Sa Magestat com nosaltres, fouli proposat primerament, sparsat laltres, lo novell carrech per lo Principal e sas letres notificat, sobre lo fet de Haga, exegerant ab lo dit senyor ab molta manera lo dit fet, qui reyalment era contrari en quantes coses Sa Magestat e son rey d'arnies axi al dit Johan Brujo e a mossen Copons d'les a vosaltres, sens passar mes avant. E lo dit senyor encontinent dix que ell lo ignorava tot, mostrantse portarho molestament, ajustantli que les coses dessus dites al dit Johan Brujo e mossen Copons, Johan de Bartegui e rey d'arnies, ell les servaria, fahent les coses hav'n offertes, encara molt majors, car el. era Cathala com havia dit,

1. L'abbé de Montserrat.

2. L'auteur de la correspondance est donc Mathieu dex Soler.

3. Il s'agit du baron d'Aras.

e ses gents d'armes d'aquesta ora en avant si el no farien oppressions a Cathalunya ni a Barcelona, com havim dit, e no duptassem que ell no era Català, qui de lurs promissions res no servassen, ans era Francés e Cathalà, servant veritat, pregantnos la li servassem e moltes altres rahons ab molta humanitat dix lo dit senyor, ab gest molt alegre e de bona voluntat. Encontinent dix el, servirà sobre lo d t cap al grant manaxant¹, manantli se informas si la dita vila de Baga era del comtat de Rosselló e Cerdanya o del Principat de Cathalunya, manant tantost la provisió esser posada. Ffeu li parlat del comest del Principat de Cathalunya. En continent manà fos publicat d'aço, començant les provisions necessaries spaxadores per mossen Romeu de Marimon, son secretari, pero après fossen posades, avans despedir, fossen mostrades les dita negocis e altres, ell ab nosaltres sols, si axo voliem, volent que nosaltres lo concellassem, car ell entenia a manegar e cloure aquestes affers a concella nostres, delaquas no era dupte amariem en honor. Sobre aço li foren fetes gracias molt copiosas per mossen Copons, après lesquas prenguem son comiat. Lo dit mossen Marimon vengues'en ab nosaltres. Mes o hant molta voluntat en aquestes offerres, encarregantnos li donassem un memorial sobre les coses demanades, e ell tornatsenhia en cort ferbo, hi a ordenat al secretari, e portanosho hir, per regonaxer. Encara fins lo present die non havem cobrat, expedit ho hauran ab correu volant, vostres grans savieses no oblidant nos duplicar e triplicar, segons la exigencia del fet. E sia, messenyors molt honorables e de gran savieses, la divinitat vostra continua guarda. Escrita en la ciutat de Xartres a sinch de agost del any .mccccxixj

Messenyors, al servay de vostres grans
savieses apparellats, los embaxadors de
la ciutat al rey de França.

Als molt honorables e de grans savieses messenyors los consellers de la ciutat de Barcelona

(*Ibid.*, 3 expéditions, f^{ms} 7-8, 88-89, 96-97.)

1. Le comte de Comminges

DÉPÊCHE VII

1488, 19 août, Chartres.

Molt honorables e de gran saviesse senyors. A .v del corrent vos scrivim una larga letra de quant havia occorregut fins aquella jornada, translat de laqual n .xj. del dit vos trametam per en Pere Luis, servidor de mossen Mathieu daz Soler e altre per Johan de Bartegui, io die present, per que una o altra ne rebau¹.

A sollicitud continua havem enlès e escups ab los embaxadors del Principat en haver les provisions del comersi e del fet de Baga, per lo christianissim rey de França a nosaltres otorgat, lesquals, ir que tenem .xviij. rabein segellades ab tot lo mester², ço es del comersi tres d'un mateix tenor, la una de lesquals los dits ambaxadors del Principat han temessa ab Johan de Bartegui a lurs principals e nosaltres translat d'aquella ab una altre semblant letra de la present, de laqual provisió altre translat ab lo present vos trametam. E nos maravellen vostres savieses com havem tant tardat en haver aquelles, com fossen meses una vegada en forma ab alguns molins anomenants lo rey Johan³, losquals contrariaven molt als negocis per losquals som tramesses. E axí ha convengut a nosaltres suplicar lo christianissim senyor altre vegada aquelles ne fahés levar, laqual cosa molt graciosament e ab molta voluntat mana no esser hi anomenat en neguna manera, segons poreu legir aquella e veure. L'altra, ab deliberació precedent dels dits ambaxadors, havem tramessa per en Pere Mayans, donador de la present, ensemps ab letras clones del dit senyor, translats de laqual interclues dins la present vos trametam, al comte de Comenge, capdal de Bulg⁴ e Johan Salazar⁵, per presentar a aquells, dita provisió del comersi e letras del dit senyor e instar aquells fahen publicar lo dit comersi segons lo dit senyor mana, les-

1. Les trois exemplaires sont parvenus et sont conservés (cf. page précédente, note de la dépêche VI).

2. Arch. mun. de Barcel., *Cartera Començans*, ans 1488, n° 97.983.

3. Jean II.

4. Jean de Foix, comte de Candale, capdal de Burch, lieutenant-général au Roussillon.

5. Jean de Salazar, seigneur de Saint-Just, eugé mine en Cerdagne.

quals lletres alones havem fetes reduhir o transladar del langage francès en català, per que n'ills vostres savents puxen entendre lo contingut en aquelles¹, e fa tre e larcha de les dites provisions resta en poder dels dits embaxadors, porque, perduts aquelles dites lletres, ço que no creem, no rest'alguna.

Per espelir e fer nostra voluntat, en posar dites provisions, auem p'e levantat dites paraules de dit rey Johan, assignat Sa Senyoria lo reverent bisbe de aquella ciutat, mussa de Traynet² e lo governador de Muntpellier qui ensempe ab nosaltres habilitauem dites provisions a tota nostra voluntat, lesquels de part del dit senyor, ajustats tots ensemps, nos explicarem com lo senyor rey nos trameta a dir si nosaltres vollem comunicar ni parlar ab lo embaxador del rey d'Arago, qui aci era, ço es mossen Gualoran Oliver, en manera que alguna bona audiença no succedís entre lo dit rey Johan e nosaltres per aquetz Principat, e que a aço ell trobava gran plaer, en fariem gran servey a Sa Senyoria si ho hont; que Sa Senyoria havia deliberat fer sollemne ambaxada a aquetz Principat e ciutat, e mes que Sa Senyoria havia a ella assignats ab nosaltres ensemps per habilitar dites provisions com nosaltres volguéssim Als quals per nosaltres fou respost com no haviem tal commisió e que erem certa nostres principals no permarien en manera alguna se parlar ni comunicar ab lo dit rey Johan, embaxadors ne personas sues, com nos hajem res a fer ab ella, e fou fora del sens que no contengem de res, com als declarai per via media de justícia esser intimat del dit Principat e ciutat, e que de part nostre diguessen al dit senyor rey de França la intenció dels catalans esser fermes en pendre abans per senyor lo infel Pereh que lo dit rey d'Arago, com ne llanguem molta raia, mes tostemps que lo dit senyor deliberas trametre ambaxada als dits Principat e ciutat, per ella serien rebels e tractats no com merexorien, mes lur poder bastarien dient lo dit bisbe, com lo dit senyor se devia partir molt prest per París, si em nos resistenció anar en dita ciutat de París. a qual responguem havíem commisió de nostres principals seguir e no partirnos de Sa Senyoria, continuant nostres instruccions fins per altres lurs fos ordenat en contrari, loqual nos signifíca esser

1. Ces pièces figurent en effet dans le portefeuille.

2. Guillaume de Vernet des Ursins.

en pler del dit senyor rey, dient que nostres fetz ne valrien mas. Lo fet de habilitar o de les dites provisions fou mes incontinent a exequcio, lesquales foren habituales e be hi los mester.

Mes nobificara vostres savieses com havem trobat aci en cort lo bisbe de Masella¹ en companya del comte de Valdemunt², ambaxadors del duchi Reynier, o rey de Sicília que s'ha dir, al dit christianissim rey de França. Loqual bisbe a tota sa requesta en la seu de aquesta ciutat ha volgut parlar ab los ambaxadors del dit Principat e nosaltres ensemps, dient com a oyda sua era pervengut nosaltres havien contractat ab lo dit christianissim senyor de comerciar e frequentar la mercaderie com a bons amicha ab sos vassalles, e que, per semblant, si a nosaltres era plaent, los Prohençals serien contents comerciar e contractar de totes mercaderies ab nosaltres, e que aço seria gran benefici a nostra nació. Del qual per tots nosaltres fou respost tal poder no teniem de nos principals, empero que creyem les coses redundar en benefici de totes les parts, perque creyem nostres principals ne serien be contents, que apuntassen la forma del dit comerç, e, apuntat, lo tramatriem a nostres principals qui aquell loarien e aprobar en. E axí, mossenyors, per nosaltres es estat apuntat, e per ells, ja sia no haze poder, e per nosaltres format, qui per lo semblant poder no tenim, tramiat delqual ab la present vos tramalem³, preguintvos, si conaxeu sie profit de aqueix Principat, ni hajam be fet, encontinent ab mossenyors los deputats e concell, alsquels per lurs ambaxadors es estat tramés, es forma publica complir ab effecte lo contingut en aquell, avisantlos los de Prohença ab vostres lres autenticques en lo termin en dita carta expresat.

Perque vostres savieses trobaran ple en una resposta que lo dit christianissim senyor ha fet a mossen Galceran Oliver, qui aci es per lo rey Johan, ne volem certificar vostres savieses. Lo dit Galceran Oliver, lo jor de Nostre Dona⁴ dix al dit senyor com ell se meravellave molt de ve Senyors per lo comerç havia atorgat als Cathalans, e que aço seria molt auisosa com a son senyor, lo rey d'Aragó, e s'en desferien grantment

1 Nicolas de Brancas (1440-1495)

2 Ferry de Vaudemont, gendre de René d'Anjou

3. La convention fut approuvée le 13 septembre (Arch. mun. de Barcel. De-16. 11. 1463-1464.)

4 Le 15 août.

nos affers. Lo dit senyor H respon talm o semblant paraules: « Jo som cert, per les ambaxadors de Catalunya, que los Cathalans se donarien abans al Turch que no tornarien al rey d'Aragó, e axi jo l'he volgut otorgar lo comers e vil. enser amichalar e axi los vendré contra. »

Lo dit senyor parti 17 ans de dinar de aquesta ciutat e tirà a Paris. Nosaltres per semblant, per tot aquesta setmana, nos aich partirem, seguint lo dit senyor; pus clam a Paris, promguirem en suplicar lo dit senyor de totes altres coses per vosaltres en nostres instruccions comeses, lesquels, confiant en Nostre Senyor Deu e en la sua bona voluntat que loy a aquest Principat, creyem conduhir aquelles al fi per vosaltres e nosaltres desijat. Placia a vostres servisses per lo primer scriurens, donantnos facultat, donant compliment en lo contingut de les instruccions, sens averar consulta vostra poderemos retornar.

Partint lo dit senyor de aquesta ciutat ha mandat a un major-domi ses ab nosaltres per saber lo que havíem després aquesta .xx. jorns¹ que havem aturat en aquesta ciutat, lo qual nos ha fet pagar quant havem després en la mesura ordinaria en dit temps.

Nostre molt car e molt honorable companyó lo senyor en Johan Brujo, encara no es sanat de tot de la febra, pero sin be Ab voluntat sua, havem deliberat, com pus sagurament e mides a so per poreu, portarlo a Paris, ahon sera millor alloujat e servit.

Lo reverend bisbe de aquesta ciutat de Kartres, musse de Travnoli², doctor, canceller del rey mort de França, lo balliu de Rotian cavaller³, l'admiral de França, cavaller, e lo governador de Montpallier, musse Rouneu de Marimon, son en cort molt affectats al christianissim senyor lo rey e molt bonvolents a aquest Principat e ciutat, delsquels havem haguda molta endreça e ajuda. Entre es stat deliberat scriurens se pregunt a vostres savienes ab vostres lletres les sien fetes gracies, pregant los ha, en per recomanat lo interés de aquest Principat e ciutat. Los ambaxadors del Principat ne han scrit a mossenyors de

1. 28 juillet-16 août

² Rouvenel de Lesnes, une en chancelier de Charles VII

³ Rouneu de Montpeschin

diputats Per lo semblant communicareu tota ensemps, sius plaura, pregantvos tostemps siam frequentats de les coses aqu. occorrents E sie, mossenyors molt honorables e de gran saviesa, la Divinitat vostra guarda. Scruta en la ciutat de Xartres a xviij de agost del any mccccxiiij

Mossenyors, al servey de vostres savieses apparellats, los embaxadors de la ciutat al rey de Ffrança.

Per dos jorns havem treballat en cercar home qui portas les dues provisions letras croses as dessus dits comte de Comenge, etc., per presentar aquelles e fer publicar dit comersi e no havem poscut trobar home disposat pera tal carrech. Los ambaxadors del Principat e nosaltres per la bona disposició e intelligencia de Pere Mayans, cunyat del nostre amat e honorable companyon lo senyor en Rafael Vilar, lo havem pregat volgues, per servey de aqueix Principat e ciutat, pendre dit carrech offerintli sia ben satisfet e pagat; perqueus pregam vullau advertir al necessitat de fretura de home a la condició del dit Mayans, en la qualitat del negoci e treball del dit Mayans, entre vosaltres e mossenyors de diputats fer be condignament satisfer e pagar. Mossen Jacme Casavassos de la bossa comuna, per quant los ambaxadors del Principat no han diners, li ha bestreis .xxxv. sents d'or, dels quals ha hagut a comprar rosser per son cavalcar e sen ho a fet la messió o altres missions per complement de dites coses, ell vos ne dara compte aqui; demanau los a mossenyors de diputats, qui aquellos han pagat e lurs embaxadors los ne scriven de tot

Als molt honorables e de molt gran savieses senyors los consellers e consell de la ciutat de Barcelona.

(F^{os} 103-104; — f^o 106)

DÉPÊCHE VIII

1469, 2 septembre Paris.

Molt honorables e de gran saviesa senyor Nosaltres, havents a memoria haver per sabut axí per relació de nostres majors e antíchs pares de aqueixa ciutat, com *altres*, ab quanta unió de persones, ab quant escampament de sanch e destraus o destrucció dels bens de fortuna, aqueix Principat e signantment

aqueixa ciutat e los dits pases passats han adquirides las libertats et un versals com specials, per les quals fins vuy s'en mantengut aqueix Principat e aqueixa ciutat s'es feta gran, e tenints deuant los ulls lo perdimet e total extinció, loqual en diles libertats, seguintes coses sotscrites, son apparellats e promies, e aço es manifest a nosaltres per moltes coses que ara, stants en lo servey vostre, vehem e veim, havem deilliberat fer a vostres gran savieses la present, per avisar aquelles e ferien provistes dels contraris e promies a les provisions, obrints als dits contraris. Nosaltres havem per cert, per moltes vies, que axi per lo rey de França com per altres quondajants sens, entre loqualm no ha alguna ciutadana de aqueixa ciutat¹, es treballat que, *per fas o per nefas*, aqueix Principat sia francès, ne curant si los ligams ab los quals nosaltres maiors nos som estats al rey de Castella son dissolts e no ne curant encare si tal cosa es util a Principat e no. Aquestes coses, dies ha, son algun tant sentides, pere no ab tanta fervor com vuy nosaltres sentim. Car, informat lo rey de França, pera no sabem qui, que don Johan de Beaumont gran contrari en aquest negoci, com excoque la jurisdicció aqu, per nostre rey e senyor, e stant aqui, los treballants aqui per ell no poden o no goen tan apartament manejar aquest negoci, fins ha comptat *proprio motu* e sense precedent rahó un miracle qui chu es lo passat s'es adovengut en un bosch prop aqueixa ciutat² co es que os Navarres qui eren aci en cert nombre, volents trahir aqueixa ciutat, ab cert gley de un home de sciencia qui predicava defora prop en lo dit bosch, traguaren lo poble sens armes e com feren defora donaren sobre ells fabentse gran naufragi, de que es restat, disponent Deu, que de aquell bosch tallant los arbres de la part hon staven los Navarres, lancantlos en l'ayga, se affonen, condoent lo dit rey que los Navarres son gent malvada e disposta a fer trahicions, e que nosaltres e aqueixa ciutat s'en guarden, axi d'ella com de Castella, ajustantli que aqueixa ciutat ne té lu, apellat Johan de Beaumont despost molt a tota malventat, e que farom be que no fiern massa d'ell. E après lo d.t senyor rey se anà a casa en aquella part de aquell bosch e, trobantli un servidor

1 Allusion probable à François et Guenet des Pla et leurs amis Louis II d'Orléans plus tard lui-même qui s'y a en parti français à Haroulane.

l'el abbat, loy torna dir, mostrantli lo bosch e consentintli queus dignés quens guardessam de Castellans e Navarros e signantment de, dit Johan de Beaumont, loqual, si aqueixa ciutat no sen guardés, farie qualque malvestat, e encare après nos es stat dit per altres qui loy han hoit dir, tostemps mostrants en gest et en paraules que lo dit don Johan li fa gran noesa en aqueixa ciutat. Be havem nosaltres per cert que ho diu lo dit senyor per informacions que li fan homens de aqui mateix¹, pensans esser comtes si Cathalunya era Francesa, car haju parcert que en aquell cas o ells o als seus vendran en punt que no gossaran dir sien homens. Lo dit senyor es de tanta benignitat e justicia que, si sinistres informacions no eren, ell se arreglaria en altra forma², e no anaria cerquar las coses de les quals vuy, instant aquells, se entramet.

Messavant, per corroboració de les dites coses, avisam vostres grans savieses com havem sentit que mossen Galceran Oliver, qui com be saben vostres grans savieses es aci per lo rey d'Aragó, ha dit al rey de França com ell coneix que Cathalunya es perduda per lo rey d'Aragó e ques treballaria fo del dit rey de França³; e que ell, pus ha fet quant podia per lo rey d'Aragó e es en l'ultima de potencia e no li resta pus fer, se vol condonar en ço que fer pusque, e ha deillberat, donarse al dit rey de França e per ses forces treballar lo dit Principat sia seu e que les gentes de aquell son en tres differencies: uns volen ja lo dit rey de França e aquest son molts e han gran part en aqueixa ciutat; altres resten de la oppinio del rey d'Aragó e de aquesta hi ha molta parente seus e persones qui son de sa oppinió e aquestes ell, ab ses treballs, los fara adherir a la part del dit rey de França; restan i alguns qui tenen la oppinio del rey de Castilla, al qual per lurs necessitats se son donats, e aquestes, treballath: tost, seran portats a la oppinio dels altres. Empero ha hi dos contraris, ço es Johan de Beaumont e mossen Copons: de aquest ell no parria carrech de res de don Johan, mas que lo dit senyor, per los media que li seran vist, hi do lo recapte que

1. Allusion nouvelle aux agents de Louis XI à Barcelone (v. note précédente).

2. Les ambassadeurs considèrent Louis XI comme mené par ses agents.

3. Information évidemment tendancieuse, l'attitude prêtée à Galceran Oliver est inadmissible.

ha mentar, que ell no penria negun carrech; de mossen Copons d'a lo dit senyor, que, jatsme entre ells haja alguna desunitat, que ell creu que tots seran avenguts e que lo dit mossen Johan de Copons facilmente sera conduhit en ço que lo dit senyor volra¹. E aquestes coses dites per lo dit mossen Galceran son stades ab grand secret revelades al dit mossen Copons, loqual incontinent nos ha manifestades².

E axi veren vostres grans savienes, mossenyors molt honorables, totes aquestes coses e quin venyal fan, car nosaltres no agradantosa, e considerants ço que vendrien les libertats de Catalunya si les d'les coses, *maritime* per la forma queus manegem, veniem en efecte, stam tots alierns e havem deliberat servos la present, per laqual men vostres grans savienes de tot certifficades e que res no puixan ignorar. E notifficantvos que, no solament per les vies explicades, men per moltes altres, nosaltres sentim que axi aqui com aci³ se fa gran treball en e per los dits affars, suplicantvos que axi en la vostra present anyada com encara en la elecció dels novells regiments, mostrant la present als conceils e altes, fassats tots lo preparatorms que fer se puxa per obviar a la penluda tantes libertats, que aqueixa ciutat en lo passat ab tant de treball ha obteingudes, lesquils per la dita manetga vos sem cert, si discretament e en la forma que de vostres savieses se parlay, noy se provehit, vendrien a total perdua, e nosaltres aci no es res dit, certes vostres grans savieses, que si lo cara si vinira, nosaltres no entenem a fallir en les coses utiles e honorables en aqueixa ciutat ne a la conservació de les libertats de aquella.

Ja per Johan de Bartolui e Pere Muians hauren vostres grans savieses rebudes les provisions dels comersis obteinguts del senyor rey e convengut ab los de Prohesça, e encara per relacio dels dessus dits hauren sabada la exequcio e crides fetas per aquells e per ço en la present no volem mes escriure per no atardiar vostres savieses.

Veritat es, mossenyors molt honorables, que fins la present jornada no havem feta menció a vostres grans savieses de la exequcio de dos caps contenguts en vostre instrucció, lu con-

1. Il est visible que ceci constitue une invite de Louis XI à Copons.

2. Il ne saurait guère être douteux que la révélation ne soit une manœuvre de Louis XI.

3. Cf. lettre de Guérin des Pins, B. N. F. fr. 6471 f. 100.

servant la princesse de Navarre ¹, altra tocant la sentència donada per entre los reys, etc². Sien certificades vostres grans savieses que lo non fer mençió ne es procedit de oblit, ni de haver nos deixats los dits caps de executar, mas per quant no han protecció fins a present jornada, car ja sia hajam parlat e replicat lo senyor rey, servada nostre instrucció, de la liberació de la dita princesa, lo senyor rey empero, per quant se ocupa molt en casar, fins lo present jor no ha dada resposta sobre lo dit fe, differint de jornada en jornada. E nosaltres considerant lo dit negoci no haver tanta necessitat³, no havem volgut affaxugarne lo dit senyor, sperant sahó en lo qual nos facilitari hi sia dada congrua a pler e bona voluntat del dit senyor.

Del altre cap, tocant la dita sentència es veritat que entre nosaltres tots, ambaixadors axi del Principat com de la ciutat, se ha molt consultat e altercat sobre la forma de la executió del dit negoci, e per molt millors respectes e consideracions concordament nos es estat vist que havíem molt mes oportunitat e pertinencia sperar que per incident o *alias*, lo senyor rey caygues en parlament de la dita materia, e lavora per nosaltres li fos dit sobre lo dit negoci lo qui conduhia a aqueix Principat. Deu, loqual es director de les coses publiques, ha disposat que lo dit senyor, sobre cert rahonament provocantse en dir algunes coses contre Castellans e contre lo rey d'Aragó, nos offeri mostrar nos totes les coses lasquels eren passades entre ella, axi tocant la dita sentència com altres convençias, e que, vistas per nosaltres, ell volia que lo conce lassem que podia fer el, sans carrech de su honor, per aqueix Principat e que ell era prest. Eavors, vist per nosaltres la oportunitat e sahó que havien les dites affars, li responguem que li tendriem a gracia vahemom les dites coses e erem contents pensar en la sua honor e d'ell nostre parer, car no plagués a Deu en derogació d'aquella lo Principat desajayar res de Sa Senyoria; fins la present jornada, axi per les causes demustrades com *alias*, no havem vistas les dites coses. Es veritat que lo bisbe de Chartres e monsen de Traynell, qui fou canceller del rey de França mort, losquels ab

1. La revendication de la mise en liberté de D^e Blanca, enfermée à Orléans.

2. Sentences arbitrales.

3. La question de la libération de la princesse étant donc, à leurs yeux, secondaire.

altres del dit senyor nos havia assignats per comunicar ab nosaltres, instantia, de part nostra, nos fessen mostrades les coses per lo dit senyor a nosaltres offeries, se aturaren deliberació solamen per parlarne ab lo dit senyor, mostrant que per lo dit senyor a tot en requenta nos ho havia offert, nosaltres demanavem ranó. Per lo dit divertiment que lo dit senyor rey ha fet en les cases, axí com dit havem, e encara vuy fa, com ha, e be cinch jorn que hic es fora, no s'es pogut nos avançar en dites coses, saguiats la oportunitat e disposició, sien certes vostres grans savieses que nosaltres vellarem en exequció, servada nostra instrucció e instantia quant en nos sera lo util de aquesta Principat e ciutat e de les coses procedides serra lavora plenaments certificats.

Lo senyor rey ajunta en aquesta ciutat ses barons e nosaltres ignorant a quines coses sich vol tenir parlament, e vuy sentim que la senyora reyna devia urribar a nit a Xartres per venir aci. Creuse que prestament hic sera.

Diuse que F'elip Albert, loqual poch dies ha es partit d'aci, tira la via del duch de Burgonya, per damanar cancell e ajuda en favor del rey don Johan : no sabem res cert e per ço queus ne scrivim axí axutament.

Nosaltres, en les letres ja a vostres savieses traimeses, vos havem avisats vos plagues darros la licencia per tornarnos, en ramatent a la discreció de nosaltres la ora e la oportunitat : plaguesque, si fet no lo haveu, que encontuent ho fassau o al menos nos scrivits de vostra intenció. E si cara era aci haguessem nos aturar e axí malenx en tot cara, com ja vuy siam en necessitat, vos placia donarnos forma de haver diners aci, car en altra forma vindriem a mo la necessitat, e si per aquesta ciutat no podia fer nulmanya provehissau que jaus no hajam un credit per Bruges, per los Alamanyas, que haguessom per altre via per no venir a mol de destret e per pendrels d'aquell qui millor nos contractaria. Es veritat, com per altres vos havem escrit, mossen Jacme Comvasson ha bestrels .lx. scuts, ço es xxv. en Mayans e xxv. als ambaxadors del Principat per la expedició de les provisions de les comerces, com los dits embaxadors nos diguessen no tenen diners, que los diputats nols havem dats, sino .l. florins per correus e altres despeses, lesquals .lx. scuts ara fretura. Plagueu cobrarlos de mossenyors de dappulats.

Per les letres pasades vos havem scrit de la indisposició que nostre companyó molt honorable, en Joan Brujo, havia en la ciutat de Xartres, çoes tarçuna doble. Per gracia de Deu, nosaltres l'avem portat aci ab algun affany e despesa e tots ensemps hic arribam lo jorn de sant Barthomeu, que teniem .xxiij. del passat. Vuy, per gracia de Deu, ell sta be e dema, Deu voleat, lo traurem a missa. gran gracia linha fata Deu, altesa la disposició en que stava. E sia, mossenyors molt honorables e de gran saviesse, la divinitat continua guarda e endrega vostre e de aqueixa ciutat. Scrita en la ciutat de Paris a .ij. de setembre del any .MCCCCLXIIJ.

Mossenyors, al servey de vostres grans savieses aparellats, los embaxadors de la ciutat al rey de França.

Als molt honorables e de grans savieses senyors, mossenyors los consellers de la ciutat de Barcelona. (f° 116-117)

DÉPÊCHE IX

1483, 14 septembre, Paris.

Molt honorables e de gran savieses senyors. Per letres de .xviij. del passat, comeses en una mateixa forma axí en Johan de Bartegui com en Pere Mayans¹, les quals crechem sien ja rebudes per vostres grans savieses, sots plenament informats del comers obtengut del senyor rey de França entre nosaltres e sos vassalls e encare de la exequció e publicació, axí com pensam, de aquella ajustancia del dit Johan de Bartegui e Pere Mayans en diverses lochs, segons era necessari, fetas. Mes, seran certificades de un altre comersí tocat entre lo bisbe de Macella e comte de Valldemunt, missatger del rey Reyner, senyor de Prohença, e nosaltres ensemps ab los embaxadors del Principat en loqual, si per nosaltres e aqueix Principat serà admis e loat, nos par haver un gran util e seguirse gran habundancia en tot aqueix Principat. Empero tot aço sie a la voluntat dels diputats e concell e de aqueixa ciutat, segons en dit

¹ Les deux exemplaires sont parvenus et sont conservés (v. cote de la dépêche VII).

comerça vostres grans savieses hauran log i Mes, seran per diverses letras vostres grans savieses certificades com nom convidats en nom del senyor rey al volgueren comunicar ab monsen (halcaran Oiver, ambaxador del rey d'Aragó sobre avinença tractadora entre lo dit rey e aqueix Principat, laqual cosa es siada refusada per nosaltres, dienta aqueix Principat permaria abans en tractar de senyoria del Turch que no del dit rey d'Aragó, segons en dites letras, a lasquas nos referim, aquestas cosas pus largament hauran vostres savieses vistes.

Jatsia que en los rahonaments basta per nosaltres ab lo dit rey de França e ab lo bisbe de Xartres e meste de Traynell e altres per lo dit rey en la comunicació dels fets locants nostre ambaxada assignats, nosaltres haguéssem suplicat lo dit senyor sobre aquell cap de nostra instrucció tocant la princessa de Navarra, e encara per *indirectum* sobre aquell cap tocant la sentència donada per lo dit rey de França entre los reys de Castella e d'Aragó empero no com fet alguna conclusió, car lo dit senyor, atorgantnos lo fet de començar sobre lo dit cap de la princessa nos responí res en forma, e sobre laltre cap de la dita sentència, sobre laqual nosaltres per certa bona e útils respectes no li havem de dirrecto parlat, mas havem dada obra que ell a son propi motiu dix que ell nos volia mostrar los actes axi locants dita sentència com les convençes fets entre ell e lo dit rey d'Aragó, e lavers a nosaltres era vist prou oportunitat de executar lo dit cap de instrucció tocant la dita sentència, lo dit senyor anantem la via de aquesta ciutat, jaun es estat arribat volgué que los demandats seus comissionaris o interveridors comunicassen sobre les dites cosas ab nosaltres, e après que hi fessen relació. E desfet entre nosaltres e los dits foren harts molts colloquis sobre dites cosas e aquelles se alçaren deliberar per ferne relació al dit senyor e signantment sobre lo fet de mostrarlos los dits actes, dels quals deyen esser gran rahó, puja lo dit senyor nos ho havia promés, nos fomesse mostrats, pero que no ho farien sens consulta del dit senyor. Pert nase empero aquell de la present ciutat, e anantem casar per les lochs circumvehinta dues, tres, quatre e cinch legues, ha estat absent, que fins vuy encara no es tornat. E per ço nosaltres, cogitant les dites afers se porrogavem massa, ab tot concurrem no eren de gran necessitat per molts rahons, per complir empero les manaments de vostres grans savieses.

havem tirat la via del dit senyor a la casa, e, ab color de de haverlo anat visitar, ço que ell ha tengut a gran grat, li havem parlat de quatre o de cinch coses, ço es del fet de la princessa del mostrar los actes, segons Sa Magestat nos havia offert, del fet del comanador Caplana¹, delqual fora instruccions los dipputats havien escrit, donantli una lettra dels dits dipputats dressada al dit senyor, per ocasió del fet de mossen Bernat Castelló² e de mossen Berengor d'Olims. En cascu dels dits fet, nos ha respost lo dit senyor ab molta benignitat, dient, sobre l'fet de la princessa, que ver era no es vuy en total libertat sin embargo que sia en mans de sa germana e de son frare, la qual cosa, atès lo temps que sia en mans de son pare e del rey de Castella, era vist ara esser en molt major libertat e millor tractada que lavors no era, empero que a el pluhia molt la suplicac ó de aqueix Principat, que ell veuria ella vuy com stava, e que faria lo que possible li fos en benefici d'ella. Sobre lo cap de s actes, dels quals ell nos havia offerta ocular demostració, era veritat que de aquelles n. havia ques feyen dos anys que eren fets e que eren en libre e que ell los faria veure a son cancelier e que era prest de ferliamos mostrar. Sobre lo cap del dit fra Caplana, dixli fessem venir algu qui li fes relacio del cas. Li era estat fet sobre la comanda per ell porchida an Rosalló, e que li prestas hominatge e que era prest de provehirli. La lettra que li doná, legí e dix que era molt content que lo Principat havia compil., ço es que ell havia escrit. Per nosaltres, mossenyors molt honorables, ab aquell pus pertanyent parlar que sabem, li fem gracies de la molta humanitat que en sa resposta nos mostrava e que aqueix Principat e ciutat li tendrian a gracia que les coses que tocaven a la dita princessa e encare en mostrarnos los actes promptament volgués metre en exequció, e axi pringuem son comiat, ell continuasse sa casa de cervo. E après sabem vol fer cassa de porchs e altres salvatginas, e après de falcons anant entorn de la present e uat juny quatre, siaca o sis leguas, e per ço duplam que ell ab molta promptitud meta les dites coses en exequció, nosaltres tempoch non creem n.º massa, per que vehem no son de molta necessitat.

1. Fra Caplana, commandeur de Bajoles.

2. Capitaine roussillonnais.

3. Brüler au sens d'être imputé.

Volriem vostres grans savieses nos tramasson la llicencia, com lavors ho sirenyariem, si obtenir ho podiem, en altra forma no stariem de tornarnos-en.

Ver es que fama es anada per aquesta ciutat que lo dit rey de França, lexant a part la casa, devia tirar la via de Picardia per parlar ab lo dach de Burgunya per lura beanyes, axí tocant los Anglases com altres. Sobre la qual cosa per nosaltres l. fou parlat explicant-li la nostra visitació, prenent entrada perque havíem holt dir de sa partida et *altas* lo havíem vengut a visitar. E sobre aço, lo dit senyor, en ses respostes, mencia que veritat enique ell sperava resposta la qual apres un jorn o dos devia haver sobre lo fet de la dita anada, et que, quant ell la hagues haguda, nos ho faria a saber, e que o nosaltres volguessam remandre en París, prenent per de les mas coses, e volguessam anar ab ell : axí fou la elecció nostra, car ell ho pendria a pler. Nosaltres, senyors molt honorables, per quant speram lo correu de vostres grans savieses et per altres respectes deliberam aturar-nos aci, fins sie arribat dit correu e avans no entensem anar rodant darrera ell sens causa alguna o necessitat. Com lo correu sie arribat, lavors, o per strenger los dits afers o pendre son comiat o per exequiar les coses per aqueix Principat e ciutat¹ ab dit correu significades, seguirem lo dit senyor honjue sie. Fins lo die present, empero, no sentim lo dit senyor haje haguda dita resposta, nis met en tal de la dita anada, ans havem sentit la preparatori de fer la casa de porchs e altres salvaginas.

Divendres passat, que ten em .viiiij. del corren, arribant nosaltres a Pontosa² per carquar lo rey qui de gran mati del dia illa era parlit anant a la casa, trobam mossen Gualcerna Oliver a cavall qui s'en anava; e trobam lo governador de Muntpellier quine dix que havia pres comiat del rey e que s'en tornava sens haver res obtingut. E ja scrites les coses desuadites, es arribat aci mossen Martorell, qui era servidor del Primogenit³, qui ve la via de Castella, no sabem perque. Empero a molt alurat ab lo comte d'Armanyach, e ans dit que ha encontrat lo dit mossen Oliver a una o dues jornades d'aci e a parlat ab ell, lo qual li ha confessat que s'en va e diu tenia lo camí

1 Pontosa

2 D. Carion, prince de Viane

del rey d'Aragó. Mes nos ha comptades lo dit mossen Martorell moltes coses, axí del rey d'Aragó com de nostre senyor lo rey d'Espanya¹ et encare de don Johan de Cardona e altres de la cort del senyor rey, axí sobre los affers de Navarra et signantment de la Merindat d'Estella, com d'altres coses quis son manejades es manejen, axí entre lo rey nostre senyor e lo rey d'Aragó, com entre los Navarros e altres², pero diu no al conclou res, hoc encare molts borbullis quis susurien en Castella - creham aço fa l'àngel qui seuma l'aygua de la piscina³, per lo malalt, ço es Cathalunya, e aquesta es nostre fà, que surtirà d'aço sanitat nostre, cum sera placent a Deu. No curam scriurei a mes larch de les dites coses narrades per lo dit mossen Martorell, car per ell nos es stat dit haja scrit de les dites coses per coses assats lestras al senyor don Johan de Beaumont e encare a vosaltres, e per consequent no curam, mes lierant, vostres savienes atied axí.

Lo present dia de mat es arribat lo governador de Muntpallier, mossen Romeu de Marimon, ans d' tes de part del rey de França dues coses, ço es com lo dit senyor nos notificave que ell, lo dia següent, vol partir per tirar la via de Picardia per veures ab lo duch de Borgunya e altres, e que los elecció nostre seguirlo e restarnos en Paris, car tot era assats a son pler - sobre aquest cap, nosaltres havem respost que, a present, tenim deliberat romandre, pus Sa Senyora nos en donava obedió, empero que volent Deu, si après sentiem Sa Senyoria degües trigueur, sens tot dubte lo iriem visitar; e axí, senyors molt honorables, nos ha fet axí respondre necessitat de diners, car, sens haverne, no som per poder seguir ne exir de aquesta ciutat - be crehem vostres grans savienes hi hauran dat recepte; si lo correu, loqual primer sperem rebre, nora porta recepte, ja té encallat mossen Jaume Casavasses, tirar la via de Bruex per assajar lo credit que té per aquella ciutat dels Aamans, e assajará, si voliam for d'ell axí com ha fet en Casanavage a Muntpallier. Es veritat que havem encarregat lo dit governador de Muntpallier que novint sapiam per ses lètres en quin punt serà la tornada del senyor, per aquel palxam anar visitar.

1. Henri IV de Castille.

2. Allusion aux affaires de Navarre, qui aboutirent au traité de Pampelune, entre Henri IV et Jean II.

3. Allusion à un passage de l'Évangile selon saint Jean, v, 4.

Mes avant, nos notifiâ le dit governador de Muntipaller, com lo dit rey de Ffrança pregave axi a nosaltres, com los ambaixadors de Cathalunya deguessen scriure a vostres grans savieses, e los de Cathalunya al Principat, que li donassen quatre homens *archers* appellats Perrin Romenis, Jacme Jove, Adanet Lavasser e Manager¹, losquals foren presos entre Hostalrich e Gerona, e son de la companya de musses de Crusol, seneschal de Poyfó, son vuy en la galea del conte². Mes nos pregave vos scrivisquem que lo Principat o aqueixa ciutat no li donast contrast en haver en sa ma lo castell de Bellaguarda³, qui es al coll del Perthus, attès que es del comtat de Roselló e ell empenyorat. Considerent vostres grans savieses qui es lo que demana e que demane, sie exequtat la deliberació vostre, car nosaltres en aquestes coses e altres no som sino simples ministres vostres e bastem significarvos lo quin es significat.

E per lo present no havem altres coses de que certiffiquem vostres grans savieses, sino queus placia que, si ja licencia nons havien tramesa, per lo primer correu que speram, que encontinent lens trametau, attès que l'ivern nos ve desobre e no es molt necessitat nosaltres esser aci. E tingueus la Sancta Trinitat en sa guarda. Scrita en la ciutat de Paris, a .xiiij. dies de setembre del any mccccxiiij.

Mossenyors, al honor de vostres grans savieses apparellats, los embaxadors de la ciutat al rey de Ffrança.

Ais molt honorables et de gran savieses mossenyors los consellers de la ciutat de Barcelona (F^o 121-122 et 123-124)

DÉPÊCHE N

1463, 20 octobre, Paris

Molt honorables e de grans savieses senyors. Après de moltes lettras, lesquals sota divers kalendaris en diverses lochs havem fetes a vostres grans savieses, derrerament de la present

1 Personnages d'ailleurs inconnus

2 Hugo Roger, comte de Pallua

3 Bellogarde

ciutat, a l'any del passat, scrisqüem per dues vias, la una per lo fill de mossen Valterra, altre per en Johan Ramon de Perpnya ¹ molt an malicx tenor, certificants vostres grans savieses de moltes coses lavers occorrents e signantment del darrer rahonament laguem ab lo christianissim rey de França en lo lloc de Pontosa, a l'ch langua l'any d'aquesta ciutat ahon ara arribat lo dit senyor, fahen la cassa, e nosaltres anant fer reverencia per via de viellacio, en loqual rahonament foren deduhides quatre coses lo fet de la princessa, lo translal dels artes quens havia lo dit senyor offert, lo fet de fra Caplana, e fouli donada una letra per aqueix Principat a Sa Magestat feta sobre los fets de mossen Castelhó et de mossen Oms. E lo dit senyor feu ses respostes segons en la dita letra vostres grans savieses aquestes coses e altres moltes haurau legides. Aprés, molt honorables e molt savis senyors, lo rey ha tirat la via de Picardia per comunicar ab lo duch de Burgunya sobre moltes coses, ço es, segons se diu, sobre treva e liança, e encare cert matrimoni quix tractave entre lo dit rey e rey Edoart d'Anglaterra, per mija del dit duch de Burgunya, e, de fet, es haut per cert que lo dit rey de França s'es viat ab lo dit duch. De la conclusió de lurs rahouements, acampou diverses opinions, e res en cert en aquestes tractis no s'en sap, dient alguns que han romput, per tant com los Anglesos demanaven certa terres d'ne França, altres dien que no han romput, ana han fermada treva per un any e que entretant tractaran de la resta, altres dien altres coses, soles diverses e entres quasi contrariants, nous podem scriure en que sta la veritat, car per via alguna, nos pot sentir en ferm. En veritat sta que ara ha venguda nova en la present ciutat que lo dit rey de França es portex del dit duch de Burgunya e pren e fa pendre possessió de alguna luchs que lo dit duch tenia espenyorats del regne de França per certa quantitat, e ara son estats inhits. E d'aquí en fora, deu tirar la via de la reyna, qui es a dues o tres jornades d'ací, e alguns hi ajusten que encontrent litaran los dits rey et reyna la via d'aquesta ciutat, allí que la dita reyna, qui encara no hich es atada, baje la nova entrada e sia aci coronada. Aquestes coses no son certes, be n es oppuilo assats comune, nous ne podem scriure en cert, *marfais* que de aquesta cort se venen molten

1 Les deux expéditions sont parvenues (v. note de la pièce précédente)

varnicions e puchis saben en los secrets. Es veritat que dos o tres jorns ha que aci es arribada la duquesa de Nivoya e sa filla, mare e germana de la reina: volen concloure algunes que son vingudes per les cerimònies de la dita coronació, e que molts barons e grans homens de França deven arribar: les succedidores coses ne mostraran la veritat.

Nosaltres, molts honorables e de gran saviesa senyor, no som parts de aquesta ciutat per moltes rasons, ço es per quan lo rey nos assegurava en algun lloch o ciutat, ans trave per les altesas e vi alges acordament linyantes de tota participació de genta, sino de son affectat e curial, e havíem sentit així rutana, manajant la lliga e altres negocis demunt nunciats, e per ço sou delivrat per nosaltres, e encare per alguns curials consellats, que nous asseguessem fins lo dit senyor se fos a alguna part retret e assegurat. Item, havem estat aci fermes, per tant així com a per la propdita letra vos havem escrit freturants de diners, així propres com de la bona comuna, no havíem forma de eixir ne de partituras de aquesta ciutat. Car jatsia per vostres grans savieses nos fos bestret, anans de nostra partida, per un mes o tres jorns e fossen donades a la bona comuna c. lliuras, e a Muntpallier rebéssim lo canbi de .ccc. scuts, devien pensar vos res grans savieses que entre lo que desponem aqui ans de la partida per nostres fermaments e la despesa que havem feita en lo canu, qui es en aquestes parts molt accensava e laols extraordinaris, així de utrenes, correus e altres, que per la honestat e bon costum de aqueixa ciutat així en los comuns lochs e ciutats per bon som pensats com en la cort nos ha convingudes fer havem exaugades nostres propres bones o la comuna, de laqual nos som stades bestrets certes quantitats en paga, pro rals de nostres salarm, en tant que ja ha dies vivíem de ben l'altri, tota l'home al guardada, fins que mossen Jacme Lesauvannes es anat en Bruges e ha aportat lo credit de nou cents scuts fet per los Alemanyas per contemplació de aqueixa ciutat, del qual veuran vostres grans savieses com fan un gran desavanc a aqueixa ciutat, car l'escut d'Arpua no se troba ans a vintj nous harch nenemes, e encara es tot be meslor quey ale així lo credit, car en altre forma no se trobarà un diner per Barcelona, dels quals v scuts en pagar les quantitats que ja devíem, així pertanyents a la bona comuna com a les nostres propres, ne en ja despeses mes de dos terços, e no hagen un

navella vostres grans savieses de la despesa que nosaltres fem tan gran, car saben que cascu de nosaltres haja meregut lo salari de quatre mesos, e ja sia vosaltres ne paguessen aquí un mes e tretze jorns, empero, cascu, dess jos d'emmerçansa, axi en cavalla com en altres coses, ha volgut esser pagat de les messades, axi com son depudes. E per tant, deduhit lo que han emmercat e pagada la provisió, a cap de mes, li cove viure de la mesada quis sagueix. E per ço la borsa comuna es exaugada.

Per les lletres passades, nosaltres havem multiplicadament demanada licencia a vostres grans savieses, com aquells qui ignoram que nostre *statu* fossa útil a aqueixa ciutat hi vostres grans savieses, per altres aguards a nosaltres occulta, de lliberen nostre major aturada, cove, de gran necessitat, provehaquen nosaltres, sens molt tardar, hajam diners en aquestes parts. E, ja sia hajam presentades totes vias per les quals nos poguéssim haver a menys dans la ciutat, none per via alguna tan prompta ni menys dampnosa que seria trasueltrems augar home fiable, quins aporta diners comptants en aculs d'or. Car aci nos troba algu qui fossa afers d'acel pera Muntpellier, e molt menys per aqueixa ciutat, no s'ich trobaria un diner, si donchs de aquí no si provehia. E tal provisió a dos dans: *primo*, gran largeasa de temps, mes lo gran desavanc que si fa, *item*, que lo rey no sta segur en negun lloch, ana si vuy es aci, dema es a Toró, e axi va rodant, e se vint s'aunya tant de Bruges que n'es mes lony que de Muntpellier, e axi tal provisió seria molt incerta e encara molt dampnosa. E en cas de lliberassen vostres savieses trametre home propi, ço qui es pus cert e menys dampnos a aqueixa ciutat, porietz acompanyarvos ab la Diputació, les missatgers de la qual stan encara en molt major necessitat que nosaltres. E per molt que si haja treballat, no ha pogut haver un diner. Deliberenhi prestament vostres grans savieses, les quals fem certes que, si anans que hajam despesa la quantitat dessus dita, none hauran dada licencia de la tornada e no hauran dada forma, nosaltres pucham viure ab a honestat pertanyant en aquestes parts, a nosaltres covandra la dita quantitat despesa, vendre nostre argent e tornarnos en no licencials, car ni lo ventre no suporta dilacions ni aço sie lo mejor be e honor de la ciutat.

E vostres grans savieses no hajen altre pensament sobre una menió que per nosaltres vos fou feta, que lo rey volgué, a

Xarres, pagamos la despesa de .xii. jorns quens havia fetes sperar a Xarres, ahon nos havia fetes arribar e ell torbas en casar per los dita dies, car après, de lala pagues nous ha fetes menació alguna, nins ha donat hun diner. Encara quele nos donas, seria pensat per nosaltres, e ja aquella prengem quasi ferçadament, que nous comportaven pagarem l'ostal, es maravellaven que tan gran onerosen volguessen donar al rey.

Gran es la admiració en que nosaltres estam, com, de quatre menes ensa, que som partits, ni aquelles de la Diputació ni nosaltres no havem rebut algun correu, sino aquell que vostres grans savieses covegué de necessitat fer, per les instruccions, lesquels nosaltres, de Muntallier, ab gran congoixa vos haviem demanades. E per aquell correu no hagueren de vostres grans savieses, ni so una molt axuta letra. E après, vos sou estats certificats nins era plaserat res de nostres maneg, ans caliant havets quasi mostrat lo contrari. E nos per jamaa sou vist en aqueixa ciutat tan tarda. Aci son vengudes mes persones qui pouqueren esser estats portadors, ni despendre no volents, e segument, ara porha d'as en arribat e vuy en ab nosaltres monsen Asnar, prevera, tramés per la almayna e per lo apital, loqual nos ha aportada una letra de vostres grans savieses axutament parlant en favor e commendació dels negocis dels dita almayna e apital dels fets de nostre ambaxada, ni de altres coses de lesquels rasonablement nosaltres deviem esser certificats, en dita letra no s'en parle mot, ne axi porha ne havets fetes altre aparç. E jatre lo dit capella de neuens que aquels desempatare correu e que vostres savieses per aquell acurats, nous par satisfases car peraxvent coses es, d'una tan gran distancia e de tan grans affers duplicar letrs e letrats, e vostres grans savieses ne han rebudes de nosaltres una e melts no solament duplicades, mes encare triplicades, car axina par esser pertanyent. E ho ho ha mostrat a seguida del correu car .xv. jorns ha lo capella es arribat aci, e encare tal correu ne es vist, e axi a mostre que etras si son donade al dit prevera no hagueren portada ninguna superfluitat.

En nostre companya, sots nom de monsen Viler, es vengut nins la preveit ciutat, e d'is vuy ha fetes honor a la ambaxada, un fill de mercader appellat Johan Guimera, l'arbi d'aqueixa ciutat ab un meu comi, loqual diu li havia costat .xiiij. florins d'or. E essent en lo camí, sou encloum, en lo peu dret, e après li

venque altre mal, ço es ciatigua en lancha, en tal forma que no s'en podia tenir e menys caminar. E per ço convenqué a. dit Guilmerà canbiar aquell ab altre rossi, sabent lornes .vj. scuts d'or, e ax. havia perduda la resta. E com pertengue dal perdua deure s'adonxar a la ciutat, per lo costum que es en aquela en tals coses, havia a nosaltres demanat que li fessom l'escena. A nosaltres, mossenyors molt honorables, nos pertany dicesir, ximar ni pagar tals coses, ans les ramalem a vostres grans savieses. Placieu haverlo per recomanat, car fill es de bon ciutadà d'aquella ciutat e, justa se potestat, ha feta honor a nosaltres. A la misericordia de les dites coses, ell informará a vostres grans savieses pus largament que aci no es explicat.

Per nosaltres ab una altra letra es estat significat a vostres grans savieses com aci, en companyia dels ambaixadors del Principat e nosaltres, era lo rey d'armes appellat Normendia, lo qual havia hagut niamment del rey nos endressas al en haver posades com en a tres coses e que sovint nos visitas e nos tardas en res que a nosaltres fos necessari. Aquest stava en deliberació de tirar a la cort de la qual era estat molt absent, e a nosaltres era vist esser molt pertanyent que li fessom alguna seguida d'entrena, car axí ho acostuma aqueixa ciutat de tal ministros. Empero, com ho volguessom fer pus cautament, sou sentí a vostres grans savieses huc piagües significarnos en lur voluntat. Los coses occorrents han portat que lo dit Normendia es hant a partir e tirar la via de cort mes promptement que nos permavem, e al pendre del combat a nosaltres es estat vist fora gran carrech no esseri feta alguna seguida. E per ço, no podent mes sperar vostre resposta, li havem donat de la bossa comuna a scuts d'or, deduhit molt poca, empero no havent haguda vostre resposta, e atesa la necessitat que stam de diners, no havem pogut fer mes. He som veris que ara que nosaltres stam deliberat tirar al senyor rey, d'aci en molta poca dies trobarem ha lo dit Normendia e speram nos farà molta de serveys acostumats a nosaltres. hant vostra resposta diners li farem major seguida. E ale, mossenyors molts honorables e de grans savieses, la sancia Trinitat vostre protecció e guardia. Scrita en París a .xxv. de octubre del any .m.cccc.lxiii.

Mossenyors, al honor de vostres grans
savieses apparellats, los embaxadors de
la ciutat al rey de França

Als honorables e de gran saviesa mossenyors los consellers de la ciutat de Barcelona. (F° 149-150.)

Une seconde expédition de la même lettre lettre (Ibid., f° 151-152) est suivie de la mention suivante :

Una copia de la dita letra s'en porta lo fill de mossen Matheu dez Soler, qui ha dos jorns es partit d'aci empero, per quant ell trigara molt en lo camí, car manassen cavalls e attas, e los affers dessusdits han molta cuyda, havem deliberat trametre la present per correu a Muntpaller, al senyor en Cassasage, e que aquell ab correu volent la trametrá a vostres grans savieses. Per ço la dita letra sta sotz lo kalendarí en que fou desempatxada ara es atada closa e turada a .xxij. del corrent; ha arribar en .xj. jorns a Muntpaller, perque ha gran cuyta. Be som certs lo dit Cassasage molt prest leus trametra. Placleus correspondre a la cuyta que han los dits affers.

DÉCRET XI.

1403, 11 novembre, Abbeville

Molt honorables e de grans savieses senyors. Per correu desempatat a .xxij. de octubre dressat al honorable en Gaspar de Casasages a Muntpaller, loqual encontinent havia a trametre a aqueixa ciutat, crehem han rebut vostres grans savieses o vostres precessors¹ una letra demostrant assats congoixa, per quant nosaltres, freluoses de pecunes, no podem attendre assats complidament a la honor de la ciutat. Aprés, crehem vostres savieses hauren rebuda copia d'aquella per lo honorable en Pere dez Soler, n l de ml. Matheu dez Soler², per loqual crehem seran informades vostres savieses del atament nostre, pus amplament que no en dita letra. fou desempatxada dita letra en Paris per tant com lo christianissim rey de Ffranca sia tirat la via de Picardia, per ocasió de certaunió ha feta de certes viles que tenia empenyorades lo duch de Bur-

1. Allusion au renouvellement du Conseil, arrivé le jour de Saint André (11 novembre)

2. Matheu dez Soler a donc écrit en lettres, ainsi qu'il est noté plus haut. Il y a d'ailleurs identité de l'écriture

gunya; e no murave en algun loch : nosaltres crem resista segons ja en dita letra som stades vostres savieses certificades. En los subsagents dies, nosaltres, desajoses e regular les cosas comoses, per modo de visitació, havem tirat la via de Picardia fins a Bevia, a bon vuy som, luny de Paris de xxx. leugas en sus e aci havem trobats los embaxadors de Cathulunya qui, per haver millors aloujaments, per lo camí abans de nosaltres eran perdits : per les quals havem après que lo dit rey de Ffrança, per mija del governador de Muntpallier, los havia certificats que ell, après Tots Sants, tirara la via de un castell appellat Ha', luny d'ací .vij leugas, prop de les murs d'al Calers, e que essent aquí el, nos faria sentir la ora que fariam a ell per parlar de certes cosas que ell nos volia dir. Ja son passats .x. jorns nosaltres som aci, e encara no havem lo avis del dit senyor, ni sabem si es arribat encara al dit castell. Entretant es arribat ací un correu molt per nosaltres desijat, tramés per lo dit Gaspar de Casasage, ab sua letra acompanyada d'un plech de vostres grans savieses e del consell de la Dipulacio, per les quals letras spalzades en aqueixa ciutat, a .x. del passat, som estats avisats de moltes cosas, les quals nos han treus de grans duples e menses en molta consolació, com vos haguessom de Xartres tramesos les comersis e per diverses letras avisats diverses cosas, res no haviam sentit ni sabut de la exequcio de aquelles. Ara, per gracia de Deu, ne som certa, cosa de un gran repos e molta consolació per nosaltres, e *maxime* com nos fets sentir vostres gran savieses ne son contentes, significantnos per ditas letras son copias e exemplaris de altres letras per vostres savieses liuradas al honorable en Johan Bernat de Marmon : no es arribat qui té les originals e nosaltres tenim ja les duplicades, recitatnos que lo correu l'a trobat per lo camí. Crehem la ora d'ara sie ab lo rey. Gran es la endressa nos havem dada per la letra de cambi que havem rebuda dels Mil escuts Félipus a nosaltres cumplidors per lo fill d'el na Carman a Brujes, loqual crehem cumplir, tractanthi nosaltres procura, segons en dita letra li es manat, mostren vostres letras.

Per part del dit christianissim rey de Ffrança es estat proposades a aqueixa ciutat e a son concell, per orgue del dit Ber-

nat de Marimon, dues coses : lo concell demanat per lo dit rey al principat sobre e de les fets qu'ell pot fer per aquell, salvant la lliure e fe que ha donada al rey d'Arago, e lo fet de les quatre galies per lo principat acompanyadores e altres, quant per Sa Magestat fahedores en negociar la mercaderia a gran util dels regnes e terres del dit rey e del dit principat, sobre les quals dues coses vostres grans savieses o aqueixa ciutat dal sentiment de sa intencio han començat a nosaltres, e per semblant lo principal a sos ambaixadors, les respostes al dit christianissim rey de França explicadors. Nosaltres, molt honorables e molt savis senyors, e en aqueixes parts bon nom per aqueixa ciutat francesca, com en totes altres parts, nom molt no soament preta et apparellats, men encara molt disposos complir los manaments vostres e aixi deduints ho en effecte, havem encunent començat ab los dits ambaixadors de Cathalunya, e aixi sobre las d'ites respostes com sobre altres coses per vostres grans savieses en dita letra menades, havem fet los apuntaments exequutius quens son estats vistes pus promtes en obtenir la fi per vosaltres desijades. Speram de ora en ora lo dit christianissim rey transmetrà per nosaltres. E si non feya, nosaltres, ne deixamals, hi irem e, migeçant la ajuda de Nostre Senyor Deus, per mijs e intercessió de Madona Santa Eulalia e del beneventurat Carles, darem exequció en totes las dites coses. E del subseguint, per correu propi, seran vostres grans savieses ampliament certificades.

Es ventat que en dit plech per dit correu rebut, havem trobades dues lletres per vostres grans savieses a nosaltres dresades : la primer continent les coses de les quals e dels nostres exequutius proposits demunt es fets mençió, en l'altra, fets en aqueixa ciutat a xj del passat, es feta mençió de certa avissas per nosaltres a vostres grans savieses fets ab letra dada en Paris a ij de setembre del any mateix, significants haver trobat singular pïor en dita avissas, destruints coses dels quals ja, segons dita vostra letra, siavets en duple, e encarrugantnos molt atencament siam attents e vigils en sentir fals el semblants coses, certificantvos del que haurem sentit e encara les vias e mijans per les quals seran venguts en sentir, e si les coses passades com en lo aveniridor vendran en nostre saber. Pensam que son vengudes vostres grans savieses en demanar les coses propïites a causa de alguns qui fura duples nosal

tres havernos sosa veritat trobades les coses de que, ab dita letra de .ij. de setembre, fahem les dits avissos. Als quals e encare als manaments de vostres savieses satisfahents, certificara aquelles que, si presentia en aqueixa ciutat fossen, nominadament mostrarem de hon e per qui es venguda a nostre saber la causa de fer tals avissos. Ara, com siam absents, no per duple o per de algu mas, per major be e endresta de la cosa publica, deliberam no anomenar algu. Mes fem certa vostres grans savieses que, de les coses en dita letra de .ij. de setembre contingudes la qual supplicam de present vullau veure, som stats nosaltres mateix certificats per personas dignas de ff, que les han hoides del qui mes interès hi ha, nomenant los intervingadors e treballadors, e havent ja dites coses per expedites. Mes, fem certas dites vostres savieses que cascu de nosaltres separatament som stats ab generalitat persuasits e assentits e ain contrariats en dites coses, e per concloure vos notificam que aço es notori, axi en cort com entre nosaltres, e los qui han voluntat non deuenien gran secret, ays mostren voler sia notori la lur opinió, e tenim a gran maravella les penes de aquelles qui crehen nosaltres tals coses haver escrites en vent. De la destrucció de les libertats, la qual havem escrit en dita letra, indubitatament se seguiria si les coses en dita letra mencionadas havien exequió, no crehem vostres grans savieses no sien duptoses, e ja ne serien pus certas si vehien, oïen e sentien les coses que nosaltres veyem, hom e sentim, axi per pratiques pasades a nosaltres recitades per diverses personas e en diverses ciutats, lochs e vilas que havem pasades, com per hactes presents e per nosaltres no ignorats. En aquestas cosas, mossenyors molt honorables e molt savis, vos pueix haver per sufficientes causes forçant a nosaltres de fer les avissos en dita letra de .ij. de setembre contingudes.

Esannos a saber vostres grans savieses donem obre ab lo senyor rey lo comersí sia publicat en lo comtat de Foix e de Comenge e altres lochs circumvehints, a las quals coses responents, vos signifícam que necessari fos haver paraula d'aço al senyor rey, nosaltres somem contents, empero, com ja per les provisions sie manat per lo dit senyor la publicació esser feta axi en los dits comtats com altres lochs de sos regnes e terres, don nos de parar non deu esser mes atardiat, sino que vosaltres

donets manament eis fets ladita publicació, per viga de los dits provisions.

Ja per nosaltres es estat scrit com mossen Galceran Oliver s'en era anat e après pochs dies es arribat mossen Jaume Janer e ha tirat la via del duch de Burgunya, ajustantse ab Felip Albert, qui dies ha era en dita cort, segons jaus es estat scrit. D'ase treballen en favor del rey d'Aragó. Havem treballat en sentir lo, e nos sent que fassen res. Veritat es que lo dit duch, lo qual ha empres lo viatge de la Croada contre lo Turch¹, ha tirat la via de Bruges segons se dit, per fer ajunt de diners e altres coses necessaries a la dita empresa, e los dits mossens Janer e Felip Albert nos parteixen d'ell: no sap hom si algunes sperances los son donades qui ls fassan continuar.

En aquesta vila ha un ambaxador del duch de Milan, drentat al senyor rey, ab estat de sus xxx cavalcadures, sper el xxi com fem nosaltres mateix. Nova havem certa que a Paris son arribats ambaxadors dels Lemans, vj en nombre, ab grant estat ço es de xxxi cavalcadures en sus, cascun jorn se speren en la present vila, nos sent le cascun de les dessus dits quina es la causa de lur venguda: alguns dien que lo senyor rey ha proffigit los b per oïrlus e quo vich spera molt prest, altres dien lus convendra anar a Hia, castell dessusnominat. Lo avenir no mostrari la veritat.

Anant de nostra junta en la present vila, segons nos es estat refferit per los ambaxadors de Principat, lo senyor rey es estat en los lochs circumvehints de aquesta vila. E los dits ambaxadors del dit Principat de venguda encontrantse ab ell e fahentli reverencia, lo dit senyor los dix entre les altres coses que reposaven en la present vila, e que après pochs dies arribarà Johan Bernat de Marimon, loqual portaria cuses noves e li trametria per los dits ambaxadors e per nosaltres, e que *lesamiguierent*, qu. en l'franca vol dir negociar. Après, segons per semblant relació de los dits ambaxadors, estat tramet per lo dit senyor lo governador de Montpeller² segons ja dessus es dit, portant letres de crehences de aquell per loqual ha explacades dues coses: gracies que lo dit senyor fahia com lo Principat per nostre scriure e per amor que no

1. Allusion au fait aux projets de croisade de Philippe le Bon.

2. Bernat de Marimon.

havia fet contrast en haver elle a sa ma la Bellagarda; e mes notificant com lo Principat e aqueixa ciutat havien tramés home propi ab lurs letres al Capdal de Bug, capitá per lo dit senyor en los comtats de Rossilló e de Cerdanya, pregantlo consentir al dit Principat .ccc. rocins, e com lo dit capdal havia respost que ell no havia tal commissió de son rey e senyor, empero que lin faria e executaria la ordinació de aquell, com lo dit capitá lin havia scrit E per ço, lo dit senyor notificave que, après ell fos junt al dit castel, que trametria als dits ambaxadors e a nosaltres, qui ja eram en un altre loch circum-vehí de aquesta vila, que anassem a ell e parlaríem longament sobre totes les dites coses, lesquals après som sints junts en la present vila nos son stades recitades, e nosaltres no sabents ni sentints la intenció de vostres grans savieses, nos trametria, e lavors certificarem vostres grans savieses del quens havie dit e dels medis e causes de les quals novitats procehesquen

Altres novitats no havem a present dignes de vostra subuda. Fem aquelles gracies que podem a vostres savieses de les coses lesquals per dites letras nos han notificades, supplicant-vos no cansen en fer tal avisos e notificantnos de les coses qui novament contingiran en aqueix Principat e ciutat, fahents certias vostres grans savieses que de cosa en lo mon no poríem haver major consolació E, Deu plasen, no oblidenvos darnos licencia de la tornada, segons per altres multiplicades letras vos havem suplicats. E sie la Sancta Trinitat en vostre guarda. Scrita a Bevila a .xj. de Noembre del any .mcccclxij

Mossenyors, al servey de vostres grans savieses aparellats, los embaxadors de la ciutat al rey de França.

Als molt honorables et de molt gran saviese mossenyors los consellers de la ciutat de Barcelona (F^{os} 164-165)

DÉPÊCHE XI .

1423. 26 novembre, Abbeville

Molt honorables e molt savis senyors. Après que, a .vijij. de present, havem rebut lo correu de vostres grans savieses, e per aquelles dues letres vostres responsives a las que de nosaltres

haviets rebudes per via de Muntpallier, encontixent per lo mateix corren, ab nostres letres en lo present vila descompaixades, a xj del maiera, certificam vostres grans savieses de la rebuda e responguem a algunes coses en dites vostres letres descrites, de les quals voleia de nosaltres esser certificada. Penam que ja vostres grans savieses hauran rebudes dites letres, com aquelles dressassem a Muntpallier, al senyor en Gaspar de Casanoves, qui y a costume dar bon recpte, e per ço no correm en lo present dites respostes repetir. Mes avant ab dites letres respnsives, certificavam vostres grans savieses com lo christianissim rey de França, anans de la qual nostre es aquesta vila, havia dit als ambaxadors de Cathalunya lesquels venint primer de nosaltres per fort lo encontraren en la campanya cassant, que ells e nosaltres alloujassem en la present vila, car ell operava de dia en dia en Johan Bernat de Marimon qui venia de Barcelona e portave novelles, e, aquell vingut, Sa Magestat trametria per nosaltres e besunyaria. Item¹ . . .

Arribá aci lo dit vostre corren a xiiij del present, e après a xij, lo dit Johan Bernat de Marimon, per les mans dels quals reben les dites letres de vostres gran savieses duplicades, per les quals, entre les altres coses, ere per vostres grans savieses manats nosaltres feseim resposta al dit senyor de e sobre les coses per lo dit Johan Bernat de Marimon aquí proposades, e altres coses manaven vostres gran savieses per dites letres, lesquels no freture repetir fins aien exequides. Comunicam incontinent entre nosaltres concloent lo modo de exequió de les dites coses inhedoros, la jornada que lo dit senyor, segons dit havia, no demenarie. Trigant massa al parer nostre lo dit senyor en desmanant, senguem al governador de Muntpallier sobre les dites coses, loqual responnent nos notificá que voluntat era del dit senyor venir molt prest en la present vila, e per ço ordenava nons moquessiem, car, junt eil aci, poriem al pler nostre parlar a la Sua Magestat. Aprés, a xvj del present, lo conceller del dit senyor aci arribat notificá als dits ambaxadors de Cathalunya e a nosaltres que de part del dit senyor volia parlar ab nosaltres, e per ço volia le dia següent de matí fossiem en lo concel. * de les quals coses estiguem nosaltres

1 Je suppose ici un passage sans long rappel de lettres antérieures

algun tant a l'airats, pensants qu'era vol a dir fos pertanyent a ell i al concell. Empero, a la desijada hora, nosa tres fem devant los dits conceller e concel, e founos explicat per lo dit canceller com lo dit senyor facia gracies ala dita diputata e ciutat e a nosaltres de l'endrega que li era stata dada en haver en sa ma la dita Bellaguarda e com lo dit senyor, rebuda la dita letra de mossenyor de Candela¹ son loctinent sobre les occorrens per vostres grans savieses e per lo Principat demanats, a les quales coses e altres qui fossen endressa de aqueix Principat et ciutat Sa Excelencia havia voluntat gran, salva su honor, condescendre : havia deliberat per tant no pogués esser dit trencador de la fé, com lo rey de Castella, voler saber a quina fi e com volien los dita Principat e ciutat los dits romans, ajustant hique practicant lo dit senyor ab nosaltres de dites coses, convendria vostres grans savieses esser ab letras per nos consultades, e segun fet plenament non pot disculpir per letras, les quals no podem fer repliques. Per ço, sparia al dit senyor, segons lo dit canceller nos explicá, don de nosaltres, ço es hun per cascuna embaxada, anassen aqui, plenament informats per Sa Magestat e per la resta de nosaltres, e que los altres restassen aci; e que aquelles don mana joints ab los Consellers e ab vostres grans savieses les dita affers e altres occorrens e certíficants de lurs maners los restants aci, qui comunicarien e conclorrien ab Sa Magestat, los negocis serien manejats e expedites mes concertadament, car, en altra forma, paria al dit senyor pendre grans dilacions e bonament no poder se concloure. Per expedir lesquales coses per los dits ambaxadors del Principat e per nosaltres hoydes, fou respost al dit conceller nos aturaven de liberació lo deprés dinar en lo mateix dia explicadora. En laqual hora, li fou respost nosaltres havien rebudes novament de nostres principals letras per lesquales havien explicar al dit senyor certes coses, que havien assats connexió e continuació ab los fets que per ell, dit canceller, nos era stats explicades, e los uns sens los altres bonament no podien esser expedites, e com no era lleit nosaltres explicar aquestes novells fets naltre persona, sino a la Magestat del senyor rey. E per ço havien deliberat, ab lur confort, d'en sperar lo dit senyor, qui, lo saguent dia devia arribar.

1. Jean de Foix, comte de Candale, gouverneur du Roussillon.

e davant ell, dit canceller, e lo dit concell, si lo senyor rey volia o sens aquella, explicar a la Sua Excellencia dites coses novament a nosaltres per vostres savieses mandes, e encara respondre a les coses per ell, dit canceller, de part del dit senyor rey, explicables, lesquals, segons dit es, havien gran connexio ab les dites novells fets. Aprés, si lo dit senyor ordenave nosaltres comunicasem e manejasem dits negocis ab son canceller e concell e altres persones, nosaltres ho hi trobariem molt gran consolació, ajustant en aquell raonament molt honestas persuasives paraules, per que no prengué, lo dit canceller, per nosaltres no respondre a ell, algun desdeny, pregantlo molt affectadament, per part de aqueix Principat e ciutat, les lletres dels quals li donan, que li plagués esser endressa dels negocis de aquell Replicí ab molta gravitat, mostrant restar molt de les dites coses content.

Vingué lo dit senyor a xviij del mateix A .xxj., aprés son dinar nos atorga per sa gran humanitat sa arga condescendencia, l'parlaments, en loqual foren per nosaltres a la Magestat explicats, de part de vostres grans savieses e de aqueix Principat, les subsegüents negocis, servades tostemps vostres instruccions.

Primer, — foren fetes gracies al dit christianissim senyor del gran amor e interior voluntat que ha mostrada e mostra cascan ha haver vers aquest Principat e ciutat, no oblidantnos presentat a Sa Excellencia les recomendacions de vostres grans savieses e de aqueix Principat ab les circumstancias e persuasions quens foren vistes oportunes.

E aprés, — per que lo Omnipotent Deu nos endressas en lo restant, fou proposat la supplicació del hospital e alimonia de aqueixa ciutat de e sobre les lletres per Johan de Riems, mercader de Muntpallier, a causa de aquells de se moute d'or fetos, per lesquals act mossen Assar, prevera, procurador de les dits hospital e alimonia, per vostres grans savieses e vosaltres comés.

Subsegüentment, — li fou fetes les respostes per vostres grans savieses e per lo consell del Principat e donades sobre los dos caps per lo dit Johan Beriet de Marimon en nom del dit senyor, a vosaltres e al dit Principat proposades, saguint a la ungle los innuaments e ordnaciós de vostres grans savieses.

Mos, — fou fets relació al dit senyor de les gracies que, per

part sua, per lo dit canceller de Sa Magestat e encare per lo governador de Muntpaller, eren atades fetsa dientli com tals gracies procehien sol de la gran humanitat de Sa Excellencia e de molt amor havia com a bon Cathalá vers aqueix Principat, loqual altre vegade regraciavem a la Magestat Sua.

E aci, li fou a nosaltres explicada de part de Sa Magestat e sobre lo fet dels .ccc. rocins, dient e notificant a Sa gran Excellencia com nosaltres havíem rebut novament triplicades lletres de vostres grans savetes e del Principat, en lesquales nons era feta menció alguna de aqueix fet, e que nosa tres no havíem poransa o facultat e menys nos era licit parlar de alguna cosa sino seguint e exequint les ordinacions de nostres principals. E axi poch nos era licit, sens avia e manament vostres, en tot o en part, partimos de Sa Magestat e fer divisio de nosaltres, acompanyant tot es aquestes coses de molt offeries e persuasions, affi que lo dit senyor, rahonablement, de nostra resposta nos posque desconsertar.

E après, — fou suplicat lo dit senyor de les fets de les generalsitats qui acostumen collir en Perpenya e dels fets de les marques e de les drets de don Francesch de Pinós e de la expoliació e aprehensió del alberch e bens de mossen Gaspar Vilana, ornant e vestint cascuns dels dits fets al parer nostre, suplicant lo dit senyor a.e de sa merce que, per conservació del gran amor e intrinseca voluntat que Sa christiana Excellencia mostrava haver vers aqueix Principat e ciutat, li plagués tancar ses clementes oreilles a tots encantadors e maldients a Sa Magestat dels Catalans, qui ab tanta devocó li eren aliats e bon servidors, ajustanthi que si a Sa Magestat em placent feros mostrar los actes entre ell e lo rey d'Aragó promés, seria gran consolació a nosaltres qui ho veuriem, e encare a aqueix Principat, als quals ne seria feta relacio, e tendriemho a Sa gran Excellencia a singular gracia e merce.

Lo dit senyor ab gest e continent de molta humanitat respondé, dix :

Primo, — les gracies, que si ell les havia fetes axí a nosaltres com als dits Principat e ciutat, per los benefiçis rebuts, e a cosa de laqual ell era deutor, e no fahentho, incurria en lo vici de ingratitud, loqual ell deixava molt evitar.

Del material de les respostes per nosaltres a Sa Magestat explicades, nominadament, no cix res; mes, saltant al fet de la

anada fahedors per dos de nosaltres en aqueix Principat, donant causa e rahó per que era tal sa voluntat, en efecte dix que no ja deriem meravellar si ell devia ésser increpat, si volia saber quia lengage se parlava en Barcelona, car ell sentia que si parlava molts lengages : una, castellà, altres, navarro; altres, aragonsés. E que ell volia saber, si alguna cosa sabia, per qui lo sabia. Car, si, en dit Principat e ciutat, se parlava castellà e altre lengage que català no fos, ell no s'en curava, com no li paraguera fer benefici als catalans, més a aquell lo lengatge del qual si parlava. Mes, si cars en ara que los Catalans foren deslures e separat dels Castellans (així com ell sabia que lo eren, car lo rey de Castià los havia renunciats) e que solament parlassen lo català,avors ell, qui originalment era, per part de sa gran mare, vertader Català, faria les coses que pusques fer per la empressa de Catalunya, cosa que en fer era molt fàcil, car, entre les Catalanes e ell, be sabiem, noy havem mananyes, acompanyant aquestes coses lo dit senyor de llengues e gracioses paraules, demostratives de molt humanitat e voluntat.

E de sobre les altres regies, dels quals lo havem suplicat, dix lo dit senyor que aquí ell no havia a gu de son consell e nosaltres erem molts e que ell no havia pas potença de contendre ab nosaltres tanta. E per ço dix, dissolent en aquell cas sa gran humanitat en un modest e precios riu, que volia li fos fet per recort un petit memorial on dels caps de les dites coses, e que ell encoñtrent ab son consell, provehria e exequiria les coses que racionablement dugués e pogués fer, e així se desoxi de les coses per nosaltres a Sa Magestat explicades.

E ací posar son rahonament, hi ajustà que Sa Magestat, no per algu del país de Catalunya, més per molts altres, així de son regne, de Navarre e encara de Castella, havia sentut que alguns havien acrí, en Catalunya, no aprofitant la justícia qui se servava en aquestes seus regnes e senyories, e que podia be ésser que despuys que les guerres principaren en la forma que acostumava (car lo temps de guerra hav a necessàriament altres costums que no ha lo temps de la pau, com nosaltres per experiència podíem ara veure en Catalunya), pero que be era certa Sa Magestat que se servava ací mil or justícia que en Castella, e que ell, alant d'allí, torna en pau los pochs vassalls queavors tenia, e servava e sabia servir entre aquells la justícia,

e axi spera, ab la ajuda de Deu e de Nostra Dona, executarho en aquestes regnes e altres senyories seues, pus Deu li ha dada pau, ajustantli que s'maravellave que lex Cathalans, qui evitaves un Castellà, ço es lo rey d'Aragó, per no servir justícia e fé, ne eligissem molts en lurs senyors, e que ha devien haver per rahonable que pus ells ev laven lo dit rey, qui es un sol Castellà, per que nols servava fé he dev a Sa Magestat evitar los altres, qui eren molts e molt menys servaven. E moltes altres paraules dix lo senyor, totes tirants a las dites coses, notificantnos com lo rey de Castella li hav a tramessa ambaitada¹ qui la present ora devien intrar en aquesta vila e eren vij o .viij. de cavall, e que ell les havia destinats cc. cavalcadurs per acompanyarlos; empero, aquell a, crehent Sa Magestat ho havia fet per quant eren ten pochi no ho havien volgut sperar, ans s'en eren entrats alguns de la exila de aquella, lançant lo dit senyor de grans gilades en desfavor dels Castellans, dient entre les altres coses que ell era estat raquest per lo rey de Castella per fermer les lliances antigues entre ells e la germendat e que ell havia atorgades les lliances², mes que la germendat, per quey havia fet jurament, no havia volgut son fermada, e aço per tant com sabia que lo rey de Castella no la servava e no volia li covengues usar del proverbí antich : « langentli fidera, etc... »

A las quals coses, ço es a las qui locaven a nosaltres e als Cathalans, feu respost per nosaltres, ço es que seria dat a Sa Magestat lo dit memorial de les coses dessus particularment suplicades, segons Sa Magestat hav a demenat. E mes, li fou dit que algu part de nosaltres no havia scrit ni podia scriure no aprovant la justícia de Ffrancia, ne proposant n aquella la justícia de Castella, mes que tales coses procehien de aquells encantadors, alsquels havien suplicat e encara suplicavem a Sa Magestat li plagués tencar ses clementes oreilles, car en altra forma tostamps s'en saguiria tale informacion contraria a tot repos e a tota veritat. Si les Cathalans havien proclamat lo rey de Castella en senyor havia no fet la gran necessitat en laqual ell o ses gentes e lo rey d'Aragó los havien mesos. Lo dit senyor

1 Le teneut de Ciudad Rodrigo en était le chef, comme il est dit un peu plus bas.

2 Allusion au renouvellement de l'alliance traditionnelle qui venait d'être ratifiée.

sementes al egí les lletres que li are i atades fetas per lo Principat, etc., segons ja altres vegades ha allegades.

I així apres d'altres moltes paraules de graciositat entre ell e nosaltres dites de lesquals no es necessari escriure, ab molt contentació sua, nos pertim de Sa Magestat.

Sich, molt honorables e molt savis senyors, atentes vostres grans savises de e sobre les dites coses e signantment com aquell parlar fet per lo dit senyor, ço es que veigut lo dit Jehan Berant de Marimon, qui portaria de novelles, desanyrien, e lo fet de les cos rossas, e la anada de dos de nosaltres en aquera Principat, e encara les dos cups a vostres grans savises en nom de dit senyor per lo dit Marimon proposats, tot en tal result e dedult en una summa, ço es que vol saber lo dit senyor quin llenguatge se parla a Barcelona e dels dits fets que nos ha parlat ni parle, la qual cosa nosaltres, e no nosa causa, havem molt notada.

E fins donat encontinent molt honorables e savis senyors, a dit christianissim senyor lo memorial de dites particulars coses per Sa Magestat demanant e fou de part sua dit per lo governador de Muntipaller que encontinent lo dit senyor hi provehina.

Es se, subseguit que lo següent dia, ço es a xxij del mesen, lo dit senyor es d'aix partit per anar casar, luy dues o tres leguas de aci. Ha dit al governador de Muntipaller, qui al cavalcar li demanava com restaven los apuntaments dels fets de Catalunya, que Sa Magestat seria aci duns quatre o alach jorns e que entretant pensaria en les respostes. I n altre a dit qu'ell havia començat los apuntaments fahedors al canceller qui faria les respostes. E per altre vie havem sentit que lo dit senyor no tornaria a present aci, sich luyant grantment. I, per ço, volent nosaltres tanta diversen sentiment e avis de la vençuda del dit senyor, havem parlat ab lo dit canceller per sentir si ell ha comissió ni manament special de dites respostes e novelles fahedores, lo qual ha temps que no jura, e menys lo senyor rey segons dix, an ha parlat. Lesquels coses així variants han donada a nosaltres causa de admiració e dubta la faena de dites respostes nos differescha mes que nosa pensavem. E per ço havem a en avar o portador de les presents, qui es lo secretari de la ambaxada de Catalunya¹, per ordinació e

1. Nisholau Sala.

necessitat dels ambaxadors, havem deliberat trametre a vostres grans savieses les presents, certificatories de les coses; apres haver rebudes les lletres vostres dessus mencionades, fins al present dlla exequitades, foles per lo dit senyor dites respostes, seran vostres grans savieses de aquelles o de quant, fins en aque l punt, serà subseguit, plenament cerciorades.

Los ambaxadors de Catalunya de aquesta ambaxada, pus los mes, segons dien, no han rebut un diner de lur principals, e per conseguint stan freturosos en tal manera que alguns d'ells, per poder passar lur viure, han dat a sentir lur congoixa a moltes gents, cosa molt vergonyosa a tal e tan famos Principat, e es axí que en aquestes parts no coneixen ni saben nominar altri, en aquestes negocis, que Barcelona, e per co sola Barcelona pren la ignominia e desfavor. E per aquesta sola raho, los ambaxadors trameten lur secretari, car ja havien, segons dien, tramesos altres e res nois ha volgut. Si per causa de aquesta tramesa no han recapte, ells deliberen tornarsen, demanant al rey los fassudar diners a son tresorer o a altri pera Barcelona, dientli que en altra forma no poden viure ací, ni tanpoch s'en poden anar, car no han de que fer la despesa per lo camí. E es cert que lo rey los fara dar quant hagen mester. Impero, pensen vostres grans savieses quant opprobri, vergonya e ignominia surten de aquestes coses a aqueix Principat e ciutat, los quals son extollits per lo univers, e signantment en aquestes parts, de esser *crusta d'or*, e que ara lur ambaxadors hagen a mendicar. En tal cara, nosaltres no volriem etrer vius. E no creguen vostres grans savieses aquesta lur mendicetat e fretura sia cosa fide, car nosaltres sabem certament que ni ha d'ella qui, grans dias ha, han venut l'argent que tenien, e dels preus han viscut, e ja no ni resta altres, ni ha que ara venen, e tot hauran desempalxat. Altres ni ha que viven de manlevat, segons lo sab be lo secretari que trameten aqui axí mateix es dels freturans. Per que, molt honorables e molt savis senyors, nosaltres, atiant la gran des'ama e opprobri que de les dites coses surten, e signantment a aquesta ciutat, havem deliberat ferver la present mensió. Placius pendre aço ab sforç e donar obra que aquestes senyors hagen diners, ablement per lur viure, e que s'en puguin tornar sens vergonya de aqueixes Principat e ciutat, car pus axí deliberen de no trametre los diners, mes honor es s'en tornen que si stan ací en tal forma.

E axi mateix plaça a vostres gran savieses dar a nósaltres llicència, que ab ell nos en tornem

Aci ha ambaxador de Alamanya en gran companya. Ha ja parlat ab lo senyor rey. Diuse que han grans divisions entre ells e que son per aquesta cosa aci : empero aço no havem per cert.

Mes hic ha un ambaxador del duch de Mila, ben acompanyat. Ha ja manejat ses affers ab lo senyor rey, lo qual ha dit, quant li explicam les coses dessus dites, que era vengut per la pacificació entre Sa Majestat e lo dit duch fanedora, e que ja eran de bon acort, ço es que havia bona pau entre ells, car dix dit senyor que ell no era Lombart, e per ço no li calia molt de Lombardia, ni s'en curave, mes que era Cathalá, de part de sa grant mare, e que per tant havia cura de Cathalunya.

Item, son aci los ambaxadors de Castella . ço es per part del rey lo licenciado de la Ciutat Rodrigo, qui vench al Principat, e posa a casa d'en Sayol, e per part del marquès de Villena, un cavaller de la Spasa, e ab ells va un secretari del rey. Ja han explicat al christianissim rey, no sap hom que. E lo dit senyor los ha remesos al mestre de requestas de la sua cort, allí que entre tant Sa Magestat trigarà a tornar les hois, e, tornat ell, hi fassa relació, nos havem vists sino de luny e menys parlat ab ells. Ja havem deliberat entre nosaltres, e som de bon acort, com nos havem a regir, si res nos diran. A tres coses noves noy ha a present dignes de esser scrites a vostres grans savieses. Sie la sancta Trinitat en vostre protecció e guarda. De Bevila en Picardia, a xxv de novembre del any mccccxixj

Mossenyors, al honor de vostres grans
savieses aparellats, los embaxadors de
la ciutat al rey de Ffrança.

Als molt honorables et de grans savieses mossenyors los
consellers de la ciutat de Barcelona.

(F^o 175-178, 179-181, 184-186)

DÉPÊCHE XIII.

1463, 21 novembre, Abbeville.

Molts honorables e de grans savieses senyors. Ja per altre,
laqual vostres grans savieses hauran rebuda per en Nicholau

Sala, secretari de la ambaxada del Principat, sou avísats dels afers en quin punt eren fins a la jornada, e signantment com havíem suplicada la Magestat del dit senyor rey de totes les coses per vostres grans savieses ordonades e manades, e sobre les particulars, lo dit senyor demanà memorial, loqual li fou donat, e lo dit senyor nos dix que Sa Magestat ab son cancell nos faria tal resposta que seria rahonable, mostrant vers aqueix Principat e ciutat molta amor e voluntat, segons en d les lletres vostres grans savieses hauran legit

Aprés, lo present dia, lo canceller del dit senyor nos ha demanat venguessem en concell, car ell nos volia fer resposta a les coses suplicades, en nom de dit senyor. Encontinent anam al dit concell e foumes explicat per lo dit cancellerom lo dit senyor, per la molt amor e intrinsecca voluntat que vers los dits Principats e ciutat portave, pensant en la endressa e benevenir de aqueix, havia de liborat que os negocis quis manejaven, bona ment nos podíem conduhir ab lletres, lesquals no havíem replicat: e per ço paria al dit senyor que dos de nosaltres, co es los caps de cascuna ambaxada anessen en Cathalusya e comunicarien ab vostres grans savieses e ab cascu de los concells sobre los dits negocis e altres, e de la voluntat de aqueix certificaríen los restants aci, losquals manejarien los dits afers ab la Magestat del dit senyor, e per aquest mitja los negocis se manejarien e conclouríen pus concertadament: mostrant en aço lo dit canceller que lo dit senyor, per sa gran clereuicia, pensava tant en lo benevenir e endressa de aqueix Principat e ciutat *com de sos regnes e terres*, e ja nosaltres en molts parlaments lesquals personalment ab lo dit senyor havem hault, plenament havem coneguda la dita amor e voluntat.

Nosaltres, mossenyors molt honorables, havíem gran desig comploure al dit senyor en exequutar la dita sua voluntat com aquella que conaxem redundar en gran útil e endressa de aqueix Principat, empero, sabents nosaltres quals son nostres instruccions e no oblidats del jurament que havem fet e encare quines sont les practiques de missatgers en aqueixa ciutat, per lesquals no es licit a nosaltres, sino per manament e ordinacio vestres, pararnos del dit senyor ne exequutar cosa alguna sino les contingudes en les instruccions, havem respost ab aquella mes humilitat havem pogut, al dit canceller, que a nosaltres no era licit ni podíem exequutar les dites coses, fahent partió de nosal-

tres sens voluntat e expressa manament de vostres grans savieses, offerluts encontinent certificame nostres principals e la resposta que cobrariem exequutar ab molta voluntat. Per tant, molt honorables e molt savis senyors, notificant ab le present, p'acieu encontinent ab correu volant significarnos e darnos licencia pucham exequutar les dites coses, ço es anar tots e alguns de nosaltres en aquoix Principat e ciutat, segons es la voluntat del dit senyor, designantsnos en vostres lètres qui seran los qui, en cas deliberassen tots no anar, e de aço es necessari encontinent hajam vostre resposta. Ja, senyors molt honorables, vos havem scrit, per lo dit secretari, de la gran necessitat en la qual los embaxadors de Principat stan per quant ne han diners. Placieu dar obre en quant en vostres savieses s'igue, sien soccorreguts, car, en altra forma, redunda en un gran carrech, opprobri e innominia de aque x Principat, e encara mes de la ciutat, laqual en aquest país solament es nominada, e de aqueix Principat no es feta atima, sino de Barcelona.

E sia, mossenyors molt honorables e de gran saviesse, la Sancta Trinitat vostre protecció e guarda. Scrita en Bevila en Picardia, a .xxviij. de novembre del any .M cccc.lxiiij.

Mossenyors, a honor de vostres grans savieses aparellats, los embaxadors de la ciutat al rey de França.

Als molt honorables et de gran saviesse mossenyor los consellers de la ciutat de Barcelona (F° 188.)

DÉCRET XIV

1461, 3 décembre. Abbeville.

Molt honorables e molt savis senyors Nosaltres, de dia en dia e de ora en ora, havem sperat lo dit christianissim senyor nos fahés les respostes en les dites particulars coses que eren atades en nom de aquoix Principat e ciutat demanades e conades a Sa Magestat en dit memorial, aço que sovint, ara per nosaltres, ara per anyanes persones hi reduhem a memoria de hon s'es seguit que, la vigil a del beneventurat Sant Andreu lesdits ambaxadors de Cathalunya e nosaltres foin apellats, per

lo cunat del dit senyor, al concell, e inguem sentiment o conjectura erem demandats per haur les respostes en nom del dit senyor per lo dit canceller fahedores al contengut de nostre memorial. Anam la hon eren lo canceller e lo amirall de França e altres, dels quals era dit son del concell del dit senyor. Lo dit canceller, tenint nostre memorial en les mans, dix aquell conteni dues parts : o fet dels hospital e almoynes, coses pies, pertanyent a culte e servey de Nostre Senyor Deus, e que lo dit senyor, com a christian, a tals coses pies no acostumave e menys volia levar alguna cosa, ans era sa perpetua e constant voluntat augmentar, favorir e endressar aquells e aixi frequentadament ho acostumave o per ço feya resposta lo dit canceller, en nom del dit senyor rey, quant al dit cap de les leixes dels dit hospital e almoyne, que, vistes les scripturas e hauda informació, daria obra tals leixes haguessen son degut effecte e exequió; l'altre part del dit memorial, dix lo dit canceller, contenia los fets particulars dessus mencionats, en les quals tots *sumatim* feu resposta lo dit canceller que o dit christianissim senyor no ere pas enenre del iborat en la provisió fahedora ni autoria res prossechir mes avant si, donch nosaltres no executarem la deliberació per Sa Magestat feta, n nosaltres les dies passats explicada, segons es mencionat en dites primeras letras, ço es *...*, avisant en aço lo dit canceller que la deliberació del dit senyor concernia grantment lo laterés, útil e repos de aqueix Principat e ciutat, ornant e ventint son rahonament de moltes gracioses e persuasives sentencies e paraules.

Desijants nosaltres fer al dit senyor o al dit son canceller unida resposta a tal son fos degut e la potestat nostre sostinguens, diguem al dit canceller quens aturavem deliberació, lo deprés dinar, a sa gran saviesa e al concell explicadora.

Apegats nosaltres e los ambaxadors de Cathalunya sime intermedi en nostre posada, consultam e ramejam sobre dita resposta qual seria, passant primer per nostres instruccions e potestat e encara cogitants lo jurament per loqual en nostra partida nos strenguem, no olvidantnos les practiques e costums de aqueix Principat e ciutat, per loqual no menys que per direl

1 Sait la reproduction a peu pres textuelle du passage correspondant, luétre précédemment, sur l'office du roi de France.

comu ambaxador de aquells Principat e ciutat non s'iría, e considerades encara les noves lesquales, axí per lletres de vostres grans savieses comu aïllas havem sentides de aqueixes parts, e noresmenys considerades algunes altres et moltes coses, les quals no volem ni fetsurem scriure, venguessem a concloure los vj de nosaltres que ni havem potestat e menys nosa erí llet fer partitio de nosaltres e menys elegir quals serien los qui irien, o, tenint lo nom que tenim, per loquim, havem la potestat limitada e molt estreta nona per dever ni poder acceptar. E axí deliberarem los dita vj, en una veu e sentència concord que fos respost a la Magestad del dit senyor e a son canceller e a son concell, ab aquella major modificació e pertinencia de paraula que fos a nosaltres possible, que, ja que somem molt desitjosos servir Sa gran Excel·lencia e executar quant fus per Sa Magestad ordenat, empero los limits de nostre comisió, ab jurament acceptada, nona permetia condescendre en les coses per los d'is canceller o concell non eren stades explicades, ne partida alguna poder fer de nosaltres, ne partir en tot ne en part lo Sa Magestad, e menys acceptar comisió alguna de aquella sens expressa concesió, ordinació, licencia o manament de les savieses de vosaltres; empero supplicantlo prougués aquelles coses ab aquella humanitat e paciència que acostumava Sa christianíssima Excel·lencia, li offeríem que escontinuant fariem correu volant en aqueix Principat e ciutat e a vostres grans savieses explicant la voluntat e ordinació del dit senyor, demananta licencia de poder executar aquelles, segons lo que lo dit christianíssim senyor les ha deliberades, ajustants es dita oferta com erem certa o presentints ab gran confiança que los d'is Principat e ciutat, desitjosos servir a la Excel·lencia del dit senyor, de gran voluntat atorgarien dita licencia, axí nostre honestat restaria salva e lo dit christianíssim senyor seria servit. Lo vi ' de nosaltres ' caygué en la opinió devíem condescendre sens altre apurar a la voluntat del dit senyor e executar immediadament aquella, anans des de nosaltres, los principals, segons per lo dit senyor era demanat, o en aquesta opinió tota era ha estat perseverant.

Lo dia mateix, vers tres ores apres mig jorn, aplegat lo concell del dit christianíssim senyor, en loqual era los d'is cancel-

I L'abbé de Montmorin.

ler e amirall, e altres poch's en nombre, nosaltres tots vij. nos presentam. volents per orgue de moss. Copons explicar dita resposta per los vj. conclos; e son dada prompta audiència; e lo dit moss. Copons, no oblidantse l'art de persuadir, ab rahonaments de moltes flors decorants dita resposta. Lo dit canceller, adés en latí adés en francés. usa de moltes persuasions vers nosaltres, concloent que per alguna forma no deviem denegar la unada dels dos a principals de nosaltres, segons lo dit senyor havia demanat, *maxime* com les coses que volia als dos cometre eren de molt interessar en aquell Principat e ciutat, e eren be compreses en nostres commissios, lo fi de laqual dix no era altre sino metre en repos aqueix Principat, ajustantli moltes altres coses fortificants son rahonament e signantment com les coses quis havien a menajar eran de tal e tanta importancia que no devien esser comesses a correu ni *altres*.

En aço fou resposta'l dit canceller que no era la intenció de nosaltres demanar que a correu ni *altres* fos comés res del negoci, mas solament que voliem demanar llicencia a nostres principals de executar la amixada e altres coses per lo dit senyor ordenades.

E replicá lo dit canceller que los camis eren larchs e que los negocis per venture no tolleraven tales e tantes dilacions, com pendrien lo anar e venir del correu e partir dels embaxadors, e per ço per nosaltres no devia esser differit proseguir a tal e tant repos de aqueix Principat e ciutat, ajustantli lo dit canceller que si nosaltres continuavem stavem e perseveravem en no executar les coses per lo dit senyor ordenades, era vist al dit senyor e a son concell que no desijavem assats lo benevenir, utilitat e repos de aqueix Principat e ciutat per losquals no voliem pendre los treballs dessus dits, ans eligiem no vagar reposats en nostra posada, notificantnos que lo dit senyor entenia pus avant anentar les alfers, fins les coses que ell volia fossen manejades ab vostres grans savieses e ab los concells de aqueix Principat e ciutat. Sobre aquestes coses foren fetas *Arar suite* moltes rahons *pro et contra*, alants nosa tres en nostra ferma conclusió e lo dit canceller en la sua. lo qual, vahent nous podia persuadir en executar d'les coses sino obtenguda primer llicencia de vostres grans savieses segons dessus es dit, protesta, segons dix, en nom del d.t senyor,

que si en lo adervandor se quavenia al dit Principat alguns dans, interessos o perils per la denegació que nosaltres fem, que fos a carrech nostre. manant a hu dels secretaris del dit senyor qu'en continuas carta l'heu supplicat nos en fes dar translat denegacio, e dia que ella o guardarien bien. E axi perium dels dit concell e cancellier.

Encontinent, crements nosaltres e molt desijants vostres grans savieses euer cert fexades de totes e sengles coses dessus dites e no oblidants quines o quals personas sentim o ber en dites coses, e encara conjecturants la fi, venguem a concloure, ço es os .vj. qui havien deliberada la resposta dessus dita, que voler vos certificar ab totes ors cosa inutil, e sens alguna efficacia, havent en cert totes letrax neras registrades. E per ço dell beram certificar vostres grans savieses per persona, qui fos a far e ab vos vna ho explicar en aquelles; e per quant li sent en mes disposició e siam molt dell, vos havem trametes en Bernat Corcho, loqual tant com en nosaltres es stat e ell ha pogut procetre, havem informat de totes les coses dessus dites, perque de aquelles ses relacio ab una vna a vostres grans savieses ordenat. Partit lo dit Corcho la jornada del beneventurat Sant-Andreu, lun mati 4 rehem nora ja arribat avam la junta de la present. E npero, per soccorrer a qualsevol emung, per loqual no bagués complit, havem deliberat scriure la present, per quant aque-das coses son de molta importanca e desajam molt vostres grans savieses en qualche forma essens certificades.

Aprés a partida del dit Corcho, vlagua a nosaltres lo honorable Roman de Marimon, governador de Muntpellier, acompanyat lo son frare E ayo, per quant nosaltres havem pregat lo reverend abat li dignes de part de tots nos obtingués ora e loch del senyor rey, al qual desijavem explicar es coses manejades en lo concell ab son cancellier, segons dessus son explicades lo dit reverend abat nos trames perque nosaltres mateix l'en preguessem. E de fet present lo dit son frare nosaltres lo pregam molt affectuosament e ell nos les offer, mostrant qu'en havia bona voluntat, empero dixnos que havia molta maraveilla de nosaltres, com haviam denegat al dit senyor executar la embaxada e tramesa de dos de nosaltres en Catalunya, segons Sa Magestat havia ordenat, e que lo dit senyor e encara son concell per tal denegació, havia hant per

cert que nosaltres no amarem assatz lo útil, interès e repos de aqueix Principat. A aquestes coses fou respost per nosaltres mostrant nins era licit o menys haviam facultat de executar dites coses sens licència de vostres grans savieses, fortificants aço per moltes rasons, de lesquals lo dessus es fe a menció. Lo dit governador en aquest punt se enserre algun tant, dient que ell se maravella araja mes, com per tals rasons, com nosaltres sabiem, donegavem condescendre a la voluntat del dit senyor, qui tant havia fet e tant amor e voluntat mostrava en voler fer per aqueix Principat, e que aço sabiem nosaltres voluntariament, car les rasons no basaven, e que nos elegiem star aci vagants, guanyants mes salaria, que no metre nostres persones al treball per lo interès de aqueix Principat, ajustant-hi com ja erem certificats per lo concell, e encare oh, dit governador nos ho notificava, que lo dit senyor rey ne manejaria alguna cosa ab nosaltres, fins los negocis qu'el, volia saber de cert fossen aqui ab vostres grans savieses manejats, e axí nosaltres deviem be conjecturar que aço es un facil e certes comiat que lo dit senyor nos donava e moltes altres paraules dix lo dit honorable governador, assats encoses e panyents, totes tirant affi de molturnos, per una forma o per altre, en executar la embaxada qui era per nosaltres donegada. Per nosaltres fou respost entre les altres coses, que lo senyor rey podia be manar que li hisquessent de ses terres, empero, per darnos el, tacit o express comiat, nosaltres no erem deliures de la obligació que erem lenguts, n ne era licit la tornada sens exprés manament de vostres grans savieses. Aprés, de novan, lo dit honorable governador offerí parlar ab lo senyor rey nos donas audiença. Ne fou executat e lo dit senyor, l'ençama any de dia, tira a la cassa sens dirnos res, e encare no es tornat ni sentim dege tornar a present en aquesta vila.

Moss. Copons, veient no podiem res executar, usant de la licència que li era estat donada per nos principals era tirant vers lo duc de Burgunya, romanent ab nosaltres en cort apuntament del qual se pot seguir alguna endressa.

A tres del present, lo reverent abat nos notifica que lo senyor rey li havia transès en Johan Bernat de Marimont, dient li tiras tot so a Sa Majestat e axí ho a fet, no sabem per que. Havem sentit per *indirectum* lo dit senyor desempatxa a ell e Normandia pera Cathalunya, des quals coses nosaltres dessi-

jam molt vostres grans savieses esser certificades. E per aço vos fem les presents e aquelles liuram al portador de la present, loqual es persona tant affectada a aqueix Principat e amatant lo be e repos de la terra que mereix molt tota andressa que li puxe esser donada, e podem dir quí es aquel e que tot sol es romassa la fé e ab molta voluntat ha emprés portar leus, oblident tots qui lin poguessen seguir. Nosaltres li havem offert que li seran donades per vostres grans savieses x florins d'or per un jupó de ceda. Som certs qu'en mereix molt mes, emperorametera lo restant a vostres grans savieses : ell es de tanta cortesia e bontat que ha dit que, ab axo o sens axo, e.l es content servir, en quant a sia possible, en aqueixa ciutat e en la terra, e nosaltres som certs que res noy ha fecte, car passat es per ayga e per foc e a tot té. E sia, mossenyors molt honorables e molt savis la Divinitat vostra guarda. Scrita en Bavia en Picardia a .x. de decembre del any .MCCOCLXIIJ.

Mossenyors, al servey e ordinació de
vostres savieses apparellats, los embaxadors de aqueixa ciutat tramés al
christianissim rey de Ffrança.

Ab molt honorables e molt savis senyors los consellers e
conceill de la ciutat de Barcelona. (F^{ms} 196-198-200.)

DÉPÊCHE XV.

1493, 10 décembre. Abbeville.

..... ¹Ja, molt honorables e molt savis senyors, en dites lletres de la qual a major cautela vos tramatem la copia dessus escrita, hauran legit vostres grans savieses ultimadament com mossen abat, demanat tot sol per lo senyor rey, anas vers Sa Magestat, laqual diversave en les lochs circumvehints cassant. Ha 1r gat des jorns e après se tornada, lo dit governador de Muntpaller, loqual ensemps ab lo dit reverent abat es vengut en la present vila ensemps ab son frare, es stat ab nosaltres e junta ab micer Savertes nos ha explicat de part del d t senyor

¹ La premiere partie de cette dépêche n'est qu'un duplicata de la précédente.

com Sa gran Excellencia, vista la denegació per nosaltres .vj. feta de executar a ambaxada en les lletres passades mencionada, xelant molt e desijant lo interessar, bonavenir e repos de aqueix Principat e ciutat, havia apellat lo dit reverent abat, loqual ha grantment encarregat e pregat que el, no usant de tal denegacio com nosaltres, degués enpendre tot sol de anar en aqueix Principat e ciutat per explicar les coses que la Magestat del dit senyor desajava esser notificades aqueiles, lesquals dix lo dit governador, de part del dit rey, que eren tula de lesquals se podien seguir molt util e repos als Cathalans, e del contrari era perill no s'en aguiassen molts dans e inconvenients, e que lo dit reverent abat, vist que a sua venguda en aqueilas parts no era sino nfi de procurar repos a aqueix Principat, havia atorgat al dit senyor executar en aquestes coses e altres lliberament sa voluntat, de que havia lo dit senyor hauda gran consolació: e per ço havia manat a el, d t governador, segons d. x, fossen notificades a nosaltres les dites coses. E mes anavant dix e notificarà a nosaltres lo d t governador com ell qui, abans que lo senyor rey partís d'ací no havia poscut de nostre part suplicar a Sa Magestat, segons la haviem pregat, nos donas audiencia. ara, a la partida que ell e lo dit reverent abat haviem feta del dit senyor, havia saplicada Sa gran Excelencia que li plagués d. ril sentiment, si li seria placent nosaltres anassem a Sa Magestat, per haver un parlament ab aquella de e sobre les coses manejaes ab son concell, e que lo dit senyor li havia respost que a ell tostemps sera placent la nostra venguda, empero que li paria no freturar nosaltres congorn, nostres persones anant derrer e l, qui ades era en una part ades en altre, *maxime* que Sa Magestat no entenia en los dits affers ni en altres prossehir ni manejar res ab nosaltres, fins haje resposta de les coses de Cathalunya, moñrant en son gest e forma de dir lo dit governador que era voluntat del dit rey nosaltres no hi anassem. E per colorar la anada del dit reverent abat en Cathalunya, pres fundament de la partida de moss. Copons, dient ne era menys licenciat lo dit abat que lo dit moss. Copons, fornint los dites coses de moltes rahons.

Per nosaltres fou respost solament com stavem ab alguna congorn e admiració per quant era dit, de part del dit senyor, no vo er res procehir sino en la forma dessus dita, e que la partida de moss. Copons, ja sia fos ab expressa licencia de nos

principals, empero nos saguia per axo nosaltres poguessen exequiar les coses que havíem denegades. nins era tacitament o expressa solt lo jurament, car si ho fos, nosaltres haguerem ten gran voluntat com qualsevol altre en complir la voluntat e ordinació del dit senyor e servir aquell

En lo fet del abat, no volguem respondre *ex causa*.

Aprés, lo dit reverent abat nos ha notificada sa anada, alqual ni atorgant ni negant, ni menys mostrant neguna complacencia, li es stat respost, e aço per tant com nos es vist, que, no obstant se digue lo contrari no pot redundar a benefici de aqueix Principat. Empero, d'aço judicaran vostres grans savieses, après lo hajan hoit

La present havem comanada a mossen Asnar, loqual treu a Muntpaller ab comissió del dit senyor per fer pendre informació de les fets del hospital e almoynes, e après ha aci a tornar. Es li comés per nosaltres que de aquestas letras en Casasages, e si per aquell li sera denunciat ell haje empaix, que lavors lo dit moss. Asnar do rescapte aquestes letras vagen a vostres grans savieses, romatent a pagarlo de quoa sera convengut al portador; sie de vostre merce que lo de queus scrivam sie pagat : bon hom es e fiable e no qual dubtar de malesa. Scrita en Bevila en Picardia, a .x. del dit mes de deembre.

E sieus recordant de darnos la licencia, tantes vegades e no sens causa demanada. (F° 201.)

N° 12.

Le comté de Candale à la Cité de Barcelone.

1463, 24 décembre, Collioure. — (Arch. mun. de Barcelone, *Cartas Comunes*, año 1464, f° 178, original.)

Honourez, chers e grans amis. Nous avons receues voz lettres, et au regard du contenu d'icelles, ja nous en avoit esté escript par deux lettres de Pierre Belloch, depputé, et Jehan Farré, ambassadeur de la cité de Barcelonne. Sur quoy nous avons fait et ordonné tres ample responce par noz lectres escriptes le

xvij^e jour de ce present mois de decembre, comme penons vous ment informé les dits depputé et ambassadeur. Et neantmoins, afin qu'il n'y ait faulte que vous ne soiez advertiz de la dite responce, nous vous en envolons le double par lequel pourrez congnoistre et concevoir nostre intencion, touchant les choses que nous avez escriptes, et aussi que ne voulons, de nostre costé, aucunement rompre ne prejudicier les appointements et commerce faiz entre monseigneur le roy et vous. Et pour ce que dictez que congnoissez la lenteur de mon dit seigneur le roy, lequel veult tant fere pour vous, et que, par lettres des ambassadeurs que avez devers lui, este certiffiez qu'il a grant affection en la dite vi le de Barcelonne et aux habitants d'icelle, pensez que nous savons en ceste partie de sa volenté n'est bien ou mieulx que vous faictes, et sommes certains, se a vous ne tient, que trouverez en luy toute courtoise seigneurie. Pour quoy, ce considérè, vous pryons dereschef que veuillez reparrer ou fere reparrer incontinent toutes les choses contenues en ceste presente copie, lesquelles par ceulx de Barcelonne et principaulte de Cathelonne ont esté mal faictes contre et au prejudice des dits appointements et commerce. Et ne doubtex pour ce que, ce faisant, vous congnoistrez que, juxta l'intencion de mon dit seigneur et encore nous avertuant plus avant de nostre costé, lendrons e souslendrons le dit appointement et commerce, auxquels jusques icy n'avons aucunement prejudicié. Et afin que sachiez que ne sommes ignorans de la volenté et affection que a mon dit seigneur envers vous, nous vous envoyons deux sciennes lettres closes au parchemin, qu'il nous a envoyées pour les vous transmetre, et saurez par icelles la responce qu'il vous fait aux trois cens chevaux que vous avez demandez.¹

Et du poursuivant, auque ygnorez avoir esté fait desplaisir ne empeschement par deia, nous vous disons bien que par lecture d'homme creable de Barcelonne qui a esté present et a vu lesdits empeschements qui luy ont esté faiz, lequel ne vous en desencuse pas, mais dit bien estre verité.

D'autre part, en ce que les dictes appointements e commerce

1 Je n'ai point retrouvé ces lettres, dont la teneur était, sans doute, en relation avec la déclaration du chancelier à l'ambassade, au sujet de ces trois cents chevaux.

contiennoient que, non seulement ceux qui contreferoient seroient pugniz et que vous n'avez aucune coulpe en la prise de la carvere de Cophure, car ce ont esté ceux de la cité de Tortosa qui l'ont fait, en quoy dictes que vous donrez remede, nous vous respondons sur ce que avons scéu, par ung homme, qui avec d'autres, ses parents, avoient certaines marchandises dedans la dite carvere, que aucuns de la dite ville de Barselonne disoient publiquement a certains compagnons qui estoient sur le port, la dite carvere estant a l'entrée en la vue du port : « de quoy servez vous, que vous n'alez prendre ceste carvere, qui est de bonne guerre ! » Et sur ces paroles, ils prindrent deux brigantins et l'alerent assaillir et l'emmenèrent. Et ce voiant, le dit homme s'en ala plaindre a vous qui y envoyastes ung vaisseau, faignant de la fere retourner, et les gens du dit vaisseau le firent toujours avant. Et pour ce, ne vous pouvez excuser que vous n'en aiez coulpe, pour quoy estes tenus de la reparer et fere reparer. Cy, vous pryons qu'ainsi le veuillez fere, ensemble toutes les autres choses contenues dans la dite coppie. Et en ce faisant, se chose voulez que pour vous fere puissions, signifiez le nous et l'accomplirons volentiers, prient Notre Seigneur, honnourables, chers et grans amis, qu'il vous aie en sa sainte garde. Escript a Couliure, le .xxiij. jour de decembre¹.

La comte de Candal, de Bonauges, et de
Lavour, captan de Buch et lieutenant
general pour monseigneur le roy en
Roussi lon et Serdaigne.

JEHAN DE FOIX.

A honnrez, chers et grans amis, les consellers et conseil de
la cité de Barselonne.

1 Cette pièce qui est à coup sûr de 1461, ne peut figurer dans le portefeuille de 1464 que par erreur. Aussi bien l'erreur est-elle facile à expliquer. Recue après Noël, elle aura été mise dans le paquet des lettres de 1461, et, étant de décembre, elle aura été ensuite classée à la fin de l'année.

N° 13.

Liste des conseillers de D. Pedro.

1406, 19 janvier — (Madrid, Bibl. de la R. Acad. de la Hist., Salazar, A 7, f° 50.)

Gaspar Vilana, vicecancellarius;
 Nobilis Dionisius de Portugal,
 Nobilis Petrus de Portugal;
 Jaumes Roig, regens cancellarium,
 Franciscus de Sanctomynato, viceadmiralis.
 Johannes Andre, fisci advocatus;
 Bernardus de Gaymadno, veressor,
 Petrus Joannes Ferrarii, domicellus;
 Franciscus Maleti, jurisperitus;
 Arnaldus de Vilademany, portans vices gubernatoris,
 Franciscus Ramus, bajulus generalis;
 Frater Johannes de Pinos,
 Antonius Gerald, jurisperitus;
 Joannes Secorranus, jurisperitus,
 Antonius Bosch, jurisperitus;
 Banchasius Solanes, jurisperitus

N° 14.

**D. Pedro à Louis XI, pour lui notifier son avènement
 et solliciter son amitié.**

1404, 13 février, Igualada. — (Copie du *Rechart* de Legrand, Bibl. Nat., f°, fr. 5971, f° 383.)

Al serenissimo e christianissima princep don Loys, rey de
 França, così nostre molt car, nos en Pere, per la gracia de Deu
 rey d'Aragó, de Sicilia, etc., salut ab augment de prosperitat

Plugut ha a la divina providentia, que totes coses dispon e las le ja de la qual justissiman son Incompreensibles, recordarme de nostres¹ dret e justicia que staven en aquestes nostres regnes e terres, de lesquels, sap aquella per que, la nostra casa per cinquanta anys es stada privada. Don, los bons e leals Catholans, so oblidantes de nostre dret, captada la oportunitat², nos han rey e senyor proclamat; e nos, per ausentar la casa nostra, strenyemines a aço la naturalesa, e per la justicia nostra proseguir, som venguts e pres lo sceptre royal per defrenchre de tyranniques oppressions fins a vuy per ella ab multa dolor e penes sostengudes, e per entre ells la justicia distribuir³, les quals coses nos ha paragut cosa digne a Vostra Excellencia d'en remotificar⁴, axi⁵ per lo vincle e deute de sanch que entre nos es, com per la molta voluntat que vos proseguieu lo senyor infant, nostre pare de gloriosa recordatib, com encara per la molta amor ab que sem fets certa, per vostra benignitat, tractareu la senyora de Ravaten nostra sor, e escara per la amor e confederació que es entre vos e los Illustres duchs de Borquaya, huncle, e la duchesaa, tia, e moss de Charloya, cosin germa nostres. Sperants donchs fermament aço succeh⁶ i ra a vos en molt piser, axi per lo augment nostre com per le repon dels Cathalans e de la royal casa, dels quals veniu e sou molt prop nque, e a aço ajustad que les qui a nos en aço adversen no son a vos ni en virtut ni en condició concordes, persuadets encara per vostra magnanimitat e virtut, que no selament per fama, mes acies per lo mon resona, per aqual ab amor singular a vos som affectes⁷, per tant notificantvos aquest negoci ab tota aquella affectió que podem, desijonem⁸ de vostra confederació e amistad, vos pregam nos, ultra le deute de sanch⁹, vullau haver e acceptar en lech de germa e de fill e nostra justicia e dret com a rey christianissimo, del qual nom

1. La copie de Legrand, tres fautive, porte l'évidente faute de lecture : « de nos ».

2. Ce mot est malheureux, si l'on songe à qui s'adresse le chef de la maison d'Urgel et les sentiments qui agitent le destinataire de la lettre.

3. Ms. « distribuer ».

4. Ms. « remotifiant ».

5. Ms. « axi ».

6. Ms. « somms fets ».

7. Ms. « desyenos ».

8. Ms. « sanch ».

los fets veem esser¹ conformes, favorir e ajudar, e los Cathalans, a vos devots, amar² Car, Deu piados ajudant a nostra justissima causa com speram, e units aque.s regnes³ e redalls a la nostra corona, a vos e a vostra casa, juxta vostres vots e ordinations, com a nostra germana e altre pare nostra, en cas occorreni nunca fallirem. E axi, rey christianissim e nostre car⁴ cosí, la Trinitat Sancta vos conserve e comple vostres bons desigs Dada en la nostra vila de Angulada a .xiiij de febrer del any .mcccxliv.

REX PETRUS.

N° 15.

**Tentative de médiation faite par le duc de Milan
entre les Catalans et le roi d'Aragon**

1455, 20 juin, Milan. — (B. N., F. ital. 1501, f^{os} 71-72, minutes.)

I f^o 72).

Franciscus Sforza, vicecomes, dux Mediolani, etc. Cum, superiori anno, ad serenissimam regis Aragonum Majestatem, destinauerimus virum nobilem et eximie probitatis ac fidei Johannem Antonii de Fegino, familiarem nostrum predilectum, cum plena et ampla commissione atque mandato praelicandi, tractandi, firmandi et concludendi, pro nobis et nomine nostro, ac etiam nomine et vice et ad partem et utilitatem communis ac totius domini inclite civitatis nostre Janue, cum prelibato christianissimo rege, pacem, concordiam et veram intelligentiam, necnon inducias et treugas ad tempus et tempora prout in litteris mandati suprascripti confecti in eundem Johannem Antonium, anno suprascripto et die v octobris, latius et

1 Ms. « ester »

2 Ms. « amor »

3 Ms. « regnes ».

4 Ms. « cor »

elucidius continetur, comperimus in eisdem ponere addita-
 menta quedam et supplitiones, reformationes, modificationes
 et validiores robore atque observantia tregue et induciarum
 predictarum, et ob eam causam nos, totis sensibus totoque
 animi desiderio ad concordiam et pacem anhelantes atque
 intendentes, quandoquidem nihil gratius nos acceptabilius Deo
 optimo maximo Immortali ab hominibus preitari posse arbi-
 trantur quam animorum concordia et pax, ex qua non solum
 clarissimè reges et duces populorum et civitatum domini con-
 servantur et agunt quietiorem atque omnia illa negotia prop-
 tiora contingunt decrevimus per additamentis et supplitioni-
 bus ipsa, que in eisdem tregue et inducie apponi necessaria
 sunt, eundem Johannem Antonium ad prelibatam regiam Ma-
 jestatem denuo remittere, neque etenim dubitavimus, pro
 innata mansuetudine et sapientia prelibati serenissimi domini
 regis, Majestatem suam omnia prompto ac liberali animo
 admissuram, que in firmamentum et robur prefate tregue ab
 eodem Johanne Antonio, nostro nomine, proponente linque-
 retri majorem im modum, diligentibus exactissimis, sufficientia,
 virtute et fide incomminabili prefati Johannis Antoni, de qui-
 bus jampridem in arduis atque importantissimis negotiis nos-
 tris, non sine summa commendatione sui et potestatis plenitu-
 dine, etiam absolute et alias simul modo, via, jure causa et
 forma quibus melius et validius possumus, eundem Johannem
 Antonium facimus, constituimus et deputamus certam men-
 suram, nummum, procuratorem et mandatarium nostrum, et
 quicquid melius dici et esse possit, ad procuratoris nomine nos-
 tro ac etiam nomine et vice et ad partem et utilitatem commu-
 nis et totius domini inclite predicto civitatis nostre Janue ac
 reliquerum subalterum nostrorum, pro quibus e rale habendo
 promittimus essendam cum prefato domino regi Aragonum et
 ejus Majestati dicendum et referendum quocumque sibi comi-
 simus et in mandatis destinatus e. Illa etiamque sibi necessaria
 et opportuna videantur et ad firmandum, gerendum, parti-
 candum et concludendum pacem et consortium et veram intel-
 ligentiam inter prefatam serenissimum dominum regem Ara-
 gonum, ex una parte, et nos et predictum comune Janue ac
 subditos nostros, et super, ex altera, seu alia necnon etiam
 in luttis et litigiis ad tempus et tempora, quæ etiam ad tran-
 sandum, practicandum et concludendum ut additamento et sup-

plationes predictæ in eisdem iregis et indutis apponi, necessaria apponantur et inserantur, cum illis pactis, condicionibus, clausulis et solemnitatibus, de quibus et prout ejus prudentie magis visum fuit, pro bono et utilitate partium. *Idem* ad agendum et faciendum generatiter et expresse omnia et singula in premissis et circa permissa necessaria et opportuna, et que nos ipsi facere possemus, si personaliter interessemus, etiam si tales essent que mandatum exigèrent magis speciale, dantes et concedentes eidem Johanni Antonio, mandatario et procuratori nostro, sicut supra eandemmet¹ potestatem, baliam, arbitrium et auctoritatem nostram et d. cto nomine dicendi, referendi, firmandi, gerendi, practicandi et concludendi, ac denique omnia alia, etiam si talia essent que non venirent in sermone generali quam nos habemus et habere posse diceremur, promittentes quoque sub fide nostra et obligatione omnium bonorum nostrorum presentium et futurorum pignori et ipothecæ nos ratum, gratum et firmum habituros, semper et omni tempore, quicquid per ipsum Johannem Antonium, mandatarium et procuratorem nostrum, ut super, in premissis et circa premissa actum, gestum, et factum fuerit, nomine nostro, et dicti communitatis Janus et ut super; et quod nullo unquam tempore, tam dicto quam de facto, contraveniemus, ex aliqua causa, seu aliquo quesito colore, neque contravenire aliquovis modo patiemur, supplentes denique ex eadem potestate omni defectui quarumcunque solemnitatum, que in presentibus nostris litteris intercedere debuissent dicerentur. In quorum, etc. Datum Mediolani die .xxvj. junii 1465.

II (f° 71)

Dux Mediolani, etc. Memores nihil esse decentius ac convenientius principi quam pacem et concordiam adamare, nec exoptari nec expeti posse quicquid Deo pretiosius, ea lubrius atque etiam utinius quam concordiam et convenientiam recte voluntatis, inter eos precipue quorum potestate, auctoritate atque imperio civitates ac populi reguntur, existimavimus nostri officii et nostras esse partes, si quando discordie, differentie ac dissensiones oriantur in his locis, in quibus seu reges,

1. *Sic*

sem duces, principes aut civitates saluant, quibuscum aliquo
affinitatis vel amicitie gradu conjuncti sumus, illas e medio
tollamus et ad caritatis mutueque boni valentis formam redu-
camus. Itaque non ignari ejus discordie ac difference que
viget inter serenissimum principem et excellentissimum domi-
num, affinem et patrem nostrum colendissimum dominum
Johannem, Dei gratia Aragonum etc., regem, partem una¹ et
magnificam et proclaram civitatem Barcinonensem, cum ejus
districtibus, altera ex parte, non possumus non commoveri
animo, cum utique parti vehementer affecti sumus, nec quic-
quam cordi nostro molestius potest accidere, quam hujusmodi
discordias et dissensiones inter eas audire. Quamobrem cum
nihil magis optemus quam pacem et unionem inter partes pre-
dictas tractari atque concludi, et ejusdem summo studio commo-
derum quietis et tranquillitatis utriusque, destinandum duxi-
mus ad prelibatam regiam Majestatem ac etiam ad eandem
proclaram civitatem Barcinonensem, viram summo probitatis
ac fidelissimum expertissimumque familiarem nostrum dilec-
tum Johannem Antonium Fignem, harum exhibitorem, de
ejus prudentia, diligentia, equitate, animi industria et suffi-
cientia jure merito abunde confidimus, eo preterito etque de
causa ut inter prelibatum serenissimum dominum regem et
predictam civitatem pacem, unionem et concordiam nomine
nostro tractet, praticet et concludat, ac tractare, praticare et
concludere debeat, dantes eidem Johanni Antonio protestatem,
arbitrium atque auctoritatem tractandi praticandi et conclu-
dendi inter partes de quibus, pacem, concordiam et unionem
predictas, ac se interponendi inter eos, nomine nostro et re-
liqua omnia faciendi et tractandi per bonam et concordiam utrius-
que partis et pro pace predicta conficienda et concludenda, que
meliora sibi videbuntur et nosmet ipsi facere et tractare pos-
semus, si presentes interessamus quin etiam promittendi,
nomine nostro, sub fide legalis principis, eadem reypublice
Barcinonensi, quod nos operabimur cum effectu, ut prelibata
regia Magestas, omniaque illi pollicebitur vel promiserit rea-
liter, sincere, integre et sub fide regis observari et adimplebit,
nec sue fidei, aut pollicitationibus in aliquo contraveniet, prout

1. Sic

2. Sic

regiam decet Magestatem, et quenadmodum¹ in aliis rebus multo etiam gravioribus ac magis arduis fidem Magestas Sua servare atque adimplere consuevit, promittentes tenere presentium nos quicquid per eundem Johannem Antonium actum, factum, gestum, tractatum et conclusum fuerit, pro concordia et pace predictis, firmum, ratum et gratum habituros, nec in aliquo contraveniuros directe vel per indirectam, aut aliquo quesito colore, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, presentium vel futurorum. In quorum, etc. Mediolani. die .xxvj. mensis junii 1465.

N° 16.

Don Pedro aux procureurs de Tortose.

1463, 31 mai, Granollers. — (Arch. de la Cor. de Arag., *Intrusos*, n° 27, *Petr. Com. Comm.*, II^e, f° 96.)

Lo rey. — Feels nostres, reebem vostra leira e oym los portadors, per lesquals restam informats de la indisposició e congosa de vosaltres e del poble de aqueixa fidelissima ciutat e del poch fruyt que la armada fins al dia present fet ha en vosaltres. E com nostre costum es justificar en totes coses la causa nostre, intenció tal podem e volem fer en aquest. E vulgués Deu, axi com a tot lo mon manifestam les obres, axi poguessem manifestar nostra pensa e spirit, que molt seriem contents se veés lo que in lo interior tenim. Don, vos declaram que, si diners e forma haguessem haguda de diners, que de Barcelona, desque pujant a les muntanyes havem pogut aconseguir, que stessament cxx. de caval havem pogut sostenir, e aquelles ab força arbiters, del que Deu nos ha manifestat, e axi, vehent no sols difícil, mas impossible, lo soccorre per terres, fonch deliberat lo soccorer per aygua, per alqual per nos a Barcelona scrit e offert, si les preguns, nos voler anar personalment, com farem.

¹ Sic

si bé lo contrari nons era consellat, se podent major oferta quivaler per que metre la anima per los seus, si la indisposició tota nons ho hagués.

E per millor opus, presta expedició, donam loch a la supplicació a nos feta, que millocc i de la subvenció es la expedició de la dita armada, fossen exposades, si bé aquelles per sustentació de nostra gent eren molt necessaris.

Finalment, la armada enà, e obstant com tiens lo temp, tira a Maho, aprés, feta alguna digressió es en aqueixas mars applegada no ha mortat non effecte e sens fruyt es tornada. hab Deu per que : son peccats nostres e un.versals o per major nostres e vostres treballs, e aprés per major gloria aconseguir la desyat si, si a la divina Magestat sua será placent Aço empero, no es que nons sia mai envidos, mas ja per ço no es de amayar ni tant desconfortar, que no degau sperar en Deu, destruhidor des Hata e en loqual se troben de hora en hora gracies infinita. Ha ell certament speram que, ab miya dels suffragis humans, si li sera placent, nos hi ajudara.

E si bé aqueixa armada se deffen, forma hi ha de ferne altra major Cathalans hi resten que als quals es aquell mateix animo que era primer. Armes, victualles e diners, ab Deu, seran ministrats, e per terra e ab cavall se farà lo possible E mirarem la fortuna no ab menor sforç, animo e anomech, que en la prosperitat. Hia es la que totes coses val invadir e experimentar e a degu no perdona; e on troba resistencia, allí se esforça e tira als lochs alta e aquella de espagnar, ni cura de los infimos, mas la sola perseverancia e fortitud de les qui speren en Deu compleex seus forces.

Quevol sia, nos, ab la divina voluntat nos conformam, qui nons fallira. Ell farà obra efectiva e execució als qui voluntat han, ab suffragis humans, de a nos valer, sperant en lo rey de Anglaterra, nostre molt car e molt amat frare, en nostre molt conin germa, mossenyor de Charloya, e altres ajudes que aci caliam per causa de brevitat, cogitat d'altre part les forces de adversaris, quant son exi vani de vell poch amat e de ajudes destrull, lo regne del qual als humans durable no appart; d'aquí anavant, sia remès tot al Omnipotent E vosaltres sperau en ell, sent a merx de vostres peccats e offenses a la divina Magestat, rogades ell sols pot tolre, mudar, crexer e disminuir. E fet aço e effuses vostres devotes oracions ab penitencia,

dexau ell obrar, nins volaa constituir terme ni dia, prenent exemple de Judit, e lo qui, mjançant Deu, obrà en Olofernes, qui tenia tan gran poder, assitiada la ciutat de Ninive; e reduciuvos en memoria sou e tenu de aquells antichs e famosos Cathalans, lo nom desquas per lo mon es difus. Dada en Granelers a .xxxj. dia de maig del any mccccxlx sis.

Rex PETRUS.

N. Company.

Als feels nostres los procuradors de la nostra ciutat de Tortosa

N° 17.

Instructions du roi d'Aragon à Frère Bernat Cardona, son ambassadeur auprès du roi de France.

1466, 28 juillet, Tortose. — (Arch. de la Cor. de Arag. Cancell., n° 3412, f° 67-69.)

Memorial e instrucció de les coses que lo religiós, amat conseller, capella major e embaxador de la Magestat del senyor rey de Aragó, Fra Bernat Cardona, deu dir e explicar al serenissim e christianissim rey de Ffrança e als altres pera qui porta letres de creença de part de la prefata Magestat

Primerament, donada la letra de creença que porta de la prefata Magestat del senyor rey al dit serenissim e christianissim rey de França, lo saludará molt de sa part e li dirá com Sa Senyoria esta ab molt grant desig de saber noves de la salut de la persona del dit serenissim rey e del prosper estament de sos fets, com aquel qui l'ama e lo té en reputació de frare, amic e aliat, e desija que sos fets succeïxquen prosperament, com les seus propis, per la gran fraternitat, amicitia e aliança que es envers ells, e per ço lo dit capellá major lo pregará, de part del dit senyor rey, continuament li vulla scriure de la sua salut e estament per sa consolació e plaer.

Item, li dirá, per quant lo dit senyor rey es certissim que lo

dit christiàssim rey de Françaaurà plaer e consolació de saber bones noves de la salut e prosperatament dels foys de la prefata Magestat, aque-la ha de liberal trametre la religió, a qual conseller major seu, Fra Berant Cardona, largament informat le totes les coses en aquestes regnes occorrents, e que li fa assaber que, depuis de haver tengut siti sobre lo castell d'Amponsa, loqual es tant fort e tan inexpugnable que creu en Espanya en terra plana, n'á pot mes esser, ni per terra ab gent d'armes com per lo riu de Ebro, ahon sta lo dit castell situat quasi en lo riu al galeres e nitres fustes, per temps de non mesos, yvern y estiu, lo dit senyor rey, ab la molta e bona artillerie que té, feu batre la dita fortaleza en tal manera que lo .xiiij. dia de juny mes prop passat, ha Senyoria ab molt gran orde li va dar combat per dos parts així per lo riu com per la terra, e ab la ajuda de Nostre Senyor Deu e ab lo bon sforc de sa gent, lo entrá per força d'armes e foren presos los que dedins staven e alguns morts e la fortalezadada a sacu, loqual fet fouch així grant, per la gran fortaleza del dit castell, que fouch un acte miraculós, e a no lo que lo van entrar no ho poria creure que aquell castell se pogués entrar per terra d'armes, encare ab tot lo dit batiment. E cobrat lo dit castell lo dit senyor rey parti ab tota sa gent d'armes e artilleria e així ho legua sen per venir a posar siti sobre la sua ciutat de Tortosa. E aquella nit que partí de Amponsa se vengue a atendar al pont d'Alcantera, que es a una legua de Tortosa, ab proposit que tantost l'altre dia de mati posar rent sobre la dita ciutat, e aquella nit mateixa los de Tortosa enviaren a suplicar lo dit senyor rey que son de sa merce sobreseir en executar les persones de alguna dels principals que foren en la dita fortaleza e deponer lo sit. sobre la dita ciutat, per quant ells deliberaven reduhirse a la obediencia de Sa Senyoria, així lo dit senyor rey, mogut de benignitat e clemencia, sobresegué, e vingueren missatgers de la dita ciutat al dit senyor rey fer acord ab losquals de sa forma de sa reducció la dita ciutat se es reduida a la dita obediencia e fidelitat sua, e de present sta dins aquella.

E aquest temps que tractava de la forma de la reducció de la dita ciutat de Tortosa Don Pedro de Portugal, loqual dies havia stava molt mal en Giranellors a quatre leguas de Barce-

1 C'est-à-dire camper, mettre le camp royal

lons de metzines que los de Barcelona hi han fet, que vench a tanta debilitat e flaqueza que no podia altre cosa passar, sino llet de duas dones que li donaren a mamar, el .xxviii. dia del mes de juny prop passat a les sis ores apres migjorn, com a Nostre Senyor fench placent, morí en que certament Deu a mostrat e demostra gran miracle en la bona justícia de Sa Senyoria, com lo dit Don Pedro tiranicament e maliciosa volch venir a pendre lo que no li pertanya e dar favor als rebelles del dit senyor rey. axí Nostre Senyor ha permés que no ha hagut durada alguna son fet e que es mort per los mals e rebelles qui, sols per satisfer a sos praves conceptes e passions, le feren venir en aquestes parts.

Lo dit senyor rey, laguda la nova e seguida la reducció de la dita ciutat, puix en totes les parts deça de Barcelona no li resta hun sol castell, fortalesa ni lugar rebel·le e tota la terra se té segura ab tota la gent e artilleria e ab totes ses gales, qu'en té .xij. e ses naus, qu'en té armades .x. ab una grossa que lo duch de Mila li ha tramen, tira la via de Barcelona, tenint ferma esperança que, puix los rebelles del dit senyor rey stan ja tan prostrats e tan vencuts que no tenen auxili ni defensa o alguna, e Nostre Senyor Deu cada dia demostra tants miracles en us fets del senyor rey, Sa Senyoria cobrarà tantot Barcelona e aquell poch que li resta cobrar, mavorment que après s'es seguit que lo qu. s'au comte de Pallars¹, anant a Barcelona per esser locumt general, que los dits rebelles lo hagen fet, es estat pres en lo camí, per gens del senyor rey e la vila de la Bisbal s'es levada per Sa Magestat, laqual ha combatut lo castell e hant aquell ab les persones que dins staven vassalls del dit rey, entre lesquels ere Don Juan deastre², apres les viles de Castelló d'Empordà e Figueras, que son del Principat en Empordà, no son llevades e misades per Sa Magestat e tambe Ripoll; e axí los de Barcelona se troben molt confuzos, en tal punt que los que no gosaren parlar del senyor rey, de la senyora reyna e del senyor primogenit, parlen ara en llibertat e per ço la dita Senyoria ja té bon recapte en aquesta ciutat; perseguint sa victoria, se entre acostar devers Ampurdà e atony Barcelona e los rebelles axí per mar com

1. Hugo Boyer, Jern II lui avait comblé son comte.

2. D. Juan, comte de Castro.

per term, que vengan les victualles, alés que Barcelona en deul popolar, li sera forrat prest reduhirse a obediencia de Sa Magestat e conixer lur error

E axí ho, li dirá quant al fet de Castella, que les differences que son entre lo rey don Enrich e son frare stan quasi en calma segons que fins aci, e es veritat, que quant se troben cavallers de la una part ab cavallers de la altre se damatiquen en quant poden, pero no gens als pobles dels buns ni als dels altres. La dita Magestat té ah aquels embaxadors, ce es ab lo dit rey Don Enrich mossen Naper, e ab son frare, els cavallers de sa part, mossen Pere Vaqua, les quals axí lo hui com lo altre menen diverses parís e tractes prou avantagoses, en lo qual fin ara contensió alguna no se es presa. Del qu'es farà cort avient lo dit christianissim rey.

Totes les demunt dites coses dirá lo dit embaxador al dit serenissim e christianissim rey de França per que ab correu la prefata Magestat ne podrà plaer, e per quant es dies passats es es periat entre ella rebelles del dit senyor rey, per perseguir son dampnat propont e rebelle, de recorre al duch Johan, queis ampare e favoreisca, e jatan lo dit senyor rey ne crega que lo dit duch ne altre algun princep catholich e christian, veient la grant malvestat e malic a dels dita rebelles vulla ampendre semblant empresa, confia a Nostre Senyor Deus e ab la bona justici que persseguey lo dit senyor rey lo expellira. Empero, per quant lo dit senyor té al dit serenissim e christianissim rey de França, son frare e amic, e lo dit duch es subdit seu lo dit senyor rey ho notifica e lo prega molt carament que si tal cosa sentia ne lo dit duch volia ampendre tal empresa, no prenga, e en cas que ho volgués fet, lo dit serenissim rey proclama contre lo dit duch per totes les vies que necessari seria per forma que tots les princeps de Christians e altres gens conexan que lo dit duch Johan ho fa e ampen contra voluntat del dit christianissim rey e que lo dit christianissim rey ayude e favoreix al dit senyor rey en sos fets, segons que deu esser e de bon amic e frare confia

Expedite in civitate Tortuse, die .xxxvij. juli anno mccccxvj. — Rex Jo.

Domino rex mandavit michi Joanne de Celoma,
prothonotario.

1. Jean de Calabre

Post expeditionem, lo dit capellá mayor preguará affectuosament de la part del dit senyor lo dit christianissim rey de Ffrança vulla fer restituhyr lo loch de Vinça a la muller e fills del noble don Martín Johan de Rocaberti, los quals per lo servey del dit senyor han passat molts dampnatges en aquest temps de rebellió de Cathalas, e pot creure lo dit christianissim rey li seran axí fets com son stats al dit senyor. Datum ut supra

N° 18.

**Instructions de Jean II à messen Andrés Pol, son
ambassadeur auprès du roi de France**

1496, 28 août, Tortosa. — (Arch. de la Cor. de Arag., *Canciel.*, n° 344, f. 78)

Instruccions e memorial de les coses que de part de la Magestat del senyor rey d'Aragó per messen Andreu Pol deven esser dites e explicades al christianissim rey de França, en virtut de les lètres de creença que li aporta.

Primerament, donada a la Senyoria Sua la letra de creença que del dit senyor li aporta, en virtut de aquella, après de les acostumades saluts e recitació de amor et bona voluntat fahedores per part del dit senyor en aquell, per lo millor tall de paraules que porá, li dirá lo prosper stament dels affers del dit senyor ab totes aquelles particularitats qu'ell sab, no oblidantse la confusió en que les de Barcelona e altres rebelles a Sa Magestat se troben, après la mort de don Pedro de Portugal, e les divisions que son entre ells, en causa de la elecció de cap per aquelles fets

Verint a particularitats, li dirá com Sa Magestat es certifiçada com los dits rebelles han elegit lo duch Reyner e lo duch Joan son fill e han tramesa sa embaxada per ferres venir als dos o lo ha d'ells en Cathalunya, per ço que pens Sa Magestat quant aço es desservissi no solament del dit senyor, mes

encara en mateix per los respectes que per son capellá mayor¹ li ha tramés dir, pregantlo vulla ferhi tal provisió qual lo dit senyor confia de Sa Magestat e semblant de la que en semblant cas faria lo dit senyor rey per la persona e estat del dit christianissim rey.

Axi be, li dirá com en dies passats per lo illustre comte de Foix e altres fou mogut al dit senyor matrimoni de la illustre dona Leonor de Aragó, sa filla, ab lo spectable marischal de França, comte de Comenge, e jatsia per los dits comte et altres, movents lo dit matrimoni, li fos offert que, morint lo dit marischal e comte primer de la dita illustre dona Leonor, no solament lo comtat de Comenge li restará en viduytat, mes encara durant la sua vida lo dit senyor, empero per la voluntat que sempre ha tengut en lo dit matrimoni e fou content que, en viduytat tan solament e per seguretat de son dot e augment, tenguéa lo dit comtat, ab percepció empero de tot lo usufruyt e jurisdicció, e perque ara ha entés Sa Magestat que ne encara en viduytat pot tenir lo dit comtat, obstant les coses per lo dit mossen de Monbete dites, pregará affectuosament al dit christianissim rey que vulla perdonar conclusió e d[ar] a diu matrimoni, fer e otregar tala concessió e concessions per seguretat de la dita illustre dona Leonor e de son usufruyt, dot e augment, en tal forma que sia oportunament e ab tota fermetat provehit, axi com es rasonab e, a la indemnitat de la dita illustre sa filla, en laqual cosa no solament se satisfará al degut e acostumat, mes encara al honor dels dits christianissim rey e spectable marischal comte de Comenge.

Despetchades de la ciutat de Tortosa, a .xxij. de agost del any mil cxcclxvj. — Rex Jo

Dominus rex mandavit n[ost]ri Johanne de Colom,
prothonotario.

¹ Allusion à la mission précédente de Frère Bernat de Cardona, le 29 juillet (*Pièce justificative* n° 11).

N° 19.

La duchesse de Bourgogne au Sage Conseil.

1461, 25 décembre, La Mothe. — (Arch. mun. de Barcel., *Carteras Reales*, 1463-1469.)

Conselheiros da cidade de Barcelona, a duquesa de Borgonha vos envio muyto a saudar. Façovos saber que a my foy notifficado que, quando a Deus a prouve levar deste mundo el rey dom Pedro d'Aragom, meu sobrinho, que Deus aja, ell vos leixou com outros por executadores de seu testamento. E por quanto vos devees saber a grande bontade e desejo que eu tenho da ho dita testamento ser acomprido sagundo atençom de dito rey meu sobrinho, que Deus aja, com razom he, e que ora entendy que mossem Ruy Viaz, que foy seu secretario moor, e mossem Diego de Zamboja, que era su guarda roupa, tambem testamentarios estam la, dando ordem como o dito testamento seja acomprido, eu vos rogo como, por contemplaçom minha, vos querrades, com grande diligencia, despachardes os feitos que ao testamento seu pertencem, em maneira que, o mais em breve que ser poder, elle venha a effecto, avendovos por bem recommendados os ditos mossem Ruy Viaz e mossem Diego e os outros Portuguezes criados por dito meu sobrinho que la estam, como cousas minhas, em quissa queihes, nom seja feita alguna semrazon. E em ello me farees muy grande prazer e serviço, que vos muyto agradecerey. E quando vous de my compete alguna cousa que eu possa fazer, por vossos homens fareymos saber e eu com bona vontade ho farey. O santo Spirito vous aja em sua santa guarda. Escripto na Moia a. xxv. de dezembro. Fernando de Lixboa a fez. Ano de lxxj. ISABEL (*paraphe*).

Por a duquesa de Borgonha e de Brehante, etc., aos conselheiros e conselho da cidade de Barcelona.

N° 10.

Les ambassadeurs catalans envoyés à Roué rendent compte au Sage Conseil de leur mission auprès de ce prince.

1488, 27 octobre, Angers. — (Arch. mun. de Barcel., *Cartas Comunes*, años 1488-1489, f° 244.)

Molt magnífica e de gran providencia senyora A xiiiij. del corrent mes la Magestat del senyor rey e lo lluminissim primogenit, congregats ab luy consell e consalties ab aquella, per ço com per la grandissima amor e benignitat de. dit senyor rey son estat eleis en nombre de aquella. arribà xo arnat per la d.ia Magestat tremés en aqueix Principat, contentissim de vostres grans magnificences e le mossenyers de diputats e consells, de ma dequal rebem un plech de lletres dirigit a consalties, loqual desclou, li ram als dits senyor rey e primogenit, e après a la senyora reyna, les lletres a cada d'el a fets, explicant les coses en dites lletres en carrech nos ara dal. Jaquels vos fets certa los foren molt acceptes. E signantment a la d.ia senyora reyna, laqual per se viriat se es offeria tant quant en ella seria, per temps haurà per recomanada aqueixa insigna e util, al benefici de laqual mostra haver grandissima voluntat e voler molt prest visitar aquella en persona. En après, mossenyers, venguent al negoci que promeguem, avisant vostres grans providencias, mengos per altre scriuim als densus dits mossenyers de diputats e consells, lo die propasat que fench diemenge haec tres setmanes, que los embaxadors de la d.ia Magestat tremés al christianissim rey de França portires de aci, e segons lletres de aquella, fets al dit senyor rey, sera fets certa lo dit rey de França, ab deliberació de son consell, ha publicada aliança ab nostre rey e senyor, amich de amich e inimich de inimich ab offeria de valença e soccors contra lo rey Johan, donantse aquell per inimich, publicant començat ab los de aqueix Principat, obediencia a nostre rey e senyor, e guerra als qui son en obediencia del dit rey Johan, e ax, si publicat no es, decontinent se publicara en Rosselló e Sardanya e encara en Lengadoc, com, per lo dit rey de França, deu esser escrit al dit rey Johan, haventlo per inimich, etc.¹

1. Voir chapitre viii, p. 272 et p. 274.

E per ço que les dites feynes venguen a son degut effecte, havem dat orde que lo senyor rey ha tremés home e scrit als dits ambaxadors que obtenguen del dit rey de Ffrança de les coses dessusdites duplicades provisions, jaasie per que pervingua. . e sien promptament publicades e exequades. Speram en Nostre Senyor lo negoci que prosseguim vindrà prosperament, e dias breus diau aquell Principat serà soccoregut de gent d'armes e altres coses al benefic. de aquel necessaries. Nosaltres, mossenyors, per totstemp treballam e treballarem quant mes poreu, les feynes que entre saans tinguim sien desempatxades. Segons dites, crehem en breuadies, Deu mijançant, ho seran. Lo dít senyor rey tremet decontinent lo tresorer de Prohença faça certa gent d'armes en lo dit comdat de Prohença, ultra altres que per altres vies s'en preparen, mes, havem fet lo dit senyor ha scrit a nostre Sanct Pare, al duch de Milan, a les comunes de Genova e de Venecia e en altres parts : e lo dit rey de Ffrança, per semblant, ha scrit als dessus dits, e signantment al duch de Milan e als Genoveses, que per nenguna cosa no fassen guerra en aquell Principat, com elle vulla e enten a fer guerra al dit rey Johan e voler soccorrer al dit nostre rey e senyor, axí com a oncle e persona tan affixa, quant li es Crehem, Deu mijançant, obrará alguna cosa en favor del dit Principat. No havem a present mossenyors, mes a dir, sino que Nostre Senyor Deu sie en protecció e guarda de vostres grans magnificencies e de aqueixa insigne ciutat. Scrita en la ciutat de Eger, a .xxvij de octubre del any Mil.CCL.LXXVIJ

Aprés la data se son avançades en les feynes algunes coses, les quals, mossenyors, son dedahides en la letra de mossenyors de deputats e consell Placius pendre paciència de veure aquella. Clossa a cinq de novembre.

A la ordinació de vostres magnificencies
promptes, los embaxadors del Principat
de Cathalunya tramesos a la Magestad
del senyor rey.

(*Signatures autographes :*) ABAT DE RUFOLL,
AR. DE VILADEMANY et DE
BLANES;
Miquel CARBONA

1 L'écriture montre que la lettre est de la main d'Arnau de Vilademany

N° 21.

**Note diplomatique de Louis XI à la République de Venise,
au sujet de l'entreprise aragonaise**

1466, octobre. - (Bibl. Nat., F. ital. 1529, f. 22.)

Panzer etiam el re avien dicti Venesiani che quelli di Barzelona, quale he el capo de Cathelogna, et così quelli de la liha loro, oltre el payse di Rossiglion et di Sardegna, hanno deliberato et sono contenti di prendere et retinere pro et re in el dicto payse el re de Sicilia, barba germano dil re et pro lero governatore mona. di Calabria, el quale mona de Calabria he deliberato di mettere ad executione la dicta interpresa, andarli in persona, et fare tuto quello che li sarà possibile

Item, la quale materia el re ha forte a core et he deliberato mantenerlo e sostenerlo, cioè li dicti re di Sicilia e mona. de Calabria, in toto quello che li sarà possibile, tanto per la proximità dil parentato, in el quale e. li appartiene, come anche perche el marchese di Pont, primogenito et solo herede dil dicto mona. di Calabria novamente li he alligato di mariagio, al quale ha dato madama Anna, sua figliola primogenita. Per la qual cosa, el prega ben affectuosamente el tanto quanto pò li dicti de Venesia che in queste materie vollano dare tuto el favore, adjuto e conforto che li sarà possibile a li dicti re di Sicilia e mona. de Calabria, circha le cose soprad ale et che non soffrano ne permettano per loro soe agente, amici o alligati achuno male o danno essere facto o portato a li dicti signori re di Sicilia et duca di Calabria circha la dicta interpresa, ne daghano per vie directe o indirecte achuno adjuto, soccorso o favore o conforto al re d'Aragon, ne altri per lui, contra li dicti signori re di Sicilia et mona. di Calabria; e varia che tuti li soi amici faceno el simile. Et quelli che farano al contrario e vorano mantenere et socorre el dicto re d'Aragon o altro per lay contra li dicti re de Sicilia et mona. de Calabria, el re li reputa et voi reputare soi inimici et fare et procedere contra quelli come contra soi proprii inimici.

Item, per queste casone, el re prega ben affectuosamente a dicti de Venesia che si vogliano talmente governare in queste materie ch'el habra casone di tenerli et reputarli sempre mai per soi boni e veri amici et fare per loro et soi facti in modo che cognoscono che li tene et reputa per tali et che habrano casone de lo darsene

Item, più oltra, farano et dirano tuto quello che vede' rano et cognoscerano essere el bene et utile de le dicta materie

N° 22.

Traité d'Egea de las Caballeros

1467, 20 juin, Egea. — (Simancas, Archivo general, *Capitul con Aragon y Navarra*, legajo II, minuta.)

Las infrascriptas cosas son estades apuntadas concordadas, firmadas e juradas entre la serenissima senyora reyna donya Juana d'Aragon, de Navarra e de Sicilia, *etc.*, de la sua part, e la illustrissima senyora princessa donya Leonor, heredera e primogenita de Navarra, condessa de Fox e de Bigorra, *etc.*, hija del serenissimo senyor rey don Johan d'Aragon, de Navarra, de Sicilia, *etc.*; bienavandurament regnant, de la otra, porque, no obstante el tan cercano deudo que hay entre la dicha senyora reyna e lo illustrissimo senyor principe don Fernando, fijo del dicho senyor rey primogenito, heredero de los reynos d'Aragon, de Sicilia, de Valencia e de Mallorcas e de Cerdenya, e de Corcega, del condado de Barcelona, de los ducados de Athenas e de Neopatrie, et encare de los condados de Rossellon e de Serdanya, e la dicha senyora princessa donya Leonor, primogenita del reyno de Navarra e del ducado de Nemos, algunos con mala intencion se esfuerçan poner mal e zizania o suspexiones, segunt el deude de la razon escusades e seguredat de sus animos, de sa delliberada voluntat, quisieron tomar e en aquesta ora toman hermandat, alianza e amicia estrecha, por agora e por siempre jamas, para que sean como

lo son e juran solepneamente, sobre la cruz e sanctos Evange-
lios, manualmente tocados por las dichas senyora reyna e se-
nyora princessa, que son e seran amiga de amiga e enemiga de
enemiga contra todas las personas del mundo, sin excepcion de
persona alguna, para conservacion de sus vidas, honores é
estado, e del dicho principe don Fernando, e affi que la dicha
princessa será en conservar la succession de los dichos reynos
d'Aragon, de Sicilia, de Valencia, de Mallorcas, de Cerdenia e
de Corcega, condado de Barcelona, ducado de Athenas e de
Neopatria, e encara condados de Rossellon e de Serdanya, que
pertenessen al dicho senyor principe don Fernando, del dicho
reyno de Navarra e ducado de Nemòs, para la dicha senyora
princessa, después de los bienaventurados dias del dicho
senyor rey don Johan, padre d'el e d'ella, bienaventuradament
regnant, e assi porque fuessen seguros, juran de lo fazer e de
no fazer lo contrario, directament ni indirecta, antes, si por al-
gunas personas, lo que contra aquesto fuessa, se les viniesse,
lo faran el uno al otro e el otro a uno saber por si mismos o por
personas fiables. En seguredat de los quales cosas e testimonio
mandaron fazer dos semejantes scripturas la una de la otra,
firmadas de sus nombres e selladas con sus sellos e sottoscriptas
de manos del illustre e reverendissimo senyor açobispo de Cara-
goça, fijo del dicho senyor rey, e del venerable obispo de Pam-
plona, de su consejo. Dadas dichas escripturas e juradas fue-
ron las dichas cosas en la villa de Exea de los Cavalleros, a
.xx. dias del mes de junio, en el anyo de la nativitat de Nues-
tro Senyor Dios mcccclxvij.

N° 23.

Etat des châteaux et lieux recouverts par Jean de Calabre

1467 — (Arch. mun. de Barcelone, *Cartas Reales*, año 1467)

Reduits stant monsenyor en Perpenya : Bascara,
Vilademuls,
Calabuig,
Galliners,
Viladesens.

Presos per força : Sant Pere Pescador,
 Sent Mori,
 Lo moli de Sent Mori,
 Pontós,
 Orriols,
 Medinya,
 Borrassa,
 Vilacolum

Reduits de grat : La torre d'en Vern,
 La iglesia e fortaleza de Salra,
 La Bastida,
 Pubol,
 Colomers,
 Coroa,
 Monells,
 Cruylles,
 Madresmanya,
 La Pera,
 Foixa,
 Castell Ampurdà.

(*Addition en marge :*) Après havem haut nova certa com se
 es reduhida la B sbai ab lo castell sans aperar colp de bom-
 barda, e ja es dins mossen de Aymet.

N° 24.

**Liste des officiers de la maison de l'infant
 Jean de Calabre.**

1167, septembre. — (Arch. de la Cor. de Arag. *Cartas Reales*, leg. 133.)

Infantis Johannis :

Cancellarius, Jacobus de Faro;
 Promotor negotiorum, etc., Bernardus de Ponte,
 Expensor, Petrus Blan;

Camerlengus, Petrus de Gurria;
 Majordomus, Franciscus de S^t Clement;
 Camerlengus, Raymundus de Planella;
 Drothonotarius, Bertrandus de Pinos;
 Subprotonotarius, Brunus des Cahues;
 Capellanus major, Ferrer Poncius de Monso;
 Emptor domus, Bernardus Gravel;
 Uxerius armorum, Petrus d'Artes;
 Scriptor porcionis, Galdri de Speiunca;
 Uxerius armorum, Salvator de Boscho;
 Uxerius armorum, Pere Guilelmi Cathalani;
 Supracoqus, Bernardus de Cornilliano;
 Alguatzirius, Ombertus de Fenollars;
 Petitionerius, Galcerandus d'Artigues.

N° 25.

**Jean II à Francis Berenguer, son ambassadeur
 en Angleterre et en Bourgne**

1457, 10 novembre, Castellon-de-Ampurias. (Arch. de la Cor. de Arag.,
Canciel, n° 3412, f° 198.)

Lo Rey.

Amat nostre Vostres letres havem recebut e, aquelles vistes, vos responem com nos vos tenim en molt singular servey la forma e pratica que haveu leugut en los fets aquí occorrens de lesquals veniu carrech. Axi mateix, havem a servey lo avis especificadament, que de totes las coses que occorren nos havieu donat, pregantvos, axi mateix, ho vullau continuar per fernos servey. E, per conducció d'aquests fets, alguns dies ha, vos havem tramés poder bastants, axi de nos com del illustrissimo princip primogenit nostre, pera vos ensemps ab mossen Ugo d'Urries pugau juxta la forma de les instruccions que de nos teniu, fermar jermandat e aliança entre nos el nostre casa d'Aragó e los illustrissimos rey d'Anglaterra e duch de Bur

gunya e segons la antiga aliança que contionament es stada entre nos e nostra casa de Aragó e la casa d'Anglaterra.

E plau a nos que, en la dita aliança e germandat, que s'ha de fermar ab lo dit illustrissimo rey de Anglaterra e su casa, hi entre lo rey de Castilla, sens nomenar nom propi de rey de Castilla, mes absolutament sia nomenat e posat *le rey de Castilla*¹. E, puix compreneu nostra voluntat, obrau, circa la conducció de aqueste fets, ab aquella diligencia e practica que de vos he confiam, per forma que lo dit negoci haja bona conclusió, segons es necessari e desijam. E si, per ventura, per part del illustrissimo rey d'Anglaterra se volra exceptar algun altre rey o senyor, vos, per part nostra, excebireu e hi metreu lo illustrissimo rey don Fernando, rey de Nàpols, nostre carissim nebot. Tots temps, vos pregam siau caut en aquelles coses que hauran respecte a la honor e reputació nostres, e vos referireu a la liga antiga, e seguireu la forma de las instruccions que de nos tenim.

Aqueix orde mateix se ha conservar en la aliança e germandat que faren ab lo illustrissimo duch de Burganya, e par a nos, e a vos ho pregam, encarregam e manam que, en la conducció de aquets fets, apartades totes passions, vos hajau ab lo dit mossen Ugo d'Uries, e ab d'altres treballau ab bona concordia e amor en tots los expedients en aço necessaris, e ab d'altres treballau en la firma e bona conclusió dels negocis.

Les coses que en aquestes parts ocorren son aquestes. Com despuix que lo duch Joan es entrat en lo Ampurdà e alguns castells, que ataven en obediencia nostra, occupa, delibera metres sobre Girona; e axí, ab sa gent, posá cití prop la dita Girona: nos empero en part ques pogués metre artilleria per batre la muralla de mes de quatre trets de balista, avisantavos com tols jorns lo capitá de Girona, ab .LXXX de cavall, que tenia, nit e dia los donava d'amunt del camp eis seu grans dans, ahon, si nos fos entancat de palonchs, nos havem per ferm un nit los hagueren de tot destrocat. E despuix, per soccorrer la dita ciutat, trametem alla lo illustrissimo princep, nostre molt car e molt amat primogenit, ab quant gent d'armes de ca-

1. A cause de la situation délicate qui se posait en Castille entre Henri IV et son frere D. Alfonso, la tactique était, on l'avouera, d'une habileté consommée.

vall e de peu. E ja fent son camí, veient lo dach Johan los grans danas que rebent havia, e ultimadament com los de Gerona, donant sobre el camp, li destrocaren moesen de Met, e s'en portaren presa la major part de la gent del dit moesen de Met, e mataren lo dit moesen de Met, a hun moesen de Laval, con germà del dach Johan, e veient la potència del dit illustríssim princip, se levà del sili e repartí ses gent per guarnicions. La veritat que, entre los danas que reberen per lo capta de Gerona e per les malalties que los gens del dit dach Joan hagueren, prengueren gran disminució. E arribat que fonch lo dit illustríssim princip a Gerona, molt amplament la socorregué, e cobrà tots los castells e places que lo dit dach Joan havia ocupat, encara altres mes, de que les poques gentes que eren restades del dit dach Joan e la major part de aquelles ab salconduyt del dit illustríssim princip s'en tornaren en França. E entre les altres coses la que lo dit illustríssim princip hagué per força d'armes es lo castell de Empuries, loqual es la pus fort plaça que es en Ampurdà, prop la marina, ab son bon port, per hon continuament podem avitellar Gerona e altres parts.

E aquestes coses axi passant, veient que los Aragoneses ab gran virtut havien deliberat fer per ara cincenta de cavall, cc. ginetes e cc. homes d'armes, para que continuament estiguessen en servey nostre, e ja aquells havien tramés, ab lo dit illustríssim princip, e lo regne de Valencia feu tres cents de cavall, cc. ginetes e cc. homes d'armes, para que estiguessen en servey nostre tant com durarà la guerra, e aquest principat nos fa altres trecenta de cavall, cc. ginetes e cent homes d'armes, ultra la gent que nos es venguda de Navarra en companya del compte de Lerin, deliberam en persona anar a visitar lo illustríssim princip, e los dits regnes han deliberat, segons la necessitat requerà, fer mes gentes fins a gastar bona, s'ha e persones. E axi, ab nostres galeres, som venguts aquí, en Ampurdà, abon havem provehit a totes aquelles coses que complen a nostre servey, e havem sabut com lo comte de Armanyac e comte de Valdemont, ab clix lances, entraven per socorrer lo dit dach Joan. E mes, veient lo temps del invèr no comporta campejar abans ja havíem compartides nostres gentes per les guarnicions, e no podem pensar que les gentes del dit comte de Armanyach e de Valdemont se puxen sostenir, tan per la

fratura, que tenen gran, de vitualles, quant per no haver manera de haver lo sou : e fiam en Deu que seran presta anichilats.

E, per quant havem letres com de Castella no es feta ambaxada, ens spera en Tarragona, laqual nos es tramessa per lo rey don Alfonso, arquebisbe de Toledo, mestre de Santiago, ques deya marquès de Villena, e de tota los grans de aquel regne, havem deliberat de partir de aquí e anar a la dita ciutat de Tarragona, leuant lo dit illustrissimo princep en Girona, en companya sua el arcebisbe de Caragoça, nostre fill, n. mestre de Montesa, castella de Amposta, el conte de Lerin, don Joan de Prades, contestable de Aragon, don Luis d'Izar, mossen Rodrigo de Rebolledo e altres grans capitans e gentis, e encara el illustre don Alfonso d'Aragon, el qual, ab bona companya, està en Besalú, a dos legues de Girona, e tota les altres gentis en les villos e lochs que stan prop la dita Girona.

Les coses que les embaxadors de Castella porten son que volen se facen les matrimonis dels dits illustrissimo princep e illustre infantia, nostres molt cara e molt amais fills, ab oferta de ajudarnos ab tot lo poder de Castella, loqual sols per aquesta causa tenen. No han volgut desfer abans tenen totes ses gentis aplegadas, lesquals pera ella, pus stan pacífichs e sens guerra, diex no han mester gentis d'armes, sino per pacificar e ajudar a nos ab tot effecte. E per aço, entonem tantost partir de aci e anar a Tarragona, a donar presta conclusió en los dits fets. E fiam en Nostre Senyor Deu aquells reobran presta e votiva conclusió, per manera que Deu ne sera loat e nostres fets se faran, segons cumple a la gran voluntat que nostres regnes tenen a servirnos e specialmente contra aquestes gentis . e, ab los que speram de Castella, no solament gitarem e confondrem los enemichs, mas speram prest a cobrar les parts e terres a nos rebelles.

Axi mateix, lo illustre princep de Navarra e comte de Foix e lo princep de Viana, son fill, nos han trames embaxada, ab laqual signifiquen tenen totes ses gentis juntes e stan a disposició nostre, suplicantnos los sirigan que entren para entendre en nostre servey, per lesquals coses, precedent la ajuda de Deu, tenim ferma speranza que estes coses reobran presta conclusió en be e servey nostre.

E així, en virtut de la creença a vos e al dit mossen Ugo acomenada en la letra fem al dit illustrissimo rey d'Anglaterra,

communicareuli totes aquestes coses e encare los communica-
reu a tots los altres a quins parrà. Data en lo castell de Empu-
ries a .x. de novembre del any m.cccc.lxviij.

REX JOANNES.

JO. DE SANT JORDI, p.

Post signata, havem hauda nova certa com Normandia s'es
levada contra lo rey de França, per laqual cosa ha tramés per
lo comte de Armanuyach, loqual ab tota sa gent s'en es tornat.

Dat ut supra

JO. DE SANT JORDI.

Al be amat conseller e embasador nostre, maestre Francesch
Berenguer.

N° 26.

Jean II † Edouard IV

1468, 21 octobre, Saragosse. — (Arch. de la Cor de Arag., *Cancell.*, n° 3113, f. v.)

Serenissimo et excellentissimo principi Edoardo, Dei gracia
regi Anglæ, etc, fratri et consanguineo nostro carissimo,
Johannes, eadem gracia rex Aragonum, Navarre, Sicilie, etc,
salutem et prosperum successuum incrementa

Serenissime et excellentissime princeps, frater et consan-
guineus noster carissime Litteras Serenitatis Vestre, nobis
allatas per magnificum virum magistrum Vincentium Climent,
sacre theologie professorem, oratorem vestrum, grato animo
accepimus, ex cujus explicacione atque ex relatibus magnifici
dilecti consilarii coperii et oratoris nostri, Hugonis d'Urries,
militis, optimam voluntatem vestram erga ea, que personam et
status nostri incrementum respiciunt, intelleximus: que, etsi
in Serenitate Vestra res nova non sit, nichilominus fuit nobis
pergratum et quidem nimis; nec secus ab eadem Serenitate
Vestra sperandum putabamus.

Tradidit enim nobis idem orator vester formam certe lige et confederacionis inter vos et nos ineunde, juxta domorum Aragonum et Anglie veteres amicitias, quam acceptavimus, et illam confestim expediri et sigillo nostro sigillari fecimus, et ampliores strictioresque acceptassemus, si is vester orator eam amplorem nobis attulisset. Mittimus quidem per eundem vestrum oratorem utrique nostrum fidelem provisio lige et confederacionis predictae ad nepotem suum generosum, Franciscum Berengarium, adeo ut, cum eam tradiderit consimilem sigillatam et fidem ferentem, illam nobis missurus a Serenitate Vestra, ut par, est accipiat.

Dictum autem oratorem vestrum, nonnullis bonis respectibus, servitium utriusque nostram concernentibus, in presentia retinemus. In curia nostra per aliquot dies remansurum citius, et etiam dicti nostri oratoris literis super hiis et aliis occurrentibus laetorem relatum habitura est Serenitas Vestra, nobis dilectissima, cujus dies et statum felices faciat immortalis Deus. Data in nostra civitate Cesarauguste .xxj. die octobris, anno a Nativitate Domini Millesimo cccc.lxviij. — Rex JOANNES,

Dominus rex mandavit michi Johanni de Coloma, prothotario.

Serenissimo et excellentissimo principi Edoardo, Dei gracia Anglie, etc., regi, fratri et consanguineo nostro carissimo.

N° 27.

Extraits du « livre de memorias » de l'église Saint Jacques de Perpignan¹

I — *Entrée des troupes françaises au secours des Angevins.*

1469, 14 juin [r° 2].

A quatorze de juny del any mil quatre cent sexante e nou, commencaren intrar los Francescos en Rose.ló, en que foren molt mal per alguns locs de Roselló.

1. Voir sur cette source, P. Vidal *Hist. de la ville de Perpignan*, p. 200 note 1.

II. — *Séditions contre les Français.*

1479, 10-18 avril (f° 2).

A deu de abril de. any mill quatre cent e setante e dos fons
pres Jordi Tarrades, bonater de la villa de Perpenya, loqual
menave lo tracte de la rebel·lió dels gentilhomens de Rosello.
Y a .xiiij. del eusd.t. foren rebellats los gentilhomens per lurs
forces. Y après, a cap de temps, fons...¹.

III. — *Émeute et entrée de Jean II à Perpignan.*1472, 25 janvier-1^{er} février (f° 8).

A vint e cinq de gener del any mill quatre cent setante e
tres, los gentilhomens en Louge, y en lo portal de San Marti,
cridaren : Aragó! Aragó! Y al primer de febre[r] del any
sundit, en la miga nit, fora lo portal de Canet, feren grans crits,
dient tots ensemps : Aragó! Aragó! E aquí fons mossen Ber-
nat d'Oms e mossen Samsó, e molts altres gentilhomens. E
trobaren lo portal de Canet hubert; e intraren s'en tots en-
semps, ab lo rey en Johan, dins la vila de Perpenya, y fou
aragonesa. E lo rey posave a casa de mossen Johan Radon;
y la dita vila ere francesa, y los Francesos staven spantats
e molts enmalignats, y en tant prest fou la nova en lo rey de
França.

N° 28.

Instructions de Jean II à l'évêque de Sessa,
son ambassadeur en Italie.1469, 28 décembre, Monzon. — Arch. de la Cor. de Arag., *Cancet.*, n° 3413,
(f° 71 et suiv.)

Instruccions e memorial de les coses que, de part de la Ma-
jestat del senyor rey d'Aragó, de Navarra, de Sicília, etc., lo
reverend bisbe de Sessa, embaxador de la dita Majestat e del

1. La mention est interrompue.

serenissimo rey don Ferrando, nebot e fill molt car d'aquella, deu fer e conduir en Ytalia, segons debaix se conté.

Et *in primis*, com per coses importants al stat de la dita Majestat e del dit serenissimo rey de Sicilia ultra Farum, nebot molt car coma fill d'aquella, lo dit senyor rey haja delibberat enviar al dit serenissimo rey, nebot seu, lo reverend bisbe de Sessa, embaxador, per tant que, per miya d'aquell, pus copiosament la dita Majestat puga comunicar al dit serenissimo rey don Ferrando les coses occorrents, e que, sobre aquelles, se faça mes presta provisió que ne faria scrivintse per letra, e axí, en lo nom de Deu, lo dit reverend bisbe, ab una galea de la dita Majestat, partirá per anar al dit serenissimo rey, li retrá les saluts acostumades e que reire s'deven de pare a fill, en stima del qual la dita Majestat té lo dit rey don Ferrando e lo semblant dirá e farà e dirá als illustres fills del dit senyor rey e a la ilustre duquessa de Calabria, significant e dientlos que la dita Majestat nols ama altrament que si fossen sos propis fills, e que sempre, recordantse d'ells, ne ha grandissima consolació, e ret a Nostre Senyor Deu gracies infinides, per haver aquell consentit a la casa sua d'Aragó una fam ha tan generosa, dotades de totes aquelles felicitats temporals que desijar se puxen en aquesta present vida,

E aprés que lo dit reverend bisbe sera apachat del senyor rey don Ferrando, seguirá son viatge e exequeterá tot ço e quant será ordenat per lo dit rey e conexerá esser expedient al stat comu de la dita Majestat e del dit son nebot e fill.

Arribat que será lo dit reverend bisbe a la presència del dit serenissimo rey don Ferrando, trobant aquell e sos illustres fills e stat en aquella disposició, convalescència e felicitat que la dita Majestat spera e desija, se confera ab lo dit rey e, de part de la Majestat prefata, li referirà la grandissima consolació e plaer que ha haut de sos felices successors, losquals no li son menys grats e acceptes que son aquells de son propi fill. E axí, lo dit senyor rey continuament prega lo Altissimo Deu que sempre conserva lo dit serenissimo nebot, molt car coma fill seu, de be en millor et l. de aquella prosperitat que desija.

Despuix dirá, de part de la dita Majestat, al dit serenissimo rey Don Ferrando, com aquella ab gran displacència ha entes la diferencia ha hauda e ha ab la Sanctitat de Nostre Senyor lo Papa, e que aquella haguera pres e pendria en plor que lo dit

Sant Pare stigüés be ab ell e ab tota la sua casa d'Àragó, tingüés bona intel·ligència axí com han tengut sempre los altres pontífexes ab lo dit senyor rey e ab sos precessors, e que ha haur lo dit senyor consolació grandíssima que lo dit rey, son car nebot e fill, se sia ab la dita Santitat sempre molt justificat, la qual cosa molt comanda lo dit senyor, de part de, qual li dirá e explicarà que axí faça en lo avenirdor e que, de reconciliació, concordia e pau, la qual ne pudent seguir lo dit rey Don Ferrando serà acusat a Deu e al mon, havent ell feta tota operació a fugir guerra.

E per quant tota guerra que lo dit serenissimo Don Ferrando hagués ab la Yglesia, dada occasió a aquell per aliri, no pot esser sino causa de desfavor, dains, despesa e perturbació a les coses sues, per tant lo dit reverend bisbe de Sena, de part de la Majestat del dit senyor rey, li dirá que, si ell ho vol e li plau, que lo dit senyor es content que lo dit bisbe, per part sua o altrament, se interpos a la pacificació e concordia ab la dita Santitat de Nostre Sant Pare, e en aquell cas que al dit rey li placia, lo dit bisbe en nom de la dita Majestat e coma embaxador de aquella farà tot, ço es quant per lo dit rey Don Ferrando serà ordenat.

E encare, si en Sena o Florença o Milà o en qualsevol altra part, o dit serenissimo rey Don Ferrando volrà usar de la obra del dit reverend bisbe en son servey, coma embaxador de la dita Majestat, vol aquella que, en virtut de les lletres de creença que s'en porta, farà tot lo que per lo dit rey li serà comés, per son servey e stat, no altrament que faria per lo senyor rey.

E si a la concordia de la Santitat ja dita ab lo serenissimo rey de Sicilia deça Farera lo dit rey vol operar e usar en virtut de les instruccions que lo dit reverend bisbe s'en porta, la Excellencia del dit senyor rey es contenta e li plau ho faça axí lo dit bisbe com voldrà lo dit rey Don Ferrando, promettent, per part de Sa Senyoria, aquella seguretat e altres coses que lo dit rey dirá al dit bisbe vol se facen.

E si altra operació porà en alguna manera, per conservació e be del stat del dit serenissimo rey Don Ferrando, fer lo dit senyor rey, ço es en pacificacions o concordia del dit rey don Ferrando, e lliga ab la prefata Majestat o en aço, donará tot a aquella obra que li sera possible, com crega la dita Majestat

esser gran servey de Nostre Senyor Deu, benefici e honor de les dites parts, maxime en aquesta disposició de temps, que tots los prínceps e christianitat stan en guerra o moviment d'aquella. Vohint semblant disposició, com aquest capítol que té lo dit bisbe, avisará a dita Majestat de les practiques que per ell seran mogudes, e, essent necessari, li sera tramés poder per fer la dita seguretat, vista les condicions que demanara, li dirá lo dit reverend bisbe que Sa Majestat es sempre presta e de bona voluntat ho farà ab tots sos regnes, galees e altres possibilitats sues, axí com faria per son stat propi.

Preterea, li agraciará de la diligencia ha continuament usat en donar avis a la profeta Majestat de tots sos successors, dient al dit serenissimo rey que per consolació del dit senyor, faça lo semblant d'aquí avant. E lo dit reverend bisbe, de part del dit senyor, dará noticia al dit serenissimo rey, nebot e fill seu, de les occurrences sues e de sus regnes de les parts deya, començant del serenissimo rey de Sicilia ultra Farum, primogenit del dit senyor, depuys lo matrimoni de aquell fet ab la illustrissima princesa de Castella, e com se es començat, per part de la Excellencia del dit senyor, a fer diligencia e continua us per lo avenir, que es coses d'Espanya hagen a passar ab tranquil·litat e sens tumult algú, de que es bona sperança que, per lo dit serenissimo rey, nebot seu, se farà tota demostració a fer entendre al illustrissimo rey de Castella, nebot de la dita Majestat, e a altres, que lo dit serenissimo rey de Sicilia ultra Farum non es princep scandalós, mas que vol haver al dit serenissimo rey de Castella reverencia e obediencia filial, com, per letr e embaxador, li ha fet entendre, de la qual ha hant resposta be graciosa, segons per original de la letra pora veure lo dit serenissimo rey don Ferrando, loqual s'en porta lo dit reverend bisbe.

La Majestat del dit senyor, considerant la lla e intelligencia novament feta per lo cardinal Albiense¹ entre lo dit illustrissimo rey don Enrich de Castella e lo duch Heymer contra los regnes del dit senyor, de laqual lla aquell ha hagut noticia per mossen Joan Navelerico, secretari del dit rey don Ferrando, son nebot e fill, poria esser grand causa de portar les coses d'Espanya en turbació, e encara dels altres regnes del dit

1. Jean Jouffroy, cardinal d'Albi.

senyors, volí per ço aquell que lo dit reverend bisbe ne haja conferència ab lo dit rey son nebot, que es prudentíssimo dientli vulla fer, sobre açò, algun bon penament, per obviar als scandols ne porien per ventura seguir.

Ninguna major perturbació pot ésser donada a les coses d'Espanya que la guerra que la Majestat prefata ha en Cathalunya, perquè, quant en sos regnes hagüés pau, es cert que les fets de Castella yran ab major felicitat del dit senyor rey de Sicilia ultra Parum, primogenit del dit senyor rey, e per favor del regne damunt dit e per la sequela gran ha en Castella, ultra lo parentesch¹. En tal concóia que, com lo repos dels regnes de la dita Majestat serà en tota manera de la tranquil·litat en Spanya, e así duple lo dit senyor la guerra en Castella no donas causa de novel moviment en Spanya, majorment quant fou la dita Majestat de sos enemics, lo que Deu no permete, ou algun motomes opres, e así seria ruina del estat del dit primogenit en Spanya, del estat del dit senyor en Cathalunya e en aquesta sos regnes; e per ço, per obviar a aquesta perille qui porien per ventura decorrer, lo dit reverend bisbe de Besca, embaxador, dirà per part de la Excel·lencia del dit senyor rey al dit sereníssimo rey, son nebot molt car coma fill, que ningun major subordi, subrecció, favor e ajuda potne sperar haver, en loqual conia farsa prest e gran, per defensio del estat del dit senyor e del Illustríssimo rey de Sicilia, primogenit seu, e per lo seu interés propi, *per ésser lo duch Joan comte d'arménia e intrasar, art d'aquestes regnes com dels seus*. E si, en lo present, no ha hant lo dit senyor d'ell aquell prompte e expedit subordi que desjava lo dit senyor rey ha aquell per acusat, per que la necessitat no era tan gran com al present, e encara perquè crea que no ha ziancat, fins per les noves de Ytalia e per lo perill en lo qual sab la prefata Majestat que es estàda sempre promptíssima al soccors d'aquella². E per ço, havent lo estat del dit sereníssimo rey don Ferrande per assegurat e prospero, per la gran e benaventurada victoria seguida a la fi d'agost, e sabent encara, per causa de la guerra, ésser lo dit senyor rey exangat e fet molt impotent de diners, loquale son precipuament *los interis de la guerra*, pregarà per ço e

1. La maison de l'empereur le Fadrigue.

2. Jean II rappelle discrètement à Ferdinand les secours qu'il lui a fournis contre les Angevins au début du règne.

confortará, per part del dit senyor rey, lo dit reverend bisbe al dit rey don Ferrando, que vulla ab effecte, aquesta primavera, provehir de la armada de la mar e dels cent homens d'armes o major nombre, ab un cap bo, segons per letres es stat offert al dit senyor rey e a sos regnes.

Dirá encare lo dit serenissimo rey que ab favor de la armada e homens d'armes damunt dita, ab los altres subsidis que spera haver lo dit senyor rey de sos regnes, confia en la gracia del Omnipotent Deu no solament salvar son stat e obviar als perills emergents de aquella e al dit illustrissimo son primogenit, mas encara recobrar lo que li es stat ocupat, de ques seguirá al dit serenissimo rey don Ferrando gran gloria, e lo dit senyor rey e son primogenit e sos regnes lin restaran en gran obligació.

E quant lo dit serenissimo rey, ab lo dit subsidi que daría de naua e gent li parega trametre hu de sos fills, sis vol, lo pus petit, com ha fet en subsidi dels Florentins, seria cosa molt cara e agradable al dit senyor rey son oncle, e major favor de la empresa.

Dirá mes lo dit reverend bisbe al dit serenissimo rey don Ferrando, per part del dit senyor rey, que la dita armada farà favor gran a la empresa en oprimir los rebelles a Sa Majestat e obviar no hagen virtualles, sens les quals Barcelona no pot durar en rebellió, e encare per que la armada de Barcelona no podrà exir defora, com avant, per la mar; no havent resistencia, faria dan infinit als subdits del dit senyor: seria causa de no poder reformir de virtualles los Valencians e Mallorquins e les altres terres de alarma, quin stan ab gran carestia, per la sterilitat han hauda aquest any.

E per tant en aquesta primavera penge tot lo stat del dit senyor rey, per part de la Excellencia del qual, lo dit reverend bisbe e ambaixador sollicitará lo dit serenissimo rey don Ferrando en fer subita e celera provisió del soccors demunt dit, lo qual, differintse en largues, no vendria a temps, e lo dit senyor rey no hauria necessari, e anant los fets de Sa Senyoria en sinistra, ab aquella favor nos porian repnrar, mes, si si dona principi e subsidi del dit serenissimo rey don Ferrando e lo soccors de Sa Majestat junt e ensemps, creu firmament la dita Majestat serà tant fort que los enemichs no poran aoure, o foragitar los han de tot.

Si lo rey de França se levaa del favor del duch Joan, de continent recobrarla to dit senyor tota Catalunya. No li van sen, per obrir als perills, dels quals lo dit bisbe es avisat, ha fet pensament lo dit senyor rey cercar fer intelligencia ab los Anglesos e duch de Borgunya, segons moles vegades es estat avisat e certifficat lo dit rey, son nebot e fill. E, per miya, sen delibera per ço ho Majestat enviar subitament una embaxada ligua. E per ço fa a instancia lo dit embaxador a lo dit serenissimo rey vulla senura al bisbe d'Andm. h., essent parent, que vulla trametre un altre, loqual hay a tractar ensems ab lo de. dit senyor de la dita intelligencia. E si lo duch de Borgunya no vengues atendre a la dita intelligencia, facen llir poder ab lo dit duch que lo dit rey de França demasta de la ajuda del duc Joan.

Informada es la Majestat del dit senyor rey e sab com lo rey de França ha gran cura en provehir no sua ofensa dels Savohins e ques té per dit externe en segur, per la intelligencia que té ab lo duch de Milà, lo qual ofen los Savohins, quant Ph ilippo Monsignor¹ fa novitat contra lo rey de França, e lo dit duch mal pots offendre a Savoya, sino hagués sperança en la lliga que té al lo dit serenissimo rey don Ferrando e dels Florentins, lo defensen dels Venecians, coligats dels dits Savohins: don creu lo dit senyor rey que, si lo dit senyor rey don Ferrando conduya que la sua lliga de Ytalia tremetés ambaxada al rey de França a persuadir e confortar lo no leva del dan del dit senyor, favor del duch Joan e força, lo dit rey de França ho faria per lo interès seu, per respecte dels Savohins damnats, e haura justa excusació per respecte de la dita lliga de Ytalia, levarse de aquesta empresa, loqual veient esser de condició de no poder la obtenir e de haverne dan e vergonya, *marime* essent a la dita Majestat adjunt la favor del parentesch d'Espanya, per loqual pot rebre notal ofensa per la Senna e per Navarra, loqual es al present en obediencia de Sa Majestat. No re aço lo dit embaxador haura conferència ab lo dit serenissimo rey don Ferrando, a consell del qual remet la dita Majestat conclusió de aquesta materia e de les altres, en la forma ja dita.

E si los Florentins no valen, a instancia del dit sereniss-

1. Philippe de Savoie, comte de Bressan.

simo rey, tremetra per la dita rahó sos embaxadors, en aquell cas lo dit rey e lo dach de Mila lo trameten, o a soles, lo dit duch no veient esser expedient la anada de son embaxador.

Al qua. duch, per la dita rahó e per visitar-lo per part de la Majestat Sua, vol aquella que lo dit embaxador se conferexca, consultatho, pero, lo dit rey, son nebot e fill, e dientli quant per aquell sera ordenat sobre la dita materia. Hon, si fos determinació de trametra al dit rey de França, en nom de la liga o de part de alguns dels damunt dits, com es dit, e no podentse obtenir que aquell desistas liberament del dan del dit senyor e favor del duch Joan, seria vist al dit senyor rey li fer instancia de fer treva ab aquell per algun temps, que la dita treva se faça ab major auctoritat e reputació. lo dit reverend bisbe e ambaxador avisará la Majestat del dit senyor rey ab correu volant, de les condicions e pactes que haurá practicat e apuntat ab lo dit rey de França.

Entés que haura lo dit reverend bisbe e embaxador sobre lo del rey de França, de conclusió de pau o treva o rompiment de aquella, par a la dita Majestat seria bo lo dit embaxador se conferis ab lo serenissimo don Enrich, rey de Castella, e altres senyors d'Espanya, per part del dit serenissimo rey don Ferrando e ab procura, com dessus es dit. E podentse en bona manera, per lo propiit rey, ferse venir les embaxades de la liga, seria bo, perque se entengués, no solament del dit rey don Ferrando, mes encara de tots sos adherents, fossen les coses de la dita Majestat favorides.

Ha comés lo dit senyor rey, per ses lletres al spectable viarey en Sicilia¹ anas en Ytalia al dit serenissimo rey don Ferrando, al qual degué conferir de aquestas coses, que son contengudes en les instruccions que li ha trameses². E perque crea lo dit senyor que lo dit visrey no hi sie anat, vol e ordona per tant que lo dit reverend embaxador, ab lo dit rey don Ferrando e en cort romana, faça tot ço e quant en les instruccions demunt dites se conté, que ha aguardit al dit illustrissimo rey, nebot e fill de Sa Majestat, ja dessus es feta menció, lo que ha aguart en cort romana, segons se conté en les capitols de instruccions davall scríta.

1. D. Lope Ximenes d'Urrea.

2. Arch. de la Cor. de Arag., *Cancell.* n° 5413, f° 52 et suiv. (Vendrell, 5 septembre 1492.)

Explicaré encara mes lo dit reverend embajador, per part de la Majestat aspedida al ilustríssimo rey, son cas nebot coma fill, quant deslucça se es negu da per lo parent e poria seguir pus anant, per no poder haver obtingut del Sant Pare la dispensació del *matrimonium* del dit sereníssimo rey de Sicília della baruna fill primogenit del dit senyor rey, ab la sereníssima princesa de Castília, ab la qual es tercer grau la qual dispensació no solament aquelles de casa reyal, mas a persones de íntima condició se es sempre usat atorgar per los Sumos Pontífices, e a moltes persones se ha consentida de Decretet, lo qual en aquest cas ha consentida per lo ilustríssimo rey de Portugal nebot del dit rey; e per lo rey de Sicília, primogenit seu, en especial e en general lo ha denegat, no contrariant que moltes e moltes vegades loy haja demanada, ab gran instancia, e fets demanar per miya de molts cardenals. E de nou, depuy que es confirmat lo dit matrimoni, ha comés lo dit senyor lo semblant demanar e instar la dita dispensació al dit reverend embajador al dit Sant Pare, e denegantla placia al dit ilustríssimo rey don Ferrando fer intervenir los embajadors de la lliga, per major acusació de la dita Majestat. Es, serà vist al dit ilustríssimo rey don Ferrando que, per obtenir la dita dispensació, se facen altres provisions, lo dit reverend embajador farà quant per aquell serà ordenat.

Per part de la dita Majestat, lo dit embajador saludará lo illustre duch de Calabria son cas nebot coma fill, confortant e pregant per part de aquella vella sollicitar lo dit sereníssimo rey son pare a fer les oportunes provisions demunt dites, favorable al estat de la dita Majestat e regnes seus dels quals dependeix la tranquil·tat del llur regne de Nàpols.

E dirá al dit duch que lo dit senyor rey es content complaure a micer Antonin Garza, son secretari, de tot lo que demana e que lo dit senyor puixa fer ab honor sua. E quant al ofici de la guarda de la plaça de Carthó de Valencia, per que preten haver rahó que lo dit senyor ha comés la cosa a son regent la cancelleria, micer Berthomieu de Vera, doctor en leys, e serà compollet Guillem Olivera qui té lo dit ofici que demostra ses rahons, vistes les quals, si lo dit secretari per esuer complagut, sera fet, sino sempre los acordara ensemps la dita Majestat. Quant als dos officis de scriva de manament e credencer de la taula del postgo de la dita ciutat de Valencia, si es estat de aquella

indebitament despullat, es lo dit senyor content subitament ferliohi restituir, e es estat comés al dit micer Veri, e que habrá lo posesavori, e als trobará indebitament lo dit secretari esser despullat, la Majestat del dit senyor rey es contenta subito ferla en possessió restituir. E com lo dit secretari no pogués esser complagut ne obtenir per justícia e rahó lo demundit, per contemplació del dit duch sera content lo dit senyor rey en compensació convenient dels dita offices darlin algun a tre e así ho dirá lo dit reverend bisbe, embaxador, de sa part als dita duchs e secretari seu.

La Majestat del dit senyor rey es stata avisada que en aquest estu passat es estat en Espanya lo Cardinal Albiensis¹, e ha conclós una liga del duch Joan, enemich del dit senyor ab alguna senyora de Espanya, a desolació del stat de la Sa Majestade de nos regnes, e, per obtenir la dita liga promés que, en lo mes de octubre proppassat, faria entrar en dan del dit senyor rey en lo seu principat de Cathalunya .cccc. lances de Francosos, axi com, de fet, per obra sua, son intrades. Lo dit senyor rey es de aço molt marvellat, considerant que, al los reverendissimos cardenals de Roma acostumaven esser legats apostolichs e treballaven en metre pau e repos entre los princeps de Christians e no daven causa de mes guerra, e aço es mes envidós e grave a la Majestat prefata que *sols umbra del Sant Pare* les tals coses se facen e sia donada desfavor a tols les coses del dit senyor rey, essent Sa Beatitude en liga ab lo dit duch Joan e a aquell propici e favorable en totes ses excorrents e a los de la dita Majestat duro e inflexible, e, puy per ell lo dit Cardinal Albiensis s'a anat a tractar en benefici del duch Joan, semblant liga dona causa certa en creure lo dit senyor rey, per esser cardenal, que en concluir la dita liga no ha procehit sene sabuda e consciencia de Sa Beatitude, e aço scrit en Espanya lo dit senyor rey haver persuadit al serenissimo rey de Castella, don Enrich, neho seu e altres princeps per laqual rahó vol la dita Majestat que lo dit reverend embaxador *no faça quarella al dit Sant Pare*, dient e suplicant Sa Santetat se digne en fer demostració effectual als demundits princeps que les dites coses no son prohibides de sa consciencia o esserli desplagut tal cosa, e fahentho altrament, la dita Santetat farà la acusa

1. Jean Jouffroy, cardinal d'Albi

deguda per part del dit senyor rey a aquella, notificantli que aquell farà totes les provisions possibles per conservacio de son estat e honor de sa corona.

Visitarà per semblant e saludarà per part del dit senyor lo reverendissimo cardinal de S. Juan, lo qual sempre lo dit senyor ha conagut e tenut per bon amic e totes ses occorrencies e a sa reverend Paternitat haurà conferencia de les coses del dit senyor rey dientli per un part com sa senyoria ha molta confidencia en sa reverend Paternitat e usará de son consell e ajuda, e trobantse alguna cosa en sa favor dirá a la dita Santedat e farà quant per lo dit reverendissimo cardinal serà ordenat, loqual lo dit senyor rey ama de bon cor, e a aquella dirá e pregará e exortará no oblidar no postpore la cura de les coses del dit senyor rey e del serenissimo rey de Sicília primogenit seu, loqual es la intenció de la Majestat Sua quel llonga e estimo en reputació de pare e protector en cort romana.

Així mateix, lo dit embaixador significarà a la Santedat del Sant Pare la conclusió e consumació del matrimoni del dit illustrissim senyor rey de Sicília e príncep de Castella, ab la illustrissima dona Ysabel, princesa de Castella, dient a sa Santedat quant es cosa de la qual se spera segu e grandissimo provech a nostre senyor, or Deu e benefici e repos a tota Espanya, e quant les mees dels magnats de Castella e tots los pobles de aquella, desuyants reynos e tranquilitat, ne sean contents e alegres, e que jalsin la Santedat Sua haja fins aci differit atorgar la dispensació als dits illustrissims rey e princeps (de la qual cosa se ha presa nolta admiració, com les semblants dispensacions no solament a reys e princeps, mes a persones de indigna condició son acostumades atorgar per la Sede apostolica, quant mes a la casa de Arago, de qui la dita Sede apostolica ha rebut prou honors benefici e serveys), empero no pot creure lo dit senyor que mes haja n d'florar la concessió de aquella, majorment que per la Santedat son prouets als ministrers de sa Majestat residents en cort romana, que fahen se lo dit matrimoni, de continer atorgar la dispensació predicta. Per ço lo dit reverend lloch supplicarà ab molta instancia la prefata Santedat se digni atorgar la dita dispensació, car lo contrari

1. Cette phrase est tres précieuse pour juger de l'attitude prise par le Saint-Siège dans la question du mariage des rois catholiques.

cosa seria molt separada del ofici de Sant Pare, salva la reverència de Sa Beatitude, de laqual jamés se poria creure tal cosa. E axí lo dit embaixador, per totes les vies possibles, treballarà, instarà e sollicitarà aquest fei com la precipua causa de la anada sua sia aquesta : e per ço usará y de totes aquelles rahons e persuasions que li serà vist puxen conferir al benefici del negoci.

Mesavant, suplicarà ab molta instancia la dita Santetat que ymitant los vestigis de Nostre Senyor se digne perdonar e indulgir al spectable mossen Pierres de Perata, conestable de Navarra, e a tots aquells qui foren participants en la mort del bisbe de Pamplona, qui Deus haja, e manar sin totalment desistir del procés e instancia que per la dita rahó se fa contra ells, puix, com ja la prefata Majestat li ha scrit, gran causa ne fonch donada per lo dit bisbe al dit conestable e als qui perpetraren la dita mort, los quals no auaven ab deliberació de matarlo, sino solament pendrel, sino per que ell se mes en defensió e arrenca una coltellana entre los dita qui l mataren dient a ellos : muerau los traydores! ço que els doná gran causa a fer lo que feren. E per tant en obtenir açó, lo dit reverent embaxador farà extrem de poder, ajudantes de la intervenció e intercessions de tots aquella cardenals e persones que conexera en açó li puxen ajudar.

Noresmenys, lo dit reverend bisbe dirà a la Santetat prefata que, en dies passats, lo illustre don Alfonso de Aragó, son fill, atencas les guerres eren en Castella, de les quals, segons lo principi de aquelles se speraven seguir grandissimos inconvenients e mals irreparables, per evitar losquals fu content renunciar e fer renuncia lo masserat de Calatrava, e per causa de la dita renunciació li fu offerta donar e pagar cascun any, sota grans penes, certa quantitat per la sustentació sua e de senyat, segons appar per lo instrument o bulla apostol ca de la dita renunciació e assignació, de la qual lo dit reverend bisbe s'en porta autentica copia, perque de aquella faça ocular ostensió a la Santetat prefata, la qual suplicarà ab gran instancia, de part de la Majestat del dit senyor, se digne per ses bulles e rescrits prohibir e manar ab penes e forta censures ecclesiasticas, que no solament doravant sia pagada la dita annua quantitat assignada al dit illustre don Alfonso de Arago, mes encara totes les quantitats degudes fins ací de tots los anys que de la hora en ça son

passats, ensemps ab les penes en que les contrasenhents seran incorreguts, e si be en aço la Santetat prefata farà com justa e conforma a la raho, noresmentis lo dit senyor ley reputarà a singular gracia. En pera, advertiexca lo dit reverend bisbe que les bulles e rescrits apostolicis que de aço se obtindran sien axi causulats e fets que no sia mester sobre aço recorrerse mes a Sa Beatitude, puix appar evidentment lo prejudici fet al dit illustre don Alfonso, lo qual Sa Beatitude no deu passar sols dissimulació, inajorment puix la causa per que feu la dita renunc ació del maendrat fou tal que a tot vicari de Jhesu Christ deu esser grata e accepta.

Itens, será recordant, lo dit reverend bisbe de Nessa de suplicar ab moltissima instancia a la Santetat predicta que puix en los dos o tres creacions de cardenals novament fets, sa Beatitude no ha feta menció alguna de la dita Majestat, axi com ha fet de altres reys e prínceps, que no fora tanta rahó recordar-men com del, alés inajorment que cardenal algu noy ha de present que ni sia fet a suplicació del senyor rey don Alfonso son frare, de immortal memoria, ni de Sa Alteza, (Carlo de Valencia es des ant quar per lo papa Calixto, son oncle, foren fets), no vulla oblidar en la primera creacion que farà al reverend arquebisbe de Monreal¹ per lo qual de tant temps en çà n'és supplicada Sa Santetat e li ha ofert no oblidario en la primera creació fahedora, car creure pot la dita Santetat, non fa tant lo dit senyor per respecte del dit arquebisbe (si be lo mereixia suffieientia e serveya de aquell) quant ho fa per la reputació e honor de Sa Majestat e per que nos haja a dir que tots los altres reys e prínceps de Christians han en aço exau-dició del dit Sant Padre e que non ha lo dit senyor, mactarse no tenint atgun cardenal subdit seu fet a suplicació sua. Supplicara per tant lo dit reverend bisbe a la prefata Santetat ab la major instancia que podrà, se digne promover al capell lo dit reverend arquebisbe de Monreal e no algun altre, e que sens dubte lo dit senyor sentirà gran obligació a Sa Beatitude axi com lo contrari li seria mes que molestissimo e tant que la paciencia no seria tollerable.

Encara mes, de par de la Majestat del dit senyor rey, supplicarà nostre Sant Pare que, attonent que lo venerable micer

1. Ausias Desprig

Gaspar Xativar, conseller seu, fou provehit per autoritat apostòlica de la abadia de Sanct Feliu de Girona l'any .LX per mort de qui la possehia, e apres por micer Hernat Rovira lonch atat l'any .LXII estant en Barcelona lo dit micer Xativar pres per servey del dit senyor rey per los rebelles a Sa Excel·lencia e per esser apullat de tots sos bens e rendes, ab la procuració pogué trametre lo que era necessari per defensió de sa justícia, lo dit Rovira obtingué sentencias contra ell ab tot, fin fos reduida Barcelona a la obediencia de Sa Majestat, e no obstant lo pacte per la indefensió del dit micer Xativar, obtengué altres sentencias que puix lo dit Rovira es mort, supplicaa per part del dit senyor Sa Beantut es digne subrogar e de non provehir del dit abbadat lo dit micer Xativar, per no haver de nou altre adversari. E que lo dit senyor rey hauria entès ab molta admiració que, per mort del dit Rovira, Sa Santidad, a suplicació del duch Joan, hauria provehit de la dita abadia a un Francés. Per ço *Item* supplicarà Sa Santidad a tala acton ne vulla donar loch, e perque conega la justícia de aquest Xativar, quanta es ben sa Beantut, no volgues revocar la provisió feta al Francés a suplicació del dit duch Johan e subrogar, a suplicació de Sa Majestat, lo dit micer Xativar, lo suplicarà faça veure lo regstre al cardenal de Sant Angel e al bisbe de Tarragona e per *reservatis expensis usque in fine attento quod est mortuus et obtinuit ipso Gasparde Xativar stante capto et omnibus bonis spoliato, servitio existente suo* E si conaxera la justícia esser de aquest, *simpliciter et de plano sola facti veritate, inspecta justitia, faciat expeditum, quod ad singularem gratiam Sanctissimæ sue reputabilis Majestatis prefata.*

Item, per quant la Magestat del dit senyor rey porta singular affectió e amor al venerab e pare en Christ don Francisco, bisbe de Mallorca, conseller e procurador seu, tant per los bons e agradables serveys que de Sa Paternitat e dels seus de lonch temps ença ha reebuts e reeb de present, quant per sos meritis e virtuts, e com desja apartario de tota manera de litigs e pleis, per tal que ab queta pensa puixa entendre al servey de Deu e de Sa Majestat, haja entès no sens gran admiració que, essent lo dit bisbe provehit per la Santidad de nostre Sanct Pare del benefici de la obreria de Caragoça graciosament a suplicació sua e havent despachat les bulles e pagut la vagant

a la cambra apostolica e prosa la possessió pacífica de aquella ab grans despeses de correus e altres carresnes, se sia trobat proveint així mateix de la dita obreria han altre apelat micer Jean de Sanguessa, prior de Santa Maria del Pilar de Caragoça, huyt orns après de la data de la sua provisió ab color de carta conficta e subrepticia *subrogatio sub prefatu* que al temps que lo beneficiu vagua, per mort de micer Domingo Bonet, en litigios entre ell e lo dit micer Joan de Sanguessa, loqual any no passa així en veritat, com lo dit micer Domingo hagués tengut e possehit per mes de xvj anys lo dit beneficiu pacíficament e si algun litigi hagués aquei fouch sobre certa pensió, de laqual après se concordaren, no obstant, ab aquesta lletre subrepticament extorqui de la sua santedat la sua provisió, ab laqual li mogué plot en cort romana, devant micer Gaspar de Tolome, auditor de rota o de ço lo despalia per miya de la cort del justicia de Arago *ille pendente temere attemptando* en menyspreu de la jurisdicció ecclesiastica e contra tot orde de dret e no poch dar e injuria del dit bisbe, loqual lavors estant en cort hagué sobre aro recorri a la prefata honoria, laqual per comissio sua, feta al dit auditor de rota, que, obmesa la causa del negoci principal, se procedis en lo negoci del spoli e dels attentats loqual, oydes les parts a ple cum *curatibus vicariis conditoris sacrum* donà sentència revocatoria del dit spoli e attentats en favor del dit bisbe e contra lo dit Johan de Sanguessa, per part delqual, segons mostra après, se es delargada comissio relevant en favor seu ab importunitat e menys veres informacions, per laqual la sentència donada en favor del dit bisbe es stata frustrada de effecte, pu x se manà procedir sobre l principal, obmesa la causa dels dita attentats e spoli, laqual cosa contra rahó e orde de dret e de justicia *criminali de jure apellatus ante omnes ad restituendus*. E ultra aço, hauria entès la prefata Majestat se faria gran instancia per part del dit Joan de Sanguessa per fer corregir la sua bulla subrepticia que ulla han dit *ille introducia digna ille non introducia*, per toire la subrepció de aquella e levar lo beneficiu al bisbe. Lenquales coses son molt injustes e de mal exemple. E sah la Majestat cum que no proceïssen de la ment de la prefata santedat sapial en justissim e alorria les semblants coses. E per ço, volent obviar coma pare espiritual a semblants inconvenients e scandols, e consellar a la utilitat de les parts, quant lo

bisbe vingué de la banda d'ençà, scrivi la Santetat sua un breu li sia presentat e la Majestat del senyor rey li haja fet imposar lo castella, le Amposia e la justícia de Arago, e sien stades offeries justes e honestes condicions e concordia, per part de dit bisbe, tanta es estada la duricia e presumptió del adversari que no han volgut fer res, en gran menyspreu de Sa Santetat e de la prefata Majestat, de laqual cosa la prefata Santetat deu mostrar sentiment e donarli noticia de son error, puix es ecclesiastic, axí com creu ho farà, procedint en aço en dues maneres. la primera que mane revocar la comissió del dit Joan de Sanguesa adversari e procedir sobre la causa dels attentats e apoli a confirmació o informació de la primera sentència e en favor del dit bisbe, donada segons que es de justicia e raó, e no li pot ni li deu esser denegada; e la segona es que la Santetat sua mane al auditor per sa comissió que si li constarà lo benefici no esser estat litigiós al temps de la mort del dit micer Domingo, predecessor del dit bisbe, revoque la provisió del adversari, evocant la causa, estinguint la lita e imposant lo silenci perpetue e declarant a intenció sua esser stada e esser de haver provehit del benefici al dit bisbe e no al altre, axí com de parau a moltes vegades li ha offert, segons que de justicia e raó ho deu, car no es de creure que la Santetat sua haja volgut de hum benefici provehir a dos, majorment puix lo dit bisbe en primer en dita e ha fetes les despeses dels correus de les bulles e de la vagant, e es estat despuliat de sa pacífica possessió, donant molta raó de si mateix, ab gran obediencia de sos manaments, e lo adversari en darrer en dita, ha extorquut la provisió subrepticciament de la Sua Santetat e no ha fetes despeses de correus ni pagat la vagant, *et quod gravior est fuit actor et spoliator et hancum recursum ad forum vultum*, per loqual mereix esser punit e privat del dret, si algun n'hi ha. E quant se vulla que aquestes coses parocen de justicia e sia certa la Majestat real que la prefata Santetat de nostre Sant Pare ex officio suo les manara desempachar e provehir promplament, tant per lo deute de justicia, a la qual com vicari de Deu es tengut e obligat, quant per esser lo bisbe mereixedor de aquesta e major gracia de la Sua Santetat, quant encara per que restant en el lo benefici sera restaurat lo la ruina e destrucció en que huy sta, no menys en la prefata Majestat ho reputarà a singular gracia a la Sua Santetat, e axí per part sua lo dit reve-

rend bisbe de Nèssa, en virtut de la creença, ho exposarà e suplicarà humilment a la Sua Santedat, demanantli de special gracia se digue exonerat a questa tant justa supplicacio sua sola, en persona benmerita de la Sua Benlitud e de la prefata Majestat, laqual té aço per molt a cor per los respectes e causes anbes dites e del que fet haurà i farà avis per ses lletres.

Item, lo dit bisbe de Nèssa comunicarà lo present capítol als reverendíssims pares en Christ los cardenals v. n. canceller de Sant March e de Thamo e de Pava e als venerables bisbes de Tarragona e de Urbino, referendaris de nostre Sant Pare, arquebisbe de Morra e a Joan Baptista e altres que vist li sera, preguntant carissimament, en comu hi en particular, vullen pendre aquesta cosa per sua e procuració lo degut efecte, com sia cosa que la pre'ata Majestat la té molt a cor e la haura de a memoria en su casa e loch, a qualsevulla que la dampnirà.

Item, suplicarà mes avant humilment lo dit bisbe a la Santedat de nostre Sant Pare se digue manar revocar la matèria personal que a suggerit e menysa vers informacio de alguns passionats homens, sent poch lo honor de Deu e de la Seu apostolical e de sa Majestat es stata feta, tant lo seu procurador fiscal, contra lo venerable bisbe de Orlès e mossen Pero Roys de Moros, dega, e mossen Johan Salmer e mossen Joan Fontson calonges de Callar, com sien persones virtuoses e bones e fets a sa Serenitat e que residea en aquella Iglesia metropolitana de Callar, sent lo divinal o'fici e procurant lo benefici e justicib estatut d'aquella ciutat, e sia cosa indecent e inusitada que un bisbe e un degà e dos calonges sien atats a venir personaument en cort romana sense causa legitima sino per sola informacio de mals homens, e lo que pus fori es, que per sa absencia seria destruida la iglesia del servey divinal, com de sa que son, los quatre principals son citats, certificant la Sua Santedat que la prefata Majestat les ha manat que no partexquer d'alli contant en la clemencia del dit Sant Pare ho haura per ho com ne a a de presumir que una tant exorbitant cosa haurà procedit de la mente sua, e, si, per ventura, alga los vol res lenuar, justicia se informa paris, e cesse lo procurador fiscal e facase la justia ordinariament e no ab tals exorbitacions que son pera suscitar mals e dans e scandols irreparables, majorment en lo temps occorrell, e quantsevalm que aço procecsca de justicia, ab tot empero la regia Serenitat

ho reputarà a gràcia singular e coneixerà que ab paternal afec-
tíó se ha devers aquella, havent recomanat los seus subdits e
vasalls.

Item, per semblant, sobre aquest article, haurà recorri lo dit
reverend bisbe de Sessa als sobrellits reverendíssimos cardenal
vicecanceller de Sant March, de Thiano, e de Pavia e de Spo-
lito, e als bisbes de Tاراونا e de Urbino e arquebisbe de Mon-
real, pregantlos de part del dit senyor li facen lo que d'ells se
espera.

Suplicarà axi tantex la Santetat predita se digna atorgar al
dit senyor certa comissió de que moltes vegades li ha suplicat
contra los usurers de sos regnes e terres, per que la justícia sia
feta, e aquel delict e tant abominable sia extirpat e los qui en
aquell cometen senten alguna flagell e sen abstringuen, segons de
aço mes largament es estat escrit diverses voltes al reverendis-
simo cardenal vicecanceller per que lo dit Sant Pare n'es estat
sepiíssim suplicat de part del dit senyor rey.

Ceterum, suplicarà lo dit reverend bisbe a la dita Santetat
vulla atorgar hun subaidi e decima sobre les rendes dels eccle-
siastichs de sos regnes e terres, ab que la dita Majestat puixa
esser subvenguda e ayudada en ses necessitats, que té a causa
de aquesta prava e iniqua rebelió, comesa per los de Barcelona
e altres molts de Cathalunya e aquella adherents, car axi al
sereníssimo senyor rey don Alfonso son frare, coma altres
reys e princeps, fou atorgat semblant subaidi e decima per
causa d'empreses voluntaries, lesquals si ha eren justes, em-
pero no eren axi urgente e necessaries com es aquesta, que es
de rebelió de vassalls, la qual axi Sa Beatatut com tots e qual-
sevol reys lo devrien assumir per propria. E per ço, aplicanhi
lo dit reverendíssimo cardenal vicecanceller o qualsevol altres
cardenals e persones que li semblará, treballará lo dit bisbe en
oblenir de la dita Santetat la imposició del dit subaidi o
decima, cosa tan justa e tal que nos pot ne deu denegar.

Suplicarà axi be lo dit reverend embaxador a la dita San-
tedat, de part del dit senyor, que, considerats los serveys, me-
reixer e molta sufficiencia de mestre Francisco Vitale de Noya,
maestre e secretari del Illustríssim rey de Sicília e princep de
Castella, son fill primogenit, li e a placent conferir en persona
d'aquell lo primer abbatat que vagará en lo regne de Sicília,
en la qual cosa la dita Serenitat ha molt cor e voler, com lo dit

maestre Francisco sia bonament de aço e major cosa e tant que certamente será mes provehit a la dignitat que a la persona. E aquesta voluntat notificarà lo dit reverent bisbe als reverendissimos cardenals vicecanceller, de Thiano, de Urbino et de Sant March, arquebisbe de Montreal e bisbe de Tاراونا e altres que mester sia, assí que, seguintse lo cas, cadascun dells farà aço provechir de la voluntat de la Majestat prefata.

De totes les dites coses, ço es de les de cort romana, de la explicació de aquelles, conferirà ab los dits reverendissimos cardenals vicecanceller de Thiano de Urbino, de Sant March, arquebisbe de Montreal bisbe de Tاراونا, micer Ramon Dussay, procurador del senyor rey de Sicília e Johan Baptista de Ferraris secretari del senyor rey, a cada dels quals pregara li assistesquen e treballen ensemps ab ell ab tota diligencia en la voriva expedició dels dits assers, en que tant va a servey e estat de dit senyor.

Encara, lo dit reverend bisbe se informarà ab lo reverend arquebisbe de Montreal, si las prerogatives demandades per la capellans e chantres del dit senyor seran obtones de la prefata Santedat, e, si obteses no seran en la forma escrita per Sa Excel·lencia e per la nominats en lo rotule, lo dit embaxador suplicarà la Santedat prefata les vulga atorgar, com sia cosa acostumada e no se deya denegar a reys e princeps. E per que la cosa haja degut compliment, lo dit reverend embaxador hi interposarà les veus de les Reverencies sobredites, reverendissimos cardenals, arquebisbe, bisbe e de altres que aprofitar hi puzen.

Axi mateix, lo dit reverend embaxador suplicarà la dita Santedat se digni provehir del primer Lisbat que vagará en lo regne de Cardenya, puix no sien lo arquebisbe de Sacre e Gallar, en persona del venerable maestre Nicolau Ortola, maestre en sacra theologia de la capella del dit senyor, persona merita e digna.

Item, treballara axí mateix lo dit reverend embaxador ab la Santedat de nostre senyor lo Papa no vul a privar del arquebisbat de Sacre lo arquebisbe qui de present es, com sia persona de la qual Sa Santedat se lo per les servils, e lo de que es increpat no es causa sufficient para privarlo, majorment que en part lo dit arquebisbe, si res fou, hi cavgue per letres e inductió de la prefata Majestat, pensant aquella que la provisió o collació que lo dit arquebisbe feu, pertanya a aque l *juris ordin-*

marido, pero non fos can que Sa Beatitud tota v.a. volgues aquell privar, supplicarà Sa Santedat se digne provehir del dit arquebisbat en persona de don Gonçalo, bisbe de Argueto, confessor de la Majestat predita, home qui de graci temps ençà ha seguit e servir lo dit senyor e mereix certament esser provehit a aquesta e major església.

Preterea, lo dit reverend bisbe supplicarà ab molta instància dita Santedat vulla unir e annexar la primera canongia que vagará en la seu de Tarragona al archidiaconat de Calatayud, que es dignitat de la mateixa seu, la qual té e posseeix mossen Blay de Coloma. E aço, per quant en dies passats la dita dignitat era de gran preheminencia e terna jurisdicció e grans entrades e rendes, e après alguns bisbes dels passats moguts per passió treballaren los desmembrada la dita dignitat e fou obra en tal manera que en aque la no resta jurisdicció alguna e de les rendes lin foren levades les tres parts, per forma que vuy lo dit archidiaconat es de tant poca valor com si fos hun simple benefici. E si Sa Santedat unex a la dita dignitat una canongia, la primera que vacarà, será alguna com extindit, alguna forma de renda e sustentació. Per tant, lo dit reverend embaxador se restrenyera a aquesta cosa ab la prefata Santedat e encara ab tots aquells que lo semblant hi puzen ajudar per manera la cosa se obtinga, e com será obtesa scriuran al secretari Coloma, germà del dit Blay, per tal ques de expedició en les bulles.

Dirà encara mes lo dit reverend bisbe, embaxador, a la Santedat de nostre Sen Pare lo Papa e suplicarà aquella instantment vulla provehir en administrador del bisbat de Urgel mossen Joan de Lobera, segons la dita Majestat ha moltes vegades a la dita Beatitud suplicat per ses lletres, e aço ab penas ó cascan any per lo dit mossen Joan de Lobera fahedora al noble don Pedro de Cardona, fill del egregi don Joan de Cardona, comte de Prades, de dos mil florins d'or segons ja d'ago diverses vegades lo dit senyor rey ha scrit a Sa Santedat e als procuradors que té en cort romana, suplica al Sa Santedat que aquesta provisió no vulla mes differir de fer, signantli quant aquella Yglesia e bisbat afreturant de son bisbe e president, sia en ruina e perdut, e lo servey lo Den any exaxi celchral com se deuria e laria, e los fruyts se van perdent e en tans estranges, e que no vulla mes la Beatitud reires dificultosa en provehir en la dita forma lo dit mossen Joan de Lobera, persona

del dit egregi comte de Prades, en poder del qual les forren d'aquell bisbat, ni la que en poder de altre, staran a totes àderit de la Majestat prefata, e conservació e augment de la dita yglesia. E sobre açò, lo dit embaxador farà tota instantia e conferirà ab lo reverendissimo cardinal vicecanceller, e reverent arquebisbe de Montreal e altres persones que vist li serà, per forma ab tot effecte axi sia fet e complit.

Encara mes, dirà a la Beatitude de nostre senyor lo Papa que la Majestat del dit senyor ha haguda gran displicencia de la diferencia que ha sentida esser entre aquella e la liga de Ytalia, que Sa Majestat desja que Sa Santetat haguda peu e unió ab totes les potencions e *monarchies* ab lo serenissimo rey Ferrando, son nebot h. per quant en hun altre capitol dels damunt esrita se conrà que lo dit reverend embaxador personifica lo dit illustrissim roy nebot de la dita Majestat de voler pendre acort ab la dita Santetat de nostre senyor lo Papa e axi conferirà lo dit reverend bisbe lo dit Sant Pare de part del dit senyor rey a la dita concordia, laqual no tant solament a les coses de Sa Santetat e de tota Ytalia, mes encara de tota la Christiana sera util e expedient. E per ço, o d t reverend embaxador, plaent a la dita Beatitude, se metrà concordar los dits senyors e vol la dita Majestat hi faça tot lo que per la prefata Santetat serà ordenat. h. per les presentes instruccions, lo dit senyor rey li dona plena comissio puga en nom de Sa Serenitat tractar les dites coses e concordar a prometre en nom de aquella totes les coses que entre les dites parts serà concordat. E per ço, venint tal disposició, lo dit bisbe aversará lo dit senyor rey de les practiques que per ell seran mogudes; o, essent necessara, li serà tramés poder pera les dites coses fer al compliment.

E la concordia al present non pot seguir entre la dita Santetat e lo dit illustrissimo rey don Ferrando, conferirà lo dit reverend embaxador la una part e l'altra en no voler venir a ruptura de guerra manifesta, en ferse tota aquelles dany que poguesen perque, faent mes novitats, mes dificultosa seria la concordia, laqual algun temps se podrà be reformar.

Aprés de les dites coses dirà o dit reverend embaxador a la Santetat de nostre senyor lo Papa, de part de la dita Majestat, com ninguna cosa no poria a aquella esser mes greu e molesta que veent Sa Santetat donar algun favor al duch Jean, enemich e invasor dels regnes de Sa Majestat e de la casa de Aragó, dient

a la dita Santetat com aquella ha dat a la dita Majestat gran desfavor en aquesta empresa de Cathalunya per dirse que sa Beattud es abliga ab lo dit duch Joan, loqual a sa holla oblé de sa Beattud qualsevol benefici e gracies e favors en totes ses occurrenties, fa provehir a tot son plaçer dels benefiçis vagants en los luchs dels rebelles, e la dita Majestat no pot obtenir les provisions de que scriu per infinites. Lo dit duch Joan obté lo que vol la qual cosa es molt molesta al dit senyor, com sa Santetat fa tal demostració de dar ajuda e favor al dit duch Joan, al qual ha entés la dita Majestat que Sa Beattud ajuda de son e que per ço es anat en Italia lo compte de Campobasso. E per tant, lo dit reverend bisbe de Sessa, embaxador, supplicarà ab tola deguda instancia la dita Santetat de nostre senyor lo Papa vulla en tot desistir de la favor del dit duch Joan e cessar ab ell de tota practica, loqual no poria esser sino scandalosa per tots los regnes de Sa Majestat, per Italia e per Sa Santetat.

E si la dita Santetat responia que a la dita Majestat no deuria esser molest, mas deure li esser placent que ell ajudas al dit duch Joan en Italia per ferlo levar de aquesta empresa de Cathalunya, replicarà a Sa Santetat que aquesta empresa no mancaria, mas crexeria tant peor, quant Sa Santetat ab son dita e favors resuntaria e faria pendre vigor al dit duch Joan e a son fill venint deça, loqual de present, per la llur pobresa poden poch noure a la Majestat del dit senyor rey, e a tot son rebelles e adherents daria major calor a star inoutrats en llur rebelió, volent lo dit duch Joan esser exaltat per Sa Beattud e favorit de aquella.

Preterea, no restaria menys la turbatio que hagués a donar al regne de Napolis que aquel a dona en Cathalunya, per que lo serenissimo rey don Ferrando, nebot del dit senyor rey, no lo ama menys que si fos fill propi, e per defensió de aquell e de son stat faria tant com per lo seu propi.

E quant Sa Beattud perseveras en donar favor al dit duch Joan, la qual cosa seria molestissima e s'dolria la dita Majestat tots temps de Sa Beattud, a la qual, sino plau donar ajuda a la dita Majestat per defensio de ses regnes, axi com es commendaria e seria men degut, li dira que mes molest seria a Sa Majestat la donas al contrari. E sobre açò, lo dit embaxador s'entendrà ab aquelles mes honestes e convenientes maneres e mo-

dos que li parà usar en tal negoci, informant lo dit nostre senyor lo Papa de la intentió del dit senyor rey.

Encara mes, fari entenent a la prefata Santitat com la Majestat del dit senyor rey sia molt agrevada del senyor rey de França, loqual havent molt acostada intelligencia e lliga ab lo dit senyor rey, sens haver rebuda alguna offensa de la dita Majestat no solament ha donat a deua fayor al dach Joan, fill del dach Remyer, invasor dels regnes del dit senyor, mas encara hostilment aquest any ha trameses ses genta d'armes e exercit per ocupar e o domini le la dita Majestat. E ab tot, mitigant la gracia de Nostre Senyor Deu e la bona fidesitat de ses vassalls, la dita gent d'armes ha fet ni podrà fer poch dan al dit senyor rey ni a sos regnes, en pero pren la Majestat del dit senyor rey de aço gran desplacencia, considerant que entre los regnes de Sa Majestat e los de França sen stat per molt temps en pau e que ara sia excitada nova guerra, delaqua a se seguiran danis infinita, si la Realitat sua noy posa fi, a la qual se pertany conservar lo pau entre tols los Christians, maximeament entre aquestes regnes, la guerra dels quals seria scandalosa a tola la fe christiana. E per tant, lo dit reverend bisbe e embaxador supplicara per part de la dita Majestat la Santitat prefata que li placio fer operatio entre tant incendis et admore lo dit rei de França a la restitució de alguns castells que li ocupats, e esser content des termes seus, desistint de la invasió dels regnes del dit senyor rey.

Dich así mateix a la dita Realitat que *en Spanya es molt molesta la guerra que fa lo dit rey de França en los regnes de la Majestat prefata, per esser entre Franceses e Spanyols naturalment per amor. E así, per lo casament demunt dit e per la dita illustrissima princessa, ab voluntat e determinació dels majors e men de Castilla, ha trames al dit rey de França a fer instancia que aquel trague la gent d'armes sua del dampnage de la Majestat ja dita, loqual fahent se tendrà forma pau entre Navarra e França, loqual no poria durar si offensa los regnes del dit senyor rey, losquals son units al los de Spanya per lo casament demunt dit. De aço lo dit reverend bisbe e embaxador donarà avia a Sa Realitat, así que, si lo dit rey de França no deia les armes contre lo dit senyor e altra turbació seguis de les parts de Spanya no puga may Sa Santitat impertarho a altra persona que al dit rey de França, loqual, per*

volar ocupar los regnes del dit senyor rey, metrà en guerra lo seu e los altres; e que si Sa Santetat no hi proveh ex en lo present temps, axí sera molt difícil depuix de provehirhi. Per tant, lo dit embaxador aplicará a la Sua Santetat que v illa fer pensament e obrar en extinguir tant foc, com enten, laqual será de continent extinguit e mortificat, si Sa Beatitude fa estar content en sos termens lo dit rey de França.

Encara, explicaré a Sa Beatitude quant al serenissimo rey de Sicilia, princep de Castella e de Arago, primogenit del dit senyor, sia estudiant de la pau e repos de Castella, e puix ha casat ab la dita serenissima princessa de Castella, ha fet jurament e obligació, segons Sa Santetat pora veure per lo copia que s'en porta lo dit reverend embaxador, de la qual donará avís a Sa Santetat que es certa Sa Majestat ne haurá plaer e consolació per entendre la bona disposició del dit serenissimo rey de Sicilia, primogenit del dit senyor rey, e encara per la pau e repos del regne de Castella, axí no ha, a esser en guerra e divisó axí com son en los altres regnes de Christians.

Considerant la dita Majestat la dificultat gran que es stata feta en la dispensacio que ha demanada ab tanta instancia per lo serenissimo senyor rey de Sicilia, son primogenit, voldria proveh e no se occorregues lo semblant en lo casament ha a fer de la illustrissima infanta dona Joanna sa filla. Vol la dita Majestat que lo dit reverend ambaxador faça instanc a ab la dita Santetat se digne atorgar a la dita illustrissima infanta dona Joana licencia general se puga casar ab qualsevol que plauri al dit senyor rey, no obstant que fon en aquella en quart, terç ni segon gran prohibit, en loqual tostemps es estat acostumat dispensar per fills de rey sens alguna dificultat.

E quant ab la Santetat de nostre senyor lo Papa no pogués trobar a conducta del duch Joan en Italia, segons demunt es contengut, vol la dita Majestat que, a la tornada, que lo dit reverend embaxador faça la via per Venetia. Visitará per part de la prefata Majestat aquella illustrissima Senyoria e saludará aquella ab les acostumades saluts, declarantlos lo bon e singular animo que la dita Majestat ha de complaurels a fer tota cosa que ells sia grata e accepte. Despuix, los dirá com la dita Majestat ha sentit per a guns del dit duch Joan que en los dias passats nont stata entre les terres obedients a la dita Majestat de Catha-

lunya, que han ditesser gloriosa que aquella illustríssima Senyoria entendria donar favor, condució e ajuda al dit dach Johan, inimich e invasor de. dit senyor rey e sos regnes, la qual cosa la dita Majestat en ninguna manera no pot creure que sia axí, e aço per que los serenissimos reyes de Arago e senyaladament lo rey don Alfonso, fratre e predecessor del dit senyor rey, de l'able recordació, han tenguda e la dita Majestat té ab aquella illustríssima Senyoria bona pau e confederacio e amistat. E per tant lo dit bisbe e embaxador, per part de la dita Majestat, pregará la dita illustríssima senyoria de Venetia vulla demostrar de la dita favor e m' la volgués fer, lo que non creur, com dit es, e que no vulle fer major capital del dit dach Joan que del dit senyor rey e del serenissimo rey de Sicilia, princip de Castella e Aragó, son fill, e los regnes de aquella, dels quals en tot cas occorrent se poria molt mes valer e favorir que del dach Joan. E sobre aquesta materia e sustencia, lo dit reverend embaxador se atendra ab aquella rahó e persuasio li perrá mes expedient per fer apartar aquella Senyoria de la favor del dit dach Joan.

Sentit ha la dita Majestat que entre lo rey de Ffrança e lo dach de Burgunya seria gran divisió e es dubte de augmentarse, per manera que es creu viendria a ruptura, per laqual rahó, lo dit reverend bisbe, embaxador, dirá al dit serenissimo rey don Ferrando, nebot e fill de la dita Majestat, com aquella li par necessari, per los comuns stats, que fes intelligencia ab una de les parts demunt dites, e confortará lo dit illustrissimo rey don Ferrando a aquesta inteligencia concorreghen de comuna voluntat per que, essent encompme junt, ce es la Majestat del dit senyor per los regnes nous e de Castella e lo dit son nebot per les coses de Ytalia don aquell ha gran auctoritat, trobaran major audiencia ab qualsevol de les parts.

E, per la antiga intelligencia ha tenguda la casa d' Aragó ab la de Burgunya e de Ynglaterra, seria de parer grantment la dita Majestat fer iga ab aquella, sperant seria pus forme o pus durable que no seria ab la part contraria, e de aquelles se poria mes valer e molt mes que no del rey de Ffrança, remanendria content de passejar sos regnes e stats en pau, e no cercaria de ocupar los regnes e dominis de la dita Majestat e donar favor al dach Joan, comun enemich e invasor dels regnes del dit senyor e de e del dit senyor rey son nebot, loqual constará

a fer pensament e operació se puga de comuna voluntat concloure la dita liga.

E quant tal intelligencia e liga no proguesen haver effecte, laqual ser a mes que altra grata al dit senyor, que li paria se fes la liga del rey de França ab dos condicions specials : la primera que restituís lo que té de la dita Majestat¹, la segona que desistís affectualment de la favor del duch Joan en Cathalunya e en lo regne del dit serenissimo rey de Napolis. E versemblant, lo dit rey de França ho deura fer, *marinas esment* lo rey de Anglaterra pacífich e disposat a la guerra de Guayna, com pot lo dit rey de França dels regnes de la dita Majestat e de Castella rebre sobla offensa, com spera en Deu rebra, no desistint de la empresa. E per ço, parentli el serenissimo rey de Napolis expedient la dita liga, lo dit embaxador pregarà aquell que li placia fer provisió que li parrà necessaria.

E, per que la liga que lo dit serenissimo rey don Ferrando té ab o illustrissimo duch de Mila es molt expedient a la conservació de lur stat, *com s'ex vís per experientia*, en tot temps necessari fer provisió de conservar e de complaure al dit duch, per ço la dita Majestat, a instancia del serenissimo rey don Ferrando son nebot e fill, per gratificar al dit duch, la dita Majestat ha remés a son arbitre la treva del Jenoveses, quantsevilla que li sia daunosa, car ab lo granuy quen segula a la armada del dit senyor rey se menten a sens desposa de aquell e la dita treva, jatsa quey fossen alguns punts molt escrupulosos e molestissimos a tots los de la dita Majestat cum sab be lo dit reverend bisbe e embaxador, los ha ratificats e feta provisió sien restituïts les robes preses et feta crida e banc que cascú cesse del dan dels Jenoveses e subïts del dit illustrissimo duch de Mila lo que es stat a gran displacencia de tots los de la dita Majestat, laqual cornet al dit embaxador que en la suada e tornada sua vaja a Jenova e Savona e despuix al dit duch de Mila, e los diga e faça entendre a cascú, per les millors maneres que li semblara, que la dita Majestat per lo stat del dit duch metra tot temps que necessari serà les galeres, los regnes e quant porà per complaure al dit illustrissimo duch e conservació e augment de son stat, e treballarà lo dit reverend embaxador e dirà al dit duch, per les millors vies que

1. Sans doute y compris le Roussillon et la Cerdagne.

li semblarà, que el no vulla metre migoneer ab lo rey de França a fer la intelligencia demunt dita, no havent effecte ab altre part. E en certa la dita Majestat que, fentho axí, *lo dit duch dona molt a pensar al dit rey de França*, quant ell li donas entonent les dites coses sota la lliga del dit serenissimo rey don Ferrando e sos adherents, que lo estat seu no seria segur per los enemics veïns, e que la intelligencia de Sa Majestat seria molt expedient per lo estat de Jenova e que essent coligats los estats de la dita Majestat, serenissimo rey don Ferrando, son nebot e fill, e lo dit duch ab los enemics del dit rey de França, dubtaria aquell de no poderse fer que no perdés una de les parts; que qualsevol que perdes li seria damnos, e per obviar a açò, lo dit duch treballa a la concortia demunt dita, car per cert *lo dit rey de França no es de tanta potencia que vulla tanties potencies esser li inimiques*. E axí creu la Majestat prefeta que lo dit duch, per haver mantenir to es coses, e per complaure a la Majestat del dit senyor e del illustrissim mo rey don Ferrando, son nebot, farà tota bona operacio que quant non mostrax lo dit rey de França, mostraria fer poch compte del dit duch e haver poca cura a la seguretat de son estat, seria aquella acutada si ensemps ab la dita Majestat se colligas ab lo duch de Burgunya.

E, per seguir aquest effecte de la lliga ab lo dit duch de Burgunya e de Anglaterra, e no podent seguir, de seria ab lo rey de França, en nom de la Majestat del dit senyor rey, lo dit reverent embaxador yrà en totes aquelles parts que serà vist al dit serenissimo rey don Ferrando e en virtut de les lletres de creença que aex porta, dirà tot ço e quant per aquell serà ordenat, com dit es. E trobatse que puga venir a conclusió, ne informará e avisará per propi correu de lo que haura fet, e lremetrà copia dels capitols que fets haurá. E vist aquella, la dita Majestat li lremetrà procura suficient a poder cloure.

E axí mateix, per que la Majestat de dit senyor rey ha sentit que en Italia se té practica no tan colament de concordia, mes encara de fer lliga general, per ço lo dit reverent bisbe, embaxador per part del dit senyor, dirà al dit illustrissimo rey don Ferrando que a la dita Majestat parria seria bo que a aquella se seguís e practicas e que Sa Senyoria e lo serenissimo rey de Sicilia, príncep de Castella e de Aragó, son fill primogenit, sien encorats en aquell ensemps ab tota sos regnes

e domini¹; sobre aço lo dit embaxador haurà plena conferència ab lo dit serenissimo rey don Ferrando, nebot de la dita Majestat, praticantne encara ab la Santedad de nostre senyor lo Papa e ab altres, segons al dit rey don Ferrando serà vist e donarà avis dels capitols que seran fets a la Majestat prefata, laqual, vista que sien li manarà trametre poder fer afirmar, segons li serà vist mes honest per causa de la dita liga.

Dirà encara mes al dit serenissimo rey Ferrando com la Majestat del dit senyor rey don Ferrando com la Majestat del dit senyor rey té molta molestia que sia feta tant poca reputació de Sa Majestat que may haja pogut obtenir que a instancia sua per aquest sos regnes sien state contentats per nostre senyor lo papa d'un cardenal, axi com son state los altres princeps, e avisa aquell de la comissió que lo dit senyor li ha donat, que faça de aquesta querela ab la dita Santedad, que seria content de aço Sa Majestat nos pogués agravar e que Sa Majestat fos contentada de aço per lo reverent arquebisbe de Montreal, com aquell lo dit senyor rey e no ningun altra vulla per la porció de sos regnes e vassalls, per laqual rahó placia al dit illustrissimo rey don Ferrando fer instancia al la dita Santedad en aquest fet, que lo semblant faria Sa Majestat per aquell per la porció de sos regnes e provincies. E donara comissió als de cort romana en la promoció de cardenals facen a la voluntat sua en aquella, que a aquell *ut supra* haurà aguart per la porció de son realme, segons desens es dit.

Spetchades en la villa de Monço a vintehuit del mes de decembre, en l'any de la nativitat de nostre senyor Mil CCCCLXX.²

— Rex Johannes

Dominus rex mandavit mihi Johanni de Cooma.

1. Afin de bien mettre en lumière l'union de l'Aragon et de la Castille.

2. Le style de la chancellerie d'Aragon étant celui de la Navarre. L'acte est de 1463.

N° 29.

L'ambassadeur français Pierre de la Touche à la Cité de Barcelone.

1492¹, 14 février, Amboise. — (Arch. mun. de Barcel., *Cartas camerals*,
folios 1470-1471, f° 182.)

Mes très honnourrez seigneurs, Je me recommande a voz bonnes graces, auxquelles plaise savoir comment le roy de France, mon souverain seigneur, m'a donné charge d'aider devers vous, pour vous communiquer entierement sa voulenté et intencion qu'il a très affectueuse envers vous autres, messeigneurs, ainsi que pourrez estre a plain advertis par le sieur Anthoine Gaço, qui a esté presenteur de voz lettres au roy mon dit souverain seigneur, a qui I en a dit une partie sa voulenté, ainsi que pourrez voir par les lettres du dit seigneur qui me donnent creance, laquelle vous iré deceler et dire, après ce que je auré fait entrer quelques huit vins lances et mille ou douze cens jens de pié en Ampurdan; et, comme vous dira le dit Anthoine, ce sera en brief au l'ayde de Nostre Seigneur, auquel je prie qui vous doint bonnes vies et longues et victoire contre tous ennemis. Escript a Amboise, le .xiiij. jour de fevrier.

Celui qui est bien vostre serviteur.
PIERRE DE LA TOUCHE.

N° 30.

Sforza de Bettini au duc de Milan.

1472, 6 mars, Tours. — (B. N., F., ital. 1649, f° 314 et suiv.)

Illustrissimo et excellentissimo signor mio. Questa mattina, di poi ch'io ebbi scripta questa altra mia, la Mayestà del re mi

1. Cette lettre doit figurer par erreur dans le portefeuille où elle se trouve et sa date doit être 1472, car elle est en relation avec une lettre du roi en date d'Amboise, 6 février 1472 (voir, sur ce point, ci-dessus, p. 326, note).

mandò a dimandare molto in fretta. Et entrando nel Montres, trovai monsignore el governatore di Rosglione che me aspettava, quale immediate mi menò en una canera sol. esso et io, et mi disse che prefata Maystà li haveva narrato el ragionamento ch'io habeva havuto hieri con essa, per el quale pareva che sua Maystà quodammodo comprehendessi non dovere aspettare adjuto alcuno di gentidarme de Vostra Excellencia, per la impresa di Catalogna, et che la li haveva ordinato lo intendesse anchora meglio da mi tutto quello ch'io havevo circa ciò dicto a la Maystà Sua et per questo solam la me haveva mandato a domandare.

Risposi che quello ch'io haveva dicto a prefata Maystà et le ragioni li haveva allegate, per le quali mi pareva che difficilmente Vostra Excelencia potria satisfare Sua Maystà della richiesta fattali per la impresa di Catalogna, lo havevo dicto come da mi per uno modo di parlare, senza che io ne havessi adviso ne risposta alcuna da Vostra Excelentia, et così di nuovo le dicevo, et comprehendevo che essa Excellentia Vostra ne doveva essere in grande perpressione et affanno, replicando a predieto monsignore el governatore le ragioni medesime ch'io ne haveva dicto al re, con referirmi del tutto alla sostanza della littera di Vostra Celestidine de 25 del passato. Penselli che le fussino di natura da non poterle ragionevole ne honestamente confutare, et attingendosi nelle qualle disse: hor sai tu come le Sforza el mi pareria poi che per le ragioni che tu allegghi, el duca di Milano apena potria adjutare prefata Maystà, si gentidarme al impresa di Catalogna, che Sua Maystà richiedessi Sua Excelentia, si dinari in cambio delle gentidarme, che havendo dinari non li mancariano gentidarme, et così non potria ne re Ferrando ne niuno altro dare carico al prefato duca di Milano. Et questo feci io honestamente orecchi da mercatante et li subjunsi che stello dui cose l'una: o che prefata Maystà ha ad havere guerra nel suo reame o non, in caso che la li havessi guerra, Vostra Excellentia indubitatamente la adjutaria del i genti da caval o et da pie che la li haveva oferta, et, in cambio di quello, potria la Maystà sua mandare delle genti sue del Delphinato o di quelle li fussino sia comode al impresa di Catalogna, et quando la non havessi guerra, anchora piu commodamente gline potria ella mandare, secundo che altre volte li havevo dicto, ragionando con si di tali materia.

Risponnemi la cosa non esser così fallibile, como io dicevo, perche quando prefata Mayatà si servirà delle genti sue, nel reame (da quella del ordinanza, in fuori qual, per niente la non moveria da lungi dove le sono), la non gli costarano niente, ma quando la mandava fuori del reame, bisognava pagarle, dimostrando che li fusse male el modo a fare tante cose, non ritornare pure, al parerli, qua prefata Mayxla dovesse richiedere Vostra Excellentia di dinari, et *tandem* mi disse ch'el tornaria a parlare col re sopra questa materia, *deinde* mi faria intendere quanto sua Mayatà li havesse risposto.

Stetti solo con sua Mayxla esso governatore sino a una hora di notte *Detulsi* , tornato dove el me haveva lassato, mi disse essere stato lungamente nel ragionamento predicto con la Mayatà Sua, sforzandosi farli bene gustare le ragioni ch'io allegaravo non esser le più triste de mondo, et ch'esse i doveva avere consideratione, con ricoriarli el dovere, in cambio delle gentidarme, richiedere Vostra Excellentia di dinari. Al che li haveva risposto Sua Mayxla che Vostra Celsitudine faria al poco l'uno come l'altro, et lui replicato i essere certo che non faria et che non dubitava che Vostra Celsitudine vedute le gran offerte li haveva sempre fatte, la serviria di dinari et di tutto quello la potessi con suo honore. Et *tandem* haveva fatto tanto che la Mayatà Sua si era ridotta a dire che quando Vostra Excellentia, in cambio delle gentidarme, le servissi di dinari, la gl'ene restaria obligatissima, et ne li faria tutte le promissioni la volessi di rendergliole et fare una altra volta per lei a volte tanto, caricandomi el predicto governatore che, come da mi, lo volevasi scrivere a Vostra Excellentia questo ch'el mi diceva et pregarla che *omnimodo* la volesse adutare prefata Mayatà de una somma di dinari in cambio delle gentidarme o in prestito o in dono o come meglio li parevasse, che ultimamente el non credeva che la amicizia fra noi si potessi lungamente intertenere. Potete dire assai qua da mi non hebbe ella mai con honesto modo, pero se non che in caso che prefata Mayatà havessi guerra nel reame suo, Vostra Excellentia la adutaria della genti offerre i senza niessuno dubio. Sforzomi bene dextramente interdere di che somma si contentaria prefata Mayatà, ma non me lo volse altrimenti dichiarare, dicendo ch'el bisognava ch'el venisse da Vostra Excellentia et la offerse et la aiutasse.

El re Raynero ha novamente mandato una litera alla Maystà del re, ch'el re Giohanni di Aragona scriveva a uno suo figliolo bastardo, quale è stata presa in quello paese di Catha.ogna, et per el contenuto de essa pare che quelle cose di Cathalogna siano in extremo favore de dicho re Johanne et tienne *quodammodo* el tutto par vinto, demonstrando etiam havere intelligentia in Perpignano, et ultra fa mentione de quello ambasciatore che per l'altra mia scripsi alla Vostra Excellentia, che esso re Johanne doveva mandare da questo signore re, dicendo che non gelo mandarà per niente, perche la Maystà Sua non observa cosa che la dica, prometta, ne scriva: ha sopra cio scripto el prefato re Henieri una litera a la Maystà del re, pregandola per Dio che la voglia dare adjuto, et presto, a quella impresa, che altramente la è spacciata: non so mo che risposta se li farà prefata Maystà ne sino qui intendo se li faccia provisione alcuna. Le prediete lettere me ha monstre el governadore de Rossiglione....

Datum Turonis die vii. martis 1472, a meza notte.

Ejusdem illustrissime et excellentissime Dominationis
Vestre humilis servulus, SFORTIA.

N° 31.

Discours prononcé par Jean II au Parlement de Pedralbes.

1472, août. — (Arch. mun. de Gérone, *Manual de Acuerdos*, 1171-1473, f. 103.)

Jo vos he fets congregar en aquest lloch per significarvos lo punt e esser en que ro stat e fets nostres s.a, e dirvos com, per gracia de Nostre Senyor Deu, havem reduits a nostra obediencia tot lo Ampurdà e quasi tot lo Principat de Catalunya. E ja no reste sino la ciutat de Barcelona, la qual sta en punt que, ah la ajuda de Deu e de vosaltres, speram haver a nostra obediencia. Vosaltres, com a feels e zelants lo stat e servey nostre,

finis aci haveu a nos ajudat ab gran amor e voluntat per reduir lo dit Principat a nostra fidelitat, no perdonant a vostres persones e bens; e, a causa de aço, com a virtuosos, haveu sostenguts grans dans e treballs, de que nos vos restam molt obligats e es digna cosa la hajam a perpetua memoria. E jatsia siam be certa que lo dit Principat sta molt destròit a causa de la guerra, e los poblats en aquest stiguen molt congoxats e oprimos de despeses e treballs, empero, considerant que los fets stan en tal punt que, ajudant vosaltres, com be haveu acostumat, speram ab la bontat de Deu, se haura presta victoria de aquasta tan justa empresa, e la ciutat de Barcelona se reduirà a nostra obediencia, de que será gran repos e benefici a nostra Majestat e al dit Principat e populats en aquell, per aço vos pregam ab tot amor e benivolencia, per aquest deute de fidelitat que obligats nos sou, e amor que virtuosament nos haveu mostrat, nos ajudeu e continueu nostra ajuda e subvenció en aquesta empresa e victoria, e nos façau e serviau de cinch cents de cavall per temps de dos anys, ab les quals pugam entendre en la reducció de la dita ciutat e altres terres del dit Principat que son fora nostra obediencia, car nos confiam en la ajuda e benignitat de Deu, que fins aci, es stat ajudador e defensor de nostra justissima causa, en pochis dies sera donada fi a tantis treballs e será donat repos a nos e a vosaltres, e a tots nostres fidelissimos vassalls, e sereu participants en la gloria e reputació de tal victoria se reportará.

N° 32.

L'évêque de Vich à la cité de Barcelona.

1472, 23 septembre, Marseille — (Arch. mun. de Barcel., *Cartas comenas*, años 1472-1473, p. 122.)

Molt honnorables e de gran prudencia e cara frares . Per lo berganti ultimadament de les prudencies vostres una letra de .xxv. de agost havem rebuda, significant nos apertament la

necessitat gran e perill de aqueixa noble ciutat, per estar venguda en molta e extrema disminució de victualles, e per evitar aquell, nos pregau vullam entretenir e ajudar en far provehir que les naus tornassen aquí ab forment e a tres victualles. Nos, per la voluntat bona e affectió que vers aqueixa virtuosa ciutat havem, som estats constrets tostemps e de present en voler treballar, entretenir, ajudar, conseller e tractar tot lo que ha aguart al be, repos e conservació de aquella e de la cosa publica e de tot lo insigne Principat, segons vist haveu fins al die present, e axí no menys ab aquesta practcada voluntat e treballam e ultimadament som entrelenguts en far trametre aquí certs forments en lo modo que s'es pogut fer, e per nos se hes fet o possible. E com siam certs que los senyors de ambaxadors vostres per leires extesament avisen les prudencies vostres del fet de les naus e de les coses occorrents, particularment, segons lo esser en que son, mes per los presents a nos dir nos reste.

Solament, volem pregar e exortar les grans prudencies vostres vuller atendre al be e repos de la cosa publica, significantvos que nos tostemps serem prêts e disposats en fer per lo be e honor de aqueixa ciutat, *usque ad mortem inclusivè*, ne fallir en res, ans totalment confirmarnos, loar e approvar tot lo que la insigne ciutat e noble consell delliberará e farà, *tanquam membrum verum et incontaminatum*, pregant Deus e la gloriosa Verge Maria sia guida, consell, direcció e protecció vostre. Sper que Deus nos haja millor, occorregam a la Sua divinal Majestat conexenta nostres peccats e desfalliments, demanant venia e perdo, satisfient per oracions, sacrifices e almoynes, no dumptam nostre Redemptor, qui obra per incognita media et ermens, darí remedia e per mes útil e be complidament fi, segons a mentar, per aigal e prodigis de gloria e immortal memoria, honor e reverencia. E no duptets de res, hajats a memoria, ara mes que may, la santa causa del Spital, que es escrit contra los enemichs e protecció special de aqueixa fícellissima ciutat. E tota causa de lascivia e de desonestat en ofensa de Deu sia remoguda de tota los stats e condició, e caritat e amor a una voluntat sia servada en vossaltres, referints tostemps al be e repos de la cosa publica tota nterés e progrés a part posats. E per no annu.arnos de proximitat, fem fi, comanantnos molt a les magnificancies vostres: e si res porem fer

per aqueixa insigne ciutat e per quiscú de vosaltres, scriviunos confidament e farem tot lo que placent vos sis, preguant lo bon Jhesus vos haja en sa protecció. De Massella a xxiiij. de setembre mccccclxxi.

Senyors e cars frares, prest a tots lo que ordenarets,
Bisbe en Vich, canceller

Als molt honorables e de grans prudencies e cars frares los consellers e consell de la ciutat de Barcelona.

N° 33.

Le Sage Conseil à Bernat de Marimon, pour lui notifier la capitulation faite par la ville avec Jean II¹.

1472, 16 octobre. — (Arch. mun. de Barcel., *Lettres closes*, 1^{re} reg. de Jean Brujo 1471-1473.)

Al molt magnífich e de gran prudencia mossen Bernat de Marimon.

Mossen molt magnífich e de gran prudencia. Confidants nosaltres pau, virtut e concordia esser endreces e augmentació de les coses publiques e experiments de discordia seguirse infidament lo contrari, seguints la ordinació e exempli de Nostre Senyor Deu, son benit fill, per esser mediador de pau, dispongué humana et subdita mort, havem feta concordia ab lo serenissim rey don Johan, per laqual aque'l havem, obehim, reveram, amam e tenem a rey e senyor, en laqua. concordia es stat complidament provehit a la fé e honor de tots e a les libertats comuns e particulars; e vos nons sots olhidat, mes per les virtuts e meneixer vostres, sots en aquella nomenat e comprés; significantvos adonchs dites coses, per lo deute de fraternitat, pregam que, havent per accepte tants bens com de la paa, unitat sorteixen, lo dit senyor e nostron senyor avets, temats, venerets

1. La même lettre fut adressée à plusieurs autres capitaines catalans, dont la liste n'est pas donnée.

e servits com fa aquesta ciutat et tots Cathalans, e altres, a la Magestat Sua obehints, hajats e tractats com a germans, e no vulats descorrer anant, correr ne dampnificar alguns dels densus dits per forma alguna, e principalment vos pregam donets endreça, concell, favor e ajuda a totes persones qui per aqueixa encontrada passarà portant bestiers, forments e altres viures e servey del dit senyor en aquesta ciutat, laqual com ne sigue molt freturosa, aço sobre totes coses nos reputaram a molt singular e assanyalat pler, alqual, e de les altres en sus cars e loch, no serà oblidat. E sia la Sancta Trinitat vostra endreça. Scrita en Barcelona, a .xv). de octubre del any MCCCCLXXij

Les consellers de Barcelona.

N° 34.

Discours de Jean II aux Cortes de Perpignan.

1473, 13 mars. — Arch. mun. de Barcel., *Processos de Cortes*, año 1473, (f° 12-13.)

Nos som venguts en aquesta nostra vila de Perpenya per entendre en la reparació de aquestes nostres comdats de Rosselló e de Cerdanya, la major part dels quals es ja, per gracia de Deu, en nostra obediencia, os quals Comdats de Rosselló e Cerdanya lo rey de Ffrança ha tenguts molt temps indegudament ocupats e los vol retanir ves si molt injustament. E axí, havem feta convocació de Cortes als habitants en aquest principat de Cathalunya e comdats de Rossello e de Cerdanya, per entendre ab tota diligencia e bona voluntat en lo redreç de la justicia e reformar aquella e redreçar les coses que a causa de aquestes commociens suscitades en lo dit Principat son stades desviades, pus Nostre Senyor Deu, qui es actor de pau e repos, ha restitubí a nos e a nostra obediencia la ciutat de Barcelona e tot lo dit Principat, aquesta nostra vila de Perpenya, la ciutat de Elna e la major part dels dits Comdats. Veritat es havem sabut

com lo rey de França se aforça en lrametre gran nombre de gent d'armes en aquestes Comdats, no solament per torbar e empetar la total obediencia de aquella a Nostre Magestat, mes encara per ocupar nos aqua a vila de Perpinya e ciutat de Elna e altres llochs que en les dita comdats havem en nostra obediencia, e ja, segons los astims avisos que havem, gran nombre de gent d'armes es partida del regne de França e ho va dreta en aquesta vila, e crehem se posaran sobre la dita vila per netja e oprimir aquella per la qual cosa cové a nos, per conservacio de la dita vila e offensio de la dita gent francesa, e fiant de la ajuda e gran cluència de Nostre Senyor, qui piadosament fins aci ha defennada nostra molt justa causa, e ha endressada nostra justissima empresa, entenem en persona operar la dita gent francesa e entendre ab tot esforç en la defensió de aquesta vila e comdats a offensio de la dita gent francesa. E per nos havem tal deliberació e veheu que no perdonam a nostra pro-
 vecta eist, la qual seria digna de reposar, e prenem tals treballs per tant benefici, e repos de aquent nostre Principat, nos ajut en aquestes urgentissimes necessitat, així en sostenir la gent d'armes que de present tenim, com encara en ajudarnos en fer major nombre de gent de cavall e de peu, així pujam ab la ajuda de Deu e de nostres fídelssims vassalls defendre la dita vila de Perpinya e Comdats, e espelir la gent enemiga de aquella. Pregamvos perço e encarregam, ab quanta voluntat podem, que, havent deguda consideracio a les lres necessitats, nos vullau dispondre en farnos la dita ajuda, justament e segons lo cas requer, e vosaltres e vostres predecessors, llobablement haveu e han acostumat fer ves nos e nostros ilustíssims predecessors reys de Arago de gloriosa memoria, de les quals coses costum reportareu honor e molt gran gloria, car nos vos offerim que de gran voluntat farem totes coses que fer pugam, així per la defensio dels dita Comdats, com per lo benefici, repos e be de aquell e de tots nosaltres, reparació de la justícia, reformatió de aquella e de les coses deviades, a causa de les commocions suscitades en lo Principat, les quals de gran amor volem redreçar.

N° 35.

Louis XI à la ville de Gênes.

1473, 7^e mars. Montreuil-Bellay — (Gênes. Arch. di Stato. *Man. Polittiche* n° 2580, orig.)

Loys por la grace de Dieu roy de France. Tres chiers et grans amys. Nous avons sceu que Ju'llien¹ de Malignary, capitaine de deux de vos galles a naguères prins, .v. leus près du port de Marseille, une de nos galles, que nostre amé et feal conseiller et chanbellan, le sire du Lau, gouverneur de nostre pays de Roussillon, avoit fait armer pour nous servir en nostre guerre du dit pays, et ice le menée de fait et de force en vostre cité, jaçoit ce que l'eust baillé saufconduit et seurté a nostre très cher et bien amé Phelippon Roussau, nostre serviteur et entrerol sur du peage du Roane, cappitaine et conducteur d'icelle galle, et qu'il lui eust fait beaucoup de belles promesses, et que, combien que le dit Phelippon s'en soit plaint a vous et vous ait requis que luy vous sissiez faire rendre et restituer la dite galle, ensemble tous les biens estans en icelle, et qu'il ait protesté devant vous des dommages et Interests, neanmoins vous ne luy en avez fait aucune raison, aincoys l'avez longuement tenu en parolles, et, a la fin, a convenu qu'il s'en soit venu sans riens faire, dont nous merveillons fort, attendu que le dit Phelippon vous a remonstré que la dite galle estoit nostre, et qu'il estoit nostre serviteur et officier. Et nous semble la chose bien estrange, dont vous vous en avez bien advertir, afin que vous y doniez provision. Si, vous prions, tant acertes que faire pouvons, que faites rendre et restituer au dit Phelippon la dite galle, et tout ce qui estoit au dedans, a l'heure de la prise, et tant en faites que ayons cause d'en estre content. Et de vostre vouloir et intencion sur ce nous arrivex par ce porteur, lequel a ceste cause envoyons par devoir vous. Donne a Montreuil Bellay, le xxvi^e jour de mars.

Loys.

TILHART.

1. Trou dans le manuscrit. Je restitue le prénom d'après J. Vacca, V, 126.

INDEX

DES NOMS DE LIEU IDENTIFIÉS¹



ABELLES — Mét. des Albères, comm. de Banyuls-sur-Mer (Pyrenées-Orientales).

AGRAMUNT — Espagne (Catalogne), prov. Lérída, part. jud. Balaguer.

ALCOVER — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Valls.

ALMAZAN — Espagne (Vieille-Castille), prov. et part. jud. Soria.

ANALFI — Italie, prov. et arrond. Salerne.

AMPOSTA — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Tortose.

ANGLÉS — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Santa-Coloma-de-Farnés.

ANGLESOLA — Espagne (Catalogne), prov. Lérída, part. jud. Cervera.

ARANDA — Espagne (Vieille-Castille), prov. Burgos, ch.-l. part. jud.

ARRÓS — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Vendrell.

¹ Les noms de villes très connues de l'étranger, les noms des chefs-lieux de département et d'arrondissements français n'ont pas été compris dans cet index. — Voici l'explication des abréviations dont on a fait usage

ant.	signifie anciennement.	dép.	signifie département.
arrond.	— arrondissement.	dioc.	— diocèse.
cap.	— capitale.	distr.	— district.
ch.-l.	— chef-lieu.	mét.	— métairie.
c ^{an} .	— canton.	part. jud.	— partido jud. conl.
comm.	— commune.	prov.	— province.

- ARCELÈS-SUR-MER. — Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, ch.-l. com.
 ARLES-SUR-TECH. — Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, ch.-l. com.
 ATIENZA. — Espagne (Nouvelle-Castille), prov. Guadalajara, ch.-l. part. jud.
 ÁVELA. — Espagne (Vieille-Castille), cap. prov.
 AVIS. — Portugal (Alentejo), distr. Portalegre, ch.-l. Concelho.



- BADALONA. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Barcelone
 BAGA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Berga
 BAGES. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Thuir.
 BAIXAS. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Rivesaltes.
 BALAGUER. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone.
 BANYOLS-DES-ASPRES. — Pyrénées-Orientales, arrond. et com. Céret.
 BÀSCARA. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone.
 BELCHITE. — Espagne (Aragon), prov. Saragosse, ch.-l. part. jud.
 BELLEGARDE. — Fort qui commande le Perthus (Pyrénées-Orientales)
 BELLPUIG. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Cervera
 BERGA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
 BESALÚ. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Olot.
 BORJA. — Espagne (Aragon), prov. Saragosse, ch.-l. part. jud.



- CATAQUÈS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Figueras
 CALAF. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.
 CALATAYUD. — Espagne (Aragon), prov. Saragosse, ch.-l. part. jud.
 CAMARASA. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Balaguer
 CAMPRODON. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Rivas.
 CANKT. — Pyrénées-Orientales, arrond. et com. Perpignan.
 CARDONA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Berga
 CASTELLÓSENÇ. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Lérida.
 CASTELLON-DE-AMPURIAS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Figueras.
 CASTELLON-DE-FARFANA. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida et part. jud. Balaguer
 CASTELNAU-DE-MÉDOC. — Gironde, arrond. Bordeaux, ch.-l. com.
 CEJES-SUR-BELLE. — Deux-Sèvres, arrond. Melle, ch.-l. com.

CENTELLAS. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Vich.

CERVERA. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, ch.-l. part. jud.

CHATEAU-GIRON. — Ille-et-Vilaine, arrond. Rennes, ch.-l. com.

CHATOU. — Seine-et-Oise, arrond. Versailles, com. Saint-Germain-en-Laye.

CIUDADELA. — Espagne, Baléares, part. jud. Mahón.

CLAIRI. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Rivesaltes.

COLLIoure. — Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, com. Argelès-sur-Mer.

COLOMÈS. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone.

CONCENTAINA. — Espagne (Valence), prov. Alicante, ch.-l. part. jud.

CONTRES. — Loir-et-Cher, arrond. Blois, ch.-l. com.

CORBIÈRE. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Millas.

D

DOURDAN. — Seine-et-Oise, arrond. Rambouillet, ch.-l. com.

E

ESBA-DE-LOS-CABALLEROS. — Espagne (Aragon), prov. Saragosse, ch.-l. part. jud.

ESPIRA-DE-L'AGLY. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Rivesaltes.

ESTANG. — Hautes-Pyrénées, arrond. Argelès, com. Auch.

ESTELLA. — Espagne (Navarre), ch.-l. part. jud.

EU. — Seine-Inférieure, arrond. Dieppe, ch.-l. com.

F

FIGUERAS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, ch.-l. part. jud.

FONTARABIE. — Espagne (Guipuzcoa), part. jud. San-Sebastián.

FRAGA. — Espagne (Aragon), prov. Huesca, ch.-l. part. jud.

FRULLA. — Pyrénées-Orientales, arrond. et com. Prades.

G

GARRIGU. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Rivesaltes, comm. Salses.

GRANOLLERS-DEL-VALLÈS. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.

GUISOÑA — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Cervera.

H

HUAR. — Espagne (Aragon), prov. Teruel, ch.-l. part. jud.

HORTA. — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Gandesa

HOSPITALET. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. San-Feliu-de-Llobregat.

HOSTALRICH. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Santa-Coloma-de-Farnès.

I

IGUALADA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.

J

JACA. — Espagne (Aragon), prov. Huesca, ch.-l. part. jud.

L

LA BISBAL. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, ch.-l. part. jud.

LA JUNQUERA. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, ch.-l. part. jud.

LA LLACUNA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.

LA NOUVELLE. — Aude, arrond. Narbonne, ch.-l. c^{on}

LANSALE. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{on} Latour-de-France.

LA ROCA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Granollers-del Vallès.

LAROCQUE-DES-ALBÈRES. — Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, c^{on} Argelès-sur-Mer.

LARRAGA. — Espagne (Navarre), part. jud. Pampelune.

LE BOULOU. — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Céret.

L'ÉCLUSE. — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Céret.

LE CROTOY. — Somme, arrond. Abbeville, ch.-l. c^{on}.

LE PERTHUS. — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Céret.

- LESEAN.** — Basses-Pyrénées, arrond. Pau, ch.-l. com.
LEUCATE. — Aude, arrond. Narbonne, com. Sigean.
LIVIA. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Pnycerda.
LOS ARCOS. — Espagne (Navarre), part. jud. Estella.

II.

- LLACUNA.** — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.
LLAGOSTERA. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. La Bisbal
LLUPIA. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, com. Thuir

III.

- MAGALLON.** — Espagne (Aragon), prov. Saragosse, part. jud. Borja
MAHON. — Espagne (Baéares), ch.-l. part. jud.
MANRESA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
MANTET. — Pyrénées-Orientales, arrond. Prades, com. Olette.
MARTORELL. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. San-Feliu-de-Llobregat.
MAZÈRES. — Ariège, arrond. Pamiers, com. Savardun
MESLAY. — Loir-et-Cher, arrond. et com. de Vendôme
MILLAS. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, ch.-l. com.
MIRALCAMP. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Lérida.
MIRAVET. — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Gandesa.
MOLINS-DE-REY. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. San-Feliu-de-Llobregat.
MONCADA. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Barcelone.
MONMANEJ. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Cervera
MONMELÓ. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Granollers-de-Vallès.
MONTBLANCH. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
MONTEAGUDO. — Espagne (Navarre), part. jud. Tudela.
MONTESQUIEU. — Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, com. Argelès-sur-Mer
MONTELSKY. — Seine-et-Oise, arrond. Corbeil, com. Arpajon
MONTRICHARD. — Loir-et-Cher, arrond. Blois, ch.-l. com.

MONTESERRAT. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.

MONZON. — Espagne (Aragon), prov. Huesca, part. jud. Barbastro.

MORELLA. — Espagne (Catalogne), prov. Castellón-de-la-Plana, ch.-l. part. jud.

N

NOYON. — Oise, arrond. Compiègne, ch.-l. can.

O

OLITE. — Espagne (Navarre), part. jud. Tafalla.

OLMEDO. — Espagne (Vieille-Castille) prov. Valladolid, ch.-l. part. jud.

OLOT. — Espagne (Catalogne), prov. Gerone, ch.-l. part. jud.

OMÈ. — Pyrénées-Orientales, arrond. et can. Céret.

OSERRAIN. — Basses-Pyrénées, arrond. Mauléon, can. Saint-Palais.

■

PALAFRUGELL. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. La Bisbal.

PALAMOS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. La Bisbal.

PALAU-DEL-VIDRE. Pyrénées-Orientales, arrond. Céret, can. Argeles-sur-Mer.

PANISSAS (col de), passage des Pyrénées, à l'O. du col du Perthus.

PEDRALBES. — Espagne (Catalogne) prov. et part. jud. Barcelone.

PRERALADA. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Figueras.

PIERA. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.

POBLIT. — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, part. jud. Montblanch.

PONT-DE-SAULOIRE. — Loir-et-Cher, arrond. Romorantin, can. Selles-sur-Cher.

PRATS-DEL-REY. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Igualada.

PUGGOS. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Lérida.

PUYCERDA. — Espagne (Catalogne), prov. Gerone, ch.-l. part. jud.

PR. — Pyrénées-Orientales, arrond. Prades, can. Olette.

A

- RAILLEU.** — Pyrénées-Orientales, arrond. Prades, c^{on} Olette.
RIBAS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Puycerda.
RIPOLL. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Puycerda.
RIVESALTES. — Pyrénées-Orientales arrond. Perpignan, ch.-l. c^{on}.
ROCABERTI. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. et ayuntamiento La Junquera.
RONCEVAUX. — Espagne (Navarre), part. jud. Aoiz.
ROSAS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Figueras
RUBINAT. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Cervera

B

- SABADELL.** — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
SAHONNE. — Pyrénées-Orientales, arrond. Prades, c^{on} Olette
SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{on} Rivesaltes.
SAINT-LOUP-SUR-THONET. — Deux-Sèvres, arrond. Parthenay ch.-l. c^{on}.
SAINT-PALAIS. — Basses-Pyrénées, arrond. Mauléon, ch.-l. c^{on}
SAINTE MARIE-DE-LA-MER. — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Perpignan.
SALSAS. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{on} Rivesaltes.
SAN-ANDRÉS-DE-PALOMAR. — Espagne (Catalogne), prov., part. jud. et ayuntamiento Barcelone.
SAN-CELONI. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Arenys-de-Mar.
SAN-CUGAT-DEL-VALLÈS. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Sabadell.
SAN-FELIU-DE-GUIXOLS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. La Bisbal
SAN-GREGORI. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone
SANGÜESA. — Espagne (Navarre), part. jud. Aoiz.
SAN-JOGE. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone
SAN-JUAN-DE-LAS-ABADESSAS. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Puycerda.
SAN-MIGUEL-DE-FLUVIA. — Espagne (Catalogne), prov. Gérone part. jud. Figueras.

- SAN-PEDOR.** — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, part. jud. Manresa.
- SAN-PEDRO-PESCADOR.** — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Figueras.
- SAN-PRIVAT-DE-BAS.** — Espagne (Catalogne), prov. Gérone part. jud. Olot.
- SAN-QUIRICO-DE-CULERA**¹ — Espagne (Catalogne), prov. Gerona, part. jud. Figueras, ayuntamiento Rabós.
- SAN-SALVADOR.** — Espagne (Catalogne), prov. Gérone, part. jud. Olot.
- SANTA-COLOMA-DE-GRAMANET** — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Barcelone.
- SANTA-COLOMA-DE-QUERALT** — Espagne (Catalogne) prov. Tarragone, part. jud. Montblanch.
- SAUVETERRE.** Basses-Pyrénées, arrond. Orthez, ch. l. c^{oe}.
- SIGEAN.** — Aude, arrond. Narbonne, ch.-l. c^{oe}.
- SIMANCAS.** — Espagne (León), prov. et part. jud. Valladolid.



- TAILLET.** — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{oe} Céret.
- TAMARIT-DEL-MAR.** — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Tarragone.
- TÀRRAGA.** — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Lérida.
- TERRAGROSA.** — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Lérida.
- THUIR.** — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, ch.-l. c^{oe}.
- TORROELLA-DE-MONTGRI.** — Espagne (Catalogne), prov. Gérone part. jud. La Bisbal.
- TOSA.** — Espagne (Catalogne), prov. Gerone, part. jud. Santa-Coloma-de-Farnés.
- TRAMP.** — Espagne (Catalogne), prov. Lerida, ch. l. part. jud.
- TREMAËRE.** — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{oe} Thuir.
- TROUILLAS.** — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{oe} Thuir.
- TUDELA.** — Espagne (Navarre), ch.-l. part. jud.



- URGEL.** — Espagne (Catalogne), prov. Lerida, dioc. et part. jud. Seo de Urgel.

1. En catalan, *San-Quirze*.

- UTURRIE. — Basses-Pyrénées, arrond. Bayonne, c^{on} Saint-Jean-de-Laz, comm. Urugne
 UNTARITZ — Basses-Pyrénées, arrond. Bayonne, ch.-l. c^{on}

V

- VALLS. — Espagne (Catalogne), prov. Tarragone, ch.-l. part. jud.
 VERDÚ. — Espagne (Catalogne), prov. Lérida, part. jud. Gertera.
 VERONS. — Espagne (Catalogne), prov. et part. jud. Gérone.
 VICH. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
 VILLAFRANCA-DEL-PANADÉS. — Espagne (Catalogne), prov. Barcelone, ch.-l. part. jud.
 VILLEFRANCHE-DE-MONFLENT — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Prades.
 VILLELONGUE-DE-LA-SALANQUE. — Pyrénées-Orientales, arrond. et c^{on} Perpignan
 VILMOLEQUE. — Pyrénées-Orientales, arrond. Perpignan, c^{on} Thuir
 VINÇA. — Pyrénées-Orientales, arrond. Prades, ch.-l. c^{on}.
-

TABLE ALPHABÉTIQUE¹

A

Abbeville 225, 227, 228, 49.

Abelle (Miquel), 342

Abelles (col des), 113.

Acuña Carillo (D. Alonso d'), archevêque de Tolède, 176, 181, 183, 188, 189, 194 n. 3, 314 n., 320 n., — 451, 541.

Acuña (D. Luis d'), évêque de Burgos, 188.

Agramunt, 146 n. 1.

Aguilo (Joan), 109, 110, 111 (15).

Aix, 8, 325 n. 6, 329 n.

Alarcón (García d'), 314 n.

Albert (Bartholomé), 201 n.

Albert (Bernard), 53 n. 1.

Albert (Isabelle), 53 n. 1.

Albert (Philippe), 124, 161, 194, 208, 291, — 472, 491.

Albornoz (D. Juan d'), 188, — 453.

Alcover, 251 n.

Alemany (Franci), 324 n.

Alemany (Jaume), 321.

Alfonso, 14 n. 1, 248.

Alfonso, infant de Castille 176 n. 1.

Alfonso, infant de Casulle, 299, — 474, 528, 541.

Alfonso d'Aragon (D.), maître de l'ordre de Calatrava, 103, 107, 141, 152, 257 n. 5, 322, 325, 368, — 541, 555.

Almaraz (D. Alonso d'), 201.

Almazan 176, 180, 183 n.

Alphonse V le Magnanime roi d'Aragon et des Deux Siciles, 55, 12 n. 6, 178 n. 2, 201 n.

Alphonse V, roi de Portugal 21, 177 n. 2, 228, 244 n., 259.

Amalfi, 274 n. 1.

Amboise, 207, 302.

Amposta, 243, — 529.

Anquerdá, 537.

Ascens, 285.

Andreu (Joan), 260 n. 1, 26 n., — 517.

Angers, 271.

Anglés, 165.

Anne de Breagne, 65 n. 1.

Anne de France, 317 n. 1, 330, — 711.

Antoine (Jean) 37 n. 1.

Anxur (Gilet), 377 n. 1.

Appiano (Antonio d'), 326 n. 1.

Aranda, 184.

Arbos, 251.

Archambaud de Grailly, 108 n. 1.

Arçons (Arnaud d'), 144.

Areyulo (D. Juan Ximenes), 174, 175.

Argelés-sur-Mer 159, 161, 303, 551, 572.

1. Dans cette table, on a jugé inutile de faire figurer les noms suivants : Louis XI Jean II Catherine, Barcelone, — Les italiques distinguent les noms de lieu des noms de personnes.

Aries, 330.
Arles-sur-Tech, 299.
Armendantz (D. Beltran d'), 321, 322, 372, 373 n.
Aries (Pere d'), 538.
Artola (Carlos d'), 12 n. 6, 187.
Artigues (Garcen d'), 538.
Asnar (mossen.), 483, 494, 514.
Aspicota (Maria d'), 437.
Arenza, 173.
Aucano (André), 377 n. 1.
Avallaneda (D. N.), 32 n. 1, 338 n. 2.
Avignon, 234 n.
Avila, 235.
Avila (D. Juan Arias d'), évêque de Segovia, 511 n.
Ayala (D. Garcia d'), 188, — 453.
Aymetel, 244 n.
Aycon (cathédrale d'), 41, 145.
Azomar (Pere), 167.
Azumar (Pedro), 458 n. 1.

B

Badajoz, 592 n.
Badefol (François de), 138.
Baga, 212, 213, — 463, 467, 468, 469.
Bager, 111, 349.
Bahens, 31 n. 2, 12, 141 n. 2, 165.
Baloguer, 57, 106, 110 n. 7, 111, 116, 118, 154, 241 n.
Balme (mossen.), 191 n. 3.
Balme (cathédrale), 222 n. 5.
Balzac (Raffaele de) général du Roussillon, 30 n. 3.
Bañolas, 174.
Banyuls-des-Alpes, 111 n. 2.
Barroga (Joan), 463, 465, 469, 473, 179.
Bassora, 11, — 536.
Basta (Lionard), 200 n. 2, 284 n. 1, 362 n. 2.
Batallon, 48, 134, — 453.
Batra, 122, 124, 134.
Beatrix d'Aranda, 378.
Beaucourt, 89 n. 1.
Beaumont (D. Clara de), 20 n.
Beaumont (D. Carlos de), 90 n. 1.
Beaumont (D. Juan de), 54 n. 1, 72, 122 n. 1, 124, 125, 186, 190, 191 n. 1, 227 n. 1, 230, 231 n. 1,

240 n. 3, 252, 256, 318 n. 6, — 474, 475, 483.
Beaumont (D. Luis de), comte de Navarre, 72, 187.
Beaumont (Monsieur de), 253 n.
Bech (Anton), 209, — 463.
Beguda (Pere), 97.
Belchite, 138, 176 n. 2, — 443.
Belinda (mossen de), 321 n.
Bellecombe (Jacques de), 155.
Bellegarde, 228, 229 n. 1, 251 n. 361, 362 n., — 484, 485, 487.
Bellon, Bernard de, 450.
Bellon (Pere), 101 n. 1, — 514.
Belpuig, 110.
Belve (Jean de), 377 n. 1.
Berenguer (Francis), 291, 292, — 538.
Berga, 235 n. 2, 330 n. 2.
Bes (tour de), 325 n. 3.
Besalu, 301, — 541.
Beitani (Sforza de), 327 n., 328 n. 3, — 572.
Béziers, 460.
Biens (Joan de), 498.
Blanc (Pere), 517.
Blanca (D.), 32, 58, 61, 66, 71, 72, 73, 170, — 477.
Blanca (Joan), 359, 360.
Branche (Eyre ix), reine de Navarre, 2.
Blancas Visconti, duc de Milan, 41 n. 2, 235 n. 4.
Blancs (Vidal de), 248 n. 2, 279 n. 2.
Bons, 238.
Bouffille de Jugo, 274, 275, 276, 326, 327 n., 328.
Bollati (Christoforo), 325 n. 6.
Bologne (Bartholomeo de), 417.
Bonna (Gibert de), 377 n. 1.
Bono (Balthazar de), 377 n. 1.
Bonmiral (Louis de), 377 n. 1.
Bordaux, 48, 67.
Borgia (Cardinal Rodrigo), 331.
Borgia (Rodrigo), 269 n. 1, 320 n.
Borja, 76 n.
Borras, 517.
Bosch (Anton), 517.
Bosch (Salvador de), 538.
Bosch (Joan Frances), 6 n. 1, 21 n. 1, 313 n. 2.
Bosquet (Johann), 27 n. 4.
Boulogne (Bertrand, comte de), 219, 402, 403 n. 1 — 486.

Bourges, 275, 276 n. 2, 283.
Brancas (Nicolas de), évêque de Marseille, 217, 266, 270, — 471, 479.
Bras (Jean de), 377 n. 1.
Bréton (Jean), 377, n. 1.
Brives (Antoine de), 377 n. 1.
Bruges, 225, 226 n. 1, — 483, 486, 487, 491.
Bruno (Joan), 21, 184, 196, 199, 203, 210, 212, 235 n. 2, — 466, 467, 472, 479.
Brusac (bâtard de), 118.
Buad (Joan), 46 n. 3, 51 n. 2, 112 n.
Buffalan (Jacques), 377 n. 1.
Buix (Joan Pere de), 324, n.
Buitrago, 314 n.
Bureau (Gaspard), 118, 152.
Bureau (Joan), 97, 118, 152, 158 n. 4, 403, 404, — 417, 434, 444.
Burgos, 182, 184.
Burgues (Frances), 124, 125.
Burton (Joan Lopez de), 326 n. 2.

C

Cabrera (Pons de), 103, 104.
Caceres (D. Gomez de), 189.
Cadaguis, 147 n. 6, 201, 313, — 455.
Cafont (Bonet), 32.
Cafont (Jaques), 26, 28 n. 3, 329, 343 n.
Cahues (Brun de), 533.
Caiques (Abuabaz), 296 n. 4.
Calaburg, 534.
Calaf, 255.
Calais, 71, — 122.
Calatayud, 56 n. 1.
Calonge (seigneur de), 324 n.
Camara, 110, 146 n. 1, 151.
Canesó (Hernat de), 321 n.
Campionch (Guilleu), 266.
Campobasso (comte de), 318, 322, — 543.
Campodon, 224, 220, 220 n. 1.
Canet, 137 n. 4, 138, 141, 163, 161, 169, 363, 370, — 457.
Canta, 357 n. 1.
Capdonat (Aymar de Puysien), 109, 77, 62, 76, 201 n. 1.
Caporiella (Bernat), 107, 25, 276, 313, 322.
Capoue, 283.
Carbo (Amalman), 316, 328.

Carcassonne, 117, 196.
Cardona, 267.
Cardona (Anthonde), évêque d'Elne, 137.
Cardona (Anthon de), 343, 370.
Cardona (Hernat), 288, — 225.
Cardona (Hugo de), 109, 110, 146.
Cardona (Joan de), 483.
Cardona (Joan de), 51 n. 153, 154.
Cardona (Niquet de), 112, 269, — 533.
Cardone (D. Juan de), 146 n. 2.
Cardone (D. Pedro de), 146, n. 2, — 503.
Cardone (bâtard Pedro de), 146 n. 2.
Cariera (Joan), 181, 293 n. 2, 323.
Cariera (Joan), 324 n.
Carlos (Don), prince de Viane, 23 n. 3, 31, 32, 41 n. 2, 42, 43, 44, 45, 47, 48 n. 1, 49, 50, 51, 52, 53, 57, 63, 71 n. 1, 73, 74, 75, 111 n. 171, 184, 211, 304, 307, 340, — 413, 482, 492.
Carovira (Joan), 316.
Carnan (na), 461.
Casala (Franci), 316.
Cassas (Monaud de), 423.
Casse, 233 n. 2, 265.
Cassanges (Gaspard de), 205, — 462, 490, 491, 496.
Castellbajar (Armand Raymond na), seigneur de Bigorra, 118, 142, 154.
Castellblanch, 157.
Casteldeseus, 111, 136.
Castellet (Blasco de), 316.
Castellet (Francesc de), 198 n. 3.
Castelló (moine), 485.
Castellon de Ampurias, 113, 254, 267, 276, 278 n. 279, 282, 283, 321 n. 330, 369, 527.
Castellon de Farfa, 154.
Castellon de M. de, 180, 185 n. 2.
Castillon (Merau de), 118.
Castro (Alvaro de), 285 n. 2.
Castro (Felipe de), 150.
Castro (Joan de), 103, 146.
Castro (Juan, comte de), 527.
Catala (Pere Guilleu), 68.
Catalina de Navarre, 10 n. 1.
Catax (de), 67 n.
Catax (Aymar), 377 n. 1.
Cavall (Ramon), 316.
Celles, 180.
Centelles, 255.
Cerdà (Joan), 270 n. 4, 320 n.

- Ceres*, 180, 144 n. 1.
Cervelló (Garan, baron de), 103 n. 1, 163, 355.
Cervera, 136, 109, 109, 118, 146, 148, 157, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258 n., — 454.
Cesuvases (Jacme), 146 n. 1, 203, 210, 211, 252 n. 2, 478, 478, 493, 496.
Cesta, 238.
Charles V. I., roi de France 47, 49, 51, 68.
Charles VIII., roi de France, 65 n. 4, 373 n. 8.
Charles le Noble, roi de Navarre, 34 n. 1.
Charles d'Anjou, 248 n. 2.
Charles de France, duc de Berry, puis de Guyenne, 72, 81, 182, 244, 280, 358 n. 1, 244 n. 1, 296, 300, 312, 314 n., 334, 336, — 454.
Charles, duc d'Orléans, 183 n. 2, 208, — 464.
Charles le Téméraire, comte de Charolais, puis duc de Bourgogne, 31 n., 32 n. 1, 55 n., 194, 238, 291, 292, 299 n. 1, 319, 324, 335, 340, 341, 342, 348, — 518, 524, 550.
Chartres, 207, 209, 217, 218.
Château-Giron, 357.
Châteauneuf (GoTroy de), 314.
Chatou, 215 n.
Chauvenche 118, 131.
Chevalier Jean, 377 n. 1.
Chion, 92, 127, 381, 387, — 429.
Ciudad Real D. Alvar Gomez de 189.
Ciudad-Rodrigo (licencié de), 176 n. 2, 283, 283, 285 n. 2, — 443, 501 n. 1, 511.
Civica (Guillem), 162.
Clara, 138, 300.
Caramant (Artal de), 310.
Clement (Vincent), 60, 290, — 512.
Cleus (Guarni), 237 n.
Clermont-Lodève (Anouette de), 26 n. 1.
Clermont-Lodève (Pons Guilhem de), 164 n. 2, 184 n. 3, 236, 236, 251 n. 1, — 443, 449.
Cler (Arthus), 162.
Coburne 80, 114, 119, 140, 141, 141, — 291, 291, 347 n., 347 n., 347 n., — 431, 445, 458.
Colom (Joan), 316.
Coloma (Blay de), 503.
Coloma (Joan), 342.
Colomes, 149, — 537.
Comes (chanoine), 29.
Comes Pere Joan, 21 n. 1, 29.
Comines, 189, 190, 301 n. 2.
Comminges (Jean de Lescun, bâtard d'Arizaguet, comte de), maréchal de France, 21 n., 23 n. 3, 68 n. 1, 150, 170, 170, 173 n. 2, 184, 189, 203, 219, 213, 214, 215 n., 402, 417, 434, 414, 438, 438, 530.
Concomana, 59 n.
Conesa (moussu), 191 n. 8.
Constantinople, 20 n. 5.
Contres, 209, — 460.
Copons (Joan), 172, 173, 176, 193, 197, 199, 200, 201, 208, 213, 230, 230, 235 n. 2, 238, 270, — 455, 407, 408, 475, 476, 509, 511, 513.
Corbère, 8.
Corbère (Aldenda de), 207 n. 2.
Corcho (Bernat), 280, — 517.
Cordebeuf (Merlin), 164 n. 2.
Cordes, 400 n. 1.
Cordoue, 285.
Cornell (Luis), 105.
Cornella (Bernat de), 529.
Corda, 337.
Cosa (Gaspard), 318, 328.
Cosa (Jean), 280, 273, — 447.
Cousinot (Guillaume), 149 n. 1.
Coxes (Antoine de), 377 n. 1.
Cressy (Guillaume de), 118.
Cressol (Louis de), 118, 223, 243, 372, 383, — 443, 444, 484.
Cruyilles, 537.
Cruyilles (Bernat Gilbert, baron de), 91 n. 4, 149, 157, 198, 251, 257 n.
Cruyilles (Maru Guerau de), 103 n.
Cunningham (Robert), 118, 153.

D

- Duillon Jean*, seigneur du Lude, 311, 373, 370, 377.
Dammu, 124.
Dauca (Pere), 372 n. 5.
Darnius (Pere), 124 n.
Deu, 165.

Desi (Joan), 243 n. 2.
 Desplugues (Pere), 97 n. 2, 102, 140 n. 2, 143 n. 4.
 Despuig (Ausias), archevêque de Monreale, 178 n. 2, — 423, 548, 556.
 Despuig (Luis), maire de Montesa, 98, 150, 158 n. 4, 178 n. 2, 186, 253 n. 2, 257, 303, — 452.
 Deux-Vierges (Philippe des), v. Montperroux.
 Dez Callar (Joan), 256 n. 6.
 Dez Callar (Pons), 283 n. 2.
 Dezlor (Joan), 283 n. 2, 354 n. 4.
 Dez Pla (Francès), 44 n. 2, 54 n., 75 n. 2, 118, 207 n. 3, 222 n. 2, 250 n., — 454, 474 n.
 Dez Pla (Gueraut), 44 n. 2, 53 n. 2, 56 n. 2, 75 n. 2, 124, 207, 208, 209, 219, 223 n., 243, — 458, 463, 464, 474 n. 1.
 Dez Pla (Pere), 241.
 Dez Soler (Matheu), 303, 208, 209, 210, 211, 224, 235 n. 2, — 467, 469, 490.
 Dez Soler (Pere), 490.
 Dez Valls (Guillem Ramon), 146 n. 1.
 Dez Vivers (M. quel), 103 n., 354.
 Dionis (D.) de Portugal, 318, 325, — 517.
 Dolot (Domingo), 538.
 Dominique, 377 n. 1.
 Donato, 302, 335.
 Doullens, 235 n. 2.
 Dourdan, 27 n. 1.
 Dourt (Jean), 377 n. 1.
 Du Bois (Arnaud), 377 n. 1.
 Du Bois (Gosse), 186, 348 n. 2.
 Du Brueil (Nicolas), 28.
 Du Châtel (Tanneguy), 200, 300, 393, 351 n. 1, 354 n. 4.
 Du Fon (Yvon), 64 n. 2.
 Du Lau (Antoine), 12, 138, 327 n. 1, 330 n. 1, 361 n. 1, 354 n., 355 n., 360, 362, 363, 364, 365, 366, 439, 500.
 Du Lyon (Gaston), 118, 122, 133, 156.
 Du Mas (François), 282 n. 1.
 Dunais, 238, 239, 335, 353 n. 2.
 Du Payzieu v. Capdorat.
 Du Saint Michel 49.
 Dusny (Joan), 161.

E

Echazarri (Nicolas d'), évêque de Pamplune, 535.
 Édouard I^{er}, roi d'Angleterre, 69, 61, 63, 69, 177, 182, 183, 184 n. 2, 185, 200, 200, 201 n. 2, 321, 336, 367 n. 1, — 446, 451, 485, 524, 539, 541, 542, 569.
 Egas-de-los-Caballeros, 230, — 535.
 Elissen, 466.
 Eine, 90 n. 1, 150, 165, 166, 262, 306, 371.
 Enriquez (D. Fadrique), 32 n. 1, 138 n. 1, 204 n. 3, 297.
 Enriquez (D. Pedro), 182, 183 n.
 Ermita (Aubert L'), 377 n. 1.
 Espun-de-l'Agly, 132 n.
 Estang, 73 n. 4.
 Estella, 187, 188, 191, 195, 253 n. 1, — 451, 485.
 Eu, 232, — 491, 494.
 Expecla (Beltran d'), 90 n. 1, — 494.
 Expecla (Joan d'), 89, 90.

F

Fabre (Raphaële), 86 n.
 Fancr (Joan), 22.
 Faro (Jaume de), 537.
 Farré (Joan), 714.
 Fepno (Giovanni Antonio de), 519, 520, 521, 523.
 Felipe de Navarra (D.), 90 n. 1.
 Ferdinand I^{er} de Antequera (le Juste), roi d'Aragon, 173 n., 236 n. 2, 287.
 Ferdinand I^{er}, roi de Naples, 80, 146 n. 3, 296 n. 2, 298, 289, 301, 307, 321, 336, 337, 345 n., 371 n. 3, 539, 545 et suiv.
 Ferdinand (le Catholique), 20 n. 3, 41, 46, 52 n. 1, 61, 63 n. 1, 72 n. 4, 76, 90 n., 97, 98, 146, 141 n. 1, 145, 146 n. 2, 171, 172, 182, 191, 255, 278 n. 2, 279, 288, 281 n., 285, 287 n. 1, 291, 295, 298, 303, 307, 314 n., 318 n. 6, 319, 323 n., 346 n., 347, 358, 367, 371, 375, 387 n. 2, 401, 535, 538, 540, 541, 545, 570.

- Ferrer (Francesc), évêque de Majorque, 557
 Ferrer (Jaume), 119 n. 1, 123, 124, 197 n. 4, 253 n. 2, 254 n.
 Ferrer (Joan Baptista), 500
 Ferrer (Pere Joan), 517
 Ferreres (Gaspar), 340, 343, 343 n., 345
 Ferriz (Pere), évêque de Tarazona, 362
 Ferry de Lorraine, comte de Vaudemont, 217, 282, 285, 317, 471, 479, 540
 Figueiras, 113, 143 n. 4, 145, 267, 285 n. 2, 327, 328, — 527
 Fivaller (Giron), 24
 Fivaller (Jaume), 147
 Fivaller (Joan), 24
 Florence, 108, 288, 342
 Fogassol (Joan), 343 n.
 Foix (Jean de), 324 n.
 Fonollars (Amberl de), 538
 Fonollada (Mannel), 113
 Fonseca (Joan), 500
 Fontarabie, 189, 191
 Forner (Pere), 185 n. 6, 249 n. 2, 268 n.
 Fraga, 306
 Franch (Joan), 22
 Franco (Garcia), 180, 181
 François II, duc de Bretagne, 65 n. 4, 200, 284, 321 n. 1, 307 n. 1, 378
 François Phébus, comte de Foix, 65 n. 4
 Frédéric de Naples, 371 n. 3
 Fudila, 85 n.
 Fuschier (Pierre), 318.
- G**
- Gallot (Jacques), 318, 325
 Gaando (Joan Fernandez), 176 n. 1, — 441, 444
 Gallet (Louis), 68
Galliers 531
 Garcas docteur Saicho, 182, 183 n.
 Garguessaile 118, 142, 157, 403
 Gari (Bartolomeu), 200 n. 3
 Gariga, 321 n.
 Garrus, 132 n.
 Gaston V, comte de Foix, 47, 55, 56, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 111, 115 n. 1, 116, 117, 118, 119, 123, 127, 128, 131, 136, 137, 138, 141, 142, 144, 148, 149, 151, 152, 154, 155, 156, 158 n. 4, 159, 170, 171, 179, 181, 182, 194, 195, 221, 253, 277, 292, 300, 301 n. 1, 321 n. 1, 406, — 416, 419, 420, 421, 422, 444, 453, 463, 520, 541.
 Gaston de Foix comte de Candul, captal de Buch, 65 n. 4
 Gaston, vicomte de Castelbon, prince de Viane, 65, 183, 234 n., 301, — 424, 453, 541.
 Gastor (Jacoïn), 377 n. 1
 Gazo (Antonio), 552, 572
 Génes, 9, 20, 190 n. 3, 317 n., 324, 276 n. 1, 302 n. 1, 364 n. 1, 519, 569, 581
 Gerald (Anthon), 517.
 Gérone, 6, 73, 77, 85 n., 109, 109, 301, 102, 106, 115, 136, 145, 146, 149, 150, 151, 160, 189, 190, 275, 277, 278 n. 7, 279, 281, 296, 307, 361 n. 1, 363 n. 2, 368, 448, 449, 484, 530, 541, 557
 Gherardini (Angelo), évêque de Sessa, 301, 302 n. 1, — 514.
 Gigante (Joan), 162
 Ginebret, 21.
 Giron (Alfonso Teller), 178 n. 4.
 Golitzano (comte de), 343.
 Gonzato, confesseur de Jean II, 303.
 Grand Jehan, 65 n. 2.
 Graner (Pere), 354 n. 2.
 Grange (Pierre de), 377 n. 1
Grenotters-del Vallès, 150, 206, — 323.
 Grassi (Guillaume), 377 n. 1.
 Gravell (Bernat), 588
Grenoble, 49
 Grimau (Joan), 162
 Gual (Joan), 201 n.
 Gual (Jordi), 201 n.
 Gual (Ramon), 201 n.
 Qualbes (frs Joan), 74 n. 3, 116, 316.
 Guanaumes, 377 n. 1.
 Guardia (Pere Jacme de), 244
 Guarni (Jean de), 377 n. 1.
 Guibert (Guillelm), 53 n. 2
 Guillaume de Montferrat, 85 n. 4.
 Gunnera (Joan), 488.
Gusona, 157
 Gurria (Pere de), 538
 Guydmarie (Bernat de), 317

H

Haro (comte de) 152 n. 6
 Henri IV, roi de Castille, 44, 48 n. 4,
 58, 68 n. 2, 72, 80, 170 et suiv. 219,
 220, 233 n. 1, 258, 265, 285, 294, 29,
 295, 314 n. 416, 461, 483, 495, 528,
 547
 Henri VI, roi d'Angleterre, 185, 296,
 321, 367
 Hermite (Tristan I) 108
 Hilar (Jean d'), 51 n. 158, 160, 187,
 254 n. 3
 Hilar (Jean d'), 341
 Horta (château de) 166 n. 1
Hospitalen, 250
Hospitalen, 46, 98 n. 1, 164, 167, 169,
 250, 278, 323, 344, 481
 Hubert, 557 n. 1
 Hugo Roger, v. Palas (comte de).

I

Igualede, 48, 110, 149, 243, 350, 357
 Ile (vicomte d') et de Carret, 130, 136,
 138 n. 8, 161, — 457,
 Illers (Maison), exigue de Chartres,
 210, 216, 222, 360, 406, 422, 457,
 490
 Isabelle (la catholique), 44, 181, 182,
 191, 285, 291, 306, 306, 319 n. 1, 32
 n. 375, 455, 517, n. 4
 Isabelle de BreTAGNE, 40 n. 4
 Isabelle de Coimbra, reine de Portugal, 213
 Isabelle de Foix 188 n. 4
 Isabelle de Portugal, duchesse de
 Bourgogne, 282, 300 n. 1, 291, 292, —
 318, 531
 Isabelle d'Urgel, 237, 269 n.
Ischia, 258 n. 6
 Isen (comte d'), 261, 318, 325

J

Jaca, 284 n.
 Jaca Pelegrin de), 497
 Jacme, comte d'Urgel, 236 n. 2, 237,

Jacques de Foix, 65 n. 1
 Jaime (D. d'Aragon), 254 n. 3
 Janbert (Jonn), 162
 Janer (Jacme), 494
 Jean I^{er}, roi d'Aragon, 58 n. 4
 Jean II, roi de Castille, 173 n.
 Jean II, duc de Bourbon, 188
 Jean I^{er} comte de Foix 163 n. 4
 Jean V comte d'Armaçone, 88, 100,
 60 n. 4, 72, 170, 281, 282, 292, 306,
 321 n. 1, 334, 357, 367 n. 1, — 477,
 482, 501, 512
 Jean d'Anjou, duc de Lorraine et de
 Calabre, 25 n. 3, 28, 30, 33 n. 1,
 270, 271, 273, 276, 297 et suiv., 318,
 341, 417, — 528, 529, 530, 531
 Jean de Foix, comte de Foix, le cap-
 ou de Foix, 72, 68, 80 n. 214,
 236 n. 1, 277 n. 3, 291 n. 1, 26, 248,
 319, 373, 381 n. 1, 382, 400, 405,
 406, 514, 515, 516
 Jean de Foix, vicomte de Narbonne,
 65 n. 4,
 Jean, bâtard de Cambre, 27, 28, 321,
 323, 325, 332 n. 2, 331, 347
 Jean le sous-boyle, 317 n. 1
 Jeanne Enriquez, reine d'Aragon, 32 n. 1,
 61, 73, 74 n. 3, 75, 76, 77, 78, 80,
 87, 98, 101 n. 1, 103, 104, 117, 140,
 112, 116, 118, 151, 152 n. 15, 170,
 162, 171, 180, 180, 265 n. 1, 270, 276,
 280, 287 n. 20, 307, 380, — 441, 45
 535
 Jeanne de Portugal, reine de Castille,
 184
 Jeanne de Paux (n. 1,
 Jeanne de France (la Bouteuse) 189 n. 4
 João (D. I), infant de Portugal, 204, 292,
 304 n. 100, 104,
 Jordà (Jonn), 322 n. 4
 Joffroy (seigneur de Jean), 235, 236, 238,
 331, 334, — 547, 548
 Jovenel des Ursins (Guillaume), 216,
 222, 310, 472, 477, 489,
 Jove (Jacme), 184
 Juan d'Aragon (D. J), 82, 129, 138, 338
 n. 2, 341,
 Juana (D. I), infante d'Aragon, 371 n. 3,
 — 411, 412
 Juana (D. I) de Castille, 291 n. 3, 313,
 314 n.

L

La Baldera (Paiou de), 324 n
 La Barde (Jean d'Estuer, sire de), 118,
 164 n. 2, 402, 403 n. 1, 406 n. 1
La Bastida, 587
La Bisbat, 149, 256, 257, 275 n
 La Coste (Jean de), 377 n. 1.
La Junguera, 143 n. 4, 145.
 La Muleta 377 n. 1
La Neupede, 119, 140.
 Lanceman, 65 n. 2
Lansie, 324 n.
 La Nuga Ferrer de), justiciars d'Ara-
 gon, 60, 68 n. 2, 62, 171 n. 2, 179, —
 423, 427.
 Lapart (Henri), 377 n. 1.
La Pera, 537.
La Roca, 165 n. 4, 252
 La Roche (Audet de), 377 n. 1
Larroque-des-Alberes, 145
Larraga, 142.
 Larri, 377 n. 1.
 Lauret, 377 n. 1
 Lauret (Jean), 377 n. 1
 Laval (Guy de) 278 n. 6
 Lavasser (Adanet), 484
 Lavedan (sire de), 132, 153
 La Vega (D^e Leonor de), 241 n. 4.
Le Baulou, 141, 142 n. 1, 144 n. 1, 359
 Le Bruyon (Bernard), 377 n. 1
 Le Charnes, 377 n. 1
L'Eluxe, 81 n. 1, 145
Le Crotoy, 229
Lectoure, 334, 357, 364
 Ledesma (D. Beltran de Cuera, comte
 de) 188, 240 n. 3, 317 n. 4, — 453
 Le Frogart (Jean), 377 n. 1
 Le Lamoignon (Henri) 377 n. 1
 Le Magre (Gandus), 377 n. 1
 Lemusson, 377 n. 1
 Le Monge 377 n. 1.
 Leon (Orlando de), 289 n. 2, 300 n. 301.
 Leonor (D^e) d'Arago n., comtesse de
 Foix, 98, 66, 66, 70, 72 n. 1, 272, 277,
 286, 287 n. 1, 401 n. 1, 318 n. 6,
 419, 525
 Leonor de Foix, 150 n. 4 — 530
Le Perthus 113, 143, 145 n. 2, 223,
 258, 415

Le Priour (Louis), 377 n. 1
Léran, 8 n. 1
Lérda, 6, 44, 46, 59 n. 2, 106, 109,
 109, 110, 111, 156, 157, 251, 252, 254,
 256 n. 6, — 450
 Lérin (comte de), 540, 541.
 Leroy (Pierre), 377 n. 1.
Lescar, 72.
 Lesort (Antoine), 377 n. 1
Leucate, 139, 140.
 Le Vay (Aubert), 377 n. 1.
 Le Versin (Jean), 377 n. 1
Lille, 8.
 Linas (Mathieu de), 27 n. 4.
Lisbonne, 10.
Livia, 6, 215 n. 365
 Lohera (Joan de), 563.
Londres, 5, 261.
 Loret, 324 n.
Los Arcos 195
 Louis XI (lettres medites de), 20, 28,
 29, 215 n. 1, 232 n. 2, 272 n. 1, 327 n. 1,
 — 581
 Louis d'Anjou, 59 n
 Louvie (sire de), 138
Lyon, 206, 278 n., 364, 403
Llacuna, 251.
 Llacuna (baron de), 110.
Llagostera, 148.
Llupia, 139
 Llupia (Miquel de), 440
 Llupia (Nicholas de), 457

M

Madecine de France, 65. — 420
Madresmanyn 537
Medrid 6, 7 58 n. 4 171 253 n. 1
Magallon 59 n
Mahon, 97, 466.
 Magnary Juhet de, 581
Majorca v Palma de Mallorca
 Malatesta (Francesco), 326 n. 1
Malasarai, 206, — 465
 Milet (Francesc), 517.
 Mili (maestre), 24
 Milla (Roger de), 324 n.
 Maortie (Robin), 264
 Manager, 2, 434
Manresa, 7, 255, 330
 Manrique Gomez), 452.

- Moutet* 86 n.
Margarit (Bernat), 323.
Margarit Juan, évêque de Gérone 278, 323, 328, 329, 343, 363.
Marguerite d'Albret, 168 n. 4.
Marguerite d'Anjou, 290.
Marguerite de Foix, 65 n. 4.
Marguerite de Pole-Suffolk 168 n. 4.
Marguerite d'York, 260, 290, 291.
Maria Angela (Fadrina), 24 n. 4.
Marie d'Anjou, reine de France, 58 n. 4, 59 n.
Marie, reine d'Aragon 84 n.
Marie de Bourgogne, 52 n. 1, 55 n., 201.
Marie de Foix 65 n. 4.
Marillo (Ximenes de), 371.
Marimon (Bernat de), 50 n. 1, 275, — 478.
Marimon (Joan de), 50 n. 1, 109, 110, 111 n. 6, 148 n., 147, 148, 150.
Marimon Joan-Bernal de, 50 n. 1, 214, 223, 222 n. 2, 431, 434, 493, 494, 502, 511.
Marie (Henri de) 58 (3, 56).
Marseille, 8, 270, 330.
Martí (Berenger), 324 n.
Martí Francesc, 303, 430, 462.
Martin, roi d'Aragon, 50 n. 236 n. 2.
Martinez (fra Pere), 322 n. 3.
Martorell 150, 156.
Martorell (Joan), 184, 256, — 482, 483.
Massé, 377 n. 1.
Mataró, 267.
Matheu (Joan), 342, 343.
Matheu (Pere), 257.
Maugouyenne, 118.
Mauillon-de-Sainte, 78.
Muara (Joan), 362.
Muyans (Joan), 32, 311, 314.
Muyans (Pere), 218, — 460, 473, 476, 478, 479.
Mazeres, 10.
Medanadel-campo, 234 n. 1.
Medina, 257.
Mendoza (D. Alvaro de), 176 n. 1, — 444.
Mendoza (D. Diego Hurtado de), 241 n. 1.
Mendoza (D. Diego Lopez de), marquis de Santlana 241, 314 n.
Mendoza (D. Pedro de), évêque de Calahorra, 188.
Mendoza (Ray Diaz de), 198, 199 n. 1, — 448 n. 1.
Merimont (Joan de), 50 n. 1, 318.
Merimont (Remi de), 50, 52, 73 n. 4, 164 n. 2, 209, 210, 213, 223, 220, 231, 275, — 413, 414, 465, 466, 468, 472, 482, 483, 491, 494, 496, 502, 510, 512, 573.
Meslay, 214.
Messaigne (sire de), 118.
Messine, 42 n. 4, 43.
Mel (mossen de), 587, 540.
Miglos (Arnaud de), 164 n. 2, 166.
Mignon (Joan), 164 n. 2, 165 n. 2.
Milau, 9, 276, 282, 283, 301 — 516.
Milhan (mossen de), 324 n.
Millas, 139.
Mimorqué, 97, 102 n. 3, — 166.
Miquel Andrés, 324 n. 4.
Miquel (Francisc), 324 n.
Miossens (Joan de), senéchal de Béarn, 118, 132.
Moracamp, 116.
Murvet (château de), 105, 366.
Moles (Pere), 99.
Molgosa (Gregori), 256.
Molina-de-Rey, 250.
Monbete (mossen), 531.
Moncada, 150, 252.
Moncada (Guillem Ramon), 322 n. 4.
Moncada (Matheu de), abbé de Poblet, 105, 111, 343, 370.
Monella, 217.
Monnauca, 147.
Monardé, 150, 325.
Monreal (Joan de), 49.
Monso (J'errer Pons), 538.
Montauban (Joan de), amiral de France, 21, 32, 179 n. 2, 180, 185, — 469, 480, 472, 507.
Montbardon (Raymond Arnaud de), 90, 92, 164 n. 2, — 388, — 420, 434, 436, 480.
Montblanch, 100, 111, 156.
Montegudo, 180.
Montesa (Maître de l'ordre de), v. Des-pung (Louis).
Montespedon (Monastère de), 143 n. 2, — 412.
Montesquieu, 86 n.
Montserrat, 326 n. 1.
Montglauze (N.-D. de), 117.

Montjuich, 152, 331
Monthéry, 217 n. 1
Montpalau (mossen de), 224 n.
Montpellier, 50 n. 1, 205, — 190, 490, 494
Montpeyroux (Philippe des Deux-Vierges, seigneur de), 76, 77, 78
Montrichard, 445 n.
Montserrat, 229
Montserrat (l'abbé de), 201 n. 1, 203, 210, 211, 224, 229, 231, 232, 233, 234 n. 1, 235, 237, 240, 250 n., — 454, 467, 508 n. 1
Montserrat (Andrés de), 315
Montserrat (Cosan de, évêque de Vich), 114, 224, 232 n. 3, 318, — 576
Monson, 157, 277 n. 4, 307
Morilla, 45.
Moros (Pero Royz de), 560
Morvilliers (Pierre de), 209 n., 225, 226, 229, 248, — 434, 507, 508, 509
Moyne, 377 n. 1

N

Nantes, 8.
Naples, 42, 201 n. 228, 292, 301, 335
Narbonne, 116, 117, 118 n. 1, 131, 164, 165 n. 2, 364
Navelerico (Joan), 547
Nemours (Jacques d'Armagnac, duc de), 164, 167, 202, 350, 405, 406
Napí (Carlo de), évêque d'Astorga, 291, 323 n. 2
Nicolas de Calabre, marquis de Port-a-Mousson, 317, 321, 330, 336, 357, 402, 504
Nimè, 80 n.
Nocta (Antonio de), 183 n. 2, 184, — 446
Noguera (Anthon), protonotaire d'Aragon, 55 n., 193 n., 194 n. 1, 416 n. 1, 418, 440
Normandie, 226, — 480, 511
Noya (Francesco Vitale de), 56
Noyon, 247.

O

Nyvert, 217 n. 1
Olite, 60, 33, 70, 187 n. 2, 380.

Oliva (comte d'), 165
Olivella (Joan d'), 95 n. 1.
Oliver (Francis), 324 n.
Oliver (Garcera), 186, 193, 194, 207, 209, 219, 232 n. 3, — 448, 463, 465, 470, 471, 475, 476, 480, 482
Oliver (Garcera), 318
Oliver (Joan), 22.
Olmedo, 255 n. 1
Olol, 104, 256, 300.
Oms, 86 n.
Oms (mossen), 485
Oms (Berenger IV d'), 85 n. 2.
Oms (Berenger V d'), 85 n. 2
Oms (Berenger VI d'), 85, 86, 87, 91, 114, 350, — 430.
Oms (Bernard d'), 8 n. 1, 89, 90, 92, 127, 128, 130, 137, 169, 200, 207 n. 2, 351, 354 n. 2, 358, 360, 360, 362, 368, — 429, 434, 439
Oms (Charles d'), 53, 54, 55 n. 1, 64, 80 n. 1, 82, 85, 86, 87, 91, 114, 115, 117, 124, 160, 181, 162, 163, 164, 167, 169, 178, 179, 207 n. 2, 350, 385, — 427, 430, 441, 457
Oms (François d'), 85 n. 2.
Oms (Guillaume d'), 85 n., 351 n. 354, 362
Oms (Honore d'), 8 n. 1
Oms (Louis d'), 90 n., 354 n. 387 n. 2
Orba (portal dels), 150
Orba (concha d'), 197
Orde (Pierre d'), 52, — 434
Orde, 527
Orde (Pierre d'), 354.
Orthes, 72, 116.
Ortoá (Nicholas), 562.
Orval (Armand d'Albret, sire d'), 118, 139, 139 n. 2, 143, 146, 159, 160, 162, 403, 404, 405.
Osona, 106, 148
Osserau, 58

P

Pagès (Joan), 343.
Palmarich (Jean de), 377 n. 1
Paladol, 257 n. 5.
Palafregels, 324 n.
Palamas, 149, 163, 324 n.
Palau, 360, 372.

Pallarès (Frances), 83.
 Pallas (Hugo-Roger, comte de), 74 n
 75, 78 n, 1, 96, 98, 99, 100, 102, 103,
 104, 113, 114, 140, 142 n, 143 n 1,
 145, 147, 148, 157, 159, 163, 167 n, 4,
 204, 254, 267, 317, 325, 329, 339, —
 481, 527.
Palma-de-Mallorca, 7, 43, 283, 286 n, 2,
 361 n, 2, 369 n 1.
Pampelune, 7, 65, 173, 187 n, 2.
 Pandolfo (Antonio), 298 n, 1.
 Pancharola (Jean-Pierre), 281, 337.
Panissola (château de), 103.
Panissas (col de), 113, 143, 144, 149.
Paris, 8, 217, 218, 219, 223, 225, 281, —
 482.
 Pastor (Antoine), 353 n 1, 361 n 2.
Pau, 9.
 Pau (Joan de), 146 n 6.
 Paul V, pape, 259, 267, 310 322 n, —
 552, 554.
Pedraibes, 329, 331, 341 342, 343, — 575.
 Pedro (Dom), connétable de Portugal,
 21, 25 n 3, 235, 241 et suiv., 265, 271,
 290, 310, 348 n 1, — 517, 523, 530, 529,
 531.
 Pedro (Dom) de Portugal 259, — 517.
 Pedro (Dom), duc de Coimbre, 287, —
 518.
 Pellicer 146 n 1.
Peralada, 148 n 4, 282 n 1, 324 n,
 328, 330 n 2.
 Peralta (D^{te} Juana de), 30 n 1.
 Peralta (Pierro de), 48, 57 (88, 93 n, 1
 74, 82 84 n 3, 89, 90, 92, 99 n 150),
 164 n, 7, 179, 181, 187, 195, 233 n, 7,
 318 n 6, 347 — 416 427 429, 430,
 435, 437, 438, 491 505.
 Pere (Luis) 469.
 Pere (Marta) 90.
 Perez (X. manes), 296 n 1.
Peironne 267.
Perpignan, 9, 85, 90 n., 91, 113, 114,
 117, 119, 120, 127, 128, 137, 139,
 142 n, 2, 160, 161, 162, 163, 164, 166,
 167 169, 168, 204, 216 n, 235 n 1,
 248, 260 n, 2, 275, 278 n, 300, 348,
 358, 359, 361, 362, 363, 364 365, 366,
 368, 369, 372, 373, 402, 405, 431,
 433, 442, 445, 447, 454 457, 469, 544,
 579.
Pescas, 217 n 1.

Philippe le Bon, duc de Bourgogne,
 40 n, 4, 51 n, 52, 53, 54 n., 194, 259,
 291, — 482, 483, 485, 494, 518.
 Philippe de Savoie, comte de Bresse,
 184, 378, 384, 388, 390, 371, 372, — 550.
 Pio II, pape, 184.
Piera, 251.
 Pierre III, roi d'Aragon 237.
 Pierre de Beaujeu, 317 n 1.
 Pierre de Foix (cardinal), 65 n 4.
 Pierre (Huguel de), 377 n 1.
 Pinós (Bertrand de), 517.
 Pinós (Frances de), 499.
 Pinós (Fr. Joan de), 527.
 Planella (Ramón), 143, 144, 148, — 537.
Poblet, 27, 111, 253 n, 2.
 Pol (Andrés), 268, — 529.
 Pont (Bernat de), 537.
Pont-de-Saladre, 207.
Pontoise, 232, — 482, 485.
Pontós, 537.
 Pontós (seigneur de), 324 n.
 Poquet (Antoine), 377 n 1.
 Porres (Juan), 183.
 Porto-Carrero (D. Pedro de), 188 n, 4.
 Prades (Juan Ramon Folch I, comte
 de), 146 n 2.
 Prades (Juan Ramon Folch II, comte
 de Cardona et de), connétable d'Ara-
 gon, 74 n, 75, 111, 143, 235, 268 n 1,
 322, 343, 370, 371, 376 n 1, — 541,
 543.
 Prades (D. Juan Ramon Folch III
 comte de), 146 n 2 238 n 1.
Prats del Rey, 256.
Puñol, 537.
 Puigoriol (Pere), 50 n 1.
Puigros, 150.
Puycerdà, 114, 166, 215 n.
Py, 85 n.



Quintana (Bartholomé), 319.



Rabannes (Jesu de), 118.
 Ridon (Joan), 544.
Ratou, 80 n.

- Ramis (François), 228. — 517
 Ramon (Guillaume), 37 n. 1
 Ramon (Joan), 495
 Ravastens (dame de), 518
 Raymonnet, 118, 165
 Rebollado (Rodrigo de), 156, 202, —
 541.
 Reilhac (Jean de), 57, 49.
 René d'Anjou [le roi René], 20, 28, 29
 80, 217, 236 n. 1, 255, 266, 268, 270,
 271, 273, 274, 275, 288, 291, 291, 302,
 320 n. 1, 321, 326 n. 1, 326 n. 2, 327,
 328 n. 5, 330, 331, 337, 353, 356 n. 2,
 — 522, 532, 547, 575
 Requesens (Berenger de), 105, 302
 Requesens Elisabeth de), 321 n
 Requesens des Soler (Bernat de), 261,
 329
 Rescados (Andrés), 184 n. 2
 Rezach (Felp de), 321 n.
 Rimbau, 355, 356
 Ribas, 145 n. 4
 Ricaud (sire de) 143
 Rieu (Anoinede), 163, 164 n. 2, 165 n. 2,
 166 n. 1.
 Ripoll, 256, 257, — 527
 Riquer (Anthon), 254.
 Rivésulles 122 n., 135, 137, 138, 164
 Rivère (Poncet de), 149, 155, 160, 182,
 465
 Rocaberti, 145.
 Rocaberti (vicomte Jofrel), 113, 143, 255
 Rocaberti (Bernat-Hugo de), 82, — 127
 Rocaberti (Martí Joan de), 262, — 529
 Rocaberti (Pere de), 157, 278, 322 n. 4
 362, 373, 376, 377, — 541
 Rochabrunna (Rach de), 283 n. 2
 Roda vicaria de), 215
 Roger (Philippe), 185 n. 2
 Roug (Jaume) 47
 Rosta, 173 n. 4, 276, 288, 301.
 Rovenis (Perrin), 484.
 Romen (Balthazar), 316.
 Rompart (Olivier), 477 n. 1.
 Roncovaux, 72
 Roque (Anoume), 118
 Roquenegade (sire de), 161 n. 3
 Ros (Joan), 116 n. 1 (116
 Rosas 141, 142 n
 Rosta, 101, 141, 324 n., 330
 Rosta, 406 n.
 Rostault (Joseph), 165 n. 2, — 408.
 Rousseau (Philippe), 58
 Rovira (Bernat), 557
 Rubinat, 146, 147, 148.
 Ruis (Joan), 314 n
 ■
 SaAorre, 28 n.
 Saint-Belin (Geoffroy de), 402, 404
 405 n. 1.
 Saint-Felms, 124, 125.
 Saint-Gelaie (Baud de), 370.
 Saint-Gelaie (Jean de), 164 n. 2, 165 n. 2,
 278 n. 4.
 Saint-Hippolyte, 132 n., 138.
 Saint-Jean-de-Luz, 180, 188, 189, 194
 — 458
 Saint-Jean-Pied-de-Port, 74.
 Saint-Laurent-de-la-Salanque, 138.
 Saint-Loup-sur-Thouet, 406 n
 Saint-Omer, 49 n. 4, 319.
 Saint-Palais, 78, — 421.
 Sainte-Marie-de-la-Mer, 119, 138, 140,
 141.
 Saisonie, 86 n
 Sala (Nicholas), 203, — 502, 504, 505
 Salazar (Jean de), 164 n. 2, 166, 214
 402, 405 n. 1, — 469.
 Salins (Arnaud de), 131
 Salient (Barthomeu), 26
 Salou, 158
 Salra, 537
 Sales 123, 131, 132 n. 133, 134, 135,
 261, 405 n. 1
 Salzer (Joan), 540
 Samadet (Archambaud de), 423.
 Samper (mossen) 528
 Sampas (abbé), 16.
 Sampedo Herant), 101 n. 1
 San Andres-de-Palomar 150
 San Boy, 327
 San Celons, 150
 San-Climent (François de), 508
 San-Cugat, 150, 323
 San-Felms, 294 n.
 Sanguesa, 187 n. 2.
 Sanguesa (Joan de), 558, 559.
 San-Jorge, 149
 San-Juan-de-las-Abadesas. 256, 261.
 San-Miguel-de-Flavia (monnaie de
 224 n
 San-Mort, 537.

San Pedor, 323
San Pere-Pescador, 535
San-Pere-de-Roda (monastère), 321 n.
San-Primat-de-Bas, 103
San-Quirico 324 n.
Sant (Bernat), 324 n.
Santa-Ana (portal de), 150 n. 6.
Santa-Coloma-de-Queralt, 147, 149, 255.
Santa-Eulalia-de-Mérida, 140
Santa-Maria-de-Mont (monastère de), 324.
Santa Pau (Joana de), 85 n. 2
Santiago-de-Compostelle, 138
Santmynat (Francès), 517.
Saragosse, 7, 81, 94, 157, 175, 191, 194 n. 1, 198 n. 3, 256 n. 1 283 n. 4, 307, 335, 387, 388, — 424, 429
Saratcho (Leonardo de), 251 n. 2
Sauveterre 70, 78, — 434
Savarles (Pere), 201 n., 203, — 454, 512.
Savone, 569.
Sayns (Michel de), 377 n. 1
Sayol, 146 n. 1
Scaguone (Hector) 337
Scarlino, 105
Scobaria (D^e Leonor de), 147
Socorraris (Joan), 517
Segurrioles (Francès de) 450
Sellent 329
Senestra (Bernat de), 323.
Sent-manat (Francès), 316
Sorra (Pere Joan), 235 n. 1 316.
Sosna v. *Lherardini*
Setanli (Luis), 338, 339, 342, 343
Sforza (François), duc de Milan, 53 n. 2, 80, 183 n. 2, 186 n. 3, 215 n. 1 230, — 410.
Sforza Galens, duc de Milan, 274, 280, 281, 301, 302, 313 n. 1 428 n., 511, 426, 333, 335 n. 3, 336, 337, 338, 339, 417, 530, 539, 542
Sienne, 546
Sigra, 331
Silva (Alonso de), 150
Silva (João de), 230 n. 1.
Simancas, 7.
Simonet (Pierre) 153, 154.
Sixte IV, pape, 320 n.
Solanes (Balthazar) 517
Soler (Joan), évêque de Barcelone, 320 n.

Sorella, 253 n. 1
Sos (Berenger de), 283 n., 294 n. 3.
Sousa (Vasco), 243.
Spelunca Galdri de), 538
Spital (terra del), 106 n. 1.

T

Tahour (Guillaume), 32.
Tallat, 36.
Tamarit-del-Mar, 154.
Tarascon, 321.
Terrados (Jordi), 351, 54.
Tarragone 154, 155, 156, 197, 200, 201 n. 1, 251 n. 2, 279, — 541
Tarrega, 104, 106, 110, 148, 153, 157.
Telamo (Gaspar de), 558
Terragosa, 158
Terré (Joan), 251
Tiom, 118
Thomas (Jean), 377 n. 1
Thuir, 9, 135, 140
Tiersent (François de) 370
Toledo, 7, 314 n.
Torres (Juan de), 174
Torretille-de-Montgrí 149, 256, 324 n.
Tortosa 105, 193, 254 n., 263, 267, 372, — 450, 523, 526.
Tosta, 324 n.
Touche (Pierre de), 335, — 572
Toulouse, 116
Tours, 57, 335, — 449, 452, 487
Tremp (Bernat de), 107 n. 2
Tresserra, 141 n. 2.
Tribunet, 377 n. 1
Tristan (Bernat) 164 n. 2
Troier (Guillem) 218 n. 2
Troullas, 30 n.
Turcho, 302 n. 1.

U

Uper, 30 n. 1
Urgel, 106, 109, 111, 133, 200, 201 n. 1, 250, 251, 257, 280, 285 n. 2, 440, 569.
Urgel (D^e Juana d'), 144 n. 2.
Urra (Elisabeth de), 101 n. 1
Urra (Hugo de), 201, 252, 378 n. 4, — 539, 541, 542
Urra (Lope Ximenes de), 178 n. 2.



TABLE ALPHABÉTIQUE.

257 n. 5, 258 n. 6, 262 n. 4, 261, — 551.
 Urrea (Pere del), 82, 254 n., 301, — 128,
 427
Urtubie, 188
Usarits, 186

V

Vaaz (Ruy), 531
 Vaca (Pedro), 283 n. 4, — 528
Valdelazoya, 314 n
Valence, 7, 17 195, 196, 307, — 302
 Valenco (cardinal de), 356
 Valencia Joan de, 284 n
 Valgornera (Jacme de), 321 n
Valladolid, 297
 Vallmanya (Anthon de), 26 n. 6, 341 n
Valls, 108
 Valserra (mossen), 485
 Vaquedano (Fernando de), 60, 61, 288
 n. 8, 289 n., — 429, 430, 437, 438
 Vasquez (Juan), 341
 Vasquez (Pedro), 239 n
Venise, 274, 275, 288, 301, 319, — 534
 537
 Vensach, 456
Verda, 146 n. 1
Verges, 148, 149
 Veri (Barthomeu de), 532
 Veri (Gabriel de), 201 n.
Vern, 537
 Verntallat (Francès de), 103, 104, 105,
 108 n. 2, 206 207, 208 n. 2
Vich, 8, 95 n., 165, 175 n. 6 192 n. 1,
 198 n. 2, 255, 263 n. 2, 308 n. 2,
 320
 Vidal (Francès), 318 n
 Vidal (Rodrigne), 54 n
 Vidas (Joan), 24
 Vignoles (Estevenot de), 118, 132, 463
 Via (Jacme), 123
Vilacolum, 537
 Viladomany (Arnau de), 146 n. 1, 208,
 — 517, 538
Vilademulm, 536
Viladecens, 534
 Vilafranca (capitaine), 106, 107, 108,
 110 n
 Vilafranca (Eléonore de), 106
 Vilafraser (Galceran de), 324 n
 Viana (Gaspar), 499, 517

Vilar (mossen), 23, 24
 Vilar (Raphaël), 203, 210, 211, 218,
 235 n. 2, — 473
 Villa Joan), 102 n. 1, 116
 Villaspina D'leonor), 90 n. 1,
Villafranca-del-Panadés, 45, 46, 103,
 251, 254, 276
 Villages, 151 n. 4
 Villamari (Bernat de), andra d'Ara-
 gon, 60, 101, 141, 151 n. 4, 329, 330 n. 1
 Vilar (Andrés de), abbé de Ripoll, 208,
 — 533
 Villars (Archaubault de), 138
 Villecharre (Michel de), 80, — 435, 437
 438
Villefranche-de-Conflent, 140 n. 2
Villefranche-de-Rouergue, 304, — 157
Viditongue, 188
Villemolaque, 141 n. 2
 Vilemur Pons de), senechal de Foix,
 118, 132
 Vilena (D Juan Pacheco, marquis
 de), 179, 180, 186, 188, 189, — 403,
 541
 Villena (D Juan de), 146 n. 2
Vinça, 268, — 529
 Vivero (Gonzalo), évêque de Salaman-
 que, 182, 183 n., — 453
 Volo (Jacme), 124, 258 n. 5

W

Warwick (comte de), 60, 63 201
Westminster, 204

X

Xativar (Gaspar), 507

Y

Yolande de Sicile, 58 n. 4, 59 n., 157,
 242 n. 2
 Yolande de Bar, reine d'Aragon, 58 n. 4,
 59 n. 1, 265
 Yan Guillaume), 245
 Yvonet, 371 n. 1

Z

Zamboja Diego de), 531

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
INDEX DES RÉFÉRENCES. — I. <i>Sources inédites</i> .	3
— II. <i>Bibliographie</i>	10
OBSERVATIONS CONCERNANT QUELQUES SOURCES .	
I. <i>Observations sur les principaux fonds des archives municipales de Barcelone</i>	20
II. <i>Dietari del Consell barcelonès</i>	21
III. <i>Libre de algunes coses assumptades</i> .	23
IV. <i>Dietari de la Deputacion</i> .	25
V. <i>Lettres inédites de Louis XI</i>	28
CHAPITRE PREMIER. — LA SITUATION POLITIQUE EN ARAGON ET EN CATALOGNE AVANT L'AVÈNEMENT DE LOUIS XI. .	
La diplomatie du dauphin Louis en Espagne. — D. Carlos, prince de Viane. — La succession de Navarre. — Contre-coup des guerres de Navarre en Catalogne. — État politique et économique de la Catalogne. — Le Primogénit, les Cortes, le Général ou Députation — Barcelone, capitale du Principat — Le Conseil des Cent, le Sage Conseil — L'autonomie catalane et ses aspirations à l'indépendance. — Origines de la Révolution catalane. — Jean II, son avènement. — D. Carlos primogénit. — Arrestation de D. Carlos, soulèvement des Catalans. — Délivrance de D. Carlos, capitulation de Villafranca. — Jean II et Charles VII le traité de Vienne (17 juin 1467). — Louis dauphin et le prince de Viane. — Mort de Charles VII (22 juillet 1461).	31

CHAPITRE II. — LE TRAITÉ DE BAYONNE	52
Avènement de Louis XI. — Mort de D. Carlos (23 septembre 1461). — Deux orientations possibles pour la politique française.	
§ 1. — <i>Le double jeu de Louis XI et les négociations préliminaires</i> ..	57
Ambassades françaises à Barcelone. — Réserve de Louis XI vis-à-vis de l'ambassadeur aragonais Charles d'Oms. — Politique d'attente vis-à-vis de la Castille. — Négociations anglo-aragonaises. — Revirement de Louis XI, à cause du loyalisme des Catalans. — Rôle de Gaston IV de Foix. — Pourparlers engagés à Olite (février 1462).	
§ 2. — <i>L'Alliance franco-aragonaise</i> ..	67
Jean II accepte les ouvertures de Louis XI. — Traité d'Olite (12 avril 1463). — Les malheurs de Da Blanes. — La mésaventure du sire de Montpeyroux. — Effervescence à Barcelone. — Entrevue de Sauveterre. — Traité de Sauveterre (3 mai) et Obligation générale. — Traité de Bayonne (9 mai).	
CHAPITRE III. — LA RÉVOLUTION EN ARLES	93
La Révolution éclate à Barcelone. — La déchéance du roi et de la reine est proclamée. — L'armée catalane va assiéger la reine dans Gérone.	
§ 1. — <i>Le gouvernement du Général et la défense du territoire catalan</i> ..	98
Hugo Roger, comte de Palas, assiège inutilement la citadelle de Gérone. — Les Catalans maintiennent Jean II en Urgel. — Le Général s'efforce de mettre les châteaux en sa main et de fortifier les côtes des Pyrénées.	
§ 2. — <i>Les préparatifs d'invasion à la frontière française</i> ..	116
Retour de Gaston IV de Foix (16 mai-20 juin 1462). — Effectif et composition de son armée. — Manifeste du 5 juillet. — Lettre de Louis XI (30 juin). — Imminence de l'entrée en campagne.	
CHAPITRE IV. — LES FRANÇAIS DANS LE PRINCIPAT.	
§ 1. — <i>Marche à travers le Roussillon (10-21 juillet 1463)</i> ..	131
Entrée des Français en Roussillon (9-10 juillet). — Enlèvement	

du pas de Saubas (10 juillet). — Conquête de la Salanque et des environs de Perpignan. — Prise de Canet. — Attitude des Roussillonnais. — Prise du Boulou (20-21 juillet). — Gaston IV franchit les Pyrénées.

§ 2. — *Campagne de Catalogne* 144

Delivrance de Gérone (23 juillet). — Bataille de Rubinat (28 juillet). — Énergie du Général. — Marche des troupes franco-aragonaises sur Barcelone. — Siège de Barcelone (8 septembre-3 octobre). — Retraite de Gaston IV et de Jean II. — Entrée des troupes franco-aragonaises dans Saragossa (fin décembre). — Campagne en Hijar. — Arrivée des Castillans ; trêve de Belchite (13 janvier 1458).

§ 3. — *Occupation française du Roussillon et de la Cerdagne* 159

Le sire d'Orval. — Sa mort. — Charles d'Orma, châtelain de Perpignan. — Politique de la reine d'Aragon. — Triomphe du parti révolutionnaire dans Perpignan. — Siège du château par les Perpignans. — Louis XI envoie en Roussillon une armée commandée par le duc de Nemours. — Capitulation de Perpignan (8 janvier 1463). — Conquête du Roussillon et de la Cerdagne. — Annexion des Comtés à la France. — Déclaration de Dax (2 mars). — Domination de Louis XI en Roussillon. — Le fait et le droit.

CHAPITRE V. — L'INTERVENTION CASTILLANE EN CATALOGNE 170

Situation créée par les affaires de Navarre et de Catalogne entre la France et la Castille. — Henri IV de Castille « seigneur » des Catalans. — Conflit entre Henri IV et Jean II. — Louis XI se propose comme arbitre. — Négociations actives à ce sujet. Sentence arbitrale de Bayonne (23 avril 1463) et entrevue d'Urtubie entre Henri IV et Louis XI (28 avril). — Dans quelle mesure fut respectée la sentence en Navarre et en Catalogne.

CHAPITRE VI. — L'AMBASSADE CATALANE DE 1463 203

Composition et itinéraire de l'ambassade. — Première audience accordée aux ambassadeurs par Louis XI (2 août). — Excellente impression produite par le roi sur les Catalans. — Les Catalans à Paris (24 août). — Alermes des Catalans qui effrayent les projets de Louis XI : le rêve de la *Catalogne française*. — Duplicité et atermoiements de Louis XI. — Nouvelles secrètes reçues de Barcelone, les Catalans ten-

posent à leur tour — Conférences d'Abbaville (novembre)
— Mission confidentielle confiée à l'abbé de Montserrat.

CHAPITRE VII — DOM PEDRO DE PORTUGAL, « ROI INTÈRE »
EN CATALOGNE. 236

Élection de Dom Pedro. — Précédents de ce prince. — Arrivée de D. Pedro à Barcelone (22 janvier 1464). — Deux causes expliquent les malheurs de D. Pedro : son caractère et son isolement. — Par dépit, Louis XI repousse ses avances. — Traité de Pampelune entre l'Aragon et la Castille (9 juin 1464) — Défaite de D. Pedro; sa maladie; sa mort (29 juin 1468)

CHAPITRE VIII — LA MAISON D'ANJOU EN CATALOGNE. . . . 265

Les Catalans recourent à la maison d'Anjou : raisons politiques et économiques du décret (30 juillet). — Efforts de Jean II pour éviter un conflit avec la France — La roi René accueille les Catalans — Louis XI abandonne Jean II et se déclare pour René

§ 1 — *La lieutenances de Jean de Calabre* 277

Premiers actes de Jean de Calabre, primogénit et lieutenant général du roi René dans le Principat. — Arrivée et départ de Jean V d'Armagnac. — Défaite des Angevins à San-Juan-de-las-Ahadernas (23 mai 1468). — Jean de Calabre en France — Campagne il domat que conduite par Jean II, la question catalane devient une question européenne. — Négociations en Navarre, en Italie, en Angleterre, en Bourgogne — Tactique habile de Jean II en Castille : il y prépare l'union de Ferdinand et d'Isabelle. — Ambassade du cardinal Jean Jouffroy en Castille — Mariage de Ferdinand et d'Isabelle (17 octobre 1469). — La politique aragonnaise à Milan et à Naples. — Jean de Calabre en Provence — Cortes de Monzon, discours de Jean II. — Mort de Jean de Calabre (18 décembre 1470)

§ 2. — *La capitulation de Barcelone* 317

Conséquences de la disparition de Jean de Calabre. — Triple alliance conclue à Saint-Omer entre l'Aragon, Naples et la Bourgogne (1^{er} novembre 1471) — Attitude du Saint-Siège — Évolution du duc de Milan — Le bâtard de Calabre à Barcelone (12 juin 1471). — Plan de campagne des Aragonais — les déflections en Ampurdan. — Siège de Barcelone. — Le roi de France et la maison d'Anjou. — Embarras de Louis XI, ses arrière-pensées. — Duplicité de Galéas

TABLE DES MATIÈRES

611

Sforza. Il trouble le roi René et interdit aux Génois de s'attaquer Barcelone. — La capitulation. — Rentrée triomphale de Jean II dans Barcelone (17 octobre 1472)

CHAPITRE IX. — LA REVANCHE DE JEAN II.

348

La question du Roussillon au lendemain de la Restauration aragonaise en Catalogne. — Fautes de Louis XI. — Les complots — Jean II rentre dans Perpignan (1^{er} février 1473) — Louis XI envoie une armée — siège de Perpignan. — Intervention des alliés de l'Aragon et arrivée de Ferdinand avec une armée de secours : trêve de Canet (14 juillet). — Campagne de Louis de Crussol. — Traité de Perpignan (17 septembre).

CONCLUSION

370

APPENDICES.

I. — Des erreurs commises par certains historiens à propos du traité de Bayonne	385
II. — Sur une pièce du fonds Bourré à la Bibliothèque nationale (F. fr. 20498, f ^{os} 100-101)	402
III. — La restauration aragonaise et les archives révolutionnaires	407

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1. — Alliance entre le dauphin Louis, futur roi de France, et le primogénit D. Carlos, futur roi d'Aragon	413
2. — Traité d'Orléans	416
3. — Obligation générale du roi d'Aragon	424
4. — Traité de Bayonne	429
5. — La reine d'Aragon dément l'engagement des Comtes	439
6. — Trêve de Belhite	443
7. — Extrait d'une lettre de Jean II à Louis XI	444
8. — Anton de Noceta au duc de Milan	446
9. — Instructions du roi d'Aragon pour Galceran Oriver	448
10. — Alonso de Palencia, <i>Annates suorum dierum</i> , VI, 7. .	451
11. — Correspondance de l'ambassade envoyée à Louis XI par la ville de Barcelone en 1463	454
12. — La comte de Cardadeu la tête de Barcelone	514
13. — Liste des conseillers de D. Pedro	517
14. — D. Pedro à Louis XI	517

15. — Tentative de médiation faite par le duc de Milan	519
16. — D. Pedro aux procureurs de Tortose	523
17. — Instructions du roi d'Aragon à Bernat Cardena.	525
18. — Instruction de Jean II à messen Andreu Pol	529
19. — La duchesse de Bourgogne au Sage Conseil	531
20. — Les ambassadeurs catalans envoyés à René rendent compte au Sage Conseil de leur mission auprès de ce prince.	532
21. — Note diplomatique de Louis XI à la République de Venise.	534
22. — Traité d'Egea-de-los-Caballeros	535
23. — Etat des châteaux et lieux recouvrés par Jean de Calabre.	536
24. — Liste des officiers de la maison de l'infant de Calabre.	537
25. — Jean II à Francis Berenguer	538
26. — Jean II à Edouard IV	542
27. — Extraits du « libre de memores » de l'église Saint-Jacques de Perpignan	543
28. — Instructions de Jean II à l'évêque de Sessa.	544
29. — L'ambassadeur français Pierre de Touche à la Cité de Bar- celone.	572
30. — Sforza de Bellini au duc de Milan	572
31. — Discours prononcé par Jean II au parlement de Pedralbes.	573
32. — L'évêque de Vich à la Cité de Barcelone	576
33. — Le Sage Conseil à Bernat de Marimon.	578
34. — Discours de Jean II aux Cortes de Perpignan	579
35. — Louis XI à la ville de Gênes	581
INDEX DES NOMS DE LIEU IDENTIFIÉS.	583
TABLE ALPHABÉTIQUE	588
TABLE DES MATIÈRES	607



UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY,
BERKELEY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

Books not returned on time are subject to a fine of
50c per volume after the third day overdue, increasing
to \$1.00 per volume after the sixth day. Books not in
demand may be renewed if application is made before
expiration of loan period.

JUN 20 1921

JAN 5 1951

15 Nov '50 WK

NOV 9 1950

IN PORTAL

5 Jan 51 CDV
FEB 5 1951

24 Mar '52

IN STACKS
MAR 10 1962

REC'D LD

MAR 30 1962

APR 8 - 1966 7 9

REC'D LD
JUN 9 '66-RM

30-11, '10

277890

Calmette

DP 133

4

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

